

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES ÉTATS DE LANGUEDOC AU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée

et soutenue le 30 Juin 1959

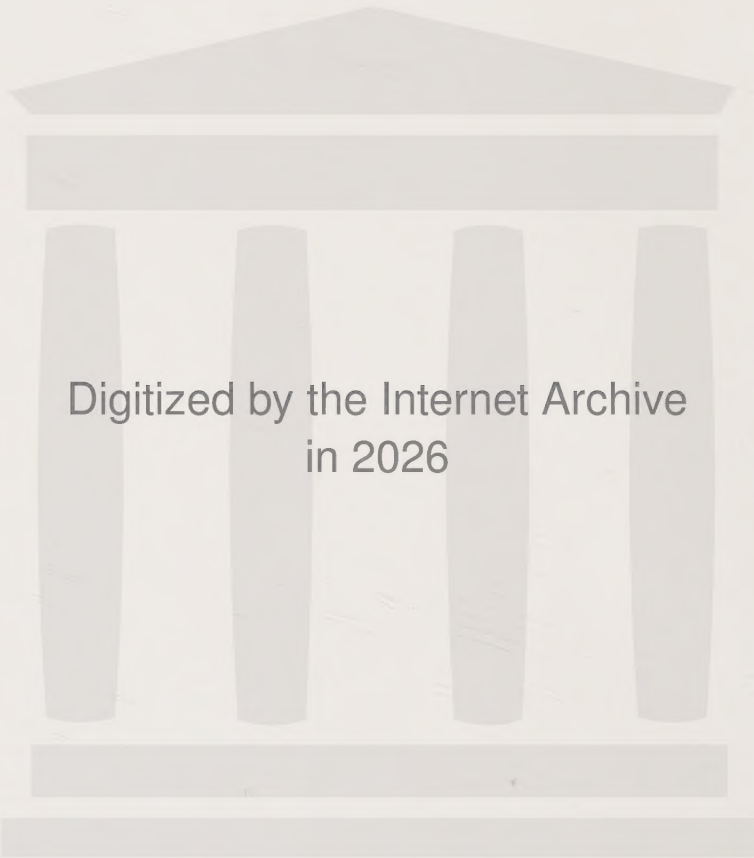
par

HENRI GILLES

Membres du Jury : M. Pierre TIMBAL, président

M. Gabriel LEPOINTE	}	suffragants
M. Paul OURLIAC		

ÉDOUARD PRIVAT, ÉDITEUR



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LES ÉTATS DE LANGUEDOC
AU XV^e SIÈCLE**

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES ÉTATS DE LANGUEDOC AU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée

et soutenue le 30 Juin 1959

par

HENRI GILLES

Membres du Jury : M. Pierre TIMBAL, président

M. Gabriel LEPOINTE	{	suffragants
M. Paul OURLIAC		

ÉDOUARD PRIVAT, ÉDITEUR

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	9
SOURCES MANUSCRITES.	11
SOURCES IMPRIMÉES.	13
BIBLIOGRAPHIE.	16

PREMIÈRE PARTIE :

Histoire des Etats de Languedoc de 1417 à 1515.

Chapitre I. — Les Etats de Languedoc avant le x ^v siècle.	23
Chapitre II. — La renaissance des Etats et la prépondérance des villes.	29
Chapitre III. — Les premières tentatives royales contre les Etats et la crise de 1442-1443.	48
Chapitre IV. — L'autorité grandissante du pouvoir royal et la politique de Louis XI à l'égard des Etats.	59
Chapitre V. — L'assemblée provinciale.	71

DEUXIÈME PARTIE :

L'organisation des Etats de Languedoc.

Chapitre I. — Les Trois Ordres.	81
Section I. — Le clergé.	81
Section II. — La noblesse.	85
Section III. — L'Etat commun.	94
Section IV. — Le doublement du tiers.	110
Chapitre II. — Le personnel des États.	112
Section I. — Le président pour le pays.	112
Section II. — Le greffier.	114
Section III. — Les syndics.	115
Section IV. — Autres procureurs des États.	124
1. — Procureurs particuliers.	124
2. — Le procureur en Parlement.	125
3. — Le procureur au Grand Conseil.	125
Section V. — Les avocats.	126
Section VI. — Le trésorier de la Bourse.	126

Chapitre III. — Les gens du Roi.	128
Section I. — Les commissaires du Roi.	128
Section II. — Le greffier pour le Roi.	136
Chapitre IV. — L'organisation de l'assemblée.	138
La session.	138
Section I. — La convocation.	138
Section II. — Les délibérations.	142
Chapitre V. — Les modes d'action des États.	153
Section I. — Les doléances.	153
Section II. — L'ambassade.	158
Chapitre VI. — Les archives des États.	162

TROISIÈME PARTIE : Les attributions des États.

Chapitre I. — Le rôle fiscal des États de Languedoc.	167
Section I. — L'aide.	168
1. — Les États et le régime fiscal languedocien.	168
2. — La défense des contribuables.	186
Section II. — Les aides et l'équivalent.	196
Section III. — La gabelle.	210
Chapitre II. — L'action économique des États.	217
Section I. — Les États et l'agriculture.	217
Section II. — Les États et les travaux publics.	225
Section III. — Les États et le commerce.	227
1. — La liberté du commerce.	228
2. — La défense des privilèges commerciaux — Aiguesmortes et la lutte contre Lyon.	240
Chapitre III. — Les États et l'administration de la Justice.	251
Section I. — Les États et le Parlement.	251
Section II. — La Cour des Aides.	261
Section III. — Les Cours rigoureuses.	263
Section IV. — Les commissions extraordinaires.	266
Section V. — Les Juridictions ecclésiastiques.	273
Section VI. — Les auxiliaires de la Justice.	276
CONCLUSION.	279
APPENDICES n° 1. — Présidents des Etats de Languedoc.	281
n° 2. — Greffiers des États.	283
n° 3. — Syndics des États de Languedoc.	285
n° 4. — Procureurs en Parlement.	286
n° 5. — Liste des cahiers de doléances.	287
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	293
TABLE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.	343

INTRODUCTION

Parmi les assemblées qui, vers la fin du Moyen-Age, ont reçu en Europe occidentale le nom d'États, les États de Languedoc occupent une place particulière. Leur origine — il s'agit d'un démembrement des États Généraux du royaume de France — leur confère un caractère de représentativité que n'ont pas connu d'autres réunions du même type. Leur durée — ils ne disparaîtront que dans la tourmente révolutionnaire de 1789 après avoir victorieusement résisté à nombre d'attaques — doit être soulignée dans le développement absolutiste de l'Ancien Régime français. Leur action s'est fréquemment mêlée à l'histoire générale de notre pays. Leur œuvre, dont certains témoignages peuvent encore s'admirer, leur a, en partie, survécu.

Mais la longueur de leur existence, l'ampleur de la matière, la masse des documents à mettre en œuvre, leur dispersion rendent malaisée une étude exhaustive, et il convient, si l'on veut apporter une contribution sérieuse à leur connaissance, de se limiter dans le temps. Le choix s'est porté sur le xv^e siècle parce que, après un examen attentif des circonstances historiques, il est apparu que ce siècle a marqué le tournant décisif dans l'histoire de l'institution : avant lui, on peut épiloguer sur le sens, la nature et les limites de ce que l'on appelle les États de Languedoc. Quand il finit, le terme est nettement défini; au cours du siècle, les États ont reçu l'organisation et ont été pourvus des attributions qu'ils conserveront désigne incontestablement une institution dont tous les contours jusqu'à la chute de l'Ancien Régime : l'organisation est définitivement fixée, sclérosée pourrait-on dire; pas un rouage nouveau n'apparaîtra; les attributions se développeront sans doute, les affaires s'accroîtront, mais aucune voie nouvelle ne sera ouverte, les méthodes ne changeront pas. Tout le développement ultérieur est en germe, jusque dans les détails les plus minutieux du protocole, dès les années 1480-1510.

Même ainsi ramené à des proportions plus modestes, le sujet n'apparaît pas comme des plus faciles à traiter. Des difficultés qu'il faut résoudre, les unes sont matérielles : la documentation est toujours dispersée mais sa masse est abordable pour un individu réduit à ses seules forces et les recherches peuvent s'exercer dans un cadre chronologique plus restreint. Les lacunes, quoique nombreuses, peuvent être comblées par une enquête minutieuse dans les dépôts d'archives, même mineurs, du Midi de la France. A ce

prix, il est possible d'arriver à savoir ce qu'ont fait réellement les États au cours du xv^e siècle et de retracer l'historique de leur évolution.

Mais l'essentiel des difficultés n'est pas là; il tient à l'institution elle-même, à ses méthodes, au rôle auquel elle a été réduite. Dans leurs doléances, les États posent toute la question des rapports entre administrateurs et administrés au moment où la monarchie administrative commence à prendre son essor. Leur intervention suppose connu tout le mécanisme d'une administration qui obéit déjà à des règles strictes mais dont la complexité échappait en partie aux États, dont la plupart des membres n'étaient pas des professionnels et dont les déclarations demandent à être soigneusement vérifiées. Ainsi, les États ont fini par toucher à tout, mais de façon très fragmentaire. Un exposé cohérent de leur activité se heurte continuellement à cette fragmentation des problèmes; bien souvent ils n'ont traité que l'accessoire, non l'essentiel.

Dans ces conditions, l'équilibre à établir entre les diverses parties se révèle souvent délicat à trouver et l'on a voulu avant tout éviter de juxtaposer une série de monographies sur les questions où les États ont pu intervenir, mais on a tenu à souligner leur rôle et leur action en ces matières. C'est pourquoi, il a paru plus sage d'adopter un plan classique. On lui reprochera, peut-être, d'aboutir à une étude trop strictement institutionnelle à un moment où l'on préfère plutôt adopter la méthode comparative lorsqu'on se penche sur les assemblées d'États. Mais, avant de comparer il faut nécessairement connaître, et notre connaissance, il faut bien l'avouer, repose sur des documents qui ne font que souligner, à l'époque où nous nous sommes placés, le côté purement institutionnel des États.

En terminant, je voudrais exprimer ma reconnaissance à mon maître, M. le Professeur Paul OURLIAC, qui a été l'inspirateur de ce travail et dont les conseils m'ont constamment guidés, à mes maîtres de l'École des Chartes qui ont bien voulu apprécier sa première ébauche, et à M. Pierre TIMBAL, professeur à la Faculté de Droit de Paris, qui lui a décerné les honneurs universitaires. Mes remerciements vont à mes confrères M. GOURON, H. BLAQUIÈRE, O. DE SAINT-BLANQUAT et M. CAILLET, qui m'ont toujours réservé le meilleur accueil aux Archives de l'Hérault, de la Haute-Garonne, de Toulouse et à la Bibliothèque de Toulouse. Et c'est avec mélancolie que je salue ici la mémoire de ceux qui ne sont plus là pour recevoir l'hommage qui leur est justement dû : G. LAPOINTE, professeur à la Faculté de Droit de Paris et M. OUDOT DE DAINVILLE, archiviste en chef de l'Hérault.

SOURCES MANUSCRITES

Les archives des Etats de Languedoc, actuellement conservées dans la série C des Archives départementales de l'Hérault, n'ont pas encore fait l'objet d'un véritable classement. La plus grande partie des documents qu'elles renferment ne remonte d'ailleurs pas au delà du xvii^e siècle. Comme on le verra plus loin, les Etats n'ont pas eu de dépôt d'archives proprement dit avant la fin du xv^e siècle et le fonds est donc assez pauvre en documents de cette époque, pauvreté encore aggravée par le fait que le tome premier de la collection des procès-verbaux originaux des Etats (1501-1511) a disparu au début du xix^e siècle à la suite d'un vol commis dans les Archives de l'Hérault¹. Ce fonds a, en outre, été diminué par la constitution de la série A de ces mêmes archives formée principalement avec des documents qui se trouvaient autrefois dans les archives des Etats.

Les Archives nationales détiennent, sous les cotes H¹ 748¹⁰ à H¹ 1109, les documents qui, à la Révolution, étaient en possession de Pierre-Louis de Carrière, dernier des secrétaires des Etats au département de Montpellier². Sa collection fut cédée par ses descendants aux Archives nationales en 1846³. A part les cotes signalées plus bas, elle n'intéresse que les xvii^e et xviii^e siècles.

Les Archives départementales de la Haute-Loire ont recueilli avec les papiers d'un des plus anciens greffiers des Etats un certain nombre de pièces, notamment des minutes de procès-verbaux, qui devraient faire aussi partie du fonds des Etats.

Documents utilisés :

Hérault : A 17, 18, 19, 46, 53; *Doléances des Etats de Languedoc*, t. I et II (1424-1550); *Commissions pour la tenue des Etats*, t. I; *Comptes des syndics généraux de la province de Languedoc*, t. I; *Recueil de divers comptes*, t. I; *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, t. I.

Arch. nat. : H¹ 748¹⁰ (procès-verbaux des Etats); H¹ 748^{181, 182} (inventaires des dépôts d'archives des Etats au xviii^e siècle); H⁴ 2960 (confirmation des privilèges de Languedoc).

Haute-Loire : 501 C 5442, 5442^{bis}; 5443, 5551, 5720 (procès-verbaux).

Pour combler les lacunes, il a fallu avoir recours aux archives des différents diocèses civils de Languedoc :

Assiettes et comptabilité diocésaine : Aude : XXXII C 12 (Saint-Papoul, 1441-1453); Gard : C 614 (Privilèges de Languedoc), C 620 (Nîmes, 1480-1501), C 1206 (Uzès, 1492-1503); Haute-Garonne : C 745-747 (Toulouse, 1498-1512); C 992-993 (Toulouse, 1486-1519); Haute-Loire : 501 C 6093 (le Puy, 1482-1540); Cordes : CC 43 (Albi, 1424), CC 45 (Albi, 1437-1458), CC 47 (équivalent, 1444-1452); Lunel : CC 62 (Maguelonne); Toulouse : AA 110 (Toulouse, 1459), CC 145-146 (Toulouse, 1423-1444).

Doléances : voir appendice n° 5.

D'autre part, les archives des grandes institutions de l'époque ont été mises à contribution :

1. En 1809, dit le ministre de l'intérieur Duchatel dans son *Rapport au Roi sur les Archives départementales et communales* (1841). Voir aussi la lettre adressée par l'archiviste de l'Hérault à A. Monteil, Arch. nat., KK 648, au chapitre *Etats de Languedoc*.

2. Sur ce personnage, voir : V^{te} de Carrière, *Les Officiers des Etats de la Province de Languedoc*, Paris, 1866, p. 106.

3. *Ibidem*, p. 7.

Parlement de Toulouse : Haute-Garonne B 2, B 8 à B 15, B 1899-1900, 51 B 1 et 2.

Cour des Aides de Montpellier : Hérault B 1, B 13.

Parlement de Paris : Arch. nat. X^{1a} 1496-1498, 8320.

Grand Conseil : Arch. nat. U 624, V^o 1040-1043.

C'est surtout le fonds de la Chambre des Comptes qui, de toutes ces institutions offre le plus d'intérêt pour l'histoire des Etats, car il contenait primitivement toutes les pièces justificatives des comptables languedociens jusqu'à la création de la Chambre des Comptes de Montpellier. On sait qu'il a été dispersé avant même les fameux incendies du XVIII^e siècle et c'est pourquoi on se bornera à mentionner ici les principales collections qui en ont recueilli les épaves et qui ont fait l'objet d'un dépouillement en vue de la présente étude :

Arch. nat. : K 62 à K 80, K 691, K 1173 à K 1178, KK 648.

Bibl. nat. : Collection des Pièces Originales, collection Clairambault, fr. 25709 à 25719 (chartes royales), fr. 26052 à 26113 (quittances), les recueils formés par Roger de Gaignières (fr. 20878 à fr. 20889, fr. 20892), recueil d'A. Monteil sur les Etats provinciaux (fr. 6200), comptes des trésoriers et receveurs généraux de Languedoc (fr. 23259 à 23268) et bien d'autres volumes formés à cette source.

Etant donné le grand rôle joué par les villes aux Etats de Languedoc, il a été nécessaire d'utiliser les archives municipales et communales : celles de Montpellier, d'abord, relativement complètes pour le XV^e siècle, qui ont fourni un grand nombre de pièces de toute nature, souvent très importantes pour l'histoire des Etats; celles de Toulouse, ensuite, moins riches peut-être pour la même période, mais dont l'importance est également très grande en raison du fait qu'elles ont conservé jusqu'à nos jours la partie la plus ancienne des archives diocésaines de Toulouse; enfin celles d'un certain nombre de communes du Languedoc, qui ont permis de combler certaines lacunes ou d'éclairer d'un jour nouveau des événements connus par ailleurs.

Délibérations et actes de l'administration consulaire : Alès : I D 1, 2, 3; Beaucaire : BB 1 et 2; Gignac : BB 1, 2, 3, 58, 59; Lodève : BB 1 et 2; Montpellier : BB 43 à BB 110, BB 187 à BB 195, Joffre 391; Toulouse : BB 3 à BB 8, BB 67.

Cartulaires municipaux : Montpellier : Joffre 4; Toulouse : AA 3, AA 5, 6.

Comptabilité : Castelnau-d'Aud : CC 37; Cordes : CC 42; Gignac : II 22; Lunel : CC 23, 62, 69 à 72; Montpellier : Joffre 530 à 593, 712 à 736; Narbonne : CC 1574, 1716; Toulouse : *Comptes* (1420-1514), *Pièces à l'appui des comptes* (1416-1516).

Correspondance consulaire : Montpellier AA 9, 12, Joffre 8; Narbonne : AA 180-181; Toulouse : BB 181.

Délégation aux Etats : Alès : I S 3; Cordes : AA 18; Lunel : AA 4; Narbonne : AA 189; Toulouse : AA 50, 86, 87.

Documents divers : Montpellier : fonds des Grandes Archives, armoire F, Cabinet Doré; Toulouse : AA 37 à 39, AA 46, layettes.

En terminant, il convient de mentionner les diverses collections de copies réalisées aux XVII^e et XVIII^e siècles qui permettent la consultation de pièces aujourd'hui disparues :

Bibl. nat. : Collections Doat et de Languedoc; portefeuilles Fontanieu et collection Dom Pacotte (lat. 9173-9184).

Haute-Garonne : C 2276-2277 (procès-verbaux des Etats).

Hérault : A 2, 3, A 8 à A 14 (extraits des registres des sénéchaussées de Toulouse et Nîmes); A 232 à A 243 (collection Dom Pacotte).

SOURCES IMPRIMÉES

AYMARD (A.), *Titres et privilèges du Puy* dans *Annales de la Société d'agriculture... du Puy*, t. XV (1850), p. 604-840.

BARET (M.), *Un compte de clavaire à Béziers*, dans *Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. XLIV (1936), p. 78-104.

BEAUDEAU (J.), *Armorial des Etats de Languedoc*, Montpellier, 1686.

BÉJART, *Livre des titres, qualités, blazons et armes des seigneurs, prélatz et barons des Etats Généraux de Languedoc*, Lyon, 1657.

BENEDICTI (Guillelmus), *Repetitio... in cap. Raynulfus de testamentis*, Lyon, 1544.

BESSE (Guillaume), *Recueil de diverses pièces servant à l'histoire du roy Charles VI*, Paris, 1660.

BLOCH (C.), *Les communautés du diocèse de Saint-Papoul en 1394*, dans *Bulletin de la Société languedocienne de Géographie*, t. XVIII (1895), p. 468.

CAILLET (Louis), *L'assiette de l'aide votée par les Etats de Chinon (1428) dans le diocèse de Toulouse*, dans *Annales du Midi*, t. XXIII (1911), p. 343-352.

— *Note sur Lyon et les Etats de Languedoc réunis à Montpellier au mois de mars 1487*, dans *Annales du Midi*, t. XXII (1910), p. 347-349.

CALMETTE (Joseph), *Contribution à l'histoire du commerce franco-catalan sous Charles VII*, dans *Annales du Midi*, t. XXVII (1915), p. 74-81.

— *Les lettres de Charles VII et de Louis XI aux archives municipales de Barcelone*, dans *Annales du Midi*, t. XIX (1907), p. 57-65; voir la note additionnelle, t. XX (1908), p. 65-66.

CAPMANY Y MONTPALAU (Antonio de), *Memorias historicas sobre la marina, comercio y artes de la antiqua ciudad de Barcelona*, Madrid, 1779-1792, 4 vol.

CASENEUVE, *Chartes des principaux privilèges, libertés et franchises de la province de Languedoc*, imprimées à la suite des *Estats généraux de la province de Languedoc*, traité inséré dans *Le franc-alleu de la province de Languedoc établi et défendu*, 2^e édition, Toulouse, 1645.

CHABANNES (H. de), *Preuves pour servir à l'histoire de la Maison de Chabannes*, Dijon, 1890-1898, 4 vol.

CHASSAING (Augustin), *Le livre de Podio ou Chroniques d'Etienne de Médecis, bourgeois du Puy*, t. I, Le Puy, 1869.

COMINES (Philippe de), *Mémoires de messire Philippe de Comines, seigneur d'Argenton, où l'on trouve l'histoire des rois de France Louis XI et Charles VIII*. Nouvelle édition... par Messieurs Godefroy, augmentée par M. l'abbé Lenglet du Fresnoy, t. III, Londres-Paris, 1747.

CROS-MAYREVELLE (A.), *Mémoire touchant les familles anciennes de Carcassonne*, dans *Mémoires de la Société des Arts et Sciences de Carcassonne*, 2^e série, t. II (1906).

DEVIC (Dom Claude) et VAISSÈTE (Dom Jean), *Histoire générale de Languedoc*, nouvelle édition, Toulouse, t. X (preuves), 1885 et t. XII (preuves), 1889.

DOGNON (Paul), *Pièces relatives aux Etats de Languedoc (première moitié du XV^e siècle)*, dans *Annales du Midi*, t. XXVI (1914); p. 362-371 et 494-508.

DOUAIS (C.), *Charles VII et le Languedoc d'après un registre de la viguerie de Toulouse (1436-1448)*, dans *Annales du Midi*, t. VIII (1896), p. 129-194, 308-360, 406-469 et t. IX (1897), p. 25-96.

— *Un registre de la Monnaie de Toulouse. Pièces inédites (1465-1483)*, dans *Annales du Midi*, t. XI (1899), p. 145-168.

ESCOUCHY (Mathieu d'), *Chronique publiée par G. du Fresne de Beaucourt*, Paris, t. III (1864), (*Société de l'histoire de France*).

GERMAIN (A.), *Transaction entre les représentants des principales localités du diocèse de Maguelonne touchant l'assistance aux Etats de Languedoc*, dans *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, t. VII (1881), p. 101-108.

GOURON (Marcel), *Recueil des privilèges accordés à la ville de Bordeaux par Charles VII et Louis XI*, Bordeaux, 1937.

GUIBAL (F.), *Registre de la maison consulaire de Béziers*, dans *Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. I (1830), p. 237-322.

JACOTIN (A.), *Preuves de la Maison de Polignac*, Paris, 1898-1906, 5 vol.

JACQUETON (Gilbert), *Documents relatifs à l'administration financière en France de Charles VII à François I^{er} (1443-1523)*, Paris, 1891 (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*).

JOURDAN, DECRUSY, ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, t. VIII, Paris, 1825.

Journal des États Généraux de France tenus à Tours en 1484, rédigé par Jehan Masselin, député du bailliage de Rouen, publié par A. Bernier, Paris, 1835. (*Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*).

Lettres de Charles VIII, roi de France, publiées par P. Pélicier, Paris, 1898-1905, 5 vol. (*Société de l'histoire de France*).

Lettres de Louis XI, roi de France, publiées par Charavay et Vaesen, Paris, 1890-1909, 11 vol. (*Société de l'histoire de France*).

Lois municipales et économiques de Languedoc, Montpellier, 1780-1787, 7 vol.

MAHUL (Alphonse), *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse de l'arrondissement administratif de Carcassonne*, Paris, 1857-1885, 6 tomes en 7 vol.

MARTIN (Ernest), *Cartulaire de la ville de Lodève*, Montpellier, 1900.

MARTY (E.), *Cartulaires de l'hôtel de ville de Rabastens, Albi*, 1902.

MÉNARD (Léon), *Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes*, Paris, t. III, 1752 et t. IV, 1753.

MOLLAT (M.), *Les affaires de Jacques Cœur, Journal du Procureur Dauvet*, Paris, 1952.

MOUYNÈS (Germain), *Ville de Narbonne, inventaire des Archives communales. Annexes de la série AA*, Narbonne, 1871.

OLIVE (S.), *Archives du château de Lérans, Toulouse*, 1903-1927, 5 vol.

Ordonnances des rois de France de la troisième race recueillies par ordre chronologique, Paris, 1723-1849, 21 vol.

PEGAT, THOMAS et DESMAZES, *Le petit Thalamus de Montpellier*, Montpellier, 1840.

PHILIPPI, *Édits et ordonnances du roy concernans l'autorité et juridiction des cours des aides de France sous le nom de celle de Montpellier*, Montpellier, 1597.

Procès-verbaux des séances du Conseil de Régence du roi Charles VIII pendant les mois d'août 1484 à janvier 1485, publiés... par A. Bernier, Paris, 1836, (Collection de Documents inédits sur l'histoire de France).

REILHAC (A. de), *Jean de Reilhac, secrétaire, maître des comptes, général des Finances et ambassadeur des rois Charles VII, Louis XI et Charles VIII; documents pour servir à l'histoire de ces règnes de 1455 à 1499*, Paris, 1886-1888, 2 vol.

Requête du syndic général de la province de Languedoc pour faire voir, 1) que les étrangers doivent être reçus à faire les épiceries, drogueries et autres marchandises dans le royaume par le port de Cette..., III) que les marchandises qui ont payé les Droits établis à l'Entrée du Royaume ne doivent pas être portées à Lyon, Montpellier, 1715.

SPONT (Alfred), *Documents sur les États de Languedoc (1502-1509)*, dans *Revue des langues romanes*, 4^e série, t. VII (1893), p. 542-551.

STEIN (Henri), *Lettres inédites de Charles VIII relatives à la Provence*, dans *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 1923, p. 193-253.

THEZAN SAINT-GENIEZ (Marquis de), *Le fonds de Thezan aux archives du château de l'Hermitage (Hérault)*, Montpellier, 1938.

VIDAL (A), *Les comptes consulaires de Montagnac (Hérault)*, dans *Annales du Midi*, t. XVIII (1906), p. 68-80, 196-208.

VINAS (Léon), *Documents relatifs à l'hiver de 1470 à 1471*, dans *Revue des langues romanes*, 1^{re} série, t. II (1871), p. 5-22.

WOLFF (Philippe), *Doléances de la ville de Toulouse aux États de Languedoc de 1438*, dans *Annales du Midi*, t. LV (1942), p. 88-98.

BIBLIOGRAPHIE

AIGREFEUILLE (Charles d'), *Histoire de la ville de Montpellier depuis son origine jusqu'à notre temps*, Montpellier, 1737.

BARDON (Achille), *Histoire de la ville d'Alais de 1341 à 1461*, Nîmes, 1896.

BILLIoud (Joseph), *Les États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles*, Dijon, 1922.

BONNAFOUS (M.), *Toulouse et Louis XI*, dans *Annales du Midi*, t. XXXIX (1927), p. 1-54 et 113-167.

BORRELLI DE SERRES, *Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle*, t. III (1909), p. 391-433, V, *Les feux dans le Languedoc*.

BRÉSARD (Marc), *Les foires de Lyon aux XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1914.

CADIER (Léon), *Les États de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du XVI^e siècle*, Paris, 1888.

CAILLET (Pierre), *Jean de Bourbon, évêque du Puy, abbé de Cluny, lieutenant général en Languedoc et en Forez (1413 (?) - 1485)*, Le Puy, 1929.

CARRIÈRE (V^{te} de), *Les Officiers des États de la province de Languedoc*, Paris, 1865.

CLÉMENT (Pierre), *Jacques Cœur et Charles VII*, Paris, 1873.

DELCAMBRE (Étienne), *Le Consulat du Puy-en-Velay des origines à 1610*, Le Puy, 1933.

— *Les États du Velay des origines à 1642*, Saint-Étienne, 1938.

DENIAU (J.), *Les États particuliers du pays de Gévaudan*, dans *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Lozère*, 1930.

DEVIC (Dom Claude) et VAISSÈTE (Dom Jean), *Histoire générale de Languedoc*, nouvelle édition, Toulouse, t. IX (1885) et t. XI (1889).

DOGNON (Paul), *Les Armagnacs et les Bourguignons, le comte de Foix et le dauphin en Languedoc (1416-1420)*, dans *Annales du Midi*, t. I (1889), p. 433-509.

DOGNON (Paul), *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion*, Toulouse, 1895 (*Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. IV).

— *Quomodo tres Status Linguae Occitanae ineunte quinto decimo saeculo inter se convenire assueverint*, Toulouse, 1896.

— *La taille en Languedoc de Charles VII à François I^{er}*, dans *Annales du Midi*, t. III (1891), p. 340-365.

DU FRESNE DE BEAUCOURT (G.), *Histoire de Charles VII*, Paris, 1881-1891, 6 vol.

DUPONT (A.), *Les ordonnances royales de 1254 et les origines des conseils de sénéchaussées dans le Languedoc méditerranéen*, dans *Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon*, XXX^e et XXXI^e Congrès, Sète-Beaucaire, 1956-57 p. 227-235.

DUPONT-FERRIER (Gustave), *De quelques problèmes historiques relatifs aux « États provinciaux »*, dans *Journal des Savants*, 1928, p. 315-357 (sic, lire : 327).

— *De quelques synonymes du terme « province » dans le langage administratif de l'ancienne France*, dans *Revue Historique*, t. CLXI, (1929), p. 278-303.

— *Études sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age*, Paris, 1930-1932, 2 vol.

— *Gallia Regia ou état des officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées de 1328 à 1515*, Paris, 1942-1961, 6 vol. (Collection de documents inédits sur l'histoire de France).

— *Histoire et signification du mot « aide » dans les institutions financières de la France spécialement aux XIV^e et XV^e siècles*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LXXXIX, (1928), p. 53-69.

— *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du Moyen Age*, Paris, 1902 (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, fasc. 145).

— *Sur l'emploi du mot « province » notamment dans le langage administratif de l'ancienne France*, dans *Revue historique*, t. CLX (1929), p. 241-267.

DUSSERT (Auguste), *Les États du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*, Grenoble, 1915 (*Bulletin de l'Académie Delphinale*, 5^e série, t. VIII).

FALQUE (M.), *Étude des procès et contestations sur la propriété du Rhône*, Montpellier, 1908.

FALGAIROLLE (Prosper), *Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Vauvert*, Nîmes, 1881.

FLOURAC (Léon), *Jean I^{er}, comte de Foix, vicomte souverain de Béarn, lieutenant du roi en Languedoc*, Paris, 1884.

— *Gallia Christiana*, t. I (1716), t. II (1720), t. VI (1739), t. XIII (1785), t. XVI (1865).

GANDILHON (René), *Politique économique de Louis XI*, Paris, 1941.

GERMAIN (A.), *Histoire du commerce de Montpellier antérieurement à l'ouverture du port de Cette*, Montpellier, 1861, 2 vol.

GIRARD (Joseph), *Les États du Comté Venaissin depuis leurs origines jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, Avignon, 1906-1907 (*Mémoires de l'Académie de Vaucluse*).

GOURON (A.) et HILAIRE (J.), *Les « sceaux rigoureux » du Midi de la France*, dans *Mémoires et travaux publiés par la Société d'Histoire du droit des anciens pays de Droit écrit*, fasc. IV, 1, pp. 41-77.

GOURON (Marcel), *Histoire de la ville de Pont-Saint-Esprit*, Nîmes, 1934.

GUIRAUD (Louise), *Jacques Cœur*, dans *Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier*, 2^e série, t. II (1902).

JASSEMIN (Henri), *La Chambre des Comptes de Paris au XV^e siècle*, Paris, 1933.

LA RONCIÈRE (Charles de), *Première guerre entre le protectionnisme et le libre échange*, dans *Revue des Questions historiques*, t. LVIII (1895), pp. 66-95.

LA ROQUE (Louis de), *Annuaire historique et généalogique de la province de Languedoc*, Paris, 1861-64, 2 vol.

LE SOURD (Auguste), *Essai sur les États de Vivarais depuis leurs origines*, Paris, 1926.

LOUSSE (E.), *La Société d'Ancien Régime*, t. I, Louvain, 1943.

LOUVET (P.), *Remarques sur l'histoire de Languedoc*, Toulouse, 1657.

MALVEZIN (Th.), *Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours*, Bordeaux, 1891.

MARCHADIER (A.), *Les États généraux sous Charles VII*, Bordeaux, 1904.

MARTIN (Ernest), *Histoire de la ville de Lodève depuis ses origines jusqu'à la Révolution*, Montpellier, 1900, 2 vol.

MARTIN-CHABOT (Eugène), *Les archives de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier*, Paris, 1907.

MÉNARD (Léon), *Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes*, Paris, t. III (1752), t. IV (1753).

MEYNIAL (E.), *Études sur la gabelle du sel avant le XVII^e siècle en France*, dans *Revue d'histoire du droit* (Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis), Harlem, t. III (1922), pp. 119-162 et t. IV (1923), p. 130-209.

MICHEL (F.), *Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux*, t. I (1867).

OLIVIER-MARTIN (Fr.), *L'attitude de la royauté française à l'égard des États provinciaux*, dans *VIII^e Congrès international des Sciences Historiques*, Zurich, 1938, t. II, p. 314-16.

PAGEZY (Jules), *Mémoires sur le port d'Aigues-Mortes*, Paris, 1879-1886, 2 vol.

PÉGAT (Ferdinand), *La Cour du Petit Scel royal de Montpellier*, Montpellier, 1877.

PETIT-DUTAILLIS (Charles), *Les communes françaises — Caractères et évolution des origines au XVIII^e siècle*, Paris, 1947 (*L'évolution de l'Humanité*).

PICOT (Georges), *Histoire des États Généraux, considérés au point de vue de leur influence sur le gouvernement de la France de 1355 à 1604*, Paris, 1888, 5 vol.

PIETRO (F. di), *Histoire d'Aigues-Mortes*, Paris, 1849.

PORTAL (Charles), *Histoire de la ville de Cordes (1222-1799)*, Albi, 1902.

PRENTOUT (Henri), *Les États provinciaux de Normandie*, Caen, 1925-1927, 3 vol.

— *Les États provinciaux en France*, dans *Bulletin of the international committee of historical sciences*, n° 5 (juillet 1928).

QUICHERAT (Jules), *Rodrigue de Villandrando*, Paris, 1873.

RÉGNÉ (Jean), *Histoire du Vivarais*, t. II (Largentièrre, 1921).

— *La vie économique et les classes sociales dans 150 localités du Vivarais d'après les « Estimes » de 1464*, Aubenas, 1925.

RIOL (J.-L.), *Le vignoble de Gaillac depuis ses origines jusqu'à nos jours et l'emploi de ses vins à Bordeaux*, Paris, 1913.

ROUX (P.), *La Cour des Conventions royales de Nîmes*, dans *Revue du Midi*, 1914.

SOUCAILLE (A.), *Le Consulat de Béziers*, dans *Bulletin de la société archéologique de Béziers*, t. XXIV (1896) pp. 217-504.

SPONT (Alfred), *L'équivalent aux aides en Languedoc de 1450 à 1515*, dans *Annales du Midi*, t. III (1891), p. 232-253.

— *La gabelle du sel en Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. III (1891), pp. 427-481.

— *La marine française sous le règne de Charles VIII (1483-1493)*, dans *Revue des Questions Historiques*, t. LV (1894), p. 386-454.

— *La milice des francs-archers*, dans *Revue des Questions Historiques*, t. LXI (1897), pp. 441-489.

— *Semblançay (?-1527), la bourgeoisie financière au début du XVI^e siècle*, Paris, 1895.

— *La taille en Languedoc de 1450 à 1515*, dans *Annales du Midi*, t. II (1890), pp. 365-384, 478-513 et t. III (1891), p. 482-494.

— *Une recherche générale des feux à la fin du XV^e siècle*, dans *Annuaire-Bulletin de la Société d'histoire de France*, 1892, p. 222-236.

STEIN (Henri), *Charles de France, frère de Louis XI*, Paris, 1919, (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des Chartes*, t. X).

THIBAUT (Marcel), *La jeunesse de Louis XI (1423-1444)*, Paris, 1907.

THOMAS (Antoine), *Les États Généraux sous Charles VII*, dans *Cabinet Historique*, t. XXIV (1878).

— *Les États Généraux sous Charles VII*, dans *Revue Historique*, t. XL (1889), pp. 55-88.

— *Les États provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, dans *Revue Historique*, t. X (1879), pp. 1-62.

— *Les États provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, Paris, (1879-1880), 2 vol.

— *Le Midi et les États généraux sous Charles VII*, dans *Annales du Midi*, t. I (1889), pp. 289-315 et t. IV (1892), pp. 1-24.

— *La première réunion des États de Languedoc sous Louis XI*, dans *Annales du Midi*, t. XXI (1909), pp. 212-214.

— *Un émigré normand, maître Robert Masselin*, dans *Annales du Midi*, t. XXIV (1912), pp. 481-534.

TIMBAL (P.-C.), *Les lettres de marque dans le droit de la France médiévale* dans *Recueils de la Société Jean Bodin*, t. X, Bruxelles, 1958.

VALOIS (N.), *Le Pape et le Concile (1418-1450)*, Paris, 1909.

VIALA (A.), *Le Parlement de Toulouse et l'administration royale laïque (1420-1525 environ)*, Albi, 1953.

VIDAL (Jacques), *L'équivalent des aides en Languedoc*, Montpellier, 1960.

WOLFF (Ph.), *Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350 - vers 1450)*, Paris, 1954.

— *Les « estimes » toulousaines des XIV^e et XV^e siècles*, Toulouse, 1956.

— *Une famille du XIII^e au XVI^e siècle, les Ysalguier de Toulouse*, dans *Mélanges d'Histoire sociale*, 1942, pp. 35-58.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DES ÉTATS DE LANGUEDOC
de 1417 à 1515

CHAPITRE PREMIER

LES ÉTATS DE LANGUEDOC AVANT LE XV^e SIÈCLE

Quelle que soit l'origine que l'on puisse attribuer aux assemblées d'États, force est bien de reconnaître qu'à partir du troisième quart du XIII^e siècle on trouve en Languedoc des assemblées auxquelles participent des clercs, des barons et des représentants des communautés bourgeoises. Dès 1254, le roi Saint Louis défendait à ses sénéchaux d'intervenir en matière d'exportation de blés et de vins sans avoir pris le conseil des prélats, barons, chevaliers et gens des bonnes villes de leur sénéchaussée¹. De telles assemblées se tinrent effectivement à Beaucaire en 1259, à Carcassonne en 1269, 1271 et 1275². Si Philippe le Bel, vers 1290, s'est réservé, semble-t-il, le droit de décider en ces matières, il ne paraît pas qu'on puisse conclure avec Auguste Molinier que « cet ordre du roi rendit inutiles les assemblées instituées par Saint Louis »³. En effet, en mars 1300, le roi interdit bien au sénéchal de Carcassonne de prohiber la traite sans ordre spécial, mais il réserve, comme avait fait Saint Louis, le cas de nécessité urgente et prescrit alors la consultation des prélats et barons du pays⁴. On peut ajouter que, lorsqu'en février 1304, Philippe le Bel autorisa l'exportation du vin récolté en Languedoc, il ordonna au sénéchal de Carcassonne de permettre cette exportation après avoir pris l'avis de « nos feaux et des consuls des villes de ces pays »⁵. Louis X devait restituer aux sénéchaux les pleins pouvoirs en la matière à condition qu'ils prennent toujours cet avis⁶. C'est là le point de départ d'une des attributions des États de Languedoc que ceux-ci surent le mieux, par la suite, sauvegarder.

1. *Hist. Lang.*, t. VIII, preuve n° 443.

2. *Hist. Lang.*, t. VIII, preuves n°s 477 IV, 429, 545 et t. X, preuve n° 16. Sur ces assemblées, voir la dissertation d'A. Molinier. *Hist. Lang.*, t. VII, pp. 509-510, et A. Dupont, *Les ordonnances royales de 1254 et les origines des conseils de sénéchaussées dans le Languedoc méditerranéen*, qui se refuse à voir dans de tels conseils l'origine des États.

3. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 248, n. 1.

4. *Cum prelati et baronibus ipsius terrae... deliberatione super hoc prehabita diligenti, prohibitiones hujusmodi faciatis, preter eorum consilium non revocantes easdem*. Cité par P. Dognon, *Institutions... de Languedoc*, p. 199, n. 2.

5. *Cum fidelibus nostris ac consulibus villarum parcium ipsarum, de quibus expedire videritis, celeri deliberatione prehabita...* (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 129). Il y a, peut-être, un bourdon dans le texte.

6. *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 555.

Philippe le Bel obéissait à des motifs très différents quand il réunit en 1303 à Montpellier les représentants des trois ordres des sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne pour obtenir leur appui dans sa lutte contre Boniface VIII et les faire adhérer à l'appel au Concile qu'il venait de lancer⁷. Manifestation très particulière, qui ne fut certainement pas limitée aux seules sénéchaussées de Languedoc et que l'on ne saurait regarder comme « la première session des États de Languedoc »⁸.

Dès l'année suivante, Philippe le Bel, lors d'un voyage dans le Midi de la France, se faisait accorder un subside pour subvenir aux dépenses de la guerre de Flandre. Nous ignorons la façon dont se fit cet octroi⁹, mais les commissaires royaux chargés de sa levée traitèrent séparément, d'une part, avec les nobles, d'autre part avec les représentants des communautés de chacune des sénéchaussées pour en régler les conditions¹⁰. C'est là le premier exemple certain pour le Languedoc d'un subside consenti en corps par les représentants de ceux qui auraient à le payer, c'est-à-dire par les « nobles terriers » pour eux-mêmes et leurs sujets, par les consuls au nom des communautés. Le procédé sera à nouveau utilisé au cours des années qui vont suivre : entre 1305 et 1345, quatorze assemblées où les sénéchaussées de Languedoc ont figuré ont été signalées¹¹.

Ainsi, avant même l'époque où, par suite des difficultés suscitées par la guerre de Cent ans, le roi de France allait être obligé de réunir des assemblées représentatives de ses sujets et de composer avec elles, les Languedociens, indépendamment des assemblées générales, assez rares d'ailleurs, auxquelles ils avaient participé, avaient vu se réunir chez eux, surtout dans le cadre des sénéchaussées, des assemblées groupant ce qu'on appellera plus tard les trois États du pays.

Quand, au début de 1345, Philippe VI décida de consulter les prélats, barons, communes et bonnes villes de tout son royaume sur la suppression des impositions et sur divers abus commis par les officiers royaux, il fit, pour éviter les frais, convoquer à Toulouse par son fils Jean, duc de Normandie, les représentants des sept sénéchaussées du Midi (Toulouse, Carcassonne, Beaucaire, Périgord et Quercy, Agenais, Rouergue et Bigorre)¹², tandis que lui-même présidait à Paris l'assemblée des provinces du Nord. Quel-

7. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 247-249.

8. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 248, n. 1. Il faut remarquer en effet que : 1° Les sénéchaussées ne furent pas réunies le même jour; 2° chacune adhéra séparément à l'appel royal; 3° les commissaires royaux parcoururent ensuite tout le Languedoc pour recueillir les adhésions de ceux qui n'avaient pas paru à Montpellier.

9. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 266.

10. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 131 III, accord avec les nobles de la sénéchaussée de Toulouse; IV accord avec les communautés de la sénéchaussée de Carcassonne, faisant allusion à un accord analogue avec les communautés de la sénéchaussée de Toulouse; L. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, preuve n° 125, accord avec les communautés de la sénéchaussée de Nîmes.

11. P. Dognon, *Institutions*, p. 202.

12. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 293.

ques années plus tard, suivant l'exemple paternel, Jean le Bon fractionna lui aussi les assemblées de Languedoïl et de Languedoc, mais, désirant les présider en personne, il réunira les représentants du Midi à Montpellier le 8 janvier 1351, ceux du Nord à Paris le 15 mars¹³.

Dès lors, et à des rares exceptions près, il n'y aura aucun lien entre les réunions des États Généraux de Languedoïl et celles des États Généraux de Languedoc, mais, alors qu'après la crise de 1356-1358, le roi de France avait su se débarrasser des États Généraux de Languedoïl qu'il ne convoque qu'en de rares occasions, les sénéchaussées de Languedoc, en raison peut être de traditions plus fortement enracinées, en raison aussi des graves dangers que leur valait le voisinage des possessions anglaises de Guyenne et qui nécessitaient l'union de tous, tinrent des réunions fréquentes, des *consilia generalia*, ainsi appelés parce qu'ils groupaient les représentants de plusieurs sénéchaussées¹⁴.

C'est vers cette époque qu'apparaît le terme d'États pour désigner non l'assemblée elle-même, mais les ordres qui la composent¹⁵ et durant quelques années les réunions vont se multiplier d'autant plus qu'en octobre 1356 les États avaient obtenu de se réunir « sans nouvelle licence » quand ils le voudraient, ensemble ou séparément¹⁶ : ceci s'explique par les nécessités de la guerre; il faut des hommes et il faut les payer; le lieutenant général du roi s'adresse à ceux qui sont le plus susceptibles de les fournir et vite : aux villes. Celles-ci se montrent relativement dociles, mais elles n'entendent tout de même pas être les seules à porter le poids financier de la guerre; de très bonne heure, elles insèrent dans leur octroi des clauses stipulant qu'il ne sera valable que si les communautés non représentées, les sujets des barons et ceux des prélats contribuent aussi au subside accordé¹⁷. La répétition de ces clauses, admises par le roi ou ses représentants¹⁸, jointe au fait que les subsides n'étaient accordés que « pour cette fois sans conséquence », leur levée étant généralement limitée à un an¹⁹, entraînera d'importantes conséquences : prélats et barons s'abstiendront le plus souvent de paraître aux réunions; quand ils viendront, ils se borneront à accorder les subsides réclamés, laissant à l'état

13. *Ordonnances des rois de France*, t. III, pp. 674, 675; *Hist. Lang.*, t. IX, p. 625.

14. P. Dognon (*Institutions...*, p. 212) a montré que les sénéchaussées le plus souvent réunies entre 1356 et 1360 étaient celles de Toulouse, Carcassonne, Beaucaire et Rouergue; celles de Bigorre, Quercy et Agenais sont moins souvent présentes aux côtés des quatre autres.

15. P. Dognon, *Institutions...*, p. 219 et G. Dupont-Ferrier, *Les institutions financières de la France*, t. II, p. 24.

16. *Dicti tres Status, communiter vel divisim, in locis de quibus eis expediens videretur, possint et eis liceat impune et absque nova licencia toties quociens eis videbitur se congregare*. Cité par G. Dupont-Ferrier, *ibidem*, p. 31.

17. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 447, art. 3.

18. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 462, art. 1.

19. *Quod dicto anno elapso dicta impositio et subsidium cessent et totaliter finiantur nec quovis tempore ad consequentiam aliquam trahi possit*. (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 447, art. 2).

commun le soin de déterminer les conditions de l'octroi. Les communes devront être régulièrement convoquées chaque fois qu'il faudra leur demander un nouveau subside et au moins une fois par an puisqu'elles avaient réussi à faire admettre que l'aide accordée était limitée à ce délai²⁰. De là une tendance pour les représentants du roi à se borner à convoquer le seul état commun²¹. Celui-ci en profite pour s'organiser : les communes se concertent à l'occasion de chaque subside, s'efforcent d'arriver aux assemblées en ayant déterminé à l'avance la conduite à tenir; dès 1359, les communes des trois sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire avaient conclu une union perpétuelle, elle la maintinrent envers et contre tout²². Bien vite, elles exigent d'être convoquées ensemble et non isolément par sénéchaussée²³, elles refusent d'octroyer un subside particulier²⁴ demandé à l'une ou l'autre d'entre elles, car par ce moyen le lieutenant général du roi aurait pu arriver à tourner la règle de périodicité des subsides. Les assemblées, très nombreuses entre 1356 et 1362, moins nombreuses entre 1363 et 1369, vont se multiplier à partir de cette date jusqu'en 1382²⁵ : avec la reprise de la guerre anglaise, les besoins d'argent ont augmenté et les États prennent soin de délibérer séparément sur chaque subside; ils renouvellent chaque année l'autorisation de percevoir la gabelle, ils permettent les emprunts, ils accordent la levée de fouages ou de droits indirects. Mais cette activité intense était avant tout une conséquence de la guerre; avec la victoire, le duc d'Anjou, gouverneur du pays, va réagir vigoureusement : sous le prétexte des dépenses entraînées par la multiplication des assemblées²⁶, il commence à s'adresser directement aux villes et à obtenir des octrois séparés; là où il avait échoué en 1374, il réussit en 1378²⁷, mais ses exactions devaient

20. Ce sera le cas en 1367 (Toulouse, AA 45, n° 60).

21. La plupart des assemblées tenues de 1360 à 1393 sont, en effet, des assemblées de communes; sauf dans la sénéchaussée de Beaucaire où l'on réunit régulièrement les trois États, peut-être en raison du caractère féodal plus marqué de ces régions. Dès 1363, les communautés de la sénéchaussée avaient refusé de siéger sans les deux autres ordres (*Ipseque communitates sine evocatione et presentia prelatorum et collegiorum et comitum et baronum et aliorum nobilium dicte senescallie ad predicta noluerint respondere* (Hist. Lang., t. X, preuve n° 507). En 1393, tandis qu'à Toulouse se réunirent les seules communes c'est une assemblée de trois États qui se tient à Nîmes, encore que *falhon gran quantitat delz eclesiastix e delz nobles* (Montpellier, Grandes Archives, arm. B, cass. 15). Ceci explique que l'idée de la réunion des trois États n'ait pas été complètement perdue et qu'elle reparaitra facilement au début du xv^e siècle.

22. Cette union ne concernait que les seules communes; en avril 1363, les prélats et barons de la sénéchaussée de Nîmes s'efforcèrent d'obtenir sa suppression car ils la prétendaient contraire à leurs intérêts. Ils ne réussirent pas à faire triompher leur point de vue (P. Dognon, *Institutions...*, p. 235).

23. Ainsi en 1376 (P. Dognon, *Institutions...*, p. 236).

24. Toulouse en 1374 répond au duc d'Anjou qu'elle ne saurait rien lui octroyer « si ce n'est après convocation des autres communes et en leur présence » (*ibidem*).

25. Voir la liste des assemblées d'États de 1356 à 1400 dans P. Dognon, *Institutions...*, pp. 603-619.

26. Voir les textes cités : *ibidem*, p. 237.

27. Toulouse à laquelle il s'adressa d'abord n'osa pas renouveler son refus de 1374.

entraîner de sanglantes émeutes et Charles V, à la demande expresse des Languedociens, rappela son lieutenant général²⁸.

La mort du roi, la minorité de son fils vont entraîner de nouveaux désordres : les communes principales du Languedoc se groupent à Mazères autour du comte de Foix²⁹ qu'elles souhaitent obtenir pour gouverneur et concluent entre elles une nouvelle union. Bien qu'elles se soient engagées à entretenir une armée commune et à se consulter ensemble à toute réquisition de subsides, elles durent se soumettre très vite au duc de Berry, nouveau gouverneur de Languedoc. Celui-ci profite des excès des Tuchins pour réprimer les prétentions des villes. S'il continue à tenir des assemblées³⁰ qui délibèrent assez souvent, il sait aussi se passer d'elles pour imposer des fouages³¹. Les réformateurs généraux qui lui succèdent convoqueront encore quelques années de telles assemblées mais, passé 1393, on ne trouve plus de réunions régulières³².

A cette époque, au reste, les représentants du roi n'ont plus besoin du concours des communes pour procéder à la répartition, à l'assiette et à la levée de l'impôt. L'administration des finances extraordinaires s'est fixée au cours du règne de Charles V; elle est toute entière en la main du roi et résulte de la fusion à son profit de l'administration des subsides consentis par les États et de l'administration des taxes indirectes dites aides ou impositions qui procèdent uniquement de la volonté royale; depuis décembre 1360, les élus sur le fait des aides, fonctionnaires royaux, sont en place en Languedoc comme dans le reste du Royaume; assistés de leurs receveurs, de leurs greffiers, de leurs clercs, ils procèdent, depuis longtemps déjà, à toutes les opérations techniques au sein d'une circonscription nouvelle créée par et pour eux et qui a fait éclater le cadre des circonscriptions administratives traditionnelles : le diocèse civil³³.

28. *Hist. Lang.*, IX, p. 879.

29. A quatre reprises, en mai, juin, octobre et novembre 1381.

30. Quinze au moins entre 1380 et 1389.

31. Ainsi deux fouages en 1387 pour « le voyage d'Espagne » et pour l'enforcement des frontières du royaume », un fouage en 1389, etc. (P. Dognon, *Institutions...*, p. 240).

32. La dernière assemblée qui a réellement accordé un subside au xiv^e siècle est celle qui fut réunie au début de février 1393, sur l'ordre du maréchal de Sancerre. Contrairement à ce que dit P. Dognon (*Institutions...*, p. 619) il n'y eut pas une assemblée unique groupant les communes des trois sénéchaussées, mais bien deux assemblées : les communes des sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne firent leur octroi à Toulouse le 13 février (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 745); les trois États de la sénéchaussée de Beaucaire se réunirent à Nîmes au début de février (Montpellier, Grandes Archives, arm. B, cass. 15). Les États étaient convoqués à Nîmes devant Robert de Bonnavay, neveu et représentant du maréchal de Sancerre, qui fit sa proposition le 1^{er} février; en raison de l'absence d'un grand nombre de délégués, les États obtinrent des délais pour faire leur réponse, mais il n'est pas douteux qu'elle fut affirmative.

33. Introduites en 1360 pour servir à payer la rançon du roi Jean, les aides ont été suspendues, à la demande des États qui avaient obtenu de les remplacer par des fouages de 1362 à 1367 et de 1380 à 1383; elles seront perçues sous Charles VI jusqu'en 1417. Sur les procédés employés pour la fusion des administrations des subsides et des aides, V. : P. Dognon, *Institutions...*, p. 364 sqq.

Le duc de Berry, nommé à nouveau lieutenant général pour le Languedoc en 1401, provoquera en juillet 1403 une réunion des communes des trois sénéchaussées à Carcassonne; après de longues négociations il les assemblera à nouveau en novembre, mais il ne put rien obtenir et décida alors de se passer de leur consentement³⁴.

Les protestations isolées qu'émirent à plusieurs reprises les consuls ou les conseils des villes languedociennes à propos de la répartition et de la levée de subsides imposés sans leur assentiment³⁵ n'eurent aucun succès, et les tentatives pour réunir des assemblées furent réprimées avec vigueur³⁶. Elles témoignent cependant que le souvenir n'était pas perdu des avantages que les Méridionaux avaient su conquérir en mettant à profit les embarras qu'avait suscités à la royauté la guerre étrangère; la reprise de cette dernière, les revers des armées royales, la guerre civile allaient leur permettre de les faire définitivement consacrer.

34. Les deux assemblées des communes des trois sénéchaussées, tenues en novembre 1411 et juin 1412, ont été réunies par les commissaires qui remplacèrent temporairement le duc de Berry après sa révocation par Charles VI. Elles n'eurent pas pour objet d'accorder un subside; les communautés étaient seulement mandées *per veser assietar per fogaiges* (P. Dognon, *les Armagnacs et les Bourguignons*, dans *Annales du Midi*, t. I, p. 435, n. 2).

35. Exemple : celle que les consuls de Montpellier, en juin 1404, adressèrent au roi (P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 9-10).

36. Lettre de juillet 1415 aux capitouls de Toulouse qui s'entremettaient « de assembler les gens des trois Estats de nostredit pays » et qui pour ce faire avaient envoyé des « messaiges,... lettres, instructions et créances aux autres bonnes villes dudit pays en les invitant et admonestant a ce faire ». Le roi leur défend « tres etroitement... de procéder plus avant a faire aucunes telles assemblées (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 818).

CHAPITRE II

LA RENAISSANCE DES ÉTATS ET LA PRÉPONDÉRANCE DES VILLES

La disparition du duc de Berry en 1416 n'apporta, tout d'abord, aucun changement dans les méthodes de l'administration royale en Languedoc. Sous la direction du vicomte de Lomagne, fils du connétable d'Armagnac, nommé capitaine général¹, les généraux des aides, l'évêque de Gap et Jean de la Barre, firent lever plusieurs subsides sans aucun consentement préalable². La levée en fut d'ailleurs difficile et contribua à entretenir l'agitation qui commençait à troubler le pays. Mais bientôt la guerre civile allait éclater par toute la France : dans le courant de l'été 1417, le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, marchait sur Paris qu'il ne put enlever; il liait alors partie avec la reine Isabeau de Bavière, exilée à Tours, et l'installait à Troyes où elle organisait un gouvernement car, « pour l'occupation de monseigneur le roi », elle avait, disait-elle, l'administration de ce royaume. Dès le 13 novembre 1417, après avoir destitué tous les officiers royaux, elle envoyait un peu partout des émissaires pour gagner les populations à sa cause; malgré les lettres circulaires du roi engageant ses sujets à rester fidèles au dauphin³, la reine n'eut pas de mal à trouver des partisans : déjà les populations des villes de Languedoc s'agitaient, refusaient de payer le subside imposé sur l'ordre du roi en août; bientôt, des émeutes allaient éclater, favorisées par les promesses de la reine et du duc. Pour s'opposer à toute cette agitation, le gouvernement du dauphin était déjà entré dans la voie des concessions : fin 1417, les États avaient été convoqués.

Au mois d'octobre, l'évêque de Gap avait provoqué une première réunion au Pont Saint-Esprit⁴. Vers la même époque, l'archevêque

1. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1037.

2. Dès le 26 juillet 1416, imposition de 100.000 l. (Toulouse, AA 37, n° 42); Les villes de Languedoc envoyèrent une délégation au roi et obtinrent remise du cinquième (P. Dognon, *Les Armagnacs et les Bourguignons*, p. 440); nouveau subside de 120 000 l., réparti en août 1417 à Montpellier devant quelques consuls de villes (*ibidem*, p. 441).

3. Besse, *Recueil de pièces pour l'histoire de Charles VI*, p. 147. Ces lettres sont du 27 novembre 1417; voir aussi les lettres du 3 décembre, publiées dans *Annales du Midi*, t. I, p. 496.

4. C'était, semble-t-il, une assemblée de sénéchaussée; le 22 octobre, la ville d'Alès nomma ses députés et leur fit des recommandations de prudence avant de consentir à l'union des trois États de la sénéchaussée (A. Bardou, *Histoire d'Alais*, p. 158). Il est possible que cette assemblée ait été prorogée et

de Toulouse, ayant, de sa propre autorité, convoqué les trois États de Languedoc, « les officiers du roi attachés au Dauphin eurent bien de la peine à empêcher la tenue de cette assemblée »⁵. Comprenant, sans doute, qu'il n'y parviendrait pas plus longtemps, le vicomte de Lomagne préféra prendre les devants et convoqua les trois États à Pézenas pour le 15 décembre⁶. La réunion eut effectivement lieu devant « les senhors generals » mais on ignore ce qui s'y fit.

Cette concession ne devait, au reste, pas changer le cours des événements. Les Languedociens penchaient de plus en plus en faveur des Bourguignons. Le 30 janvier 1418, Isabeau de Bavière nommait Louis de Chalon, seigneur d'Argueil, Regnault, vicomte de Murat, maîtres Guillaume de Saulieu et Jean de Tarrant ses « messages et ambassadeurs speciaux pour reduire et mettre a obeissance les pays de Languedoc, d'Auvergne et duché de Guienne »⁷; elle mettait le même jour à leur disposition le meilleur argument qu'ils pussent faire valoir pour attacher définitivement les méridionaux à sa cause : les lettres confirmant officiellement la suppression des aides et autres impositions en ces mêmes pays⁸.

Pendant ce temps, le mouvement de résistance au gouvernement des Armagnacs grandissait⁹, Toulouse allait en prendre la tête. Dès le 24 janvier, les capitouls s'opposèrent à la réception des lettres du 6 novembre 1417, confirmant le Dauphin dans son titre de lieutenant général du royaume, refusaient de payer leur part du dernier subside au receveur général et contraignaient le sénéchal Jean de Bonay à fuir la ville. En même temps, ils se préoccupaient de gagner à leur cause les autres grandes cités du Midi. Au début de février, deux des leurs, Pierre Gibbert et Pierre Bigot, entreprirent un grand voyage de propagande et s'installèrent à

qu'elle doive se confondre avec celle qui, quelques semaines plus tard, se tint à Pézenas. En effet, la convocation adressée aux consuls de Narbonne pour assister à cette dernière émanait de l'évêque de Gap et d'Hugues Comberel, généraux conseillers en Languedoc (Narbonne, AA 180). Elles les informait de la réponse favorable des consuls de Montpellier, de Nîmes et d'autres villes de ce pays.

5. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1039. Les documents sur lesquels s'appuyait Dom Vaissète (Comptes de la sénéchaussée de Toulouse) ont disparu et ses dires n'ont pu être autrement vérifiés.

6. P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 17 et *Annales du Midi*, t. I, p. 443. Selon la formule qui allait devenir constante, les trois États des trois sénéchaussées étaient convoqués « afin d'ouïr certaines choses touchant le bien et l'honneur de monseigneur le roy ainsi que le profit et l'utilité publique ».

7. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1039 et t. X, note 32.

8. *Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 429. Le premier soin des commissaires lors de leur entrée dans les villes languedociennes fut de faire proclamer solennellement cette abolition; il en fut ainsi à Montpellier le 11 avril 1418 (Ch. d'Aigrefeuille, *Histoire de la ville de Montpellier*, p. 195). Le 30 avril, ils écrivaient de Montpellier, où ils se trouvaient toujours, au sénéchal de Carcassonne, aux viguiers et juge de Narbonne de faire publier en cette ville l'abolition des aides et la défense faite aux élus et receveurs de continuer à les percevoir (Narbonne, CC 1605).

9. C'est ainsi que la ville de Béziers proposait aux autres communautés de Languedoc de résister aux demandes des Armagnacs et d'envoyer une ambassade à la reine (Bibl. nat., *Languedoc* 88, f. 215).

Béziers¹⁰. Ils avaient réussi à obtenir, au passage, l'adhésion de Carcassonne et de Narbonne mais n'avaient pu convaincre les bourgeois de Montpellier. Fin mars, ils appelèrent à la rescousse le vicomte de Caraman, l'un des représentants les plus éminents du parti Bourguignon. Celui-ci, arrivé à Béziers, écrivit non seulement aux consuls de Montpellier mais aussi à un grand nombre d'habitants de cette ville¹¹. Ce fut, semble-t-il, sans succès, à en croire le ton irrité et menaçant de sa lettre du 9 avril¹². Mais, l'arrivée des commissaires de la reine, entrés le 5 avril à Pont Saint-Esprit¹³, devait bien vite mettre la sénéchaussée de Beaucaire à la raison.

Pierre Gibbert et Pierre Bigot n'avaient pas attendu¹⁴; emmenant avec eux les représentants de Carcassonne, Narbonne et Béziers, ils étaient allés trouver la reine à Troyes. Le 3 avril 1418, ils obtenaient d'elle diverses lettres¹⁵; l'une d'elles était capitale. Les capitouls de Toulouse, les consuls de Carcassonne et de Béziers avaient remontré à la reine que « d'ancienneté les prelatz, gens d'Eglise, les nobles et communaultéz desdictes villes et autres des seneschaucies de Thoulouse, Carcassonne et Beaucaire aient accoustumé eulx assembler pour traicter, adviser, deliberer et conclurre sur les besongnes et affaires dudit pais au bien et honneur de mondit seigneur et profit de la chose publique », mais que les officiers royaux s'y opposaient sous prétexte de certaines ordonnances. La reine leur donna « congié et licence d'eulz povoir assembler et estre ensemble toutes foiz que bon leur semblera et ilz verront estre expedient et necessere ... lesdiz trois Estatz d'une chacune seneschaucie ou deux ou toutes trois ensemble dudit pais, appellez ad ce les seneschaux desdictes seneschaucies, ... de povoir

10. Le 11 février 1418, les capitouls de Toulouse donnaient ordre de verser à Pierre Bigot la somme de 40 livres *per los despens dessi et de monsenhor Peyre Gibbert, cavalier, encontentent fasedors al viatge de Beses et autres diverses lox de la senescalcia de Tholosa e de Carcassona* (Toulouse, CC 2327, n° 15). Dès le 20 février, une lettre de ces envoyés avait été reçue à Montpellier; les consuls de cette ville envoyèrent un émissaire les trouver à Béziers; le 25, il rapportait une lettre des Capitouls et repartait avec de nouvelles instructions le 28; il emportait également trois lettres closes *ambaxiatoribus Tholose et consulibus Biterris* (Montpellier, BB 43, aux dates). Cet émissaire était un clerc, *Johannes de Fonte*; il se vit exposer *la bona intention de la ciutat de Tholosa, de Carcassona e de Bezes, lascals attendon al profieyt e honor del rey e de la causa publica e al ajustament dels tres Estatz e per boscar los mals e les greuges que son al pais de Lenguadoc*. On lui remit *Las copias de las memorias que aportavan de Tholosa* (Montpellier, AA 9). Pendant l'absence de leurs envoyés, les Toulousains ne restaient pas inactifs. Voir leur lettre du 25 mars aux consulats de la juderie de Verdun, les invitant à adhérer à leur refus d'obéissance aux gens du dauphin et les priant de désigner des députés ayant pouvoir de traiter au nom de la juderie de la réunion des États (Toulouse, layette 31).

11. Quarante cinq, si on en croit la liste annexée à sa lettre aux consuls, du 30 mars 1418 (Montpellier, AA 9).

12. *Avan que vengua hun mes d'uey, vos autres seretz plus gracios* (Montpellier, AA 9, publié par P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 20).

13. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1040. Ils étaient dès le 11 avril à Montpellier (Ch. d'Aigrefeuille, *Histoire de la ville de Montpellier*, p. 195).

14. Ils avaient quitté Béziers avant même l'arrivée du vicomte de Caraman : *no a gayre, mossenhor Pierre Gibbert et mossenhor Pierre de Bigot fossan en esta viala* (lettre du 30 mars).

15. Toulouse, AA 37, n°s 53, 54, 55, 57.

traictier, adviser, deliberer et conclure ce qu'ilz verront estre expedient a faire »¹⁶.

Sans retard, les Languedociens allaient tirer de cette autorisation tout le parti possible. Lorsque les commissaires de la reine, après avoir traversé tout le pays, arrivèrent à Toulouse dans le courant de mai, ils durent convoquer les États à Carcassonne pour « le jour de la Magdelaine » (22 juillet)¹⁷. L'assemblée fut préparée avec soin par les capitouls de Toulouse et les consuls de Carcassonne¹⁸, tandis qu'une ambassade était envoyée au comte de Foix pour lui demander d'y assister¹⁹.

Cependant la reine n'avait donné aux États la permission de se réunir que pour permettre à ses commissaires d'asseoir son autorité dans tout le Languedoc; leur mission une fois remplie, elle tenta, sinon de supprimer entièrement sa concession, du moins d'en restreindre la portée. Par ses lettres du 4 juin 1418, adressées à toutes les villes du Languedoc, elle faisait savoir que son « intention et voulenté a toujours esté et encores est que ladicte assemblée d'iceulx trois estas soit faicte par l'ordonnance et deliberacion de nostre tres cher et amé cousin Loys de Chalon, conte de Genève, de Regnault, vicomte de Murat, et autres par nous commis au gouvernement dudit pays ... et que a la journée assignée pour ledit assemlblement et autres qui se tendront pour ledit fait ne soit aucune chose fait, deliberé ne conclud senon en la presence des dessusdz ou d'aucuns d'eulx »²⁰.

Ces lettres parvinrent au seigneur d'Argueil à Nîmes, où il assiégeait le château, dans le courant du mois de juillet. Il les transmit aussitôt aux différentes villes de Languedoc en leur

16. Toulouse, AA 37, n° 56, publié : *Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 449.

17. Lettres du 26 mai 1418, dans Besse, *Recueil de diverses pièces servant à l'histoire du roy Charles VI*, p. 204.

18. Dès le 4 juin, les capitouls annonçaient officiellement aux Montpelliérains la réunion et les priaient de se concerter avec les trois États de la sénéchaussée de Beaucaire afin de *avisar en las causas que hom aura a tractar en Iodit conselh*; le même jour, les consuls de Carcassonne envoient copie du mandement des commissaires aux consuls de Montpellier et leur demandent que *alpus tost que poretz vos placia a nos scriure de las personas notablas de la gleyesa, nobles e vilas notablas de que vos semblera que deian venir a la dita assenblada delsditz tres Estatx lo jorn de la Magdalena propda venent... affi que may honestament hy puscam provesir per els alojar*; ils avaient aussi averti les consuls de Béziers (Montpellier, AA 9). Ils avaient, en outre, fait rédiger par le juge-mage *alguns certz avisamens et articles sus lo fayt de l'ajustament dels tres Estatx* (Toulouse, CC 2327, n° 14).

19. Par la même lettre, les consuls de Carcassonne demandent à leurs collègues de Montpellier de se joindre à eux *per far la reverencia a mossenhor de Foys e supplicar que en la assenblada dels tres Estatx volques esser*. Les capitouls de Toulouse avaient, dès le 21 mai, envoyé deux de leurs représentants à Mazères auprès du comte *parlar an lu sus l'ajustement dels tres Estatx* (Toulouse, CC 2326, n° 52).

20. Toulouse, AA 37, n° 58; vidimus d'Antoine Scatisse, viguier de Nîmes, du 17 juillet 1418. Dans leur mandement du 26 mai autorisant l'assemblée de Carcassonne, les commissaires de la reine avaient d'ailleurs déjà spécifié qu'ils entendaient « estre presens, présider et conclure sur les matières dont il sera traité à ladite congrégation et assemblée ».

annonçant qu'il reportait l'assemblée des États au 8 septembre suivant²¹.

Mais il était trop tard : déjà des réunions préparatoires s'étaient tenues dans les sénéchaussées²² et, au jour dit, le 22 juillet, les États se réunissaient en l'église Saint-Michel²³. L'assemblée était certainement restreinte; de la sénéchaussée de Beaucaire, seuls, ou à peu près, les représentants de Montpellier étaient venus²⁴. Aussi, les gens des trois États commencèrent par écrire aux absents pour les inviter à se joindre à eux, « car a nostre semblant, gran pecat seria si par neglegensia de gens del pais tant de be se destorbaria o se delageria et lo delay poyria tornar a grant dampnatge »²⁵. Le 2 août, un appel solennel est adressé aux absents²⁶; en attendant, les États avaient commencé à délibérer et pris diverses décisions. Lorsque le 1^{er} août, Louis de Chalon, se rendant à Carcassonne après la prise du château de Nîmes, passa par Montpellier, il annonçait son intention de réprimer la désobéissance à ses ordres et de réformer les décisions des États²⁷. Arrivé vers le 4 août à Carcassonne, il commença par interdire aux États de continuer leurs délibérations sur l'union qu'ils avaient conclue entre eux²⁸, par réclamer un subside, modique, au reste, de vingt-huit mille livres. Comme la plupart des délégués n'avait pas reçu pouvoir de le lui accorder, ils durent aller consulter leurs

21. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 811.

22. Celle de Carcassonne se tint le 12 juillet en présence du vicomte de Caraman (P. Dognon, *Les Armagnacs et les Bourguignons*, p. 460, n° 1). Ces réunions préparatoires avaient été autorisées par les commissaires de la reine dans leurs lettres du 26 mai 1418 (Besse, *Recueil*... p. 204).

23. Mahul, *Cartulaire*..., t. IV, p. 326.

24. Ils étaient là dès l'ouverture : le 23 juillet, les consuls de Montpellier écrivaient déjà *als honorables, venerables e discretz senhors, cossols e autres trameses per la villa de Montpellier al cossell dels tres Estatz a Carcassona* (Montpellier, BB, à classer) et leurs lettres faisaient allusion à une lettre précédente. La sénéchaussée de Toulouse ne devait être que très imparfaitement représentée le 22 juillet; en effet, les procurations des délégués de Verdun, Beaumont, Cologne, Grenade sont respectivement datées des 22, 23 et 26 juillet (Toulouse, layette 61).

25. Lettres adressées aux barons de la sénéchaussée de Beaucaire : vicomte de Polignac, seigneurs de Sénaret, Peyre, Tornel, Barre, Apchier, Canilhac et Chalançon (Montpellier, AA 12).

26. Montpellier, arm. F, cass. 7, Louvet 3066. D'après les mentions dorsales, cet appel fut signifié aux conseillers de Sommières le 14 août, aux consuls d'Uzès le 15, aux régents de Bagnols le 16. Tous se déclarèrent prêts à *contenta in eisdem adimplere*. Le 24 août, le Conseil d'Alès qui a lui aussi reçu des lettres de rappel, délibère sur la conduite à tenir (A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 160).

27. Les consuls de Montpellier écrivirent ce jour-là à leurs délégués : *avem entendut... que van per saber totz les aponchamens que aura fachz lo cossell he de aquelles hosta aquels que lur semblara que non seran bons per els ho aquels que se volran, per que, senhors, avizas ne los autres comus si vos sembla de far; sapias que mosenhor de Orgue lay va per destorba tot lo cossell* (Montpellier, BB, à classer). Voir aussi leur lettre du même jour : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 812.

28. *Attenta unione facta in consilio trium Statuum novissime Carcassonne tento* (Toulouse, BB 3, f. 22 v°). L'opposition de Louis de Chalon résulte de la lettre des consuls de Montpellier du 16 août qui déclarent à leurs délégués : *non avés auctoritat ne poder juxta la tenor de la letra de la regina ni autrament de assenblar vos ni de tractar las causas que son expediens de far e tractar en lodich cossell* (Montpellier, BB, à classer).

commettants²⁹. Vers la fin du mois, le subside était octroyé, malgré l'opposition de certains³⁰; il fut levé dès le mois de septembre³¹. En même temps, on leva certaines sommes pour les frais de deux ambassades que les États avaient décidé d'envoyer au roi et au dauphin³², car, si le parti bourguignon avait dû finalement tolérer la tenue des États, restait à obtenir une autorisation semblable de la part des Armagnacs. Le Languedoc va alors négocier des deux côtés : avec le comte d'Argueil, devenu prince d'Orange à la mort de son père, et dont Charles VI, maintenant sous l'influence du duc de Bourgogne, avait confirmé le titre de capitaine général³³; avec l'archevêque de Reims, envoyé procéder à la réduction du pays de Languedoc³⁴, et avec le comte de Foix, lieutenant général du dauphin³⁵. Ce dernier entendait faire reconnaître de tous son autorité; il menaça de guerre les ambassadeurs que Toulouse lui envoyait, mais accorda finalement aux représentants des deux sénéchaussées de Toulouse et Carcassonne le droit de se réunir dans cette dernière ville pour délibérer le 25 janvier. Averti, le prince d'Orange vint y assister; il invita les États à se montrer fidèles au roi, et à envoyer au comte de Foix un délégué, Jacques de Montaut, pour traiter de la paix³⁶. Jean I^{er} ayant refusé les propositions qui lui étaient faites, le prince d'Orange fut prié par les Toulousains de transférer l'assemblée de Carcassonne à Montpellier où il la convoqua pour le 1^{er} mars. Elle ne s'ouvrit que le 26³⁷; il y avait beaucoup d'absents³⁸. Nous n'avons que peu de renseignements sur l'action de l'assemblée³⁹. Malgré la contrainte que

29. Les commissaires avaient, par mesure de précaution, retenu auprès d'eux une partie des délégués : ainsi des deux consuls de Montpellier, seul Berthomieu de la Teule était revenu avec ses assesseurs, J. Agulhon et A. Talhapan; l'autre consul, Peyre Vidal, était demeuré à Carcassonne (Montpellier, BB, à classer, lettre du 16 août); un des deux délégués d'Albi *no pot aver licentia de retornar* (Annales du Midi, t. I, p. 462).

30. La réponse devait être donnée le 20 août. Montpellier interdit à ses délégués de consentir au subside, même si un grand nombre *dels senhors que son de la gleyza, nobles e autres comus* de la sénéchaussée de Beaucaire venaient et l'accordaient; ordre leur est donné, si personne n'est venu le 20 août, de quitter Carcassonne (Montpellier, BB, à classer).

31. La répartition s'en fit par diocèses; Voir l'assiette du diocèse d'Agde : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 814, et une quittance délivrée au receveur du diocèse de Saint-Pons : Arch. nat., KK 648, f. 149.

32. Les ambassadeurs furent désignés (Toulouse, BB 3, f. 49) mais ne partirent pas, le comte d'Argueil ayant confisqué les fonds.

33. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1046, n. 2.

34. Bibl. nat., *Clairambault* 29, n° 108; en décembre 1418, l'archevêque réunit une importante armée à Beaucaire (*Ibidem*, n° 111, 112).

35. Depuis août 1418 (L. Flourac, *Jean I^{er}, comte de Foix*, preuve n° 17).

36. Toulouse, BB 3, f. 33.

37. *Petit Thalamus*, p. 426.

38. Les représentants du Vivarais et du Velay, entre autres, n'étaient pas là, pas plus que les délégués de Vauvert, Beaucaire, Pézenas, Cabrières, etc... On leur adressa des lettres et sauf-conduits, le 6 avril, qui ne leur parvinrent pas car le porteur fut emprisonné pendant deux mois à Beaucaire sur l'ordre du trésorier général (Montpellier, BB 44, 6 avril et 13 juin 1419).

39. Nous savons cependant qu'un capitoul de Toulouse et le vicaire de l'archevêque de Narbonne y assistaient; le 11 avril, ils obtinrent du prince d'Orange que les peines portées contre ceux qui auraient accepté de la monnaie frappée à Saint-André et à Beaucaire ne seraient pas exécutées, à condition cependant que les délinquants fussent de bonne foi. *Actum in hostalerio signi duorum angelorum, in camera in qua dictus dominus princeps est lotgiatus* (Montpellier, BB 44).

faisait peser sur les délibérations la présence du prince d'Orange, les débats durent être orageux⁴⁰; les États semblent avoir tenté une médiation entre les deux rivaux⁴¹ sans négliger toutefois ce qui, à leurs yeux, était le principal, faire l'union entre eux⁴². Quoi qu'il en soit, l'assemblée dut se séparer assez précipitamment⁴³ car le comte de Foix, qui n'avait cessé de négocier avec les Toulousains, venait de passer à l'action : s'étant fait reconnaître comme lieutenant général du roi en Languedoc⁴⁴, il entra à Toulouse le 28 avril⁴⁵; le 12 mai suivant, le vicomte de Murat et Jacques de Montaut, seigneur d'Hauterive, se présentaient à Montpellier en son nom⁴⁶. Pour s'attacher les Toulousains, le comte avait reconnu aux États de Languedoc le droit de se réunir en cas de nécessité⁴⁷. Puis il parcourut tout le pays, se trouvant le 20 mai à Montpellier⁴⁸, tandis que le prince d'Orange se retirait au-delà du Rhône; après avoir pacifié la sénéchaussée de Beaucaire, il revenait à Toulouse où il avait convoqué les États pour le 15 juillet. L'assemblée s'ouvrit le 24 juillet en sa présence⁴⁹; négligeant les demandes du comte, elle s'occupa d'abord d'un nouveau projet d'union⁵⁰, nobles et clercs faisaient beaucoup de difficultés et le temps se passait en conciliabules⁵¹. Aussi, le 14 août, le comte vint-il rappeler qu'il fallait « subvenir au roi contre les Anglais » et exigea une prompte réponse; huit jours plus tard, ayant renoncé à se mettre d'accord sur l'union projetée, les États passaient à

40. Dès le 1^{er} avril, trois des consuls de Montpellier refusaient de ratifier ce que leurs collègues avaient fait au sein de l'assemblée; le 7 mai la délégation montpelliéraine qui se rendait à une séance tenue à la salle l'Evêque faisait rédiger une protestation qui n'a pas été conservée; ils doutaient *quod in dicto consilio alicue eis fiant expressiones*. (Montpellier, BB 186, P. extr. 1419). Les délégués de Toulouse, de leur côté, avaient dû demander une procuration pour conclure ce qui avait été décidé aux États; dans la même lettre ils dénonçaient la conduite du comte de Foix. (Toulouse, BB 3, f. 57 v°).

41. Voir les « avis pourparlez sur la paix et tranquillité du pais de Languedoc » publiés par L. Flourac, *Jean 1^{er} Comte de Foix*, P. Just. XIX.

42. *De consilio trium Statuum... quod tenetur in presenti villa pro unione de dictis tribus Statibus facienda* (Montpellier, BB 44).

43. Les consuls de Montpellier écrivirent le 12 mai à leurs collègues de Béziers, Carcassonne et Toulouse qu'ils étaient *fort meravilhats* *quar vos es partiz d'ayssi sens demorar en cert apponchament an mossenhor d'Argueil dal luoc hont se deu far l'assemblament dels tres Estatz* (Montpellier, AA 12).

44. Dès le 20 janvier 1419 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1049).

45. Sur les événements de Toulouse en mars et avril 1419, voir P. Dognon, dans *Annales du Midi*, t. I, pp. 471-474.

46. Montpellier, BB 44.

47. *Item que ly placia de autreiar priviletge que les tres Estatz del pays de Lengadoc en cas de necessitat se puecan ajustar. — A mossenhor platz per l'espaci de tres ans, ab tant empero que lo cas per que se ajustaran sia premier notificat an aquel qui aura lo govern d'aquest pays, et en lo cosselh enrevengua lo senescalque en la senescalcia del qual se assemblaran*, cité par P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 30. Dès le 4 mai, les capitouls suppliaient le comte de réunir les trois États dans leur ville à la fin du mois (Toulouse, BB 3, f. 74).

48. *Petit Thalamus*, p. 467.

49. La minute du procès-verbal a été conservée (Toulouse, AA 102).

50. Car à Montpellier l'union n'avait été faite que *pro illa vice dumtaxat* (Toulouse, AA 102, p. 5).

51. *Martis, Mercurii, Jovis, Veneris et Sabbati non fuit processum... propter deliberaciones habitas inter tres Status, tam conjunctim quam divisim, super facto unionis* (*ibidem*, p. 8).

l'examen des demandes du comte et désignaient pour ce faire une délégation composée de six clercs, six nobles et douze représentants de l'État commun⁵² qui établirent leur ordre du jour⁵³. Les dépenses prévues montaient à cent quinze mille francs, il fallait les répartir. La délégation n'ayant pu se mettre d'accord, le 26 août, prélats et barons firent l'octroi d'une taille pour leurs « temporalités et leurs sujets »⁵⁴. L'état commun demanda à consulter ses commettants; le comte les y autorisa à condition que tous les délégués seraient de retour le 15 septembre avec un pouvoir suffisant⁵⁵. Le 16 septembre, la session fut reprise⁵⁶ en présence des représentants du comte; puis à partir du 3 octobre, devant le comte lui-même. Celui-ci commença par refuser l'offre qui lui était faite de se procurer une partie des fonds réclamés par l'augmentation du droit de gabelle⁵⁷, car, disait-il, le roi le blâmerait d'avoir ainsi chargé son domaine. Puis, brusquement, le 8, il accepta la crue de six sous tournois par quintal de sel que les communes lui offraient pour le contenter des soixante-huit mille livres qu'il avait demandées afin d'être défrayé des dépenses qu'il avait faites en vue d'inciter les routiers à se retirer. Pour obtenir ce revirement, les États avaient invoqué le précédent de Jean, comte de Vendôme, et d'Arnoul d'Audrehem, maréchal de France, qui avaient accepté des États de Carcassonne, le 16 octobre 1365, une crue sur la gabelle de quatre gros tournois par quintal de sel, et celui de Louis, duc d'Anjou, auquel les communes de Languedoc, dans une réunion tenue à Narbonne, avaient octroyé les revenus de la gabelle pour une année à partir du 1^{er} mars 1373⁵⁸. Conformément à la « Con-

52. Toulouse, AA 102, p. 13. La délégation était composée, pour les nobles : du vicomte de Caraman, du juge de Castres, du vicomte d'Uzès, de Bermond du Caylar, François Ysaquier, Pierre Jean Boyer; pour l'Eglise : de l'évêque de Lodève, du vicaire de l'archevêque de Narbonne, de l'abbé de Gaillac, du prieur de la Daurade, de Bernard de Yvossio et de Jean Corsier; pour l'état commun : de Jean de Marignac, Bernard de Malhac, Pierre Pataran, Bertrand Barucci, Etienne Charles, Pierre Vidal, Pierre Astorg, Jean Martin, Pierre Simon, Bernard Sabbatier, Jean Sénéchal et Guillaume Teinturier.

53. Il portait sur trois points principaux : 1° *Quod juvamen est prestandum domino nostro regi et si fiet tantum de pecunia, vel de gentibus armorum, et de troys*; 2° *casu quo dominus comes accederet ad dominum nostrum regem, si remanebit aliquis cum aliquo numero gentium armorum*; 3° *quomodo solventur summe debite domino comiti* (Toulouse, AA 102, p. 14).

54. *Ibidem*, p. 27 et 28, bien que, font-ils remarquer, *de novo fuerat concessum privilegium quod eorum subditi non tenerent contribuere*.

55. *Ibidem*, p. 31.

56. Il n'y avait ce jour-là qu'un tout petit nombre d'assistants. Si dès le 13, Montpellier avait remis leur procuration à ses délégués, ils n'arrivèrent pas avant le 21 ou 22.

57. Il s'y opposait encore le 5 octobre (Toulouse, AA 102, p. 34).

58. Les lettres originales constatant ces octrois avaient été produites. D'autres arguments avaient été avancés : on éviterait par ce moyen les discussions et les scandales qui arrivaient fréquemment lors de la répartition des impôts directs; la levée se ferait de façon économique puisqu'il n'y aurait pas lieu de procéder à des poursuites contre les récalcitrants et qu'il ne serait pas besoin de nommer des receveurs particuliers pour une taxe qui se percevrait directement aux salins et qu'on pourrait toujours affermer. Toutes ces précisions sont longuement exposées dans les lettres du comte de Foix, datées du 8 octobre 1419 acceptant l'octroi. Pour apaiser complètement sa conscience, le comte fit rappeler que ses lettres de nomination comme lieutenant général du roi en Languedoc lui donnaient le droit de convoquer les États et, sur leur

clusion » délibérée par les gens de l'état commun⁵⁹, des commissaires furent nommés par les États afin de préparer la levée de la crue; ils parcoururent immédiatement tout le pays et vinrent faire leur rapport aux États qui avaient été prorogés à Béziers pour le 15 novembre⁶⁰. La crue de six sous tournois, estimée trop faible, fut portée à huit sous⁶¹ et l'on envisagea diverses mesures (nomination de receveurs généraux par sénéchaussée et emprunts pour payer les sommes dues aux termes fixés des 11 novembre 1419, 11 janvier et 11 mars 1420).

Mais les États allaient avoir à traiter de questions plus graves. Après le meurtre du duc de Bourgogne, le dauphin avait envoyé des émissaires en Languedoc, Hugues d'Arpajon et Thierry Le

avis, d'imposer des subsides. (Narbonne, CC 1594). Le même jour, le comte prescrivait de notifier aux grénétiers des greniers à sel de Languedoc de comprendre les six sous de crue dans le prix de vente du quintal de sel (Bibl. nat., lat. 9177, f. 222).

59. P. just. n° 1; cette conclusion est insérée dans les lettres du 8 octobre 1419 (Narbonne, CC 1594).

60. Toulouse, AA 103, publié : *Annales du Midi*, t. I, pp. 502-508; Toulouse, BB 3, f. 77 v°; Montpellier, BB 44.

61. Les commissaires avaient estimé qu'elle ne rapporterait que 30.000 livres par an; de fait, la levée traîna en longueur. Le trésorier général de Languedoc, François de Nerly, s'était vu confier par le régent, lors de son passage dans le pays, le soin de faire la recette de la crue. Malgré les rappels à l'ordre des conseillers du prince et du dauphin lui-même (Toulouse, AA 37, n°s 66 et 67), ce haut fonctionnaire se refusait à remettre les sommes qu'il encaissait à ce titre aux représentants du comte de Foix. Cette attitude souleva les protestations des principales villes des trois sénéchaussées dont les délégués se réunirent à Beaucaire le 15 novembre 1420; ceux-ci estimaient que le comte n'avait encore reçu que 35.000 l. sur les 68.000 promises (Toulouse, layette 15). Par la suite, le comte multiplia ses réclamations : il incita les capitouls de Toulouse à écrire, en juin 1421, à Charles de Bourbon, capitaine général, pour l'entretenir de ce sujet (Toulouse, BB 3, f. 129); la démarche eut un succès relatif, puisque le capitaine général, à Moissac, le 18 novembre suivant, confiait à Bernard Ramon del Sarraïl le soin d'achever la recette de la crue grossie de dommages-intérêts pour le retard (Bibl. nat., fr. 25710, n° 12). Ce dernier obtenait le 26 décembre des lettres pour contraindre les receveurs à lui exhiber leurs comptes (Hérault, A 8, f. 260 v°). Le règlement se fit avec lenteur : le 21 juin 1422, un des syndics de Lunel était allé à Montpellier délibérer *sur la demanda que farié mossenhor de Foy*s (Lunel, CC 69, f. 49). En octobre 1422, il était dû au comte 16.000 moutons d'or (Bibl. nat., *Languedoc* 88, f. 228). On dut les lever sous forme de taille; la part des diocèses de Maguelonne, Uzès et Nîmes était de 3 848 moutons; le 12 décembre 1422, Charles VII ordonnait au gouverneur de Montpellier d'en faire l'assiette (Montpellier, arm. G., cass. 6, Louvet n° 3504). En 1426, la levée n'était pas encore terminée; le comte qui avait réclamé 3.000 livres à la sénéchaussée Carcassonne obtint gain de cause après une assemblée des représentants des communes tenue à Carcassonne en avril (Lodève, BB 1, f. 130 et 132). Les États tenus en juin à Montpellier s'occupaient encore de la question : les grénétiers n'avaient pas encore achevé de rendre leurs comptes et certaines localités, telle Beaucaire, refusaient de payer leur part du reliquat sous forme de taille. (Montpellier, BB 187, pièces extraites année 1426). Le 10 juin 1426, le comte de Foix fit remise à la ville de Montpellier de la part qu'elle lui devait encore (Montpellier, BB 47). L'audition des comptes de la crue, confiée à Pierre du Moulin et Arnaud de Marle, soulevait, en 1427, des difficultés, qui rendaient nécessaire une nouvelle intervention du comte auprès des capitouls (Toulouse, BB 5, p. 67) et, en janvier 1428, les mêmes capitouls reprochaient à Bernard Raimond del Sarraïl d'avoir, par sa faute, laissé mettre en la main du roi la charge sur le sel octroyée par les États (Toulouse, BB 67, p. 74). La question n'était pas complètement réglée en mai 1430; le receveur commis à faire rentrer les restes de cet impôt étant décédé, il fallut dix mois pour lui trouver un successeur parce que sa recette était « de petite valeur » (Hérault, A 2, p. 747).

Conte; puis l'évêque de Carcassonne et Thierry de Villebresme; les deux premiers se présentèrent aux États de Béziers porteurs de lettres closes de leur maître contenant des offres et des concessions⁶². Le comte de Foix désirait retrouver les bonnes grâces du dauphin dont il avait abandonné le parti; il se montra favorable à l'idée d'une ambassade qui irait remonter au prince les mérites de son ex-lieutenant général. Il fut donc décidé d'envoyer une ambassade solennelle au roi et au dauphin; le jour de son départ fut fixé à la Saint-Vincent (22 janvier 1420)⁶³. Ces projets furent contrariés; le 4 janvier, la ville de Toulouse recevait des lettres⁶⁴ du dauphin, l'informant de sa venue prochaine et lui ordonnant d'envoyer des délégués à Lyon, où les États Généraux étaient convoqués pour le 15 de ce mois⁶⁵. Indécis, les Toulousains consultèrent le comte de Foix. Il proposa d'envoyer au dauphin les instructions rédigées par les États et de lui annoncer l'arrivée de l'ambassade tout en faisant observer qu'il était impossible de lui déléguer d'autres ambassadeurs. Mais, tandis que les Toulousains discutaient⁶⁶, le comte négociait en sous main avec l'évêque de Carcassonne; le 6 février, il déclarait aux capitouls qu'il s'était mis d'accord avec les représentants du régent et qu'il devait les rencontrer à nouveau le 15 à Carcassonne; il ajoutait que les ambassadeurs des États, après avoir assisté à l'entrevue, pourraient s'acquitter de leur mission. Le 1^{er} mars 1420, les représentants du comte et les gens des trois États de Languedoc rencontraient le dauphin à Gaillac, le reconnaissant pour le seul fils du roi de France, « son vray héritier et régent le royaume » et lui rendaient « pure et planière obéissance »⁶⁷. Le 4 mars le régent entra à Toulouse; le comte de Foix se retirait dans ses domaines. Aussitôt, le dauphin

62. Toulouse, BB 3, f. 8.

63. Elle devait comporter 17 députés : quatre clercs, quatre nobles, neuf députés des communes dont quatre pour la sénéchaussée de Carcassonne, trois pour celle de Toulouse, deux pour celle de Beaucaire; ils devaient être élus par une assemblée des communes de chaque sénéchaussée (Toulouse, BB 3, f. 89 v^o). Effectivement, les consuls de Montpellier désignèrent les deux représentants de la Sénéchaussée de Beaucaire le 22 janvier. C'étaient Pierre Pataran, docteur en lois, et Bernard Violette, docteur en décrets (Montpellier, BB 44); mais ils ne partirent que le 1^{er} février *ad accedendum apud Tholosan pro equitando in ambaxiata trium Statuum trium senescalliarum fienda ad dominum delphinum Viennensem*. Après de longues discussions, la sénéchaussée de Toulouse avait fini par désigner ses 3 délégués, le 13 janvier; elle avait choisi deux Toulousains et un représentant des judicatures de la sénéchaussée (Toulouse, BB 3, f. 94).

64. Toulouse, BB 3, f. 86.

65. Voir la lettre du régent au duc de Savoie le convoquant à ces États : Bibl. nat., n^{des} acq. fr. 1001, f. 13.

66. Mais ils se montraient de plus en plus favorables au dauphin; celui-ci qui avait quitté Lyon pour se rapprocher du Languedoc gratifia leur envoyé « pour les bonnes nouvelles qu'il nous a apportées de ladite ville de Thoulouze » (Bibl. nat., P.O. 1025, Doustans, n^o 2).

67. Toulouse, layette 31 : lettres de rémission accordées aux habitants de la sénéchaussée de Toulouse (5 mars 1420); Arch. Nat., K 1176, n^o 25 bis (lettres de rémission accordées par le régent aux habitants de Montpellier). Charles VII était à Gaillac, le 1^{er} mars 1420 (Arch. nat., KK 53, f. 50 v^o) où le lieu de Sallat doit être une faute de lecture pour Gaillac; il était au reste le 28 février à Albi et le 2 mars à Buzet.

convoquait les États à Carcassonne; il les tint en personne du 18 au 23 mars⁶⁸. Il se fit accorder deux cents mille francs, non à titre de subside, mais pour « son joyeux advenement en icellui pais de Languedoc », au prix de quelques concessions : il dut s'engager à réprimer les abus de ses officiers « a l'encontre et au préjudice des gens d'Eglise et nobles de Languedoc et de leurs immunitéz, privilegez, constitucions, status et ordonnances royaulx »⁶⁹; ordonna, sans doute à la demande de l'assemblée, la création d'un Parlement à Toulouse⁷⁰ et promit, peut-être, de ne plus lever de subsides extraordinaires à l'avenir⁷¹. L'assemblée dut aussi s'occuper de la question des monnaies, de la guerre anglaise, de la politique à adopter à l'égard du comte de Foix et du gouvernement du pays⁷². Elle obtint, enfin, du régent, la confirmation de diverses ordonnances de ses prédécesseurs en faveur des clercs et nobles de Languedoc et notamment confirmation de la suppression des aides⁷³, mais surtout, ces États de Carcassonne méritent une mention spéciale parce qu'ils devaient assurer en fait à l'institution son existence définitive; nés du concours de circonstances diverses, maintenus au XIV^e siècle en vertu d'une coutume qui avait été bien près de tomber en désuétude par suite d'une politique obstinée du gouvernement royal, les États avaient profité de la guerre civile pour se faire reconnaître par l'un des partis en présence le droit de se réunir et de traiter des affaires du pays. Ce parti chassé du Languedoc, il était à craindre que le vainqueur ne voulût souscrire à aucun des engagements du vaincu. La pré-

68. Avertis le 9 mars, les capitouls de Toulouse désignèrent leurs délégués le 14 (Toulouse, BB 3, f. 101 et 103 v°); Montpellier nommait les siens le 17 (Montpellier, BB 44).

69. Hérault, A 18, n° 2 bis; le même texte se trouve : Arch. nat., H 2960 et Bibl. nat., Doat 159, f. 111. Il donne la copie de la « cédula » qui fut à cette occasion présentée au régent par les deux ordres.

70. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1057.

71. Du moins les Toulousains prétendaient que le Dauphin s'était déclaré *contentus de pecuniis monete, de sale et domanio* (Toulouse, BB 3, f. 124).

72. Tout au moins, les délégués de Toulouse avaient reçu des instructions sur tous ces points sur lesquels *es avist que hom deu avisar, deliberar et consultar al present en lo cossell dels tres Etatz, loqual es mandat per lodit mossenhor lo regent a Carcassonna* (Toulouse, AA 87, n° 1).

73. La principale ordonnance confirmée était celle accordée par Philippe le Bel le 23 mars 1302; les privilèges ratifiés ne concernaient pas uniquement les prélats et barons puisqu'ils comportaient l'ordonnance du même roi sur les bourgeoisies. Le texte de la confirmation se trouve : Arch. nat., H 2960. Il convient donc de rejeter l'opinion de P. Dognon qui écrit (*Quomodo tres Status*, p. 40) : *Quae autem privilegia Status sibi vindicaverint, non bene comperimus...; supplicem vero libellum, seu « caternum », a legatis trium ordinum datum, a dalphino subsignatum et subnotatum hactenus non reperimus; quem postea pluries, ut optimum privilegiorum scrinium et quasi fontem, status allegavere*. C'est cette seule confirmation que les États ont invoqué par la suite pour fonder leurs droits (Pour le détail, voir plus bas, II^e partie, chapitre 5, section 1). Il convient de signaler que les États attachaient à l'époque beaucoup d'importance à ces ordonnances; déjà en 1418, les délégués de Montpellier en avaient emporté à Carcassonne une copie qui subsiste encore (Montpellier, arm. A, cass. 22, Louvet 443).

74. Il n'existe, en effet, aucune trace d'une promesse formelle du régent qui l'aurait engagé à réunir régulièrement les États. Le régent avait vaguement promis de ne plus lever de subsides extraordinaires, ce qui le dispensait de s'engager à n'en lever qu'avec le consentement des États.

sence du régent à Carcassonne donnait, au contraire, l'assurance qu'il n'en serait rien. Sans doute ne se jugeait-il pas assez fort pour s'opposer à un mouvement général de l'opinion languedocienne ou, tout au moins, de ceux qui étaient capables de mener cette opinion. Il préféra composer, sans s'engager⁷⁴.

Dès lors et chaque année, les États vont être réunis; tant que dure la guerre de Cent ans, tout au moins jusqu'aux premières grandes victoires et à la reprise de Paris, ils vont jouir d'une indépendance fort grande; les villes vont y faire la loi et profiteront, entre autres, des circonstances pour faire établir un régime fiscal qui sera propre au Languedoc; à côté de la reconnaissance du droit pour le pays de ne payer de subsides qu'après consentement des États, elles obtiendront par des concessions répétées un système de levée de l'impôt particulièrement favorable.

Dès l'année 1421, Charles de Bourbon, capitaine général en Languedoc, les convoquait à Narbonne au mois de mai et leur réclamait un subside pour la soumission de Béziers et le siège de Sommières⁷⁴.

Réunis une première fois dans le courant de mai, une deuxième à la fin de juin⁷⁵, l'assemblée offrit, comme l'année précédente, une crue sur le sel pour contenter les demandes du capitaine général : treize mille moutons pour la garnison de Sommières, vingt-cinq mille livres par mois pour les frais du siège de Béziers. Cette offre fut obstinément refusée⁷⁶. L'état commun dut se résigner à octroyer, en juillet, un subside de cent cinquante mille livres⁷⁷.

Convoqués aux États Généraux de Clermont, qui ordonnèrent la levée dans tout le royaume d'une somme de douze cent mille francs, les Languedociens n'y comparurent pas⁷⁸. Les États de Languedoc

74. Sur la révolte de Béziers, voir : *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1066. Cette révolte avait motivé une première assemblée d'États à Pézenas, le 14 février 1421, assemblée qui groupa les représentants des diocèses de Maguelonne, Lodève, Agde et des lieux circonvoisins *super pacificacione facienda de emociione qua dicitur facta fuisse per gentes de Bicterris* (Montpellier, BB 45). La session de Carcassonne doit être signalée car c'est à son propos que nous avons pour la première fois la preuve que les États, après avoir accordé un subside, ont surveillé sa répartition par sénéchaussée et diocèses : « Ayent iceulx tramis aucuns d'eulx depputéz et commis pour la departir et diviser le plus egaulment que faire se pourroit » (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 821).

75. Les représentants de Toulouse se rendirent à Narbonne du 6 au 26 mai et du 16 juin au 6 juillet (Toulouse, *Comptes 1420-21*, f. 48 v°, 49).

76. L'opposition avait été menée par les villes de Carcassonne, Castres et Toulouse; cette dernière alléguait que le régent, lors de son voyage en Languedoc l'année précédente, avait octroyé des lettres déclarant qu'à l'avenir aucun subside ne serait levé dans le pays; malheureusement ces lettres ne purent être retrouvées (Toulouse, BB 3, f. 124, 125 v°, 132). On remarquera ici le parallélisme de l'action des États de Narbonne et de ceux de Toulouse en 1419.

77. Sa répartition fut faite à Narbonne, en présence d'un certain nombre de délégués des États, entre le 17 et le 27 juillet (Toulouse, *Comptes 1420-21*, f. 49).

78. A. Thomas, *Le Midi et les États Généraux sous Charles VII*, dans *Annales du Midi*, t. I (1889), p. 289, a montré que les délégués de Toulouse et ceux d'Albi s'étaient bien rendus en Auvergne, mais qu'ils étaient arrivés après la clôture de la session.

furent alors réunis à Carcassonne en août pour voter les deux cent mille francs qui représentaient la part du pays⁷⁹.

Réunis à Carcassonne, devant Charles de Bourbon, l'archevêque de Reims, l'abbé de Compiègne, Alexandre le Boursier et Guillaume Toreau, les États de Languedoc accordèrent, le 28 juillet 1422, dans l'église des Jacobins, la somme de cent mille livres au dauphin⁸⁰. A Carcassonne encore, les États se réunirent en mai 1423⁸¹. C'était la première fois depuis la mort de Charles VI. Les prélats, évêques, chapitres, abbés et autres gens d'Eglise qui s'y trouvaient demandèrent et obtinrent des commissaires royaux un délai de quatre mois pour « l'hommage et féauté » qu'ils devaient au roi en raison de leurs fiefs temporels⁸²; ils accordèrent une décime et demie⁸³. L'assemblée s'occupa surtout des monnaies et ses délibérations ne furent pas vaines puisqu'elles aboutirent à un accord signé le 3 août suivant à Toulouse entre les représentants du roi et les principales villes du Languedoc⁸⁴. L'aide accordée fut de deux cent mille livres. Il est à supposer que les États envoyèrent une ambassade au roi, car les nobles et prélats de Languedoc obtinrent confirmation à Bourges, en juillet, des privilèges que Charles VII avait une première fois confirmés aux États de 1420⁸⁵. Par lettres données à Tours le 27 octobre 1423, Charles VII avait décidé de réunir au Puy, le 1^{er} janvier suivant, une grande assemblée⁸⁶. Il désirait y recevoir les foi et hommage de ses vassaux de Languedoc, entretenir ses sujets de son futur couronnement et les consulter sur le traité conclu avec le comte de Foix pour

79. La part du diocèse de Nîmes était de 14.112 l. (Bibl. nat., *Languedoc* 88, f. 255). Dès le 31 août, les Montpelliérains s'étaient fait accorder une remise de 323 francs sur leur part (Montpellier, arm. G, cass. 6, Louvet n° 3472).

80. Premier cahier de doléances conservé (Toulouse, AA 87, n° 2). La réunion de Carcassonne fut tenue à la demande des Toulousains qui, ayant demandé aux officiers royaux l'établissement d'une bonne monnaie, se virent répondre que la chose était possible à condition « d'aider » le régent; les Toulousains, trouvant la demande raisonnable, demandèrent licence pour les États de se réunir à Carcassonne, ce qui leur fut accordé (Toulouse, BB 4, p. 8 et 12). La procuration donnée aux représentants de Montpellier montre que la lettre de convocation du dauphin précisait qu'il ferait présenter aux États *aliqua advisamenta habita et deliberata in ipsius domini regentis magno consilio pro relevamento et reparacione magnorum inconveniencium que subditi... ipsius domini regentis supportarunt et supportant ad causam debilitacionis monetarum*. (Montpellier, Louvet 4329).

81. Une première réunion en mars dut être ajournée en raison du petit nombre des assistants (Toulouse, BB 4, f. 35, 41; A. Vidal, *Les comptes consulaires de Montagnac*, p. 521).

82. Ils avaient argué des périls et dangers « qui sont de présent sur les chemins », de « l'impotence personnelle d'aucuns » et ajoutèrent « qu'il seroit grand retardement des conclusions prises en ladite assemblée » (Hérault, A 9, f. 29 v°).

83. Hérault, A 9, f. 156 v°. A savoir une décime à la libre disposition du roi et une demi-décime pour l'ambassade qu'il enverrait au Concile général; le clergé ordonnait en outre la levée d'une demi-décime pour couvrir les frais des ambassadeurs qu'il élirait pour aller au même concile (P. just, n° 3).

84. Voir : P. just. n° 2, *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 831 et Toulouse, AA 38, n° 3.

85. Arch. nat., H 2960. — Le 14 juillet 1423, Charles VII prescrivait de faire payer aux nobles et gens d'Eglise leur part des frais qui avaient été nécessaires pour obtenir confirmation de leurs privilèges et d'ajourner au Parlement de Toulouse les récalcitrants (Hérault, A 9, f. 61 v°).

86. Hérault, A 9, f. 67 v°.

le gouvernement du pays⁸⁷. Prorogée au 15 février⁸⁸, l'assemblée n'eut finalement pas lieu, le roi, ne pouvant se déplacer, désignant des commissaires pour aller tenir les États à Montpellier le 28 mars⁸⁹.

La session, qui s'acheva à Montpellier en mai 1424, est bien connue parce que Dom Vaissète en a publié le cahier de doléances⁹⁰ dont les expéditions originales portent les signatures de l'évêque de Laon et des généraux Alexandre le Boursier et Jean de la Barre; les États y accordèrent « une certaine crue montant à dix mille livres tournois, octroyée à ladite assemblée... pour distribuer tant à vous les commissaires royaux et aultres noz officiers comme a plusieurs prélaux, barons, nobles et autres qui ont esté a ladite assemblée »⁹¹. C'est là le premier exemple connu des épices qui allaient, bien plus tard, donner naissance à un véritable budget local.

Cette même année 1424, Charles VII convoqua les États à Carcassonne pour le 15 septembre, puis pour le 1^{er} octobre; n'ayant pu venir dans le Midi, il manda l'assemblée au Puy le 10 novembre⁹²; elle ne se tint pourtant qu'au début de janvier, près du Puy, « ou chastel d'Espaly »⁹³. C'est là que le 6 janvier 1425, Charles VII fit expédier les lettres nommant le comte de Foix gouverneur de Languedoc⁹⁴, nomination qui était faite à la demande expresse des États⁹⁵; ce même jour, il pourvoyait par diverses ordonnances aux requêtes qui lui avaient été présentées⁹⁶; il obtenait deux cent mille francs et deux décimes.

Le comte de Foix, ayant accepté les propositions du roi⁹⁷, réunit

87. Toulouse, BB 4, p. 61, 65, 66.

88. Hérault, A 9, f. 81 v^o.

89. Convocation datée de Chinon, 28 février 1424 (Toulouse, BB 4, p. 86).

90. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n^o 834. — Il est à noter que, par inadvertance, Dom Vaissète a sauté un article, le douzième, sur la liberté du commerce; il a d'autre part commis quelques erreurs de lecture, dont l'une au moins mérite d'être relevée : au dernier article, il s'agit de la monnaie du Puy et non de la monnaie du pays.

91. Montpellier, arm. C, cass. 14, Louvet 1257.

92. G. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. III, p. just. n^o VIII. Malgré ces lettres, les villes de Languedoc ne se pressèrent pas pour nommer leurs délégués : Toulouse ne procède à l'élection que le 5 décembre (P. just. n^o 2); Aiguemortes, le 6 (Hérault, A 237, f. 114). L'évêque de Lodève et le délégué de la ville ne partirent que le 22 (Lodève, BB I). Le roi lui-même n'arriva au Puy que le 15 décembre (Aymard, *Titres et privilèges du Puy*, p. 752).

93. Bibl. nat., fr. 20884, n^o 105 : l'évêque de Lodève reçut 1.000 l. pour avoir assisté aux États.

94. Bibl. nat., *Clairambault* 957, f. 61.

95. P. just. n^o 4, art. 5.

96. C'est par erreur que G. de Beaucourt (t. II, p. 584) a prétendu que « l'on a le cahier de doléances de ces États ». Il a mal interprété un passage de Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 108) où l'auteur relate les différentes requêtes des États auxquelles le roi avait donné réponse favorable. La plupart des lettres royales (sur les abus du maître des ports, le prix des vivres, les receveurs diocésains, les foires de Pézenas et Montagnac) se trouvent : Hérault, A 9, f. 131 et sqq.

97. Le traité fut signé à Mazères, le 16 février 1425 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n^o 836).

98. Convoquée à Carcassonne par l'évêque de Laon pour fin avril, l'assemblée commença à Béziers début mai; le comte demandait paiement immédiat de deux termes de l'aide accordée à Espaly, garantie des 20.000 écus à lui

à Béziers, au mois de mai suivant, les communes du pays⁹⁸ conformément à l'article VI du traité, pour obtenir d'elle garantie du paiement de vingt mille écus d'or que le roi lui avait promis pour ses gages; elle lui fut refusée mais on lui accorda pour son joyeux avènement la somme de trente mille livres⁹⁹.

En septembre 1425, les États se trouvaient à nouveau réunis à Carcassonne : ils délibérèrent sur les pouvoirs à donner aux délégués qui iraient représenter le Languedoc aux États Généraux mandés à Poitiers et rédigèrent les articles qui seraient présentés au roi¹⁰⁰. Les ambassadeurs du pays allèrent trouver le roi à Mehun-sur-Yèvre en novembre¹⁰¹. Ils lui accordèrent un subside de deux cent cinquante mille livres, plus douze mille livres d'épices et six mille livres au comte de Vendôme pour sa rançon¹⁰². Le clergé avait octroyé deux décimes; il n'en fut levé qu'un¹⁰³.

Le 4 juin 1426, à Montpellier¹⁰⁴, le comte de Foix fit annoncer aux États par l'évêque de Laon qu'il renonçait à lever un « onzième » et que le roi avait commis Jean Gencian, Arnaud de Marle et Jean de la Teillaye à la réparation générale des feux et des « belugues » de tout le Languedoc¹⁰⁵. On lui concéda une anticipation des termes du subside de Mehun, mais on lui refusa tout don et on lui demanda de donner quittance des soixante-huit mille livres qui lui avaient été données par le pays en 1419.

A Béziers, en 1427, une aide de cent cinquante mille livres fut octroyée au roi, quatre mille furent données au comte de Ven-

promis comme gages annuels par le roi et *pro suo jocundo adventu et introitu dicti sui officii detur et offeratur donum aliquod honorabile*; mais *non erant ipse communitates intencionis quovis modo se obligande pro dictis vadiis*; les délégués durent aller chercher des pouvoirs suffisants (Lodève, BB 1, f. 80 v°, 84, 86 v°, 87 v°). Les comptes consulaires de Montagnac nous apprennent que les représentants des communes, n'ayant pu se mettre d'accord, durent revenir par deux fois les 21 et 26 mai (*Annales du Midi*, t. XVII (1905), p. 525).

99. Bibl. nat., fr. 26048, n° 438. — La répartition se fit en juillet (Lunel, AA 4, Lettre des consuls de Montpellier).

100. Le clergé élit ses délégués le 2 octobre : c'étaient les évêques de Carcassonne, Lodève et Béziers, les vicaires des archevêques de Narbonne et Toulouse; une somme de 2.580 moutons fut levée, pour leurs frais, sur les ecclésiastiques de Languedoc (Hérault, A 9, f. 193). L'état commun ne fixa que le nombre de délégués à envoyer par les diocèses (A. Thomas, *Le Midi et les États Généraux sous Charles VII*, dans *Annales du Midi*, t. I, p. 311).

101. Les États de Languedoil s'étaient tenus en octobre à Poitiers. Les États de Languedoc devaient d'abord se réunir à Bourges (A. Thomas, *Les États Généraux sous Charles VII*, 1878, p. just. n° 6) : « les trois Estas de Languedoc se doivent tenir la semaine qui vient à Bourges », lettre de Roulin de Mâcon aux conseillers de Lyon, du 23 octobre 1425).

102. Les 12.000 l. furent réparties par le roi (Bibl. nat., fr. 20.594, n° 22). En plus, les États avaient accordé à la reine 500 l. pour avoir du drap d'or (Bibl. nat., fr. 22406, n° 4); l'assiette du diocèse de Toulouse indique bien au total la somme de 12.500 l. (Toulouse, CC 145, p. 49) ainsi que la délibération du conseil de la ville de Montpellier, 2 mai 1426 (Montpellier, BB 47).

103. Bibl. nat., *Languedoc* 89, f. 58.

104. Une première assemblée avait été mandée à Carcassonne pour le 20 avril (Montpellier, BB 47 et Toulouse, BB 5, p. 5); elle ne fut pas tenue en raison de l'absence du comte de Foix et fut renvoyée à Narbonne (Lodève, BB 1, f. 138); elle se tint finalement à Montpellier.

105. Montpellier, BB 187, pièces extraites année 1426. La réparation avait été ordonnée par lettres données à Issoudun le 18 février 1426 (Montpellier, arm. B, cass. 14, n° 15). L'état commun était opposé à la réparation; elle eut lieu tout de même (Bibl. nat., fr. 26.429, n° 14; *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 844) quoique avec assez de lenteur : la réparation de Lunel fut faite le 28 janvier 1428 par Arnault de Marle qui vint *per sabe lo fag de las belugas*

dôme¹⁰⁶. Au mois d'août de cette même année, le comte de Foix imposait de sa propre autorité vingt-deux mille livres sans avoir appelé les États¹⁰⁷, pour les donner au comte d'Armagnac. L'émotion fut profonde dans le pays : les plus petites communautés délibérèrent sur le fait qui apparaissait, maintenant, insolite¹⁰⁸. Le 7 octobre, les représentants des villes de Montpellier, Carcassonne, Narbonne Albi, Limoux, Mirepoix, Alet, Montagnac, Pézenas, Agde, Saint-Pons-de-Thomières, Nîmes, Alès, Anduze, Sauve, Sommières, Marsillargues et Uzès protestèrent solennellement auprès de l'évêque de Laon en le suppliant de faire assembler les États pour délibérer sur le nouveau subside. L'évêque ayant répondu qu'il n'avait pas le pouvoir d'accéder à leur demande, ils déclarèrent en appeler au roi, à son grand Conseil et au Parlement de Béziers. L'évêque répliqua que l'appel était illicite et frivole¹⁰⁹. Alors Montpellier décida d'envoyer une ambassade au roi¹¹⁰. Elle n'était pas partie que les consuls reçurent une lettre du souverain convoquant les États de Languedoil et ceux de Languedoc à Poitiers pour le 16 novembre¹¹¹. Si les Toulousains négligèrent de s'y rendre¹¹², d'autres communautés avaient obéi. Le 2 décembre, cette ambassade obtenait du roi des lettres adressées au comte de Foix et à l'évêque de Laon, blâmant leur conduite en cette affaire et ordonnant de surseoir à la levée des vingt-deux mille livres¹¹³. Il ne paraît pas, au reste, qu'ils aient obéi¹¹⁴.

(Lunel, CC 70, f. 58 v°). Les États avaient envisagé d'envoyer une ambassade au roi pour lui demander de révoquer les commissaires mais il ne semble pas qu'ils aient persisté dans leur projet en raison des frais supplémentaires qui en résulteraient (Toulouse, BB 5, p. 13).

106. Toulouse, CC 145, p. 57 et 63 (Le chiffre de 4.000 l. données au comte de Vendôme est confirmé par le chiffre global de 154.000 l. indiqué par Lunel, CC 70 et par la quittance du comte en date du 10 juin 1427 (Bibl. nat., fr. 20383, f. 7).

107. Les commissions sont datées du 12 août 1427 (Bibl. nat., fr. 26100, n° 320). La répartition de la part du diocèse de Nîmes se fit le 8 octobre (Arch. nat., K 62, n° 39).

108. La répartition du subside dans la sénéchaussée de Carcassonne devait se faire le 18 septembre; les sigilliers de Lodève refusèrent d'y déléguer (Lodève, BB 1, f. 178 v°). Le 10 septembre 1427, au reçu des lettres de l'évêque de Laon ordonnant de faire l'assiette de ces vingt deux mille livres, les capitouls de Toulouse protestent que *esset maximum dampnum rey publice si rex imponebat subsidia nisi de consensu trium statuum* et veulent faire appel au roi; devant le refus du comte de Foix de revenir sur sa décision, ils se décident à faire l'assiette, mais en protestant que cela ne pouvait tirer à conséquence (Toulouse, BB 5, p. 70, 73, 74, 75; BB 67, p. 69).

109. Montpellier, BB 48. Le 13 octobre, le procureur des États de Velay adhérait à cet appel (*Ibidem*).

110. Le subside a été imposé *tribus Statibus dicte patrie, videlicet gentibus ecclesiasticis, nobilibus et communibus, minime vocatis, sed potius insciis et ignorantibus, contra libertates, usus et franchises dicte patrie* (Montpellier, arm. C, cass. 7, n° 7, publié dans Germain, *Histoire du Commerce de Montpellier*, t. II, p. 350).

111. Montpellier, arm. C, cass. 8, Louvet, 1204. Les lettres de convocation sont lues à Lodève le 10 novembre (Lodève, BB 1, f. 182). Les délégués de Montpellier se mirent en route le 7 novembre, ils étaient de retour le 2 janvier 1428 (Montpellier, BB 48).

112. Toulouse, BB 5, f. 85.

113. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 842. Sur les plaintes de l'ambassade, et spécialement des représentants de la sénéchaussée de Beaucaire, Charles VII ordonna de faire décamper certains capitaines qui vivaient sur le pays (Héroult, A 9, f. 358 v°).

114. L'ordre du surseoir fut réitéré le 30 août 1428 (Montpellier, Arm. E, cass. 7, Louvet 2525).

L'opposition soulevée par la politique du comte de Foix devait s'accroître encore l'année suivante; après avoir, sans succès, appelé les États à Poitiers pour le 20 février¹¹⁵, le roi convoqua à Tours les États de Languedoïl et de Languedoc pour le 18 juillet, puis pour le 10 septembre¹¹⁶, tandis que le comte de Foix réunissait les États de Languedoc à Béziers le 15 juillet¹¹⁷. La sénéchaussée de Beaucaire n'y était représentée que par les délégués de Montpellier et de Nîmes qui opposèrent un refus formel aux demandes du comte. Un grand nombre de députés n'ayant pas reçu de pouvoirs suffisants, ils durent aller les chercher¹¹⁸. Les Montpelliérains n'autorisèrent cependant leurs représentants qu'à accorder un prêt de trente mille livres à rembourser sur les sommes que les futurs États Généraux octroyeraient au roi¹¹⁹. Finalement, le 23 août, on décida de lever cinquante mille livres, dont quatre mille pour le Parlement¹²⁰. La somme fut, semble-t-il, perçue sans difficulté, car, elle devait être effectivement comprise dans la part qui revint au Languedoc de l'aide votée à Chinon¹²¹.

Les États Généraux, convoqués pour le 10 septembre, se réunirent quelques jours plus tard à Chinon; il semble qu'après avoir tenu des séances communes, notamment pour faire l'octroi d'un subside de cinq cent mille livres, dont deux cent mille à payer par le Languedoc, Languedoïl et Languedoc siégèrent séparément¹²². Un fait est

115. Toulouse, BB 5, p. 97; BB 67, p. 74.

116. Hérault, A 2, f. 7 v° et A 10, f. 25 v°. Les représentants de Nîmes, auxquels s'étaient joints ceux de Montpellier, partirent le 11 juillet et prirent avec eux, à leur passage à Bagnols, les députés d'Uzès; ils allèrent jusqu'à Clermont en Auvergne et revinrent car le Conseil avait été prorogé; l'un d'entre eux repartit ensuite (Menard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuves, p. 226).

117. Ils avaient d'abord été convoqués pour le 8 juillet (Montpellier, arm. F, cass. 7, Louvet 3067).

118. Ce fut notamment le cas de ceux de Lodève (Lodève, BB 1, f. 218 v°, 220).

119. Montpellier, arm. F, cass. 7, Louvet 3067.

120. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 843. Certains délégués n'ayant pas pouvoir d'engager leurs commettants pour le Parlement, promirent cependant d'essayer d'obtenir d'eux l'entérinement des 4.000 livres (Doléances de 1428, art 29). La mauvaise humeur des États se refléta dans leur cahier de doléances : l'octroi, qui en général figure en tête, ne vient qu'à l'art. 16; les quinze premiers articles sont groupés en deux paragraphes qui énumèrent : 1° *las necessitats, affayres et paubrieras del pays*, 2° *las razos per que lo present pays non pot donar provessio a las causas demandadas*.

121. Les délégués montpelliérains avaient solennellement protesté dès le 27 août et s'étaient fait donner acte de leur opposition (Montpellier, arm. C, cass. 14, Louvet 1266). La délégation de la sénéchaussée de Beaucaire aux États Généraux avait reçu mission de présenter à ce sujet des doléances au roi; le 30 août 1328, elle obtenait des lettres royaux suspendant la levée des subsides incriminés (Montpellier, arm. E, cass. 7, Louvet 2525); mais ces lettres ne reçurent aucune application, personne n'ayant voulu les présenter au comte de Foix. La ville de Nîmes avait tout au plus consenti à payer une part des frais des ambassadeurs que Montpellier enverrait pour ce faire (L. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuves, p. 228). L'assemblée de Chinon régularisa, au reste, la levée du subside, conformément à l'art. 19 des doléances qui exigeait que la somme ainsi octroyée serait défalquée de l'aide à consentir aux États Généraux.

122. A. Thomas, dans son mémoire de 1878, p. 28-29, avait déjà signalé cette particularité. Plus affirmatif, A. Molinier (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1098, n. 3) a prétendu que les sessions de Languedoïl et Languedoc avaient été entièrement séparées. A. Thomas protesta contre cette interprétation (*Annales du Midi*, t. IV, p. 9-12) et il semble qu'il ait eu raison. Le 7 octobre 1428, Charles VII rendait une ordonnance sur les changeurs de tout le royaume « a la supplica-

certain, l'assemblée de Languedoc prolongea ses séances jusqu'au 11 novembre, jour où fut présenté le cahier de doléances, encore conservé¹²³. Elle obtint que désormais aucune aide ou taille ne serait levée en Languedoc « sans appeler à ce les gens des trois Estats »¹²⁴. Ainsi, le roi reconnaissait de façon formelle aux États le droit de se réunir pour consentir l'impôt.

A Chinon, les députés de Languedoc avaient demandé à ne pas être convoqués hors de leur pays; mais, dans sa réponse, le roi avait manifesté son intention de les appeler auprès de lui le premier mars suivant. A la demande des capitouls de Toulouse, le comte de Foix autorisa une assemblée des communautés à Narbonne, le premier février 1429, assemblée qui dut renouveler les demandes précédentes, avec succès, puisque, le 8 juillet, Charles VII décidait la convocation des États de Languedoc à Carcassonne, sous la présidence du comte, pour le 31 août¹²⁵. En raison des pouvoirs insuffisants donnés à certains délégués, l'assemblée fut prorogée jusqu'au 15 octobre; elle dura jusqu'au 10 novembre et il fut nécessaire de tenir une réunion particulière dans la sénéchaussée de Beaucaire, celle-ci s'étant obstinée à refuser tout pouvoir à ses représentants¹²⁶. Le principal objet de l'assemblée, outre un don de 6.000 l. à l'évêque Laon¹²⁷ et de 31.000 l. au comte de Foix, avait été de désigner les membres de la « grant et notable ambassade de prelatz, barons, cappitoulz et autres notables personnages desdis trois Estas »¹²⁸ qui, « pour l'honneur et reverence du nouvel sacre et couronnement d'icellui seigneur » alla trouver le roi à Sully-sur-Loire en mars 1430 et lui accorda cent vingt mille francs¹²⁹. Réunis à Béziers

tion et par l'advis, conseil et meure deliberation.. des prelatz, barons et gens des bonnes villes convoquéz et presentement assemblés en nostre ville de Chinon, representants les trois Estaz de nostre royaume, obéissance et seigneurie de notre pays de Languedoil et Languedoc... » (Hérault, A 10, f. 55 v°).

123. Montpellier, arm. E, cass. 7, n° 46 publié : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 848. Le Languedoil avait remis lui aussi ses doléances qui ne sont connues que par la mention qu'en fait le cahier de Languedoc.

124. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 847.

125. Sur tout ceci, voir P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 59-60. Le roi demandait aux États de lui octroyer 30.000 livres pour l'équipement de l'armée que devait lui amener le comte (Hérault, A 2, f. 41).

126. Hérault, A 10, f. 117 v°, lettre du 10 novembre 1429; Toulouse, BB 6, f. 32; Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuves, p. 231.

127. Toulouse, BB 6, f. 32; CC 1472, f. 1.

128. Toulouse, AA 46, n° 71. Au même moment, Charles VII envisageait de tenir une réunion des États de Languedoc à Lyon ou Vienne en janvier 1430, comme en témoigne la lettre missive du 30 novembre 1429 qui annonçait son intention aux consuls de Pézenas (Pézenas, arm. A, l. 2, l. 3).

129. Les délégués du clergé étaient : l'archevêque de Toulouse, les vicaires de l'archevêque de Narbonne et des évêques de Carcassonne et de Maguelonne. Ils furent désignés à Carcassonne et rétribués par la levée d'un quart de déisme sur tous les ecclésiastiques de Languedoc. (Hérault, A 10, f. 136). Les ambassadeurs de l'état commun furent désignés par les conseils de villes (Toulouse, BB 6, f. 33 v°). Toutefois ceux de Toulouse furent directement choisis par le comte de Foix (*Ibidem*, f. 34-35). Cependant les États avaient rédigé des articles qui devaient être présentés au roi. Pour subvenir aux frais, on avait décidé de lever un supplément de 5 gros par livre sur les 51.000 l. que les États de Carcassonne avaient accordées au comte de Foix. Mais les prélats et les nobles s'opposèrent à la levée; aux États de Béziers ils renoncèrent à leur opposition et autorisèrent la levée de trois sous par livre pour dédommager les ambassadeurs du pays (Toulouse, BB 6, f. 42 v° et AA 46, n° 71).

fin mai¹³⁰, les États de Languedoc entérinèrent ce don et y ajoutèrent même une somme de trente deux mille livres¹³¹. Ils eurent à s'occuper de la répression du brigandage et firent décider l'ouverture de toutes places et forteresses pour faciliter la poursuite des délinquants¹³². Ils délibérèrent surtout sur un nouveau projet d'union qui fut soumis à la ratification de toutes les communautés de Languedoc¹³³. Il se présentait comme un règlement interne de l'assemblée, établissait les termes du serment que ses membres devraient prêter, prévoyait que toutes les décisions seraient prises à l'unanimité ou au moins, après débat, à la majorité; que le nombre des délégués serait réduit à deux clercs, deux nobles et huit représentants de l'état commun par sénéchaussée; qu'ils seraient indemnisés aux frais du pays. Le projet fut rejeté¹³⁴ car il dissimulait mal certaines arrières-pensées; il s'agissait surtout d'assurer la pleine indépendance des États et de leur faire reconnaître le droit de se réunir où et quand ils le jugeraient bon.

Mais le moment était bien mal choisi pour essayer de secouer le joug du pouvoir royal. Fort de ses victoires, fort de la consécration officielle du sacre, Charles VII n'était certainement pas disposé à faire de nouvelles concessions. Déjà son autorité s'était assez affermie pour que ceux-là même dont l'action avait été prépondérante lors de la renaissance des États, les capitouls de Toulouse, ne crussent pas devoir souscrire à un tel projet¹³⁵; ils proclamèrent, au contraire, que le droit de convocation n'appartenait qu'au roi ou à son lieutenant¹³⁶. Ainsi les États de Languedoc voyaient s'achever une période, courte mais brillante, de leur histoire, au cours de laquelle ils avaient définitivement réussi à s'imposer et avaient acquis des privilèges et des libertés considérables; mais déjà commençait le déclin de cette assemblée, tout au moins dans la forme qu'elle avait revêtue jusqu'alors. Désormais, avec les progrès de la royauté et de la centralisation administrative, nous allons assister à sa lente mais irrésistible reprise en main par le pouvoir royal.

130. Le 29 mai, l'évêque de Béziers, qui assistait au Concile de Narbonne, se déclarait dans l'obligation de quitter la ville pour aller assister aux États Généraux (Martène et Durand, *Thesaurus anecdotorum*, t. IV, p. 360). Les doléances sont datées du 8 juin.

131. Toulouse, AA 104, p. 17.

132. Arch. nat., X² 18, f. 296; ces mesures sont rapportées dans une plaidoirie en faveur du viguier de Béziers, citée par A. Thomas, *Annales du Midi*, 1912, p. 520.

133. Publié par P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 63-65.

134. Du moins par les Toulousains (Toulouse, BB 6, f. 42 v°).

135. *Non fiat unio quia non est bona nec utilis regi nec populo* (Toulouse, BB 6, f. 43).

136. *Ibidem*, f. 24 : *unionem statuum permanere semper et semper esse fiendam, cum rex vel suus locumtenens mandaret illos, sed eo modo quo continetur in articulis non esse fiendam*.

CHAPITRE III

LES PREMIÈRES TENTATIVES ROYALES CONTRE LES ÉTATS ET LA CRISE DE 1442-1443

L'état commun n'avait pas été favorable au projet d'union; les deux autres ordres essayèrent, au contraire, de l'appliquer. Réunis à Capestang les 2, 3 et 4 décembre 1430, ils décidèrent d'envoyer une députation présenter au roi les articles qui avaient été rédigés par l'assemblée « pour le bien, profit, avantage et utilité des ordres susdits »¹. Le comte de Foix réagit avec vigueur : le 7 janvier 1431, il convoquait à Mazères un conseil d'officiers royaux pour délibérer²; le 10, il faisait savoir aux sénéchaux de Languedoc qu'il interdisait la réunion des États sans son autorisation expresse³. Il n'apparaît pas que par la suite cette défense ait jamais cessé d'être observée.

Le comte de Foix réunit les États à Béziers en juillet 1431⁴; il les autorisa à imposer une somme de quatre mille écus promis par le vicomte de Clermont-Lodève à Rodrigue de Villandrando⁵, reçut le 13 juillet les doléances de la sénéchaussée de Beaucaire⁶ et obtint une aide de cent cinquante mille moutons d'or avec dix mille livres d'épices⁷. Quelques jours plus tard, le 25 août, le comte convoquait les États pour le 10 septembre à Olonzac afin de les inviter à parti-

1. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1097 et t. X, preuve n° 855. L'évêque de Carcassonne était le député du clergé; un subside fut levé sur les ecclésiastiques pour subvenir à ses frais; la part de la province de Narbonne était de 480 écus d'or. Voir à propos de ce subside une lettre du patriarche d'Alexandrie, administrateur de l'église de Saint-Pons-de-Thomières : Bibl. nat., *Baluze* 389, n° 449.

2. Bertrand Corsier, juge mage de Carcassonne, avait été mandé à Mazères *unacum nonnullis aliis officiariis regis... consultando... super congregacione nuper facta per gentes ecclesie et nobiles presentis patrie non vocatis officiariis prout fieri debet juxta omnem rationem*. Il ramena à Carcassonne, pour les faire publier, les lettres du comte interdisant les réunions sans autorisation (Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 20.028, n° 148).

3. Bibl. nat., *Languedoc* 89, f. 121, publié : P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 67-68.

4. Auparavant, Charles VII avait prévu une réunion à Vienne en sa présence pour le 20 mai, puis pour le 20 juin 1431; elle ne se tint pas (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 854).

5. Bibl. nat., *Doat* 159, f. 167, publié par L. Flourac, *Jean I^{er}, comte de Foix*, p. 288 et Toulouse, CC 145, p. 151.

6. Montpellier, Cabinet doré, liasse cinquième, n° 19; l'évêque de Laon et le juge mage de Béziers assistaient aux États. C'est ce dernier qui fit la proposition.

7. Toulouse, CC 145, p. 141. Le clergé octroya une décime (J. Stevenson, *Letters and papers*, t. II, p. 216).

ciper au paiement de la rançon du duc de Bourbon; on ignore cependant si ce projet fut mis à exécution⁸.

Dès lors les réunions d'États vont se suivre régulièrement d'année en année, devant le comte de Foix, à Béziers en juillet 1432⁹, à Villeneuve-lès-Avignon, en juin 1433¹⁰, puis, fréquemment devant le roi en personne. Convoqués à Lyon pour le 20 novembre, puis pour le 20 décembre 1433¹¹, les députés de Languedoc, de Guyenne, de Rouergue et de Quercy¹² se réunirent finalement au Puy, mais Charles VII les fit, de là, venir à Vienne où il se fit octroyer, le 30 avril 1434, une aide de cent soixante mille moutons¹³. La mesure la plus importante qu'il prit était, à la demande même de l'assemblée, la nomination de commissaires réformateurs. Leur activité allait fournir le grand sujet de discussion des États qui furent réunis au printemps suivant à Béziers¹⁴; les commissaires réformateurs¹⁵ avaient exécuté leur commission dans les parties nord et est de la sénéchaussée de Beaucaire; les États, pour obtenir la révocation des commissaires, avaient décidé d'envoyer une ambassade au roi. Les

8. La lettre de convocation nous a été conservée par Dom Vaissète qui l'a faussement datée de 1419 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1053). S'appuyant sur un itinéraire du comte de Foix, P. Dognon a rapporté les faits en l'année 1427 (*Quomodo tres Status...*, p. 49). Les délibérations consulaires de Lodève prouvent de façon certaine que ces événements sont de 1431. En effet le 3 septembre de cette année, on décide d'envoyer aux frais de la ville un sigillier devant le comte de Foix pour le 10 septembre à Olonzac *pro facto domini ducis de Borbonio*; l'assemblée fut remise, puisque le 1^{er} octobre, on désigne à nouveau un délégué pour aller *ad locum de Olonzac ubi sunt adjornate gentes trium Statuum*, mais le délégué s'arrêta en cours de route à Béziers où il apprit que les États d'Olonzac ne siègeraient pas encore et il rentra le 4 octobre à Lodève (Lodève, BB 2, p. XXVIII). Bien que la convocation s'adressât d'après son texte à la seule sénéchaussée de Carcassonne, le fait que les comptes de la ville de Montpellier mentionnent l'envoi d'un messager à Béziers et à Narbonne *per saber com. se eron gobernatz sur la demanda que lor fassya moss. de Foys e moss. de Borbo* montre que les trois sénéchaussées avaient du être convoquées (Montpellier, Joffre 712, p. 118).

9. L'année 1432 vit se tenir en Bas-Languedoc diverses assemblées particulières qui avaient pour but d'obtenir le retrait de certain routiers : début mars à Montpellier devant l'évêque de Laon pour traiter du rachat du château de Cabrières il n'y eut pas de résultat; en août, les diocèses de Béziers, Lodève et Maguelonne se réunissaient à Clermont de Lodève et octroyaient au châtelain de Cabrières douze cents moutons d'or au nom de cinq diocèses. (Lodève, BB 2, f. XXXVIII, sqq. et f. LXVIII sqq.).

10. Ils accordèrent cent vingt mille moutons à titre d'aide et dix mille d'épices d'une part; soixante dix mille de l'autre.

11. Hérault, A 10, f. 242.

12. Hérault, A 10, f. 268.

13. Et 6.000 l. d'épices (Gignac, II 22).

14. Charles VII avait convoqué les États généraux à Montferrand pour le 4 décembre 1434 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1118 et Montpellier, BB 49). La réunion fut contremandée parce que les représentants du Languedoc n'avaient pu se joindre à temps aux députés de Languedoil; la convocation fut reportée au 15 janvier suivant (Alès, I S 3, n° 25, lettre missive du 8 décembre 1424), mais l'assemblée n'eut finalement pas lieu : c'était, écrit le comte de Foix, à cause des bonnes nouvelles que le roi avait de la recouvrance prochaine de tout son royaume (A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 181). C'est par erreur que Dom Vaissète a signalé une réunion d'États sous la présidence du roi, en septembre 1434, à Vienne; les textes auxquels il fait allusion et qu'il date du 7 septembre sont en réalité du 23 avril (Hérault, A 10, f. 271 v°).

15. C'étaient A. de Cambray, A. de Marle, J. Bernard, J. Baubignon (Hérault, A 10, f. 268). Un receveur général leur avait été adjoint en la personne de Nicolas de Voisines, notaire du roi (Bibl. nat., fr. 25710, n° 83).

diocèses déjà réformés refusèrent de participer aux frais de l'ambassade, il fallut recourir à l'arbitrage de l'archevêque de Toulouse et de l'évêque de Béziers qui décidèrent que, de la sénéchaussée de Beaucaire, seul le diocèse de Maguelonne, non encore réformé, paierait sa part¹⁶. L'ambassade dura longtemps¹⁷. Ce n'est que le 1^{er} décembre qu'elle obtint, moyennant promesse de vingt cinq mille moutons d'or l'abolition de la réformation générale¹⁸. L'assemblée convoquée à Vienne par le roi le 20 mars, puis le 15 avril 1436 ne s'étant pas tenue¹⁹, les États de Languedoc ne furent réunis à Béziers par l'évêque de Laon qu'en octobre-novembre; il s'agissait simplement d'acheter la retraite de Rodrigue de Villandrando, retraite négociée par le vicomte de Nébouzan, et celle du bâtard de Bourbon qui eut pour intermédiaire Louis Maréchal sieur d'Espinac, chambellan du duc de Bourbon²⁰. Les neuf mille sept cent cinquante livres votées par les États suffirent à obtenir ce résultat²¹.

Assemblée mineure, mais qui allait être suivie d'une session extrêmement importante. Le roi venait de convoquer les États dans cette même ville de Béziers pour le 20 décembre; les députés ne s'y étant pas présentés, il les convoqua à nouveau pour le 8 janvier 1437²². Il tenait en effet à faire entériner sa décision de rétablir les aides en Languedoc. Avant même que les États eussent tenu leur première séance, se trouvaient déjà à Béziers les commissaires ordonnés par le roi sur le fait des aides²³; sans plus tarder ils procédaient à la mise en place des nouveaux impôts tandis que les délégués demandaient l'autorisation de consulter leurs commettants²⁴ : le roi accep-

16. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862. La procuration donnée aux ambassadeurs se trouve : Hérault, A 10, f. 281. — Outre les 6.600 moutons des frais d'ambassade, les États avaient accordé 185.000 moutons au roi, 5.000 à la reine, 15.000 au comte et autres officiers royaux (Bibl. nat., fr. 23.900, f. 406). Les discussions durèrent plus de deux mois; les délégués de Montpellier furent absents de leur ville du 23 mars au 3 juin (Montpellier, BB 49, f. 34 v°).

17. Dès le 26 août, les capitouls attestaient que les représentants de la sénéchaussée de Toulouse étaient déjà partis (Bibl. nat., fr. 26.060, n° 2800).

18. Hérault, A 10, f. 255. L'ambassade avait aussi, promis 2.000 l. aux officiers du roi et 2.000 l. au comte de Foix et à ses officiers. On dut, en outre, lever 5.000 moutons pour les frais de l'ambassade, ce qui ne se fera pas sans difficultés ni protestations (Toulouse, BB 7, p. 13 et layette 31).

19. Hérault, A 10, f. 290.

20. Rodrigue toucha 500 écus d'or, le Bâtard 200; pour ses bons offices le vicomte de Nébouzan eut 525 l. et Louis Maréchal 225 (Bibl. nat., P.O. 1441, Guilhem, n° 6, 7; P.O. 1846, Maréchal, n° 10). L'évêque de Béziers qui était intervenu aux États eut 300 l. (Bibl. nat., fr. 20881, n° 32).

21. Père Anselme, t. I, p. 304 et J. Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 280; l'octroi fait par les États le 16 novembre 1436 se trouve : Bibl. nat., fr. 23.915, n° 16. Les États étaient convoqués pour le 8 octobre; désignés le 6, les délégués de Montpellier partirent le 13 et regagnèrent leur ville le 20 du mois suivant (Montpellier, BB 50).

22. Hérault, A 11, f. 20. — Les États ne se tinrent pas au jour fixé; le délégué de Lodève ne fut désigné que le 18 janvier (Lodève, BB 2, f. 189). Le 16 janvier, les délégués de Montpellier, désignés le 14, n'avaient pas encore quitté leur ville (Montpellier, BB 50). Si Toulouse avait désigné ses ambassadeurs dès le 15 décembre 1436, ceux-ci se trouvaient encore dans leur cité le 4 janvier, date où le conseil de ville prescrivait la modification des instructions qui devaient leur être remises (Toulouse, BB 7, p. 45 et 50).

23. Hérault, A 11, f. 32 v°.

24. Les États furent suspendus environ du 6 au 28 mars. Les délégués de Montpellier étaient revenus dans leur ville dès le 6 mars (Montpellier, BB 50). Le député de Lodève, Jean Martin, rentré chez lui le 6, annonçait le jour même

ta et leur donna rendez-vous à Montpellier pour le début avril. Il y présida en personne²⁵, reçut les observations des États sur les réponses qu'il avait faites à leurs doléances de Béziers²⁶, rétablit officiellement les aides et l'imposition foraine²⁷, promit le rétablissement du Parlement de Languedoc²⁸, désigna des réformateurs sur le fait des monnaies²⁹, établit les généraux conseillers et juges souverains sur le fait de la justice des aides³⁰. Enfin, dernier acte à rattacher à ces États : le 4 mai 1437, à Pézenas, il confirma, pour la troisième fois de sa vie, l'ordonnance de Philippe le Bel sur les privilèges des prélats et barons³¹.

Le roi imposait ainsi nettement ses volontés; à mesure que son pouvoir grandissait dans l'ensemble du royaume, ses ordres se faisaient plus impérieux. La lettre de commission qu'il délivra le 31 janvier 1438 à l'archevêque de Toulouse, aux évêques de Laon et de Poitiers et à Hugues de Noer, son maître d'hôtel, pour aller présider en son nom les États qu'il convoquait à Béziers pour le 18 février, contenait, pour la première fois, la clause donnant pouvoir à ses commissaires « de imposer et mettre sus par nostre auctorité royal » les sommes qu'il réclamait, en cas de refus ou de délai de la part des États³². Sans doute, n'était-ce là qu'une menace, qui pendant quelques années encore, ne devait pas recevoir d'application puisque ces mêmes États de Béziers durèrent plus de deux mois et que le roi n'obtint que cent mille livres sur les cent vingt mille qu'il demandait³³. Son apparition montre cependant bien que le roi n'allait bientôt plus être d'humeur à discuter avec les États³⁴.

au conseil de la ville que rien n'avait été conclu au conseil des trois États; le 28, les Lodévois nommaient une délégation plus importante qu'à l'ordinaire et l'envoyait représenter le diocèse à Montpellier; le 13 avril ils apprenaient le vote du subside et les conditions de sa levée (Lodève, BB 2, f. 196, 200, 201 v°). A cette dernière date, Charles VII était déjà arrivé à Montpellier. Il ne semble pas que le roi fut allé à Toulouse, comme le dit P. Dognon, *Quomodo tres Status*, p. 81; le dauphin l'accompagnait dans son voyage, or celui-ci ne fit sa « première entrée » à Toulouse que le 26 mai 1439. Venant de Lyon où il se trouvait au début de janvier, Charles VII était à Montélimar le 4 février, à Bagnols le 10, à Nîmes le 21; sa présence est attestée à Montpellier le 8 mars (Hérault, A 2, f. 179 v.).

25. Il ne paraît pas que Charles VII ait été présent à Béziers; en effet, le 21 février 1437, le roi était encore à Nîmes (Hérault, A 2, f. 179 v° et sqq.). — Le dauphin Louis avait accompagné son père pendant ce voyage; le clergé, aux États de Béziers lui fit un don de 1.000 écus d'or (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 866).

26. Toulouse, AA 87, n° 6.

27. Toulouse, AA 38, n° 18 et *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 864. Charles VII, en contrepartie, supprimait tous les impôts indirects qui avaient alors cours, à l'exception de la gabelle du sel.

28. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 867.

29. C. Douais, *Charles VII et le Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. VIII, p. 433.

30. Haute-Garonne, C 2182, f. 65.

31. Hérault, B 13, f. 13. — Le roi s'était fait accorder un subside de 120.000 l., le dauphin et Charles d'Anjou, chacun 2.000 l. et d'autres officiers 6.000.

32. Hérault, A 236, f. 85.

33. Les États accordèrent en outre 8.000 l. pour les routiers et 4.000 à titre d'épices (Toulouse, BB 8, f. 1).

34. Durant l'année 1438, le Languedoc avait été ravagé par les routiers de R. de Villandrando et autres capitaines; un certain nombre d'assemblées furent tenues pour accorder les subsides nécessaires à leur départ : en avril 1438,

Il n'en vint pas moins les présider au Puy en avril 1439³⁵. Il répondit à un très long cahier de doléances³⁶, qui fut longtemps considéré comme fondamental par les États³⁷, et leur fit diverses concessions. Il avait fait réclamer par l'archevêque de Toulouse un subside de trois cent mille livres mais dut se contenter de la somme de cent mille livres et quatre mille livres d'épices³⁸; il maintint la levée des aides pour une nouvelle période de trois ans; accorda rémission pour les délits en matière monétaire et ordonna l'exécution des réponses qu'il avait faites aux doléances³⁹. Il dut entendre, enfin, une violente critique de sa politique religieuse; la Pragmatique Sanction, promulguée l'année précédente, avait scandalisé le clergé languedocien qui comptait parmi ses membres de zélés défenseurs du Pape Eugène IV⁴⁰. Le roi se vit inviter à inciter ses sujets à une pleine obéissance à l'égard du Souverain Pontife et à per-

les Etats de Gévaudan avaient octroyé 2.000 l. (Bibl. nat., fr. 20.578, n° 12); La sénéchaussée de Toulouse qui, en novembre 1437, avait refusé de traiter le rachat du château de Clermont Soubiran, alors aux mains d'un capitaine nommé le Baron, sans le concours des deux autres sénéchaussées (Toulouse, BB 7, p. 105), dut revenir sur sa décision. Malgré la violente opposition du prévôt de la cathédrale de Toulouse, Bernard de Rosier (Bibl. nat., lat. 6020, f. 83 v°), elle dut lever en juillet 1438 14.000 l., soit 7.000 pour la « vuide » du château de Clermont et 7.000 l. pour la délivrance de la ville de Cintegabelle qui venait d'être enlevée d'assaut par le Bâtard de Béarn (Bibl. nat., fr. 23.900, f. 451; fr. 26.063, n° 3248; P.O. 1929, Mercadier, n° 8; P.O. 2356, Poton, n° 15). En août, les gens de l'Etat commun du Bas-Languedoc (la sénéchaussée de Carcassonne, diocèses de Maguelonne, Nîmes et Uzès) accordèrent 3.450 écus pour donner à certains capitaines (Brusac, Chabannes, Blanchefort et autres) « afin qu'ils ne viennent pas en ce paiz » (Bibl. nat., fr. 23.901, f. 357; fr. 25.967, n° 570; P.O. 621, Caulignan, n° 2; P.O. 2103, de Nève, n° 2; Arch. nat., K. 64, n° 29). Cette réunion avait été précédée d'un conseil des trois Etats de la sénéchaussée de Beaucaire à Nîmes (Bibl. nat., fr. 26.065, n° 3610). A Carcassonne, en septembre, les Etats de cette sénéchaussée accordèrent 2.000 l. à Poton de Xaintrailles (Arch. nat., K 64, n° 31; Bibl. nat., P.O. 209, Basillac, n° 26; P.O. 2356, Poton, n° 14). A Carcassonne, encore, en novembre, les représentants des principales villes du Languedoc autorisaient la levée de 14.000 l. pour l'entretien des troupes de Rodrigue et de Poton qui avaient pris l'engagement d'aller passer l'hiver au delà de la Garonne (J. Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 313; Bibl. nat., fr. 20.417, n°s 14, 15; fr. 23.900, f. 29). Cette somme fut empruntée séance tenante à divers marchands (Bibl. nat., fr. 20.409, n°s 2, 3). En avril 1439, les Etats de la sénéchaussée de Toulouse levaient 5.000 l. pour remettre 2.000 écus à Rodrigue et 1.000 au Bâtard de Bourbon (Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 316). L'assiette se fit le 24 avril en présence de « *alcuns cossols et habitans en las diocesis de Sant Papol et de Lavaur et de Mirapeys* » (Bibl. nat., fr. 23901, f. 275); à la même date, la sénéchaussée de Carcassonne donnait 2.000 écus au bâtard de Bourbon (P. Doignon, *Quomodo tres Status...*, p. 91). A toutes ces sommes, plus ou moins consenties par les intéressés, il convient d'ajouter les 5.800 écus d'or imposés en mars 1439 par « les officiers du roi étans à Montpellier » pour l'évacuation du château de Cabrières (Arch. nat., K 64, n° 34; Bibl. nat., fr. 23.901, f. 168).

35. Ainsi qu'il l'annonçait dans sa lettre missive de convocation, datée de Tours, 8 février 1439 (Alès, I S 3, n° 25).

36. Publié : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 871; l'original qui se trouvait au xviii^e siècle dans les archives du consulat de Montpellier n'a pu être retrouvé.

37. Pendant longtemps, on voit les délégués de Montpellier emporter soigneusement ce cahier à toutes les sessions d'Etats.

38. Montpellier, BB 58, f. XI v°.

39. Hérault, A 18, n° 1.

40. L'un des plus ardents n'était autre que le prévôt de la cathédrale de Toulouse, Bernard de Rosier, qui était justement au Puy à titre de délégué de cette ville (Toulouse, BB 8, f. 28). Bernard de Rosier devait, quelques années plus tard, résider à la Curie romaine en qualité de référendaire avant de devenir archevêque de Toulouse.

mettre à son clergé de se rendre au concile de Ferrare qu'Eugène IV venait de convoquer pour faire pièce au Concile de Bâle⁴¹. Cette attitude valut aux États une lettre de félicitations du pape⁴².

Cependant que Charles VII repartait vers le Nord, son fils entreprenait un grand voyage dans le midi de la France au début de juin; pour sa « première entrée » à Toulouse, la sénéchaussée lui accordait six mille livres⁴³. Le dauphin profita de ce voyage pour se faire aussi octroyer quelques sommes par les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire, mais on ignore le montant de ces libéralités⁴⁴. Il devait convoquer les États à Albi pour la fin de septembre 1439; il les réunit à Castres où il obtint quarante six mille livres pour lutter contre les Anglais en Guyenne⁴⁵. Cependant, Charles VII avait convoqué les États Généraux à Orléans pour le 25 septembre afin d'y exposer l'état des négociations avec l'Angleterre; les Languedociens n'ayant pas envoyé de délégués, il les invita à se réunir à Bourges le 15 février 1440⁴⁶, mais un tout petit nombre de villes seulement obéit⁴⁷. D'ailleurs, c'était le moment où le dauphin nouait les intrigues de la Praguerie; le roi, renonçant à tenir l'assemblée de Bourges, convoqua les États de Languedoc à Montpellier pour le 30 juillet. Il avait, disait-il, décidé d'y être en personne et « pour avancer ladite assemblée, ajoutait-il, envoyons présentement audit pais nos amés et feaulx conseillers Estienne Bernard, trésorier d'Anjou, et Jehan de Jambes, maistre de nostre hostel »⁴⁸. Les événements allaient encore retarder la réunion de l'assemblée. Désireux de reprendre complètement en mains l'administration du Languedoc, Charles VII, après avoir nommé son beau-frère Charles d'Anjou, comte du Maine, au gouvernement de cette province⁴⁹, destituait l'évêque de Laon qui, depuis la mort du comte de Foix survenue le

41. N. Valois, *Le Pape et le Concile*, t. II, p. 224.

42. P. just. n° 5.

43. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 872; Bibl. nat., fr. 20.594, n° 28 et fr. 23.900, f. 34. Le receveur de ces 6 000 l. était Jean Bochetel (Bibl. nat., P. O. 599, Carmaing, n° 25).

44. Peut-être se fit-il simplement accorder divers dons par les diocèses de ces sénéchaussées qu'il traversa. Le diocèse de Béziers lui octroya cinq cents livres qui furent remises à G. Goyet « commis à recevoir les dons faiz... es seneschauciées de Beaucaire et Carcassonne » (Bibl. nat., P. O. 1383, Goyet, 31.231, n° 6; signalé dans *Lettres de Louis XI*, t. I, p. 3, n. 3). Le diocèse d'Alet lui remit également 500 l. (Bibl. nat., fr. 23900, f. 34), mais « ses trameses » étaient allés trouver le dauphin à Toulouse (M. Thibault, *La Jeunesse de Louis XI*, p. 35).

45. Bibl. nat., fr. 26.066, n° 3870.

46. Lunel AA 3, publié par G. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. III, p. 528; Narbonne, AA 174.

47. Montpellier fut du nombre; ses délégués, un consul, un bourgeois, un docteur et dix notables personnages, demeurèrent six mois à Bourges; en récompense, Charles VII remit à la ville un tiers de sa part de l'aide de 120.000 l. (Montpellier, arm. C, cass. 3, Louvet 1164). Le 5 août, le roi renvoyait ces délégués devant les États de Languedoc pour se faire indemniser (Bibl. nat., lat. 9178, f. 46). — Toulouse était également représentée à Bourges; l'un de ses délégués, Bernard de Rosier, prévôt de l'église cathédrale, protesta auprès du roi lorsque celui-ci reçut à Saint-Poursain, le 13 août, la délégation du Languedoc qu'il avait fait venir de Bourges avant de la renvoyer dans le Midi; son discours a été publié par A. Thomas, dans *Annales du Midi*, t. IV, p. 19.

48. La lettre était du 7 juillet 1440 (Lunel, AA 4).

49. Le 5 juillet 1440 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 876).

4 mai 1436, avait véritablement gouverné le pays⁵⁰. S'il ne vint pas en personne tenir les États qu'il fit finalement réunir en septembre, devant Tanguy du Châtel, lieutenant du comte du Maine, l'évêque de Maillezaïs, Jean de Montmorin, Hugues de Noyers, Jean de Jambes et Jacques Cœur⁵¹, le roi semble, dès cette époque, songer à se débarrasser d'une telle assemblée; il commence à imposer diverses sommes sans son consentement⁵². Les protestations furent violentes; les consuls de Montpellier obtinrent de Charles d'Anjou une réunion d'États à Béziers en février 1441⁵³; pour quinze mille livres, les nouveaux droits sur le vin furent rachetés, on y ajouta dix-sept mille livres « pour le joyeux avenement » de Charles d'Anjou, dix-sept mille livres pour « le fait du pais et non valoirs », six mille livres d'épices⁵⁴, mais les délégués de Montpellier, s'étant sans doute montrés trop turbulents, furent expulsés par les commissaires⁵⁵.

L'assemblée qui suivit à Montpellier en octobre-novembre 1441 dut être aussi fort agitée⁵⁶, après des débats qui durèrent plus d'un mois et demi⁵⁷, les États refusèrent d'offrir aux commissaires plus de cent vingt mille livres; ceux-ci en avaient réclamé deux cent mille et prétendaient ne pouvoir descendre au-dessous de cent soixante mille. De guerre lasse, ils acceptèrent le cent vingt six mille livres offertes en réservant la volonté du roi; ils exhalèrent leur mauvaise humeur en adoptant un ton particulièrement cassant dans leurs réponses aux doléances et en affichant leur prétention de soumettre le pays, en matière fiscale, au droit commun du royaume⁵⁸; ils

50. Pour la date et les circonstances de la destitution de l'évêque de Laon, voir P. Dognon, *Institutions...*, p. 640-644; N. Valois, *Histoire de la Pragmatique Sanction*, p. 144.

51. Au mois de mars 1440, l'évêque de Laon avait tenu une assemblée d'États à Narbonne; il lui fut octroyé 16 160 l. pour acheter le départ du bâtard de Béarn, de Salazart, et autres routiers qui ravageaient les sénéchaussées de Toulouse et Carcassonne ainsi que payer les gages et soldes du vicomte d'Uzès, des seigneurs de Florensac, Thaleran, Sainte-Gavelle et autres qui avaient pris les armes pour leur résister; 2 000 livres étaient données au vicomte de Lomagne (Bibl. nat., fr. 23 900, f. 457). L'assemblée de septembre octroya au roi 120 000 francs et 11 000 l. d'épices (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 877).

52. Déjà il ne réunissait plus les États de Languedoc et, le 7 novembre 1440, il mandait à ses commissaires en Languedoc d'imposer directement divers droits sur le vin (Hérault, A 233, f. 9), droits qu'il avait eu l'intention d'établir au cours de l'été précédent, mais auxquels il avait renoncé une première fois à la suite d'une démarche de la délégation du Languedoc aux États Généraux (Bibl. nat., lat. 6020, f. 103 v°).

53. Montpellier, BB 51, 15 mai 1441.

54. Arch. nat., K 66, n° 14. La sénéchaussée de Toulouse se vit en outre imposer 4 000 l. supplémentaires pour la *uida de las gens d'armas et del fait de Clarmont* (Toulouse, CC 145).

55. Bibl. nat., fr. 20 582, n° 62).

56. Les délégués de Toulouse envoyèrent le 10 novembre un messenger aux Capitouls pour leur dire *Totz les dangiers que avem agutz am l'agen del rey sobre tot* (Toulouse, BB 181).

57. L'assemblée avait été convoquée à Béziers pour le 25 septembre (Montpellier, BB 51) mais elle se tint à Montpellier à partir des premiers jours d'octobre; les représentants de Toulouse reçurent leurs instructions le 5 de ce mois (Toulouse, FF 170, n. XXI bis). Le 21 novembre les délibérations se poursuivaient encore (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°).

58. « Ne se pevent et ne se doivent vérifier les assiettes que par les esleuz et leurs greffiers et seraient bien contens... qu'il n'y eut autres que les officiers du roy ainsi qu'il se fait par tous les autres pays ». Refus de laisser les receveurs diocésains à la nomination de l'assiette (Doléances de 1441, art. 27 et 29).

voulurent surtout s'opposer à l'envoi d'une ambassade auprès du souverain car c'était « chose de grant charge au pays », mais ils durent là aussi s'incliner⁵⁹. L'ambassade partit à la fin de janvier 1442⁶⁰; elle n'eut aucun succès : le roi exigea d'elle les trente quatre mille livres que les États de Béziers avaient refusées à ses commissaires⁶¹; puis, pour la préparation de « la journée » de Tartas, réclama, outre cette somme, soixante seize mille livres qu'il se fit octroyer à Montpellier, en mai 1442, par une assemblée d'États, placée sous la présidence du Chancelier de France.

Une crise grave va alors éclater. Réunis à nouveau à Béziers en octobre 1442, les États décidèrent l'envoi d'une nouvelle ambassade à Charles VII⁶². Elle vint trouver le roi à Montauban en janvier 1443⁶³; nous avons conservé le texte du cahier de doléances qu'elle lui présenta⁶⁴. Les négociations furent difficiles; Charles VII commença par opposer un refus à la plupart des demandes un peu importantes qui lui furent faites : refus de supprimer les aides, refus d'une abolition générale, refus d'amnistier les délits d'usage de monnaie étrangère; réponse dilatoire aux demandes d'instaurer un Parlement en Languedoc; enfin, alors que les ambassadeurs lui demandent « de maintenir les trois Estas et chacun d'eulx dudit pays en leurs franchises et libertéz », le roi répond qu'il « ne veult que doresenavant se facent plus telles assemblées », car, dit-il, « les assemblées des trois Estaz de Languedoc sont de tres grant coust, depense et dommaige de lui et dudit pays »⁶⁵. La seule concession qu'il faisait était de proposer un projet de réforme des aides, qui renforçait considérablement les pouvoirs des élus.

Mais, en réalité, les réponses royales ne furent pas rendues officielles⁶⁶; les ambassadeurs des États surent exercer une action dont nous ne connaissons pas le détail, mais qui n'en fut pas moins éner-

59. Réponses aux doléances de 1441, art. 18. Cinq mille livres furent levées pour les frais de l'ambassade, 6 000 furent données à titre d'épices (Aude, XXXII C 12, f. 1 et Hérault, A 11, f. 247). L'ambassade devait se réunir à Issoire le 20 janvier.

60. Le représentant de Montpellier, Jean de Vaulx, reçut le 24 janvier un grand nombre de documents qu'il amena avec lui; il ne revint que le 8 avril (Montpellier, BB 51). Les représentants de Toulouse, dont Jean Rigaud délégué des nobles, devaient quitter Toulouse le 23 janvier (Toulouse, BB 181, lettre du 19 janvier). Les ambassadeurs de la sénéchaussée de Toulouse firent leur rapport au début d'avril (Toulouse, *Comptes 1441*, f. 7).

61. Doléances de mai 1442, art. 4.

62. Elle dut être très importante puisqu'une somme de 4 000 l. fut votée pour les frais; or le déplacement était peu considérable puisque Charles VII se trouvait alors dans le Midi. De fait, l'ambassade alla trouver le roi à Montauban et le suivit à Toulouse. Montpellier avait au moins deux représentants dans cette ambassade Pierre Teinturier et Philibert de Neve.

63. Dom Vaissète, refusant toute authenticité à la chronique de Guillaume Bardin qui signalait le fait, a nié la présence des représentants des États à Montauban (*Hist. Lang.*, t. X, note n° 33). Voir la réfutation de sa thèse dans P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, p. 108).

64. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 28-34.

65. *Ibidem*, art. 23.

66. Le cahier de doléances que conservent les Archives de l'Hérault ne présente aucun signe de validation : il est rédigé sur papier à un moment où les cahiers étaient expédiés sur parchemin, il ne porte pas la signature d'un secrétaire du roi, il n'est pas daté; on ne trouve pas de trace de lettres exécutoires qui l'auraient accompagné.

gique et efficace. Ils reprirent leur cahier et en remanièrent les articles qui avaient fait l'objet d'un refus : au lieu de continuer à réclamer la suppression pure et simple des aides, ils offrirent leur remplacement par l'équivalent; ils ne demandent plus une abolition générale mais ils précisent certains points particuliers sur lesquels ils souhaitent obtenir l'amnistie; pour le reste, ils se contentèrent de renouveler leurs demandes précédentes en reprenant exactement les mêmes termes⁶⁷. Or, on a la surprise de constater un revirement complet dans l'attitude royale : s'il n'admet pas encore entièrement l'idée de l'équivalent, Charles VII accepte du moins d'en examiner le projet et, pour permettre la rédaction de ce projet, il ordonne une réunion d'États pour le 25 mars suivant à Montpellier⁶⁸; il accorde une abolition⁶⁹ et amnistie tous ceux qui ont utilisé dans le passé des monnaies autres que les monnaies royales; « il octroie ung Parlement en cest pays de par deça pour le pays des la Dordogne », il accepte que les États l'avertissent « d'aucunes notables personnes » pour en faire partie; surtout, il modifie entièrement sa réponse au vingt-troisième et dernier article qui lui réclamait le maintien des États : « le roy fera tousjours ainsi que lui semblera mieulx pour le bien et utilité du pays et ne voudroit que leurs privilèges ou libertéz feussent en riens enfrains ». Réponse nette, moins peut-être par elle-même que par comparaison avec le texte de l'article et de la première réponse du roi⁷⁰.

Les motifs de ce revirement doivent, sans doute, être cherchés, pour une bonne part, dans les promesses que firent les ambassadeurs des États à certains personnages influents de l'entourage du roi⁷¹. D'autre part, Charles VII avait au même moment de gros besoins d'argent et il ne fit ces concessions que moyennant le paiement d'une somme de quarante mille livres à titre, il est vrai, de prêt remboursable⁷².

67. Doléances de l'ambassade de 1442-1443, expédition originale du diocèse de Nîmes (Gard, C 815). Ce document est sur parchemin, il est daté, signé du secrétaire du roi Chaligaut; on possède l'exemplaire des lettres exécutoires adressées au sénéchal de Toulouse (Toulouse, AA 38, n° 38) et les enregistrements de ces lettres à la cour des Aides (Hérault, B 13, f. 42) et à la cour du sénéchal de Nîmes (publié *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 883).

68. Hérault, B 13, f. 38 v°, lettre de commission à Tanguy du Châtel en date du 17 mars 1443.

69. Le texte se trouve : Hérault B 13, f. 36, sous le titre : *L'abolition en cire vert*; le roi y accorde la suppression des réformations et l'amnistie pour la plupart des cas prévus aux articles de doléances.

70. Le texte de l'article et de la première réponse a été publié par P. Dognon, *Quomodo tres Status...*, pp. 108-109.

71. Charles d'Anjou reçut promesse de 16 000 l. qui lui seraient payées si le roi « donnait son congé », ce que Charles VII fit effectivement (Bibl. nat., fr. 20 385, n° 18); d'autres officiers royaux reçurent au total une somme de 5 000 l. qui fut levée en même temps que les 16 000 l. de Charles d'Anjou (Aude, XXXII C 12, f. 33).

72. Les ambassadeurs surent profiter de l'occasion pour obtenir de lui d'autres concessions : il interdit de faire arrêter les marchands qui se rendaient aux foires de Pézénas et Montagnac (Montpellier, arm. B, cass. 12, n° 17, publié par A. Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. II, p. 361); il réduisit à 120 le nombre des sergents de Toulouse (publié dans *Annales du Midi*, t. IX, p. 33).

Les États, réunis à Montpellier en avril-mai 1443, rédigèrent leur avis sur l'équivalent, empruntèrent les quarante mille livres à un groupe de marchands⁷³ et exigèrent des commissaires du roi l'engagement formel de faire délivrer par la Chancellerie royale des lettres promettant expressément le remboursement⁷⁴; puis ils votèrent une somme de cinq mille quatre cents livres⁷⁵ pour subvenir aux frais d'une ambassade qu'ils envoyèrent derechef au roi pour lui apporter, entre autres, les articles de l'équivalent et une liste « des gens notables, clercs et preudhommes, bien renommés et de bonne conversation »⁷⁶ que le pays désignait à l'attention du roi en vue de la constitution du Parlement.

L'ambassade rencontra le roi à Poitiers au début de juillet 1443. Charles VII ne fit pas de difficultés, semble-t-il, pour accepter ces demandes, au moins quant à l'équivalent, et convoqua les États à Montpellier pour le 12 septembre suivant afin de régler définitivement ces diverses questions⁷⁷. Effectivement, l'assemblée compléta les articles de l'équivalent aux aides qui avaient été présentés au roi à Poitiers⁷⁸ et les commissaires royaux prirent aussitôt les mesures nécessaires⁷⁹. L'assemblée fut certainement suivie d'une ambassade au roi qui en obtint diverses ordonnances, datées d'Angers, confirmant la plupart des décisions prises à Toulouse en mars 1443⁸⁰.

Au printemps suivant, le dauphin Louis passa par le Languedoc pour aller procéder à la saisie des biens du comte d'Armagnac; il réunit au passage les États des diverses sénéchaussées et se fit donner quelques sommes : deux mille écus par les États de Gévaudan en janvier⁸¹; cinq mille six cents livres par la sénéchaussée de Toulouse au début de février⁸²; neuf mille livres par la sénéchaussée

73. Moyennant un intérêt de 5.000 l. (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 884, I). La somme prêtée devait être remboursée aux prêteurs dès le mois d'août. Le diocèse de Toulouse procéda à la répartition de sa quote entre les diverses localités du diocèse le 23 juillet (Toulouse. CC 2884).

74. P. just. n° 6.

75. Bibl. nat., fr. 26071, n° 4796.

76. Doléances d'octobre 1443, art. 3 et 16.

77. La lettre de convocation a été publiée par P. Dognon, *Quomodo tres Status.....*, p. 111. Elle rappelle que le roi avait décidé de ne plus tenir d'assemblées d'États en Languedoc en raison des dépenses qu'elles occasionnaient mais que les matières à traiter à présent « se peuvent mieulx conclurre en assemblée que autrement ».

78. P. just., n° 7.

79. Ils ordonnèrent en particulier la suppression des élus sur le fait des aides (P. just. n° 8). L'assemblée avait, en outre, octroyé une somme de 120.000 l. plus diverses sommes se montant en tout à 30.000 l., auxquelles il fallut ajouter les 40.000 l. prêtées en avril que le roi ne voulut pas rembourser (Arch. nat., K 691, n° 3 et Gard, C 815).

80. Il reste peu de traces de cette ambassade, mais le diocèse de Toulouse fut taxé d'une somme de 120 l. *per anar al rey* (Toulouse, CC 145, p. 23); l'archevêque de Toulouse en fut le membre principal (Aude, XXXII C 12, f. 53). Le roi confirma notamment la réduction du nombre des sergents de Toulouse et les pouvoirs des nouveaux sergents (Toulouse, AA 38, n° 44). Ces ordonnances ont été publiées par C. Douais, *Charles VII et le Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. IX, p. 37 et 39. Les États les ont souvent invoquées par la suite.

81. *Hist. Lang.*, t. XI, p. 8; Bibl. nat., *Languedoc* 109, f. 184; *Clairambault* 156, n. 122.

82. La commission d'assiette est du 6 février 1444 (Arch. nat., K 67, n° 33).

de Carcassonne réunie à Béziers en mars⁸³; durant le même mois le trésorier général du dauphin, Jean d'Acy, juge mage de la sénéchaussée de Beaucaire, et le juge des crimes de la sénéchaussée de Carcassonne réunirent à Montpellier les représentants de la sénéchaussée de Beaucaire et en obtinrent sept mille livres⁸⁴.

Ces assemblées apparaissent déjà comme des assemblées extraordinaires. Au mois de mai 1444, la guerre était suspendue à la suite de la trêve conclue avec le jeune roi d'Angleterre; l'administration royale, depuis quelques années, se réorganisait; bientôt, les ordonnances sur l'armée permanente allaient entraîner l'établissement définitif de la permanence de l'impôt. Lorsque Charles VII, au début de 1443, eut renoncé à supprimer les États, peut-être n'était-ce dans sa pensée qu'une renonciation provisoire; mais, quelques mois plus tard, en autorisant la disparition des élus, la royauté perdait en Languedoc les précieux auxiliaires qui allaient être, dans la plus grande partie du royaume, à la base du système fiscal de la monarchie. Elle dut alors accepter de maintenir le système qui depuis vingt-cinq ans s'était instauré dans le pays, système qui résultait avant tout des concessions faites aux demandes incessantes et répétées des États et auquel les Languedociens se montraient très attachés car il leur donnait, au moins en apparence, une indépendance assez grande; système qui, au reste, présentait des avantages pour le roi car ses fonctionnaires étaient déchargés du tracasserie de la levée et se trouvaient en présence de receveurs diocésains en principe toujours solvables. L'institution de l'équivalent allait encore renforcer ce système; mais si on l'acceptait, il fallait nécessairement en conserver la pièce maîtresse : les États.

Tout ceci allait avoir deux conséquences : d'une part la permanence de l'impôt entraîne la périodicité régulière des sessions de l'assemblée; les États, désormais se réunirent une fois l'an et ce n'est que dans des cas extraordinaires, assez rares d'ailleurs, qu'il y eut plusieurs sessions; d'autre part, la royauté prit bien soin d'empêcher l'assemblée d'exercer celles de ses prérogatives qui auraient pu la gêner; en quelques années elle lui enleva pratiquement le droit de consentir l'impôt et la fit étroitement surveiller par ses commissaires. Cette action du pouvoir central est nettement sensible dès les dernières années du règne de Charles VII; mais il devait revenir à Louis XI, en brisant toute les tentatives de résistance, de mener à bien la tâche.

83. Bibl. nat., fr. 26072, n° 4959 et Arch. nat., K 67, n° 333.

84. Montpellier, BB 52, 18 avril 1444. L'assemblée de la sénéchaussée de Beaucaire avait été convoquée à Montpellier pour le 12 février (voir les lettres closes de convocation du 21 janvier 1444 : Montpellier, BB 194, pièces extraites année 1444); elle fut prorogée en avril. La sénéchaussée de Beaucaire envoya un ambassadeur, Antoine Cordier, de Bagnols, au dauphin car les représentants de ce dernier n'avaient pas voulu acquiescer à toutes les demandes de l'assemblée. Le dauphin avait prétexté sa campagne contre le Bâtard d'Armagnac pour demander des subsides. Sur cette assemblée de Montpellier, qui eut lieu avant le 26 mars, voir aussi : Arch. nat., K 67, n° 334 et KK 648, f. 156.

CHAPITRE IV

L'AUTORITÉ GRANDISSANTE DU POUVOIR ROYAL ET LA POLITIQUE DE LOUIS XI A L'ÉGARD DES ÉTATS

La longue et régulière série d'assemblées d'États, qui s'ouvre en septembre 1444 avec la session tenue à Montpellier, va nous permettre d'assister à cette lente mais sûre mise en tutelle. Durant quelques années, le chiffre des sommes accordées est inférieur à celui demandé par le roi, mais déjà apparaît un procédé qui permet de réduire quelque peu l'écart : à l'aide proprement dite et aux épices données aux officiers royaux on ajoute un certain nombre de dons à la reine, au dauphin, à divers princes et surtout on met sus certaines sommes supplémentaires pour « les affaires du pays »¹. L'assemblée de 1444 n'avait accordé que cent soixante mille livres sur deux cents mille²; celle de 1445 ne voulut donner que cent vingt mille livres et encore fit-elle réclamer un rabais par ses ambassadeurs qui rencontrèrent le roi à Chinon, au mois de janvier 1446, ce dont il fut « fort esmerveillé »³, la suppression de l'équivalent, qui fut refusée, et l'évacuation du Velay, Vivarais et Gévaudan par les gens d'armes qui y étaient logés⁴. Cette dernière intervention était particulièrement malheureuse, car les ambassadeurs se virent notifier l'intention royale de maintenir les troupes en ces régions et de loger dans le reste du pays cinq cents lances à neuf francs « pour lance garnie », plus les vivres⁵. Comme ils avaient affirmé au roi ne pas avoir des pouvoirs suffisants pour traiter, Charles VII, dans l'impossibilité de « besongner avecques eulx par deçà », se résigna à convoquer les États à Montpellier⁶. Après de longs marchandages, les États d'avril 1446

1. C'est ainsi que les gages du Parlement de Toulouse, soit six mille livres, sont octroyés, outre l'aide, par les États, dès octobre 1443 (Arch. nat., K 691, n° 3 et Aude, XXXII C 12, f. 36). En octobre 1445, sont accordées : six mille livres pour les gages du Parlement et six mille livres « en recompensation des entrées et issues de plusieurs marchandises dudit pais qui puis peu de temps en ça avoient esté mises sus » (Arch. nat., K 68, n° 17), etc...

2. Doléances de 1445, art. 2 et 3.

3. Doléances de l'ambassade de 1445, art. 3. Le roi ajouta que « ilz luy deussent liberalement avoir octroyé la somme de II^e M f., laquelle il leur avoit fait requerir et se sont bien avancés lesdits commissaires de accepter si petite somme, considéré ses grans affaires et les charges et instructions qu'il leur avoit sur ce baillées ».

4. Le 26 mai 1445, Charles VII avait désigné divers commissaires pour loger quarante lances en Gévaudan (Arch. nat., K 68, n° 13 bis).

5. *Ibidem*, art. 4.

6. Par lettre close, donnée à Chinon le 20 février 1446 (Lunel, AA 4 et Cordes, AA 18).

tenus sous la présidence de l'archevêque de Reims, premier commissaire du roi, réussirent à écarter la menace : pour cent mille francs, ils obtinrent d'être quittes de ce logement des gens de guerre et ils firent même admettre que les gens d'armes de Vivarais, Velay et Gévaudan seraient, s'ils n'étaient pas retirés, à la charge du roi⁷; mais l'exemption ainsi obtenue devait entraîner la régularité des subsides levés par le roi pour pourvoir à l'entretien d'une armée permanente; pendant quelques années, « le logis des gens d'armes » sera un moyen de pression largement utilisé par les commissaires⁸, qui se heurtaient à de sérieuses résistances. Ainsi en 1447, Jacques Cœur, qui négociait en Provence sur le fait de Gênes, dut venir à Montpellier pour « avancer » les États⁹.

Les États de 1448 s'occupèrent surtout de l'abolition générale, ils votèrent vingt mille livres pour l'obtenir¹⁰ et remirent aux commissaires, qui les avaient présidés, des mémoires, avis et articles qui furent communiqués au roi par Jacques Cœur¹¹. Charles VII octroya l'abolition par ses lettres données à Montbazou en mai 1448¹² mais, par suite de certaines erreurs, il fallut en obtenir une nouvelle expédition; les États de 1449 envoyèrent au roi Otto Castellain, trésorier de Toulouse, et Pierre Teinturier, bourgeois de Montpellier¹³, qui ramenèrent les nouvelles lettres d'abolition données à Louviers en octobre 1449¹⁴.

Il serait inutile de s'étendre longuement sur les États de 1450, si Dom Vaissète n'avait commis quelques erreurs qui demandent à être rectifiées¹⁵. L'assemblée se tint en mars et non en janvier;

7. Doléances de 1446, art. 8, 9, 10 et 11.

8. Ainsi en 1447 (Doléances, art. 5). Le roi avait demandé 150 000 livres et le logis de 500 lances à 31 s. par lance, ou 250 000 l.; on lui en accorde 170 000. En 1449 (Doléances, art. 4), 150 000 l. au lieu des 240 000 réclamées, etc. Aussi les États insèrent-ils dans leur octroi la clause « presupposé devant toutes choses qu'il n'ayent pour tout ung an entier logiz ne passage de gens d'armes audit pais ne en aucune terre ou contrée au pais de Languedoc » (Doléances de 1450, art. 4).

9. « Je suis passé par cy pour avancer les estaz car ilz ne vouloient ne besoingner ni eux avancer, maiz je les feray expedier... Messeigneurs, j'ay passé par cy et estoit necessaire et aura le roy ce que demandoyt et avant mon partir sera tout apointié » (lettre du 15 février 1447, Bibl. nat., n^{tes} acq. fr. 7629, f. 447); convoqués pour le 15 janvier les États avaient entendu la proposition de l'évêque de Carcassonne le 26 (Montpellier, BB 53 et 54). J. Cœur ne s'était pas vanté en écrivant de Montpellier le 15 février que tout était réglé, car les commissions d'assiette et du receveur sont datées du 16 (Bibl. nat., fr. 22406, n^o 8). Toutefois, les réponses au cahier de doléances ne seront expédiées que le 27 mars.

10. Arch. nat., K 691, n^o 7.

11. Bibl. nat., P.O. 799, Cœur, n^o 8.

12. *Ordonnances des rois de France*, t. XIV, p. 16; voir l'ordonnancement des sommes données au messager qui ramena les lettres d'abolition : Bibl. nat., P.O. 799, Cœur, n^o 8.

13. *Hist. Lang.*, t. XI, p. 23, n. 4; il faut dater la lettre, qui est publiée, du 30 septembre 1449 et non de 1450.

14. Le texte en est conservé : Hérault, A 2, f. 399 et B 13, f. 98; Haute-Garonne, B 1899, f. 50 v^o. Les nouvelles lettres n'étaient pas tout à fait identiques aux anciennes; « l'abolition.. de nouvel a esté octroyé par le roy pour aucunes fautes qui estoient en la première et a esté la nouvelle avantagée outre la teneur de la première d'environ an et demi » (Doléances de 1450, art. 29).

15. Les États avaient bien été convoqués pour le 20 janvier mais furent prorogés au 8 mars (Bibl. nat., fr. 26.079, n^o 6186); les doléances sont du

elle accorda cent soixante-dix mille livres et non soixante-dix mille; enfin elle est la même que celle signalée par Auguste Molinier et dont il déclare ignorer le lieu de réunion¹⁶.

L'assemblée de 1451, tenue à Toulouse¹⁷, fut surtout marquée par de violentes discussions suscitées par le rabais de dix mille livres que Charles VII avait accordé sur l'équivalent et dont il s'indemnisait en les faisant imposer, sous forme de taille, malgré l'opposition des États¹⁸. L'incident montre bien l'emprise de l'administration royale qui, d'autre part, commençait, depuis plusieurs années déjà à essayer de regagner le terrain perdu dans la levée des subsides à la suite de la disparition des élus; dès avant 1447, les commissaires principaux ont fait leur apparition dans les assiettes diocésaines et s'y conduisent à leur guise¹⁹. Les auditeurs des comptes se mettent à faire des retranchements dans les frais d'assiettes²⁰, notamment sur les sommes destinées à indemniser les délégués des diocèses aux États. Mais les plaintes soulevées par ces procédés furent telles que Charles VII dut nommer une commission pour opérer une réformation générale en Languedoc²¹.

Alors s'ouvre une période agitée de l'histoire des États, mais fort obscure²². Jean de Bourbon présidait pour la première fois les États du Puy en mai 1452; l'évêque de Carcassonne y faisait la proposition²³; l'équivalent fut encore l'objet de grandes discussions. On ignore pratiquement ce qui se fit en 1453²⁴, mais l'on possède pour la réunion de 1454 les notes d'un des commissaires du roi, le procureur général Jean Dauvet, qui se trouvait à Montpellier pour exécuter les arrêts prononcés contre Jacques Cœur. Le 19 mars, il vit arriver le général et le trésorier général de Languedoc qui l'informèrent de sa nomination de commissaire aux États; le 27, au palais royal, il assistait à l'exposé des requêtes royales fait par l'évêque de Carcassonne; les 29 mars, 2 et 5 avril, « il besogne » au fait des États; le 6, les États s'étant plaints qu'une galère appartenant jadis à Jacques Cœur avait été enlevée par les Marseillais, il se rend à Aix auprès du roi de Sicile et obtient restitution des marins prisonniers; le 15, il est encore oc-

23 mars (Gard, C 815). Outre l'aide, il fut accordé 6.000 l. d'épices, 6.000 l. pour le Parlement, 4.000 étaient données à Jacques Cœur, 1.000 à l'archevêque de Toulouse et 1.000 à l'évêque de Carcassonne (Arch. nat., K 68, n° 39).

16. *Hist. Lang.*, t. XI, p. 25, n. 1.

17. Ce sera, avec les sessions de 1419 et 1455, les seules fois où les États seront tenus à Toulouse jusqu'en 1515.

18. P. just. n° 9.

19. Les doléances de 1447, art. 11, demandaient qu'il n'y ait aux assiettes d'autres commissaires que « les juges et officiers ordinaires des lieux »; la demande, réitérée en 1449, 1450 et 1451 sera toujours rejetée sous le prétexte que les commissaires d'assiette sont « commis pour garder l'égalité entre les diocésains ».

20. Doléances de 1449, art. 22 et 23.

21. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 17.

22. Les cahiers de doléances ont disparu pour la période 1452-1456.

23. C'est un fort curieux discours exposant les efforts de Charles VII pour mettre fin à la guerre de Cent ans et où l'orateur oppose Languedoc et Languedoc en montrant tous les avantages dont jouit ce dernier pays (Montpellier, BB 60).

24. En 1453, l'aide fut de 106.000 l. et les épices de 2.120 l. (Arch. nat., K 69, n° 4); l'acte mentionné *Hist. Lang.*, t. XI, p. 27, n. 4 et qui parle de 126.000 l. doit être daté de 1454, année où l'aide monte bien à ce chiffre.

cupé avec les États²⁵. Ces quelques notes ne nous éclairent pas beaucoup sur le fond des affaires traitées. On n'en sait guère davantage pour 1455, sinon que, pour « la grant confusion des matières et besongnes que lesdiz Estaz demandoient », les commissaires durent réclamer des instructions particulières au roi²⁶. En effet, les États avaient refusé tout net de continuer la levée de l'équivalent, ce qui avait contraint le roi de le prendre en sa main et à le faire bailler à ferme sans appeler les représentants du pays²⁷. Une ambassade envoyée au roi par les États n'eut aucun succès²⁸. L'année suivante²⁹, les commissaires préférèrent ne rien répondre du tout aux requêtes qui leur étaient présentées³⁰; une ambassade, à la tête de laquelle étaient placés Jean de Bourbon et Pons-Guilhem de Clermont-Lodève, les porta au roi qui se trouvait au Chastellier près de Gannat. Elle en ramena les célèbres articles de Gannat « en forme de chartre »³¹, que, durant près de vingt-cinq ans, le pays devait invoquer comme étant la base même de ses privilèges. Les ambassadeurs étaient, par ailleurs, profondément divisés sur certaines questions; les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne s'efforcèrent d'obtenir une nouvelle réparation générale car elles s'estimaient trop imposées par rapport à la sénéchaussée de Beaucaire. Elles ne semblent pas avoir réussi, du moins cette année-là³². La concession des articles de Gannat ne suffit pas à calmer l'agitation qui avait troublé les réunions précédentes, car Charles VII n'avait pas cru devoir répondre à toutes les demandes

25. M. Mollat, *Les Affaires de Jacques Cœur*, p. 178, 179, 180, 182, 185, 186, 188. Les doléances étaient datées du 10 avril (Montpellier, BB 63, inventaire des documents envoyés aux États de Toulouse en janvier 1455).

26. Arch. nat., KK 648, f. 161. — Il y eut peut-être une ambassade cette année-là : *l'annada passada... furent avisadas e menudadas sertas requestas... e adressada notable ambayssada... devers loditz senhor, laqualhas non surtigran effieyt* (Toulouse, AA 87, n° 4, Instructions de 1456); mais les commissions d'assiette ne portent pas de somme spécialement levée pour les frais d'une telle délégation.

27. Doléances de 1456, art. 26.

28. Instructions de Toulouse à ses délégués (Toulouse, AA 87, n° 4).

29. La proposition fut faite par Jean Dauvet le 31 janvier, l'octroi ne fut fait que le 1^{er} mars; dans l'intervalle, J. Dauvet ne se livra à aucune autre activité (M. Mollat, *Les Affaires de Jacques Cœur*, t. II, p. 469).

30. Leur attitude était prévue à l'avance; les instructions des délégués de Toulouse portaient en effet que *se losditz messenhors prezidens non avian lo poder de so fayre, place de interceder devers lo rey... que aytal se fassa* (Toulouse, AA 87, n° 4).

31. Publié par Caseneuve, *Chartes de Languedoc*, p. 117 et *Ordonnances des rois de France*, t. XIV, p. 387. Au début du xvii^e s., les États en conservaient encore l'original dans leurs archives (Hérault, *Inventaire des Archives des États de Languedoc*, f. 79 v°); cet inventaire est des environs de 1600.

32. Voir le rapport des envoyés de Velay, Vivarais et Gévaudan dans A. Le Sourd, *Essai sur les États de Vivarais*, preuve n° 15; les intéressés durent revenir à la charge car une réparation fut ordonnée en 1458; les commissions d'assiette de l'aide votée à Carcassonne en mars 1458 portent des sommes variant avec chaque diocèse pour la réparation dudit diocèse (Arch. nat., K 69, n°s 26, 30, etc.). Celle-ci ne semble pas avoir été effectuée; les consuls de Nîmes protestèrent quand on voulut leur imposer leur part, soit 250 l., parce que la recherche n'avait pas « esté desliberé ne conclud ausditz Estatz » (Nîmes, S 3, f. 51 et S 9, f. 74 v°). Dès le 6 juin, les consuls de Montpellier faisaient appel de la réparation générale (Montpellier, BB 68). Les commissaires du roi aux États de décembre 1458 firent rabattre les sommes parce qu'il n'avait été « aucunement besoigné » à la recherche (Bibl. nat., fr. 26088, n° 175).

des États³³. Mais il consentit à convoquer une nouvelle assemblée à Lodève pour le 8 août : elle n'eut pas lieu, en raison de l'épidémie qui sévissait alors en Languedoc; prorogée à Carcassonne pour le 15 février 1457³⁴, elle se tint finalement à Pézenas au début d'avril et obtint des réponses satisfaisantes aux articles non accordés l'année précédente³⁵. Aussi, les États de Carcassonne (mars 1458)³⁶, Montpellier (décembre 1458), Béziers (décembre 1459), Le Puy (décembre 1460), ne donnèrent lieu à aucune difficulté³⁷. Au point de vue des rapports du roi avec les États, le règne de Charles VII s'achevait paisiblement.

Louis XI ne convoqua les États de Languedoc qu'en mars 1462³⁸. L'assemblée se montra très docile, encore qu'elle ait obtenu un rabais de dix mille livres sur les demandes royales³⁹. Il y eut une ambassade⁴⁰ qui alla trouver le roi à Montferrant près de Bordeaux et obtint l'octroi d'articles qui ont disparu et dont l'application souleva des difficultés⁴¹ évoquées aux États suivants tenus à Béziers en mars 1463, où déjà apparaissent les procédés financiers que Louis XI allait systématiquement appliquer durant tout son règne; à côté d'une aide de cent quatorze mille livres, il se fait accorder vingt mille livres pour le remboursement des emprunts qu'il avait faits afin de subvenir aux frais de la guerre de Roussillon⁴². En contrepartie, il suspendit les commissaires extraordinaires établis pour la punition des usuriers⁴³.

Les États étaient appelés à se réunir une deuxième fois en 1463, car Louis XI venait de décider la transformation complète du

33. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 115 : « Lesdits ambassadeurs requièrent audit seigneur sur aucun desdits articles avoir plus ample provision, a quoy ledit seigneur pour lors n'eust opportunité d'y entendre, obstans plusieurs autres et grandes occupacions et affaires qui lui étaient survenu ».

34. Cordes, AA 18, lettres des 23 juillet et 23 décembre 1456.

35. Il y eut quelques difficultés supplémentaires pour obtenir l'enregistrement des articles de Gannat au Parlement de Toulouse, qui ne fut effectué que le 12 juin 1459 (Haute-Garonne, B 2, f. 58; B 1899, f. 63).

36. Les États de Carcassonne prescrivirent une grande enquête sur l'équivalent (Toulouse, BB 181). Les résultats en furent discutés dans une assemblée tenue à Montpellier en mai 1458 (L. Guiraud, *Jacques Cœur*, p. 129).

37. L'assemblée que Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 39) déclare s'être tenue à Montpellier en mars 1461, n'a jamais eu lieu; l'auteur a confondu cette session avec celle de mars 1462.

38. Sur cette session, voir A. Thomas, *la première réunion des États de Languedoc sous Louis XI* dans *Annales du Midi*, t. XXI, p. 212.

39. « Et en vérité sire, il y a aucuns de nous qui ont veues plusieurs assemblées des Estaz de ce pays, mais jamais on ne congneust qu'ilz eussent si grant vouloir envers leur seigneur qu'ilz ont à ceste heure envers vous ne que si prestement et franchement ils venissent a joindre aux demandes qu'on leur faisoit ... car en quatre jours on a eu fait avecques eulx ce ou autres foiz on estoit ung mois et plus » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 79). L'assemblée convoquée pour le 8 mars ne s'était réunie que le 12; le 13, l'octroi était fait; le 17, les doléances avaient reçu leurs réponses. Voir aussi la conclusion de la lettre de Guillaume de Varye au roi, publiée par R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, preuve n° 4.

40. Composée de 6 membres, deux par sénéchaussée; messire Bosredont représentait Toulouse; Albert Paves, de Montpellier, et Jean Albusson, de Mende, étaient les délégués de la sénéchaussée de Beaucaire (Montpellier, Joffre 391, f. 27).

41. Doléances de mars 1463, art. 3.

42. Bibl. nat., fr. 26.088, n° 140.

43. P. just. n° 10.

régime fiscal alors en vigueur⁴⁴; le 13 juin, il désignait ses commissaires et leur donnait des instructions très précises⁴⁵; l'un d'eux, Guillaume de Varye, était persuadé de l'utilité de la réforme, mais il n'était pas très rassuré quant à l'attitude des États⁴⁶. Ses pressentiments ne l'avaient pas trompé; la réforme ne plut pas à l'assemblée et il semble bien qu'elle lui fut imposée par les commissaires⁴⁷. En effet, les États avaient exigé que certains aménagements soient apportés aux droits qu'avaient prévus le mandement royal du 13 juin; moyennant quoi, ils s'étaient engagés à donner leur garantie pour la rentrée des nouveaux droits comme ils le faisaient déjà pour l'équivalent et ils avaient promis « de bailler gens et personnages seurs et souffisans » qui feraient valoir les nouveaux droits et remettraient au roi la somme de cent dix mille livres par an⁴⁸. Sommés de tenir leurs promesses, les États se déroberent; les commissaires adjudgèrent alors les nouveaux droits et l'équivalent pour une durée de deux années à partir du 1^{er} septembre 1463 à Nicolas Bourracier, seigneur de Gaure⁴⁹; les actes de ses commissaires furent ratifiés par Louis XI⁵⁰.

Celui-ci s'était montré fermement décidé à supprimer tous les impôts directs; ses commissaires n'avaient pas « puissance de permettre ne donner congé de imposer aucune chose par manière de taille »⁵¹. Mais cette suppression radicale se heurtait à tout le système fiscal alors en vigueur en Languedoc. Supprimer les tailles et les remplacer par des droits indirects baillés à ferme pour deux ou trois ans, c'était d'abord réduire le nombre des sessions des États, ceux-ci n'ayant plus qu'à se réunir tous les deux ou trois ans seulement, en admettant qu'ils aient à jouer un rôle dans le bail, ce qui ne fut même pas le cas en 1463; c'était ensuite supprimer toute l'activité des assiettes diocésaines dont le rôle allait

44. Il semble que dès 1462 Louis XI ait eu l'idée de certaines réformes. A l'assemblée de Montpellier, G. de Varye avait invité les États, s'ils se trouvaient trop chargés, « qu'ils sceussent adviser autre plus aisée et moins grevable maniere de faire pour le peuple », mais, ajoutait-il, « ils ne sçavent que y adviser et pour ceste année qui aussi est ja fort passée seront contens de rester comme ils sont » (R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, preuve n° 4).

45. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 33.

46. « Je m'en voiz presentement en Languedoc aux trois Estaz qui y sont mandéz au derrenier de ce mois. Nous avons une maniere de faire par les mains que qui la pourroit coucher semble a tous les sages qui en ont oy parler que ce seroit la meilleur façon de lever argent du monde et mesmement en Languedoc car chacun paieroit et volontairement. Nous essayerons de la coucher, Dieu vueille que en puissions venir a bout. Se ne povons, demanderons l'aide pour l'année à venir afin qu'on n'y retourne plus » (Bibl. nat., fr. 20.487, f. 58, lettre du 26 juin 1463).

47. « Les gens desdiz Estaz se sont tiréz à part et, eu advis et deliberacion entre eulx sur la matiere dessusdite, ont remonstré a vous messeigneurs les commissaires que ladite commutation et les charges des droiz et impostz qu'on voulait mettre sus au lieu de la taille seroit fort grevable aux subgetz et a la marchandise du pais et, apres que ceste matiere a esté fort arguée et débattue entre vous et les gens desdiz Estaz, a esté par vous conclut et delibéré... » (Doléances de juillet 1463, art. 4).

48. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 33. Les cent dix mille livres étaient ce que le roi a acoustumé avoir nectement dudit pais par manière de taille » (Doléances juillet 1463, art. 4).

49. R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, pp. 276-279.

50. Le 8 septembre 1463 (Haute-Garonne, C 2182, f. 19).

51. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 139, art. 21.

grandissant; cela conduisait enfin à reconsidérer certains problèmes, moins importants sans doute, mais qu'il fallait tout de même régler, le paiement des délégués aux États, la question des épices⁵². D'autre part, dès septembre 1463, Louis XI accordait une nouvelle abolition générale⁵³ moyennant le paiement de dix mille livres⁵⁴, et le besoin d'argent allait le contraindre à recourir à des expédients qui nécessitaient l'emploi des tailles. Dès le 24 octobre 1463, il avait décidé d'imposer par tout son royaume une somme de cent mille écus; se passant du consentement des États, il fit répartir dix mille cent livres sur le Languedoc⁵⁵.

D'ailleurs les nouveaux droits rentraient fort mal. Les États, réunis au Puy en avril 1464, se virent signifier que les recettes étaient déjà inférieures aux prévisions de trente-neuf mille cinq cents livres et qu'il leur faudrait aviser pour trouver cette somme⁵⁶; ils offrirent soixante-cinq mille livres pour obtenir la suppression des droits au 1^{er} mai suivant⁵⁷.

L'offre fut acceptée et les droits supprimés⁵⁸; pour les remplacer, Louis XI rétablit les tailles et l'équivalent dont il fixa le montant annuel à cent quatre-vingt-six mille livres, somme que le roi avait « communement accoustumé » de prendre au pays de Languedoc sans les greniers à sel « par chacun an »⁵⁹. Les États établirent un nouveau tarif de l'équivalent et il fut convenu que le surplus « se lievera sur les chiefz d'ostel selon l'estime d'ung chacun

52. Cela est si vrai que Louis XI ne trouva pas de solution et qu'il dut faire répartir sous forme de taille la somme de 3.030 l. d'épices, « tant aux commissaires... que a aucuns prelatz, seigneurs, officiers et autres dudit pays qui avoient esté a celle assemblée... et avec ce le voiage et salaire de ceulx qui de son ordonnance et commandement ont esté de par ledit pays a l'assemblée d'iceulx Estatx » (Bibl. nat., fr. 26.089, n° 242). L'intervention royale avait été rendue nécessaire par le refus des commissaires du roi d'autoriser les consuls des villes à faire lever avec le dernier terme de la taille en cours les frais nécessaires attendu qu'ils n'avaient « puissance de permettre ne donner congé de imposer aucune chose par manière de taille » (Doléances, juillet 1463, art. 21).

53. L'abolition est datée de Pontoise, septembre 1463; le texte complet se trouve : Haute-Garonne, B 1899, f. 50 et Hérault, A 17, f. 1. Le début seul a été publié sous la date erronée du premier juillet 1463 dans *Ordonnances des rois de France*, t. XVI, p. 23. — L'abolition fut confirmée à plusieurs reprises, en 1475, 1479, 1481 (Hérault, A 17, f. 4 v°, 8 v° et 11 v°).

54. Les 18.000 l. furent réparties par Pons de Clermont-Lodève et Etienne Petit en novembre; par le même acte étaient réparties cinq cents livres « pour frais de seel », trois cent vingt livres pour frais de vidimus et les trois mille trente livres d'épices (Bibl. nat., fr. 26.089, n° 242; Arch. nat., K 691, n° 20 et 21).

55. Bibl. nat., fr. 26.089, n° 246; la répartition est du 29 novembre.

56. Les commissaires rejetaient d'ailleurs la responsabilité du déficit sur les États « pour ce que a leur requeste instamment faicte es trois Estatz derrenierement tenus a Montpellier lesdis droiz ne furent imposéz ne chargés a pres de la moitié si grans que le roy avoit ordonnés par sa commission et en ce penserent besongner lesdis commissaires bien au soulagement du pais et par ce, se faulte y a, pour les causes devandictes est raison qu'ilz la portent ainsi qu'ilz l'ont accordé » (Doléances de 1464, art. 2).

57. La somme comprenait le déficit de 39.500 l et 25 000 l., valeur des droits pour les mois de mai, juin, juillet, août. Il résulte de la réponse à l'art. 4 des doléances que la date du 1^{er} mai fut choisie sur la requête des États; les commissaires s'étaient bornés à demander 39 500 l sous forme de tailles.

58. La suppression fut notifiée aux autorités locales par lettres des commissaires du roi du 8 mai 1464 (Pézenas, Arm. A, 1. 4, 1. 2, ch. 1).

59. Doléances de 1464, art. 9.

habitant dudit pais » selon un tarif également déterminé par appointements des États⁶⁰. L'estime se fit assez lentement⁶¹; elle était cependant achevée à la fin de janvier 1465 « par tous les diocèses d'icellui nostre pais de Languedoc »⁶². Elle fut alors soumise à l'approbation du roi qui, de sa propre autorité, modifia les tarifs⁶³ et ordonna de commettre en chaque diocèse un commissaire chargé de juger tous les procès qui pourraient survenir « a cause desdits taux et extimes, aussi du paiement desdits deniers et des deppendances d'iceulx et qu'ilz puissent contraindre et faire contraindre tous ceulx qu'il appartendra a tenir leurs appointements et jugements par toutes voyes et ainsi que soloient faire les esleuz sur le fait des aides ». C'était là un langage nouveau; les États ne purent rien obtenir et il y eut durant deux ans une grande confusion⁶⁴. La situation ne fut définitivement réglée qu'en 1466⁶⁵. Cette même année, Louis XI faisait imposer une crue de quatorze mille livres sans réunir les États⁶⁶, et à l'assemblée de mars 1467, les États durent : premièrement, donner leur consentement à la crue de quatorze mille livres déjà levée; deuxièmement, octroyer une crue de vingt-trois mille trois cent soixante-quinze livres à lever aux derniers termes de l'aide en cours; troisièmement, octroyer

60. Doléances de 1464, « ce qui a esté conclud et deliberé.., avec les gens desditz trois Estas et a la requeste desdits Estas pour faire cesser les droiz nouvellement mis sus et qui ont cours au lieu des tailles et équivalent ». Le tarif de l'équivalent recut divers amendements de la part des commissaires royaux : le 31 juillet, ils faisaient suivre sa publication d'articles « pour remedier a certains abus » (Haute-Garonne, C 2182, f. 47 v°); le 10 septembre, ils republiaient le tout et le faisaient suivre d'autres articles (*ibidem*, f. 51 et Hérault, A 14, f. 187).

61. Du 17 mai 1464 au 21 janvier 1465, dans le diocèse de Mende (Bibl. nat., fr. 26.090, n° 431). Les opérations de l'estime du diocèse de Viviers ont été conservées (J. Régné, *La vie économique et les classes sociales dans 150 localités du Vivarais d'après les « Estimes » de 1464*). Les instructions aux commissaires de l'estime pour le diocèse d'Uzès se trouvent : *Hist. Lang.*, t. XI, preuve n° 34. Les opérations de l'estime durèrent 118 jours dans le diocèse de Béziers (Bibl. nat., P.O. 51, Ambyerle, n° 2).

62. Bibl. nat., fr. 6963, n° 56 et n^{les} acq. fr. 20.029, f. 60.

63. Si le « chef d'hôtel » ayant un capital au-dessous de 50 l. était toujours taxé à 10 s.t., toutes les autres catégories de contribuables voyaient leur cote considérablement relevée : 22 s. 6 d. au lieu de 12 s. 6 d. pour un capital de 50 à 100 l., 37 s. 6 d. au lieu de 20 s. pour un capital de 100 à 300 l., 60 s. au lieu de 30 pour un capital de 200 à 500 l. et, au-dessus, le roi renonçait aux catégories établies par les Etats et exigeait une taxe proportionnelle de un denier maille par livre.

64. On ignore à peu près tout ce qui se fit aux Etats de Montpellier en juin 1465; la levée de l'aide accordée au Puy avait été suspendue jusqu'à la fin de l'estime, mais les diocèses de Languedoc ne mirent pas beaucoup d'empressement pour faire les assiettes (voir la lettre du 26 mai publiée dans *Lettres de Louis XI*, t. II, p. 298). Le roi promettait d'envoyer ses commissaires pour recevoir les plaintes des Etats. Ceux-ci étaient divisés; les uns se déclaraient lésés par l'estime; en 1466, « pour ce que sur le département et division dudit aide, lesdits troyz Estaz ne se peuvent accorder », on supplie les commissaires de « mettre entre eulx aucun bon appointement » (Doléances de 1466, art. 39). Effectivement cette année-là, *les commissaris dels Estats, que a la donc eron, feron innovation en descargant alcunas diocezas delidif pays* (Hérault, A 233, f. 55).

65. Dom Vaissète a prétendu que le cahier de doléances de cette année-là n'avait que 7 articles (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 61). C'est qu'il n'a connu que l'ordonnance de Louis XI qui fut prise à la suite des Etats de 1466 et qui ne répondait qu'à sept des articles de doléances, mais le cahier lui-même comportait 48 articles (Ardèche, C 697).

66. Elle fut assise au diocèse de Lodève en novembre 1466 (Lodève, CC 30).

l'aide pour l'année financière à venir (1^{er} septembre-31 août). Ce sera le régime fiscal qui s'appliquera en Languedoc pendant toute la fin du xv^e siècle; les successeurs de Louis XI se contenteront de régulariser la crue sous le nom d'octroi en lui donnant une valeur fixe, avant que les nécessités financières nées des guerres d'Italie ne les obligent à superposer à l'aide et à l'octroi de nouvelles crues.

Louis XI s'entendait, d'ailleurs, à merveille pour obtenir des Languedociens des sommes supplémentaires. Ainsi, en 1467, il s'était fait accorder en supplément une somme de vingt-quatre mille livres pour la réparation du port d'Aigues-Mortes; il s'empessa bien vite de l'affecter à des dépenses militaires⁶⁷. Toute résistance était brisée; les États remontrent leur misère, mais accordent tout ce qu'on leur demande⁶⁸. Tout au plus, s'efforcent-ils d'obtenir quelques adoucissements dans la levée des subsides; on leur laisse parfois des termes plus longs que ne le comportait la commission royale; on leur envoie des auditeurs des comptes sur place au lieu de les obliger à aller à Paris⁶⁹. De plus en plus, leur activité va être détournée vers de nouveaux objets.

Dès 1466, ils recommencèrent à s'occuper du Parlement et prétendirent qu'au temps de son institution il avait été ordonné « que aucun temps ledit Parlement seroit a Tholoz, par ung autre temps en la seneschaussée de Carcassonne et par ung autre temps en la seneschaussée de Beaucaire » et, sous le prétexte que la ville de Toulouse jouissait d'une exemption de tailles et ne participait pas au paiement des gages du Parlement, ils demandèrent le transfert de ce dernier dans les autres sénéchaussées⁷⁰. Réitérée l'année suivante, appuyée par les Montpelliérains qui envoyèrent une délégation au roi⁷¹, la demande reçut satisfaction : le Parlement fut transféré dans cette dernière ville en septembre 1467⁷²; il devait réintégrer Toulouse au début de 1469, mais la question fut reprise aux États de 1471⁷³. Si l'on en croit les registres du consulat de Montpellier, les commissaires du roi auraient exhibé à l'assemblée une lettre du roi déclarant que le Parlement serait

67. Bibl. nat., fr. 25.714, f. 105. Les 24.000 l. devaient être réparties sur 3 ans.

68. Le roi fait maintenant calculer les sommes dont il a besoin et les répartit sur tout son royaume; la formule des commissions de crue est significative : « avons ordonné faire mectre sus en et par tout nostredit royaume une creue pour nous aidier a fournir a nosdites affaires de cette dite année, pour la porcion de laquelle creue en appartient a nostredit pais de Languedoc la somme de .. » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 55).

69. Doléances de février 1468, art. 19, et Bibl. nat., fr. 6963, n° 78.

70. Doléances de 1466, art. 30 et de 1467, art. 28.

71. Montpellier, BB 77. Aux dires d'Aigrefeuille, on proposa Montpellier parce que le Parlement avait déjà séjourné quelques années à Béziers, c'est-à-dire dans la sénéchaussée de Carcassonne (*Histoire de la ville de Montpellier*, p. 214).

72. *Hist. Lang.*, t. XI, p. 66 et t. XII, preuve n° 109.

73. Dans l'intervalle, nous ne savons guère ce qu'ont fait les États; on connaît toutefois les sommes, toujours plus considérables, qu'ils ont été contraints d'accorder : une crue de 49.500 l., à laquelle le roi ajouta de sa propre autorité 12.000 l., en février 1468; l'aide ordinaire, soit 122.000 l., en août 1468; l'aide ordinaire et deux crues de 41.095 l. et 56.000 l. en mai 1469, l'aide et une crue de 53.600 l. à Béziers, en avril 1470; l'aide et une crue de 67.100 l. à Montpellier, en mai 1471.

à nouveau transféré à Montpellier si les Toulousains refusaient de subvenir aux gages des conseillers, et ce fut la décision que prit la majorité⁷⁴. Les Toulousains protestèrent et déclarèrent qu'ils iraient trouver le roi. Les promesses qu'ils lui firent furent suffisantes pour inciter Louis XI à casser la décision de ses commissaires qui aurait, d'après ses lettres, reçu déjà un commencement d'exécution⁷⁵.

Les États de 1471 s'occupèrent aussi très activement des abus que commettaient divers commissaires extraordinaires : sur les aubenages et sur les francs fiefs et nouveaux acquêts⁷⁶. Au lieu des dénégations habituelles, ils obtinrent des commissaires qu'il serait sursis à la commission des aubenages et que le droit de franc fief serait levé suivant certaines règles⁷⁷. Cela ne parut pas suffisant. Les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne obtinrent d'être réunies à Carcassonne en octobre 1471 et, moyennant versement de quinze mille livres partagées entre le clergé et l'état commun, elles furent, pour quarante ans, dispensées de payer ce droit⁷⁸. Le contrat fut respecté et apporta quelques allègements sensibles aux habitants des deux sénéchaussées; tout au moins, il leur évita quelques tracasseries administratives car, du point de vue fiscal, les crues continuèrent de plus belle et augmentèrent régulièrement chaque année⁷⁹. Sur ce dernier point, Louis XI ne rencontre pas de résistances et les États vont devenir entre ses mains un instrument destiné à servir sa politique générale. Le 6 mars 1474, il retirait sa confiance à l'évêque du Puy, Jean de Bourbon, lieutenant de son cousin le duc de Bourbon, gouverneur de Languedoc; mais l'évêque du Puy tenait ses pouvoirs du gou-

74. Montpellier, Joffre 391, f. 60.

75. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 49.

76. Le commissaire sur le fait des aubenages était un certain Jean de la Rivière (Gignac, BB 58). Les commissaires sur le fait des francs fiefs et des nouveaux acquêts étaient Gracien du Mesnil, Jehan du Breuil et Jehan Labize; leur commission est datée du 7 septembre 1470 (Hérault, A 233, f. 110).

77. P. just. n° 13.

78. Le procès-verbal de la réunion dont l'original se trouve actuellement conservé aux Arch. mun. Montpellier (Dossier provisoire, armoire F) a été copié au XVIII^e s. par Dom Pacotte (Hérault, A 233, f. 80) et on peut lire le certificat de répartition des 15.000 l. entre les diocèses intéressés dressé par le greffier Jean Richier : Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 21156, n° 62. Avant même que la composition fut effectivement faite, Louis XI avait déjà disposé de la moitié de la somme à obtenir en faveur du comte-dauphin d'Auvergne (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 65).

79. Outre l'aide ordinaire de 121.000 l., une crue de 69.775 l. et 10.000 l. pour les radiations et retranchements faits par les auditeurs des comptes envoyés en Languedoc, à Montpellier (1472); à Béziers, en 1473, l'aide ordinaire monte à 123.275 l. (en raison de la moins value de la ferme de l'équivalent) et il y a deux crues de 71 672 l. et 50 775 l. plus 30 000 l. *mesas de part lo rey*, sans compter diverses petites sommes comme les 2.500 l. pour les gages du Parlement; en 1474 : crues de 157.744 l. et de 6.000 l.; en 1475, crues de 151.944 l. et de 90.000 l. Quand ils ordonnèrent la levée de cette dernière en juillet 1475, Louis d'Amboise et les autres commissaires prétendirent qu'ils avaient attendu jusque-là à la demande des États (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 84). Cela ne paraît pas tout à fait exact : les doléances de 1475 ne font allusion qu'à la première crue (Ardèche, C 697) et, si Louis XI avait prévu la levée de la deuxième dès le premier février, il avait pris soin d'ordonner de la mettre sus « tantost apres la finale conclusion desdits Estaz ou dedans autre plus brief temps ou plus long que tel adviserez » (Bibl. nat., fr. 25.714, f. 225).

verneur et non du roi. Il fallait contraindre le duc à désigner un lieutenant qui plût au souverain. Louis XI tourna la difficulté en nommant l'évêque d'Albi, Louis d'Amboise, son président aux États de Languedoc⁸⁰, et en déchargeant Jean de Bourbon de ses fonctions; le duc ne s'inclina que le 5 octobre suivant⁸¹, mais déjà Louis d'Amboise représentait le pouvoir central en Languedoc depuis quelque temps⁸²; son titre de président des États lui sera confirmé en 1477⁸³ et il sera dans l'histoire le seul à le porter.

L'évêque d'Albi allait avoir à briser les dernières tentatives des États, bien timides d'ailleurs, pour s'opposer à l'arbitraire royal en matière d'impôt. Déjà, en 1476, ils déclaraient que « a cause de l'impossibilité évidente de ce pouvre pays... lesdits des troyz Estaz qui sont ycy, l'Esglise, messeigneurs les nobles et le commun, sont tous en même desliberacion et vouloir de obeir aux commandemens, plaisirs et bon vouloir du roy..., car le corps, noz biens, noz vouloirs et tout ce que nous avons sont siens, en lui suppliant et requérant très humblement que de son pouvre peuple de Languedoc il ait pitié et misericorde »⁸⁴. L'année suivante, « Ilz ne reffusent ne octroyent la creue » mais comme « leur vouloir a tousjours esté et est de obeyr et faire le bon plaisir du roy... a semblé à messeigneurs d'Alby et autres qui ont présidé pour ledit seigneur esditz Estatz que ladicte responce estoient (*sic*) assez consentement »⁸⁵. Lorsqu'en 1478, ils constatèrent que les sommes réclamées s'étaient encore accrues, les États estimèrent qu'il leur fallait changer de méthode; ils décidèrent donc de n'accorder qu'une crue égale à celle de l'année précédente, pour le surplus ils s'en remettaient toujours au bon plaisir du roi⁸⁶. Il ne semble pas pour autant que ce sursaut d'énergie ait été vraiment récompensé⁸⁷, mais

80. Haute-Garonne, B 1899, f. 105 et *Hist. Lang.*, t. XI, p. 91. Jean de Bourbon présida pour le roi aux États de Montpellier qui se tinrent du 8 au 21 mars 1474 (Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, p. 249). La contradiction, signalée par M. Caillet (*Jean de Bourbon*, p. 44, n. 4) entre Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 92) et Ménard n'existe pas; l'archevêque de Narbonne a présidé pour le pays, l'évêque du Puy a présidé pour le roi, c'est-à-dire qu'il était premier commissaire du roi.

81. A cette date, il fit de Louis d'Amboise son lieutenant général (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 82).

82. Ses lettres de nomination avaient été enregistrées dès le 16 mai au Parlement de Toulouse; le 16 juillet, il répartissait sur le pays une crue de 6.400 l. pour les garnisons de Roussillon (Bibl. nat., fr. 26.095, n° 1355).

83. Haute-Garonne, B 1899, f. 117.

84. Doléances de 1476, art. 1. La crue était de 212.200 l.

85. Arch. nat., K 691, n° 60. La crue était de 235.083 l. 5 s. 5 d.

86. Doléances de 1478, art. 1.

87. Louis XI avait réclamé une somme de 260.083 l. 5 s. 3 d.; mais on constate qu'en même temps que la crue octroyée, fut levée une autre crue de 22.000 l. (Voir la répartition sur le diocèse de Viviers dans J. Régny, *Histoire du Vivarais*, t. II, p. 508). Il est possible que, dans l'esprit de Louis XI, la crue de 22.000 l. devait s'ajouter à la première, car il donna l'ordre de la répartition le 24 mai (Arch. nat., K 72, n° 16) alors que l'octroi ne fut probablement pas fait avant le 28 ou le 29, date des commissions. Mais un autre texte (Hérault, A 233, f. 55) précise que outre l'aide, les gages du Parlement et les épices en *lodich luoc de Nonay fouc autrejat per la crua II° XXXV^m IIII^{ss} III l. V s. V d. et despueis ajusteron et meron creïssensa que tot monta II° IIII^{ss} II^m l.* Ce chiffre correspond, à 83 l. près, à la crue demandée primitivement de 260.083 l. plus les 22.000 l. ordonnées le 24 mai.

il convient de noter que ce fut le dernier. Désormais, quoique avec force gémisséments, les États devaient toujours voter les sommes qui leur étaient réclamées⁸⁸.

Il semblerait, qu'après avoir perdu en fait, sinon en droit, la principale de leurs prérogatives, le consentement réel de l'impôt, les États de Languedoc n'avaient plus qu'à disparaître. Chose curieuse, Louis XI ne semble pas avoir eu cette pensée. Dans les dernières années de son règne, l'assemblée languedocienne connaît, au contraire, un très net regain d'activité; mais son action a été soigneusement orientée par les représentants du roi vers des questions d'un intérêt purement local; son influence ne s'exerce, maintenant, plus que sur les trois sénéchaussées qui forment, comme on dira un siècle plus tard, « la province » de Languedoc; elle reçoit enfin une organisation définitive qui va lui permettre de faire face à sa nouvelle tâche, mais la royauté aura de plus en plus tendance à ne voir en elle qu'un simple auxiliaire des administrateurs qu'elle délèguera en ces régions. Le langage même qu'on y emploie traduit bien l'évolution qu'elle a subie : son but essentiel sera désormais « la défense des privilèges du pays ». Elle luttera pour le maintien d'un certain nombre de coutumes, qui, effectivement, avaient été propres aux pays de Languedoc, dans le sens qu'on donnait à ce terme au xiv^e siècle mais qui ne l'étaient plus depuis l'extension considérable du domaine royal dans le Midi de la France; elle se heurtera aux intérêts rivaux des régions voisines qui, elles aussi, auront leurs assemblées d'États; elle s'enfermera de plus en plus étroitement dans ses limites territoriales maintenant définitivement fixées, en un mot, elle deviendra ce qu'elle ne devait jamais plus cesser d'être : une assemblée provinciale.

88. Crues de 267.862 l. en 1479; de 275.900 l. (plus 10.000 et 6.000 l.) en 1480; de 341.064 l. en 1481; de 326.424 l. en 1482; de 326.424 l. en 1483.

CHAPITRE V

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Les dernières années du règne de Louis XI voient se dessiner très nettement l'orientation nouvelle qui est donnée aux États. Réduits dans bien des cas à adopter une attitude défensive, ils vont s'efforcer de lutter contre l'action centralisatrice du gouvernement royal, mais ils ne pourront le faire que sur des points précis et dont l'importance ne sera pas considérable. Constatant leur impuissance à agir sur la fixation du montant de l'impôt, opération qui, maintenant, se faisait sur le plan national, ils se préoccupèrent d'abord de sa répartition et cherchèrent à apporter des améliorations à la levée des tailles dans le pays. Dès 1478, ils avaient réclamé une nouvelle recherche¹ qui motiva en octobre 1480 une réunion spéciale de l'État commun de Languedoc à Albi², mais qui, devant l'hostilité de certains diocèses, ne put aboutir³.

Au même moment, les États commençaient à se donner une véritable organisation. Les nécessités du moment les avaient contraints à multiplier les ambassades⁴, à députer des personnages chargés de présenter leurs réclamations non seulement au roi mais encore « devers messeigneurs d'Alby et général et ailleurs »⁵. Après quelques tâtonnements, ils auront recours pour ce faire à un officier qu'ils appointeront régulièrement : le syndic⁶. Tout ceci va entraîner des dépenses; pour les couvrir, les États auront recours aux deniers des épices. A côté des dons aux commissaires du roi et des quelques gratifications accordées à ceux « qui ont tenu la main à l'octroi », on voit, dès 1477, apparaître dans les listes de répartition des rubriques nouvelles⁷; l'assemblée, se voyant obligée de consentir au roi des sommes de plus en plus importantes, fera payer sa non-résistance en obligeant les commissaires à lui laisser accroître les sommes levées pour ses propres besoins. Le procédé prit une grande extension si bien que Louis XI, qui d'abord n'avait pas réagi, estima nécessaire d'intervenir. Il redoutait de voir, par ce moyen, s'alourdir trop inconsidérément le fardeau qui pesait sur les épaules des contribuables et craignait de voir ces derniers

1. Le roi la leur accorda par ses lettres du 16 janvier 1479 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 93).

2. *Hist. Lang.*, t. XII, preuves n°s 93, 94, 95.

3. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 99, Doléances de 1482, art. 2.

4. En 1477, G. Falcon et P. Boyer font chacun un voyage pour le pays; J. de Bar en fait deux (Bibl. nat., fr. 23.264, n° 22).

5. Bibl. nat., fr. 22.406, n° 22.

6. Les plus anciennes mentions de ce personnage sont de 1480.

7. Bibl. nat., fr. 23.264, n°s 22 et 35.

ne pas s'acquitter de leur part des « deniers royaux » qu'ils avaient à payer. En mai 1481, il décidait que « lesdits des Estaz doresenavant n'ayent a octroyer ne mectre sus plus avant que II^m l. t. et au dessoubz »⁸; au mois de juillet de la même année, il intimait aux États de Vivarais de ne pas s'imposer plus de cinq cents livres par an « pour les affaires communes de leur pays »⁹. C'étaient là des textes qui ne faisaient que constater des pratiques déjà existantes, mais qui, en les réglementant, leur donnaient un caractère légal qu'elles n'avaient pas eu jusqu'alors.

Enfin, du vivant même de Louis XI, l'activité des États en matière fiscale commence à être largement dépassée par leur action économique. Le Languedoc va se trouver en présence de circonstances nouvelles qui lui seront, d'ailleurs, défavorables. Le commerce languedocien se sent extrêmement menacé, d'une part par l'activité commerciale de la place de Lyon dont Louis XI soutenait vigoureusement les foires pour faire pièce à celles de Genève, d'autre part par le développement du port de Marseille contre lequel il sera difficile de lutter quand la Provence sera devenue partie intégrante du royaume. Les riches marchands qui occupent une large place dans la représentation des villes aux États n'hésitèrent pas à se servir de ces derniers pour défendre leurs intérêts particuliers. Il réussirent à ruiner le monopole des galées de France dont le port d'attache était Marseille¹⁰ et à obtenir des lettres royaux assurant la liberté au commerce de mer. Ils lutteront de toutes leurs forces pour assurer le maintien des privilèges du port d'Aigues-Mortes. Et leurs tentatives seront en partie couronnées de succès.

La mort de Louis XI, la minorité de son fils, la réunion des États Généraux devaient permettre aux États de Languedoc de faire consacrer leur organisation nouvelle et d'obtenir des textes les assurant de façon définitive dans les principaux de leurs droits¹¹. Charles VIII commença par tenter de s'attirer les bonnes grâces des Languedociens en leur accordant, dès le 29 septembre 1483, une remise de cinquante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze livres sur la crue octroyée aux États de mai 1483¹²; puis, il les

8. Doléances de 1481, art. 6. L'ordre fut momentanément obéi puisque les épicés tombèrent de 6.400 l. 7 s. 9 d. en 1480 (Arch. nat., K 72, n° 43) à 2.000 l. en 1481 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 97), 2.595 l. en 1482 (Bibl. nat., fr. 20.884, n° 115), 2.500 l. en 1483 (Bibl. nat., fr. 26.098, n° 2062).

9. Haute-Garonne, B 1900, f. 19, publié par J. Régné, *Histoire du Vivarais*, t. II, p. just. n° 21.

10. Hérault, A 17, f. 15 (lettres du 27 juillet 1481, publiées par R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, p. just. n° 23, et du 10 juillet 1483).

11. Outre les sessions annuelles qui se sont tenues régulièrement à la fin du règne de Louis XI, il convient de signaler une assemblée d'États par sénéchaussée, qui n'est pas d'ailleurs particulière au Languedoc. Par ses lettres du 3 décembre 1482, Louis XI convoqua les États de chaque sénéchaussée et bailliage du royaume pour approuver le traité qu'il venait de signer avec Maximilien, duc d'Autriche, et le projet de mariage entre le dauphin Charles et Marguerite d'Autriche. Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 107) a signalé l'assemblée de la sénéchaussée de Nîmes qui se tint le 17 décembre (lettres de convocation publiées, d'après Bibl. nat., *Languedoc* 90, f. 128, dans *Lettres de Louis XI*, t. X, p. 27). L'assemblée de la sénéchaussée de Carcassonne se tint le 26 décembre (Gignac, BB 59, f. 39 v°).

invita à participer aux États Généraux qui se réunirent à Tours en janvier 1484.

La délégation du Languedoc¹³ s'attacha à défendre les intérêts du pays. Dès le 8 mars, elle obtenait l'assurance que les États de Languedoc seraient convoqués en mai à Montpellier pour approuver les sommes qui revenaient à la province dans l'octroi fait au roi par les États Généraux¹⁴. Elle se fit également délivrer un certain nombre de lettres patentes et d'ordonnances confirmatives d'un certain nombre de privilèges¹⁵; elle présenta un cahier particulier de doléances qui lui fut remis avec les réponses royales le 23 mars¹⁶. Le plus important peut-être de ces textes était l'édit qui déclarait que « les sommes de deniers qui doresnavant seront ordonnées estre mises sus et imposées par l'ordonnance et commandement des gens desdits trois Estaz ou de la pluspart d'iceulx... par roolle ou ordonnance signée du president d'icelle assemblée » ne sauraient donner lieu à aucun retranchement de la part des auditeurs des comptes¹⁷. Ainsi était assurée la pleine indépendance budgétaire des États qui ne tardèrent pas à tirer de cette concession tout le bénéfice possible¹⁸. Dès 1484, un terme nouveau apparaît, celui d'*affaires nécessaires* ou d'*affaires communes du pays de Languedoc*. Les rôles des frais comporteront, à côté des dons traditionnels, toutes les sommes nécessaires au bon fonctionnement des États, le traitement des officiers, les vacations des procureurs, les dépenses de procédure, etc... Les États semblent même s'être, temporairement, dégagés de l'obligation qui leur était faite de

12. Narbonne, CC 1716. — « Le département du Rabaiz » fut fait le 9 décembre à Clermont l'Hérault, en présence des délégués des diocèses (Bibl. nat., P.O. 2442, Raynaud n° 2). Le nouveau roi avait commencé par demander le paiement intégral des sommes « mises sus » par ordre de Louis XI (lettre missive du 3 septembre 1483; Gignac, BB 59, f. 52).

13. Elle comprenait : 3 évêques, un abbé, 5 représentants de la noblesse et 5 représentants du tiers état (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 118).

14. La part du Languedoc était de 196.990 l. (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 102). Cet acte, dont une expédition originale se trouve Bibl. nat., fr. 20.409, n° 26, est important car, pour la première fois, la part du Languedoc est expressément déterminée par rapport aux sommes levées dans tout le royaume; sous Louis XI, seules les commissions des crues portaient une formule de ce genre, mais ne spécifiaient, en général, pas le montant global de la crue.

15. Outre la lettre du 8 mars par laquelle Charles VIII ordonnait au commissaires commis à présider les prochains États de s'informer sur les abus des cours rigoureuses de Languedoc (Hérault, A 18, n° 13), c'étaient : « trois lectres en forme de chartre seellées de soye et cire vert » interdisant aux auditeurs des comptes de faire des retranchements sur les deniers du pays; autorisant la liberté du commerce; confirmant un certain nombre des articles de doléances; « deux aultres lettres seelées a double queue », supprimant les foires de Lyon et touchant les francs alleux; « trois aultres lettres seelées en simple queue » visant la reformation des leudes et peages, des cours rigoureuses de Languedoc et des stiles de ce pays. L'enregistrement de ces lettres fut ordonné au Parlement de Toulouse le 3 juillet 1484 (Hérault, A 17, f. 96). Ces lettres, dont les originaux étaient conservés dans les archives des États (Hérault, A 18) ont été soigneusement enregistrées au Livre des privilèges du pays. Charles VIII accorda deux autres lettres, sur les aubenages et sur la juridiction du Parlement de Toulouse (Hérault, A 18, n°s 6 et 9). Certaines d'entre elles ont été publiées par Caseneuve et dans *Hist. Lang.*, t. XII, preuves n°s 103 et 104.

16. Publié par Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 43.

17. Publié : *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 103.

18. De 2.500 l. en 1483, les épices passent à 21.120 l. 11 s. 3 d. en 1484; elles comprenaient, il est vrai, les frais de l'ambassade du Languedoc aux États Généraux (Bibl. nat., n°s acq. fr. 7641, f. 102).

faire approuver leurs frais par les commissaires du roi; lorsque, au mois de juillet 1485, ils décidèrent l'envoi d'une ambassade au roi, ils levèrent une somme de quinze cents livres, en firent la répartition par diocèses, désignèrent un receveur par sénéchaussée et informèrent eux-mêmes de ces décisions les consuls intéressés¹⁹.

Charles VIII avait déjà oublié ses promesses de l'année précédente. Après avoir obtenu en mars 1485 les sommes ordinaires, il réclama aux États, en juillet, une somme supplémentaire de quarante-huit mille cinquante livres²⁰. Elle fut accordée, non par l'assemblée, mais par l'ambassade qui se déclara mieux informée des besoins du roi²¹ et se fit payer son octroi par la suppression de l'exemption fiscale dont jouissait depuis plus de vingt ans la ville de Toulouse²² et par la confirmation du cahier de doléances présenté par le Languedoc aux États Généraux de Tours²³.

Cependant, les États continuaient à se préoccuper de leur organisation; en avril 1486, ils décidaient d'assurer la conservation de leurs archives et ordonnaient la confection d'une caisse pour y mettre les lettres royales intéressant le pays²⁴. C'est là le point de départ bien modeste d'un dépôt d'archives qui devait devenir, par la suite, extrêmement important. Mais ces petits détails ne les détournèrent pas de tâches d'un intérêt plus général. Charles VIII ayant prescrit à ses sénéchaux de s'informer sur le fait des archers, ils firent aussitôt appeler de cette décision par leur syndic²⁵ et leurs ambassadeurs²⁶ obtinrent, le 5 août suivant, des lettres confirmant l'exemption des francs archers dont jouissait le Languedoc²⁷. L'ambassade, qui fut envoyée par l'assemblée tenue au Puy en décembre 1487, se fit également délivrer de nombreuses lettres patentes²⁸.

19. Voir leurs lettres aux consuls de Béziers, en date du 31 juillet 1485 : Gignac, BB 3, feuille de garde.

20. Hérault, *Commissions pour la tenue des Etats*, t. I, f. 21.

21. Bibl. nat., fr. 22.406, n^{os} 29 et 30; fr. 20.936, n^o 7.

22. Hérault, A 14, f. 129 et A 17, f. 108 v^o.

23. Le Parlement avait refusé l'enregistrement des réponses royales « soubz colleur qu'elles n'estoient reddigées en forme autentique, lectres de nous patentes a eulx adressans pour ce faire » (Hérault, A 17, f. 100). Déjà le conseil de régence tenu à Montargis le 7 octobre avait octroyé « a ceux du dit pays de Languedoc qu'ils puissent faire publier les articles qui leur furent accordéz aux III Estatz derrenièrement tenus à Tours » (*Procès-verbaux des séances du Conseil de Régence du roi Charles VIII...* p. 123). Le cahier de doléances ne fut enregistré que le 24 juillet 1486 (Haute-Garonne, B 1900, f. 52).

24. Montpellier, BB 94 et Joffre 568, f. 2.

25. Dès le 18 avril 1486 (Hérault, A 18, n^o 22). La question des « gens de pié » nécessita la tenue d'une assemblée restreinte à Aubenas (Gard, C 620, f. 334).

26. Ces ambassadeurs étaient : G. de Laye et E. Cezelly; le trésorier de Languedoc refusa de leur délivrer l'argent que les États avaient prévu pour leurs frais, ce qui motiva une réunion des représentants des trois sénéchaussées à Montpellier le 9 juin 1486. L'argent fut emprunté à un marchand (Montpellier, BB 97 et BB 189, pièces extraites année 1486).

27. Publiées par Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 87.

28. Outre les lettres sur la liberté des foires et les crues mises sur le sel (*Hist. Lang.*, t. XII, preuves n^{os} 112 et 113), il faut citer celles qui concernent les monnaies, la réparation des églises et l'observation de certains privilèges du Languedoc. Elles sont toutes datées de Chinon, 12 mai 1488 (Hérault, A 17, f. 122 v^o, 123 et 124 v^o).

Les États réunis à Montpellier en octobre 1488 élevèrent des plaintes plus vives qu'à l'ordinaire sur l'administration de la justice en Languedoc; les requêtes qu'ils présentèrent furent communiquées au Parlement de Toulouse, qui, de son propre chef, en modifia la teneur; Charles VIII procéda alors à la nomination de divers commissaires qu'il chargea de parcourir les villes et lieux du pays pour répondre aux doléances et y pourvoir²⁹. Les États de 1489 désignèrent des délégués « pour accompagner, poursuivre et solliciter l'expédition des cahiers et articles et autres matières, concernant le fait de la justice et police du pais de Languedoc tant en general qu'en particulier »³⁰. Commissaires et délégués visitèrent les villes du pays où se trouvaient des cours judiciaires et communiquèrent leurs informations au Parlement de Toulouse³¹. Leurs travaux³² furent à l'origine de la grande ordonnance de Moulins du 28 décembre 1490³³.

Cette même année 1489, les États ne bornaient pas leur activité à de pures questions de réforme judiciaire locale. Ils s'efforcèrent de remédier à l'inégalité qui présidait à la répartition de l'impôt en France et leurs envoyés firent admettre le principe d'une recherche générale pour tout le royaume³⁴.

L'ambassade qui suivit les États d'Annonay de novembre 1490 vint présenter au roi, à Moulins, une liste de seize personnages que l'assemblée avait jugés particulièrement qualifiés pour procéder à la recherche, obtint confirmation de l'exemption du droit de franc fief³⁵, mais ne put amener Charles VIII à supprimer la Cour des Aides de Montpellier³⁶.

Les préparatifs de la recherche provoquèrent la réunion d'une assemblée réduite des États à Montpellier, le 4 août 1491³⁷, pour la désignation des neuf personnages chargés de représenter le

29. Bibl. nat., fr. 22.405, f. 5.

30. C'étaient : Jean d'Albi, doyen de l'église de Carcassonne, pour le clergé; Jean de Voisins, seigneur d'Ambres, pour la noblesse; Gabriel de Laye, Jean de Cach et Jean Bosredon, pour l'état commun (Bibl. nat., P.O., 3038, Voisins, n° 14).

31. C'est probablement en cette occasion que le Parlement rendit ses « réponses et advis... de et sur les articles presentéz a ladicte court de par les gens des trois Estatz du pays de Languedoc » (P. just. n° 15).

32. Sur tout ceci, voir le récit de Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 142-144) rédigé d'après les deux lettres de commission publiées en tête de l'ordonnance de Moulins.

33. *Ordonnances des rois de France*, t. XX, p. 258.

34. Hérault, A 18, n° 32. Lettres du 10 juin 1490. — Ce texte prouve, contrairement aux affirmations d'A. Spont (*Annales du Midi*, t. II, p. 381), que les États n'ont pas d'abord réclamé une recherche particulière au Languedoc qui aurait, par la suite, été étendue à tout le royaume sur le désir du roi. La décision de ce dernier était déjà prise avant que les délégués de Languedoc ne vinssent le trouver. D'autre part, il faut noter l'action concordante et presque simultanée des États de Normandie et des États de Languedoc. Ce sont les premiers qui ont obtenu la recherche (23 mai 1490) et le roi, qui avait déjà ordonné que « resserches et informations seroient faictes tant en nostredit pays de Normandie que autres de nostredit royaume », ne fit que confirmer sa décision le 10 juin en faveur du Languedoc.

35. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 116.

36. Dont Charles VIII confirma l'établissement le 10 janvier 1491 (Hérault, B 1. f. 12 v°).

37. Charles VIII avait décidé de modifier le système d'après lequel se ferait la recherche (Lettres du 26 juin 1491, Bibl. nat., *Clairambault* 957, f. 151).

Languedoc dans cette opération³⁸. L'assemblée ordinaire des États ne se réunit qu'en septembre. Elle put prendre connaissance des premiers actes de procédure de l'instance opposant, devant le grand Conseil du roi, les représentants des États à un groupe de marchands lyonnais³⁹. C'est la première fois, semble-t-il, que les États plaidaient devant cette juridiction, la première fois aussi qu'ils apparaissent comme demandeurs en Justice⁴⁰; une voie nouvelle s'ouvrait ainsi à leur action, ils n'auront garde de la négliger, bien au contraire.

Cependant, les nécessités financières allaient entraîner le roi Charles VIII à multiplier les sessions extraordinaires pour leur réclamer des crues⁴¹, tandis qu'il faisait accorder à la reine, pour son joyeux avènement, une somme de vingt mille livres par les États de novembre 1492⁴². Ainsi, le montant des impôts directs, un instant stabilisé avec la création de l'octroi, ne cessait de croître; et la suspension de la recherche générale ôtait tout espoir d'un dégrèvement sérieux. A titre de compensation, le roi se contentait de prescrire un rabais de vingt mille livres par an⁴³. D'ailleurs, il reprenait maintenant à son compte les errements de son père et se mettait à imposer des crues sans réunir les États. Il est vrai que les prétextes étaient bien faciles à trouver puisque, écrivait-il, « nous sommes en personne et en pays estrange et avions intencion de les faire convenancer et assembler pour leur faire les remonstrances, toutesfoiz que la somme pour ce que leur demandons est petite, assemblée et congregacion d'iceulx Estatz ne se pourroient faire sans grans coust, mise et despence, dont ledit pays n'a pas besoing »⁴⁴.

Sur ce point, les États s'inclinèrent, comme durent le faire leurs ambassadeurs, en décembre 1495, devant la décision royale de maintenir la Cour des Aides à Montpellier « quelque chose que en eussent dit au contraire les depputéz dudit pays de Languedoc »⁴⁵. Mais, sur le plan judiciaire, ils furent plus heureux; le 23 décem-

38. L'assemblée se réunit à la date fixée; elle ne se borna pas à l'élection des personnages chargés de la recherche, mais délibéra aussi sur la traite des blés. La représentation des diocèses y était réduite; celui de Maguelonne, par exemple, n'y envoya qu'un délégué au lieu de deux (Montpellier, BB 101; 3 août 1491).

39. Hérault, A 18, n° 30. La présentation fut faite au Grand Conseil, le 15 mars 1491. Il y eut défaut de la partie adverse.

40. Ils étaient défenseurs dans l'instance qui les opposait aux mêmes adversaires devant le Parlement de Paris (Arch. nat., X^{1a} 1496, f. 173 v° et X^{1a} 8320, f. 36 v°). Ils n'étaient que partie jointe dans les procès opposant Jacques Bucelli à Bouffille de Brancas et Guillaume de la Tour à Jean Dapinac en 1485 et 1488 (Arch. nat., V^o 1040, f. 137 v°, 139 v°, 165 v°, 197 v°, 211, 245 v°).

41. Ainsi, celle de Carcassonne (mars 1492), du Puy (mai 1494)...

42. C'est par erreur que Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 147) déclare que ces États ont adressé des instructions dont il donne analyse. Ces instructions sont l'œuvre de l'assemblée de 1495 (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 253).

43. Lettres du 7 février 1494 (Hérault, A 17, f. 129) publiées par Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 94.

44. Hérault, *Commissions pour la tenue des Etats*, portefeuille I. La commission est du 6 novembre 1494, la répartition fut faite à Béziers, le 18 janvier 1495.

45. Hérault, B 1, f. 27 v°. Depuis 1490, il s'était trouvé chaque année une majorité aux États pour demander cette suppression qui fut toujours repoussée.

bre 1495, le Parlement de Toulouse rendait son célèbre arrêt sur les francs fiefs qui maintenait en la matière tous les privilèges obtenus de Louis XI par les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne⁴⁶. Un an et demi plus tard, ils faisaient édicter par le roi l'extension de la composition à la sénéchaussée de Beaucaire⁴⁷.

Le 3 mars 1496, les États de Languedoc, réunis à Montpellier, approuvaient solennellement le traité d'Étaples⁴⁸; quelques jours plus tard, le seigneur de Chabannes, lieutenant du gouverneur, réunissait à Narbonne une assemblée restreinte qui eut à traiter de la fourniture des vivres à l'armée royale qui campait sur les frontières de Roussillon⁴⁹; attribution nouvelle qui, malheureusement pour le pays, allait se renouveler fréquemment dans la décennie suivante en raison de la reprise des hostilités avec l'Espagne⁵⁰.

L'année suivante, les États se réunissaient à Nîmes⁵¹ et en février 1498 à Montpellier⁵². Cette même année, après la mort de Charles VIII, les trois syndics du Languedoc allèrent assurer le nouveau roi de l'obéissance de ses sujets⁵³. Au cours de leur voyage, ils obtinrent diverses lettres patentes et mirent fin au conflit qui les opposait depuis plus de dix ans à Lyon en matière d'importation d'épicerie, en transigeant avec les représentants de cette ville⁵⁴.

Quelques mois plus tard, les États de Montpellier édictaient un règlement sur le contrôle de la fabrication des draps en Languedoc⁵⁵, le premier du genre qui ait été conservé. De plus en plus, en effet, les questions économiques passent au premier plan des préoccupations des États. Ils n'hésitent pas à engager de longs procès pour défendre le commerce du pays; en particulier, devant le Parlement de Bordeaux, puis au Grand Conseil, afin d'assurer des débouchés aux vins du Haut-Languedoc⁵⁶; luttent de toutes leurs forces pour défendre la draperie locale contre les importations de draps d'Espagne⁵⁷; obtiennent de Louis XII des lettres patentes, en date du 9 octobre 1501, en vue d'établir l'unification des poids

46. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 128 et Caseneuve, *Actes anciens*, p. 301. L'instance avait été introduite au Parlement en novembre 1494; voir la chronologie de la procédure : Toulouse, AA 6, n° 279.

47. Hérault, A 19, n° 11, publié par Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 98.

48. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 130.

49. Bibl. nat., fr. 26.104, n° 1.137 et Gard, C 1.206, f. 184. Le Languedoc eut à fournir : 10.000 quintaux de blé, 20.000 setiers d'avoine, 3 000 charges de vin, 5.000 moutons.

50. Ainsi, en juillet 1503 (Haute-Garonne, C 2.276, p. 74).

51. Et non à Montpellier, comme le dit Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 160); voir Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, preuves, col. 95.

52. Cette session n'a été mentionnée ni par Dom Vaissète, ni par l'auteur de l'inventaire sommaire de la série C de la Haute-Garonne. A. Molinier (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 133) a simplement publié une quittance relative à ces États. Le procès-verbal en a pourtant été conservé (Haute-Loire, 501 C 5.720).

53. Montpellier, Joffre 8, f. 34 et Haute-Garonne, C 2.276 *ter*.

54. P. just. n° 19.

55. P. just. n° 20.

56. Arrêt du Grand Conseil du 16 novembre 1499 (Arch. nat., V^o 1042) suivi de la transaction passée à propos de cet arrêt (*Ibidem*, 23 mars 1501).

57. P. just. n° 16; arrêt du Parlement de Toulouse du 10 septembre 1499 (Hérault, A 19, n° 20).

et mesures⁵⁸; le même jour, ils obtenaient des lettres sur la réparation des chemins et des routes⁵⁹.

Mais ils n'oubliaient pas pour cela leurs attributions fiscales, puisque, le même jour encore, ils se faisaient délivrer des lettres sur les gabelles⁶⁰. Quelques mois plus tard, ils intervenaient dans le grand procès qui se déroulait au Grand Conseil entre le général de Languedoc et le visiteur des gabelles et approuvaient entièrement la conduite de Jacques de Beaune⁶¹; ils faisaient de plus supprimer le droit de la double que la reine percevait sur chaque quintal de sel⁶². En décembre 1503, réunis à Tournon, ils faisaient encore quelques difficultés pour accéder aux demandes des commissaires et voulaient envoyer une ambassade au roi avant de lui rien accorder; finalement, ils se résignaient à faire l'octroi « pour ne pas irriter ledit seigneur »⁶³, mais ils demandaient l'abolition de la charge du gouverneur de Languedoc⁶⁴.

A tout propos, les États s'efforçaient maintenant de défendre ce qu'ils appelaient leurs privilèges : on les voit plaider partout, au Grand Conseil, pour maintenir les limites du pays en matière fiscale⁶⁵; au Grand Conseil encore, en avril 1507, ils font enregistrer l'accord que leurs délégués ont conclu avec ceux du roi d'Aragon relativement aux taxes frappant les draps des deux pays⁶⁶. Devant la Chambre des Comptes de Paris, se déroule le grand procès qui les oppose à la reine Anne de Bretagne qui entend lever en Languedoc l'imposition foraine qu'elle a reçu à titre de douaire⁶⁷. Enfin, ils se préoccupent d'assurer un meilleur fonctionnement du Parlement de Toulouse, de doter les villes les plus exposées de fortifications solides, d'exhaler les plaintes provoquées par les innombrables abus des officiers royaux. En un mot, ces premières années du xvr^e siècle voient les États s'arroger toute une série d'attributions nouvelles, recevoir leur organisation définitive, créer des fonctionnaires à leur service, instituer un dépôt d'archives et des bureaux qui tendent à devenir permanents. Au moment où se termine véritablement le Moyen Age, l'institution médiévale s'est complètement transformée. Elle est déjà, elle sera de plus en plus une administration locale au sens moderne du mot.

58. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 137; mais ces lettres ne furent jamais exécutées (Toulouse, HH 48).

59. Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 114.

60. Hérault, A 17, f. 164 v°.

61. Haute-Garonne, C 2276, f. 53 v°.

62. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 139.

63. Haute-Garonne, C 2276, f. 88 v°.

64. *Ibidem*, f. 82.

65. Arch. nat., V^s 1043, juillet 1505, débuts de l'affaire de la Rulhière; de cette époque date aussi le conflit avec les États de Provence à propos des îles du Rhône.

66. P. just., n° 24.

67. La reine fit présenter ses premières réclamations en décembre 1506 (Haute-Garonne, C 2276, f. 254 v°); elle obtint gain de cause à la Chambre des Comptes, le 21 février 1510 (*Ibidem*, f. 326). Elle finit par renoncer à ses prétentions, moyennant indemnités, par ses lettres de juillet 1512 (Hérault, A 17, n° 68).

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DES ÉTATS
DE LANGUEDOC

CHAPITRE PREMIER

LES TROIS ORDRES

Les États de Languedoc se présentent toujours au cours du xv^e siècle comme la réunion des trois États du pays : clergé, noblesse et état commun. Sans doute trouve-t-on parfois quelques assemblées comprenant les seuls représentants des villes¹, plus rarement encore peut-on signaler quelque assemblée des autres ordres², cela n'a jamais été que l'exception.

SECTION I : LE CLERGÉ

Le clergé, que l'on trouve dès les premières années du xv^e siècle, désigné sous le nom de *status Ecclesie*, *status cleri*, de *domini de Ecclesia*, *domini ecclesiastici*, a vu sa représentation évoluer. Lorsque, vers la fin du xv^e siècle, la composition de l'assemblée eut été définitivement établie, l'ordre du clergé comprend les évêques des vingt-deux diocèses considérés alors comme formant le pays de Languedoc³. Auparavant, certains prélats, dont les diocèses n'étaient pas en Languedoc, ont parfois assisté aux États. Leur présence s'explique en général par des raisons particulières⁴ : l'archevêque d'Auch et l'évêque de Lombez ont eu vraisemblable-

1. Ainsi l'assemblée de Béziers qui accorda, en mai 1425, 30 000 l. au comte de Foix (Lunel, AA 4 et Bibl. nat., fr. 26.048, n° 438); l'assemblée de Carcassonne (octobre-novembre 1438) qui octroya 20 000 l. pour le départ des routiers; l'assemblée de Cordes (octobre 1480) qui prépara l'estime générale.

2. On n'en connaît qu'un seul exemple : l'assemblée de prélats et barons réunis à Capestang en décembre 1430.

3. Ce sont : les archevêchés de Narbonne et Toulouse : les évêchés d'Agde, Albi, Alet, Béziers, Carcassonne, Castres, Comminges, Lavaur, Le Puy, Lodève, Maguelonne, Mende, Mirepoix, Montauban, Nîmes, Rieux, Saint-Papoul, Saint-Pons-de-Thomières, Uzès et Viviers. On peut noter que certains de ces diocèses avaient, pour la plus grande part, leur territoire en dehors du Languedoc proprement dit, y compris la ville épiscopale. C'est le cas des évêchés de Comminges et Montauban, mais les évêques de ces deux diocèses entraient personnellement aux États.

4. Ainsi, en 1420, le dauphin fit convoquer à Carcassonne l'archevêque d'Auch et les évêques de Lombez et de Pamiers; la présence des deux premiers prélats pourrait, à la rigueur, s'expliquer par le fait que, avant 1469, le Languedoc comprenait sur la rive gauche de la Garonne une bande de territoires faisant partie de l'archevêché d'Auch et de l'évêché de Lombez; mais leur présence, ainsi que celle de l'évêque de Pamiers, s'explique bien plutôt par le fait que les États de Carcassonne ont été tenus par le Régent en personne qui convoqua tous les représentants du Midi. On peut noter en effet que Dom Vaissète qui nous rapporte le fait (*Hist. Lang.*, t. X, p. 1056), signale la convocation des consuls de Saint-Girons et de Saint-Lizier, qui n'ont jamais eu entrée aux États de Languedoc proprement dits.

ment entrée aux États jusqu'en 1469, date où le Languedoc fut amputé des territoires de la rive gauche de la Garonne donnés en apanage à Charles de France; si l'évêque de Pamiers assista aux États tenus à Toulouse en 1419⁵ et fut convoqué en 1420 et 1424, cela fut probablement sous l'influence du comte de Foix; lorsqu'en 1506, un de ses successeurs parut aux États et y requit la présidence comme le plus ancien en prélature, il fut autorisé « pour ceste foiz » à assister aux débats à titre honorifique, mais on lui refusa la présidence « pour ce que Pamiers n'avait jamais été compris ne nommé entre les vingt deux diocèses de Languedoc »⁶.

À côté des évêques, un certain nombre d'abbés siégèrent pendant quelques années. Aux États de Montpellier (1419) le prieur du monastère de Tornac⁷; à ceux de Toulouse, la même année, l'abbé de Gaillac et le prieur de la Daurade⁸; en 1423, les abbés de Saint-Sernin (Toulouse), Gaillac, Lagrasse, Sorèze, Montoulieu et Eaunes participaient aux États de Carcassonne⁹. En 1436 se trouvaient présents les abbés de Gimont et de Lagrasse; en 1451, l'abbé de Saint-Sernin est représenté par l'archidiacre de Villelongue et l'aumônier de Saint-Sernin¹⁰; en 1454, ceux de Montoulieu et de Valmagne ont « tenu la main à l'octroy »¹¹. Pierre d'Abzac, abbé de Lagrasse, participe aux épices de février 1468¹².

C'est à la fin du règne de Louis XI, qui, à bien d'autres égards, marque un tournant dans l'histoire de l'institution, que l'on voit paraître pour la dernière fois des abbés aux assemblées : l'abbé de Villemagne en 1476¹³, celui de Lagrasse en 1477 et 1478¹⁴, l'abbé de Quarante en 1481¹⁵. La raison la plus plausible de cette disparition doit être cherchée dans la volonté d'établir une organisation logique de la répartition des trois ordres afin d'obtenir, dès cette époque, ce qu'on peut appeler d'une expression moderne le « doublement du tiers »¹⁶.

Une place à part au point de vue de la présence des abbés aux États doit être faite à l'assemblée des deux sénéchaussées de Toulouse et Carcassonne d'octobre 1471, car il s'agissait de régler la composition sur les francs fiefs et nouveaux acquêts et l'on comprend que toutes les abbayes des deux sénéchaussées y aient été représentées.

5. Toulouse, AA 102, p. 1.

6. Haute-Garonne, C 2276, f. 244 v^o.

7. A. Bardon, *Hist. d'Alais*, p. 162, n. 1.

8. Toulouse, AA 102.

9. Toulouse, AA 87, n^o 3.

10. Bibl. nat., fr. 23915, n^o 16. Toulouse, layette 46, n^o 8651.

11. Bibl. nat., fr. 20594, n^o 38.

12. Bibl. nat., *Languedoc* 97, f. 138.

13. Bibl. nat., fr. 26096, n^o 1651.

14. Bibl. nat., fr. 23264, n^o 22 et 35.

15. Bibl. nat., fr. 20901, n^o 20.

16. On pourrait, peut-être, invoquer aussi un motif de circonstance : on cessa, sans doute, de convoquer l'abbé de Lagrasse aux États parce que l'abbé Pierre d'Abzac de la Douze devint en 1480 évêque de Rieux, puis en 1495 archevêque de Narbonne, tout en conservant son abbaye. Il venait aux États à titre d'évêque et à titre d'abbé et le premier éclipsa le second. Toutefois, la présence de l'abbé de Quarante en 1481 fait alors difficulté.

En outre, ce fut l'usage, dans la première moitié du xv^e siècle, de convoquer, en même temps que les prélats, leur chapitre. Il semble que cet usage se soit maintenu plus longtemps pour les chapitres du Puy, de Mende et de Viviers¹⁷. Enfin l'on voit dans certaines réunions des clercs de l'Université de Toulouse prendre part aux délibérations sans qu'on puisse déterminer avec certitude à quel titre ils se trouvaient là¹⁸. Quoiqu'il en soit, dès la fin du siècle, seuls les prélats ou leurs représentants auront accès aux États.

S'il ne vient pas, le prélat doit, en principe, se faire représenter. Le plus souvent, il commet son vicaire général, mais certains évêques envoient leur official¹⁹; parfois ils donnent procuration à un laïque²⁰, mais ce dernier procédé souleva des difficultés et, à la suite de diverses contestations, les États décidèrent en 1502 que les prélats devraient toujours à l'avenir se faire représenter par des gens d'Église²¹, décision qui ne fut pas strictement observée : dès 1503, l'évêque de Mende envoyait un procureur laïque mais les États refusèrent de le placer « au siège des vicaires » et le firent siéger « après monseigneur le lieutenant Nicolay, procureur de Viverois »²².

Dans certaines assemblées, au caractère il est vrai assez particulier, les membres du Clergé se contentent d'envoyer une procuration à l'un des leurs, souvent l'évêque de la ville où siègeront les États, ou à un clerc qui, de par ses fonctions, est obligé de s'y rendre²³. Cette pratique des procurations multiples est assez rare. Lorsque, cas fréquent, l'un des prélats de Languedoc est commissaire du roi, son église a, en général, un représentant dans l'assemblée²⁴.

Certains évêques de la province ont fait preuve d'une remarquable assiduité. Durant la vingtaine d'années que dura son épiscopat, Jean de Corguilleray, évêque de Lodève, a assisté à dix sessions au moins, dont trois à titre de président, et seules les lacunes de notre information ne permettent pas d'affirmer qu'il y fut plus souvent²⁵.

17. Les chapitres sont encore régulièrement convoqués en 1434 (Arch. nat., K 63, n. 38) et en 1445 (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 9). En 1466, le vicaire de l'évêque et de prévôt de l'église de Mende assistent tous deux aux États (Bibl. nat., fr. 23263, n° 2); en mai 1478, maîtres Jacques de Césac, doyen du Puy, et Pierre Odin, official, sont tous deux présents (Bibl. nat., fr. 23264, n° 35).

18. Ainsi à Toulouse en 1419, Jean Coursier et Bernard d'Ibos, qui allaient devenir respectivement évêques de Condom et de Bazas (Toulouse, AA 102).

19. L'official de Maguelonne en 1472 (Bibl. nat., fr. 20409, n° 22), du Puy en 1469 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 20) etc...

20. En 1477, P. Boyer est « transmis » de l'évêque de Carcassonne (Bibl. nat., fr. 23264, n° 22); Claude Albenaci, lieutenant de Nîmes, représente l'évêque de cette ville en 1478 (*ibidem*, n° 35); P. Potier, receveur des gages du parlement et du diocèse de Toulouse, vient aux États pour l'archevêque de Toulouse en 1502.

21. Haute-Garonne, C 2276, f. 44 v°.

22. *Ibidem*, f. 82.

23. En novembre 1436, l'évêque de Béziers a procuration de trois évêques et un abbé; l'évêque de Laon, qui est pourtant commissaire du roi, représente les évêques de Nîmes et Maguelonne; son clerc, Faverot, en représente deux autres (Bibl. nat., fr. 23915, f. 16).

24. L'évêque du Puy agit ainsi en 1466, 1469, 1472 (Bibl. nat., fr. 23263, f. 3; fr. 22406, n° 20; fr. 20409, n° 22) et l'évêque d'Albi fait de même en 1477 et 1478 (fr. 23264, n° 22 et 35).

25. Sessions de mars et juillet 1463, 1464, 1466, 1468, 1469, 1472, 1477, 1482, 1484.

L'évêque du Puy, Jean de Bourbon, est venu presque chaque année, d'abord à titre de représentant du Clergé, puis comme commissaire du roi; seule, sa disgrâce, sous le règne de Louis XI, le tiendra quelque temps éloigné, mais, même alors, il ne négligera pas de se faire représenter, les répartitions d'épices en font foi, et il reviendra, toujours comme commissaire du roi, au début du règne de Charles VIII²⁶.

Mais bien souvent, les prélats omettent de venir et ne se font pas représenter : déjà, en 1428, les prélats de la sénéchaussée de Beaucaire n'avaient pas envoyé de procureurs²⁷; aux États de Béziers, en 1435, il n'y avait que deux évêques²⁸. Sous Louis XI, le nombre des clercs est aux environs de la dizaine²⁹; par la suite, il diminue encore : en février 1498, un seul évêque présent (celui de Maguelonne) et huit vicaires³⁰; un évêque et six vicaires en décembre de la même année³¹. En 1501, il faudra admettre l'évêque de Rieux à la présidence bien qu'il ne soit pas encore consacré³²; en octobre 1502, on doit demander à l'évêque du Puy, l'un des commissaires du roi, d'abandonner sa charge et de présider pour le pays « car n'y avoit aucun prelat du pais pour présider, mais tant seulement leurs vicaires »³³. En 1505, à Nîmes, aucun prélat n'est présent à la séance d'ouverture des États le 12 décembre et il faut attendre le 15 pour voir apparaître l'évêque, pourtant voisin, de Maguelonne³⁴. Quant aux assemblées, il est vrai mineures, de juillet 1512 et août 1513, elles furent présidées par les vicaires de Narbonne et du Puy³⁵. Un tel absentéisme devait finir par soulever les protestations des États qui demandèrent un jour au roi de contraindre les prélats à comparaître, en personne ou par procureur, en édictant au besoin contre eux des sanctions pécuniaires³⁶.

26. J. de Bourbon assiste aux Etats de 1451, 1452, 1454, 1455, 1456, 1459, 1460, 1464; il est commissaire du roi de 1466 à 1470 et en 1472-73. Commissaire désigné pour l'assemblée de 1474, il fut destitué deux jours avant la réunion. Il est a nouveau commissaire en 1485.

27. Montpellier, arm. F, cass. 7, Louvet 3067.

28. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862.

29. Un archevêque, cinq évêques et plusieurs vicaires en 1464 (Doléances de 1464). Cinq évêques et cinq vicaires en 1466 (Bibl. nat., fr. 23263, n° 2). Cinq évêques et un official en 1469 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 20). Quatre évêques, six vicaires et un official en 1472 (Bibl. nat., fr. 20409, n° 22). Un archevêque, un abbé, trois vicaires et un procureur laïque en 1477 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 22). En 1478, un évêque, un abbé, cinq vicaires, un archidiacre, un doyen, un official, un procureur laïque, représentent neuf diocèses (*Ibidem*, n° 35). Deux évêques et cinq vicaires en 1482 (Bibl. nat., fr. 23266, f. 2).

30. Ceux des archevêques de Toulouse et Narbonne, des évêques du Puy, de Mende, Lavaur, Nîmes et Saint-Papoul (Haute-Loire, 501 C 5720).

31. Evêque de Maguelonne, vicaires de Narbonne, Le Puy, Mende, Nîmes, Saint-Papoul et Uzès (Haute-Loire, 501 C 5442 bis).

32. Ce qui souleva les protestations du vicaire de Narbonne.

33. Seuls huit prélats s'étaient fait représenter (Haute-Garonne, C 2276, f. 43).

34. *Ibidem*, f. 124 et 229 v°.

35. Haute-Garonne, C 993, f. 66 et 103.

36. « Soit donc le plaisir du roi... enjoindre a messeigneurs les prelatz sur grandes peynes a prendre sur leur temporel qu'ils se trouvent chacune année esditz Estatz ou envoyer vicaires califiéz et notables personnages pour eulx, pour et affin que le pouvre peuple qui fait bien son devoir de payer les decimes et autres droictz ausditz prelatz par eulx soyent conseilliés de

Ce peu d'empressement n'avait certes pas pour cause le manque d'honneurs, car le clergé jouit aux États de nombreux privilèges honorifiques : la présidence est toujours assurée par un de ses représentants, tous ses membres occupent une place d'honneur à la droite du président et « aux opinions tout premier parle l'Église »³⁷. D'autre part, il y avait des avantages matériels : les évêques qui viennent en personne touchent une part importante d'épices variable avec la dignité du prélat, mais toujours appréciable³⁸; leurs vicaires sont également défrayés de leurs dépenses par les États.

L'absence des prélats s'explique, bien plutôt, par le fait que l'intérêt principal des États leur échappait de plus en plus : ils consentaient sans doute à l'octroi pour leurs sujets, mais eux-mêmes n'avaient pas, en principe, à payer les tailles et, bien vite, la part de leurs sujets a été déterminée comme une quote-part de la taille du diocèse civil³⁹, répartie à l'assiette diocésaine; de plus, Charles VII n'a pas continué la pratique qu'il avait instaurée au début de son règne de profiter de la venue aux États du clergé de Languedoc pour se faire accorder par lui des subsides particuliers⁴⁰. A partir de 1432, en effet, il préfère s'adresser à l'ensemble du clergé de son royaume; l'assemblée du clergé de France va prendre peu à peu sa physionomie définitive. Dès lors, le clergé languedocien aura surtout à défendre un petit nombre de privilèges, ceux notamment qui étaient relatifs aux juridictions ecclésiastiques; mais ces privilèges n'étaient pas particuliers au clergé de Languedoc et, sur ce point, la majorité des États lui était peu favorable. On comprend donc que le clergé, préférant agir plus efficacement par d'autres moyens, ait négligé une institution qui, à ses yeux, n'avait que peu d'utilité.

SECTION II : LA NOBLESSE

Pas plus que le clergé la noblesse ne semble avoir mis grand empressement à venir aux États; il est vrai qu'il est fort difficile, vu l'absence de documents, d'établir avec précision le nombre de ses représentants et d'en définir le rôle exact.

On peut constater, en lisant les listes de convocation qu'a publiées Dom Vaissète⁴¹ que, jusqu'aux alentours de 1450, on convo-

ce qu'ils y ont affaire et traicter des affaires et negosses dudit pays » (Doléances de 1511, art. 12). Les commissaires du roi trouvent l'article raisonnable.

37. P. just. n° 25.

38. Les sommes varient entre 80 et 200 l. en 1466 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 2); entre 50 et 110 l. en 1469 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 20) etc...

39. Ainsi, la part du diocèse de Toulouse est répartie, lors de l'assiette, entre les diverses localités du diocèse civil et le « temporel de monseigneur l'archevêque de Toulouse » (Haute-Garonne, C 992 et 993).

40. Une décime et demi à Carcassonne en 1423 (Hérault A 9, f. 156 v°); deux décimes à Espaly en 1425 (*Ibidem*, f. 159 v°); une décime à Méhun sur Yèvre en 1425 (*Ibidem*, f. 199, 238, 242); une encore à Béziers en juillet 1431 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1110).

41. Dom Vaissète a eu à sa disposition les registres des comptes des sénéchaussées qui étaient alors conservés dans les archives de la Chambre des Comptes de Montpellier et qui ont aujourd'hui disparu. Il est regrettable qu'il

quait aux États un certain nombre de barons dont les terres étaient situées en dehors des limites du Languedoc proprement dit. On a, pour justifier cette anomalie, invoqué la coutume; en réalité, on n'a pas suffisamment remarqué que les très hauts barons qui figurent sur ces listes, tels que les comtes d'Armagnac, d'Astarac et de Foix, le sire de Mauléon, etc..., n'ont été convoqués qu'à des assemblées que le roi a présidées ou se proposait de présider en personne⁴², ce qui montre bien, entre parenthèses, qu'à cette époque les États de Languedoc ne sont pas encore une assemblée provinciale, mais bien les États Généraux de tout le Midi de la France⁴³. Quant à ceux d'entre ces barons qui ont aussi paru à des assemblées présidées par le seul comte de Foix, il ne faut pas oublier que ce dernier était lieutenant général du roi en Languedoc et en Guyenne; il est donc tout naturel qu'il ait songé à réunir les États de tout son gouvernement⁴⁴.

Les barons de Languedoc étaient des personnages de bien moindre importance; il semble qu'on les ait tout d'abord convoqués en assez grand nombre⁴⁵, sans qu'on puisse dire les raisons qui faisaient appeler tel ou tel seigneur en particulier. En tout cas, il semble que dès cette époque les barons entraient aux États à titre de titulaires d'une seigneurie et non à celui de représentants de la classe noble⁴⁶.

n'ait pas publié in extenso les comptes relatifs aux convocations des États. Le compte de convocation des ressortissants de la sénéchaussée de Carcassonne en 1432 se trouve : Arch. nat., K 63, n° 21; Isambert, *Recueil des Anciennes Lois Françaises*, t. VIII, p. 842, a publié celui de 1436 pour les diocèses de Mende et d'Uzès, d'après une copie Fontanieu (Bibl. nat., nelles acq. fr. 7628, f. 167). Celui de 1434 pour les diocèses d'Uzès et de Viviers est conservé : Arch. nat., K 63, n° 38.

42. Le comte de Foix fut convoqué aux États de Béziers (décembre 1436) et du Puy (mai 1439); le comte d'Astarac, aux États d'Espaly (janvier 1425) et du Puy (mai 1439); le comte d'Armagnac, à Vienne (1431, États non tenus); le sire de Mauléon, en 1425 et 1431. (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1081, 1109, 1125, 1132).

43. C'était encore le cas à Vienne, en avril 1434, où étaient représentés les « procureurs et gens de plusieurs Estatz de nos pays de Languedoc, Guienne, Rouergue et Quercy » (Hérault, A 10, f. 268).

44. Le comte d'Astarac assiste aux États de Toulouse en juillet 1419 (Toulouse, AA 102); les comtes de Foix et de Comminges étaient représentés à Carcassonne en 1423 (Toulouse, AA 87, n° 3), le vicomte de Couserans était à Montpellier en 1424 et 1426, à Béziers, en 1428 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1078, 1091, 1097). Le sire d'Albret assistait aux États de Béziers d'août 1428 et, à ces États, étaient aussi présents les représentants des villes d'Agenais, Condomois, de Marmande, de Cahors et autres villes de la frontière de Guyenne (Doléances de 1428, art. 27).

45. Dom Vaissète en cite vingt huit pour les seules sénéchaussées de Carcassonne et Toulouse en 1426 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1091) et, à cette époque, on convoquait aussi tous les barons de Gévaudan et de Vivarais car le système du tour n'existait pas encore pour ces pays. On convoquait certains d'entre eux qui, par la suite, ne participeront pas au tour, tels ceux d'Arpajon (1431), de Barre (1434, 1435, 1436, 1445), de Montrodat (1435) pour le Gévaudan.

46. Au début du xv^e siècle, certains personnages semblent mandés à titre personnel : en 1426, on trouve ainsi sur les listes de convocation : Roger d'Espagne, Alzias de Rigaud, le bâtard de Comminges, etc.; par la suite, les barons entrent aux États à titre de titulaires d'une seigneurie déterminée et y siègent, quelle que soit leur qualité personnelle, au rang attribué à cette seigneurie. En 1501, les États décident que le commis du comte d'Alès précèdera celui du vicomte de Polignac « s'il est mandé venir comme comte d'Alès, autrement non ». Une seule exception sera faite en 1505 en faveur du vicomte de Narbonne « attendu que ledit monseigneur de Foix est du sang royal » (Haute-Garonne, C 2276, f. 8 v^o et 126).

Les difficultés auxquelles on se heurte lorsqu'on examine les questions intéressant la représentation du deuxième ordre aux États de Languedoc sont de plusieurs sortes. Les unes tiennent au fait que les documents dont on peut disposer pour le xv^e siècle, documents dispersés et isolés, ne donnent jamais un état complet des personnalités convoquées, présentes ou représentées à telle ou telle assemblée, les autres proviennent de ce que dans ces documents la désignation des personnes est moins rigoureuse pour les nobles que pour les représentants des deux autres ordres. Si les membres du clergé mentionnent toujours leur titre épiscopal ou abbatial, si les députés de l'état commun voient de façon normale le nom de la ville qui les a délégués figurer dans leur appellation, une confusion extrême règne en ce qui concerne la noblesse. Par suite d'héritages, de partages, d'achats, d'échanges, certains barons cumulent les seigneuries et les titres; ils ont tendance, au gré de leur fantaisie, à adopter l'un ou l'autre d'entre eux; en général, ils préfèrent le plus illustre, mais alors, un examen superficiel pourrait faire conclure de la présence aux États d'éléments nobles étrangers au Languedoc. Ce n'est pas le cas : si le roi de Hongrie, si, plus tard, le comte de la Marche ou le duc de Nemours ont eu entrée à l'assemblée, c'est parce qu'ils étaient aussi comtes de Castres; le personnage qui, dans les répartitions d'épices, se fait appeler tantôt monsieur de Montpensier et tantôt le comte dauphin d'Auvergne, n'est autre que le seigneur de Mercœur en Gévaudan; le comte de Villars (en Savoie) est aussi vicomte en partie de Lautrec et seigneur de Roche-en-Régnier en Velay. Le chef de la famille Clermont-Lodève est vicomte de Nébouzan; à partir de 1447, Gaston de Foix, ayant acquis la vicomté de Narbonne, se fait représenter aux États.

Quels sont donc les barons languedociens qui, au cours du xv^e siècle, ont été appelés à l'assemblée? Un premier examen permet de constater que les plus nombreux avaient leurs possessions sur le territoire de la sénéchaussée de Carcassonne. En premier lieu, on peut citer les membres de la famille de Lévis, installée dans le Midi depuis la Croisade contre les Albigeois.

Dans la première moitié du siècle, cinq branches de la famille ont paru aux États : d'abord son chef, le seigneur de Mirepoix, convoqué en 1426 et 1428, présent en 1436 et 1441⁴⁷, jouera un rôle de premier plan aux États de la fin du siècle⁴⁸. Le seigneur de Lérans est appelé en 1428, 1432, 1435, 1436⁴⁹; celui de Florensac en 1435, 1440 et 1441⁵⁰; le comte de Villars, sire de la Roche,

47. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1091, 1097; Bibl. nat., fr. 23915, n° 17. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°; Bibl. nat., fr. 20594, n. 34.

48. Il était alors sénéchal de Carcassonne; v. les procès-verbaux des États de janvier 1497, février et décembre 1498, octobre 1500.

49. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1097; t. X, preuve n° 862; Arch. nat., K 63, n° 21; Bibl. nat., fr. 23915, n° 17. Un de ses descendants aura entrée aux États de 1523, 24, 29, 32, 33, 41 (S. Olive, *Archives du Château de Lérans*, t. IV, p. 549).

50. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862; S. Olive, *Archives...*, t. IV, p. 126; Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°.

paraît en 1425, 1436, 1439, 1456, 1458, 1464, 1466⁵¹; son fils, seigneur de Vauvert, en 1436, 1439, 1452⁵². Les trois dernières seigneuries citées sortiront de la famille de Lévis dans le courant du siècle, mais les acquéreurs auront, à ce titre, entrée aux États : la seigneurie de Florensac fut apportée par mariage à la famille de Crussol en 1452⁵³; celle-ci, dont le représentant avait déjà participé à diverses assemblées pour sa seigneurie de Crussol en Vivarais⁵⁴, eut l'occasion, à la suite d'un nouveau mariage, de recueillir la vicomté d'Uzès, dont le titulaire avait, lui aussi, siégé auparavant aux États⁵⁵. Les armoriaux du xvii^e siècle précisent que le droit d'entrée à l'assemblée pour le comte d'Uzès vient de sa terre de Florensac⁵⁶.

D'autre part, le dernier comte de Villars dissipa son patrimoine, abandonna ses droits sur Lautrec⁵⁷ et vendit avant le 14 octobre 1459 la seigneurie de Vauvert à Jean le Forestier, contrôleur de la recette générale de Languedoc⁵⁸, qui participa aux États de 1477, 1478, 1480⁵⁹. Sa femme et héritière remit, dès 1495, la seigneurie à son second mari, Gaillardet de Montcalm, bailli de Marvejols, qui, sous le nom de monsieur de Vauvert, fut l'un des animateurs des États à partir de 1497⁶⁰.

Dans la sénéchaussée de Carcassonne où les Lévis avaient leurs principaux intérêts, nombreuses sont encore les baronnies qui virent leur titulaire paraître en des assemblées d'États : la vicomté de Narbonne, achetée au dernier des vicomtes héréditaires, Pierre de Tinières, par Gaston IV de Foix, permet à celui-ci d'envoyer un procureur le représenter en 1458 à Carcassonne⁶¹; lui succèdent son fils puîné, le comte d'Étampes, puis son petit-fils : l'illustre

51. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1087, 1121, 1122, 1137; Bibl. nat., fr. 22406, n° 12; *Clairambault* 172, n° 133; P.O. 3002, Villars, n° 73; fr. 23263, f. 2.

52. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1087, 1118, 1122, 1137; *Clairambault* 172, n° 138.

53. S. Olive, *Archives...*, t. IV, p. 122.

54. Convoqué en 1434, 1439, 1445 (*Arch. nat.*, K 63, n° 38; *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1132; t. XI, p. 12), le seigneur de Crussol participera par la suite au tour des barons de Vivarais.

55. Appelé en 1419, 1425, 1434, 1436, 1439, 1445 (Toulouse, AA 102; *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1087; t. XI, p. 12); *Arch. nat.*, K 63, n° 38; Bibl. nat., n. acq. fr. 7628, f. 167). Le vicomte d'Uzès est régulièrement représenté aux États de 1497, 1498, 1500.

56. Bèjart, *Liures des tiltres... des seigneurs barons des Estats généraux de Languedoc*; J. Beaudeau, *Armorial des Estats de Languedoc*.

57. La part de la vicomté de Lautrec qui appartenait à Jean de Lévis, comte de Villars, fut vendue en 1466 et passa en 1480, par le mariage de l'héritière de l'acquéreur à Huet d'Amboise, seigneur d'Aubijoux, commissaire du roi aux États de 1484 (S. Olive, *Archives...*, t. IV, p. 90).

58. P. Falgairolle, *Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Vauvert*, p. 76-83.

59. Bibl. nat., fr. 23264, n° 22, 35; P. Falgairolle, p. 78.

60. Voir ses interventions dans les procès-verbaux conservés pour les années 1497-1503. Il est, notamment, l'un des délégués du pays au roi après les États de Tournon, décembre 1503 (Haute-Garonne, C 2276, f. 141). Gaillardet de Montcalm, bien qu'institué héritier par sa femme, dut abandonner, en octobre 1515, la baronnie de Vauvert, après procès, au représentant d'une autre branche de la famille de Lévis, Louis seigneur de la Voulte (P. Falgairolle, *Mémoires...*, p. 83). En 1680, le droit d'entrée aux États fut transféré de la seigneurie de Vauvert à celle de Rouairoux (Gastelier de la Tour..., p. 96).

61. G. Leseur, *Histoire de Gaston IV de Foix*, t. II, p. 337.

Gaston de Foix est l'objet d'un traitement de faveur⁶²; mais Louis XII lui ayant fait don du duché de Nemours en échange de sa vicomté, celle-ci fut réunie à la couronne et, de ce jour, le nom de Narbonne disparaît des délibérations des États. On n'y rencontre pas davantage alors les descendants des arrière-cousins des premiers vicomtes héréditaires de Narbonne, les seigneurs de Talairan qu'on y avait vus auparavant⁶³.

Le comté de Castres connaît un sort analogue. Quel qu'en ait été le titulaire (comte de la Marche et de Vendôme, comte d'Armagnac, duc de Nemours, ou le favori de Louis XI, Boffile de Juge), il déférait volontiers aux convocations qu'il recevait⁶⁴. Le rattachement du comté à la couronne aura pour effet, là aussi, de rompre une tradition fort ancienne.

Deux autres familles, celles des Voisins et des Thésan, ont détenu diverses seigneuries qui les font figurer sur les listes de convocation de la sénéchaussée de Carcassonne : chez les premiers, la branche de Couffoulens acquiert une partie de la seigneurie de Lautrec et la seigneurie d'Ambres au diocèse de Castres en 1418⁶⁵; la branche d'Arques au diocèse d'Alet, s'éteindra au xvi^e siècle, mais le possesseur de la seigneurie continuera à venir aux États jusqu'en 1732⁶⁶. Quant à la famille de Thésan, elle n'a pas moins de trois représentants aux États de Béziers de 1435 : les sires de Poujols, Saint-Geniès et Thésan⁶⁷.

Toujours dans la sénéchaussée de Carcassonne, certains représentants des barons ont fait preuve d'une grande assiduité : Odet le Bart, seigneur de Capendu⁶⁸, Antoine de Salsan, seigneur de Murviel⁶⁹, Jean Fabre, seigneur de Puymisson⁷⁰; le plus assidu

62. En 1505, « attendu que ledit monseigneur de Foix est de sang royal » son procureur opinera le premier (Haute-Garonne, C 2276, f. 126).

63. Un auteur du xviii^e siècle (P. Louvet, *Remarques*, p. 184) prétend que la baronnie de Talairan perdit sa séance au profit de la baronnie de Rieux parce qu'elle tomba en roture. L'explication ne vaut pas pour le xv^e siècle, les seigneurs de Rieux et de Talairan figurant tous deux dans les convocations de 1426 et 1432.

64. Le comte de Castres est représenté en 1419 (Toulouse, AA 102), 1426 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1091), 1432 (Arch. nat., K 63, n° 21), 1463, 1466, 1472, 1478 (Bibl. nat., fr. 25713, n° 42; P. O. 1999, Mons, n° 24; fr. 23263, f. 2; fr. 20409, n° 22; fr. 23264, n° 35). On le trouve pour la dernière fois en 1502 (Haute-Garonne, C 2276, f. 43).

65. Convoqué en 1426 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1091), présent en 1428 (Bibl. nat., fr. 25710, n° 58), en 1480 (P. O. 3038, Voisins, n° 12), en 1498. Le seigneur d'Ambres entre aux États jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

66. Son droit d'entrée est alors transféré sur la terre d'Avejean. Le seigneur d'Arques figure aux États de 1426, 1432.

67. Le noble Raymond de Thésan y représente en effet Pons VII seigneur de Poujols et Guillaume de Thésan, seigneur de Saint-Geniès de Fontédit (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862). Sur la généalogie de la famille, voir; Thezan de Saint-Geniès, *Le fonds de Thezan aux archives du château de l'Hermitage (Hérault)*.

68. Présent en 1426, 1435 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1091; t. X, preuve n° 862), 1436 (Bibl. nat., P.O. 192, le Bard, n° 2), 1441 (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°). En 1497, un de ses descendants affirme que « le roi lui a toujours mandé d'assister aux États » (Haute-Garonne, C 2276, f. I).

69. Convoqué en 1428 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1097) 1432 (Arch. nat., K 63, n° 21) 1435 où il est présent *nomine suo proprio et ut procurator omnium nobilium dominorum totius vicarie Bitteris*, 1436 (fr. 23915, n° 17).

70. Présent en 1448, 1454, 1463, 1464, 1466 (Bibl. nat., P.O. 1092, Fabre, n°s 1, 2, 3, 5; fr. 20594, n° 38; 23263, f. 2; 25713, n° 42).

de tous est Pons Guilhem de Clermont-Lodève⁷¹ qui est l'un des négociateurs le plus souvent choisi par le pays. Enfin, douze autres personnages, qui avaient leurs terres situées dans la sénéchaussée de Carcassonne, ont eu épisodiquement entrée aux États, la plupart aux alentours des années 1425-1440. Ce sont les seigneurs de Gléon, La Palme, La Tour, Lautrec, Le Caylar, Lescure-en-Albigeois, Maureilhan, Monthbrun, Puchéric, Servian, Soupets, Yssalabre.

La sénéchaussée de Beaucaire, si l'on met à part les pays de Velay, Vivarais, Gévaudan, envoyait un nombre de nobles moins considérable : huit seulement figurent parmi ceux qui ont pu être retrouvés. En premier lieu, la seigneurie d'Alès pose un curieux problème : depuis le milieu du xiv^e siècle, il existait à Alès des comtes, de la famille de Beaufort, et des seigneurs, de la vieille dynastie locale des Pelet. Si les rôles de convocation mentionnent, en général, le seul comte d'Alès⁷², et si ce dernier occupe au xv^e siècle la première place fixe aux États, le seul document explicite que nous possédons pour le xv^e est une procuration donnée par Guy Pelet à son délégué lors de la réunion de 1426⁷³. Il est vrai qu'un ordre de paiement en faveur d'un messenger parle d'une convocation adressée en 1439 aux comte et seigneur d'Alès⁷⁴, ce qui pourrait faire supposer qu'à l'époque on les convoquait tous les deux. Quoi qu'il en soit, le baron d'Alès ne s'est pas rendu souvent aux États; de 1440 à 1515 on ne l'y voit figurer qu'une fois en 1509⁷⁵. Au contraire, le vicomte d'Uzès y vient volontiers, de même que les seigneurs de Vauvert et de Calvisson⁷⁶. Quatre autres personnages, les barons d'Anduze⁷⁷, Ganges⁷⁸, Montfaucon⁷⁹ et Murles⁸⁰ complètent cette liste assez brève.

Aux derniers siècles de la monarchie, peu de baronnies avec droit d'entrée aux États se trouvaient situées dans la sénéchaussée de Toulouse; il y en avait trois : Saint-Félix-de-Caraman, Lanta

71. Pons de Clermont a participé au moins aux Etats de 1431 (Bibl. nat., *Doat* 159, f. 167) 1432 (Arch. nat., K 63, n° 21) 1436 (Bibl. nat., fr. 23915, n° 16) 1439 (Arch. nat., K 68, n° 8) 1442 (Bibl. nat., fr. 26072, n° 4930) 1443 (Bibl. nat., *Clair*, 153, n° 53) 1446 (Arch. nat., KK 648, f. 157) 1448 (Bibl. nat., *Clair*, 153, n° 59) 1449 (n° 58). Commissaire du roi de 1462 à 1467. Son fils, Tristan Guilhem assiste aux Etats de 1477 (Bibl. nat., *Clair*, 153, n° 65); commissaire du roi en 1480, 1481, 1484; présent aux Etats de 1498 et 1503.

72. Ainsi en 1436 (Bibl. nat., n^{des} acq. fr. 7628, f. 167).

73. Alès, I S 3, n° 15.

74. Arch. nat., K 64, n° 35.

75. Haute-Garonne, C 2276, f. 295 v°. Les droits du comte d'Alès ont été renforcés par la disparition de Guy Pelet, qui mourut en 1446 ne laissant que des filles (*Recherches historiques sur la ville d'Alès*, p. 177, 181, 182).

76. Pour Uzès et Vauvert, voir ce qui a été dit sur la famille de Lévis. Pour Calvisson; Louis Louvet, qui a acquis la baronnie par mariage, assiste aux Etats de 1456, 1463, 1471 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 12; fr. 25713, n° 42; P. O. 1763, Louvet, n° 8). Les procès verbaux attestent sa présence en 1498, 1501, 1502.

77. En 1428 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1097).

78. En 1426, 1435, 1436, 1439, 1440 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1087, 1132; t. X, preuve n° 862; Bibl. nat., fr. 23915, n° 16; P.O. 1119, Fayette, n° 13). Ganges entre aux Etats jusqu'à la fin du xviii^e s.

79. Il s'agit de la baronnie de Montfaucon près de Roquemaure. Convoqué en 1437 et 1440 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1125, 1139). Présent en 1498.

80. En 1435, 1439, 1440 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1132, 1139; t. X, preuve n° 862).

et Castelnau-d'Estrétefonds. Les deux premières étaient déjà convoquées au xv^e siècle; le vicomte de Caraman était même assez assidu⁸¹. Les listes de convocation qu'a publiées Dom Vaissète citent encore Montclar, Montpezat, Puycornet en 1426, Noailles en 1435. Mais l'usage suivi par la ville de Toulouse d'inclure fréquemment dans sa délégation des chevaliers accroît le nombre des nobles de la sénéchaussée; ces chevaliers, quoique n'ayant pas reçu de convocation personnelle, sont souvent désignés du nom de leur seigneurie et sont choisis parfois pour représenter la noblesse dans les ambassades élues par les États⁸². Il en est ainsi de Jacques et Bertrand de Montaut, seigneurs de Puydaniel⁸³, de Jean Rigaud, seigneur d'Aigrefeuille⁸⁴, des seigneurs de Castelnau-d'Estrétefonds⁸⁵, Clermont⁸⁶ et Auterive⁸⁷, qui appartiennent tous trois à la famille des Ysalguier. De tous ceux-ci, seule par la suite la baronnie de Castelnau donnera entrée aux États.

Les pays très particularistes, situés au nord de la sénéchaussée de Beaucaire, ont élaboré des systèmes originaux de représentation de leur noblesse. Dans l'origine rien ne les distinguait sur ce point du reste du Languedoc; dès 1418, on voit un certain nombre de barons être appelés aux assemblées d'États sans qu'on puisse dire, ici comme ailleurs, les raisons qui avaient déterminé leur choix. Des noms reviennent constamment : pour le Gévaudan : Apchier, Barre, Canillac, Cénaret, Peyre, Tournel, Montrodât, Arpajon⁸⁸; pour le Velay : Chalençon, Goudet, Polignac; pour le Vivarais : Brion, Crussol, Joyeuse, Montlaur, la Roche, Tournon. Mais les barons de ces régions éloignées prirent l'habitude de donner procuration à l'un ou plusieurs d'entre eux pour aller en leur nom assister aux États. Le cas apparaît nettement en Gévaudan dès 1438, où Louis de Taulignan, seigneur de Barre, reconnaît avoir été « pour les nobles du pays de Gévaudan » aux États de Béziers⁸⁹.

81. Il préside aux délibérations des États de Toulouse en 1419 (Toulouse, AA 102). Il est convoqué ou présent en 1424, 1426, 1428, 1431, 1435, 1436, 1437, 1439, 1440, 1441, 1455 (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1081, 1097, 1109, 1125; t. X, preuve n° 862; Montpellier, BB 194, Bibl. nat., fr. 23915, n° 16; P.O. 599, Carmaing, n° 35; fr. 20594, n° 34; Arch. nat., K 65, n° 8; KK 648, n° 150). Le seigneur de Lanta est présent en 1419, convoqué en 1424, présent en 1425 (Bibl. nat., P.O. 1648, Lantar, n° 14), convoqué en 1426 et 1431.

82. C'est le cas de J. Rigaud en 1441 et 1446 (Toulouse, BB 181; *Pièces à l'appui des comptes*, 1445-46, n° 51).

83. Toulouse, BB 5, p. 40; BB 7, p. 45; Bibl. nat., fr. 23915, n° 17; *Clair*. 181, n° 26).

84. Il fait partie de la délégation toulousaine de 1418, 1419, 1432, 1434, 1436, 1441, 1445 et 1446 (Toulouse, CC 2327, n° 38; BB 3, f. 36; *Comptes* 1431, f. 107 v° et 113; BB 7, p. 38; *Pièces à l'appui des comptes* 1442-45, n° 11; 1445-46, n° 51; Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°).

85. François d'Ysalguier assiste aux États de 1419 (Toulouse, AA 102).

86. D'après Ph. Wolff, *Une famille... les Ysalguier...*, ceux-ci formaient quatre branches au xv^e siècle : Clermont, Castelnau, Fourquevaux-Auterive et Mérimville. Pierre seigneur de Clermont assista à l'assemblée de 1425 (Toulouse, layette 33), son fils Odet à celles de 1451 (*Pièces à l'appui des comptes*, 1450-51, n° 2) et 1458 (Bibl. nat., P. O. 3057, Ysalguier, n° 41).

87. Jacques d'Ysalguier envoyé aux États de 1436, 1437 (Bibl. nat., fr. 23915, n° 16; P.O. 3057, Ysalguier, n° 38) 1438 (Toulouse, lay. 33).

88. En 1436, quatre seigneurs de Gévaudan avaient, au moins, reçu une convocation, ceux de Barre, Tournel, Apchier et Peyre (Bibl. nat., n^{lles} acq. fr. 7967, f. 158).

89. Quittance de 80 l. t. (Bibl. nat., P.O. 2801, Taulignan, n° 5).

Il répète la formule en février 1441⁹⁰; il fait partie, en 1442, de la délégation du diocèse de Mende, mais il est cette fois accompagné du seigneur de Grabiac⁹¹. En 1446, cette même délégation comprend trois membres⁹². Puis, pendant plus de vingt ans, à de rares exceptions près⁹³, Louis de Taulignan assumera la représentation du pays de Gévaudan⁹⁴. Sa présence répétée montre bien qu'il ne saurait être alors question de tour; d'ailleurs, après sa disparition, on constate qu'à Montpellier, en 1472, le Gévaudan est représenté par l'envoyé du comte dauphin d'Auvergne, seigneur de Mercœur, et par un commis de Gévaudan⁹⁵. Si, aux États de 1474, Astorg, seigneur de Peyre, reçoit cent cinquante livres tournois « pour son voiage d'avoir esté en ladite assemblée pour l'estat des nobles dudit diocese »⁹⁶; si, en mai 1477, on voit citer un procureur des barons de Gévaudan, en 1478, monsieur d'Apchier assiste aux États d'Annonay à côté d'un envoyé des nobles dudit pays⁹⁷. Suivent vingt ans de silence; lorsque les documents réapparaissent, le tour des huit barons de Gévaudan est organisé, mais on n'en peut fixer le point de départ avec précision⁹⁸.

On est mieux renseigné en ce qui concerne le Vivarais. En 1435, les barons de la région envoient à Béziers un procureur⁹⁹. Puis quelques quittances attestent la présence de l'un d'eux aux États; les plus anciennes ne précisent pas leur qualité et se bornent à déclarer qu'ils sont venus à l'assemblée de l'ordonnance et man-

90. Bibl. nat., fr. 26069, n° 4478. Il paraît être également le seul seigneur de Gévaudan présent à la délibération des États du 21 novembre 1441 (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°).

91. Bibl. nat., fr. 25711, n° 161.

92. C'étaient : François d'Apchier, en représentation de mm. d'Albi, Apchier et Rochebaron; Louis de Taulignan, qui représentait les seigneurs de Peyre, Randon, Florac et lui-même; Jehan Everart, qui venait au nom de m. de Tournel (Bibl. nat., fr. 23901, f. 5 v°).

93. Aux États de 1452, la représentation des nobles de Gévaudan est assurée par Astorg de Pierre, seigneur de Peyre (Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 5849, n° 432) et Pierre Gary, seigneur de Tournel (Bibl. nat., P.O. 1430, Guérin, n° 4; P.O. 2867, Tournel, n° 5). En 1464, le seigneur d'Apchier est présent aux côtés de Louis de Taulignan (*Doléances*). En août 1468, Glaude d'Apchier est là (Bibl. nat., P.O. 78, Apchier, n° 9).

94. En 1447, 1448, 1450, 1451, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1463, 1464, 1466, fév. 1468, 1469 (Bibl. nat., P.O. 2801, Taulignan, n° 10, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19; P.O. 201, Barre, n° 6; fr. 20594, n° 38; fr. 20881, n° 90; fr. 23901, f. 13 v° et 21 v°; fr. 25713, n° 42; fr. 26084, n° 6992).

95. Bibl. nat., fr. 20409, n° 22.

96. Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 5849, n° 468.

97. Bibl. nat., fr. 23264, n° 22 et 35.

98. J. Déniau, *Les États particuliers de Gévaudan*, p. 13, se contente de dire, avec Dom Vaissète, qu'il faut faire partir le tour des barons des dernières années du xv^e siècle. Celui-ci semble organisé, en effet, dès 1498, où le seigneur de Tournel entre aux États (Haute-Loire, 501 C 5442 bis); en 1502, c'est le seigneur d'Apchier; en 1504, le baron de Randon. Cependant, si ces dates sont exactes, le tour des barons au début du xvi^e siècle ne correspond pas à celui de 1563, le premier connu de façon certaine, qui voit se succéder : Mercœur, Apchier, Peyre, Cénaret, Le Tournel, Randon, Canillac, Florac.

99. Il s'agit d'Antoine Esparron *procurator baronum et nobilium patriarum Vivariensis et Valentiniensis ac Viennensis in regno* (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862). A. Le Sourd, *Essai ...* p. 35-36, le qualifie de simple procureur des barons. On le retrouve aux États de 1440 (*Ibidem*, p. 37).

dement du roi. Ainsi, Guy de Lestranges et de Boulogne est à Béziers en 1452 et 1459¹⁰⁰. Louis de Montlaur est présent en 1460, 1463, 1464¹⁰¹; le tour des barons de Vivarais n'existe donc pas encore; d'ailleurs, en mars 1463, le sire de Brion est aux côtés de Louis de Montlaur¹⁰². Le principe du tour a dû être admis quelques années plus tard; la présence de monsieur de Saint-Valier, baron de Privas, aux États de mai 1469¹⁰³, et celle d'Antoine de Lestranges à ceux tenus à Montpellier en 1474, auxquels l'intéressé déclare avoir assisté « pour le pays de Vivarois »¹⁰⁴, correspond à peu près au tour des dix barons tel qu'il fonctionnait au début du xvi^e siècle¹⁰⁵.

Le pays de Velay n'a pas suivi l'exemple de ses voisins et n'a pas adopté le système du tour. A l'origine, le vicomte de Polignac, les seigneurs de Chalencçon, Goudet, Mons, Rochebaron reçoivent des convocations. On ne sait s'ils y déféraient; en 1435, ils ont un procureur, le seigneur de Combret. Par la suite, si le sire de Chedrac est cité durant quelques années¹⁰⁶, deux seulement d'entre eux paraissent aux États, le vicomte de Polignac¹⁰⁷ et le seigneur de Mons. La situation de ce dernier n'est pas très nette, on le voit représenter tantôt le duc de Nemours, comte de Castres, tantôt le duc et les nobles de Velay, tantôt les nobles de Velay seuls. Peut-être y eut-il alternance entre ces deux barons pendant quelque temps¹⁰⁸, mais au xvi^e siècle, le vicomte de Polignac parviendra à se faire considérer comme le seul représentant des nobles de Velay aux États de Languedoc¹⁰⁹.

L'organisation des tours a eu pour effet de réduire considérablement le nombre des barons appelés : un seul viendra pour le Gévaudan au lieu de huit, un seul pour le Vivarais au lieu de dix et l'on s'achemine ainsi peu à peu vers la règle définitivement adoptée qui limitera le nombre des baronnies donnant entrée aux

100. Bibl. nat., P.O. 2480, Richier, n° 5; P.O. 1701, Lestranges, n° 5).

101. Bibl. nat., P.O. 2027, Montlaur, n° 18 et 29; fr. 25713, n° 42.

102. Bibl. nat., fr. 25713, n° 42. On peut citer encore parmi les seigneurs de Vivarais présents aux États : Tanguy de Joyeuse (Bibl. nat., *Clair.* 170, n° 41), Jacques de Tournon (*Clair.* 204, n° 8).

103. Bibl. nat., fr. 22406, n° 20.

104. *In quibus quidem Statibus ipse dominus de Lestrangis pro patria Vivariensi interfuit* (Bibl. nat., P.O. 1701, Lestranges, n° 9).

105. A. Le Sourd, p. 72, attribue l'organisation du tour à un accord passé entre les barons de Vivarais ou à une décision des États particuliers du pays. La première date certaine qu'il donne est 1478. Le tour a pris sa forme définitive à partir de 1498, date où les États de Vivarais ont pris l'habitude de faire assister le baron de tour à toutes les sessions d'États qui pouvaient se réunir dans une même année.

106. En 1459; 1463; 1464 (Bibl. nat., P.O. 730, Chedrac, n° 2; fr. 25713, n° 42, doléances de 1464).

107. Présence attestée en 1452 (*Clair.* 149, n° 106), 1463 (*Clair.* 188, n° 50), 1472 (fr. 20409, n° 22), 1478 (fr. 23264, n° 35), 1482 (E. Delcambre, *Les États du Velay*, p. 199), 1484 (Haute-Loire 501 C 6093).

108. M. de Mons assista aux États de 1477 et 1483; le vicomte à ceux de 1478, 1482, 1484. D'autre part, M. de Mons est procureur du vicomte en 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. I) mais il assiste aux États de 1498 sans qu'on lui donne cette qualité (Haute-Loire, 501 C 5720); le vicomte est présent ou représenté en décembre 1498, 1500, 1502.

109. Ainsi que l'a montré E. Delcambre, *Les États du Velay*, p. 201.

États à vingt-deux, c'est-à-dire à un nombre égal à celui des prélats¹¹⁰.

Mais, si le nombre des appelés diminue avec le temps, celui des assistants diminue bien davantage, et ce malgré la faculté qui leur fut toujours reconnue de se faire représenter¹¹¹. Déjà, en 1418, les États de Carcassonne avaient dû envoyer une lettre circulaire à la plupart des seigneurs de la sénéchaussée de Beaucaire pour les inviter à se joindre à eux¹¹². En février 1498, cinq barons étaient présents en personne et trois par procureurs¹¹³. Pour les années suivantes, nous n'avons pas de listes détaillées, mais, des noms que l'on trouve dans les procès-verbaux, on peut conclure qu'un petit nombre de barons s'intéressait aux États et que le plus grand nombre de ceux qui y venaient avaient leurs terres dans la sénéchaussée de Beaucaire où les traditions s'étaient mieux maintenues. Il ne semble pas qu'on ait immédiatement pris des mesures pour porter remède à un tel état de choses¹¹⁴.

SECTION III : L'ÉTAT COMMUN

Autant les deux autres ordres montraient peu d'empressement à venir aux États, autant, en règle générale, l'état commun¹¹⁵ prenait soin de s'y faire représenter. Ceci est dû aux circonstances historiques, puisque, nous l'avons vu, la renaissance des États en 1418 comme leur maintien en 1443 ont été avant tout l'œuvre

110. La règle vaut pour le xvii^e s.; elle n'est certainement pas établie au début du xvi^e où les baronnies ne sont pas encore nettement déterminées. Certains barons se présentant aux États se voient accorder ou refuser l'entrée selon qu'ils peuvent prouver ou non avoir autrefois siégé.

111. Les procurations données par les barons à leurs représentants ont pour la plupart disparu. On n'en connaît, pour le moment, qu'un seul exemple, celle donnée par G. Pelet, comte d'Alès à Pierre *Salvator* marchand de cette ville, aux États convoqués à Carcassonne pour le 20 avril 1426 (Alès, I S 3, n° 15).

112. Les exemplaires, adressés au vicomte de Polignac, aux seigneurs de Sénaret, Peyre, Tornel, Barre, Apchier, Canillac et Chalançon, se trouvent : Montpellier, AA 12. On ignore pourquoi ils n'ont pas été remis à leurs destinataires. L'année suivante, les commissaires bourguignons aux États d'avril 1419 adressèrent des lettres de rappel au même vicomte de Polignac, aux seigneurs de Laroche, Joyeuse, Montlaur, Barre, Rochebaron, Tornel (Montpellier, BB 44). Il faut noter d'ailleurs que beaucoup de villes n'étaient pas représentées à cette assemblée.

113. C'étaient : le sénéchal de Carcassonne (seigneur de Mirepoix), les seigneurs de Montfalcon, Calvisson, Vauvert et Mons; les procureurs du vicomte d'Uzès, des seigneurs de Barre et de Clermont-Lodève (Haute-Loire, 501 C 5720).

114. Quand, en 1419, le procureur du roi en la sénéchaussée de Toulouse eut requis la contumace contre les absents, le comte de Foix se borna à répondre qu'il y pourvoirait *taliter quod erit justum*. En fait, il se contenta d'interdire aux membres présents de quitter la ville sans autorisation (Toulouse, AA 102, p. 1, 3 et 4).

115. C'est le seul terme employé en Languedoc à cette époque : l'expression de « tiers, commun et bas état » ne sera utilisée que par Louis XI en décembre 1482 pour la convocation des assemblées des sénéchaussées qui devaient approuver le traité de paix avec l'Autriche (*Lettres de Louis XI*, t. X, p. 27 et Gignac, BB 59, f. 39 v°) et repris sous la forme de « tiers et commun état » mais à propos des États Généraux, dans les lettres de Charles VIII nommant ses commissaires à présider les États de mai 1484 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 102).

de cet ordre. Mais le mot ne doit pas faire illusion : la population languedocienne du ^{xv}^e siècle n'est pas, n'a jamais été groupée au sein de castes fermées qui auraient eu le droit de déléguer chacune aux États leurs représentants attitrés; de même que la représentation du clergé finira par ne comprendre que les seuls chefs du clergé séculier¹¹⁶, de même que les barons qui ont entrée aux États y viennent à titre personnel, en vertu de la seule coutume, parce que titulaires de telle ou telle seigneurie, et que leur groupe n'a jamais, à cette époque, représenté l'ensemble des personnes nobles de Languedoc, de même l'état commun ne groupe pas et ne représente pas l'ensemble de la population qui n'appartient pas aux deux autres ordres; il ne peut davantage être défini comme l'ordre des non-privilegiés par rapport aux privilégiés, car il a, lui aussi, certains privilèges; et, au point de vue fiscal, il ne faut pas le considérer comme groupant l'ensemble des contribuables languedociens.

L'état commun ne comprend que la population qui a, depuis longtemps, acquis la puissance et la richesse et qui, en conséquence, a su et a pu s'organiser; celle qui, groupée dans les villes, a réussi à créer les consulats qui ne sont peut-être pas, comme le voulait A. Luchaire, de véritables seigneuries collectives populaires, mais qui n'en exerçaient pas moins certaines prérogatives féodales¹¹⁷, au point qu'on a pu assimiler commune et vassal. Cette conception féodale n'était probablement pas exacte au même degré pour toutes les villes et tous les bourgs du Midi à l'origine mais, au cours des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, elle s'est certainement étendue à l'ensemble des « loca insignia » du pays¹¹⁸. En sorte qu'on peut dire que les États de Languedoc ne sont pas, à proprement parler, une réunion d'ordres qui représenteraient chacun une classe sociale déterminée mais, bien plutôt, un groupe de vassaux que le roi convoque en raison de leur importance, traditionnellement classés en vassaux ecclésiastiques, en vassaux laïques et en vassaux urbains qui, chacun, représentent et engagent leurs subordonnés : les prélats représentent les clercs de leur diocèse et les sujets de leur temporel; les barons représentent leurs vassaux et leurs sujets roturiers; inversement, les délégués des villes représentent tous ceux qui appartiennent au corps urbain, nobles ou roturiers. C'est pourquoi le consentement des prélats et des barons est, au début, nécessaire à l'octroi parce qu'il engage leurs

116. Si un certain nombre d'abbayes ont été représentées aux États dans la première moitié du ^{xv}^e s., elles cesseront bien vite d'y paraître; d'autre part, l'Université n'y a jamais été convoquée.

117. Dont quelques-unes très importantes. Petit-Dutaillis (*Les communes françaises*, p. 114, n. 1) place même Toulouse parmi les exemples de villes ayant exercé, au ^{xiii}^e siècle, un véritable droit de suzeraineté.

118. Lorsqu'il veut définir les gens de l'état commun, Charles VII ne considère que les collectivités. Lorsqu'il confirme en 1427 la lieutenance générale du comte de Foix en Languedoc, il lui donne pouvoir de faire assembler les prélats, seigneurs et « gens de commun estat de populaires universités et communautés, cités et de bonnes villes et lieux notables et autres quelconques » (Hérault, A 10, f. 175).

sujets¹¹⁹, tandis que les clercs et nobles qui possèdent sur le territoire d'une ville « des biens ruraux et d'antique contribution » et qui doivent, en vertu de sa réalité, payer la taille, sont engagés par le consentement de leur ville¹²⁰. C'est pourquoi aussi, la représentation des villes aux États ne comporte pas uniquement des roturiers; bien au contraire, une ville comme Toulouse, où les « cavaliers » et les damoiseaux sont nombreux parmi les capitouls, choisit très souvent un de ces derniers pour la représenter. De même, lorsque le premier consul de Montpellier est un noble, il va, lui aussi, aux États pour sa ville¹²¹.

Ainsi donc, l'état commun se confond en réalité avec la représentation des villes¹²², et lorsque se dessinera de façon nette, au cours du xv^e siècle, l'opposition à l'intérieur de cet ordre entre chefs de diocèses et diocésains, ces derniers ne représenteront pas davantage l'ensemble de la population rurale¹²³; ils ne comprendront toujours que les délégués de villes, moins importantes¹²⁴.

119. Les consuls des lieux nobles de Lauragais, mandés à Toulouse en novembre 1437, déclarèrent à l'assemblée de sénéchaussée *quod eorum domini non fuerant vocati nec sciebant aliquid in ista materia et, nisi cum eorum licencia, non consentirent aliquid* (Toulouse, BB 7, f. 105). — Déjà en 1431, les consuls et habitants de Villeneuve et Monestier répondirent aux sergents qui venaient leur réclamer leur part du subsidie de 150.000 l. « qu'ilz n'en paieroient riens et qu'ilz estoient de monditi seigneur d'Armanhac » (Arch. nat., KK 648, f. 151).

120. Ceci explique la présence des représentants des seigneurs laïques et ecclésiastiques aux assiettes diocésaines encore à la fin du xv^e s., selon des modalités variables selon les diocèses : à Lodève, vers 1470, y assistent toujours les procureurs de l'évêque et de monsieur de Clermont (Lodève, CC 30); à Montpellier, l'assiette se fait toujours en présence de l'officiel et vicaire de l'évêque de Maguelonne (Montpellier, doss. armoire F); au diocèse de Toulouse, assistaient à l'assiette les procureurs de l'archevêque, des seigneurs de Clermont, Maurelmon, Paulhac et du vicomte de Caraman (Haute-Garonne, C 992).

121. Le cas est très fréquent à Toulouse; dans la première moitié du xv^e s., toute délégation de la ville aux Etats comprend un ou deux nobles : J. Rigaud et R. d'Auribail, 1419; G.P. Pageze, 1420 (BB 3, f. 36, 103 v°); P.R. d'Auribail, 1431 (Bibl. nat., P.O. 1172, Foix, n° 68); J. Rigaud, seigneur d'Aigrefeuille, 1432 (Toulouse, *Comptes 1431*, f. 113); le même G.P. Pageze et B. de Goyrans, 1434 (*ibidem*, f. 113); G.P. Pageze « miles », 1435, 1437 (Toulouse, layette 61; BB 7, p. 45); Jacme Ysalguier et Johan Blasi « cavaliers », 1438 (layette 33); P.R. d'Auribail, 1439, 1442 (*Comptes 1439*, p. 9; 1441, f. 7 v°); J. Rigaud, 1445, 1446 (*Comptes 1442-45*, n° 11); B. de Goyrans, 1450 (*Pièces à l'appui des comptes, 1450-51*, n° 11). Ph. Wolff, *Commerces et marchands de Toulouse*, p. 541, a établi que sur quatre cent quatre personnages ayant eu accès à la dignité capitulaire, de 1380 à 1420, quatre vingt dix huit étaient chevaliers ou damoiseaux. En novembre 1436, les villes de Toulouse, Gaillac, Rabastens, l'Isle-sur-Tarn sont représentées par les procureurs nobles de divers seigneurs, dont le sénéchal (Bibl. nat., fr. 23915, n° 16). A Montpellier, Ph. de Neve, seigneur de Boutonnet et A. de Saint-Félix, seigneur de Montpezat (P. just. n° 9).

122. Une preuve très nette résulte du fait que, très souvent, les textes parlent de *communitates* ou de consulats et non d'état commun (P. just. n° 11 : « l'ordre d'assiettar los consolatx »). Autres expressions rencontrées : *domini communitatum*, *domini de communitatibus* (Toulouse, AA 102); *status communitatum* (*ibidem*, BB 3, f. 85).

123. Il faut noter une exception pour le diocèse de Maguelonne; à côté des six localités qui entrent aux Etats à tour de rôle, on trouve le syndicat de la vallée de Montferrand, qui groupe, en une communauté unique, toute une série de petits villages. Cette particularité disparaîtra au xvr^e s. où, seul, le chef-lieu de la vallée, les Matelles, délèguera aux Etats.

124. Cette conception du rôle des participants aux Etats est, peut-être, à côté d'autres, l'une des raisons pour lesquelles les Etats ont fini par délibérer en commun et non par ordre.

Quelle sont, en effet, les villes qui entraient aux États? Ce sont, en premier lieu, les grandes villes¹²⁵, les plus puissantes, celles qui avaient imposé en quelque sorte la renaissance des États : Toulouse, Montpellier, etc...; en principe, toutes les villes chefs de diocèses. Mais il y avait des exceptions, car certains diocèses n'avaient qu'une partie de leur territoire en Languedoc. Au début du xvi^e siècle, vingt villes chefs de diocèses avaient ainsi entrée aux États¹²⁶; Montauban et Saint-Bertrand-de-Comminges, hors des limites du pays, n'y députaient pas; les localités de ces deux diocèses faisant partie du Languedoc déléguaient un représentant qui opinait avec les diocésains.

Quant aux autres villes, l'habitude avait été prise de convoquer les plus importantes d'entre elles, sans se préoccuper de leur emplacement¹²⁷; il semble que, dans la sénéchaussée de Beaucaire tout au moins, on ait eu une préférence pour les chefs-lieux de viguerie. Par la suite, sans doute pour diminuer les frais, on réduisit la représentation de chaque diocèse, ce qui entraîna dans chacun l'apparition d'usages fort divers.

Les diocèses de peu d'étendue, ou qui ne comportaient pas un grand nombre de localités importantes, ne déléguaient qu'une communauté, toujours la même : ainsi les diocésains d'Agde étaient toujours représentés par Pézenas, ceux de Béziers par Gignac, ceux de Lodève par Clermont, ceux de Mende par Marvejols, ceux de Saint-Papoul par Castelnaudary¹²⁸. Tous les autres diocèses avaient, dès le xv^e siècle, établi entre leurs « villes maîtresses » des tours qui fixaient de façon précise l'ordre dans lequel ces villes enverraient un représentant aux États. L'apparition des tours est certainement liée à une extension du concept de représentation; elle n'a pu avoir lieu que lorsque l'organisation diocésaine fût assez solide pour faire de cette circonscription nouvelle une réalité qui se substitua aux anciennes vigueries. Ces tours résultent d'appointements entre un certain nombre de localités du diocèse¹²⁹. Ils

125. Ce sont les villes comprises dans les limites traditionnelles du Languedoc. Cependant, dans la période 1418-1440, à l'époque où le Languedoc et la Guyenne sont placés sous l'autorité du même lieutenant général ou du même conseil de gouvernement, certaines villes de Guyenne viennent aux États. Il en est ainsi en 1428 à Béziers où il y eut des représentants des villes d'Agennais, de Condomois, de Marmande, de Cahors « *et autres de la frontaria de Guiayna* » (Doléances de 1428, art. 27).

126. P. just. n° 25.

127. La P. just. n° 11 permet de constater l'inégalité de représentation des divers diocèses dans la première moitié du xv^e s. Celui de Nîmes est représenté par quatre localités (Nîmes, Alès, Anduze et Beaucaire), celui d'Uzès par trois (Uzès, Bagnols et Pont-Saint-Esprit); il en est de même du diocèse de Castres (Castres, Lacauune et Lautrec); au contraire, ceux de Toulouse, Carcassonne, Narbonne, Saint-Papoul, Mirepoix, le Puy, Viviers n'ont qu'un seul représentant.

128. Il y a lieu d'ajouter à cette liste le diocèse d'Alet et officialat de Limoux, où les représentants de l'une et l'autre ville alternent comme chefs de diocèse et diocésains. Le tour très compliqué, qui permettra aux localités de ce diocèse qui entrent à l'assiette d'envoyer un représentant aux États à côté des deux villes principales (v. sur ce tour : P. Louvet, *Remarques sur l'histoire de Languedoc*, p. 219) n'existe pas encore au xv^e siècle (v. les assiettes de 1455, 1458, 1459, 1474 : Bibl. nat., fr. 23900, f. 52, 67 v°, 86 et 98).

129. *Turnus juxta consuetudines et mores diocesanorum diocesis Magalonnensis* (Montpellier, BB 67).

remontent à une époque déjà ancienne, car ceux que nous connaissons se présentent comme des modifications à un tour déjà existant. Le premier en date est celui du diocèse de Nîmes¹³⁰. Il fut établi à la suite d'un conflit qui éclata à l'assiette diocésaine sur l'application du règlement alors suivi pour le choix des députés¹³¹. Son interprétation est difficile en raison du manque de clarté de sa rédaction et de la rareté des documents qui pourraient en permettre la compréhension¹³². Il fut certainement appliqué durant quelques années¹³³, confirmé, puis modifié à nouveau, car la représentation du diocèse, telle qu'elle apparaît dans les assiettes de la fin du xv^e siècle, est différente¹³⁴.

Les archives de Montpellier mentionnent pour la première fois, en 1452, une transaction de ce genre entre les lieux principaux du diocèse de Maguelonne¹³⁵. Elle n'a pu être retrouvée, mais son application souleva à plusieurs reprises des contestations¹³⁶. En vue

130. Il est daté du 26 mars 1447 et a été publié par Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuve n° 95. Il a été confirmé le 9 juillet 1456.

131. Ce conflit a été rapporté par A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 192 : l'assiette diocésaine avait désigné le consul d'Alès pour aller aux Etats convoqués pour le 15 janvier 1447 à Montpellier; mais certains diocésains demandèrent au lieutenant du sénéchal l'annulation de cette nomination sous prétexte que, d'après le règlement, les députés ne devaient pas toujours être du même pays : or, l'année précédente, un Alésien avait déjà figuré dans la représentation du diocèse; le lieutenant du sénéchal, annula l'élection et désigna un habitant de Sommières; devant le mécontentement suscité par cette décision, les consuls de Nîmes s'entremirent et firent admettre que la délégation du diocèse comprendrait pour cette fois l'Alésien et le Sommiérois. Mais pour éviter à l'avenir de tels incidents, le 26 mars suivant, fut établie la *forma et modus ordinatus teneri in progressu et accessu trium Statuum per diocesanos Nemausi*.

132. Alors que, auparavant, les diocésains de Nîmes envoyaient trois délégués aux Etats (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 884), ils n'en députeront plus que deux de la façon suivante : Sauve, deux ans de suite avec Beaucaire; Marsillargues, une fois avec Beaucaire; Le Vigan deux ans de suite avec Anduze; Aymargues, une fois avec Anduze; Sommières une fois avec Alès.

133. L'accord de 1447 prévoyait que le tour commencerait par Anduze et Le Vigan, et l'on possède encore la quittance donnée par le procureur de la ville d'Anduze pour assistance aux Etats de 1448 (Bibl. nat., P.O. 2535, Rollet (56710), n° 14). Les raisons données par A. Bardon (*Histoire d'Alais*, p. 192) en faveur de la présence à cette assemblée d'un député d'Alès ne sont pas probantes : la phrase « *portio tangens presentem villam, inclusis expensis factis per illos qui ad dictum consilium accesserunt, vadiis receptoris tallii et aliorum dominorum qui vacaverunt in faciendo assietam, videlicet summa 718 l. 18 s. 6 d.* » veut simplement dire que les députés aux Etats ont été défrayés par l'assiette diocésaine. La présence des représentants d'Anduze aux Etats de 1453 et 1454 (Bibl. nat., fr. 26082, n° 6677 et P.O. 2427, Rallet, n° 2), de ceux d'Alès en 1460 et 1462 (A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 228, n. 2) alors que ces derniers ne figurent pas aux Etats suivants de 1463 et 1464 (*Ibidem*) font présumer l'application du tour.

134. Fin xv^e siècle, les villes maîtresses du diocèse vont aux Etats dans l'ordre suivant : 1) Beaucaire-Sauve; 2) Anduze-Aimargues; 3) Alès-Sommières; 4) Beaucaire-Sauve; 5) Anduze-Le Vigan; 6) Alès-Sommières; 7) Beaucaire-Marsillargues; 8) Anduze-Aimargues; 9) Alès-Sommières. Il peut arriver que cet ordre ne soit pas rigoureusement respecté; cela est alors dû à une circonstance temporaire ou à la prétention injustifiée de la part d'une de ces localités : voir la protestation des Etats pour la venue de Beaucaire en février 1498 : Gard, C 1206, f. 238.

135. *Transhactionem olim inter ipsos diocesanos prefate Magalonensis diocesis inhabitam* (Montpellier, BB 187, pièces extr., 4 mai 1452).

136. Ainsi, en 1456, les diocésains désignent le consul de Frontignan, Duranc, et ajoutent : *cum inter ipsos diocesanos sit questio inter locum Vallis Montisferrandi et locum Melgorii qui illorum erit cum dicto Duranc, retinuerunt sibi ad concordandum ad cras* (Montpellier, BB 65, 15 janvier 1456).

de mettre fin aux prétentions du représentant de la ville de Lunel, qui voulait aller aux États hors de son tour sous prétexte que Lunel recevait une convocation du roi¹³⁷, une nouvelle transaction fut passée, le 9 mars 1459, entre les diverses localités du diocèse¹³⁸; elle fut strictement appliquée par la suite comme en fait foi le tableau ci-joint.

Le diocèse d'Uzès était à l'origine représenté alternativement par les deux localités de Bagnols et Saint-Esprit¹³⁹. Il fallut attendre le 29 mai 1476 pour voir ces deux villes signer un accord avec les autres lieux du diocèse qui permettront à ceux-ci de déléguer « par tour et ordre avec l'alternative d'icelle »¹⁴⁰.

Dans les autres diocèses, les tours, parfois compliqués, bien connus pour une époque plus récente, paraissent également remonter au milieu du xv^e siècle. Il en est ainsi pour Albi, où alternent les lieux de Cordes, Gaillac et Rabastens; pour Carcassonne, qui délègue par tour Lagrasse, Montoulieu, Montréal, Trèbes; pour Castres, Lavaur, Saint-Pons-de-Thomières, qui comptaient chacun sept villes maîtresses; pour Montauban, qui envoyait primitivement l'une des quatre villes de Beaumont, Castelsarrazin, Montech et Villemur, mais qui perdra en 1470 Beaumont, lorsque son territoire fera partie de l'apanage de Charles de Guyenne; pour Toulouse, qui était régulièrement représenté par les délégués de deux des villes entrant à l'assiette¹⁴¹. Enfin, les diocèses où l'assiette est remplacée par une véritable assemblée d'États obéissent, quant à leur représentation, à des règles particulières. Si, pour le Gévaudan, le diocèse est représenté, aux côtés du syndic de la ville de Mende, par le consul de Marvejols, ces deux personnages sont en général accompagnés du syndic des États de Gévaudan¹⁴². Le Vivarais n'envoie pas de représentant du chef de diocèse, mais le procu-

137. Les autres communautés du diocèse s'opposèrent à cette prétention, parce que *secundum ordinem inter eos facere consuetum, supradicti loci de Frontiniano et de Valle Montisferrandi habent rotulare in ambaxiatoribus predictis* (Montpellier, BB 68, 30 novembre 1458). En 1463, Jean Martin, syndic de Lunel, assista à une partie des États car il avait mandat exprès du roi; sur réclamation du prud'homme d'Aniane et attendue la transaction diocésaine, il consentit à s'effacer (Montpellier, BB 74, 6 juillet 1463).

138. Frontignan, AA 4; publiée : A. Germain, *Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier*, t. VII, p. 101.

139. Bagnols assiste aux États de 1445 (Bibl. nat., fr. 23901, f. 363); le syndic de Saint-Esprit est présent à la proposition de l'archevêque de Reims en 1446 (Montpellier, BB 54, 3 avril). En 1464, l'assiette rétribue comme délégués le consul d'Uzès et le syndic de Saint-Esprit (Bibl. nat., fr. 23901, f. 378).

140. L. Valla, *Aramon*, p. 113. L'accord est définitif, les sept communautés des Vans, Saint-Ambroix, Barjac, Roquemaure, Aramon, Valabregue, Montfrin, résisteront victorieusement aux prétentions de certaines localités du diocèse qui voulurent à la fin du xv^e siècle partager avec elles ce privilège. Les péripéties de la lutte ont été rapportées par A. Spont, *Annales du Midi*, t. II, p. 365). La représentation ainsi établie existe encore au xvi^e siècle (P. Louvet, *Remarques...* p. 202).

141. Ceci depuis au moins 1478 (Bibl. nat., P.O. 1040, Durant, n° 29). Les assiettes du diocèse, conservées depuis 1487, confirment cette pratique, mais ne permettent, en raison de certaines lacunes, d'établir le tour suivi (Haute-Garonne, C 992).

142. J. Déniau, *Les États particuliers du pays de Gévaudan*, p. 48-49.

I. Frontignan - Ganges	1459, décembre ¹	1468, août ⁴		1487, mars ¹³		1504, décembre ¹⁶
II. Lunel - Mauguio		1469, mai ⁵				1505, décembre ¹⁷
III. Frontignan - Poussan		1470, avril ⁶			1497, janvier ¹⁴	1506, décembre ¹⁸
IV. Lunel - Montferrand		1471, mai ⁷			1498, février ¹⁵	1508, janvier ¹⁹
V. Frontignan - Aniane	1463, juin ²		1482, mai ⁸			1509, janvier ²⁰
VI. Lunel - Ganges			1483, mai ⁹			1509, décembre ²¹
VII. Frontignan - Mauguio						1511, janvier ²²
VIII. Lunel - Poussan			1485, mars ¹⁰			1512, janvier ²³
IX. Frontignan - Montferrand			1485, juillet ¹¹			1512, octobre ²⁴
X. Lunel - Aniane	1468, février ³		1486, avril ¹²			1513, novembre ²⁵

1. Montpellier, BB 187, p. extr. 1460.
2. Montpellier, BB 74; Bibl. nat., P. O. 1826, Manelli, n° 2.
3. Montpellier, BB 77.
4. Montpellier, BB 78.
5. Montpellier, arm. F.
6. Montpellier, arm. F.
7. Montpellier, arm. F.
8. Bibl. nat., fr. 23901, f. 72 v°.
9. Bibl. nat., fr. 23901, f. 78.
10. Bibl. nat., fr. 23901, f. 92 v°.
11. Bibl. nat., fr. 23501, f. 88; fr. 26430, n° 186.
12. Bibl. nat., fr. 23901, f. 113.
13. Bibl. nat., fr. 23901, f. 106 v°.
14. Montpellier, arm. F.
15. Montpellier, arm. F.
16. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 3 v°, 6.
17. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 18.
18. Montpellier, arm. F; Doc. comptables 36, f. 23.
19. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 30 v°.
20. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 36 v°, 38 v°.
21. Montpellier, Doc. comptables 37, f. 3, 3 v°.
22. Montpellier, arm. F; Doc. comptables 37, f. 13, 13 v°.
23. Montpellier, Doc. comptables 37, f. 20, 20 v°.
24. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 41 v°, 42 v°; Doc. comptables 37, f. 37.
25. Montpellier, Doc. comptables 36, f. 52, 53.

reur du pays¹⁴³, les diocésains étant représentés par les consuls de toutes les villes qui entrent à l'assiette, y compris le chef de diocèse¹⁴⁴.

Tout ceci n'avait pas été établi sans mal : certaines communautés prétendaient siéger à la place d'autres, d'où des conflits, des contestations de toutes sortes, des procès et des accords subséquents. Les conflits éclataient d'autant plus facilement que dans de très nombreux diocèses on avait gardé l'habitude ancienne de convoquer, malgré l'existence des tours, l'assemblée d'assiette pour désigner « ceulx qui iroient aux Estatz »¹⁴⁵. D'où la tentation de profiter de cette réunion préliminaire pour modifier la représentation traditionnelle du diocèse.

À la fin du xv^e siècle cependant, la situation allait être fixée de façon définitive. À la suite des prétentions de la ville de Beaucaire qui avait remis en question la transaction passée entre les diocésains de Nîmes et contestait la présence des représentants d'Anduze et du Vigan aux États de Montpellier, l'assemblée, pour couper court aux « malitieuses coutumes » qui pourraient en découler et pour éviter la multiplication des procès, décida « du commun avis » de tous les États que toutes les transactions passées entre les consuls et diocésains des diocèses de Languedoc seraient entretenues et gardées; elle donna mandat aux procureurs du pays de faire observer cette ordonnance et, afin d'en assurer une plus stricte exécution, elle prescrivit aux consuls des cités chefs de diocèse de ne mander, après réception des lettres missives du roi convoquant les États, que ceux qui, selon la transaction du diocèse, doivent assister à la session en cause¹⁴⁶. Les protestations qui suivirent cette décision rendirent nécessaire une nouvelle délibération qui, d'ailleurs, confirma de point en point la précédente¹⁴⁷. Désormais, à de très rares exceptions près, aucune localité nouvelle ne réussira à obtenir entrée aux États.

La communauté, personne morale, était dans la nécessité de se faire représenter. Elle recourait pour cela à des délégués, considérés le plus souvent comme des ambassadeurs de la ville. Ils en portent souvent le nom et sont désignés dans les grandes villes

143. Le procureur de Vivarais est déjà cité dans la répartition d'épices de 1466 (Bibl. nat., fr. 23263, f. 2), en 1477 et 1478 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 22 et 35); il est présent aux États de 1480, 1481, 1483 (J. Régéné, *Histoire du Vivarais*, t. II, p. 382-383). Lorsqu'en 1512, le procureur des États de Vivarais fut destitué, le principal argument invoqué pour son rétablissement fut le prestige dont il jouissait aux États de Languedoc (A. Le Sourd, *Essai sur les États de Vivarais*, p. 89-90).

144. Ce tour comprenait les six villes de Viviers, Privas, Bourg-Saint-Andéol, Annonay, Aubenas, Tournon (*Ibidem*, p. 182).

145. Ainsi, dans le diocèse de Nîmes, l'envoi des députés aux États est toujours précédé d'une assemblée « pour faire election de ceulx qui devoient aller ausdiz Estatz ainsi qu'il est acoustumé » (Gard, C 620).

146. 21 janvier 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. V v°, VI). La même mesure visait la composition des assemblées d'assiette et mentionnait en particulier le débat alors pendant au diocèse d'Uzès, où les communautés de Genolhac et Villefort essayaient de se faire admettre à l'assiette.

147. 23 février 1498 (Gard, C 1206, f. 223; Haute-Loire, 501 C 5720, f. XXIV v°).

par le titre de « ambaxiatores » ou « enbayssadors »¹⁴⁸. Les petites villes emploient plutôt les termes de « missus »¹⁴⁹ ou de « trames »¹⁵⁰. Chaque ville pouvait se faire représenter par plusieurs délégués, mais, conformément aux principes cités plus haut, elle n'avait qu'une voix et un seul de ses représentants opinait sur chaque question débattue. Les grandes villes envoyaient des délégations nombreuses. Toulouse, en particulier, qui semble avoir eu le souci de se faire représenter aux premières sessions d'États du xv^e siècle de manière à faire de sa délégation une sorte de reflet de la composition, sinon de la cité entière, du moins des groupes sociaux les plus influents, de ceux qui à travers le corps capitulaire gouvernaient réellement la ville. Elle y inclut assez volontiers le juge mage de la sénéchaussée, qui préside à l'ambassade comme il présidait souvent les délibérations du Conseil de ville¹⁵¹; elle y fait entrer toujours des capitouls en exercice¹⁵². La composition, souvent proposée, souvent adoptée, dans les discussions du conseil qui procède à l'élection des ambassadeurs, est la suivante : deux capitouls, un bourgeois, un marchand et un clerc, c'est-à-dire un homme de loi¹⁵³. Cet homme de loi, on dira plus tard l'assesseur, restera quand, dans la suite des temps, la représentation toulousaine aux États se sera amenuisée¹⁵⁴. Autre élément important : les chevaliers; jusque vers 1460, rares, on l'a vu, sont les délégations qui ne comportent pas un noble, tantôt pris parmi les capitouls, tantôt figurant à leurs côtés. Les noms de Jean Rigaud, seigneur d'Aigrefeuille, de Raymon d'Auribail, des Ysalguier, des Puybusque se rencontrent fréquemment et l'on arrive à ce paradoxe de voir l'état commun de Toulouse représenté à Béziers, en novembre 1436, par le juge mage et par trois chevaliers, habitants de Toulouse, déjà indiqués comme étant les représentants de la noblesse de la sénéchaussée¹⁵⁵. Dès la deuxième moitié du xv^e siècle, les délégations toulousaines sont bien moins importantes. Il ne faut pas oublier qu'en raison du régime fiscal instauré par Louis XI, la ville ne participait plus qu'à une partie des délibérations des États; elle s'abstenait de paraître aux débats relatifs à l'octroi. Aussi n'est-elle plus représentée que par deux person-

148. *Electio ambaxiatorum pro interessendo in consilio trium Statuum* (Montpellier, BB 53). — Pour Toulouse, voir P. just. n° 5.

149. *Dominus Johannes Martini, missus ad concilium trium Statuum* (Lodève, BB 2, f. 200).

150. *Als senhors cossois e autres trameses per la villa de Montpellier al cossell general dels tres Estatx a Carcassona* (Montpellier, BB, à classer).

151. Le juge mage fait partie de la délégation envoyée aux États de Carcassonne, 1418, Le Puy, 1425, Vienne, 1434, 1436, Béziers, 1436 et 1437 (Toulouse, CC 2327, n° 38; p. just. n° 5; *Comptes 1431*, f. 113; BB 7, p. 22, 38, 45).

152. Deux en 1418, 1419, 1420, 1423, 1433, 1437 (CC 2327, n° 38; BB 3; f. 36, 103 v°, BB 4, p. 35; BB 7, p. 45; *Comptes 1431*, f. 114).

153. Propositions faites en 1422 et 1423 (BB 4, p. 8 et 35).

154. En 1418, on avait fait bonne mesure, puisque aux côtés du juge-mage, licencié en chaque droit, figuraient un des maîtres de l'Université, docteur en Décret, Bertrand de Cluzel, et un licencié en lois, Pierre de Casilhac. En 1439 et 1440, Bernard de Rosier, prévôt de la cathédrale, est un juriste illustre.

155. Bibl. nat., fr. 23915, n° 16.

nages¹⁵⁶, parmi lesquels se trouve un juriste qui vient parfois seul¹⁵⁷. Il arriva même un jour que la « capitale du pays » fut totalement absente¹⁵⁸. Quant à l'élément nobiliaire, il n'est plus présent en tant que tel¹⁵⁹.

La ville de Montpellier a fixé beaucoup plus tôt sa représentation de façon définitive : elle avait d'abord pris l'habitude de désigner une délégation importante quand les États se tenaient dans la ville même¹⁶⁰, mais elle limitait à deux ou trois personnages le nombre de ses ambassadeurs quand il lui fallait députer au dehors : un clerc et un consul aux alentours des années 1430¹⁶¹, puis la règle s'imposa de choisir un consul, un clerc et un marchand; par la suite, l'assesseur du consulat accompagnera le premier consul à titre de consultant. Les chefs de diocèses moins importants n'envoyaient que deux représentants, un des magistrats municipaux et l'assesseur¹⁶²; les communautés de tour n'avaient qu'un seul délégué¹⁶³.

Le mode de désignation des délégués est bien connu. Considérés comme de véritables ambassadeurs, ils sont toujours élus après délibération du conseil général de la ville¹⁶⁴. Dès que les consuls ont reçu les lettres closes de convocation, ils réunissent le conseil, font lire les lettres et posent la question traditionnelle « si on y doit envoyer, quelz et quelle puyssance on leur doit donner »¹⁶⁵. La réponse est d'ailleurs toujours la même : qu'on envoie le nom-

156. En 1512, les représentants de Toulouse étaient au nombre de trois et prétendaient siéger tous trois à la place de leur ville, au premier banc de l'état commun, ce qui souleva les protestations des autres consuls, car l'ancienne coutume était que « audit premier banc n'avoit que deux cappitols ou consultz de chacune ville ». En conséquence, on envoya un des représentants siéger auprès des procureurs du pays (Haute-Garonne, C 2276, f. 342).

157. En 1502, c'est Georges d'Olmères, docteur en lois (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes 1501-02*, n° 18).

158. En 1501, cette absence souleva des protestations. P. Potier, qui tenait alors la bourse du pays dans la sénéchaussée de Toulouse, les excusa : Toulouse avait donné procuration à M. Bosquet, mais celui-ci n'avait pu venir en raison de la mort de son père ou de son frère (Haute-Garonne, C 2276, f. 17).

159. Mais il arrive que le capitoul choisi soit noble.

160. Quatre consuls et quatre marchands en 1426 (Montpellier, BB 47). Le chiffre fut réduit à cinq, quatre et trois (Montpellier, BB 54, 16 janvier 1449; BB 53, 30 mars 1446; BB 56, 21 février 1449).

161. En 1422, 1423, 1426, 1434.

162. Ceci est attesté pour Carcassonne (Bibl. nat., fr. 23900, f. 344 v° et 355), Béziers (fr. 23264, n° 22 et 35); Lavaur (fr. 20.409, n° 22); Lodève envoie un sigillier et l'assesseur (BB 1, f. 133; BB 2, f. 137, 139); Narbonne députe deux consuls (Bibl. nat., fr. 23.901, f. 134 v°, 146, 150); Nîmes choisit de préférence ses deux premiers consuls (fr. 23901, f. 181, 201 v°, 212); Saint-Pons élit un syndic et un « trames » (fr. 23900, f. 263).

163. Gignac envoie un de ses consuls, en général le premier; les sept communautés de tour du diocèse de Maguelonne font de même (Montpellier, BB 63, BB 67, BB 68) ainsi que les villes maîtresses des diocèses de Toulouse (Haute-Garonne, C 992), Carcassonne, Montauban, Saint-Pons (Bibl. nat., fr. 23.900, f. 355; fr. 23901, f. 70, 263).

164. Ainsi à Montpellier, Aiguesmortes (Hérault, A 237, f. 114), Toulouse (BB 1, f. 25), Lodève (BB 1, f. 80 v°), Alès (A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 190-192), Béziers (*Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. I, p. 260).

165. Montpellier, Joffre 391, f. 160 (pour 1491). Trente ans auparavant la formule était déjà employée : *querunt quos destinabunt ad interessendum in dicta congregatione et qualem potestatem habebunt* (*Ibidem*, f. 15).

bre habituel avec la procuration accoutumée¹⁶⁶. Si les conseillers proposent parfois quelques noms, ils laissent, le plus souvent¹⁶⁷, le soin de la désignation des représentants de la ville à un conseil restreint¹⁶⁸, parfois aux seuls consuls¹⁶⁹, mais ceux-ci n'ont guère d'initiative en la matière, car la coutume s'impose à eux¹⁷⁰. C'est pourquoi les délégués seront choisis dans un cercle très restreint de personnages et cet usage tendra à accentuer encore le caractère oligarchique des États. A Toulouse, par exemple, les capitouls se recrutent parmi un petit nombre de grandes familles dont les représentants se retrouvent fréquemment aux États. Le cas de Montpellier est encore plus typique; de tradition, la ville délègue son premier consul, or, ce dernier est toujours un changeur, c'est-à-dire un représentant du grand commerce, et l'on devine aisément dans quel sens s'exercera son action; quant au bourgeois qui l'accompagne, c'est, en règle générale, un homme de la même classe sociale qui a le plus souvent été, lui aussi, premier consul; de son côté, l'assesseur est souvent apparenté aux grandes familles montpelliéraines et l'on s'explique ainsi la tendance qu'auront de plus en plus les États à intervenir en matière économique et commerciale¹⁷¹.

Des usages particuliers peuvent avoir eu cours à certaines époques dans diverses villes. Le plus courant consistait en la consultation d'autorités auxquelles on demandait d'approuver ou, au besoin, de suggérer les noms des ambassadeurs. Cela s'est produit assez souvent à Toulouse, au moment où le comte de Foix, lieutenant général en Languedoc, avait lié d'étroits rapports avec les

166. Les conseillers ont parfois quelques scrupules; en 1462, l'un d'eux opine que *actento quod fit congregacio in presenti villa, quod sufficet quod sint duo primi consules* (*Ibidem*, f. 15).

167. Mais pas toujours : l'élection des ambassadeurs de Toulouse aux États mandés au Puy en décembre 1423 fut faite par le conseil à l'exclusion des capitouls et de leurs officiers. Il y eut un véritable scrutin secret (Toulouse, BB 4, p. 65).

168. C'est le cas à Béziers, où un conseil secret d'une vingtaine de personnes se joint aux consuls pour désigner l'accompagnateur du premier consul (*Bull. soc. archéol. Béziers*, t. I, p. 273). A Toulouse, en 1425, l'élection est remise aux capitouls et à un conseil de vingt-quatre personnes (BB 4, f. 39).

169. C'est ce qui se passe à Montpellier, qui délivre à ses représentants une procuration intitulée au nom des seuls consuls (BB 47, procuration du 15 avril 1426). En 1453, cinq des consuls de Montpellier procèdent à l'élection des députés de la ville; puis, le notaire du consulat se rend auprès du sixième consul, indisposé, et lui fait ratifier le choix de ses collègues (BB 61).

170. A Montpellier, au xv^e s., le chef de la délégation est obligatoirement le premier consul; en cas d'empêchement le deuxième consul le remplace. Il est toujours accompagné de l'assesseur de la ville qui lui sert de conseil juridique. Le choix ne peut donc s'exercer que sur le « bourgeois ». Par la suite, le choix ne jouera même plus pour ce dernier qui sera obligatoirement le premier consul de l'année précédente. Nîmes désigna toujours ses premier et deuxième consuls (Gard, C 620).

171. Cette influence des manières d'argent se constate, par exemple, dans la constance avec laquelle les États ont demandé et obtenu, à plusieurs reprises, l'amnistie en matière monétaire, presque chaque année, de 1420 à 1440; la grande abolition de Louviers en 1449, les trois abolitions de Louis XI portent en particulier sur ce point. L'influence du grand commerce se traduira encore par une action tenace contre Lyon et ses foires et aussi par la lutte contre la concurrence étrangère et contre les douanes.

Toulousains¹⁷². Cela se pratique aussi à Lodève, où l'on consulte fréquemment l'évêque et où l'on établit parfois une liste afin que le prélat puisse faire son choix¹⁷³.

Les ambassadeurs désignés avaient la possibilité de refuser l'honneur qui leur était fait. Les motifs allégués étaient parfois graves et avaient en vue l'intérêt de la communauté¹⁷⁴; parfois c'étaient de simples raisons personnelles¹⁷⁵; parfois, enfin, le refus n'était pas motivé¹⁷⁶. L'usage le plus général était alors de procéder à une nouvelle élection pour remplacer le défaillant¹⁷⁷. Il existe enfin le cas, extrême mais rare, où une communauté n'a pu trouver en son sein une personne qualifiée pour aller en son nom aux États; elle s'adresse alors à l'évêque du diocèse, et, s'il se dérobe, à une personnalité plus lointaine¹⁷⁸. Après la création des syndics, c'est vers eux que l'on se tournera.

Représentants de la ville, les délégués reçoivent avant leur départ une procuration établissant les limites de leurs pouvoirs : c'est que les villes, au temps de leur toute-puissance, n'entendaient pas se lier à la légère; aussi n'accordaient-elles alors à leurs délégués que le pouvoir d'ouïr et de rapporter¹⁷⁹. Le roi de France eut, quelques années durant, à lutter contre de telles pratiques¹⁸⁰, mais quand

172. Exemples de l'intervention du comte : Toulouse, BB 6, f. 34 v°; BB 7, p. 22; *Comptes 1431*, f. 112 v°, 115.

173. Lodève, BB 1, f. 224.

174. Présence indispensable pour régler les affaires de la ville : Lodève, BB 1, f. 53 v°.

175. *Propter nonnulla negocia sua* dit un consul de Montpellier (BB 61).

176. Exemples : Pierre et Jacques Ysalguier (Toulouse, BB 7, p. 22; BB 8, p. 18).

177. Lodève, BB 1, f. 53 v°.

178. A Lodève (BB 1, f. 226 v°); A Castelnaudary, sur refus de l'évêque de Saint-Papoul, on s'adresse au prévôt de la cathédrale de Toulouse (Aude, XXXII C 12, f. 18).

179. Les exemples abondent entre 1420 et 1435. En avril 1423, le conseil général de Montpellier discute pendant quatre jours la question de savoir si les délégués auront la *potestas audiendi et refferendi duntaxat* ou la *potestas concedendi* comme le roi le mande (BB 46). Quelques mois plus tard, les capitouls de Toulouse invitent les consuls des lieux voisins de refuser à leurs représentants le pouvoir d'accorder aucun subside (BB 4, p. 61). En 1426, Montpellier, qui avait d'abord fait établir une procuration limitée, se ravise et donne pouvoir d'accorder ce qui le sera par la majorité des Etats (BB 47). Il est possible que les Montpelliérains aient utilisé le procédé que leur avait recommandé leur assesseur en 1423 : remettre deux procurations aux délégués, l'une restreinte, l'autre plus générale. Cette façon de faire entraîna bien souvent la prorogation de l'assemblée, les délégués écrivant pour qu'on leur envoie le pouvoir demandé (exemples : Toulouse, BB 3, f. 57 v°; Montpellier, BB 46) ou allant chercher l'assentiment de leurs commettants. C'est le cas à Toulouse en 1419 (AA 102); à Béziers, en août 1428, certains délégués n'avaient qu'une procuration soigneusement limitée (Doléances, art. 29); le comte de Foix les envoya chercher une procuration complète (Montpellier, arm. F, cass. 14, Louvet 3067; Lodève, BB 1, f. 218 v°). En 1429, devant la même situation, le comte usa d'un autre procédé et fit réunir par la suite les Etats de la sénéschaussée de Beaucaire qui durent ratifier les décisions prises à Carcassonne (Hérault, A 10, f. 117 v°).

180. Nous avons vu que, dès 1423, le roi réclamait pour les délégués la *potestas concedendi*. Par ses lettres de convocation de 1424, il exige qu'on lui envoie « aucunes personnes notables... ayans pouvoir souffisant de faire, accomplir, passer et jurer tout ce qui sera advisé, conclud et déterminé au bien de nous et de nostre seigneurie » (Hérault, A 237, f. 117). Mais cette exigence rencontrait à l'époque une vive résistance. La majorité du conseil de Toulouse avait répondu en n'accordant que le pouvoir d'ouïr et de référer. Il est vrai que le conseil, un peu inquiet de sa décision, que certains esti-

il eut raffermi son autorité, il en triompha aisément¹⁸¹. Passé 1440, aucune ville ne se risquerait à ne pas donner procuration de conclure et accorder en son nom tout ce qui sera conclu et accordé par la meilleure et plus saine partie de l'état commun¹⁸². Bientôt d'ailleurs, la majorité elle-même se verra retirer le droit de discuter les subsides demandés, dont la répartition aura été faite à l'avance par le pouvoir central pour tout le royaume.

Avec leur procuration signée du notaire de la ville et scellée du grand Sceau du Consulat¹⁸³, les délégués se voyaient remettre des instructions, parfois fort étendues¹⁸⁴, leur indiquant la conduite à tenir sur les problèmes les plus importants que les États auraient à régler¹⁸⁵. Ces instructions peuvent se diviser en deux parties : d'un côté des demandes d'ordre général, qui seront fondues dans le cahier de doléances des États, de l'autre des instructions beaucoup plus précises sur des questions d'ordre local. Il convient, en effet, de noter ici le grand intérêt qu'a présenté pour les villes languedociennes la tenue régulière des États; elle leur permettait d'entrer en contact direct soit avec l'administration centrale du royaume (quand le roi présidait en personne) soit avec ses représentants les plus qualifiés dans le pays (gouverneur ou ses lieutenants, généraux des finances, trésorier général) et de régler ainsi bien des affaires qui n'étaient pas de la compétence proprement dite des États¹⁸⁶; ceci

maient dangereuse, avait rouvert la discussion et certains de ses membres étaient revenus sur leur première opinion (BB 4, p. 41).

181. 1435 semble être la dernière année où les villes de Languedoc aient résisté : tandis que les capitouls de Toulouse, malgré l'ordre formel du comte de Foix, donnent à leurs délégués le pouvoir de *Coram dominis in dicto consilio presidentibus... comparendi et se representandi vice et nomine nostri et civitatis Tholose, audiendi et reportandi solum et duntaxat* (Toulouse, layette 61), les consuls de Montpellier donnent une procuration générale avec la réserve *salvo tamen et reservato quod casu quo in dicto consilio tractetur de imponendo in presenti patria impositiones, quod in hoc onere imponendo nullo modo consensiant sed solum audiant et refferant* (Montpellier, BB 49, f. 33). Quant au représentant de Lodève, il n'avait certainement reçu que des pouvoirs restreints car, à la suite d'une lettre de sa part, on voit, le 27 avril, le conseil de la ville lui donner pouvoir d'accorder un subside si la « *major pars* » des autres communautés l'octroie (Lodève, BB 2, f. 139).

182. *Tractar et accordar so que par la major partida de l'estat comu en lodit cossell sera tractat et accordat*, dit la procuration donnée en 1439 aux délégués toulousains (Toulouse, layette 61); la même année, les consuls de Montpellier donnent un pouvoir semblable à leurs représentants et la formule est définitivement adoptée.

183. Il y avait parfois des usages particuliers, il n'était pas coutume à Montpellier de délivrer une procuration solennelle aux délégués quand les États se tenaient dans la ville; voir un conflit à ce sujet : Montpellier, BB 74, 9 juillet 1463).

184. P. just. n° 5. Ces instructions étaient établies avec le plus grand soin. Ainsi celles qui furent emportées par les délégués de Toulouse aux États de Béziers de 1437 furent : 1) rédigées par les Capitouls, 2) soumises pour approbation à un conseil général de la ville, 3) furent retouchées à la demande du conseil qui confia le soin de cette correction à une commission de six personnages tant clercs que laïques qui fut adjointe aux Capitouls (Toulouse, BB 7, p. 50).

185. Les archives municipales de Toulouse et de Montpellier en conservent encore un certain nombre : pour Toulouse, celles de 1426 (AA 86, p. 103), de 1437 (layette 26), de 1438 (layette 33, publiées : *Annales du Midi*, t. LIV, p. 88), de 1441 (FF 170), de 1456 (AA 87, n° 4). Pour Montpellier, celles de 1427 (Montpellier, BB 194 .p. extr. 1426), de 1455 (publiées : L. Guiraud, *Jacques Cœur*), de 1457 (Montpellier, AA 12), de 1458 (BB 187).

186. Ainsi, après toutes les sessions tenues en personne par Charles VII, on voit confirmer bien des privilèges et des coutumes de villes : par exemple,

aux moindres frais, car cela leur évitait la dépense toujours coûteuse d'une ambassade en Cour¹⁸⁷. C'est pourquoi, en même temps que leurs instructions, les délégués emportaient souvent des documents intéressant uniquement les affaires de leur ville¹⁸⁶.

Quant à l'action même des délégués, elle était étroitement surveillée par leurs commettants. Avant leur départ, ils devaient prêter serment de bien remplir leur mission¹⁸⁹; au cours de celle-ci ils restaient en contact avec leurs concitoyens, recevaient des messagers, envoyaient des lettres où ils résumaient les débats¹⁹⁰; à leur retour, ils devaient faire la relation de la session devant le conseil général de la ville¹⁹¹ qui leur délivrait parfois un satisfecit¹⁹², mais cette coutume devait se heurter, à la fin du xv^e siècle, aux mesures prises pour assurer le secret des délibérations des États¹⁹³.

en 1425, Charles VII rétablit le consulat de Béziers (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1082) et confirme aux capitouls de Toulouse la levée du droit de souquet pour cinq ans (Toulouse, AA 38, n° 5).

187. De même, pour éviter les frais, les villes profitent de l'ambassade envoyée en cour par les États, pour confier aux ambassadeurs le soin de défendre leurs intérêts auprès du roi : c'est le cas de Montpellier en 1462 (Montpellier, Joffre 391, f. 27).

188. Voir les inventaires de ces documents : Montpellier, série BB; parfois, instructions et inventaire sont réunis dans le même document (Montpellier, BB 187, Instructions du 15 mars 1458).

189. A Montpellier, les délégués prêtaient en général deux serments; par l'un, ils s'engageaient à restituer à la ville les documents qu'elle leur confiait (exemple : serment de Jean de Vaux, en 1442, Montpellier, BB 51); l'autre était le serment exigé de tous les ambassadeurs de la ville; il était prêté sur les Évangiles et son texte figurait au petit *Thalamus* (exemple : les serments de 1451 et 1473, dans BB 59 et BB 81, qui renvoient tous deux au f. 123 du petit *Thalamus*); en 1454, la formule est la suivante; les ambassadeurs « *facient bene diligenter et legaliter ad bonum et utilitatem prefati domini nostri regis sueque rey publice lingue occitane ac dicte ville Montispessulani et communitalis ejusdem ville* » (*Ibidem*, BB 63). Le conseil général de Toulouse, du 2 avril 1424, discuta pour savoir si l'on exigerait des délégués le serment de se conduire bien et fidèlement et de travailler pour l'utilité de leur cité et du pays; on ne connaît pas le résultat final de la délibération mais certains conseillers étaient contre le serment (Toulouse, BB 4, p. 31).

190. Voir P. just, n° 9. Les relations conservées sont malheureusement assez peu nombreuses. Ce qui intéressait surtout les conseils des diverses communautés, c'était la part de l'aide qui leur incombait; dans les petites villes (Aniane, Gignac, Lodève, Lunel, etc...) la relation se borne uniquement à préciser le chiffre des sommes à payer; à Montpellier, la plupart du temps, le notaire du consulat se contentait d'enregistrer la part de la ville et la part du diocèse et à laisser en blanc la page où il aurait dû inscrire le compte rendu de la relation.

191. Il reste peu de chose de cette correspondance : à Montpellier la liasse AA 9 et le dernier carton de la série BB, à classer, renferment quelques-unes des lettres échangées entre la ville et ses délégués aux États de Carcassonne (1418); le registre Joffre 8 contient la minute d'un certain nombre de missives adressées par les consuls à leurs représentants aux États du début du xiv^e siècle. A Toulouse, il se trouve dans la liasse BB 181 quelques lettres des députés de la ville aux États de 1442. Les comptes municipaux permettent de constater l'envoi assez fréquent de messagers.

192. Ainsi, en 1452, les consuls de Montpellier déclarent, après examen des documents rapportés par les délégués et consultation du Trésorier général, « *quod nulla est reprehensio erga dominos consules de Neveys, Ba rerie neque Roque* » qui avaient été envoyés aux États du Puy (Montpellier, BB 60).

193. La nécessité de la relation avait, au contraire, fait écarter le secret des délibérations en 1419, où les délégués de Toulouse s'étaient opposés à ce que l'on prêtât serment de ne pas révéler les opinions, parce qu'ils voulaient « *notificare eorum sociis deliberaciones habendas per dictos ambaxiatores* » (Toulouse, AA 102, p. 33).

Les délégués étaient indemnisés de leurs débours, mais leur mode de rétribution a varié. Primitivement, leur entretien était entièrement à la charge des villes¹⁹⁴; avant leur départ, ils recevaient des clavaires de leur consulat des fonds leur permettant de faire face à leurs dépenses¹⁹⁵. Ils exigeaient, en général, l'engagement formel d'être remboursés intégralement de tous leurs frais s'ils dépassaient les sommes reçues¹⁹⁶. En contrepartie, ils promettaient de déposer à la caisse municipale la rétribution que les États ou l'assiette diocésaine pourrait leur allouer¹⁹⁷; ces promesses étaient d'autant plus nécessaires que les routes n'étaient pas sûres et que les délégués étaient exposés à bien des mésaventures¹⁹⁸. Les difficultés, souvent rencontrées, pour trouver les fonds nécessaires¹⁹⁹, expliquent que l'on ait parfois inclus dans la délégation des personnages

194. En 1428, la ville de Lodève délègue son sigillier, J. Martin « *periculo et expensis ville* » (Lodève, BB 1, f. 216 v^o). L'année précédente, parce que la ville de Toulouse n'avait pas de quoi payer les frais de ses délégués, elle envoie deux personnages « *ut singulares et non ut capitularii* » (Toulouse, BB 5, p. 40).

195. Avec promesse de rembourser le cas échéant le trop perçu (Montpellier, BB 59, 18 février 1451). Il y avait parfois des difficultés : en 1436, l'élu de Lodève refuse de partir si on ne lui avance pas au moins quarante « moutons » (Lodève, BB 2, f. 173).

196. Dès 1419, les consuls de Montpellier « *promiserunt facere indempnes dictos dominos ambaxiatores cum publico instrumento* » (Montpellier, BB 44). En 1439, ils promettent deux livres par jour à leur envoyé P. Colombier (« *promissio facta per dominos consules domino Petro Columbertii* », Montpellier, BB 58, f. 25 v^o). En 1451, ils remettent à leurs délégués les sommes de 113 l. 8 s. et 60 l. (BB 59).

197. C'est la procédure régulièrement suivie à Alès entre 1430 et 1440 (A. Bardon, *Hist. d'Alais*, p. 190-191). A Toulouse, en 1424, on fait prêter un serment spécial en vue d'éviter les médisances : « *legati jurabunt... quod nichil recipient casu quo aliquid eis datur, et si aliquid recipiebant quod restituent ville pro evitandis inconvenientiis et malis verbis que dicuntur et proferuntur per villan.* » (Toulouse, BB 4, p. 91).

198. En 1439, les délégués de Toulouse *expoliati fuerunt de equis, vestibus, pecuniis, instructionibus, licteris et omnibus que secum defferebant* (*Annales du Midi*, t. VIII, p. 155). Ils furent, il est vrai, largement indemnisés par la ville qui dut leur verser une somme de 1.000 livres (Toulouse, BB 8, f. 30). L'année suivante, toute la délégation de Languedoc aux Etats Généraux de Bourges est victime d'un guet-apens sur la route de Saint-Pourçain, bien qu'elle ait été munie d'un sauf-conduit royal (*Annales du Midi*, t. IV, p. 19). La situation économique pouvait aussi avoir de fâcheuses répercussions : les représentants de Montpellier dans la même délégation durent faire jouer la clause qui avait été insérée dans l'obligation des consuls de cette ville en cas de la cherté des vivres à Bourges : leur indemnité fut en effet augmentée (Montpellier, BB 58).

199. En novembre 1424, les capitouls en exercice, se trouvant sans argent, prétendirent prendre les frais de l'ambassade sur le produit de la carte du vin de l'année à venir; les protestations des capitouls nouveaux furent rejetées (Toulouse, BB 67, p. 27 et 28). En 1436, les diverses localités du diocèse de Maguelonne doivent mettre une taille spéciale pour fournir de l'argent *als homes que devian anar a Viana* (Lunel, CC 71, f. 50 v^o). Bien souvent, la caisse municipale étant vide, on procède à des emprunts, dont on retrouve trace dans la comptabilité consulaire. Ainsi, à Montpellier, en 1420 et 1439 (Montpellier, BB 44, 29 janvier 1420; BB 58, f. XIII). En 1458, le clavaire est obligé de prendre les fonds remis aux délégués sur le produit de la taille royale, mais il exige un ordre formel des consuls (Montpellier, BB 67). A Toulouse, en septembre 1425, les trésoriers capitulaires n'ont pas d'argent pour donner aux deux délégués aux Etats mandés à Carcassonne par le comte de Foix; on en est réduit à emprunter 70 l. t. avec promesse de les rembourser sur les deniers de la ville (Toulouse, BB 67, p. 40).

qui offraient d'aller gratuitement aux assemblées²⁰⁰. Mais très vite, les villes qui déléguaient aux États estimèrent qu'elles ne devaient pas être les seules à subvenir aux frais de leurs députés. Dès 1422, la ville de Lunel obtenait des représentants de Charles VII aux États de Carcassonne de faire contribuer tous les habitants de la viguerie « en tous les frais, missions et despens » faits par le procureur de Lunel²⁰¹. Puis, l'idée apparaît que l'entretien des députés doit se faire aux dépens du pays; elle est nettement exprimée dans le projet d'union de 1430²⁰² et c'est pourquoi on autorisa les assiettes diocésaines à comprendre dans les frais du diocèse les gages des envoyés aux États; ce sera désormais l'un des chapitres obligatoires des frais. A partir de 1449 au moins, tous les diocèses suivent cette règle²⁰³, mais cela ne suffit pas toujours à éviter des difficultés²⁰⁴ car les auditeurs des comptes contrôlaient de très près les sommes portées à ce sujet dans les comptes des receveurs diocésains et n'hésitaient pas, à la grande indignation des États²⁰⁵, à y

200. Mais il y avait parfois des surprises; le trésorier Otto Castellain avait fait partie de la représentation toulousaine aux Etats de Montpellier de mai 1446; avant son départ, il avait refusé des gages, mais à son retour, il demanda d'être défrayé de ses dépenses et se fit accorder une indemnité de 33 l. 6 s. 8 d.

201. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 825. L'ordre fut exécuté : dès le 8 août 1422, Lunel faisait signifier aux syndics de Marsillargues *que non aguesson a contri-buir am altre avescat sus lo despens fag en lo viadi de senhor Anthoni Symon* (le procureur) *sinon am nos* (Lunel, CC 69, f. 50). En 1425, le comte de Foix ordonnait, à la prière des consuls de Lavaur, de répartir les frais de leurs députés aux Etats de Béziers sur tous les manants et habitants des villes, lieux et châteaux du diocèse de Lavaur car *no seria pas de bona equitat et raso... attendut que tot so que es estat fayt es estat fait tam be al proffieit de tota la diocesa cun de la dicta ciutat de Lavar* (Bibl. nat., fr. 26.048, n° 438). Le paiement par viguerie fut encore imposé par Charles VII au diocèse de Nîmes par ses lettres du 23 avril 1439 (Hérault, A 10, f. 359 v°), mais les termes même de la lettre indiquent que les années précédentes, le paiement avait été fait sur les frais de l'assiette, ce que confirment les documents comptables pour 1434 et 1436 (Hérault A 10, f. 249 v° et Bibl. nat., fr. 26.062, n° 3.034). En 1434, les représentants de Lodève vont aux Etats *expensis diocesis* (Lodève, BB 2, f. 536 v°).

202. *Quoniam rationabile est ut qui pro ipsa patria laborant inde stipendia consequantur* (Toulouse, AA 104, p. 23).

203. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 93, art. 23. Auparavant, il y a beaucoup de diversités selon les diocèses et les villes. En Gévaudan, encore en 1445, la rétribution était à la charge des villes (Hérault, A 12, f. 44). A Alès, en 1431, le receveur municipal fait l'avance des frais de voyage, en spécifiant que, si le député reçoit une indemnité des Etats, il en versera la moitié à la caisse municipale; en 1435, l'assiette diocésaine ayant alloué aux députés une somme inférieure à leurs débours, la ville doit leur rembourser le complément; en 1437, elle donne 14 gros à son représentant mais se réserve d'encaisser la somme accordée par l'assiette (A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 172, 182, 191). A Beaucaire, la ville fixe d'avance la rémunération de ses députés : 15 s.t. par jour. Si la taxation faite par les Etats ne suffit pas, la ville la complètera; si, au contraire, les Etats attribuent à leurs membres une indemnité supérieure, le député s'engage à ne pas la réclamer (Beaucaire, BB 1, 5 septembre 1445; 28 janvier 1448).

204. En 1455, l'assiette avait taxé à 384 l. les frais des députés de Montpellier; ceux-ci en réclamaient plus de 500. L'affaire fut finalement réglée par arbitrage (Montpellier, BB 64).

205. Il faut que les députés « pour honneur dudit seigneur qui les mande et de messieurs ses commis devant qui souvent ont a comparoir et aussi pour honneur de ceulx qui les y envoient y soient honnestement, et perdent en leurs lieux leurs affaires propres comme patrocines, marchandises et autres qui leur sont de trop plus grant perte que la taxe qu'ilz en ont » (Doléances de 1449, art. 23).

faire de sévères retranchements. A côté de ces avantages pécuniaires, les députés aux États jouissent d'un privilège particulier, celui de ne pas être cité en justice durant la session des États, on connaît un exemple précis; le vicair de l'archevêque de Narbonne, ajourné en cas d'appel à la requête de l'abbé de Marceilhan, se plaignit à l'assemblée²⁰⁶ qui, sur-le-champ, envoya une délégation aux commissaires du roi pour leur rappeler les privilèges du pays. Le lieutenant du gouverneur convoqua incontinent le sergent qui avait fait l'assignation, et révoqua tous les ajournements contraires à ce privilège.

SECTION IV : LE DOUBLEMENT DU TIERS

Le rôle joué par les délégués de l'état commun a été considérable. Ils étaient en majorité aux États, non seulement parce qu'ils étaient les plus assidus à venir, mais aussi parce que l'usage de la délibération par ordres ayant peu à peu fait place à une délibération en commun, ils étaient assurés de pouvoir imposer leur volonté en raison du système qui finit par être adopté et leur donna un nombre de représentants égal à celui des deux autres ordres réunis. Ce « Doublement du tiers » est un fait acquis à la fin du xv^e siècle; on ne connaît pas l'acte qui l'a définitivement consacré, mais tout porte à croire qu'il faut le placer dans les dernières années du règne de Louis XI : c'est à cette époque que l'on voit disparaître les abbés des délibérations des États; c'est à cette époque que commencent à fonctionner les divers tours des barons; c'est à cette époque enfin que s'organise définitivement la représentation diocésaine : les communautés diocésaines vont « rouler » entre elles à l'intérieur du diocèse, et, si pour les diocèses de grande étendue l'habitude est alors à peu près générale de se faire représenter par deux communautés, on ne leur accorde qu'une seule voix « aux opinions » par diocèse²⁰⁷.

Mais cette organisation nouvelle ne faisait que reprendre des idées plus anciennes; dès leurs premières sessions, au début du xv^e siècle, les États de Languedoc ont senti confusément le besoin de donner à l'état commun une représentation numérique plus forte : au mois de juillet 1419, les États de Toulouse décident de nommer une commission particulière pour délibérer sur un projet d'union entre les ordres; ils prennent soin de la composer de six représentants du clergé, de six membres de la noblesse, de douze délégués de l'État commun²⁰⁸.

206. « il veut joyr des privilèges du pais, c'est assavoir que nul venant aux Estatz ne doit estre cité ne molesté durant les Estatz » (Haute-Loire, n° C 5.442 bis, f. 3 v°, 4). Cet incident fit insérer dans le cahier de doléances un article demandant que soit observé le « privilège du pais touchant la franchise, liberté et seurté des venans ou susdits Estatz, tout en venant, demourant et retournant » (Doléances de décembre 1498, art. 16).

207. Et l'on dût adopter des systèmes compliqués pour permettre de faire entendre leurs voix : les uns parlent le matin, les autres le soir; les uns opinent sur une question, les autres sur la question suivante de l'ordre du jour.

208. Toulouse, AA 102, p. 13.

La composition des ambassades envoyées au roi à l'issue des assemblées est faite dans le même esprit : quatre clercs, quatre nobles, neuf représentants de l'État commun font partie de l'ambassade qui fit obédience au régent Charles en 1420²⁰⁹.

Un texte surtout exprime très nettement cette idée : l'article trois du projet d'union de 1430, projet qui, sans doute, n'eut pas de suite, mais qui fut l'objet de discussions entre les trois ordres, précise que les États seront composés de six clercs, de six nobles et de vingt-quatre députés de l'état commun²¹⁰. Voilà bien la preuve que les théoriciens des États considéraient déjà comme souhaitable l'adoption d'une solution qui acquit sa pleine signification lorsque l'usage des délibérations en commun eut complètement prévalu.

A l'intérieur même de l'état commun, certains personnages avaient une influence prépondérante; les grandes villes opinaient les premières et entraînaient souvent les autres; elles prirent l'habitude d'envoyer aux États des représentants familiarisés avec les affaires de la province. Ce sont les « anciens du pays » qu'on consulte toujours dans les cas graves²¹¹; parmi eux, bientôt, on choisira les officiers des États.

209. Toulouse, BB 3, f. 88.

210. *Item quod status ecclesiasticus in qualibet convocacione solum pro qualibet senescallia eliget et mictet duos homines ecclesiasticos notabiles, et status nobilium totidem, et status communis viginti quatuor, scilicet de qualibet senescallia octo* (P. Dognon, *Quomodo tres status...*, p. 64).

211. P. just. n° 28.

CHAPITRE II

LE PERSONNEL DES ÉTATS

Aussi longtemps que la tenue des États est apparue comme un événement insolite et un expédient provisoire, il n'a pu être question pour eux d'assurer le recrutement d'un personnel fixe, à la compétence et aux attributions nettement définies. C'est seulement à partir du moment où ils sont devenus une institution réglée que les auxiliaires indispensables ont été créés. D'origine souvent modeste, ils ont pris avec le temps, tels les syndics ou le greffier, une importance considérable et la stabilité de leur emploi a fini par leur donner une influence qui, à l'origine, était l'apanage d'autres personnages, notamment du prélat qui présidait aux délibérations.

SECTION I : LE PRÉSIDENT POUR LE PAYS

C'est un prélat qui dirige les débats aux États de Languedoc¹; le titre de président des États pour le pays n'apparaît pas avant 1450, mais la coutume existait en fait depuis quelques années².

Le président est toujours le prélat le plus élevé en dignité : l'archevêque de Toulouse ou celui de Narbonne³; si tous deux sont absents, on choisit l'évêque le plus anciennement consacré⁴ ce qui

1. Voir appendice n° 1.

2. Déjà en 1419, l'archevêque de Toulouse répond au discours du comte de Foix (Toulouse, AA 102, p. 31) mais c'est le vicomte de Caraman qui préside aux séances; en 1436, l'évêque de Béziers porte la parole au nom des États (Bibl. nat., fr. 23.915, n° 16); en 1447, 1448, 1449, l'archevêque de Toulouse remplit toutes les fonctions du président.

3. En mars et juillet 1463, l'évêque du Puy assistait aux États qu'il avait présidés à de nombreuses reprises, mais cette fois il n'y présida pas parce que l'archevêque de Narbonne était présent (Bibl. nat., fr. 25.713, n° 42; fr. 20.986, n° 11; fr. 20.903, n° 6).

4. Ainsi, en 1477, l'archevêque de Narbonne n'a assisté qu'à une partie de la session; il a donc présidé « aucuns jours »; en son absence, la présidence est revenue à l'évêque de Lodève (Bibl. nat., fr. 23.264, n° 22). Ce texte présente une anomalie qui peut, du reste, être expliquée : l'évêque de Lodève n'est pas le plus ancien des prélats à avoir assisté aux États; il n'a été appelé à l'épiscopat qu'en 1462 (Eubel, *Hierarchia catholica*, t. II, p. 198) alors que l'évêque de Béziers, également gratifié par les épices pour son assistance, exerçait depuis 1457 (*Ibidem*, p. 120); il est donc vraisemblable que ce dernier n'a assisté qu'à la partie de la session présidée par l'archevêque de Narbonne. — C'est la date de la consécration épiscopale qui est prise en considération et non celle de la translation de l'évêque. Ainsi, en 1466, l'évêque de Viviers préside bien qu'il n'ait été nommé à Viviers qu'en 1454 alors que l'évêque de Maguelonne avait été installé à Montpellier en 1453 (*Ibidem*, p. 202); mais l'évêque de Viviers était auparavant évêque d'Alet depuis le 24 janvier 1448 (*Ibidem*, p. 165), donc était plus ancien en prélature. D'autre part, c'est la

est conforme à la règle canonique posée par le Decret de Gratien (I, dist. XVII, c. 7) pour la présidence des assemblées ecclésiastiques. S'il n'y a aucun prélat, on a recours au vicaire général d'un archevêque; s'ils ne sont pas venus, au vicaire du prélat le plus ancien⁵.

Les archevêques de Toulouse et de Narbonne ne s'étant jamais, à cette époque, présentés ensemble aux États, on ne saurait dire lequel aurait dû, en ce cas, l'emporter. Il semble qu'au xv^e siècle on ait appliqué entre eux la règle de l'ancienneté; l'archevêque de Narbonne n'est pas encore le président-né des États⁶. C'est, semble-t-il, dans les premières années du xvi^e siècle que l'archevêque de Narbonne réussit à imposer sa prééminence⁷, mettant à profit la vacance du siège de Toulouse, dont le titulaire, Jean d'Orléans, désigné en 1503 à l'âge de neuf ans, ne put être consacré qu'en 1517⁸.

Au milieu du xv^e siècle, le président joue un rôle considérable dans la bonne marche des États; non seulement, il dirige les débats, mais encore il est chargé de la rédaction des doléances, il présente le cahier aux commissaires, fait l'octroi, négocie au nom des États; il est placé à la tête des ambassades importantes qui vont trouver le roi⁹; les fonctions du greffier des États seront, à l'origine, exercées par son clerc.

Ce rôle diminuera au cours de la deuxième moitié du xv^e siècle. Désormais, il y a un greffier en titre nommé par les États; le syndic rédige les doléances; devant la complexité des affaires, le président se borne à un rôle d'apparat. Si l'octroi est toujours fait en sa présence, c'est le syndic qui prend la parole pour les États devant les commissaires; les procès pendants au Grand Conseil exigent qu'on envoie en Cour des hommes de loi et le président ne pendra la tête de l'ambassade que lorsque celle-ci sera particulièrement importante ou qu'il sera lui-même un juriste¹⁰ mais, la plupart du temps, il se borne à présider aux débats.

date de la consécration, et non celle de l'élection, qui compte : en 1501, l'évêque de Rieux, seul prélat présent aux États, n'était pas encore consacré, il n'accède à la présidence qu'en vertu d'un ordre formel de Louis XII, et cela n'empêche pas les protestations du vicaire de Narbonne (Haute-Garonne, C 2.276, f. 3 v^o).

5. Ainsi, en 1505 et en 1509, la présidence est exercée par le vicaire général du Puy (Haute-Garonne, C 2276, f. 124 et 280 v^o).

6. En février 1498, il y eut contestation entre les vicaires des deux archevêques sur leur place; les États conclurent que le vicaire de Narbonne précéderait « attendu que ledit monseigneur de Tholozé n'est point consacré » (Haute-Loire, 501 C 5.720, f. 6).

7. En 1508, une nouvelle querelle de préséance ayant éclaté, il fut simplement conclu « que le vicaire de monseigneur de Narbonne précèdera le vicaire de monseigneur de Toulouse » (Haute-Garonne, C 2.276, f. 265 v^o).

8. *Gallia Christiana*, t. XIII, col. 53.

9. Ainsi, P. du Moulin dirigera l'ambassade qui obtiendra l'abolition de Louviers en 1449, J. de Bourbon sera à la tête des ambassadeurs, qui, en 1456, obtiendront les articles de Gannat.

10. En 1489, l'évêque de Lavaur était à Paris pour le compte des États (Arch. nat., X^{1a} 8320); il retourna à la Cour comme ambassadeur en décembre 1490 (Hérault, A 18, n^o 35), en 1492 (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39); l'archevêque de Narbonne ira en cour en 1496 (Haute-Garonne, C 2276, f. V); l'évêque de Viviers, en 1506 (Haute-Garonne, C 2.276, f. 261).

SECTION II : LE GREFFIER

Longtemps, les États n'ont pas eu de fonctionnaire chargé du service des écritures; en cas de besoin, on recourait à un notaire public et quelques-unes des délibérations des États ont été enregistrées par les notaires des villes où se tenait la session¹¹. Grâce à eux, quelques procès-verbaux nous ont été conservés et on les retrouve aujourd'hui dans les archives de ces villes mêlés aux documents concernant l'administration municipale¹². Par la suite, apparaît un clerc chargé « d'écrire, minuter et grossoyer les articles du pays »¹³ personnage modeste, ce n'est encore qu'un simple auxiliaire du prélat qui préside les États pour le pays, beaucoup plus au service de ce dernier qu'à celui de l'assemblée¹⁴. Girardin Lambert qui prit, en 1455, le titre officiel de greffier¹⁵, remplissait déjà ces fonctions en 1452¹⁶. Désormais, un certain nombre de personnages vont porter ce titre¹⁷. Leur rôle va devenir plus important avec la réorganisation des États qui s'est produite aux alentours de 1484 et cette importance se traduit dans le fait que le greffier est maintenant un notaire-secrétaire du roi¹⁸ et non plus un simple notaire comme sous Louis XI. Le greffier du pays se substitue, en effet, au secrétaire des commissaires du roi dans l'exécution des copies des cahiers de doléances, remises, après la session, à chaque diocèse; il transcrit les instructions aux ambassadeurs et les rôles des frais; il grossoie les vidimus des actes royaux que l'ambassadeur en Cour avait rapportés. Auparavant, on avait recours au sénéchal, au gouverneur de la ville, au viguier et au notaire du lieu où se tenaient les États, selon la procédure ordinaire du vidimus. Maintenant le vidimus se fait « par appointment des Estatz et par mandement de monseigneur le gouverneur », et il porte la signature du greffier¹⁹.

11. Ainsi, en 1419, le notaire du consulat de Montpellier est déclaré *stipulanti et recipienti pro dominis de consilio trium Statuum, ecclesie, nobilium et communitatum quod tenetur in presenti villa* (Montpellier, BB 44).

12. Voir la liste : appendice n° 2, 1.

13. Pour la première fois en 1447, le clerc étant Pierre de la Porte (Bibl. nat., fr. 26.076, n° 5.679).

14. En 1449, c'est « le clerc de l'archevêque de Toulouse » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 9). En 1463, un clerc de l'évêque de Lavaur a « escript et mis au net les articles du pays » (Bibl. nat., fr. 25.713, n° 42).

15. Bibl. nat., fr. 23.900, f. 44 et Arch. nat., K 691, n° 15.

16. Bibl. nat., fr. 26.081, n° 6.460.

17. Voir la liste des greffiers : appendice n° 2, II.

18. Au moins depuis Etienne Pasquier, à partir de 1488.

19. Exemple : vidimus de Guillaume de la Croix, gouverneur de Montpellier, en date du 12 mars 1496 (Hérault, A 19, n° 2).

« En tesmoing desquelles choses, nous, gouverneur dessus escript, pour greigneur fermeté d'icelles, avons signé de nostre main propre et fait signer de celle du greffier des Estatz d'icelluy pays et ensemble mectre le seel royal autentique de nostredicte gubernation, les an et jour dessusdits.

G. de la Croix

Par appointment des Estatz
et par mandement de monseigneur le gouverneur
Pasquier, greffier. »

Des exemples de tels vidimus se trouvent dans un certain nombre d'archives communales, par exemple : Castelnaudary, AA 4.

Enfin et surtout, le greffier assiste aux délibérations des États et en dresse le procès-verbal. Il siège à une place spéciale, le « banc » du greffier²⁰. Il tient un registre dont il délivre des extraits en cas de besoin²¹. Cette extension du rôle des greffiers se traduit par l'accroissement de leur rémunération : au milieu du xv^e siècle, on leur attribuait des honoraires assez minimes (de 10 à 30 livres) ; au début du xvi^e, outre ses 25 livres de gages ordinaires, le greffier reçoit, pour ses « vacations, expéditions de copies et mandements », des sommes variables allant de 100 à 170 livres²². De plus en plus, le greffier devient un homme de confiance chargé parfois de missions très importantes²³ ; son activité deviendra indispensable au bon fonctionnement des États et les syndics trouveront en lui le plus précieux des auxiliaires.

SECTION III : LES SYNDICS

Dans la notice qu'il a consacrée aux syndics des États²⁴, Albisson a donné de leur origine une explication séduisante car elle peut paraître logique au premier abord mais qui ne cadre en rien avec les faits. Pour lui, les anciennes assemblées de sénéchaussées, dont on trouve quelques exemples dès le xiii^e siècle, auraient désigné des syndics chargés de l'exécution de leurs délibérations et de la conduite des affaires communes, et, lorsque les sénéchaussées se furent réunies pour former les États Généraux de Languedoc, leurs syndics y auraient eu entrée à titre d'officiers des États. Or il n'en est rien ; les syndics apparaissent tardivement et cette apparition tardive est l'un d'un traits particuliers des États de Languedoc. Alors que dans les pays d'États voisins, le syndic est signalé de fort bonne heure et est, à peu près, contemporain des plus anciens documents qu'on possède sur les États — en 1381 en Dauphiné²⁵, dès 1401 en Comté Venaissin²⁶, en 1403 en Gévaudan²⁷, avant 1422 en Vivarais²⁸, dès

20. Il est interdit aux membres des États d'aller y siéger (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 8 v°).

21. C'est à l'initiative du greffier G. Bertrand qu'est due la conservation des procès-verbaux depuis l'année 1501 en raison des « grands dommages, interests, frais, despens et inconvéniens advenus aux habitans dudict pais a faulte de n'avoir esté faict et retenu pour le passé registre ou memoire des actes, afferes et cas survenus en icelluy pais de Languedoc » (Haute-Loire, 501 C 7452). Le plus ancien procès-verbal original conservé est celui de février 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720) ; document fort curieux, il est composé de deux cahiers ; le premier contenant le procès-verbal mis en forme de la première partie de la session, le deuxième renfermant les notes prises directement au cours de la deuxième partie de la session par le greffier Etienne Pasquier, qui, pour une raison ignorée, n'a pas jugé bon de les mettre en forme ; il nous offre ainsi la véritable physionomie d'une session des États, avec, notamment, l'énoncé des opinions de tous les assistants. On possède de même les doubles procès-verbaux des États de décembre 1498 (Haute-Loire, 501 C 5442 bis et 501 C 7001) et de 1500 (*Ibidem*, 501 C 5443 et 501 C 5551).

22. Voir les rôles des frais des États : Haute-Garonne, C 993.

23. En 1508, G. Bertrand est député pour aller à la chambre des Comptes de Paris régler le procès de la foraine (Haute-Garonne, C 2 276, f. 275 v°).

24. *Loix municipales*, t. I, p. 450.

25. A. Dussert, *Les États du Dauphiné*, p. 391.

26. J. Girard, *Les États du Comté Venaissin*, p. 134.

27. J. Deniau, *Les États particuliers du pays de Gévaudan*, p. 11, n.

28. A. Le Sourd, *Essai sur les États ae Vivarais*, p. 87.

1425 en Velay²⁹ — le titre de procureur du pays de Languedoc apparaît pour la première fois en 1480³⁰.

Avant d'aller plus loin, il convient d'examiner trois documents qui se placent aux alentours de la moitié du xv^e siècle et qui parlent de procureurs ou de syndics des États : le premier est un mandement des généraux des finances, en date du 2 mars 1445, d'avoir à payer à un chevauteur de l'écurie du roi la somme de vingt-cinq livres pour avoir porté au roi « certains articles et requestes a nous bailléz de par le procureur des gens des Troys Estas dudit pays de Languedoc »³¹, la relation des États tenus à Toulouse en 1451 nous apprend que les trois États élirent leurs syndics pour obtenir la correction de certains abus commis par les cours sigillaires³², élection corroborée par les commissions de receveurs et d'assiettes³³.

S'il est difficile, faute de textes suffisants, de se prononcer sur le premier de ces documents, en revanche, il est certain que les procureurs dont il est question en 1451 n'émanent pas de l'initiative des États. La réponse aux doléances relatives aux cours sigillaires porte en effet qu'avant de donner provision à l'article, il faudrait déclarer les abus en la matière « et s'aucuns estoient depputéz pour les declarer et poursuyvre » les commissaires du roi interviendraient volontiers auprès du Parlement de Toulouse compétent en la circonstance³⁴. Il s'agit donc ici de simples procureurs *ad litem*³⁵. D'ailleurs l'espace de temps de près de trente années, pendant lequel aucun texte ne fait mention des syndics, permet d'assurer qu'il n'y a aucun rapport entre ces exemples isolés et les fonctionnaires qui vont désormais agir de façon constante dans le fonctionnement des États de Languedoc et y occuper peu à peu une place considérable.

On est réduit aux conjectures quant aux circonstances exactes de la création du poste de syndic. Il semble qu'elle soit due aux difficultés de toutes sortes qui se sont élevées vers la fin du règne de Louis XI entre ce prince et les États et qui ont entraîné de longues négociations. Il a fallu trouver alors des hommes entendus aux affaires, capables de négocier avec le pouvoir central, capables aussi d'assurer la continuité du travail et des efforts, continuité qui avait été jusque là assurée par les prélats de Languedoc, plus particulièrement par celui qui, vers 1450, avait reçu le titre de

29. E. Delcambre, *Les Etats du Velay*, p. 381.

30. Hérault, *Commissions pour la tenue des Etats*, portefeuille I (Commission d'assiette du 22 juin 1480 : « ... firent appeler le procureur du pays et autres qui a ce se consentirent que ladite somme feust mise sus »).

31. Bibl. nat., fr. 26.073, n° 5.159.

32. P. just. n° 9.

33. Arch. nat., K 68, n° 48.

34. Doléances de 1451, art. 31.

35. L'assiette du diocèse de Mende de 1451 déclare : « A certains procureurs passéz par les prelatz et autres gens d'Eglise, nobles et aucuns commis desdiz Estaz par devant M^e François Montbel pour poursuivre par devers messeigneurs de Parlement et plusieurs autres commissaires la reparation de plusieurs griefz et abus exprimés aux articles dudit pais, VIII l. XVII s. IX d. » (Bibl. nat., fr. 23.901, f. 21 v°). François Montbel était le greffier des généraux des aides.

président des États. On sait le rôle considérable joué par Pierre du Moulin, archevêque de Toulouse, par Jean de Bourbon, évêque du Puy. Lorsque ce dernier devint lieutenant général de son cousin, lui-même gouverneur du Languedoc, il ne se trouva pas de prélat pour le remplacer vraiment : les évêques viennent en assez petit nombre et ce ne sont jamais les mêmes; le président change souvent, ne reste en fonctions que quelques années. Après la disgrâce de Jean de Bourbon, le plus éminent des prélats de Languedoc, l'évêque d'Albi, représente l'administration royale en ce pays; l'évêque de Lavaur semble absorbé par sa tâche de garde des sceaux à la petite chancellerie de Toulouse et n'a pas encore pris la place considérable qu'il occupera quelques dix ans plus tard. La fin de la guerre de Cent ans, les mesures prises pour le logement et l'entretien d'une armée régulière ont amoindri l'importance de certains personnages, vers lesquels le pays s'était fréquemment tourné au cours de la lutte contre les routiers, tels Alzias Rigault ou Pons Guillem de Clermont-Lodève, qui a fini d'ailleurs au service de l'administration royale comme lieutenant du gouverneur. Il n'y a donc personne pour assurer la stabilité nécessaire.

Or, et c'est ce qui a rendu, semble-t-il, la création des syndics indispensable, nous sommes à l'époque où les États de Languedoc commencent à subir une transformation profonde; ils ont perdu à peu près complètement le pouvoir de discuter le montant de l'impôt et ses modalités (ce qui avait été leur raison d'être durant près d'un demi-siècle), mais ils vont se poser, toujours et partout, en champions du pays et en défenseurs de ses privilèges. Ce rôle, qu'ils exerçaient déjà par leurs doléances et leurs ambassades, va devenir leur véritable mission et recevoir d'eux une extension considérable. Ils vont veiller de façon stricte à l'application des ordonnances qu'ils ont pu obtenir du roi et surtout ils vont plaider, en leur propre nom, en justice : devant les cours souveraines comme devant les juridictions inférieures, au Grand Conseil, au Parlement, devant les sénéchaux. Mais, mener la procédure, prendre les mesures conservatoires, éviter les forclusions, faire exécuter les arrêts obtenus, cela exige du temps, de l'habileté et du soin; une assemblée se réunissant quelques jours par an, un ecclésiastique, familiarisé, peut-être, avec la politique, mais qui n'est pas forcément un juriste, sont peu aptes à agir. Il faut donc, de toute nécessité, qu'un organe permanent se crée et cette nécessité est à l'origine des syndics des États.

Le premier à avoir pris dans l'histoire le titre de procureur des États³⁶ est Pierre Boyer, seigneur de Montclar; à plusieurs reprises consul de Carcassonne, Pierre Boyer a joué un rôle considérable aux États de Languedoc; il y est signalé pour la première fois

36. A l'époque, il n'est fait aucune différence entre le titre de syndic et celui de procureur; le même personnage les porte tantôt séparément tantôt conjointement; on lui voit quelquefois donner celui de solliciteur. En latin, on trouve le plus souvent *procurator* ou *sindicus*.

en 1472³⁷ et y interviendra de façon constante jusqu'à sa nomination, en 1493, comme conseiller au Parlement de Toulouse³⁸. Le 16 juin 1481, il prenait le titre de « procureur des gens des troys Estatz de Languedoc »³⁹. La même année on le trouve désigné comme « procureur général »⁴⁰ et il est possible que durant quelques années il ait été le seul syndic des États. En tout cas, l'organisation par sénéchaussée se fit très vite ; Gabriel de Laye, qui devait exercer ses fonctions dans la sénéchaussée de Beaucaire, est qualifié de « procurator patrie » dès le 25 février 1485⁴¹ ; il interviendra à plusieurs reprises avec ce titre en diverses affaires et en 1490 nous trouvons pour la première fois signalés, conjointement, « maistres Gabriel de Laye, de Nysmes, et Pierre Boyer, de Carcassonne, eulx disans procureurs des gens des troys Estatz du pais de Languedoc »⁴².

Dans les registres d'enregistrement du Parlement de Toulouse, le titre de syndic apparaît le 24 juillet 1486⁴³, sans qu'on puisse, du reste, affirmer s'il s'agit ici du procureur du pays en la sénéchaussée de Toulouse ou du procureur des États auprès du Parlement. Quoiqu'il soit, la fonction est bien limitée dès la fin du siècle et, avant même la date des premiers procès-verbaux conservés, un certain nombre de documents isolés nous renseigne sur elle.

Il existe un procureur du pays dans chaque sénéchaussée ; il est élu par les représentants aux États de la sénéchaussée où il exercera son activité⁴⁴ ; sa nomination confirmée par l'assemblée des États Généraux de Languedoc, le nouveau syndic doit prêter serment d'exercer loyalement et diligemment ses fonctions ; on exige de lui, en particulier, l'engagement formel de ne prendre « aucune chose à poursuivre » sans l'express consentement des États.

Si la fonction est, en principe, annuelle, en ce sens que, chaque année, les États constituent leurs procureurs⁴⁵ et leur remettent

37. Bibl. nat., fr. 20.409, n° 22, il est alors envoyé de Carcassonne ; en 1477, il représente l'évêque de cette ville et il se voit octroyer par les États 240 l. pour avoir fait au nom du pays auprès du roi un voyage de quatre mois et demi (Bibl. nat., fr. 23.264, n° 22) ; en 1478, consul de Carcassonne, il assiste aux États d'Annonay (*Ibidem*, n° 35).

38. Haute-Garonne, B 9, f. 183.

39. Quittance de 404 l. 17 s. 6 d. ordonnées à P. Boyer sur les 6.376 livres d'épices accordées par les États tenus à Montpellier en juin 1480, soit : 1) 200 l. pour un an des « gages dudit office » ; 2) 174 l. 17 s. 6 d. pour trois voyages faits « pour le pays » en 1479 ; 3) 30 l. pour avoir participé à la « recherche » du diocèse de Narbonne.

40. Doléances de 1481, art. 6.

41. Montpellier, BB 268.

42. Montpellier, BB 189, pièces extraites, année 1490.

43. Haute-Garonne, B 1900, f. 51 v°.

44. P. Just, n° 22.

45. La constitution annuelle de procureurs est, dans les villes de Consulat, l'un des premiers actes des consuls à leur entrée en fonctions ; en tête du « *sindicatus* » est toujours placé le conseiller juridique de la ville, l'assesseur ; il est possible que cette pratique, générale en Languedoc, ait exercé quelque influence sur les États quand ils ont organisé les fonctions de leurs procureurs.

une procuration écrite⁴⁸, elle est, en dépit de quelques tentatives⁴⁷, de fort longue durée; seules, la vieillesse⁴⁸, la mort⁴⁹ ou l'entrée en Parlement à titre de conseiller⁵⁰ y mettent fin au début du xvi^e siècle. Les procureurs restent donc en place de longues années. Ils sont rétribués : P. Boyer, dont la situation semble avoir été exceptionnelle, touchait deux cents livres par an⁵¹. Ses successeurs ne touchaient que vingt-cinq livres de gages ordinaires⁵² mais ils recevaient des sommes variables selon leurs services effectifs⁵³, auxquelles s'ajoutaient parfois quelques gratifications⁵⁴.

Les syndics sont des hommes de loi, licenciés ou docteurs en droit, qui occupent par ailleurs des situations parfois assez importantes⁵⁵ et dont l'influence est grande sur le plan local⁵⁶, mais

46. Le fait est mentionné dans les procès-verbaux; on connaît la minute de la procuration délivrée pour la sénéchaussée de Beaucaire à Gabriel de Laye en octobre 1499, et l'expédition de celle remise à Jean de Vaulx en décembre 1506 (Haute-Loire, 501 C 7.001 et 501 C 6.477).

47. En 1502, Jean de Balma, consul de Nîmes, demande l'autorisation pour les Etats de la sénéchaussée de Beaucaire de « se tirer à part et veoir si maistre Jean de Vaulx s'est bien acquitté en sa charge », attendu que l'office de procureur est « annal ». Les Etats déclarent la requête « incivile et desraisonnable » car il n'est pas coutume de destituer les procureurs du pays « s'ils n'ont forcait »; d'ailleurs leur destitution relève de « tous les Estatz » et puisque les Etats le tiennent « souffisant et agréable », ils maintiennent J. de Vaulx comme leur procureur (Haute-Garonne, C 2.276, f. 61).

48. Jean de Vaulx, en 1518 (Haute-Garonne, C 2.277, f. 120 v°).

49. Gabriel de Laye, en 1501 (P. just. n° 22); Jean Lamée, en 1505 (Haute-Garonne, C 2.276, f. 236).

50. P. Boyer, en 1493; M. Bosquet, nommé en 1502 conseiller au Parlement, « ne peult tenir la procuration du pais » (Haute-Garonne, C 2.276, f. 60). En janvier 1508, J. de Vaulx et A. Arquier avaient été désignés comme deux des six conseillers accordés par le roi à titre de « crue »; leurs sénéchaussées les remplacent mais Arquier fait valoir que « jusques à ce qu'il seroit receu, ne devoit estre destitué » (*Ibidem*, f. 278); cette réception n'ayant jamais eu lieu, de Vaulx et Arquier restèrent procureurs.

51. Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39.

52. C'est la somme que touchait déjà M. Bosquet en octobre 1500 (Haute-Garonne, C 745).

53. Ainsi le même Bosquet reçoit 274 l. 8 s. 6 d. pour son voyage en Cour de 1498 (*ibidem*); Jean de Vaulx touche 1.674 l. 18 s. 6 d. en 1503 (Bibl. nat., P. O. 2.947, Vaux, n° 54). Ces règlements provoquent souvent les récriminations des Etats; en décembre 1498, à propos des frais de l'ambassade des trois syndics en Cour, le représentant de Toulouse estimait que « ung procureur par tout le pays suffiroit ». On décida finalement de leur faire prêter serment de faire des vacations raisonnables. Après discussion il leur fut attribué trois livres par jour : la dépense totale monta à 1.110 livres (Haute-Loire, 501 C 5.442 bis, f. 22 v°, 28 v°, 30). En 1503, G. Blanchard reçoit 25 l.t. pour ses gages ordinaires et 160 l. pour ses journées et vacations (voyage en Cour, poursuite d'arrêts) (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes, 1502-1503*, n° 125).

54. En 1505, Jean de Vaulx déclara dans son « parcelle » : « Item j'ay vacqué aux présentz Estats VIII jours tant pour lesdites journées que pour les peines et travaux que j'ay eu a fere les doleances, plaira a mesdisseigneurs y avouer esgard ». On lui taxe 10 livres. (Hérault, *Comptes des syndics généraux*, f. 7). Guillaume Blanchard, quelques années plus tard « pour mes peines que j'ay extraordinairement prises a sercher les registres anciens dudit sénéchal de Tholoze... ay vacqué plusieurs fois et jours exprez, messeigneurs me tauxeront ce que leur plaira » (*Ibidem*, f. 12).

55. P. Boyer était juge des crimes et conservateur de l'équivalent de la sénéchaussée de Carcassonne; J. de Vaulx juge d'Uzès; M. Bosquet avait exercé pendant quelques jours en 1495 la charge d'avocat du roi près le Parlement de Toulouse (Haute-Garonne, B 9, f. 548 v°). En 1501 il se fit accorder la charge de juge mage en la sénéchaussée de Beaucaire, mais vit ses droits contestés (Arch. nat., V^s 1.042, 2 sept. 1501); l'année suivante il connut un échec du même genre et dut renoncer à l'office de conseiller ordinaire du roi au Grand Conseil dont il venait d'être pourvu (*Ibidem*, 2 août 1502). Mais la

leur titre de syndic leur donne un éclat particulier⁵⁷. De plus en plus on choisira parmi eux les ambassadeurs en Cour, avec d'autres représentants des États⁵⁸ ou même seuls pour éviter les frais⁵⁹; on les envoie aussi en mission hors de la province ou à l'étranger⁶⁰.

Leur rôle est déjà fort large; ils l'ont eux-mêmes résumé en disant qu'il leur appartenait de poursuivre et défendre les privilèges et libertés du pays et faire exécuter les défenses contenues en ces privilèges⁶¹. C'est pourquoi, en premier lieu, ils interviennent auprès du Parlement et des sénéchaux pour faire enregistrer les ordonnances et lettres patentes qui intéressent le pays, en particulier celles que l'ambassade des États obtient presque chaque année lors de son voyage en Cour. Dès 1486 apparaît dans les registres du Parlement de Toulouse la mention désormais fréquente : *Lecta, publicata et registrata ad procuratoris generalis domini nostri regis et sindici trium Statuum patrie Lingue Occitane requestam*⁶². Les originaux des lettres patentes, conservés dans les archives des États, portent, pour la plupart, mention d'enregistrement et de publication au Parlement de Toulouse, aux sièges des sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire, aux Cours présidiales de Montpellier et Béziers⁶³.

même année il devenait conseiller au Parlement de Toulouse (Haute-Garonne, B 12, f. 10). Jean Lamée fut pendant quelque temps régent de l'office de procureur général du roi en la sénéchaussée de Carcassonne (Bibl. nat., P.O. 1683, Lamée, n° 2). G. de Laye était lieutenant du sénéchal de Beaucaire et commissaire à l'université des causes en la cour du sénéchal à Nîmes (Ménard, t. IV, preuves, p. 58).

56. P. Boyer était consul de Carcassonne en 1472, G. de Laye consul de Nîmes en 1490 et 1499. Ils cumulent parfois les fonctions de syndic du pays avec celles de procureur diocésain : G. de Laye, procureur du diocèse d'Uzès en 1488 (Bibl. nat., fr. 23.901, f. 391); M. Bosquet, syndic du diocèse de Toulouse (Haute-Garonne, C 992, f. 165).

57. Quand Charles VIII anoblira G. de Laye, en avril 1488, il le désignera sous le titre de syndic et d'ambassadeur des États et prendra prétexte des services par lui rendus au sein de l'assemblée languedocienne pour le dispenser de payer finance (Arch. nat., JJ 219, n° 96).

58. P. Boyer était allé en Cour dès 1477 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 25); en 1486, G. de Laye est l'un des deux ambassadeurs des États (Montpellier, BB 189, pièces extraites année 1486). M. Bosquet en juillet 1498 (Haute-Garonne, C 745); A. Arquier en 1507 (P. just. n° 24).

59. G. de Laye, en 1497 (Haute-Loire, 501 C 5720); J. de Vaulx, en 1502 (Haute-Garonne, C 2276, f. 84 v°).

60. P. Boyer à Barcelone en 1487 (Capmany, *Memorias Historicas*, t. II, p. 296).

61. Le 17 juillet 1496, G. de Laye, devant quitter Montpellier, établit deux procureurs substitués devant le juge du Palais de cette ville *ad prosequendum et defendendum privilegia et libertates dicte patrie et inhibiciones in eisdem contentas fieri faciendum* (Montpellier, BB 191, Pièces extraites année 1496). Quelques mois auparavant, M. Bosquet employait des termes analogues : « c'est sa charge principale », dit-il au Parlement « de faire entretenir, garder et observer les libertés et franchises dudit pays » (Haute-Garonne, B 10, f. 2); le 28 janvier 1500, J. Paquet, prévôt de Réaumont, use des mêmes termes devant le Grand Conseil (Arch. nat., V 5 1042). Ce faisant, ils ne font que reproduire les propres termes de la procuration à eux délivrée par les États, qui, à la défense des libertés et privilèges du pays, ajoute « ensemble la reformation de la justice » (Haute-Loire, 501 C 7001 et 501 C 6477).

62. Haute-Garonne, B 1900, f. 51 v°.

63. Hérault, A 17, A 18, A 19, *passim*. Le syndic fait parfois publier les ordonnances royales hors de sa sénéchaussée. G. de Laye fait publier à Lyon, le 2 mai 1497, l'ordonnance interdisant l'entrée des draps de Roussillon (Hérault, A 17, f. 152 v°). Bien souvent, le nom du syndic qui a sollicité l'enregistrement est porté sur l'original : les lettres patentes du 27 avril 1488

L'enregistrement obtenu, il restait à faire observer les ordonnances et, bien souvent, les syndics reçoivent mission, en termes généraux, de veiller à leur exécution⁶⁴. Ils n'hésitent pas non plus à s'opposer à l'enregistrement d'actes royaux qu'ils jugent contraires aux privilèges du Languedoc⁶⁵.

Leur rôle, en matière judiciaire, ne se borne pas là; ils ont la direction de tous les procès engagés au nom des États⁶⁶. Sans doute ces derniers entretiennent-ils un procureur régulièrement appointé auprès du Parlement, mais le syndic du pays en la sénéchaussée de Toulouse intervient fréquemment dans les débats; il remplace le procureur ordinaire ou plaide à ses côtés⁶⁷ et celui-ci lui donne le nom de syndic principal ou de syndic général⁶⁸. L'arrêt une fois obtenu, les syndics en assurent l'exécution⁶⁹; ils doivent,

ont été publiées à Nîmes à la requête « de messire Gabriel de Laye, docteur en loix, scindic du pais de Languedoc » (Hérault, A 18, n° 25).

64. « Touchant la refformation de la Justice qui ne s'entretient point, a esté dit et conclud que les procureurs du pays la feront entretenir et poursuivront informations et punir les transgresseurs aux despens du pays » (Haute-Loire, 501 C 5720, f. IX).

65. La procuracy qui leur est remise chaque année leur donne expressément « pouvoir de se opposer aux executions des lectres impétrées ou a impêtrer contre les conventions, franchises, usaiges, privilèges, libertéz, éditz, déclarations, ordonnances, provisions octroyés a la utilité et prouffit dudit pays et de poursuyvre la reparation en estre faite partout ou il appartiendra de ce que est et sera fait ou atempté ou contraire » (Haute-Loire, 501 C 7001 et 501 C 6477). En vertu de ce pouvoir, dès le 23 juin 1489, J. Burnet, procureur des Etats en Parlement, s'oppose à la publication de certaines lettres patentes « actendu que aucuns du pays ont esté depputez aler devers le roy... et entre les autres articles de leurs charges y a article de ceste matière » (Haute-Garonne, B 8, f. 96). En 1495, M. Bosquet exige que lui soient montrées les lettres royaux accordant à J. de Chavaignac l'office de juge mage de la sénéchaussée de Toulouse et fait opposition à leur exécution (Haute-Garonne, B 10, f. 1 v°). De même, en 1506, le procureur en la sénéchaussée de Carcassonne va à Toulouse empêcher l'entérinement de « certaines lettres de permission et entrée des draps de Perpignan » en Languedoc (Haute-Garonne, C 2276, f. 252 v°). En 1508, G. Blanchard s'oppose à l'enregistrement des lettres royaux créant de nouveaux conseillers au Parlement parce que « la charge et estat qu'il a en icelle cour est de entendre et pourchasser le bien et utilité du roy et de la chose publique et icelle advertir et certifier du bien, profit et utilité et du damage, esclandre et difformité que peult advenir a cause d'icelle crue » (*ibidem*, f. 283).

66. Il peuvent en effet, « generalmente agir et deffendre en toutes cours et par devant tous juges temporelz et comissaires, contester plait et plaitz, bailler et produyre articles et autres matières, propositions, libelz et autres choses necessaires, repliquer, dupliquer, tripliquer, contredire, prouver par tesmoings et documens et toutes choses concernans lesdits plaitz, demander sentences, provoquer, appeller, declarer, bailler toutes despenses, relever, inthimer, fere exequter les sentences, arrestz et ordonnances qui sont ou seront donnéz au profit dudit pays » (Haute-Loire, 501 C 7001). C'est au syndic qu'il revient d'accomplir toutes les formalités nécessaires pour interjeter appel. Voir l'acte d'appel de Gabriel de Laye à l'encontre du lieutenant du Sénéchal de Beaucaire qui a refusé de surseoir à l'exécution des lettres royaux sur les francs archers : Hérault, A 18, n° 22.

67. Il est curieux de constater que le Parlement considère le syndic principal comme l'auxiliaire du procureur en Parlement (voir l'exécution de l'arrêt des francs fiefs dans Caseneuve, *Actes anciens*, p. 310). Cela est probablement dû au fait que les Etats choisissent leur procureur en la sénéchaussée de Toulouse parmi les avocats auprès du Parlement (C'est le cas de Mathieu Bosquet comme celui de Guillaume Blanchard).

68. Hérault, A 19, n° 7 bis et 7 ter (Requêtes de J. Burnet).

69. Voir le procès-verbal d'exécution de l'arrêt des francs fiefs du 23 décembre 1495 où interviennent M. Bosquet à Toulouse et G. de Laye à Nîmes (Caseneuve, *Actes anciens*, pp. 301-315).

de plus, répondre à tout ajournement à l'encontre des États⁷⁰. Les quelques comptes de syndics qui existent encore, comme leurs rapports annuels, montrent qu'ils dirigent toute la procédure⁷¹, mais là ne se limitent pas leurs prétentions car on les voit intervenir dans tout procès où ils estiment que les privilèges du pays sont en jeu⁷², et s'ils omettent d'agir les intéressés se chargent de leur rappeler leurs devoirs⁷³.

Toutefois, borner le rôle des syndics à un rôle de procédure serait considérablement diminuer l'action de ces personnages. Sans doute leur initiative est-elle, en droit, limitée et l'un d'eux a pu écrire qu'il n'était « que pour supplier et solliciter ce que est proffitable et utile au pays se fase ... et exequiter ce que ... en bonne deliberacion de conseilh a esté deslibéré » par les États et qu'à ces derniers il appartient de « commander »⁷⁴, mais les syndics n'en exercent pas moins, en fait, un rôle de représentation générale⁷⁵, rôle qui apparaît bien dans les rapports annuels des syndics et qui avait tendance à prendre de l'extension à la fin du xv^e siècle mais qui fut freiné au début du xvi^e, par mesure d'économie⁷⁶.

L'un des syndics fait désormais partie de l'ambassade en Cour, il défend les intérêts du Languedoc auprès de l'administration centrale, il présente au roi le cahier des doléances de la province,

70. C'est ce qui arrive à J. de Vault en 1505 quand les consuls de Montpellier et de Narbonne l'assignent devant la Cour des Généraux à Montpellier à propos du refus par les États de payer sur les fonds du pays les dix neuf cents livres de la folle enchère d'Etienne du Ru, fermier de l'équivalent aux dits diocèses (Hérault, *Comptes des syndics généraux*, t. I, f. 7).

71. Au parlement, les significations sont faites au procureur des Etats en Parlement mais celui-ci transmet aussitôt au syndic principal puisque nous voyons ce dernier répondre aux requêtes présentées à la cour par le procureur général (Haute-Garonne, B 1900, f. 241).

72. En 1509, Guillaume Blanchard prétend qu'un arrêt du Parlement de Paris dont l'exécution est requise par le procureur général n'est pas valable parce qu'il a été donné *non vocato sindico patrie pro interesse generali quod patria haberet et in futurum habere posset* (Haute-Garonne, B 1900, f. 241).

73. « Vous devés fayre partie », écrivent au syndic en 1509 les consuls de Montpellier, qui protestent contre les abus du Vice-Gérant d'Avignon (Montpellier, Joffre 8, f. 48 v°).

74. P. just, n° 18.

75. En 1480, l'évêque d'Albi et le général de Languedoc font appeler le procureur du pays pour lui faire consentir au nom des Etats la levée d'une somme de 1 732 livres devant servir au paiement de la garnison de Collioure (Hérault, *Commissions pour la tenue des Etats*, commission d'assiette du 22 juin 1480). En 1486, Louis de la Voulte, lieutenant du gouverneur de Languedoc, prescrit au sénéchal de Beaucaire d'appeler le procureur des trois Etats de sa sénéchaussée et de s'informer avec lui sur l'abondance des blés (Hérault, A 14, f. 165).

76. En décembre 1506, les Etats décident que « les voïages et vaccacions qu'ilz feront sans avoir charge et mandement des Estatx Généraux ne leur seront pour rien comptés », leur interdisent de prendre aucune charge sans expresse conclusion des Estatx et ordonnent qu'à l'avenir un seul procureur viendra, « celui qui sera plus prochain du lieu ou lesdits Estatx se tiendront et les autres pourront mander par les consulz des villes où ilz seront ce qu'ilz auront besoigné » (Haute-Garonne, C 2276, f. 260 v°). Cette décision ne fut d'ailleurs pas respectée, au moins dans les années suivantes, puisqu'en janvier 1512 des discussions s'élevèrent pour le règlement des vacations des syndics et qu'à cette occasion les Etats rappelleront leur délibération de 1506 (*ibidem*, f. 352 v°); et qu'en octobre 1512 et novembre 1513 ils intimèrent à leurs syndics de ne plus à l'avenir venir contre elle (Haute-Garonne, C 993, f. 80 et 126 v°); elle sera formellement rapportée en 1546 (*Loix municipales*, t. I, p. 450).

il s'efforce d'en faire transformer tous les articles en ordonnances, il offre aux hauts fonctionnaires des cadeaux au nom des États, il profite de son voyage pour surveiller la marche des procès au Grand Conseil; certaines villes le chargent même de défendre en Cour leurs intérêts particuliers⁷⁷. Le plus souvent les États le choisissent comme leur négociateur⁷⁸ et les syndics s'identifient si bien avec les États que c'est à l'un d'eux que s'adresse directement un groupe de marchands espagnols désireux de voir les États engager un procès à propos de la traite foraine et qu'ils promettent de verser de fortes sommes pour en solder les frais⁷⁹.

Dans l'intervalle des sessions, les syndics font exécuter les décisions prises par les États⁸⁰, peuvent prendre des mesures conservatrices⁸¹ et, le cas échéant, pourvoir, par provision, aux situations nouvelles⁸², surveillent l'emploi des deniers du pays⁸³, entretiennent une correspondance importante avec les principales villes de Languedoc, et, s'ils n'ont jamais eu le pouvoir de convoquer les États, ce qui est, à l'époque, une prérogative royale, ils ont parfois provoqué la réunion des représentants d'un certain nombre de villes pour traiter de diverses questions : ainsi, lors de la mort de Charles VIII, en la sénéchaussée de Beaucaire, afin de prendre les mesures nécessaires pour « faire l'obeyssance au roy successeur a la couronne »⁸⁴.

Au cours des sessions, l'action effective des syndics n'est pas moins considérable : ils font partie de la plupart des commissions particulières désignées par les États pour régler les affaires importantes et en sont, en général, les rapporteurs; l'un d'eux, parfois assisté du greffier, à la charge de rédiger les doléances et, à ce titre, toutes les requêtes des communautés leur sont adressées; ils rédigent la correspondance des États, font « le gect » de l'octroi; portent le plus souvent la parole dans les délégations qui vont négocier avec les commissaires du roi et rapportent à l'assemblée générale les résultats de l'entretien, ce qui leur donne l'occasion

77. En 1511, les consuls de Montpellier chargent le syndic de parler au roi des obstacles apportés par les Maures à la navigation en Méditerranée (Montpellier, Joffre 8, f. 57 v°).

78. Avec les États de Provence (Haute-Loire, 501 C 5720) etc...

79. P. just. n° 21.

80. Exemple : surveiller la plantation de pieux dans le Grau de Mauguio (P. just. n° 18); réclamer la punition de ceux qui auront exporté du blé malgré la clôture de la traite (Haute-Loire, 501 C 5720, p. 4).

81. En 1496, le syndic fait saisir sept charges de drap frauduleusement importées à Narbonne (Haute-Garonne, C 2276, f. 111 v°). Ces interdictions leur valent, du reste, quelques déboires : J. Lamée fut mis en prison en 1498 sur l'ordre du lieutenant général du gouverneur de Languedoc, tandis qu'il agissait « comme procureur du pays en défendant les privilèges » (Haute-Garonne, C 2276 ter).

82. La procuration du procureur en la sénéchaussée de Beaucaire prévoit que « s'ils surviennent aucuns afferes nouveaulx audit pays il y procedera et pourvoyra avec la délibération et consentement des consuls de Nysmes » (Haute-Loire, 501 C 7001).

83. Les sommes confiées chaque année à un personnage de chacune des trois sénéchaussées pour les frais du pays ne peuvent être distribuées sans leur ordonnance (Hérault, *Comptes des syndics généraux*, t. I, f. 7).

84. Montpellier, Joffre 8, f. 34.

d'intervenir dans les délibérations⁸⁵ où leur influence est prépondérante⁸⁶.

Ainsi, en quelques années à peine, la charge de syndic a pris sa physionomie définitive⁸⁷; son développement montre bien la transformation que les États venaient de subir. Ayant perdu, ce qui avait fait leur force, le droit de consentir l'impôt, ne représentant plus, après la conquête des possessions anglaises de Guyenne, l'annexion de la Provence et du Roussillon, l'ensemble des populations de la partie méridionale du royaume, ils étaient devenus une simple assemblée provinciale. Réduits à la défense de leurs privilèges, c'est-à-dire d'intérêts purement locaux, ils durent s'organiser pour faire face à cette tâche nouvelle : la création des syndics en fut la conséquence.

SECTION IV : AUTRES PROCUREURS DES ÉTATS

1. — Procureurs particuliers.

Malgré l'existence des syndics généraux, les États confiaient assez souvent le soin de poursuivre certaines affaires particulières à un procureur spécial. C'est ainsi que toute l'affaire relative à l'exportation des vins de Languedoc fut dirigée contre la ville de Bordeaux par Jean Pasquot, prévôt de Réaumont⁸⁸, puis par son substitué, Jean Auriola, juge d'Albi⁸⁹; au début du xvi^e siècle, Jean Luquet, vicaire de l'évêque du Puy, est désigné pour suivre devant le Parlement de Paris le procès intenté contre les habitants de la Rulhière, au diocèse du Puy, afin de les faire contribuer en Forez⁹⁰; Jean Monbel, juge de Gévaudan, dirige tout le procès contre la communauté de Prades⁹¹, tandis que Bernard Nycolas et Guillaume Bertrand représentent la province devant la Chambre de Comptes de Paris lors du grand procès sur l'imposition foraine⁹². Pierre d'Ozon est envoyé devant les généraux des Aides pour leur faire enregistrer certains articles des ordonnances royales qu'ils avaient réservés⁹³. On trouve même des envoyés de nature très particulière : en 1498, André Poytevin est chargé de négocier à Barcelone à propos des marques⁹⁴.

85. Ils y interviennent parfois directement, car assez souvent ils reçoivent procuration d'un prélat ou d'un baron; ils parlent alors au tour de leur commettant, mais on peut constater le poids de leur avis au fait que le plus grand nombre de ceux qui opinent après eux adoptent leur point de vue; à cet égard, la délibération du 21 février 1498 sur l'octroi est caractéristique (Haute-Loire, 501 C 5720).

86. Ils occupent une place spéciale : le « banc des procureurs du pays ». (Haute-Garonne, C 2276, f. 342).

87. Elle est recherchée : Guillaume Blanchard présente aux États une lettre missive de l'évêque d'Albi appuyant sa candidature (Haute-Garonne, C 2276, f. 50 v°).

88. Voir ses comptes : Hérault, *Comptes des syndics généraux*, t. I, f. 1.

89. Ses comptes se trouvent : Hérault, *Recueil de divers comptes*, t. I, f. 7.

90. Haute-Loire, 501 C 5551.

91. Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 17.

92. Haute-Garonne, C 2276, f. 276 v°.

93. Haute-Garonne, C 2276, f. 46 v°.

94. Haute-Loire, 501 C 5720.

Dans ce cas, les intéressés reçoivent une procuration spéciale⁹⁵; ils doivent également rendre compte de leur action aux États suivants. Il est à noter qu'il s'agit, en général, d'affaires qui doivent se régler en des lieux assez éloignés du champ d'action principal des syndics et que la création de ces procureurs particuliers répond, peut-être, à un souci d'économie⁹⁶. Cependant les États ont plutôt tendance à restreindre leur nombre et à confier aux syndics généraux, en autorisant ces derniers à se substituer avec leur consentement « ceux qui seront nécessaires pour la poursuite des affaires du pais »⁹⁷, le soin de les représenter en toute occasion.

2. — Le procureur en Parlement⁹⁸.

Du jour où les États ont entrepris de plaider pour leur propre compte, ils ont entretenu auprès du Parlement de Toulouse un procureur régulièrement appointé⁹⁹. Il prend, en général, le titre de « syndic des trois États du pays de Languedoc » et apparaît pour la première fois de façon certaine le 23 juin 1489¹⁰⁰. Au début du xvi^e siècle, sa procuration lui est régulièrement renouvelée chaque année¹⁰¹. Il peut arriver que le procureur des États, qui a sa clientèle propre, soit obligé d'intervenir dans un procès contre les États; en ce cas, le syndic principal choisit un autre procureur pour cette affaire¹⁰².

Le procureur en Parlement fait les présentations, rédige les suppliques¹⁰³, reçoit les significations, suit, en un mot, toute la procédure, mais il ne la dirige pas, car il est placé sous l'étroit contrôle du syndic en la sénéchaussée de Toulouse qui intervient souvent à ses côtés et parfois agit directement.

3. — Le procureur au Grand Conseil.

Le procureur qui, depuis le règne de Charles VIII¹⁰⁴, intervient au Grand Conseil pour le compte des États, n'est pas à propre-

95. Voir la procuration que reçurent J. Pasquot et P. Potier pour transiger avec ceux de Bordeaux sur la question des vins : Arch. nat., V⁵ 1042, à la date du 23 mars 1501 (n. st.); publiée par E. Marty, *Cartulaires de l'Hôtel de Ville de Rabastens*, p. 85.

96. En 1498, la désignation d'André Poytevin fut, peut-être, due au fait que les syndics généraux étaient occupés par ailleurs. En effet, par la même délibération, les États envoyaient G. de Laye en Provence pour traiter du même problème des marques.

97. En 1502, les États constituent leur procureur G. de Saint Martin « sans conséquence toutefois pour l'advenir de constituer autres procureurs que icellui du pais » (Haute-Garonne, C 2276, f. 59 v^o). En conséquence de ces décisions, J. de Vaulx se substitue Claude Chauradi pour poursuivre le procès de Prades (*Ibidem*, f. 63).

98. Voir la liste, appendice n^o 4.

99. Il a dix livres de gages ordinaires (Haute-Garonne, C 745 et C 993, aux rôles des frais).

100. Haute-Garonne, B 8, f. 96.

101. P. just. n^o 22.

102. « Car le procureur Treillier estoit partie pour les Capitolz, fut prins autre procureur » (Hérault, *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, t. I, f. 13).

103. Voir quelques suppliques de J. Burnet : Hérault, A 19, n^o 7.

104. La plus ancienne intervention connue du procureur au Grand Conseil est du 13 décembre 1484 (Arch. nat., V 5 1040, f. 118).

ment parler un officier permanent de ces derniers. En 1512, il ne reçoit encore qu'une gratification « pour ceste foys sans conséquence »¹⁰⁵ et non pas des gages ordinaires. Néanmoins les États avaient déjà pris l'habitude de recourir de longues années durant aux services du même procureur¹⁰⁶. Celui-ci tient au Grand Conseil le rôle que jouait le procureur en Parlement dans cette dernière cour; son action était régulièrement contrôlée par les ambassadeurs des États en Cour¹⁰⁷. Il n'avait, à ce point de vue, pas plus d'initiative que son collègue en Parlement.

SECTION V : LES AVOCATS

En 1502, en raison du grand nombre de procès pendants devant le Parlement de Toulouse, les États prièrent leur syndic Guillaume Blanchard de prendre conseil de maître Georges d'Ulmieres, qu'ils nommèrent « avocat et consultant » du pays¹⁰⁸. Ce précédent ne paraît pas avoir été suivi par la suite; en général, le syndic a recours aux services d'un avocat quand il doit s'absenter de Toulouse¹⁰⁹.

SECTION VI : LE TRÉSORIER DE LA BOURSE

On pourrait penser que du jour où les États ont eu un budget particulier il fut nécessaire d'entretenir un fonctionnaire spécialisé pour faire la recette et la dépense; il n'en fut rien; la « bourse » du pays ne s'organisa de façon définitive que dans le cours du xvi^e siècle; auparavant, les sommes inscrites au rôle des frais généraux du pays étaient réparties proportionnellement, en même temps que l'aide et l'octroi, entre les divers diocèses de Languedoc

105. Haute-Garonne, C 993, f. 80.

106. Thomas du Boiscornu, déjà cité en 1483, accomplit des actes de procédure pour le compte des États en 1491-93. (Hérault, A 18, n° 30), en 1498 (Arch. nat., V 5 1042, 12 décembre); en 1501 (P. just. 22). Le 27 octobre 1502, « pour ce que l'on dit que maistre Thomas du Boiscornu ne n'y tient plus », les États décident de remettre au procureur du pays le soin de lui substituer au Grand Conseil « ung souffisant » tout en spécifiant que Thomas du Boiscornu « ne sera pas destitué mais payé et contenté » (Haute-Garonne, C 2276, f. 62 v°). Le remplaçant choisi dut être Regnaud Bongars, qui figure dans les comptes du syndic J. de Vaux en 1503 (P. just. n° 23) et dans les archives du Grand Conseil (Arch. nat. V 5 1043, 3 juin 1505, 14 octobre 1507). A son décès, survenu vraisemblablement dans le courant de 1509, il fut remplacé par Mathurin Longuet (Haute-Loire, 502 C 5034).

107. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 248, Instructions de 1491, art. 5 et t. II f. 125, Instructions de 1493, art. 9.

108. Il était précisé que cet avocat serait payé « pour ce qu'il besognerait » (Haute-Garonne, C 2276, f. 63 v°).

109. « Item, m'en devoys aller aux Estatz à Montpellier, faillit prendre avocat » lit-on dans un compte de G. Blanchard rendu en novembre 1511; « A maistre Claude de Tauria, licencié en loix, advocat en la court de Parlement de Tholoze, la somme de quatre escuz soleil pour avoir playdoié tant en audience que par escrit pour le scindic du pays de Languedoc en l'absence de maistre Guillaume Blanchardi licencié et scindic auszi dudit pays estant lors en court pour les affaires dudit pays » (Hérault, *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, f. 13 et 24).

et les bénéficiaires des frais recevaient des assignations sur chacun des receveurs diocésains qui avaient à les payer dans les limites de leurs recettes¹¹⁰. Avec la multiplication des procès, les États furent amenés à prévoir des dépenses indispensables mais qui ne pouvaient être chiffrées de prime abord et dont il était difficile de demander l'avance aux procureurs. On consigna alors certaines sommes entre les mains de divers personnages, en général un par sénéchaussée, « pour être employées aux affaires du pays en la sénéchaussée avec le consentement du procureur en ladite sénéchaussée »¹¹¹.

L'exemple le plus ancien actuellement connu remonte en 1492¹¹². Ceux qui recevaient ces sommes devaient en rendre compte aux États suivants et justifier leur emploi¹¹³ devant une commission spéciale désignée par l'assemblée parmi ses membres¹¹⁴. L'un d'eux, Pierre Potier, seigneur de la Terrasse, receveur diocésain de Rieux et de Toulouse, qui exerçait ses fonctions dès 1492 en la sénéchaussée de Toulouse, devint en 1522 le premier des trésoriers de la Bourse. Avec la création de ce poste, l'organisation des États était pratiquement achevée; sauf modifications de détails, elle ne devait plus changer jusqu'à leur disparition.

110. Ce système avait l'inconvénient de fractionner les paiements et d'obliger les bénéficiaires à aller se faire payer en des lieux parfois très éloignés l'un de l'autre; ainsi en 1499, P. Potier receveur du diocèse de Toulouse, versa à J. Burnet, procureur en Parlement, la somme de 4 l. 13 s. 10 d. « pour le parfait de dix livres tournois a lui ordonnées par les gens desdits Estatz et par le roolle de leurs dits fraiz » (Haute-Garonne, C 745).

111. Plus exactement, le syndic joue le rôle d'officier ordonnateur : voir, par exemple, l'ordonnance de paiement délivrée par M. Bosquet en faveur du sieur de Laubépin, conseiller au Parlement de Toulouse, en date du 17 mars 1500 (Haute-Loire, 501 C 6987).

112. « Pour poursuite des affaires du pays tant devers le roy qu'ailleurs 350 l. t. lesquelles m. le Thrésorier baillera et assignera, c'est a scavoir a Pierre Potier, receveur de Toulouse, CL l. t., a monsieur Tristan Valleta, consul de Nîmes, CL l. t. et les L l. t. seront baillées quittes a maitre Pierre Boyer et Cezelly pour poursuivre les affaires du pays » (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39).

113. Quelques uns de ces comptes-rendus subsistent encore, avec parfois les pièces justificatives; Comptes de l'argent reçu par Jean de Gach pour la sénéchaussée de Carcassonne en février 1498 (Hte-Loire, 501 C 6692); de Guillaume Belissen pour la même sénéchaussée en 1500; de Guillaume Rayssac pour la même sénéchaussée en 1505; de Guillaume Noyer pour la sénéchaussée de Nîmes (Hérault, *Recueil de divers comptes*, t. I, f. 9, 15, 11) et surtout les comptes de P. Potier pour la sénéchaussée de Toulouse (*Comptes des trésoriers de la Bourse*, t. I, f. 1-10, 19-20, 23-24). Une partie des pièces justificatives de P. Potier pour son compte rendu en 1500 se trouve : Haute-Loire, 501 C 6987.

114. Les députés « a oyr les comptes » étaient en octobre 1500 : le juge d'Uzès, les consuls du Puy, de Béziers et de Nîmes et Julien Villeroux de Castelnauary (Hte-Loire, 501 C 5551). En 1502, élection de Jean de Balma et de Jean Broche pour faire rendre compte à ceux qui tiennent argent du pays (Haute-Garonne, C 2276, f. 62).

CHAPITRE III

LES GENS DU ROI

SECTION I : LES COMMISSAIRES DU ROI

A part de très rares exceptions dans la première moitié du xv^e siècle, la convocation des États appartenait au roi; mais il ne pouvait naturellement pas y assister en personne dans la plupart des cas¹ et il se faisait alors représenter par des commissaires qui s'intitulent en général « commissaires ordonnés par le roy nostre sire a presider a l'assemblée des trois États du pays de Languedoc et aussi a pourvoir aux plaintes et doléances desdits trois États », titre un peu long sans doute, mais qui a le mérite de définir assez clairement leur rôle.

Ils tiennent leur pouvoir d'une lettre de commission qui, après un préambule souvent assez long, exposant la situation générale du royaume et surtout les besoins financiers du roi, leur donne mandat de se rendre « incontinent et sans délai » en la ville où les États ont été convoqués et, au jour fixé pour la réunion, de remonter les affaires du roi et requérir en son nom les sommes nécessaires qui sont exprimées en la commission. Ils ont pouvoir, en cas de refus ou de trop long délai de la part des États, de passer outre et d'imposer la somme réclamée de leur propre autorité²; il leur appartiendra aussi de répartir les sommes octroyées entre les diocèses et d'en surveiller plus généralement la levée³.

1. Charles VII a personnellement assisté aux Etats Généraux de Carcassonne (mars 1420), Espaly (janvier 1425), Mehun-sur-Yèvre (novembre 1425), Vienne (avril 1434), Montpellier (avril 1437), le Puy (mai 1439). A l'exception de Louis XI dauphin qui a présidé aux Etats de Castres (octobre 1439), ses successeurs n'ont jamais pris part à une réunion des Etats de Languedoc, même lorsqu'ils se trouvaient dans les environs du lieu où se tenait l'assemblée, ce qui se produisit en novembre 1503 à Tournon, Louis XII résidant à une journée et demie de cette ville (Haute-Garonne, C 2276, f. 88 v^o).

2. Ce n'est pas là une simple formule. J. d'Etampes déclarait aux Etats réunis au Puy en 1452 qu'ils aient à acquiescer rapidement aux demandes du roi, *alias ipse imponderet ex auctoritate regia* (Montpellier, BB 60, 11 juillet 1452). En 1451, les commissaires imposent 10 000 l. de leur propre autorité pour compenser le rabais accordé sur l'équivalent (P. just. n^o 9). En 1477, devant l'ampleur de la crue réclamée, les Etats déclarèrent « qu'ilz ne reffusent ne octroyent ladite crue mais que leur corps, leurs biens et tout leur vouloir a tousjours esté et est de obeyr et faire le bon plaisir du roy » et « il a semblé aux commissaires » « que ladite response estoient (*sic*) assez consentement », c'est pourquoi « en ensuivant ce que par ledit seigneur leur estoit mandé » ils imposent la crue (Arch. nat., K 691, n^o 60).

3. Un des plus anciens exemples de commission de ce genre est celle du 21 juillet 1444 donnée à Tanguy du Châtel, Jean d'Etampes, Jean de Jambes, Jacques Cœur et Etienne de Cambray (Montpellier, FF 56). Les commissions

Vers la fin du xv^e siècle les commissaires reçoivent, outre la commission de l'octroi, divers autres documents; ce sont : la commission rigoureuse, qui leur donne le pouvoir d'imposer d'office les sommes incombant au Languedoc en cas de refus ou de manœuvres dilatoires des intéressés; la commission pour subvenir aux doléances, qui les autorise à donner provision aux requêtes et remontrances des États; tous les trois ans, la commission de l'équivalent, donnée afin de faire procéder à la ferme de cet impôt⁴. Les commissaires sont personnellement informés de leur désignation par une lettre missive⁵. Certains d'entre eux, quand ils se trouvaient dans l'impossibilité de remplir leur mission, se sont substitués des commis⁶; parfois cette substitution émanait du roi lui-même⁷.

Parmi ces commissaires, se trouve toujours, à partir du règne de Louis XI, un des lieutenants généraux du gouverneur du Languedoc⁸; en règle générale, il y a toujours, depuis 1440, un général des finances⁹ (ce sera bientôt le seul général de Languedoc) qui sera régulièrement assisté, à partir de 1463, du trésorier général et du contrôleur général de la recette de Languedoc¹⁰. Au nombre de quatre ou cinq, de 1440 à 1460, parfois moins nombreux¹¹, ils vont se multiplier sous Louis XI au point de soulever les protestations des États¹². C'est que la coutume était de leur donner « pour leurs espices et vaccacions a chacun somme de deniers oultre et par-dessus les octroiz » faits au roi. Aussi, le 18 juillet 1471, Louis XI déclarait-il que, à l'avenir, il ne commettrait plus, pour présider les États, que le gouverneur de Languedoc ou un ou deux

contenues dans le tome I des *Commissions pour la tenue des Etats*, aux Arch. dép. Hérault, sont encore de ce type (la série est à peu près complète à partir de 1484).

4. Texte de ces commissions dans le formulaire : Bibl. nat., fr. 5093, f. 67 v^o.

5. Celle reçue par J. Dauvet en 1456 est publiée : M. Mollat, *Les affaires de Jacques Cœur*, t. II, p. 464; celle d'Imbert de Batarnay, *Lettres de Charles VIII*, t. I, p. 252.

6. Louis d'Amboise, premier commissaire, se substitue son archidiacre Jean Trippet, en 1479, et Tristan Guilhem de Clermont-Lodève en 1480 (art. 1 des doléances).

7. Charles VIII déclare qu'il a à « besoingner » du sire d'Urphe et que celui-ci « n'yra pas pour ceste foiz aux Etatx » mais que le sire de Tournon ira en son lieu (Bibl. nat., P.O. 2869, Tournon, n^o 6).

8. Cela avait déjà été la règle de 1440 à 1455 où Tanguy du Châtel était toujours désigné comme commissaire, mais il ne venait pas parfois aux États *ob ejus antiquitatem et infirmitatem* (Montpellier, BB 60).

9. Et même avant, car il est rare que l'évêque de Laon n'assiste pas aux États. En 1477, en raison de l'empêchement du général de Languedoc, les États sont prorogés (Montpellier, BB 90).

10. Sous Charles VII, le trésorier général n'a pas commission pour assister aux États, il est remplacé par l'argentier du roi : Jacques Cœur puis Otto Castellain, mais il est en général présent dans la ville où se tient l'assemblée; cela lui est d'autant plus facile que celle-ci a lieu à Montpellier, résidence officielle du trésorier.

11. En 1452, au Puy, il n'y en avait que deux : Jean d'Etampes et Tanguy du Châtel et encore, ce dernier, malade, n'était pas venu.

12. Doléances de 1467, art. 6 : le roi « a envoyé au pais pour presider dix ou douze grans personnaiges commissaires qui portent grant despense, la ou le temps passé n'en souloit avoir que quatre ou cinq au plus ». Il y eut effectivement onze commissaires cette année-là.

de ses lieutenants¹³ et le général de Languedoc, s'il en envoyait d'autres, il voulait que ces derniers « n'ayent ne preignent aucunes espèces ni vaccacions sur ledit pays » et « qu'ilz ne soyent tenuz ou repputéz aucunement pour commissaires a l'assemblée desdiz Estaz »¹⁴. Cette ordonnance fut appliquée, sinon en 1472, où il y eut encore sept commissaires, du moins en 1473, 1474 et 1475. Après quoi, on assiste de nouveau à la multiplication des commissaires bien que, de temps à autre, on rencontre des mesures restrictives¹⁵. Cela tient, vraisemblablement, au désir du roi de gratifier, sans bourse délier, quelques hauts fonctionnaires du gouvernement de Languedoc. Parmi ceux-ci on rencontre très fréquemment des hauts représentants de l'autorité royale en Languedoc¹⁶, des membres des cours souveraines et des officiers de justice¹⁷, des fonctionnaires de l'administration financière¹⁸, enfin quelques grands personnages dont les attaches avec le pays sont plus lointaines¹⁹. Ses successeurs agissent exactement comme Louis XI, ce qui provoqua parfois aux États des discussions assez âpres²⁰.

13. Pendant les vingt dernières années du xv^e siècle, Jean de la Roche-Aymon, seigneur de Chabannes et Louis de Mirambel, seigneur de la Voute, deux lieutenants en Languedoc du duc de Bourbon, seront régulièrement désignés pour exercer les fonctions de commissaires.

14. Hérault, A 18, n° 3.

15. « A l'avenir, il ne sera nommé que quatre commissaires pour présider aux Etats de la Province de par le roi, savoir le gouverneur du pays ou son lieutenant, le général et le trésorier par lui ordonnés au dit pays, avec autre personnage si bon lui semble » (Clause de l'ordonnance de Moulins du 28 décembre 1490, portant réformation de la justice en Languedoc, citée : *Hist. Lang.*, t. XI, p. 143).

16. Sénéchal de Beaucaire : Jean d'Aulon (1456), Bernard de Doms (1462), Rauffec de Balzac (1466-67), Etienne de Vesc (1497-98). Gouverneur de Montpellier : Rémi de Marimont (1462, 1465-67), Guillaume Cousinot (1472), Francisque d'Est (1478-81), François de Marzac (1486-93), Guillaume de la Croix (1494-98). Bailli de Velay : Jean de la Gardette (1460). Maître des eaux et forêts de Languedoc (1474).

17. Parlement de Toulouse : Premier Président : Jean Dauvet (1463), Henri de Marle (1466-67), Bernard Lauret (1482-84, mars 1492), Deuxième Président : Jean du Vergier (1472). Avocat du roi : Bernard Lauret (1472), Antoine Duprat (1497-98). Conseiller : Jean Doriote (mars 1492). Chambre des Comptes : Président : l'évêque de Lodève (1498). Clercs (commis à l'audition des comptes de Languedoc) : Henri de Dannes (1464-67), Jacques Trotet (1471), Gui Aurillot (1475, 1489), Geoffroi de Canlers (1489).

18. Finances ordinaires : trésorier de Nîmes : Jean de Reillac (1467). Domaine : trésoriers de France : Jean de Snorp (1485-90), Jacques Hurault (1498). Trésorier des guerres : Guillaume de la Croix (1476-1493).

19. Prélats : archevêque de Narbonne (1487), évêque du Puy (1494). Membres de l'entourage du roi : chambellans : Guillaume Juvénal des Ursins (1463), Louis Gaste (1468, 1470); maîtres des requêtes de l'Hôtel : Pierre Poignant (1468, 1471), Adam Fumée (1471); maître d'hôtel : Guyot de Lauzière (1485-87); grand écuyer : sire d'Urphé (1487-90). Conseillers du roi : Imbert de Batarnay (1487), Pierre Bayart (1494). Secrétaires du roi : Adam Roland (1463), Nicole du Breuil (1464), Jean Bernard (1490-93). Sénéchaux : de Limousin : Mathelin Brachet (1458-60), d'Auvergne (1467), Jean de Montespedon, bailli de Rouen (1463). Personnages divers : François Hale, visiteur et rapporteur de la Chancellerie de France (1458); Philippe Baudot, gouverneur de la chancellerie de Bourgogne (1498); général des finances du duc de Bourbon (1468).

20. Ainsi, en février 1498, certains délégués sont d'avis « que l'on ne donne rien a cause de la pauvreté du pays ». Mais d'autres font remarquer que « monseigneur le sénéchal de Beaucaire peut fere beaucoup de services.. et que l'on doit donner quelque chose car ilz peuvent ayder en noyse »; le syndic du pays, qui opine pour le vicomte d'Uzès ajoute « que l'on doit fere quelque

Il appartient donc aux commissaires de réunir les États afin de « leur dire et remonstrer noz affaires et les causes de ladite assemblée et, ce fait, les requérir nous octroyer ce que de par nous leur sera requis »²¹, disait le roi dans les lettres de convocation qu'il adressait aux consuls des villes. C'est pourquoi, les commissaires se transportaient devant l'assemblée plénière des États où l'un d'eux faisait la proposition. Une fois exposées les affaires royales, une fois exprimé le montant des sommes demandées au pays, les commissaires se retiraient et ne communiquaient plus, sauf exception, avec les États que par les délégations de ces derniers. Durant la session, leur action, pour n'être pas très apparente, n'en était pas moins efficace.

Leur mission première est d'amener les États à octroyer les sommes qu'ils sont chargés de réclamer et, pour ce faire, ils pratiquent un savant mélange de menaces et de promesses²². En principe, ils reçoivent des instructions strictes dont ils ne peuvent s'écarter. En octobre 1443, lors de la création de l'équivalent, ils déclarent que le roi leur a donné « puissance de besoigner sans riens promectre ne appoincter avec les deputés du pays »²³. En principe aussi, ils sont liés par les termes de leur commission quant au montant de l'aide réclamée par le roi; en fait, jusque vers 1463, qu'ils en aient ou non le pouvoir, ils transigent toujours sur le chiffre²⁴. A partir du règne de Louis XI, les États n'obtiennent plus des commissaires de telles réductions; tout au plus, en matière de crues, ceux-ci accordent-ils quelques sursis à la levée, mais ces sursis ne dépassent pas quelques mois²⁵. Par contre, le principe demeure que l'octroi est volontaire et que les États peuvent y mettre telles conditions qu'il leur plaît; de là, la pratique des doléances et l'obligation pour les commissaires d'y répondre. Ceux-ci donnent provision aux requêtes et doivent en assurer l'exécution. Ils délivrent parfois des lettres patentes où ils s'intitulent commissaires, députés en cette partie et pour pourvoir aux

gratuité honneste et remuneration pour ce que le pais n'a bien besoign » (Haute-Loire, 501 C 5720). Les sommes données étaient fort importantes : 3 350 l. en 1466 (Bibl. nat., fr. 23 263, f. 2); 2 000 l. en 1484 (Bibl. nat., fr. 20 409, n° 28).

21. Montpellier, BB 90.

22. Au procès de Jacques Cœur, l'un des témoins Etienne Peronne déclare que l'argentier du roi qui fut pendant dix ans commissaire du roi, « ez Estatiz tenoit termes durs et exquis de grande auctorité et usait aucune foys de commination » (Bibl. nat., fr. 23367, f. 33). En 1452, l'évêque de Carcassonne conclut sa proposition ainsi : *quod abbreviarent longanimitatem dicti consilii, alias ipse imponeret ex auctoritate regia* (Montpellier, BB 60).

23. Doléances d'octobre 1443, art. 2.

24. En octobre 1441, les commissaires ont reçu mission de réclamer aux États 200 000 l.; les États ne leur offrant que 126 000 l. ils déclarent que *non poterant acceptare minus CLX^m l. t.*; ils n'accordent, pour la différence, qu'un simple sursis (Montpellier, BB 51). En mars 1462, les États envoient des délégués *ad se informandum cum dictis commissariis si habent potestatem diminuendi dictam summam*. Les commissaires déclarent ne pas avoir ce pouvoir, ils font néanmoins un rabais de 10 000 l. (Montpellier, Joffre, 391, f. 27).

25. Déjà en 1440, ils avaient accordé un sursis pour la levée d'un droit sur le vin (Bibl. nat., *Languedoc* 89, f. 232). En 1475, la crue aurait dû, selon l'usage, se lever aux deux derniers termes de l'aide en cours, soit le 31 mai et le 31 août; les commissaires promirent qu'il n'y aurait pas d'exécution avant le premier avril 1476 (Doléances de 1475, art. 1).

doléances des trois États du pays de Languedoc²⁶, les exemples en sont assez rares, car les réponses, qui avaient toujours été assez évasives, vont le devenir plus encore avec les progrès de la centralisation administrative; la réponse *ad regem* était déjà fréquente dans la première moitié du xv^e siècle²⁷, ce sera bientôt la règle, les commissaires se bornant à de simples promesses d'écrire²⁸ et c'est pourquoi l'ambassade en Cour va devenir annuelle²⁹.

Les provisions temporaires leur répugnent moins et, assez souvent, ils prennent des décisions de sursis, « jusques a ce que ayons sur ce responce dudit seigneur et que par lui autrement en soit ordonné », disent-ils en 1471, lorsqu'ils suspendent, à la demande des États, la commission des aubenages, donnée à Jehan de la Rivière³⁰. Encore faut-il noter qu'au début du xvi^e siècle, ils hésitent parfois à accorder de tels sursis³¹.

Une fois les sommes octroyées, les commissaires procèdent eux-mêmes à la répartition de l'aide par diocèse. Jusqu'en 1484, ils la font seuls; après cette date, ils sont assistés d'une députation des États³². Ils désignent ensuite les commissaires principaux des assiettes diocésaines et ils y nomment qui ils veulent malgré les réclamations constantes des États sur ce point³³. Ils font également

26. Montpellier, arm. B, cass. 12, n° 5.

27. En 1455 déjà, ils n'osent répondre aux doléances et les envoient au roi « affin que ledit seigneur fust avisé de la grant confusion des matières et besongnes que lesdiz Estaz demandoient ». Ils réclament des instructions (Arch. nat., KK 648, f. 161). En 1456, ils ne répondirent pas. Lorsque les États de 1472 offrent à leurs commissaires d'imposer sur le pays une somme supplémentaire de 10.000 l. pour éviter d'avoir à recouvrer les radiations opérées par les auditeurs des Comptes l'année précédente, Jean de Bourbon et Pierre de Refuge adressent au roi une lettre missive parce que « n'avons pas voulu attempter sans premierement vous en advertir » et le prient de « nous en mander vostre bon plaisir et bref affin que voz faitz ne se retardent » (Bibl. nat., lat. 15537, f. 174).

28. En 1509, les États remontrent que la crue de 20.000 l. mises sus pour la défense de la frontière est surcharge au pays. Les commissaires répondent qu'ils n'ont pas le pouvoir d'y toucher, mais qu'ils bailleront volontiers la doléance au roi (Haute-Garonne, C 2276, f. 292).

29. En décembre 1487, au Puy, « Par messeigneurs les commissaires desdits Estaz a esté répondu que les choses requises estoient de grande importance et les remectaient au roy; perquoy lesdits des Estats ont esleu troys personages... pour ambassadeurs du pays (Montpellier, BB 185, Conseil du 8 janvier 1488). Dans les instructions données à l'ambassade de 1493, on lit « croit ledit pays que aucune remonstrance n'en a esté faite par lesdits commissaires » (au roi à propos d'un rabais réclamé sur les tailles) (Hérault, *Doléances*, t. II, f. 125). « Pour ce que les commissaires ont remis la plus grande partie des doléances au plaisir du roy », dit le procès-verbal de 1505, les États nomment des députés en Cour (Haute-Garonne, C 2276, f. 238).

30. Gignac, BB 58. De même, en 1494, les commissaires surseoient à toutes les commissions extraordinaires (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 126).

31. Lorsqu'on leur demanda de surseoir à l'arrêt condamnant le Languedoc à payer à la reine le droit d'imposition foraine, ils répondirent qu'il « n'y avait moyen par lequel on peult surseoir » sans irriter la reine (Haute-Garonne, C 2276, f. 329).

32. Depuis 1479 (art. 6 des Doléances), les États réclamaient cette mesure; ils avaient même obtenu des lettres royaux en ce sens en 1482, mais les commissaires refusèrent de s'y soumettre jusqu'en 1484 et se contentèrent de répondre « qu'ilz feront le département selon Dieu et leurs consciences, en faisant droit et tenant égalité » (Doléances de 1483, art. 4). Le cahier de doléances des députés de Languedoc aux États Généraux reprit la demande (Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 67); elle fut trouvée « raisonnable ».

33. Il n'y a qu'une seule exception; en 1478, les États furent autorisés à

délivrer leurs commissions aux receveurs diocésains mais, suivant une pratique déjà ancienne, ils ne font qu'entériner le choix des diocésains eux-mêmes. Ils président aussi, tous les trois ans, et en présence des États, à la mise en adjudication de la ferme de l'équivalent³⁴. Enfin, la session des États ne se termine pas sans que leur soit présenté le rôle des frais généraux du pays « pour estre imposés avec les sommes dessus octroyées »³⁵, ce qui est normal, puisque ces sommes doivent figurer dans les commissions d'assiette, mais ceci n'a été rendu obligatoire que par des lettres patentes de Charles VIII, du 6 janvier 1498³⁶, renouvelées par Louis XII, le 8 novembre de la même année³⁷.

Obtenir rapidement le consentement de l'impôt et procéder à sa répartition³⁸, telle était, aux yeux du roi, la partie essentielle de leur tâche, mais ce n'était pas la seule. Ils avaient à faire exécuter toutes les décisions qui avaient été prises à ce sujet³⁹; ils étaient, de plus, chargés d'une mission générale d'information⁴⁰ qui, avec la réduction progressive de leurs pouvoirs, deviendra l'une de leurs principales activités⁴¹. Les commissaires exercent, en outre, un véritable pouvoir réglementaire : chaque année, à partir de 1484, ils font remettre aux diocèses, en même temps que les commissions, des « instructions et ordonnances » sur la tenue de l'assiette⁴² et il leur arrive assez fréquemment d'exercer ce pouvoir en matière fiscale dans des cas particuliers, en général sur requête des intéressés. Ainsi, en 1466, les divers diocèses, n'étant

présenter les commissaires diocésains aux commissaires du roi (Doléances de 1478, art. 6); mais, dès l'année suivante, ceux-ci reprirent leur prérogative (Doléances de 1479, art. 5).

34. Haute-Garonne, C 2276, f. 312 bis v°).

35. *Ibidem*, f. 260.

36. Il est interdit aux consuls et autres gouverneurs des villes « qu'ilz ne mectent sus aucuns deniers sur le peuple sans expres mandement et licence de nous et des commissaires par nous envoyés chacun an aux assemblées des troys Estatz dudit pays et apres que iceulx commissaires auront congneu et delibéré s'il est besoing de ce faire » (Montpellier, arm. H, cass. 1).

37. Les termes sont à peu près les mêmes, mais Louis XII ajoute « qu'aucune assiete ne soit faicte d'autres deniers que les nostres si iceulx commissaires ne le permectent ne consentent a chacune assemblée » (Hérault, B 1, f. 47).

38. Certains surent admirablement faire valoir leur habileté à ce propos : voir la lettre des commissaires aux premiers Etats tenus sous le règne de Louis XI, *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 79.

39. En mai 1467, les diocésains de Lodève, ayant refusé de répartir sur eux les sommes imposées pour la réparation du port d'Aiguesmortes, furent convoqués devant l'évêque du Puy et les autres commissaires; l'un d'eux *fouc mes en carce contre non revocava la appelatio que avia entrepausada* (Lodève, CC 30, f. 44).

40. « Quant a la venue de moy arcevesque de Reims es marches de par deça ainsi qu'il a pleu au roy me donner charge avec messieurs les autres commissaires et en leur compagnie et autrement, mettray peine de savoir l'estat de ce pays et de ce que ay sceu et pourray savoir avecques les autres feray bon et loyal rapport au roy » déclare le premier commissaire en 1446 (art. 6 des doléances).

41. Dès 1456, ils étaient chargés d'enquêter sur la nécessité de l'ouverture ou de la clôture de la traite des blés en Languedoc (*Annales du Midi*, t. XIX, p. 60). Leur mission d'information était à double sens, car le roi utilisait parfois les commissaires pour faire connaître certaines de ses décisions à ses sujets; en 1494, Charles VIII leur adresse ses lettres sur l'entrée des draps de l'épicerie et des aluns, pour les faire publier (Hérault, A 17, f. 131).

42. Les plus anciennes actuellement conservées sont du 25 avril 1486 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 11), mais ce texte fait allusion à des instructions antérieures.

pas d'accord sur la part qui devait revenir à chacun d'eux de l'aide, leur demandèrent de « mettre entre eulx aucun bon appointement sur le contenu en deux requestes baillés par lesdiz des Estaz d'un costé et d'autre »⁴³. Les commissaires modifièrent, en effet, toute la répartition des tailles établie par l'estime de 1464⁴⁴. De même, en 1484, ils règlementèrent la levée de la taille à Narbonne et, par la même occasion, réglent l'élection des consuls⁴⁵. Ils interviennent dans les différends opposant les diocésains à la ville chef de diocèse à propos de la répartition des impôts⁴⁶. Ils reçoivent, d'ailleurs, des requêtes de toutes sortes *quia estis loco principis*, dit l'une d'entre elles⁴⁷, et prennent des mesures de tous genres, telle l'interdiction par eux faite d'appeler de la décision du viguier de Gignac qui défendait aux bergers de faire paître leurs moutons dans les olivettes ravagées par la gelée⁴⁸. Ceci explique les attentions dont ils sont l'objet de la part des membres des États. Les instructions données aux délégués par les villes leur prescrivent toujours de se présenter, dès leur arrivée dans la ville où doit se tenir l'assemblée, devant les commissaires du roi et de les prier d'avoir la ville et le pays « en singuliere recommandation »⁴⁹.

Il est, au reste, difficile de préciser à quel titre toutes ces décisions étaient rendues, car le roi désignait pour commissaires ses hauts fonctionnaires en Languedoc et ceux-ci pouvaient fort bien agir en vertu des pouvoirs qui étaient reconnus aux représentants du gouvernement central. On peut noter, en effet, que les lettres de commission ne leur donnaient guère pour mission précise que de requérir l'octroi. Bien souvent, lorsqu'il voulait leur confier d'autres tâches, le roi leur faisait délivrer des lettres spéciales⁵⁰. En vertu de telles lettres, ils règlementèrent en 1463,

43. Doléances de 1466, art. 39.

44. Hérault, A 233, f. 55.

45. Narbonne, AA 103, f. 143 v^o, dans G. Mouynès, *Ville de Narbonne, Inventaire des archives communales, annexes de la série AA*, p. 398.

46. C'est le cas à Narbonne en 1480 (Narbonne, AA 101, f. 120 v^o). Narbonne prenait alors le neuvième et demi de la part assignée au diocèse; les diocésains voulaient lui en faire porter le quart et demi; les commissaires lui ordonnent de payer le sixième et demi. — La même année à la requête des habitants de Vézénobres, ils prescrivent de faire une enquête sur la capacité fiscale des habitants et de modérer leurs tailles, le cas échéant (Hérault, A 14, f. 8).

47. Voir, par exemple, celle d'Antoine et Jean Margarot, de Calvisson, qui demandent de ne pas payer les deniers promis par les nobles du diocèse de Nîmes pour les armées du Roussillon (Hérault, A 13, f. 291 v^o).

48. Gignac, BB 58, f. 173 v^o.

49. *Els applicatz en la villa de Carcassona, Dieu ajudant, incontinent gran veser et visitar la senhoria, so es a messenhors los que presideran per lo rex... als Estatz, cascun en son lotgis o totz ensemble, se seran ensemble* (Montpellier, AA 12, Instructions de 1457). *Fayta per losdits ambaysadors honorablement leur presentation alsdits senhors del Grant Conseil e presidents en aquel.. en lur supplican que lur placia de aver ladita vila... en lur bona e singulier recomandacion* disent les capitouls de Toulouse à leurs délégués de 1456 (Toulouse, AA 87, n^o 4).

50. Ainsi, celles du 8 mars 1484, donnant « a noz améz et feaulx conseilliers, les gens qui sont ou seront par nous commis à tenir la prouchaine convencion des Estaz », l'ordre d'enquêter sur les abus des cours rigoureuses; ces lettres sont datées du même jour que la commission pour la tenue des États (Hérault, A 18, n^o 13). Celles du 12 mai 1488, leur donnant compétence exclusive pour

de façon très minutieuse, la levée des droits qui devaient remplacer les tailles et l'équivalent⁵¹; l'année suivante, lors de la suppression de ces droits, ils rédigerent des instructions à l'usage des commissaires chargés d'établir la nouvelle estime⁵². En 1471, leur « advis... sur la maniere de lever et exhiger la finance des francz fiefz et nouveaux acquestz »⁵³ est une nouvelle manifestation de leur pouvoir réglementaire.

Mais il ne faudrait pas croire que les commissaires n'avaient à agir que dans des cas où l'intérêt du roi était en jeu et que l'organisation intérieure des États leur échappait complètement. Au milieu du xv^e siècle, il leur revenait de régler les conflits de préséance qui ont toujours été nombreux au sein d'une assemblée très pointilleuse sur ce sujet⁵⁴. Si, par la suite, ils perdirent toute compétence en la matière⁵⁵, ils gardèrent cependant un droit de police sur l'assemblée, car leur intervention était nécessaire, encore au début du xvi^e siècle, en cas d'incident grave survenu au cours des délibérations⁵⁶. De plus, s'ils étaient absents de ces dernières, ils étaient fort bien renseignés sur elles par les délégations que leur envoyaient les États, et ils savaient exercer les pressions nécessaires sur le prélat qui présidait pour le pays⁵⁷ afin de mettre rapidement un terme à la session. Cette tâche d'orientation, pour n'être qu'assez peu visible dans les documents qui nous sont parvenus, n'en était pas moins importante. Elle était facilitée par les auxiliaires qui secondaient les commissaires et auxquels, bien souvent, les États s'adressaient pour obtenir « des services »⁵⁸.

statuer sur tous les procès en matière monétaire (Hérault, A 18, n° 26). De même, en 1452, l'évêque de Carcassonne, « luy estant en la ville du Puy pour l'assemblée des trois Estats », fit, « par vertu de nos lettres de commission », dit Charles VII « certaines ordonnances et réduction » du nombre des sergents de cette ville (Hérault, A 13, f. 15).

51. « Ordonnances faictes de par le roy nostre sire et ses commissaires par lui ordonnéz et deputés sur l'ordre et manière de lever et faire venir ens les droiz nouvellement mis sus ou lieu de la taille et équivalent » (Haute-Garonne, C 2182, f. 6-18). Ils les complétèrent par une « declaration sur les requestes, doubtés et difficultés... touchant les droits nouvellement mis sus » (*Ibidem*, f. 32 v°-47) qui entre dans les détails les plus minutieux.

52. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 34.

53. P. just. n° 10.

54. En 1448, ils règlent le différend entre Narbonne et Béziers (Narbonne, AA 181); en 1471 celui entre le vicaire de l'archevêque de Narbonne et l'abbé de Montoulieu (Bibl. nat., lat. 9178, f. 252).

55. Au début du xvi^e s. toutes les questions de préséance sont tranchées par une conclusion des États seuls. Cependant on voit parfois une partie mécontente de la décision faire appel aux commissaires; c'est le cas du procureur du seigneur de Mirepoix en 1498, mais il semble que ce fut sans succès (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 9).

56. Les États durent présenter une requête écrite aux commissaires pour obtenir des sanctions contre le procureur du seigneur de Vauvert qui avait insulté un de ses collègues; les commissaires le prièrent, pour l'avenir, du droit de venir aux États (Haute-Garonne, C 2276, f. 30-31).

57. « Ledit monseigneur le president a dit et signifié aux Estatz que monseigneur le seneschal de Beaucaire voloit aller en court et seroit bon de donner expedition touchant la demande du roy » (Haute-Loire, 501 C 5720, 19 mars 1498).

58. Les rôles d'épices et de frais mentionnent fréquemment des dons aux notaires-secrétaires du roi de l'entourage des commissaires pour « plusieurs lettres, escriptures, plaisirs par lui faiz pour les faiz et affaires du pais » (Bibl. nat., fr. 23.266, f. 2).

SECTION II : LE GREFFIER POUR LE ROI

Les commissaires du roi ne se rendaient jamais aux États sans être accompagnés de plusieurs notaires-secrétaires du roi, qui étaient évidemment chargés de les assister dans leur tâche⁵⁹. A partir du milieu du xv^e siècle, l'un d'eux avait, plus particulièrement, à assurer l'expédition de tous les documents qui exigeaient l'intervention des commissaires (commissions d'assiette, commissions de receveur, doléances). A ce moment apparaît le titre de : greffier des États pour le roi. Indépendamment de la gratification qu'il recevait sur les épices, plus tard sur les frais généraux du pays⁶⁰, il était spécialement rétribué par les diverses assiettes diocésaines qui, sur leurs frais particuliers, lui faisaient remettre, « pour ses peines et travaux » d'avoir expédié les articles et les commissions du diocèse, une somme variable, six à sept livres en général⁶¹.

Secrétaire attitré de hauts fonctionnaires royaux⁶², restant en place durant de longues années, le greffier pour le roi a été le premier des fonctionnaires qui ait apporté à l'organisation des États une stabilité qui, jusque-là, n'avait pas existé. Un homme comme Jean Richier est resté près de trente ans en fonctions, exactement de 1454 à 1481; dans cet intervalle, il a assisté à toutes les sessions des États⁶³ et a écrit de sa main la plupart des commissions et des doléances; le département des subsides accordés était fait en sa présence par les commissaires du roi et il en délivrait les certificats⁶⁴. Il était ainsi en contact avec la plupart des délégués et connaissait d'autant mieux le mécanisme de la répartition des subsides qu'il fut, à plusieurs reprises, commissaire principal d'assiette⁶⁵. Les archives qu'il conservait étaient certai-

59. Quatre en 1448 : N. de Voisines, J. Pavye, J. Pasquot, J. Thierry (Bibl. nat., fr. 20.881, n° 90). Trois en 1469 : A. Brinon, J. Pavye, J. Richier (Bibl. nat., fr. 22.406, n° 20).

60. 50 l. en 1448. 30 l. en 1466 et 1469, 16 l. en 1478. Au début du xvi^e s., la somme est de 25 l. (Rôle de 1506, Montpellier, doss. armoire F, et Haute-Garonne, C 993).

61. Toutes les assiettes diocésaines comportent cette rubrique aux frais.

62. Avant 1440, ce sont plus particulièrement les secrétaires du comte de Foix ou de l'évêque de Laon, comme J. Gosset, Pasquot, Valengelier, etc. Naturellement, quand le roi tient en personne les États, il a recours aux secrétaires de son entourage : J. de Dijon, en 1439. — N. de Voisines était attaché aux généraux des finances (Bibl. nat., fr. 26.076, n° 5682); J. Richier, collaborateur d'Etienne Petit, trésorier de Languedoc, en 1463 (Bibl. nat., fr. 26.089, n° 242), fut aussi attaché au général de Languedoc, puis à l'évêque d'Albi. Jean Prunier était « serviteur » de Jacques de Beaune, général de Languedoc, et, à ce titre, refusa d'être gratifié par le pays (*Revue des langues romanes*, t. VII, p. 542).

63. Sauf une fois en 1473 où il fut suppléé par P. du Mesnil qui s'intitule « procureur général en la court de Parlement à Thoulouse et greffier des generaulx et trois Estatz de Languedoc » (Bibl. nat., P.O. 1746, Mesnil, n° 50). Son successeur, Jean Prunier, exercera jusqu'au début du xvi^e siècle, il sera remplacé par François Dorléans et, à partir de 1511, par Rostaing Rosel.

64. Exemples : pour 1468 (Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 20.029, n° 15), pour 1477 (Arch. nat., K 691, n° 60).

65. A Agde en 1461 (Bibl. nat., fr. 26086, n° 7556) en 1476 (Bibl. nat., fr. 26096, n° 15230).

nement importantes car relativement nombreux sont les documents qui se donnent pour avoir été extraits du registre du greffier pour le roi⁶⁶. Les tentatives qui furent faites par les États pour récupérer sur ses héritiers les documents qu'ils avaient conservé en sont une preuve⁶⁷. Il n'en reste malheureusement rien⁶⁸ et c'est dommage, car ç'aurait été une source de renseignements fort précieuse pour une époque où les archives des États n'étaient pas encore constituées.

66. En 1496, l'évêque de Lavaur écrit aux consuls de Montpellier qu'il est « nécessité retirer de maistre Jehan Prunier, greffier des Estatz, les roolles de departemens des fraiz de sept ou huit années » (Montpellier, BB 191, Pièces extraites, année 1496).

67. En 1495, l'évêque de Lavaur fit délivrer « une compulsoire » pour retirer aux héritiers de J. Richier les papiers concernant les francs fiefs (Montpellier, BB 191, Pièces extraites année 1495). En 1502, autre tentative (Haute-Garonne, C 2276, f. 62).

68. Sauf, peut-être, le cahier, dont l'original se trouve aux Arch. mun. Montpellier dans le dossier armoire F, et une copie, Bibl. nat., lat. 9178, f. 252, qui semble bien être le résumé de l'activité de J. Richier au cours de l'automne 1471.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE — LA SESSION

SECTION I : LA CONVOCATION

La convocation des États appartient au roi; il fixe lui-même la date et le lieu de réunion. Sans doute, par ses lettres de nomination, le gouverneur de Languedoc reçoit-il expressément le droit « de assembler et faire assembler les gens des trois Estaz toutes foiz que pour le bien de nous et de nostre seigneurie il verra estre expedient »¹, mais on ne peut signaler que quelques exemples antérieurs à 1440 où le gouverneur ait exercé cette prérogative².

D'autre part, les États n'ont jamais eu le droit de s'assembler de leur propre autorité : si Isabeau de Bavière leur avait donné, en avril 1418³, l'autorisation de se réunir par sénéchaussées, ensemble ou séparément, dès le 4 juin suivant elle ordonnait que nulle délibération des États n'aurait lieu sans la présence des commissaires désignés par elle⁴. Quelques tentatives, en 1430, furent vite réprimées par le comte de Foix⁵; il n'y eut, au reste, aucune

1. Bibl. nat., *Clairambault* 957, f. 61, nomination de Jean de Grailly, comte de Foix, au gouvernement de Languedoc le 6 janvier 1425; les lettres de provision que Charles VI fit délivrer en janvier 1419 au même Jean de Grailly sont plus précises; il peut en effet « assembler pour le bien de nous et de nos dits pays et duchié les gens des trois Etats d'iceux, et de par leur Conseil adviser, procéder et entendre tous a mettre sus et avoir finance pour les choses dessus dites et chacune d'elles, comme il sera advisé » (Besse, *Recueil...* p. 256). C'est cette clause que visait formellement le comte de Foix dans ses lettres du 8 octobre 1419 pour accepter la crue sur le sel qui lui était offerte et qu'il avait d'abord refusée (Narbonne, CC 1594); la formule, plus détaillée, se retrouve en 1440 lors de la nomination de Charles d'Anjou, comte du Maine (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 876) et encore, le 27 octobre 1483, lors de la nomination de Jean de Bourbon (Bibl. nat., *Clairambault* 957, f. 123).

2. P. Dognon, *Institutions*, p. 376 bis, n. 1, cite : les Etats de Narbonne (mai 1421), convoqués par Charles de Bourbon, ceux de Béziers (août 1428) et de Villeneuve d'Avignon (mai 1433) convoqués par le comte de Foix, ceux de Béziers (août 1438), Carcassonne (octobre-novembre 1438) et Narbonne (février-mars 1440), réunis par l'évêque de Laon. Il s'agit pour la plupart de réunions d'Etats assez particulières, car il était question, dans le premier et les trois derniers cas, de subsides à lever pour acheter le départ des routiers ou pour solder les troupes chargées de leur expulsion; en outre, les deux assemblées de 1438 ne sont que des réunions de l'état commun.

3. Toulouse, AA 37, n° 56.

4. Toulouse, AA 37, n° 58.

5. Il prohibait formellement ces assemblées par ses lettres données à Mazères le 10 janvier 1431 (Hérault, A 10, f. 162). La décision fut prise dans un conseil d'officiers royaux tenu à Mazères par le comte, à la suite de l'assemblée de Capestang (décembre 1430) où barons et prélats de Languedoc s'étaient réunis sans autorisation (Bibl. nat., n^{ues} acq. fr. 20.028, n° 148).

peine, car le projet d'union de 1430, qui prévoyait pour les États le droit de se réunir à leur gré, avait déjà été rejeté par les principaux intéressés⁶.

Lorsqu'il a décidé de réunir les États, le roi adresse à ceux qui feront partie de l'assemblée une lettre close leur indiquant le jour et le lieu de la réunion; il informe en même temps les trois sénéchaux de Languedoc de ses intentions et leur demande de faire savoir « incontinent et sans delays » aux gens des trois États de leur sénéchaussée, « a cry public ou autrement », d'avoir à se rendre aux jour et lieu fixés à l'assemblée⁷; les sénéchaux sont également chargés de faire parvenir les lettres de convocation à leurs destinataires⁸. Les prélats et barons reçoivent une lettre personnelle, les villes chefs de diocèse sont convoquées par l'intermédiaire de leurs consuls⁹; les villes non chefs de diocèse l'étaient également à l'origine; mais lorsque ces dernières eurent pris l'habitude de « rouler » entre elles, suivant un tour bien établi, certains diocèses voient s'instaurer une coutume particulière : les consuls de la ville chef du diocèse convoquent, sinon l'assiette diocésaine, du moins les lieux principaux qui participent au tour, afin de désigner les délégués des villes de tour¹⁰.

En même temps qu'il convoque les États, le roi se préoccupe de désigner les commissaires qui le représenteront auprès de l'assemblée et leur fait délivrer leurs lettres de commission. Au besoin,

6. Voir plus haut, première partie, chap. II. L'union des États devait être faite *cum rex vel suus locumtenens mandaret illos* mais elle ne devait pas être faite *eo modo quod contineretur in articulis* (Toulouse, BB 6, f. 42 v°).

7. Lettres de Charles VII au sénéchal de Toulouse, 8 juillet 1429 (Hérault, A 2, f. 41); lettres de 1431 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 854).

8. Voir la liste des destinataires pour la sénéchaussée de Carcassonne et les frais de port en 1432 : Arch. nat., K 63, n° 21; pour les diocèses de Mende et d'Uzès (États de Vienne, non tenus, de 1436) : Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. VIII, p. 842; pour les mêmes diocèses (États du Puy 1439) : Arch. nat., K 64, n° 35. En 1486, les lettres de convocation ont été portées toutes ensemble de Paris à Montpellier, et, de là, aux sièges des trois sénéchaussées (Bibl. nat., fr. 23.267, f. 2 et 3).

9. A l'exception d'une copie contemporaine de la lettre de convocation adressée à l'évêque du Puy par Charles VIII le 7 octobre 1496 (Haute-Loire, 501 C 6390), seuls subsistent quelques exemplaires des convocations adressées aux villes. Voir les lettres originales conservées aux Archives communales d'Alès (I S 3, n° 25), Cordes (AA 18) et Lunel (AA 4). Celles du 12 janvier 1462 (*Lettres de Louis XI*, t. X, p. 170) présentent déjà les formules qui seront toujours employées par la suite; elles sont du même type que celles adoptées par la Chancellerie royale pour toutes les convocations d'États (cf. les formulaires de l'époque : Bibl. nat., fr. 5053, f. 197; fr. 5727, f. 10 v°, 11, 11 v°).

10. La coutume de tenir une assemblée préparatoire pour élire ceux qui doivent aller aux États se retrouve dans presque tous les diocèses. Il en est ainsi à Agde, où les consuls d'Agde et de Pézenas essaient d'y déroger en 1459 (A. Vidal, *Les comptes consulaires de Montagnac*, p. 202); Albi (Bibl. nat., fr. 26089, n° 301); Maguelonne, où elle paraît avoir disparu après la transaction de 1458; Montauban (Bibl. nat., fr. 23901, f. 68); Nîmes (*Ibidem*, f. 182, 202); Toulouse (Haute-Garonne, C 992, f. 92, 129, 223, 237); Uzès (Gard, C 1206). Il est possible que cet usage ait disparu à la suite de la décision des États du 21 janvier 1497 ordonnant que « doresnavant quand adviendra que le roy... mandera faire assembler lesdits Estats, que les consuls des cités qui sont les chefs des diocèses, après la réception des lettres du roy, ne manderont venir si n'est tant seulement ceulx que selon leur transaction debvront venir ou assister ausdits Estats generaux » (Haute-Garonne, C 2276, f. VI).

par lettre missive, le roi informe les commissaires qu'il les a désignés et qu'ils doivent se trouver, à la date fixée, aux États¹¹.

Leur convocation reçue, les prélats et les barons s'apprentent à y répondre, en venant en personne ou en désignant leurs procureurs; les villes nomment leurs représentants. Dans la première moitié du xv^e siècle, à l'époque où, en raison des circonstances politiques ou militaires, le roi ne peut toujours donner suite à ses projets, les villes hésitent parfois à déférer immédiatement aux ordres reçus et se consultent entre elles pour savoir si elles doivent, ou non, mettre en route leurs délégués¹². Avec la régularisation de l'institution cette procédure disparaît; les députés sont désignés en temps opportun. Ceci fait, la session peut s'ouvrir.

Au jour fixé¹³ par les lettres de convocation, les États se réunissent en la ville désignée par le roi¹⁴. Longtemps, il n'y eut pas de saison bien déterminée pour cette réunion : entre 1418 et 1440, l'organisation des finances n'est pas encore bien fixée, le rôle et les prérogatives des États ne sont pas encore nettement déterminés; les assemblées sont nombreuses, leur date dépend des besoins d'argent, d'un voyage du roi ou du dauphin, de la présence de routiers dont il fallait acheter le départ. De 1440 à 1444, deux sessions, l'une au printemps, l'autre à l'automne, mais cette régularité est due plus aux circonstances qu'à une intention de symétrie. A partir de 1445, c'est l'organisation définitive : une assemblée par an¹⁵, réunie à des dates variables de l'année, de jan-

11. *Lettres de Charles VIII*, t. I, p. 252.

12. Les sigilliers de Lodève ne font rien en 1427 et 1433 avant de savoir comment se gouverneront les villes « insignes » du pays (BB 1, f. 157 v^o; BB 2, f. 124 v^o). Les consuls de Montpellier envoient un messenger à Béziers, Narbonne, Carcassonne pour savoir si ces villes députeront aux Etats mandés à Montferrand (Joffre 712, f. 119).

13. Au moins en principe. Il faut mettre à part les temps troublés de la fin de la guerre de Cent ans où les Etats dûment convoqués ne se sont pas réunis (comme les Etats appelés à Vienne pour le 20 mai 1431 et le 20 mars 1436) et où certaines sessions ont été prorogées à plusieurs reprises (ainsi les Etats convoqués au Puy pour le 10 novembre 1424 ne se sont réunis qu'en janvier 1425). Par la suite, il y a assez souvent un décalage de quelques jours : l'assemblée de 1439 appelée à délibérer au Puy à partir du 15 mars (Alès, I S 3, n^o 25) ne tint séance qu'en avril; les Etats mandés pour le 15 janvier 1447 ne se sont réunis qu'à partir du 26 (Montpellier, BB 54); en 1462, les délégués de Montpellier soulignent dans leur relation que les Etats ont siégé le 12 mars au lieu du 8 (Montpellier, Joffre 391, f. 27) bien que les commissaires du roi ne signalent qu'un retard de deux jours « a l'occasion de certaines grandes eaues qui estoient par deça » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n^o 79). Dans la première moitié du xv^e s., ces retards sont peut-être dûs à la lenteur mise par les députés à se rendre aux Etats, lenteur qui nécessitait parfois des lettres de rappel comme en 1418 (Montpellier, AA 12) ou en 1419 (Montpellier, BB 44). Par la suite, nous connaissons le motif de la prorogation; en 1477, en raison de l'impossibilité pour le général de Languedoc de se trouver à Montpellier à la date fixée, l'évêque d'Albi remit les Etats du 1^{er} au 15 mai (Montpellier, BB 90).

14. Ici aussi, on trouve quelques dérogations au principe : les Etats convoqués en 1433 à Bagnols par le comte de Foix se tinrent à Villeneuve-les-Avignon (Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuves, p. 238); les Etats de 1441 furent déplacés de Béziers à Montpellier (Montpellier, BB 51) et ceux de 1472 de Pézenas à Montpellier « pour ce que mieulx on se trouve cy que a Pezenas » (Bibl. nat., lat. 15537, f. 174); en 1499, le lieu de réunion, d'abord fixé à Albi, fut transféré à Cordes « a cause de la peste » (Haute-Garonne, C 745).

15. Avec quelques assemblées extraordinaires quand le besoin d'argent inci-

vier à mai sous Charles VII, sauf à l'extrême fin du règne où, de 1458 à 1460, les États se tiennent en décembre. Louis XI préfère le printemps, de mars à juin. En 1465 et 1466, il tient les États en plein été, ce qui soulève des doléances¹⁶; dès lors, il adoptera les mois de mars et d'avril, mais à la fin de son règne, il reviendra aux mois de mai et de juin, ce qui provoquera de nouvelles plaintes¹⁷. A partir de 1487, la session ordinaire des États se tiendra à l'automne, en octobre, novembre, parfois décembre. D'où, de nouvelles récriminations¹⁸, dont, à vrai dire, Louis XII ne tint nul compte.

L'assemblée se réunit dans une ville du Languedoc¹⁹, mais elle ne siège pas toujours dans la même. Au temps du comte de Foix, Carcassonne et Béziers sont très souvent choisies; par la suite, la préférence ira à Montpellier, résidence de Jacques Cœur, de la cour des Aides et du trésorier de Languedoc²⁰. La prépondérance de Montpellier se maintient sous Louis XI²¹, mais s'atténue à partir de 1490; les États siègent désormais dans un plus grand nombre de

tait le roi à mettre une crue. Les guerres d'Italie entraînèrent leur multiplication dans les dernières années du siècle; les États de 1497 protestent contre la multiplication des assemblées et le fait d'avoir été réunis quatre fois de novembre 1494 à janvier 1497 (Doléances de 1497, art. 1); ceux de décembre 1498 demandèrent de ne se tenir dorénavant qu'une fois l'année (Doléances, art. 1). Louis XII fit tout d'abord droit à cette requête, mais à la fin de son règne, il reprit les procédés de son prédécesseur. Ainsi, les États ont été réunis quatre fois en 1512 (janvier, mars, juillet, octobre).

16. Par l'article 48 des doléances de 1466, les États demandent au roi de « les faire assembler en temps plus convenable tant pour les dangiers des mortalitez comme pour les messons et vendanges qui escheent en ceste presente saison ». La doléance est parfaitement justifiée, si l'on songe qu'elle est faite à Montpellier, et le 15 août. Les commissaires proposèrent Carême ou avril.

17. Aux États Généraux de Tours, les députés du Languedoc demandent que les États « soient concluds avant le moys de may » pour éviter les chaleurs (Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 70).

18. En 1506, « pour le bien du pays », les États proposent septembre; mais les commissaires réservent la volonté du roi (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 147). La demande est réitérée en 1508 (art. 7 des doléances), 1509 (art. 6) parce que cela permettrait de diminuer les gages des receveurs qui doivent, pour le présent, faire l'avance « d'ung quartier », 1511 (art. 12), 1513 (art. 6).

19. Ceci n'est absolument vrai qu'à partir de 1440; jusque-là, Charles VII avait eu tendance à convoquer les États au lieu où il se trouvait afin de les présider en personne. Les États ont ainsi été réunis à Mehun-sur-Yèvre, en 1425, à Vienne en 1434; convoqués à Lyon ou Vienne en 1430, à Vienne en 1431 et 1436, à Montferrand en 1434 (États non tenus). Dès 1426, les États avaient demandé *quod cum dominus noster rex voluerit convocare tres Status Lingue Occitane pro consilio aut alias, quod eos convocari faciat in dicta patria Lingue Occitane et non alibi* (Montpellier, BB 187, pièces extraites année 1426). Aux États généraux de Chinon, les Languedociens avaient invoqué les promesses faites par le roi au Puy et à Mehun-sur-Yèvre, en 1425, de ne point les tirer loin du pays : s'il voulait le faire, ils lui proposaient de faire tenir en Languedoc une réunion préalable d'États qui élirait une ambassade, ceci afin de réduire les frais. Ils n'obtinrent qu'une réponse évasive (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 848) mais, six mois plus tard, le roi renonçait à les faire venir « par devers nous es marches de par deça » et les convoquait devant le comte de Foix (Hérault, A 2, f. 41). En 1430, ils répétaient qu'il plaise au roi de les mander *infra lo dich pays de Languedoc et non autra part* (Doléances de 1430, art. 3).

20. Si, entre 1418 et 1440, les États siègent huit fois à Carcassonne et huit à Béziers contre quatre fois à Montpellier, ils siègeront douze fois dans cette ville et deux seulement à Béziers entre 1440 et 1450.

21. De 1462 à 1483, les États y siègeront dix-sept fois; ils ne se réuniront que trois fois au Puy, deux à Béziers, une à Annonay, une à Pézenas.

villes²². Alors des noms nouveaux apparaissent : Albi, Narbonne, Nîmes, Tournon, mais l'alternance régulière des sénéchaussées qu'avaient demandée les délégués du Languedoc aux États généraux de Tours²³ ne fut jamais observée, la requête présentée en 1504²⁴ de ne pas tenir les États deux années de suite dans la même ville eut un meilleur sort, au moins durant tout le règne de Louis XII.

SECTION II : LES DÉLIBÉRATIONS

L'organisation matérielle revenait aux consuls de la ville choisie pour la réunion. Ce n'était pas une petite affaire; la tenue des États se traduisait par l'arrivée de plusieurs centaines de personnes dans des villes qui ne comptaient en temps ordinaire que quelques milliers d'habitants; les commissaires du roi, les délégués ne venaient pas seuls : ils étaient entourés de conseillers, de secrétaires, de valets; de nombreux personnages, officiers royaux ou simples particuliers, se présentaient bien que n'ayant pas entrée aux États, parce qu'ils savaient qu'à l'occasion de l'assemblée ils avaient la possibilité de trouver réunie là toute la haute administration du Languedoc²⁵. Il fallait donc nourrir toute cette population, ce qui n'était pas chose toujours facile en des temps où les disettes étaient fréquentes; et il n'y avait pas que les hommes : à une époque où le seul moyen de transport connu est le cheval, il faut multiplier par deux ou par trois le nombre des arrivants pour avoir celui de la cavalerie qui les a amenés²⁶.

Les consuls de la ville où siège l'assemblée étaient donc contraints à prendre diverses mesures : achat de blé et d'avoine à l'extérieur²⁷,

22. Ainsi, de 1498 à 1515, les États n'ont siégé que six fois à Montpellier; on les trouve quatre fois au Puy, deux à Narbonne, Nîmes et Tournon, une fois à Albi, Béziers et Cordes; cette dernière ville est choisie en raison de sa proximité d'Albi où les États n'avaient pu se tenir à cause de la peste (Haute-Garonne, C 745). Durant tout le xv^e siècle, Toulouse n'a vu que trois sessions (1419, 1451, 1455).

23. « Que les États qui seront mandés audit pays de Languedoc soient tenus pour ordre en chacune desdites trois sénéchaussées dudit pays » (Caze-neuve, *Chartes du Languedoc*, p. 70).

24. Doléances de 1504, art. 21.

25. Présence du trésorier ordinaire de la sénéchaussée de Toulouse, venu aux États de Vienne (1434) porter l'état de sa recette (Bibl. nat., P.O. 1098, Falgar, n° 15) et du juge-mage de la même sénéchaussée (Toulouse, *Comptes* 1431, f. 113). Les juges mages de la sénéchaussée de Toulouse et Beaucaire sont venus sur l'ordre du roi à Montpellier au moment de la session des États (Bibl. nat., *Clair*. 183, n° 88, et P.O. 7, Acy, n° 11); le viguier de Bagnols était aussi présent (*Clair*. 137, n° 13). Les commissaires du roi aux États de Béziers (avril 1435) font venir auprès d'eux le trésorier de la sénéchaussée de Carcassonne pour régler diverses questions relatives aux fermes des leudes de la sénéchaussée (Bibl. nat., P.O. 157, Aymery, n° 51). « Cuidant que venissiez au Puy pour présider aux États ainsi que avez accoutumé, m'y suis trouvé pour vous remonstrer les procédures qui ont été faites touchant l'occupation que ceulx d'Avignon veulent faire du Rosne et des ysles d'icelui » écrit le juge de Beaucaire à un des trésoriers de France le 10 avril 1475 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 83).

26. Ainsi, en 1418, chacun des cinq délégués de Toulouse aux États de Carcassonne avait avec lui quatre montures (Toulouse, CC 2328, n° 38). Un texte de 1429 nous apprend qu'il était d'usage pour un chevalier ou un docteur d'emmenner quatre roncins (Toulouse, BB 61, f. 32).

27. Les consuls de Montpellier envoient un marchand dans les régions

contrôle des prix, taxation d'office²⁸. Il leur fallait pourvoir au logement des membres des États, dont quelques-uns étaient d'un rang considérable²⁹, ils avaient aussi à trouver un local convenable et devaient veiller à sa mise en état³⁰. L'assemblée étant nombreuse, il devait être suffisamment vaste pour recevoir tous les assistants; les sessions se tenaient, selon les villes, dans un édifice ecclésiastique³¹ ou civil³²; on décorait la salle avec des tapisseries³³. Les délégués siégeaient sur des bancs (*scanna*) fournis par les consuls du lieu³⁴.

d'Agde, Béziers et Narbonne se procurer du blé et de l'avoine *pro gentibus consilii trium statuum... quod tenetur in presenti villa* (Montpellier, BB 44, 1^{er} avril 1419). En 1497, les consuls de Nîmes font interdire par le sénéchal de Beaucaire l'exportation du gibier et prescrire qu'il sera porté à Nîmes *ad grates Statuum* (L. Ménard, *Histoire ... de Nîmes*, t. IV, preuves, p. 65).

28. En septembre 1444, les consuls de Montpellier convoquent les revendeurs de la ville et leur intimement l'ordre de vendre leurs denrées à prix décent car les États se sont plaints de leur cherté, sinon, ils les feront taxer à prix raisonnable. Par la suite, ils taxent la livre de chandelle à treize deniers tournois (Montpellier, BB 52).

29. Ainsi, l'archevêque de Narbonne annonce aux consuls de Montpellier son intention d'assister aux États « affin qu'il vous plaise prendre peine de me loger » (Montpellier, BB 190, pièces extraites année 1495, lettre du 12 septembre). Parfois, les consuls se faisaient assister de « foulriés » (Haute-Garonne, C 993, f. 35; Albi, CC 454). Au début du x^{ve} siècle, on élit des commissaires chargés de recenser les locaux disponibles : ainsi à Toulouse en 1419, *ellegantur sex notabiles qui videant hospicia sive alogia et avisent stagia dictorum hospicioium et dividantur onera* (Toulouse, BB 3, f. 75); à Béziers, en 1436, on désigne une commission de trois ou quatre membres *ad allocationem dominorum de Consilio* (*Bulletin de la société archéologique de Béziers*, t. I, p. 290).

30. En 1471, à Montpellier, les consuls font, à leurs frais, *escobar la Gran Loga... tendre la tapissaria... faire les cadieyras e sieghas e cavaletz per los tres Estatz* (Montpellier, CC, pièces extraites année 1471).

31. La Salle l'Evêque à Montpellier au printemps 1419 (Montpellier, BB 44 et *Petit Thalamus*, p. 467); réfectoire du couvent des Frères Prêcheurs et salle capitulaire du couvent des Carmes en 1419 à Toulouse (Toulouse, AA 102); couvent des Frères Prêcheurs de Béziers en novembre 1419 (*Annales du Midi*, t. I, p. 509); église des Jacobins à Carcassonne en juillet 1422 et salle capitulaire des mêmes en 1423 (Toulouse, AA 87, n° 2, 3); salle capitulaire du couvent des Dominicains de Béziers en 1435 (Hérault, A 10, f. 281); salle du palais épiscopal de Béziers en 1436 (Bibl. nat., fr. 23915, n° 16); réfectoire des Augustins à Toulouse en 1451 (Toulouse, *Pièces à l'appui des Comptes*, 1450-51, n° 17); salle basse du chapitre du Puy en 1501 (Haute-Garonne, C 2276, f. 1); en 1514 à Béziers, c'est le couvent des Frères Prêcheurs qui est encore choisi, mais la proposition est faite en la salle haute de l'évêché (*Bulletin de la Soc. arch. de Béziers*, t. III, p. 119); En 1426, si la proposition est faite au palais royal de Montpellier, l'assemblée plénière des États se réunit en l'église paroissiale N.-D. des Tables, l'état commun délibère au Consulat (Montpellier, BB 187, pièces extraites année 1426).

32. La Trésorerie royale de Toulouse en 1451 (Toulouse, layette 46, n° 8651) et le consistoire de la « Maiso cominal » de cette ville en 1455 (Toulouse, *Comptes*, 1454-55, p. 71); le palais Royal de Montpellier est utilisé, entre autres, en 1426, 1441, 1443, 1444, 1446, 1449, 1454, 1462 (Montpellier, BB 47, 51, 52, 54, 56; Joffre 534, f. 68 v°; Joffre 391, f. 27; M. Mollat, *Les affaires de Jacques Cœur*, t. I, p. 179). Il l'était encore en 1465 (Montpellier, Joffre 717, f. 37); peu après, les États siégeront à la Grande Loge : ils le faisaient déjà en 1471 (Montpellier, CC, *pièces extraites du livre des mandements*, année 1471). Sur cet édifice voir : L. Guiraud, *Recherches topographiques sur Montpellier au Moyen âge*, dans *Mémoires de la Soc. arch. de Montpellier*, 2^e série, t. I (1899), p. 174-175. A Nîmes (janvier 1497, décembre 1505), les États siègent dans l'*aula magna* de la maison consulaire (Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, preuves, p. 65 et 82). A Cordes, en octobre 1499, ils tiennent séance « à la maison de Hugues Reyvelin, bourgeois de ladite ville » (Haute-Loire, 501 C 7701).

33. En 1431, les consuls de Montpellier empruntent des « draps » pour orner le palais où se tiennent les États (Montpellier, Joffre, 712, f. 116). *Per cordes et clavels per tendre les draps de parement al Palays per les tres*

La place de chacun était minutieusement réglée car les membres des États siégeaient dans l'ordre où ils opinait. Lors de la proposition, les commissaires du roi étaient au centre³⁵, les prélats à leur droite, les barons à leur gauche, devant eux les représentants de l'état commun.

La session s'ouvre par une assemblée plénière en présence des commissaires du roi. Après vérification des procurations données aux délégués par leurs commettants³⁶, et il pouvait parfois y avoir contestation³⁷, le premier commissaire remet au prélat président des États pour le pays les lettres royales de convocation³⁸; lecture en est faite par le greffier du pays; puis vient la proposition, discours où l'un des commissaires, souvent le général de Languedoc³⁹, expose les affaires du royaume. Lorsque son auteur est un ecclésiastique, cas fréquent au xv^e siècle, le discours est un véritable sermon sur un thème tiré de l'Écriture Sainte, où l'orateur exalte la charité chrétienne et l'amour du prochain et dont la conclusion inévitable est qu'il faut pratiquer ces vertus en accordant au roi de France les

Estatz que se devian tener (Montpellier, Joffre 717, f. 37). Le 8 août 1469, Jean Godefroy « autelisseur » promet de réparer « le drap des Estaz » pour quatre livres (Montpellier, BB 79). La pratique de tendre ces tapisseries était fréquente dans les réunions d'États; voir la photographie de celle qui fut offerte aux États de Velay par Jean de Bourbon : E. Delcambre, *Les États du Velay*, p. 525. A Nîmes, en janvier 1497, les consuls envoient un de leurs collègues à Marsillargues, emprunter une tapisserie au seigneur de Calvisson (Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. IV, preuves, p. 65).

34. Pour Montpellier, voir : Montpellier, Joffre 560, f. 23 et 561, f. 52. En 1426, les consuls de cette ville s'étaient particulièrement mis en frais : *dictum consilium inceptum fuit teneri in palacio regio Montispessulani, paramentis pannorum aula parata, in quo presedit dominus Johannes comes Fuxi, alcus sedens ceteris, panno aureo retro eum absque supercelo, in paramentis affixo cum acubus* (Montpellier, BB 47). Au début du xvi^e siècle on conservait à la grand Loge « ung grant banq de sapin ou se assentent les seigneurs quant tiennent les Estatz » et « ung gros de boys de pipol de long de quatre pans et demy et deux de large pour mectre soubz les piéz du commissaire quant tiennent lesditz Estatz » (Joffre 377, f. 42). En 1455, les capitouls de Toulouse font mettre des nattes au parquet du consistoire de la maison communale où siègent les États (Toulouse, *Comptes 1454-55*, p. 7).

35. *Medium est Rex* (P. just. n° 25).

36. Haute-Garonne, C 2276, f. 1 et 72. Il y avait, en effet un registre des « présentations » des États où les délégués faisaient enregistrer soit leurs lettres de convocation soit leurs procurations (*Ibidem*, f. II), car les délégués ne recevaient pas toujours de procuration; c'était en particulier le cas à Montpellier lorsque les États se tenaient dans cette ville (Montpellier, BB 74, 9 juillet 1463). En 1419, *fuert perfectia nomina omnium trium Statuum presentis patrie mandatorum* (Toulouse, AA 102, p. 1).

37. En février 1498, le sire de Mons et le vicaire de l'évêque du Puy voulurent s'opposer à l'admission de Glaude Bonnefont, représentant des diocésains du Puy; G. Bonnefont put cependant assister aux États après que le greffier eût attesté avoir par devers soi la procuration donnée à l'intéressé par ses commettants (Haute-Loire, 501 C 7001).

38. Il s'agit d'une lettre missive adressée à « nos chers et bien amés les gens des trois États de notre pays de Languedoc ». Celle qui fut lue aux États d'octobre 1513 est conservée (Haute-Loire, 501 C 6635).

39. Mais ce n'est pas une règle absolue; Jean Baubignon a fait la proposition aux États de 1430 (doléances de 1430, art. 1); le juge de Béziers à ceux de 1431 (doléances de 1431, art. 1); en 1456, la proposition est faite par le procureur général Jean Dauvet (M. Mollat, *Les affaires de Jacques Cœur*, t. II, p. 469); en 1493, par le sire de Chabannes, lieutenant du gouverneur du Languedoc, et non par le général Briçonnet (Hérault, *Commissions pour la tenue des États*); en 1501 il en est de même mais le général était alors absent (Haute-Garonne C 2276, f. 1).

sommes qu'il réclame⁴⁰. Puis il fait lire ses lettres de commission et le président demande l'autorisation pour les États « de conférer ensemble » sur les demandes qui lui auront été faites⁴¹. Les commissaires se retirent⁴²; sauf exception, ils ne reparaitront plus dans l'assemblée⁴³. Les États ont toujours entendu délibérer seuls, hors de la présence des représentants du roi⁴⁴; si l'on peut voir parfois opiner des officiers royaux dans les délibérations, on constate toujours en ce cas que ces personnages sont entrés aux États à titre personnel et non en qualité de fonctionnaires⁴⁵. Le départ des commissaires n'est suivi que d'une courte délibération, pour fixer l'heure de la messe du Saint-Esprit, car les États renvoient toujours leurs séances après la célébration de celle-ci⁴⁶. Alors, commencent les véritables délibérations.

40. Voir le résumé de la proposition de Jean d'Etampes aux États de 1451 : P. just. n° 9. En 1452, le même orateur choisit encore pour thème une phrase de la première épître de saint Pierre : *ante omnia in vobismetipsis mutuum caritatem habentes*, le délégué de Montpellier qui rapporte ces paroles montre *qualiter applicavit prefato domino nostro regi* (Montpellier, BB 60).

41. Déjà, en 1419 et en 1426, les États sollicitaient la *licentia se congregandi*. Encore, en janvier 1509, les commissaires « ont donné licence a mesdits seigneurs des Estatz de soy assembler et traiter de leurs affaires » (Haute-Garonne, C 2276, f. 281 v°); de même, en décembre 1509 (*Ibidem*, f. 301).

42. Ceci n'est vrai que pour la deuxième partie du x^e s., sans doute à partir du moment où les États ont pris l'habitude de délibérer en commun. Auparavant, il serait plus juste de dire que ce sont les États qui vont délibérer hors de la présence des commissaires. Ainsi, en 1426, la proposition a été faite au palais royal de Montpellier, mais les États, après avoir obtenu la *licentia congregandi, elegerunt locum in quo convenient* et allèrent délibérer à l'église Notre-Dame des Tables. En avril 1444, les États de la sénéchaussée de Beaucaire, après avoir entendu la proposition dans la maison d'E. Petit, trésorier Général, vont délibérer au consulat (Montpellier, BB 52). En 1462, la proposition est faite au palais royal de Montpellier, les États délibèrent encore au consulat (Montpellier, Joffre 391, f. 27).

43. Ils lui envoient parfois un porte-parole exposer certaines questions particulières : en décembre 1498, le général de la justice des aides Salomon vient lire une déclaration sur l'attitude adoptée par le lieutenant du gouverneur, premier commissaire, à l'égard du syndic Jean Lamée (Haute-Loire 501 C 5442 bis, f. 23). En 1502 le général Jacques de Beaune vient se justifier devant les États des attaques lancées contre lui par le visiteur général des gabelles (*Revue des Langues romanes*, t. VII, p. 542).

44. En 1419, le sénéchal de Toulouse, lorsque les États lui demandèrent la *licentia congregandi*, l'accorda *dum tamen in quolibet Statu interesset unus officarius*; les trois ordres furent unanimes à rejeter cette prétention; après consultation du comte de Foix, le sénéchal dut s'incliner et *dedit licenciam... congregandi, tractandi et deliberandi et alias procedendi cuilibet Statui, tam conjunctim quam divisim., super propositis quam aliis proponendis et allegandis in presenti consilio prout eisdem placuerit et videbitur faciendi* (Toulouse, AA 102, p. 4).

45. C'est donc une erreur d'affirmer avec G. Dupont-Ferrier (*Les Officiers royaux...*, p. 834) que les officiers royaux avaient entrée aux États. Si, en 1497 et 1498, le sénéchal de Carcassonne prend part à l'assemblée, c'est qu'il est seigneur de Mirepoix donc titulaire d'une baronnie lui permettant de ce faire, et, si on lui donne une place d'honneur, on spécifie bien qu'il la doit à son titre de maréchal de la foi (Haute-Garonne, C 2276, f. 11). De même, Bernard Nicolas, lieutenant du sénéchal de Beaucaire, paraît aux États à titre de procureur du Vivarais (*Ibidem*, f. 15 et 19 v°).

46. La tradition existait en 1419 (Petit Thalamus de Montpellier, p. 426 et Toulouse, AA 102, p. 1). Par exception, en juillet 1503, les États, vu l'urgence des affaires, décident de délibérer immédiatement sans attendre le lendemain (Haute-Garonne, C 2276, f. 73 v°). La messe du Saint-Esprit est célébrée en l'église des Frères Mineurs à Montpellier (Montpellier, Joffre 391, f. 27); elle se dit aux Carmes à Tournon en 1506 (Montpellier, armoire F); à Albi (1511) au Puy (1512, 1513) à Narbonne (1513) à Nîmes (1513) à Béziers (1514) à la cathédrale (Haute-Garonne, C 993).

Au début du xv^e siècle, les États délibéraient certainement par ordres; à la fin de ce siècle, les délibérations se font toutes en séance plénière⁴⁷. Le procès-verbal des États tenus à Toulouse, en 1419, atteste clairement la délibération séparée des ordres⁴⁸; le procès-verbal des États de Montpellier en 1426 est en réalité le procès-verbal des délibérations des communes de Languedoc⁴⁹. C'est le dernier document absolument net⁵⁰. Toutefois, cet état de choses s'est peut-être maintenu durant quelques décades. Il n'y a, à vrai dire, que des présomptions; mais il semble résulter des termes assez ambigus de la relation des États de 1451 qu'il y avait encore des délibérations séparées, tout au moins lorsqu'un désaccord apparaissait entre les ordres⁵¹. On peut aussi noter que le pouvoir donné aux délégués par les diverses villes porte, encore aux alentours de 1450, la permission d'accorder tout ce qui le sera par la plus grande et plus saine partie de l'état commun⁵². Si l'on admet que l'ordre de séance conservé dans les archives municipales de Toulouse a été copié en 1464, on peut supposer que l'état commun délibérait encore séparément dans quelques circonstances⁵³.

47. On connaîtra alors au sein des Etats des délibérations particulières, mais il s'agit d'assemblées de sénéchaussées groupant les trois ordres, par exemple pour désigner les syndics du pays (P. just. n° 22).

48. *Dominus archiepiscopus nomine ecclesie petiit dari licenciam cuilibet Statui super propositis hodie deliberandi, consulendi et tractandi inter se et deinde insimul* (Toulouse, AA 102, p. 3). Il convient de noter que ce procès-verbal ne rend compte que des réunions communes aux trois ordres. Lorsque le 14 août le représentant du comte de Foix demande aux Etats de délibérer sur la réponse à faire au comte, il prend soin de préciser que les communautés tiendront conseil le mardi 15, que les trois états tiendront une séance commune le mercredi 16 et que la réponse aura lieu le jeudi 17.

49. Publié par P. Dognon, *Pièces relatives aux Etats de Languedoc dans Annales du Midi*, t. XXVI, p. 362, n° 11.

50. On peut y joindre un texte relatif aux plaintes des représentants de Montpellier aux Etats d'août 1428, qui ont été faites *pluries et continuatis vicibus in consilio predicto, presentibus gentibus de Statu communi et etiam aliis vicibus, presentibus gentibus trium Statuum* (Montpellier, arm. C, cass. 14, Louvet 1266).

51. Les prélats et les nobles sont d'avis d'accorder au roi les sommes qu'il demande; l'état commun veut refuser tout subside : *videntes dicti duo Status quod Status communis erat inter se divisus, fuit dictum quod ad invicem se concordarent... ex post, congregatis ad invicem...* (P. just. n° 9). On ne saurait retenir les textes publiés dans *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862 et par P. Dognon, *op. cit.*, n° IX, pour affirmer que, dès 1435-36, les Etats siégeaient déjà toujours en commun; en effet, le premier traite d'une question très particulière, qui oppose les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne à la majeure partie de celle de Beaucaire; le deuxième est un octroi et l'octroi se faisait en commun.

52. « *Accordar so que per la major partida de l'estat comu en lodit cosselh sera tractat* », telle était la formule employée par les capitouls à Toulouse, en 1439 (Toulouse, Layette 61); la formule est encore en usage à Montpellier en 1454 : *per majorem et sagnorem partem Status communis ejusdem patrie* (Montpellier, BB 63).

53. P. just. n° 11. On date cet ordre de séance de 1464 parce qu'il est écrit au verso d'un feuillet au recto duquel a été copié un tarif des poids et mesures de 1464 et que l'écriture des deux textes ne diffère pas sensiblement. Mais il reproduit, peut-être, un état de choses beaucoup plus ancien, car la représentation du diocèse de Nîmes n'est pas conforme à l'accord conclu dans ce diocèse le 26 mars 1448 (L. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, preuve n° 95). Peut-être, reproduit-il le *modus eundi et cedendi cum aliis de tribus senescalliis* qui figure dans l'inventaire des documents confiés aux délégués de Montpellier, le 8 janvier 1437 (Montpellier, BB 50).

Quoiqu'il en soit, depuis longtemps déjà, les États commençaient et finissaient par des séances communes aux trois ordres : pour écouter la proposition, pour faire l'octroi⁵⁴ et il est vraisemblable que cette habitude de siéger en commun, en certaines circonstances, jointe au fait que, fort rapidement, les deux premiers ordres ne vinrent qu'en petit nombre, est à l'origine de l'ordre de séance tel qu'il est définitivement établi à la fin du xv^e siècle.

Les délibérations⁵⁵ consistent essentiellement, d'une part dans l'audition de rapports (rapports des ambassadeurs, des syndics, des commis à telle besogne particulière; rapport des commissions spéciales qui ont reçu des États la mission d'étudier telle question compliquée⁵⁶; rapports des délégués auprès des commissaires⁵⁷); d'autre part dans l'expression des opinions : il n'y a pas de vote au sens moderne du mot : sur chaque question mise en discussion, les membres des États donnent leur opinion, recueillie par le greffier, qui, à la fin de la délibération, compte les avis ainsi exprimés⁵⁸, et la majorité l'emporte, car les décisions doivent être prises d'après l'avis « de la majeure et plus saine partie de l'assemblée »; mais cette majorité est calculée non pas d'après le nombre des assistants, mais d'après celui des personnes féodales représentées aux États; ainsi une ville peut être représentée par deux, trois ou un nombre plus élevé de délégués, leur opinion ne compte cependant que pour une voix. L'état commun est donc pratiquement assuré d'avoir la majorité, d'abord parce que le nombre de voix qu'il détient, entre les chefs de diocèses et les représentants des diocésains est à peu

54. Aussi, très rapidement, la mention d'après laquelle l'octroi a été fait par l'état commun disparaît au profit de celle parlant de l'octroi des trois États. De très bonne heure, en effet, l'octroi est fait en commun, car les nobles et les clercs l'accordent pour leurs sujets.

55. Rares sont les documents qui permettent de leur redonner leur vrai visage : les procès-verbaux conservés depuis 1501 sont bien plutôt le résumé des dispositions prises que la véritable relation des débats; seuls, les procès-verbaux de 1419 et 1426 et ceux de février et décembre 1498, d'octobre 1500 rapportent, en partie, les opinions des participants.

56. L'habitude de remettre l'étude des questions délicates à une commission particulière est ancienne. En 1419, avait été nommée une délégation de 24 personnes pour examiner les demandes financières présentées par le comte de Foix (Toulouse, AA 102, p. 13). En août 1428, on agit de même (Lodève, BB 1, f. 219). En 1500, la rédaction des doléances fut confiée à une commission (Haute-Loire, 501 C 5551).

57. L'habitude de ne discuter avec les commissaires que par délégations est constante à partir de 1435-1440; voir P. just. n° 9, pour 1452, où une délégation de 18 personnes va discuter de l'octroi avec le général des finances (Montpellier, BB 60); pour 1462, la relation des députés de Montpellier (Montpellier, Joffre 391, f. 27) et la lettre des commissaires du roi (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 79). Auparavant, il semble que les apparitions des commissaires devant l'assemblée aient été plus fréquentes (Toulouse, AA 102), mais on peut en signaler quelques-unes encore au début du xvi^e s. : en 1497, A. Duprat vient remonter à l'assemblée la nécessité de régler le différend qui avait éclaté entre les diocésains d'Uzès à propos de leur présence à l'assiette (Haute-Garonne, C 2276, f. VIII). En 1502, J. de Beaune vient exposer les difficultés qui se sont élevées à propos de la gabelle (*Ibidem*, f. 54 v°).

58. Le travail du greffier est très visible dans la deuxième partie du procès-verbal de février 1498; devant l'opinion de chacun il a inscrit les lettres a ou b, selon l'avis auquel l'intéressé s'était rangé; il n'a plus eu, alors, qu'à faire le décompte pour déterminer l'opinion de la majorité (Haute-Loire, 501 C 5720).

près égal à celui des deux autres ordres⁵⁹, ensuite, en raison du petit nombre de prélats et de barons qui viennent ou se font représenter aux États. La minorité n'avait qu'à s'incliner, sauf à protester, platoniquement au reste, qu'elle ne « consentait point » à la décision prise par la majorité⁶⁰. Les tentatives d'en appeler des États aux commissaires du roi furent réprimées par ces derniers⁶¹.

Pour déterminer l'opinion de la majeure partie de l'assemblée, le tour de parole était strict : un prélat, un noble, deux délégués de l'état commun, et on recommence suivant le même principe, les membres des États occupant une place déterminée par leur tour de parole. Les prélats sont assis selon la prééminence de leur dignité et l'ancienneté de leur consécration⁶². On ignore l'ordre dans lequel opinait les barons⁶³; mais, ici aussi, « les procureurs ne précèdent les personats »⁶⁴. Quant à l'état commun, son tour de parole était, en principe, fixé depuis longtemps⁶⁵ : les grandes villes opinait

59. A peu près seulement, car nous avons vu que vingt deux prélats entraient aux Etats et, probablement, un nombre égal de barons, alors qu'il n'y entre que 20 villes chefs de diocèses et autant des représentants des diocésains.

60. C'est ce qui se passe régulièrement en cas de conflit de préséance, mais cette habitude se retrouve dans des cas plus importants : en 1511, les gens d'Eglise ne consentirent point à l'article des doléances relatif à la réforme des juridictions spirituelles (Haute-Garonne, C 2276, f. 332) : leur protestation fut d'ailleurs enregistrée aux doléances (art. 8 des doléances de 1511). 1511).

61. En janvier 1509, mécontent d'une décision des Etats déclarant que le paiement des nouveaux conseillers établis au Parlement de Toulouse devait être « au plaisir du roy », G. Blanchard, syndic du pays, à la demande « d'aucuns particuliers diocésains », en appela aux commissaires du roi, parce que, disait-il, la majeure partie des trente-six votants qui constituaient la majorité étaient gentilshommes et vicaires « qui ne portent la charge ». Mais les commissaires lui interdirent, sous peine de cent marcs d'amende, de rien faire contre la conclusion des Etats, en ajoutant que, si les particuliers voulaient la contester, ils devaient agir *nominibus eorum privatis* (Haute-Garonne, C 2276, f. 296).

62. Les archevêques parlent avant les évêques; les évêques se succèdent dans l'ordre de leur consécration; les vicaires des prélats parlent après les évêques et dans l'ordre auquel leur donne droit la dignité ou l'ancienneté de leur commettant (Haute-Garonne, C 2276, f. 45). Mais au début du xvr^e siècle, l'habitude se prend de faire parler les procureurs laïques des prélats après tous les vicaires ecclésiastiques (*Ibidem*, f. 81 v^o et 320). Au temps où des abbés entraient aux Etats, les vicaires précédaient les abbés, ainsi que l'atteste le règlement du conflit de préséance entre le vicaire de l'archevêque de Narbonne et l'abbé de Montoulieu (Bibl. nat., lat. 9178, f. 252).

63. On sait qu'au xvir^e s. il y avait quatre places fixes (comte d'Alès, vicomte de Polignac, baron de tour de Vivarais, baron de tour de Gévaudan); les autres barons parlaient suivant l'ordre de leur date d'entrée aux Etats. Autant qu'on puisse en juger, cette dernière règle semblait en vigueur au début du xvi^e s.

64. Haute-Garonne, C 2276, f. II. En vertu de ce principe, il fut décidé en 1497 que le seigneur de Capendu précéderait le sire de Mons, procureur du vicomte de Polignac, parce qu'il avait en sa possession une convocation personnelle du roi. Pour la même raison, le sénéchal de Carcassonne, seigneur de Mirepoix, siégea cette année-là avant le seigneur de Joyeuse, baron de tour de Vivarais (Haute-Garonne, C 2276, f. II et III v^o). Cette solution sera repoussée dès 1502 pour les barons de tour : bien qu'il se proclamât le premier baron de Languedoc, le baron de Calvisson dut prendre place après les seigneurs de la Voulte et d'Apchier, barons de tour de Vivarais et Gévaudan, mais avant le procureur du vicomte de Polignac (*Ibidem*, f. 53).

65. P. just. n^o 11. Là aussi, il y eut beaucoup de conflits : entre Narbonne et Béziers, la querelle dura de longues années. D'après A. Soucaille, *Le consulat de Béziers*, p. 296, il aurait été décidé en 1439 que les deux villes alterneraient jour par jour dans l'expression de leurs opinions; et, de fait, *l'assita*

les premières, elles tenaient, pour des raisons de prestige, à conserver leur rang⁶⁶; il est vrai que, leur opinion étant déterminante, elles jouissaient de nombreuses faveurs, comme la remise d'une bonne partie des subsides votés. Les chefs de diocèses parlaient avant les représentants des diocésains⁶⁷. Quant aux syndics⁶⁸, au début de xvi^e siècle, s'ils intervenaient dans les délibérations par leurs rapports, ils n'avaient pas, en principe, à opiner. En fait, ils le faisaient très souvent, quand un baron les choisissait comme procureurs; et l'on peut constater l'influence très grande de ces personnages car on voit, en ce cas, la majorité des États se ranger le plus souvent à leur avis⁶⁹. Enfin, le président expose l'objet du débat mais ne prend naturellement pas part au vote. En outre, c'est à lui qu'il appartient d'assurer le bon ordre des séances. Celles-ci sont, en général, fort calmes, mais, quelquefois, un incident surgit⁷⁰. Il doit aussi se préoccuper d'assurer le secret des délibérations⁷¹; ainsi, les représentants des sénéchaussées jurent « de ne

trium Statuum conservée en tête du *Petit Thalamus* de Montpellier porte une mention marginale : *alternis vicibus*. Le débat fut porté devant l'archevêque de Reims, premier commissaire du roi aux États de 1446; une enquête fut prescrite qui s'effectua en divers lieux du pays (M. Baret, *Un compte de clavaire à Béziers*, p. 95-112). Elle aboutit à la décision des commissaires du roi du 22 janvier 1448 donnant raison à Narbonne (Narbonne, AA 181). En 1451, conflit entre Toulouse et Montpellier (P. just. 12). Béziers eut par la suite un différend avec le Puy; cette dernière ville eut d'abord gain de cause (Aymard, *Titres et privilèges du Puy*, p. 767) puis les États décidèrent que les deux villes alterneraient jour après jour (Haute-Loire 501 C 5442^{bis}) puis an après an (Haute-Garonne C 2276, f. 44 v^o). En 1501, devant la réclamation du consul de Mende contre celui de Saint-Papoul, il est spécifié que « l'année prochaine sera faict extrait des registres de Montpellier pour scavoir a chacun son rang » (*Ibidem*, f. 21).

66. Ainsi Toulouse affirme lors de la désignation de ses députés aux États de 1419 qu'il faut envoyer *notabiles et scientificas personas, nam presens civitas habet semper preheminentiam in loquendo et aliis ut capud patrie* (Toulouse, BB 3, f. 77 v^o).

67. La règle fut définitivement édictée par les États de février 1498 : « a esté dit que ausdits Estatz parleroient premierement ceulx des cités que les diocésains » (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 8); la décision ayant soulevé des protestations, dut être réaffirmée : « sur ce que les diocésains d'aucunes diocèses voloient preceder les consulz et cheffz des dioceses, a esté conclud et ordonné que dorenavant les dioceses ne precederont les chefs des dioceses aux sieges et que chacun se range à son lieu ainsi qu'il a esté ordonné » (*Ibidem*, f. 8 v^o). Ce qui n'arrêta pas d'ailleurs les récriminations, surtout pour les diocèses où la ville principale n'était pas le chef du diocèse; les États durent répéter leur décision à propos d'Alet et Limoux (Haute-Loire, 501 C 5443, f. 2 v^o).

68. Les syndics siègent à une place spéciale, « au bas siege a cousté du greffier desdits Estatz » (Haute-Garonne, C 2276, f. 342 v^o).

69. C'est le cas de Gabriel de Laye, qui, en février 1498, opine pour le vicomte d'Uzès (Haute-Loire, 501 C 5720).

70. En 1501, P. Potier, commis de l'archevêque de Toulouse, se vit traiter publiquement de « larron, parjure au pays, traïstre a son maistre » par J. Loberc, commis de M. de Vauvert. Il protesta et menaça de ne plus assister aux États s'il n'obtenait réparation. L'évêque de Rieux, président de l'assemblée, fut invité par elle à se plaindre aux commissaires du roi qui priveront, pour l'avenir, J. Loberc du droit d'assister aux États (Haute-Garonne, C 2276, f. 30).

71. En septembre 1419, certains avaient demandé *quod prestaretur juramentum per omnes, continens quod singulares opiniones non revelarent ullo modo*. Les représentants de Toulouse s'y opposèrent parce que, disaient-ils, *fore durum non notificare eorum sociis deliberaciones habendas per dictos ambaxiatores* (Toulouse, AA 102, p. 33).

révéler les voix et oppignons » lors de l'élection de leur syndic⁷². De même, lorsqu'en janvier 1509, Mathieu Bosquet, conseiller au Parlement, réclame copie des délibérations des États sur la crue des conseillers, on lui dit la conclusion qui a été prise, mais on refuse de lui donner les « oppinions ne les noms de ceux qui ont oppiné pour ce que sont choses secretes et n'est point acoustumé de les bailler »⁷³; en 1514, les États imposent à leurs membres le serment « de ne reveler chose dite ou proposée en ladite assemblée »⁷⁴.

En principe, les délibérations doivent d'abord être consacrées à l'examen des affaires du roi⁷⁵. Le plus souvent, c'est le contraire qui a lieu⁷⁶, car les commissaires, aussitôt l'octroi obtenu, n'ont rien de plus pressé que de renvoyer l'assemblée. Aussi les États décidèrent-ils en février 1498, qu'ils ne feraient cet octroi qu'après avoir obtenu réponse à leurs doléances⁷⁷. En fait il serait plus exact de dire que les affaires du pays se traitent en même temps que les affaires du roi. Pendant que les délégués des États vont discuter avec les commissaires sur tel ou tel point, leurs collègues, restés en séance, écoutent les rapports, discutent de leurs affaires, remettent des requêtes au syndic chargé de la rédaction des doléances, écoutent la lecture du cahier, l'approuvent, le font porter aux commissaires par une délégation et songent à faire l'octroi. Quand ils en ont approuvé les termes, les États, en corps, se rendent au logis des commissaires, lecture est faite de l'octroi et des doléances avec les réponses qui leur ont été faites par les représentants du roi puis les délégués reviennent en séance pour établir le rôle des frais généraux du pays qui est communiqué aux commissaires pour approbation. Les délégués commis à assister au département des sommes imposées⁷⁸ s'acquittent de leur mission, les représentants des chefs de diocèse vont retirer auprès du greffier pour le roi les lettres de commission et leur exemplaire des doléances⁷⁹, mais déjà, la session proprement dite avait pris fin sur une dernière homélie du président⁸⁰.

72. P. just. n° 22.

73. Haute-Garonne, C 2276, f. 287 v°.

74. Haute-Garonne, C 2277, f. 35.

75. *Numquam fuerat consuetum facere negocia patrie quin primo negocia regia expedita fuissent* (P. just. n° 9). En août 1504, réclamant l'exécution des lettres royaux sur l'unification des poids et mesures G. Blanchard déclarait que chaque année les Etats de Languedoc avaient coutume de s'assembler pour « donner ordre, après les deniers du roy aux affaires communes dudit pais » (Toulouse, HH 48, p. 61).

76. En 1503, « avant qu'octroyer aucune somme audit seigneur », les Etats « luy volloient remonstrer lesdites doleances et pitié et le requerir y pourvoir » (Haute-Garonne, C 2276, f. 88).

77. « Et par délibération de tous les Estats ont dit et ordonné que par le temps advenir, incontinent que la proposition sera faite, seront députtez gens desdits Estats pour faire les articles des doléances dudit pais et iceulx présentés à messeigneurs les commissaires du roy ayent a bailler et delivrer après les articles et a chacun d'iceulx les réponses qui seront raysonnables selon la teneur desdits articles et ne sera faite l'octroy ny la reponse par lesdits Estats que préalablement lesdits articles ensemble les réponses ne soient rendus et expédiés auxdits Estatz » (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 27).

78. Ceci, depuis 1484 seulement.

79. Ceci n'est vrai que pour la deuxième moitié du xv^e siècle. Auparavant les articles de doléances et les commissions n'étaient pas immédiatement remis

Elle avait pu durer longtemps, surtout à l'époque où les États avaient encore réellement le pouvoir d'accorder ou de refuser des subsides⁸¹. Alors, certaines assemblées se tinrent plusieurs mois de suite, avec, il est vrai, des interruptions, dues à la nécessité pour les délégués d'aller chercher des instructions auprès de leurs commettants⁸². Au milieu du xv^e siècle, nous trouvons encore quelques sessions très longues⁸³. Mais les commissaires de Louis XI sauront trouver les arguments nécessaires pour en réduire de beaucoup la durée; sous ce règne, une dizaine de jours suffisent pour exposer les demandes du roi, obtenir l'octroi et répondre aux doléances⁸⁴. Les sessions du début du XVI^e siècle seront parfois plus brèves encore⁸⁵. En plus de leur assistance aux séances, les délégués avaient à vaquer à bien des occupations : solliciter quelques grâces des commissaires du roi pour eux-mêmes ou pour ceux qu'ils représentaient, correspondre avec ces derniers⁸⁶, se concerter avec tel ou tel de leurs collègues. Ils étaient donc très occupés et c'est pourquoi la réunion des États n'a jamais donné lieu à de grandes festivités : sur le plan religieux, la Messe du Saint-Esprit; sur le plan profane, quelques collations offertes par les consuls de la ville qui donnait

aux diocèses; ceux-ci devaient aller les chercher par la suite auprès du Général de Languedoc. Ainsi : en 1445, les Etats s'étaient tenus à Montpellier, mais les commissions et articles furent délivrés aux intéressés à Carcassonne (Bibl. nat., fr. 23901, f. 6); après les Etats de Montpellier (mars 1450), les députés d'Albi durent aller à Carcassonne chercher articles et commissions; en 1452, l'évêque de Carcassonne avait décidé de délivrer ces pièces à Pézenas; mais il ne se trouva pas dans cette ville au jour dit, et les délégués d'Albi furent dans l'obligation de se rendre à Carcassonne (Cordes, CC 45, assiettes de 1450 et 1452, aux frais).

80. Voir le résumé de l'allocution d'adieu de l'archevêque de Narbonne qui demande aux délégués de se pardonner « s'il y a eues parolles mal dittes » (Haute-Garonne, C 2276, f. IX^o v^o).

81. « Considerans les grans altercations et longueurs qui ont esté en ceste matière et qu'il a plus d'un moys et demy que la journée de ceste assemblée est escheue », les commissaires du roi acceptent l'offre de 126.000 l. faite par les Etats en 1441 et suspendent pour trois mois la levée des sommes qu'ils avaient réclamées en surplus (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 87; Réponses aux doléances de 1441, art. 20).

82. C'est le cas notamment des Etats de Carcassonne (1418), Toulouse (1419), Béziers (1428), Béziers-Montpellier (1437).

83. Les Etats de 1450 furent réunis le 20 janvier, « le quel jour a esté depuis prorogué et continué au VIII^e jour de ce present mois de mars » (Bibl. nat., fr. 26079, n^o 6186) : ils se terminèrent le 23 mars. Ceux de 1456 durèrent du 30 janvier au 4 mars (Montpellier, BB 64), etc...

84. Il leur faudra parfois moins encore. Lors de l'assemblée de 1462, « en quatre jours on a eu fait avecques eulx ce ou autres foiz on estoit ung mois et plus » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n^o 79).

85. Entre cinq et onze jours, de 1501 à 1515. Les commissaires du roi avaient ordre, sous prétexte d'économie d'inciter l'assemblée à aller vite en besogne; en 1500 « ledit Robineau trésorier a dit que le roy l'avait chargé de dire auxdits des Etats que pour le passé lesdits des Etats demeuraient longtemps assembléz et que son peuple en ceste fason estoit fort foulé et qu'il leur mandait qu'ilz se dépêchassent le plus tost qu'il serait possible pour soulager ledit peuple » (Haute-Loire, 501 C 5551).

86. Une partie de la correspondance échangée en 1418 entre les consuls de Montpellier et leurs représentants aux Etats de Carcassonne se trouve : Montpellier, AA 9, AA 12 et BB à classer.

l'hospitalité à l'assemblée⁸⁷, et c'était tout. Car les membres des États ne désiraient pas se laisser distraire de leur tâche et entendaient consacrer à l'action les quelques jours où il leur était permis de se réunir.

87. L'habitude de ces collations était ancienne; les plus anciens livres de comptes du consulat de Montpellier portent déjà des mentions s'y rapportant. Les consuls offraient surtout du vin (blanc ou clair) et de la confiserie. Au début du xvr^e s., ils étaient remboursés sur les frais généraux du pays; la somme était modique (5 à 10 l.). Pour Toulouse, voir *Pièces à l'appui des Comptes 1450-51*, n^o 3 et *Comptes 1454-55*, p. 71.

CHAPITRE V

LES MODES D'ACTION DES ÉTATS

Durant la plus grande partie du xv^e siècle, en dehors du droit strict de consentir l'impôt, les États de Languedoc n'ont eu légalement à leur disposition qu'un seul moyen d'agir¹, qui, du reste, découle de ce droit : ils se sont fait reconnaître, au moment où ils faisaient l'octroi, la faculté de présenter des doléances sur les points où ils s'estimaient lésés et le droit de subordonner leur octroi à l'exécution des réponses ou des concessions qu'ils avaient obtenues des représentants du roi. Ils profitent, en somme, de la nécessité où se trouvait ce dernier pour poser leur conditions; ils ont ainsi pu créer véritablement le système fiscal qui s'instaure à l'époque en Languedoc et c'est encore par le moyen des doléances qu'ils ont su par la suite élargir leurs attributions. Puis, lorsque la royauté aura acquis suffisamment d'autorité pour les contraindre à consentir à toutes ses demandes, lorsque les États, ayant obtenu une véritable personnalité juridique, commenceront à s'arroger un véritable pouvoir réglementaire, agiront en justice de leur propre initiative et en leur propre nom, et pourront disposer d'un véritable budget, lorsque, enfin, les pouvoirs des représentants du roi seront amenuisés par l'extension de l'autorité de l'administration centrale, alors, nous verrons les doléances perdre peu à peu leur importance; elles demeureront cependant mais se transformeront et donneront naissance à une coutume nouvelle : la présentation annuelle du cahier de doléances au roi par l'ambassade en Cour.

SECTION I : LES DOLÉANCES

Dès que les États ont été amenés à octroyer des subsides à la royauté, il est certain qu'ils ont posé des conditions, mais nous ignorons la façon dont ils les exprimaient² et les doléances n'ont pris en Languedoc leur forme définitive qu'au xv^e siècle³. Il est vraisemblable qu'au moment où les délibérations des États se faisaient par ordres, chacun de ceux-ci exprimait ses propres doléances.

1. A côté, bien entendu, des moyens peu orthodoxes mais efficaces souvent mis en œuvre allant de la simple lettre « aux amis du pays » à la corruption de fonctionnaires nettement caractérisée.

2. Sur les doléances au xiv^e s., voir P. Dognon, *Institutions...*, p. 270.

3. Les États ont vraisemblablement présenté des doléances dès 1418; la procuration des consuls de Viterbe donne mandat, entre autres, de présenter des articles : *articulos tradendum* (Toulouse, layette 31).

Ce fut sans doute encore le cas à Carcassonne en 1420 et 1423⁴. Quoiqu'il en soit, cet état de choses ne se maintint pas très longtemps⁵ et il n'y eut bientôt plus qu'un cahier commun aux trois ordres⁶.

D'abord très courtes⁷, les doléances n'ont pas tarder à s'allonger considérablement. Transcrites sur un rouleau de parchemin⁸, elles le seront ensuite sur un cahier, de parchemin jusqu'en 1445, de papier à partir de cette date⁹. Dès lors, la forme du cahier de doléances ne changera pas jusqu'aux environs de 1484. Sa rédaction est à l'époque, l'œuvre du prélat qui préside les États¹⁰; son secrétaire, puis le greffier du pays en écrit l'exemplaire qui est présenté au roi ou à ses commissaires soit par une délégation, soit par l'ensemble des États¹¹. Le roi ou ses commissaires répondent alors, article par article, puis font expédier le cahier ainsi répondu par leur propre greffier en autant d'exemplaires qu'il y a de diocèses civils en Languedoc, un exemplaire en étant remis, avec la commission de l'assiette et celle du receveur, aux délégués de chacune des villes chefs de diocèse qui les déposent dans les archives de leur ville¹².

Les premiers cahiers qui nous sont parvenus se terminent par l'engagement formel des commissaires d'assurer l'exécution des réponses par eux faites¹³ et portent, à titre de garantie, leur signature autographe¹⁴. Les cahiers suivants contiennent un article deman-

4. Voir les plaintes sur « les abuz faiz et introduiz par les officiers royaulx à l'encontre et au prejudice des gens d'Eglise et nobles de Languedoc » (Arch. nat., H 2960; Hérault, A 18, n° 2 et Bibl. nat., Doat 159, f. 111). On peut noter que les doléances de 1423 sont celles de l'état commun (P. Just. n° 2); l'octroi fait par le Clergé d'une décime est, cette même année, accompagné de « *retenciones et qualitates* » (P. just. n° 3).

5. Les doléances ont parfois été présentées par sénéchaussées, en particulier à Béziers en 1431 (Montpellier, Cabinet doré, liasse cinquième, n° 19).

6. Lorsque l'un des ordres est opposé à l'adoption de l'article mention en est faite (art. 8 des doléances de 1511).

7. Une simple feuille de parchemin en 1422.

8. Subsistent seuls un exemplaire de 1423, deux exemplaires de 1424, mais on sait qu'en 1425 c'était un rouleau et non un cahier (P. Just. n° 4); le rouleau était encore en usage en 1434 : *dicti tres Status fecerunt certos articulos... qui sunt in consulatu, in uno rotulo perguameni* (Montpellier, BB 49).

9. *Miserunt dictis ambasiatoribus... articulos consilii Viennensis* (1434) *in pergamento* (Montpellier, BB, 49, f. XXXIV). *Articulos... passatos in congregacione trium Statuum... annorum XL, XLI, XLII, XLIII, XLIIII in pergamento, XLV et XLVI in papiro* (Montpellier, BB 61).

10. Par exemple : P. du Moulin, archevêque de Toulouse en 1448 (Arch. nat., K 691, n° 7); Jean de Bourbon, évêque du Puy, en 1452 (Bibl. nat., fr. 20887, n° 11) et en 1462 (Montpellier, Joffre 391, f. 27).

11. P. Just. n° 9.

12. Pour cette besogne, le greffier pour le roi reçoit une gratification de chacune des assiettes diocésaines, en général 7 livres.

13. P. Just., n° 2. Les doléances de 1422 portaient de plus l'engagement des commissaires de faire ratifier et confirmer les décisions prises par le régent « en parole de filz de roy ».

14. Les expéditions originales de 1422, 1423, 1424 sont ainsi signées. « Ce present rolle se signera par les officiers du Roy cy presents » déclarent les doléances de 1424 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 834). Il est à noter que Dom Vaissète n'a pas reproduit ces signatures, qui se trouvent pourtant sur les deux expéditions originales conservées; il a en effet publié le texte d'après une copie du xviii^e siècle placée en tête du tome I des *Doléances* des arch. dép. Hérault.

dant aux commissaires qu'il leur plaise bailler « leurs lectres neces-saires et opportunes » afin d'assurer l'exécution des requêtes des États¹⁵. La formule se retrouvera dans le préambule des doléances de 1482¹⁶. Effectivement, les articles de doléances sont accompagnés d'une lettre exécutoire, datée du même jour que le cahier, adressée à tous les officiers royaux et ordonnant l'exécution des réponses¹⁷. Si évasives que soient ces réponses, si peu satisfaisantes qu'elles apparaissent aux yeux des gens du pays¹⁸, le cahier ainsi répondu n'en est pas moins un titre, qu'on invoque, en justice ou ailleurs¹⁹ et dont les diverses paroisses prennent soin de se faire délivrer une copie authentique par le greffier de l'assiette diocésaine²⁰; plus tard, le même greffier l'enregistrera dans son registre d'assiettes²¹.

Les doléances présentent la même forme diplomatique, que le roi

15. Une telle demande se trouve déjà dans les doléances de 1433, article 19; à partir de 1443, la formule est fixée de façon définitive (Doléances d'octobre 1443, art. 35).

16. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 99.

17. Voir les lettres exécutoires du roi du 5 mai 1439 (Hérault, A 18, n° 1) et du 10 mars 1443 (Toulouse, AA 38, n° 38 et *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 883). Pendant quelque temps, les lettres exécutoires des commissaires furent intitulées au nom du roi à la relation des commissaires (voir celles du 6 mars 1447 et 9 mai 1450 : Cordes, AA 18). Par la suite, elles furent intitulées au nom des seuls commissaires (P. Just. n° 12). A partir de 1446 au moins, ces lettres étaient encartées à l'avant dernier feuillet des doléances.

18. *Et Deus scit quales responciones eisdem articulis fecerunt* (P. just., n° 9).

19. En 1434, Charles VII suspend les marques à l'occasion des foires de Pezenas et Montagnac en invoquant le treizième article des requêtes baillées par les gens des trois Etats et en attachant copie de cet article à son ordonnance (Hérault, A 10, f. 271 v°). Voir aussi l'arrêt de la Cour des Aides du 27 novembre 1439 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 873) et la supplique présentée aux consuls de Montpellier en 1444 par les hôteliers de cette ville, qui donne un extrait authentique de l'article incriminé (Montpellier, BB 194, pièces extraites année 1444). Quand en août 1469 la ville de Montpellier envoie un ambassadeur au roi pour l'entretenir de la question du Parlement, l'inventaire des documents qui lui sont remis mentionne « la copie d'un article avec sa reponse passé à l'assemblée des troys Estatz tenue à Montpellier en may dernier passé touchant le fait du Parlement... item, la copie de deux articles, l'ung passé à Montpellier en aoust M IIII^e LXVI, l'autre au Puy en mars ledit an, touchant le fait du Parlement ». (Montpellier, BB 79.) Des particuliers obtiennent provision des commissaires du roi en leur rappelant la « deliberation et response » faite par eux l'année précédente au douzième article des doléances (Hérault, A. 13, f. 291 v°). Autre exemple : lorsqu'en décembre 1478, deux des consuls de Gignac sont emprisonnés, à la demande du receveur du diocèse de Béziers, au château de Pézenas et non à Béziers, la communauté de Gignac invoque les articles accordés aux Etats d'Annonay, d'après lesquels *consules extra sua loca non debent extrahi* et, après protestation auprès du seigneur de Clermont-Lodève, lieutenant du gouverneur, obtient satisfaction (Gignac, BB 1, 31 décembre 1478 et 7 janvier 1479).

20. « Et aussi si (ceux du diocèse) veulent avoir la coppie des articles accordéz audit conseil audit Montpellier, que je (le notaire de l'assiette) la baille sans riens avoir pour ce » (Bibl. nat., fr. 23901, f. 137 v°, assiette du diocèse de Narbonne, 1445).

21. Voir Gard, C 1206 et Haute-Garonne, C 993. — Avant l'organisation des archives diocésaines, ce sont les consulats qui conservent les doléances. Ainsi à Lodève, en 1435, le délégué, à son retour des Etats *portavit in domo comuni duas copias articulorum concessorum in concilio ultimate tento Bitteris trium Statuum* (Lodève, BB 2, f. 122). C'est également aux consulats que s'adressent les particuliers désireux de consulter les cahiers : en juillet 1457, Guillaume Nicholay, changeur de Montpellier, emprunte les articles de Gannat sous l'obligation de tous ses biens; il les restitue trois jours plus tard (Montpellier, BB 67).

ait assisté, ou non, aux États²². Il n'y a eu qu'une seule exception : le cahier de doléances des États tenus à Montpellier en mars 1456 n'avait pas reçu de réponses des commissaires et fut emporté tel quel par les ambassadeurs des États auprès du roi²³. Charles VII fit insérer les articles et les réponses par lui faites dans une ordonnance « en forme de charte »²⁴, scellée sur double queue²⁵. François I^{er} reprendra la formule en mai 1522²⁶. Ce sont là les deux seuls exemples connus dans l'histoire des États de Languedoc²⁷ et c'est par erreur que P. Dognon a prétendu « que sous Charles VII les États rappellent et font confirmer les cahiers les plus importants, recueils principaux de leurs privilèges : ainsi les réponses obtenues à Carcassonne en mars 1420, à Pézenas, en 1437... »²⁸. Il ne s'agit, ni dans un cas ni dans l'autre, de la confirmation d'un cahier de doléances; à Carcassonne en mars 1420²⁹, puis à Bourges en juillet 1423³⁰, enfin à Pézenas le 4 mai 1437³¹, Charles VII a simplement confirmé les ordonnances de ses prédécesseurs³².

Passée une date, qu'en l'absence de documents, il est difficile de préciser avec une complète certitude, qui est, en tout cas, postérieure

22. Voir les doléances de 1439 : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 871.

23. *Articulos anni MIII^o LV (a. st.) sine responsionibus qui fuerunt portati per ambaxiatores patrie apud dominum nostrum regem* (Montpellier, BB 67, Inventaire des documents emportés par les délégués de Montpellier aux États de Carcassonne en mars 1458).

24. Publié par Caseneuve, *Chartes de Languedoc*, p. 117-153, d'après Hérault, A 17, f. 190. Auparavant, il n'était pas d'usage de faire sceller les articles de doléances par la chancellerie royale; en 1439, Charles VII avait, en effet, admis que qui voulait avoir copie des articles « qu'il les ait signé d'ung secrétaire et baille ladite copie comme si elle eüst scellée du scel du Roy » (art. 53 des doléances).

25. *Articulos in pergamenio scriptos et sigillo regio cum cauda duplici impenditi sigillatos cum responsionibus factis per dominum nostrum regem in loco de Gannato* (Montpellier, BB 67).

26. Publié par Caseneuve, *Chartes de Languedoc*, p. 154-183.

27. Les doléances présentées par le Languedoc aux États Généraux de Tours avaient la forme d'un simple cahier expédié par le Secrétaire du roi Jean Robertet, le Parlement de Toulouse en refusa la publication « soubz colleur qu'elles (les réponses du roi) n'estoient rédigées en forme autentiques lectres de nous patentes ». Charles VIII dut adresser les lettres particulières du 16 septembre 1485 pour ordonner l'observation de ces réponses (Hérault, A, 17, f. C).

28. P. Dognon, *Institutions...*, p. 273.

29. Arch. nat., H 2960. Les ordonnances confirmées sont celles de Philippe VI, juin 1338 (*Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 120); de Jean le Bon, juillet 1363, portant confirmation de l'ordonnance de Philippe le Bel, lundi après la mi-carême 1302 (*ibidem*, p. 451); de Charles VI, avril 1381 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 654).

30. Arch. nat., H 2960. A Bourges, en juillet 1423, Charles VII, devenu roi, a simplement confirmé les textes précédents.

31. Copie xv^e siècle : Hérault, B 13, f. 13; copie xviii^e siècle : Hérault, A 11, f. 77 (d'après registre 41 sénéchaussée de Nîmes, f. 232 v°). L'ordonnance confirmée est celle de Charles V, premier septembre 1369, confirmative de celle de Jean le Bon, mai 1355, elle-même confirmant l'ordonnance de Philippe le Bel citée plus haut.

32. Les preuves abondent : l'article 11 des articles additionnels aux doléances de 1437 demande au roi de confirmer « les ordonnances et instructions royales faites, confirmées et aprouvées par ces predecesseurs » et ajoute que ces ordonnances ont été « publiées et registrées » au Parlement de Paris. D'autre part, les doléances de 1456 (Caseneuve, p. 139) signalent que les privilèges confirmés « a vostre nouvelle venue en ce pays et depuis a Pezenas » ont été « publiés et registrés es cours des Generaux et seneschaux ». Or, le registre B 13 est le premier registre de la Cour des Aides; le registre A 11, une copie d'extraits des registres de la sénéchaussée de Nîmes.

à 1483³³ et antérieure à 1489³⁴, la forme diplomatique des doléances a changé : l'octroi et les conditions de l'octroi font désormais l'objet d'un acte spécial; les doléances proprement dites en sont détachées³⁵. Elles ne sont plus rédigées par le prélat présidant pour le pays, mais sont l'œuvre, soit d'une commission particulière³⁶, soit le plus souvent du seul syndic³⁷, parfois assisté du greffier³⁸. Lues et approuvées en séance plénière³⁹, les doléances sont toujours présentées par une délégation nombreuse aux commissaires du roi; ceux-ci répondent parfois, aux demandes qui leur sont faites, mais, le plus souvent, ils se contentent de renvoyer la décision au roi⁴⁰; ils ne délivrent plus de lettres donnant force exécutoire à leurs réponses⁴¹, leur greffier n'intervient plus. Les diocésains n'emportent plus que de simples copies, signées de la main du greffier du pays, qui bien souvent ne comportent pas les réponses. Aussi l'usage, maintenant constant, est-il de rédiger un nouveau cahier comprenant tous les articles auxquels les commissaires n'ont pas donné de réponse satisfaisante et de le remettre aux ambassadeurs des États auprès du roi⁴². Mais le roi ne répondra à ces requêtes, s'il le juge bon, que par ses ordonnances. On ne trouve plus de cahiers analogues à ceux donnés à Toulouse, le 10 mars 1443, ou à Chinon, en janvier 1446, où le roi répondait à chaque article. Mais ici, nous sommes en présence d'une nouvelle coutume : l'ambassade.

33. Le cahier de mai 1483 est le dernier cahier de doléances connu ayant l'ancienne forme.

34. Date du plus ancien octroi conservé (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 114).

35. On peut, semble-t-il, avancer avec assez de vraisemblance la date de 1484. En effet, les États Généraux de Tours ont séparé les doléances de l'octroi (voir : A. Bernier, *Le journal des États Généraux...*, p. 446 : *Responsio et oblatio per Status regni Francie Turonis facta*).

36. En 1500, après lecture des articles de doléances de l'année précédente, les États élisent une commission comprenant le vicomte d'Uzès, les vicaires du Puy et de Béziers, Jean Gach, de Carcassonne, et le consul de Montpellier « pour veoir ceulx qui seront necessaires de bailler et prandre d'autre noulveaux que leur seront bailléz par les particulliers diocèses et diocésains pour le tout joindre ensemble et remonstrer a mesdis seigneurs les commissaires » (Haute-Loire, 501 C 5551). En 1503 la commission est composée de Jean de Vaulx, syndic, Guillaume Blanchard et Jean de Gach (Haute-Garonne, C 2276, f. 50).

37. En 1497 et février 1498, c'est Gabriel de Laye (Haute-Garonne, C 2276, f. IV v° et Haute-Loire, 501 C 5720, f. X); en décembre 1498, c'est Mathieu Bosquet (Haute-Garonne, C 2276 1^{er}). En 1505, c'est Jean de Vaulx (Hérault, *Comptes des syndics généraux*, f. 7).

38. En 1501, Jean Lamée et Guillaume Bertrand sont commis pour la rédaction (Haute-Garonne, C 2276, f. 18 v°).

39. Elles peuvent être modifiées à la suite de cette lecture : les représentants du diocèse du Puy protestent contre un article de doléances préjudiciable au pays; cet article sera rayé (Haute-Garonne, C 2276, f. 28).

40. Ainsi, en 1506, sur les quinze articles de doléances, les commissaires renvoient quatorze fois au roi (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 147). L'exemplaire du cahier de novembre 1513 conservé aux archives de l'Hérault porte la mention suivante « Articles et doléances baillés par les États aux commissaires pour y pourvoir, lesquels commissaires ont respondu de les envoyer au roy pour y donner provision ».

41. Les États ne demandent plus de lettres patentes; les doléances se présentent comme de simples requêtes; on demande simplement aux commissaires « d'y pourvoir et faire remonstrance au Roy » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 142).

42. Les plus anciens de ce type actuellement conservés sont ceux de 1497 (Haute-Loire, 501 C 5442) et de 1501 (Hérault, *Doléances*, t. II, f. 29).

SECTION II : L'AMBASSADE

La pratique régulière de l'ambassade est née de la limitation des pouvoirs des commissaires du roi. Dans le courant de la première moitié du xv^e siècle, les États avaient déjà envoyé à diverses reprises des ambassadeurs auprès du roi⁴³; mais ces ambassades ont un caractère particulier; les unes se confondent avec les délégations des pays languedociens aux États Généraux⁴⁴; les autres ont pour but de prêter l'hommage au roi après son avènement. De ce type, on peut citer au temps de Charles VII l'ambassade de 1420, qui fit obéissance au dauphin à Gaillac; celle de juillet 1423 qui alla à Bourges après l'avènement du roi, et surtout, celle de Sully-sur-Loire qui vint lui faire hommage après son couronnement. L'habitude d'envoyer une telle délégation est constante à l'époque. Les États de mars 1462 « rendirent » de cette manière l'obéissance au roi⁴⁵. Pour Louis XII, l'initiative de l'ambassade fut prise par les syndics⁴⁶, qui s'adressèrent directement aux villes.

A partir de 1435, les États envoient au roi des ambassades en des occasions graves : pour mettre un terme à une réformation générale⁴⁷, pour s'excuser de ne pas lui avoir accordé la totalité des subsides qu'il demandait⁴⁸, pour demander provision sur des questions que ses commissaires n'avaient pas voulu régler devant l'assemblée⁴⁹, pour obtenir une abolition générale⁵⁰. Ces ambassades se caractérisent par le nombre⁵¹ et la dignité de leurs participants⁵²;

43. Dès 1418, les Etats de Carcassonne avaient ordonné la levée de certaines sommes « pour certain voyage ordonné estre faiz per (*sic*) les gens desdiz Estats dudit pais de Languedoc tant à Paris comme autre part » (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 814).

44. Par exemple, l'ambassade de Mehun-sur-Yèvre (novembre-décembre 1425), l'ambassade de Poitiers (novembre-décembre 1427); celle de Chinon (octobre-novembre 1428).

45. Bibl. nat., fr. 22406, n° 17. Dès le 15 août 1461, les Etats de Velay s'étaient préoccupés de la question et avaient demandé aux consuls de Montpellier de se joindre à eux (Montpellier, Joffre 391, f. 7). Mais finalement l'ambassade ne fut désignée par les Etats qu'en mars 1462 (*Ibidem*, f. 27).

46. Lettre des Consuls de Montpellier au Syndic du pays en date du 27 avril 1498 (Montpellier, Joffre 8, f. 34). Les représentants de Toulouse, au nombre de trois, partirent dans la première semaine de mai 1498 (Toulouse, *Pièces à l'appui des Comptes, 1499-1500*, n° 132).

47. En 1435 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862); la procuration donnée aux ambassadeurs se trouve : Héraul, A 10, f. 281.

48. En 1438 (Toulouse, BB 8, f. 1); en 1441 (Montpellier, BB 51, 24 janvier 1442).

49. C'était le cas en 1441 (*Ibidem*) où les ambassadeurs étaient chargés d'obtenir du roi *provisionem... super multis necessitatibus patrie*. Ce fut évidemment le cas de la grande ambassade de 1442-1443, et de l'ambassade de 1456 qui obtint les articles de Gannat. La dernière ambassade de ce type est celle d'Orléans de septembre 1485.

50. Comme en 1448-1449, pour l'abolition de Louviers.

51. Ainsi, en 1438, il y avait neuf ambassadeurs, trois par sénéchaussée; il est vrai qu'ils étaient *non magni status* (Toulouse, BB 8, f. 1); en 1441, l'ambassade était plus considérable puisque l'état commun de la sénéchaussée de Beaucaire avait trois représentants; celle de 1456 était certainement très nombreuse : Velay, Vivarais et Gévaudan avaient chacun un délégué et l'ambassade s'accrut encore du fait que les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne envoyèrent au roi une seconde ambassade (A. le Sourd, *Essai sur les Etats de Vivarais*, P. Just., n° 15).

chaque ordre y est largement représenté et c'est pourquoi on les a parfois confondu, telle celle de Montauban (1443), avec des réunions d'États proprement dites; elles sont, en général, placées sous la direction d'un prélat éminent qui a, le plus souvent, présidé aux États. Les pouvoirs des ambassadeurs étaient soigneusement limités afin d'éviter qu'il ne se laissent arracher des concessions trop importantes par le roi, mais ce dernier sut souvent imposer, malgré cette précaution, sa volonté⁵³. Leur désignation, sous le règne de Charles VII, se fait en deux temps; les nobles et le clergé élisent leurs représentants au cours de la session des États⁵⁴. L'état commun se borne à fixer le nombre de ses délégués par sénéchaussée et renvoie leur élection à des assemblées locales⁵⁵; mais les instructions qu'ils reçoivent sont l'œuvre des États⁵⁶, de même que leur rétribution est assurée par eux moyennant l'imposition sur les diocèses de sommes en rapport avec l'importance de l'ambassade⁵⁷.

Sous Louis XI, l'institution commence à se régulariser; à mesure que les commissaires ont moins de pouvoirs, il devient nécessaire d'envoyer quelques représentants auprès du roi pour obtenir satisfaction sur des questions parfois pas très importantes; à la fin du règne, de fréquents voyages sont faits dans ce but⁵⁸, mais, à cette époque, les ambassades ne comprennent plus qu'un petit nombre de personnes⁵⁹, souvent déjà un seul délégué, dont la désignation est

52. Ainsi, l'évêque de Toulouse, en 1446 (Aude, XXXII C 12, f. 85 v°). Jean de Bourbon, évêque du Puy et Pons Guilhem de Clermont Lodève, en 1456.

53. En 1435, les ambassadeurs avaient le pouvoir de tout faire *absque eo tamen quod in aliquo possint obligare dictam patriam nec bona dictarum gentium de tribus Statibus in particulari nec universali* (Hérault, A 10, f. 281). Ils n'en durent pas moins accorder au roi une somme de 25.000 l. L'ambassade de 1441 dut promettre 33.000 l. (Doléances de mai 1442, art. 4).

54. Les délégués du Clergé aux Etats de Mehun ont été élus à Carcassonne en 1425 (Hérault, A 9, f. 193); ils y ont été encore désignés en septembre 1427 et septembre 1429. On possède la minute de la délibération des Etats de Montpellier qui ont désigné le 21 novembre 1441 les ambassadeurs du clergé et de la noblesse (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 92 v°).

55. Voir pour 1425, A. Thomas, *Le Midi et les Etats généraux sous Charles VII*, p. 314; l'état commun se réunit alors en assemblée de sénéchaussée : en octobre 1441, on voit le diocèse de Saint-Papoul députer à Toulouse *pro faciendo electionem inbaxiatorum qui debebant accedere apud dominum nostrum regem juxta appunctamentum factum in consilio trium statuum* » (Aude, XXXII C 12, f. 10 v°). En 1429, on avait fixé le nombre des ambassadeurs à nommer par la ville de Toulouse à quatre notables autorisés à utiliser seize chevaux; pour le reste de la sénéchaussée, le chiffre des personnes n'était pas déterminé, mais elles ne pouvaient disposer que de trente et un chevaux (Toulouse, BB 6, f. 32). La ville de Toulouse désigna ses quatre députés le 22 novembre (*Ibidem*, f. 34 v°); après les Etats d'octobre 1441, l'état commun de la sénéchaussée de Beaucaire avait eu droit à trois ambassadeurs; la ville de Montpellier nomma l'un des trois : Jean de Vaulx le 24 janvier 1442 (Montpellier, BB 51).

56. Aux Etats de Carcassonne de 1429, des articles avaient été rédigés *super supplicandis domino nostro regi* et avaient été communiqués aux villes afin de les compléter, si besoin était (Toulouse, BB 6, f. 32). On a vu que quelques uns des cahiers de doléances conservés sont ceux remis aux ambassadeurs.

57. Au début, les ambassadeurs du Clergé étaient rétribués séparément à l'aide de fonds prélevés sur les décimes (Hérault, A 9, f. 193; A 10, f. 136); par la suite, ils touchent une part sur les fonds levés pour l'ambassade : 6 000 l. en 1435, 5 000 l. en 1441, 5 300 l. en 1444, 5 000 l. en 1446, 10 000 l. en 1456.

58. Bibl. nat., fr. 23264, n° 22.

59. L'ambassade que les Etats envoyèrent à Louis XI, en 1462, ne comptait que deux délégués par sénéchaussée (Montpellier, Joffre 391, f. 27). En 1469,

faite par les États eux-mêmes. Sous Charles VIII, avec les progrès de la centralisation administrative et les nombreux procès où sont impliqués les États, l'institution prend sa physionomie définitive. Chaque année, une délégation va en Cour; parfois assez importante; elle est parfois réduite dans un but d'économie⁶⁰. Un prélat, en quelques occasions, est encore placé à sa tête⁶¹; mais le plus souvent, elle ne comporte qu'un seul syndic⁶². Sa durée est parfois fort longue⁶³, car les ambassadeurs suivaient le roi dans ses déplacements jusqu'à ce que toutes les affaires dont ils étaient chargés soient réglées. Les instructions qu'ils recevaient, les rapports qu'ils étaient tenus de faire aux États, nous renseignent sur leur activité : ils devaient d'abord visiter les hauts fonctionnaires, le gouverneur du pays, son lieutenant, le chancelier de France, le général de Languedoc, les supplier d'avoir le pays « en speciale recomandation et le soutenir en ces affaires ». Au besoin, il leur revenait de se concilier les bonnes grâces de ces hauts personnages en leur faisant quelques cadeaux au nom des États⁶⁴. Ils devaient présenter au roi un cahier de doléances où étaient repris tous les articles auxquels les commissaires n'avaient pas donné provision suffisante et se faire expédier les lettres patentes qui contenaient les décisions du roi à ce sujet. Ils avaient enfin à surveiller les procès pendants au Grand Conseil et à la Chambre des Comptes, à rémunérer les procureurs du pays auprès de ces juridictions⁶⁵. De retour, ils présentaient aux États un rapport sur leur mission et faisaient donner lecture des provisions obtenues⁶⁶.

les Etats n'envoient que « ung homme notable » (Bibl. nat., fr. 26092, n° 840). Les commissaires de 1472, prévenant Louis XI de l'envoi d'une ambassade, précisent bien que les Etats « ont entencion envoier devers vous aucunes gens de cedit pais en petit nombre pour vous faire leurs requestes » (Bibl. nat., lat. 15537, f. 174).

60. En décembre 1490, elle comprenait cinq membres : l'évêque de Lavaur, Astorg de Cenaret, prévôt de l'Eglise de Mende, Pierre Boyer, syndic du pays, Bringuier Albi, juge des appeaulx de Gévaudan, Jean Bosquet, juge de Lauragais (Hérault, A 18, n° 35). Au contraire, en 1491, seul Bringuier Albi alla en Cour (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 248). En 1501, les ambassadeurs sont au nombre de trois (Haute-Loire, 501 C 7001).

61. L'évêque de Nîmes en 1488 (Montpellier, BB 185); l'évêque de Lavaur en 1490 et en 1492 (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39); l'archevêque de Narbonne, en 1496 (Haute-Garonne, C 2276, f. V).

62. Gabriel de Laye, en 1497 (Haute-Loire, 501 C 5720). La liste des ambassadeurs des Etats en Cour à partir de 1501 a été dressée par L. de La Roque, *Annuaire ...de la province de Languedoc*, t. II, p. 84.

63. En 1442, l'ambassadeur qui avait été désigné par Montpellier resta éloigné de cette ville du 24 janvier au 8 avril (Montpellier, BB 51). En 1456, l'ambassade dure du 18 avril au 20 juin (P. Caillet, *Jean de Bourbon*, p. 17). Les délégués du pays qui, à la fin décembre 1490, se trouvaient à Moulins y étaient encore le 12 janvier (Hérault, A 18, n° 30) et avaient suivi le roi à Tours où ils étaient encore le 10 février (Hérault, A 18, n° 35).

64. Ainsi, en 1502, les envoyés du pays doivent remettre 40 écus d'or à maistre Philippe Baudot et Jean Amyc, pour les services faits par eux au pays (Haute-Garonne, C 2276, f. 32 v°). En 1503, fut donnée « une chaine a madame la chancellerie... de la value de deux cens francz » (P. Just. n° 23). En 1514, le trésorier Robertet, « atandu que c'est aujourduy ung dez principaulx qui a credit entour le roy » reçoit cent écus des Etats (Hérault, *Comptes des Syndics Généraux*, t. I, f. 9).

65. Voir les quittances (Hérault, A 18, n° 30) et les comptes des syndics (P. Just. n° 23). Toute l'activité des ambassadeurs est résumée dans la procuration qui leur est délivrée avant leur départ, voir la minute de celle de 1501 (Haute-Loire, 501 C 7001).

66. Haute-Garonne, C 2276, f. 45.

Ces longs déplacements entraînaient des dépenses considérables; pour y faire face, les États avaient pris l'habitude d'imposer certaines sommes outre l'aide. La pratique se heurta parfois aux résistances des représentants royaux, soucieux de ménager, au profit de leur maître, les facultés contributives des Languedociens⁶⁷, mais elle fut maintenue et il semble bien qu'une telle coutume soit à l'origine des frais généraux du pays, du budget local établi par les États⁶⁸. Quand, en effet, en 1469, à la suite du décès de Guillaume de Varye, général des Finances, le trésorier général, Jean de la Loère, refusa de faire payer à l'ambassadeur désigné par les États les trois cents livres que ceux-ci avaient décidé de lui verser pour couvrir les frais de son voyage, sous le prétexte qu'il ne pourrait obtenir les pièces comptables réglementaires, les États protestèrent que cette somme « ne procede pas du fait du roy mais sont les deniers dudit pays »⁶⁹ et Jean de la Loère dut s'incliner.

Aux siècles suivants, les pouvoirs des commissaires s'étant encore amenuisés, l'ambassade allait jouer le rôle qui avait été celui des doléances au cours du xv^e siècle. Si les États rédigeaient toujours un cahier, ils ne le soumettaient plus aux commissaires mais le remettaient directement à leurs délégués en Cour : l'objet principal de l'ambassade devint alors la présentation du cahier du roi. L'intérêt de ce procédé était de mettre le gouvernement royal en contact avec les gouvernés. Il pouvait ainsi se renseigner sur la conduite des fonctionnaires locaux et sur les difficultés qui pouvaient s'élever entre administrateurs et administrés. Cette source d'information était certainement fort utile, témoins les nombreuses décisions de caractère législatif ou réglementaire qui suivaient la venue en Cour de l'ambassade et, à ce point de vue, on peut dire que celle-ci compléta de façon très heureuse et aussi très efficace l'action des États.

67. En 1441, les commissaires déclarent que « envoyer ambassade semble que c'est chose de grant charge au pays dont il n'a pas besoin » (Réponses aux doléances de 1441, art. 20). En 1491, le général de Languedoc exigea qu'il n'y ait qu'un seul ambassadeur (Instruction de 1491, art. 4).

68. Dès 1418 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 814). En 1430 pour payer les frais de l'ambassade de Sully, les États mirent trois sous tournois de crue sur chaque livre de l'aide de 150 000 livres. (Toulouse, AA 46, n° 71).

69. Bibl. nat., fr. 26092, n° 840.

CHAPITRE VI

LES ARCHIVES DES ÉTATS

Pendant longtemps, les États de Languedoc n'ont pas eu de dépôt d'archives régulièrement organisé. Il est vrai que durant la première moitié du xv^e siècle il n'y avait pas de fonctionnaire chargé des écritures du pays; en cas de besoin on recourait à quelque notaire de la ville où se tenait la session¹. D'ailleurs, en raison même de leur organisation, les États n'éprouvaient guère le besoin de conserver des archives particulières. En effet, leur activité propre, celle qui suscitait l'intérêt des populations (on s'en aperçoit très vite en parcourant les délibérations municipales), n'était-elle pas une activité fiscale? Or, sur ce point, l'administration royale se chargeait de la réaction des documents; elle faisait remettre à chaque diocèse les commissions d'assiette et du receveur ainsi que les doléances, c'est-à-dire les documents attestant les sommes à payer par chaque diocèse et les conditions de paiement, documents qui prenaient place dans les archives des villes chefs de diocèse, où ils étaient à la disposition de la majeure partie des membres des États. Les représentants du roi en Languedoc (gouverneur et ses lieutenants, trésorier général, généraux des finances) avaient leurs bureaux, leurs archives, leurs secrétaires; l'un de ces derniers se spécialisera vite en greffier des États pour le roi; il a son registre où sont notamment inscrits les départements des sommes octroyées par diocèses. Il n'était donc pas besoin d'une organisation spéciale.

Assez vite cependant, le consulat de Montpellier semble avoir conservé avec un soin particulier les documents intéressant les États; à chaque session les délégués montpelliérains emportaient les plus importants d'entre eux². Aussi, lorsqu'à la fin du xv^e siècle, époque où les États subissaient une transformation profonde, ceux-ci décidèrent de constituer un dépôt d'archives, ce fut au consulat de Montpellier qu'il fut installé. La date de cette installation peut être fixée de façon très précise : le 7 mai 1486, les consuls de Montpellier firent payer au fustier Domergue Reilhac la somme de deux livres cinq sous, prix d'une caisse destinée à contenir les lettres de

1. Voir le chapitre concernant les greffiers.

2. Les archives de Montpellier conservent bon nombre d'inventaires de ces documents, entre autres ceux de 1435 (publié par P. Dognon, *Documents sur les États de Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. XXVI, p. 494); de 1437 (Montpellier, BB 50); de 1470 (*ibidem*, BB 85) et bien d'autres encore. Ces documents étaient d'ailleurs considérés comme appartenant au consulat et non aux États, puisque ceux d'entre eux qui n'ont pas disparu se retrouvent dans les archives de Montpellier et non dans le fonds des États.

provision du roi en faveur du pays de Languedoc³. L'initiative venait d'ailleurs des États⁴. Désormais s'instaure une séparation très nette entre les archives des États et les archives de la Ville; l'inventaire de ces dernières fait en 1495⁵ ne comporte pas la mention de ces titres du pays dont quelques-uns se retrouvent encore dans le fonds des États⁶.

Les consuls de Montpellier avaient la garde de ces archives; les syndics leur remettaient les lettres royales délivrées à la suite des ambassades. Dans le rapport des syndics aux États de 1503, on lit « les dites lettres ont été portées avec les autres par le consul de Montpellier en la caysse du pays au dit Montpellier »⁷. Quant une ville de Languedoc avait besoin de consulter l'un des titres du pays, ses consuls écrivaient à leurs collègues de Montpellier et celui qui se rendait à la session des États l'apportait avec lui⁸. En 1493, pour simplifier les choses, on fit exécuter une copie des principaux titres qu'on réunit en recueil. Le « livre des privilèges du pays de Languedoc »⁹ était régulièrement amené aux États par les consuls de Montpellier¹⁰. Il était soigneusement tenu à jour¹¹ et faisait foi comme l'original du titre invoqué¹².

Afin d'assurer la conservation de leurs archives et d'éviter les pertes de documents les États prirent différentes mesures : la caisse « estant en la meson du consulat de Montpellier » avait trois clefs, l'une était entre les mains de l'évêque de Maguelonne, l'autre était confiée à la garde des consuls de Montpellier, la troisième était alors conservée par sire Jacques Bucelli, notable montpelliérain¹³.

3. Montpellier, Joffre 568, f. 2.

4. *Per aquesta cayssa es estat ordenat per los III Estatz tengutz a Montpellier en lo mes de Abrielh X l., lascals monsenhor lo Trésorier Général depra pagar* (Montpellier, BB 94).

5. Montpellier, II 3.

6. Hérault, A 18 et A 19.

7. Haute-Garonne, C 2276, f. 96.

8. Voir la lettre des consuls de Rabastens, du 24 septembre 1494, demandant aux consuls d'apporter aux États de Mende tous les documents intéressant les francs-fiefs, et la minute de la réponse du 29 septembre (Montpellier, BB 190, pièces extraites, année 1490).

9. Tout au moins c'est à cette date que le notaire du consulat de Montpellier fit procéder à sa reliure pour la somme de 10 sous (Montpellier, BB 105 : « Mémoire de ce que j'ay fait pour le pays »). Nous connaissons ce livre des privilèges par une copie exécutée en 1538 pour le diocèse de Viviers (Hérault, A 17).

10. Pour leur peine, les consuls touchent chaque année 2 livres sur le rôle des frais généraux du pays. Voir une quittance : Arch. nat., KK 648, f. 185.

11. Le 4 août 1514, les consuls de Montpellier font savoir au juge d'Uzès, procureur du pays, qu'ils ont fait publier les lettres royaux d'abolition de l'imposition des aluns « et les ferons metre par nostre greffier au livre du pays » (Montpellier, Joffre 8, f. 80 v°) qui toucha pour cette besogne une gratification de 5 livres (Haute-Garonne, C 993, f. 80).

12. « Ainsi que appert par lectres concédées du temps du roy Loys dernier XI^e de ce nom registrées au livre du pays » (Doléances de 1511, art. 17). C'est sans doute à ce recueil que fait allusion Guillaume Benoît quand il déclare, à propos des lettres de Louis XI sur la suppression des aubenages en Languedoc, qu'il a vu ces lettres *tam in registris dictae Curiae [Parlamenti Tholosae] quam trium Statuum dictae patriae* » (G. Benoît, *Repetitio ... Et uxorem*, decisio V, n° 498).

13. Haute-Loire, 501 C 5720. Montpellier, Joffre 377, f. 5. La caisse d'après l'inventaire de 1508, se trouvait déposée dans la chapelle du consulat.

Cette division dans la garde entraîna parfois quelques difficultés¹⁴. De plus, les États prescrivirent, le 18 septembre 1501, de tenir en chaque sénéchaussée « ung livre auquel seront enregistrées les pièces, privilèges et documents du pays »¹⁵ et ce souci d'éviter les pertes conduisit le greffier Guillaume Bertrand à enregistrer les procès-verbaux des États car il voulut éviter les inconvénients « survenus a faulte de n'avoir esté faict et retenu pour le passé registre ou memoire des actes, afferes et cas survenus en icelluy pais »¹⁶. Enfin les États se préoccupèrent de récupérer des documents égarés : dès 1498, après la mort de l'évêque de Lavaur, c'est la réintégration à la caisse du pays d'un sac dans lequel il y avait beaucoup de procédures touchant le pays¹⁷, en 1501, il est prescrit de recouvrer les actes de maître Étienne Pasquier, l'ancien greffier, « pour voir s'il n'y a rien que face pour le pais »¹⁸. La même année, il est décidé que les sommes restant dues aux héritiers du syndic de Laye, récemment décédé, ne leur seront versées qu'après avoir préalablement recouvré d'eux toutes les pièces appartenant au pays se trouvant entre leurs mains¹⁹; en 1502 il est ordonné à Guillaume Blanchard de rechercher « les escripteurs du pais » chez le seigneur de Mons au Puy et chez les héritiers de maître Jean Richier, à Montpellier²⁰. Grâce à ces diverses mesures, les archives des États étaient relativement en ordre et devaient le demeurer pendant la première moitié du xvi^e siècle; les guerres de Religion allaient peu après en entraîner le bouleversement.

14. En raison de l'absence de l'évêque de Maguelonne, les consuls de Montpellier ne peuvent ouvrir la caisse du pays pour y prendre certains documents réclamés par le syndic du pays en la sénéchaussée de Toulouse (Lettre du 20 mai 1504, Montpellier, Joffre 8, f. 7 v°).

15. Haute-Garonne, C 2276, f. 15 v°.

16., 17. Haute-Loire, 501 C 7452; 501 C 5720.

18., 19., 20. Haute-Garonne, C 2276, f. 18 v°, 21 et 62.

TROISIÈME PARTIE

LES ATTRIBUTIONS DES ÉTATS

CHAPITRE PREMIER

LE RÔLE FISCAL DES ÉTATS DE LANGUEDOC

Les attributions fiscales des États de Languedoc sont à placer au premier rang de leur activité, car il est bien évident qu'elles en ont été la raison d'être. C'est parce que les États ont réussi à se faire reconnaître le droit de consentir l'impôt qu'ils ont obtenu d'être réunis périodiquement; c'est parce qu'ils ont su mettre des conditions à ce consentement et s'attribuer par ce moyen le rôle principal dans la perception de l'impôt qu'ils ont rendu indispensable en la matière leur collaboration à l'administration royale et ont imposé à cette dernière leur maintien à une époque où le roi de France avait plutôt pour politique de se passer de la collaboration des assemblées provinciales. C'est enfin parce qu'ils ont toujours proclamé leur concours nécessaire en matière de fiscalité qu'ils ont été amenés à s'occuper de questions beaucoup plus vastes, surtout économiques, mais à propos desquelles ils n'auraient pas eu l'occasion de faire entendre leur voix s'ils n'avaient été réunis en premier lieu pour des raisons fiscales.

Mais, si le consentement de l'impôt a été, il faut le souligner une fois encore, véritablement effectif pendant la première moitié du xv^e siècle, il ne s'est maintenu par la suite que sous la forme d'un principe, proclamé certes solennellement à de nombreuses reprises par les États, mais dont le Gouvernement royal, depuis Louis XI, ne tenait aucun compte. Dès cette époque, le chiffre de l'impôt réclamé aux trois sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire, ne faisait plus l'objet d'un débat véritable entre les représentants du roi et ceux du pays. La part qui revenait au Languedoc des charges du royaume était déterminée à la Cour, d'après les besoins prévus, lors d'une répartition générale entre les diverses provinces françaises¹; et il n'est pas sûr, tout au moins si on en croit les États eux-mêmes, que cette répartition ait été favorable aux intérêts du pays². Le roi ne se gênait pas, au reste, pour imposer des crues sans appeler les États, se bornant, pour sauvegarder les principes, à faire approuver le plus souvent sa conduite à la session suivante². Il serait donc plus juste de

1. La formule apparaît dès le règne de Louis XI dans les commissions données pour réclamer des crues; à partir de 1484, toutes les commissions, d'aide, d'octroi, de crue, la contiennent.

2. « Par vérité, la ou les Normans portent LVI sous par feu, ceulx de Languedoil XIX s. XI d., oultre Seine XXVI s. VI d. par feu, ceulx de Languedoc portent IV l. IX sous tournois et plus », disent-ils dans leurs instructions de

parler d'adhésion aux décisions royales et encore d'adhésion parfois imposée, que de libre consentement³. Cependant, à la fin du siècle, les théoriciens du Droit Public maintenaient encore cette nécessité du consentement en faisant observer que le roi était tenu, chaque année, de réunir les États et de leur expliquer ses besoins financiers avant d'ordonner une nouvelle imposition⁴. Ils rattachaient cette obligation au Droit Romain en soulignant que la Gaule Narbonnaise avait toujours été de droit italique, donc exempté de tribut, et que seul un véritable contrat passé entre le roi et le pays pouvait justifier le recours aux finances extraordinaires⁵. Mais cette analyse, parfaitement conforme à la pratique de l'époque, repose sur une interprétation inexacte des faits historiques et ne saurait rien changer à l'absence réelle de pouvoirs des États quant à la détermination du montant de l'impôt. On pourrait dès lors se demander pourquoi les rois de France ont conservé l'habitude de réunir des assemblées d'États en Languedoc, alors qu'ils les supprimaient en d'autres régions. La réponse est simple : ils avaient laissé s'instaurer en ce pays un régime fiscal particulier qui présentait pour eux des avantages et qu'il était impossible de maintenir sans le concours des États ; ils se contentèrent de l'aménager de façon à en tirer tout le parti possible et à supprimer les inconvénients qui pouvaient en résulter pour eux.

SECTION I : L'AIDE

1. — Les États et le régime fiscal languedocien.

Les États étaient, avant tout, appelés à se réunir pour octroyer au roi « un aide » ou subside. Primitivement, vraisemblablement à la suite des traditions qui s'étaient établies au XIV^e siècle, ils étaient libres de choisir le moyen susceptible de fournir les sommes ainsi données. En 1419 encore, ils octroyaient au comte de Foix

1493 (art. 10), pour réclamer l'achèvement de la recherche générale. Ces assertions ne devaient pas être tout-à-fait dénuées de vérité, puisque Charles VIII, dès l'année suivante, quand il eut renoncé à poursuivre la recherche, accorda au Languedoc un rabais de 20 000 livres par an (Cazeneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 94). Au temps où les États discutaient le montant de l'impôt, le roi de France prétendait le contraire. Il affirmait, en 1446, que « n'estoit la somme de II^e M frans demandée la porcion appartenant a ce pays eu regart aux charges que ont portées et portent ceulx de ses autres pays » (Doléances de 1447, art. 5). En 1452, l'évêque du Puy, pour faire ressortir la modicité des demandes royales, énumérait toutes les charges qui pesaient sur la « *patria Gallicana* » (Montpellier, BB 60). Ce qui n'empêchait pas les États d'affirmer « que le plus chargé de taille au pais de Languedoil n'a acoustumé de paier d'un aide plus de XXX l. t. pour la plus haute assiete qu'il y peut avoir et toutesfoiz on trouvera au pais de Languedoc cent hommes habitans qui portent ung chacun pour ung aide VI^{xx} l. ou CL l. t. et communement L et XL l. t. » (Doléances de 1459, art. 6).

3. Voir l'attitude des commissaires du roi aux États de 1476, 1477, 1478. (Ci-dessus, première partie, chapitre IV).

4. G. Benoît, *Repetitio in cap. Raynutius ... et uxorem nomine Adalasias*, dec. V, n° 499.

5. *Ibidem*, n° 500.

une somme de soixante-huit mille livres à percevoir sous forme d'une crue de huit sous tournois ajoutée à la gabelle du sel. Mais, très rapidement, le terme d'aide devint en Languedoc le synonyme de taille; il désigne les sommes que le pays devait lever sous cette dernière forme par opposition aux ressources que le roi tirait des impôts indirects en général, les aides (et les autres taxes indirectes) et la gabelle⁶. Sans doute, dans la première moitié du xv^e siècle, les consuls avaient encore la possibilité de déterminer la façon dont les contribuables s'acquitteraient de la part d'impôt qui revenait à leur communauté et il leur est arrivé à diverses reprises d'avoir recours à des taxes indirectes ou à des emprunts forcés⁷, mais le plus souvent leur choix ne porte que sur le procédé de répartition de la taille⁸, et encore cette faculté était déjà tombée en désuétude quand Louis XI, après l'échec de sa réforme fiscale qui avait supprimé tous les impôts directs, rétablit la taille en Languedoc. Le tarif qui fut fixé aux États de 1464 imposa la répartition « a sol et livre »⁹. D'autre part, Louis XI lia alors l'aide à l'équivalent et la première fut désormais toujours un impôt direct¹⁰.

En fixant le montant global des sommes qu'il entendait tirer chaque année du Languedoc, Louis XI avait supposé une stabilité que son règne fut bien loin de connaître. Lorsque les nécessités financières l'obligèrent à trouver de nouvelles ressources, il dut avoir recours au système des crues, octroyées outre et par-dessus l'aide, qui sont toujours, elles aussi, des impôts directs et qui,

6. Dupont-Ferrier (*Histoire et signification du mot aide...*, dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. LXXXIX, p. 65) a bien souligné le fait de « la synonymie entre le mot *aide* et les taxes directes »; mais il ajoute que cette synonymie se rencontre « de préférence dans les pays de Languedoil ». Il faut noter l'opposition fondamentale qui existe en Languedoc, au xv^e siècle, entre « l'aide » et « les aides ». Cette opposition a existé même durant la courte période, entre 1437 et 1443, où les aides ont eu cours en ce pays. Ainsi, dès 1425, dans le diocèse de Toulouse, on faisait la répartition de l'aide sous forme de taille (Toulouse, CC 145). A Lunel, le même subsidie était réparti sous le nom de « *focage* » (Lunel, CC 69), tandis qu'à Montpellier, les consuls faisaient régulièrement procéder à la « *publicatio tallie* » (Montpellier, série BB).

7. Les consuls ont de moins en moins le pouvoir d'établir des taxes indirectes car la royauté entend se les réserver. Après la suppression des aides, les taxes municipales sur la chair et le poisson furent abolies lors de l'établissement de l'équivalent (P. just. n° 7, art. 6). Les taxes accessoires à la gabelle furent supprimées en 1488 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 113) et durent toujours, dès lors, être autorisées par les États.

8. Les délibérations municipales montrent qu'aux environs de 1450 encore, les consuls, après notification de la part d'impôt qui revenait à leur ville, délibéraient avec leur conseil *ad sciendum qualiter assitiaretur* (Montpellier, BB 58). Mais déjà la réponse était toujours la même et l'on choisissait la répartition « a sol et livre » selon la dernière « reparation ». Ce procédé de répartition, basé sur les compoids, était général en Languedoc et avait remplacé les procédés plus anciens de la répartition par feu ou par tête (Sur ces procédés, voir P. Dognon, *Institutions...* p. 292 et suivantes).

9. Doléances de 1464, art. 9. Louis XI devait, au reste, modifier le tarif établi par les États (Bibl. nat., fr. 6963, n° 56).

10. « Aussi a été advisé, consenti et delibéré que le reste desdits CHIII^{xx} VI^m l. t., déduit et rebatu ce que pourront monter les membres d'icellui equivalent cy dessus déclaré que se baillera a ferme aus plus offrans, sera mise sus et se lievera sur les chiefz d'ostel selon l'estime d'ung chacun habitant dudit pais » (Doléances de 1464, art. 9).

à la fin du règne, étaient deux ou trois fois plus importantes que l'aide elle-même. Charles VIII essaya une nouvelle fois en 1488 de stabiliser la situation en créant l'octroi¹¹, somme fixe levée sous forme de taille et s'ajoutant à l'aide. Pendant quelques années, il usa avec modération des crues et utilisa plutôt les anticipations pour parer au déficit des finances publiques. Louis XII réunit l'aide et l'octroi¹², mais recourut régulièrement aux crues¹³.

Les sommes demandées au Languedoc n'ont donc cessé de croître durant tout le xv^e siècle et les États n'ont pas été en mesure de s'opposer à cette augmentation des charges. Au contraire, ils ont maintenu leur rôle dans leur répartition et ont su se faire reconnaître le droit d'engager les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'assemblée. Toutefois, la notion d'un véritable budget ne s'est dégagée que lentement et l'évolution est curieuse. Les États ont commencé par accorder diverses gratifications aux représentants du roi à l'assemblée ou à d'autres personnages : ce sont les épices¹⁴. Assez vite, ils ajoutèrent aux sommes ainsi distribuées quelques dons, de minime importance, à « aucuns prelatz, barons et autres estans en ladite assemblée »¹⁵ et ils prirent soin, quand ils envoyaient quelque ambassade au roi, de voter des fonds supplémentaires pour dédommager les ambassadeurs¹⁶. C'était là, cependant, une habitude assez récente pour que, en 1438, les capitouls demandassent à leurs délégués aux États de requérir leur suppression¹⁷. Elles furent néanmoins maintenues et si, pendant plus de quarante ans, leur forme ne devait pas changer, leur emploi constant permit aux États de dégager l'idée que, à côté des « deniers du roi », il y avait les « deniers du pays », dont ce dernier avait

11. Ainsi, à la fin du xv^e siècle, le terme d'octroi a trois sens, il continue toujours à désigner l'ensemble des sommes demandées par le roi et accordées par les États; il désigne plus spécialement les sommes, maintenant fixes, qui sont ajoutées à l'aide; on l'emploie enfin pour désigner, au point de vue diplomatique, l'acte qui contient les conditions de levée de ces sommes.

12. Il se contenta d'additionner le montant des deux impôts et de le réclamer par les mêmes lettres de commission, alors que son prédécesseur délivrait une commission pour l'aide et une commission pour l'octroi. Sur les rapports respectifs de l'aide et de l'octroi, voir : P. Dognon, *La taille en Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. III, p. 340.

13. Un tableau des impôts directs levés en Languedoc par Charles VIII et Louis XII a été publié par A. Spont dans *Annales du Midi*, t. III (1891), p. 492. Il est, dans l'ensemble, exact.

14. Les plus anciennes de ces gratifications pour le xv^e siècle semblent remonter à 1424 où fut accordée à certains officiers une crue de 10 000 livres (Toulouse, CC145, p. 35 et Cordes, CC43). Dès lors, chaque année, ces dons sont renouvelés. On peut noter que le terme même d'épices apparaît pour la première fois dans les assiettes du diocèse de Toulouse, en 1432 (Toulouse, CC145, p. 175). Outre les commissaires, de grands personnages n'assistant pas à l'assemblée peuvent être gratifiés : ainsi, le comte de Vendôme en 1425 et 1427; le gouverneur de Languedoc l'est également très souvent; ainsi, le comte du Maine perçoit 17 000 livres en 1440 (Bibl. nat., fr. 20385, n° 11), 16 000 livres en 1443 (*Ibidem*, n° 18); le duc d'Orléans se voit attribuer 12 000 l. pour l'aider à payer sa rançon (Arch. nat., K 67, n° 18).

15. Dès 1435 au moins (Toulouse, CC145, p. 199).

16. Ainsi, pour l'ambassade de Sully (Toulouse, AA 46, n° 71).

17. *Sia supplicat al rey nostre sobira senhor que aquesta noveletat et adjunctio d'especies per embayssadas e a cosselhês o autres sia abolida et extirpada del tot* (Toulouse, layette 38, Instructions de mars 1438).

libre emploi¹⁸. L'évolution se fit lentement : leur recette fut confiée à un receveur spécial, leur distribution assumée par le général de Languedoc¹⁹. A la suite de l'opposition des gens des Comptes qui refusèrent d'allouer les sommes accordées à titre d'épices dans les comptes du receveur général de Languedoc, car ils ne reconnaissaient pas aux gens des États le pouvoir de décider la levée de telles sommes²⁰, il fut établi un contrôle plus strict de la part de l'administration, puisque les sommes ainsi levées outre l'aide devaient être approuvées par les commissaires qui délivraient les commissions d'assiette et la distribution en était confirmée par une ordonnance de paiement émanant du roi²¹.

A la fin du règne de Louis XI, à côté des articles traditionnels, apparaissent dans les épices diverses sommes destinées à faire face à des dépenses nouvelles²², et il est probable que les États exagérèrent quelque peu ces dépenses puisque Louis XI éprouva le besoin de réagir et décida, en mai 1481, de restreindre à deux mille livres par an les frais que les États pourraient ajouter à l'aide²³. Charles VIII, dès mars 1484, les autorisa à mettre sus les sommes de deniers qu'ils voudraient, pourvu que ce fut « par roulle et ordonnance signé du president d'icelle assemblée » et avec l'approbation de ses commissaires²⁴. Il ne faisait donc qu'entériner des pratiques en cours depuis longtemps, mais les États essayèrent de s'émanciper de cette tutelle et semblent n'avoir pas sollicité le consentement des commissaires à leurs frais généraux en 1485. On en voit une preuve dans la lettre missive qu'ils adressèrent aux consuls des villes languedociennes; en juillet, mis dans

18. L'expression se trouve déjà en 1469 (Bibl. nat., fr. 26092, n° 840). Ce texte montre que la procédure, qui deviendra la règle quelques années plus tard, était déjà en vigueur. Il y avait un « roulle ou escript fait du deparlement de la somme qui, a ladite assemblée fut octroyée par manière d'espices, lequel deparlement fut signé par lesdits commissaires du roy et par monseigneur l'evesque de Maguelonne qui presida pour ledit pays ausdits Estaz ».

19. Le receveur spécial des sommes levées pour les affaires du pays existe de 1443 à 1450 environ; on peut citer : Otto Castellain, Philibert de Nève, Jean Lebrun, François Gaultier (Bibl. nat., fr. 26071, n° 4796; P.O. 538, le Brun, n° 7; n^{des} acq. fr. 7630, f. 159). Les épices de 1449 furent distribuées par l'évêque de Carcassonne et Jacques Cœur (fr. 25713, n° 211).

20. Ce qui nécessita une intervention royale en faveur du receveur général qui put ainsi obtenir quittus pour une somme de 12 620 l. montant des épices de 1447 à 1452 (Bibl. nat., fr. 25712, n° 289).

21. Voir celles de 1456 : Bibl. nat., fr. 22406, n° 12; de 1463, fr. 25713, n° 42; de 1466, fr. 23263, f. 2; de 1477 et 1478, fr. 23264, n° 22 et 35. Le rôle de 1472 ne fut approuvé que 2 ans plus tard (Bibl. nat., fr. 20409, n° 22). Dans les quittances que donne Charles d'Anjou des sommes qui lui ont été données par les États, il déclare toujours avoir obtenu des lettres du roi l'autorisant à les percevoir et, parfois, joint ces lettres à sa quittance (Voir celles du 4 août 1441, Bibl. nat., fr. 20385, n° 12). En 1445, les ambassadeurs des États octroient au même Charles d'Anjou 16 000 livres, à la condition expresse qu'il obtiendra congé du roi (*Ibidem*, n° 18).

22. Gratifications à des religieux « pour la réparation de l'église des frères mineurs de Nonay », « à l'œuvre du pont de Baignolz qu'on fait presentement reffaire tout de neuf », en 1478 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 35).

23. Doléances de 1481, art. 6. Les épices, qui n'étaient que de 2 460 l. en 1476, montent à 4 599 l. en 1477, 5 500 l. en 1478, 4 800 l. en 1479, 6 400 l. en 1480. Elles retombent, conformément à l'ordre royal, à 2 000 l. en 1481.

24. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 103. En conséquence les frais s'élèvent dès mai 1484, à 21 120 l. mais une part était destinée à payer les frais des États généraux de Tours.

la nécessité de trouver immédiatement quinze cents livres pour l'envoi d'une ambassade auprès du roi, les États désignèrent eux-mêmes un receveur par sénéchaussée et prescrivirent, sans le concours des commissaires, aux consuls de lui verser la part de cette somme qui leur incombait²⁵. Mais ils étaient rappelés à l'ordre dès l'année suivante²⁶ et ils furent toujours arrêtés dans leurs tentatives d'émancipation par la nécessité d'obtenir des commissaires du roi les commissions d'assiette.

Le rôle des frais généraux devient un document officiel²⁷; son montant est plus ou moins important selon les circonstances, les sommes nécessaires pour la conduite des affaires du pays étant parfois comprises au rôle, parfois imposées à part²⁸. Il est établi par les soins d'une commission tirée du sein des États²⁹, mais certains de ses articles sont discutés en pleine assemblée³⁰. Une fois établi, il était lu aux États, signé par le président et remis aux commissaires du roi pour que répartition en soit faite en même temps que celle de l'octroi, en présence des délégués à ce commis³¹. Les receveurs diocésains centralisaient en leur caisse la part des frais revenant à leur diocèse.

Une fois octroyés l'aide et ces accessoires, ces sommes étaient réparties, en présence des représentants des États, entre les différents diocèses de Languedoc. Dès 1421, les États de Narbonne, après avoir accordé une aide de cent cinquante mille livres, avaient « aucuns d'eulx depputéz et commis pour la departir et diviser le plus egaulment que faire se pourroit »³². Il est vrai que ce fut « en la presence d'aucuns » des conseillers du régent, c'est-à-dire des commissaires qui présidaient pour lui aux États. Ces derniers, sous le règne de Louis XI, s'arrogèrent le droit de faire la répartition seuls³³. Ceci fut sans doute une conséquence de l'estime générale qui suivit le rétablissement des tailles en 1464; car les divers diocèses de Languedoc ne purent arriver à se mettre d'ac-

25. Gignac, BB 3, feuille de garde.

26. La Chambre des Comptes fit expédier une deuxième fois, le 19 août 1486, les lettres de mars 1484 (Hérault, A 17, f. 74 v°).

27. Pour le xv^e s. restent seules les analyses de Dom Vaissète (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39). A partir de 1512, le greffier des assiettes du diocèse de Toulouse en a consigné une copie dans son registre (Haute-Garonne, C 993, 994).

28. Fin xv^e s., les frais ordinaires varient le plus souvent entre 4 000 et 6 000 l. mais les frais occasionnés par la réformation de la justice et la recherche générale ont été levés à part. Au contraire, à la fin du règne de Louis XII, on y incorpore les sommes destinées à dédommager la reine de l'abandon de ses droits sur la double et l'imposition foraine.

29. Haute-Garonne, C 2276, f. VII et IX; Haute-Loire, 501 C 5551.

30. Ainsi le montant et les modalités des épices des commissaires (Haute-Loire, 501 C 5720; 501 C 5442⁶⁴, f. 26); la rétribution des délégués en cour (*ibidem*, f. 32).

31. Haute-Garonne, C 2276, f. 33 v°, 97 v°, 238.

32. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 821.

33. En 1443, les États jouaient encore un rôle prépondérant dans la répartition puisque, à leur demande, « que la division de ladite somme ou aide se face par lesdits troys Estaz ou leurs traméz, avant qu'ilz partent de ceste ville, par sénéchaussées et diocèses ainsi qu'il est acoustumé », les commissaires répondaient : « on en est content que ainsi se face » (art. 23 des doléances). La demande régulièrement répétée en 1444 (art. 8), 1445 (art. 9); 1447 (art. 10); 1449 (art. 7); 1450 (art. 7); 1451 (art. 8) reçut en toutes ces occasions une réponse favorable.

cord sur la répartition et furent contraints de prier les commissaires « de mettre entre eulx aucun bon appoinctement » sur le département de l'aide³⁴ et les États en furent réduits, l'année suivante, à demander « que chacun d'iceulx qui sont icy venus et envoyez soient certifiez de la quote et porcion que son diocese devra porter »³⁵. Il leur faudra lutter durant de longues années pour déposséder en partie les commissaires des avantages qu'ils avaient su tirer de ce désaccord³⁶ et attendre l'avènement de Charles VIII pour obtenir que le département soit fait en présence d'une délégation tirée de leur sein.

Primitivement, la répartition se faisait d'abord entre les trois sénéchaussées³⁷, car le montant du subside incombant à celles-ci était centralisé entre les mains d'un receveur de sénéchaussée, à charge pour lui de remettre les fonds à un receveur général désigné par le roi pour chaque subside. Les États auraient désiré que le receveur de sénéchaussée fût à la nomination des représentants de la sénéchaussée³⁸. Leurs efforts, sur ce point, s'avérèrent inutiles et ils préférèrent, dans un but d'économie, en réclamer la suppression³⁹. Ils n'avaient jamais, en revanche, émis

34. Doléances de 1466, art. 39.

35. Doléances de 1467, art. 10. Les représentants des diocèses prirent alors l'habitude, non seulement de se faire remettre les commissions intéressant leur propre diocèse, mais encore « la part et porcion que pour chacun milier doit porter » et le double de tout le département (Doléances de 1478, art. 7). Assez souvent les greffiers diocésains ont ainsi recopié dans leurs registres les tarifs d'imposition et le département général (Haute-Garonne, C 993).

36. En 1479, les États demandaient que la répartition se fit en présence « d'ung personnage de chacun diocese tel que sera esleu affin que chacun se puisse contenter de sa part et porcion et que equalité soit gardée ». Les commissaires refusèrent, en promettant seulement de procéder « en forme et manière que nul n'y sera grevé ne foulé dont on ait cause de s'en douloir ». La demande, réitérée en 1480, 1481 et 1482, fut encore rejetée. Alors, les États s'adressèrent au roi. Ils obtinrent des lettres patentes, en date du 1^{er} mai 1481, ordonnant aux commissaires de faire le département en présence de deux représentants des États par sénéchaussée. Mais les commissaires refusèrent de s'incliner en prétextant que les États n'avaient pu s'accorder sur le choix de leurs délégués et en alléguant que les opérations de la recherche générale en cours rendraient la situation plus claire (Doléances de 1481, art. 6); ils se bornèrent à affirmer qu'ils feraient leur répartition « selon Dieu et leurs consciences » (Doléances de 1483, art. 4). Les États envoyèrent à Louis XI le seigneur d'Aubais pour obtenir confirmation (Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 7641, f. 102). A partir de 1484, la répartition se fait toujours en présence des délégués des États (Haute-Garonne, C 2276, f. VII; Haute-Loire, 501 C 5551) mais les actes d'octroi rappelleront longtemps la nécessité de cette présence (Ardeche, C 280).

37. Si l'on en croit les termes employés par Charles VII en 1434 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 858), les sénéchaussées tenaient, ou auraient dû tenir, des assemblées particulières pour répartir le subside entre les diocèses de leur circonscription. Mais, à cette date, le principe était déjà violé et, bien vite, les sénéchaussées, si elles continuèrent à faire cette première répartition, qui dut disparaître en même temps que les receveurs de sénéchaussée, la firent aux États eux-mêmes. Ce fut le cas en 1433 où les doléances (art. 2) déclarent : *la dicha ayda se deveyira per senescalcias et aquels que son en aquest present conselh de las senescalcias deveyiran entre els et auran poder de deveyir et cocrar per las diocesis la part et porcion et cota pertocant a cascuna diocesa*.

38. Doléances de 1422, art. 7; de 1423, art. 3. Tandis qu'il accordait l'élection du receveur diocésain, le roi entendit toujours se réserver la nomination du receveur de sénéchaussée (Doléances de 1424, art. 2). Voir des commissions : Bibl. nat., fr. 26053, n° 1394; Arch. nat., K. 63, n° 15.

39. Par l'art. 9 de leurs doléances de 1433 qui invoquaient le surcroît de dépenses qu'occasionnait la présence de ces receveurs. L'aide de juillet 1432

de prétentions quant à la désignation du receveur général. Au début, le receveur général tenait ses pouvoirs d'une lettre de commission à lui délivrée au nom du roi⁴⁰; il pouvait être pris parmi les membres de l'administration des finances ou en dehors⁴¹. Avec le principe de l'impôt permanent, l'habitude de désigner un receveur général par subside disparut et la centralisation des recettes se fit entre les mains du trésorier général de Languedoc, sans qu'il fut besoin d'un acte particulier⁴². Quant à l'aide, elle fut directement répartie entre les vingt-deux diocèses du pays, diocèses civils qui ne cadraient pas toujours avec les diocèses ecclésiastiques⁴³ et dont les limites ne correspondaient pas, parfois, avec celles des sénéchaussées⁴⁴.

La substitution du diocèse aux anciennes circonscriptions, telles que la viguerie, a eu lieu dans le cours de la deuxième moitié du xiv^e siècle lorsque les élus sur le fait des aides eurent mis la main sur l'administration de tous les subsides. Si ce procédé de répartition avait été proscrit par Charles VI⁴⁵, c'est celui dont usèrent cependant les États à Carcassonne en juillet 1418⁴⁶ et qu'ils employèrent par la suite car ils en firent une des conditions de l'octroi constamment répétée dans les doléances de la première moitié du xv^e siècle⁴⁷. Ceci probablement sous l'inspiration des consuls des villes principales qui avaient profité, en 1418, de la disparition des élus sur le fait des aides pour s'emparer de la répartition et qui utilisèrent la prépondérance dont ils jouissaient aux États pour se

semble être la dernière où il y en ait eu (v. pour Toulouse : Bibl. nat., P. O. 112, Assallit, n° 2, 3; pour Carcassonne : Lodève, BB 2, f. 76; pour Beaucaire : Bibl. nat., P.O. 842, Conte, n° 21).

40. Lettres de commission de la recette de l'aide de juillet 1431 en faveur de Nicolas Erlant : Hérault, A 2, f. 95.

41. Trésorier Général de Languedoc : F. de Nerly, 1420 et 1424 (Jacotin, *Preuves...*, t. II, p. 221; Bibl. nat., *Clair*, 70, n° 172); J. Seaupe, 1425, 1428 (Bibl. nat., fr. 20.889, n° 20; fr. 25.710, n° 58); M. Héron, 1435 (fr. 26.060, n° 2644). Les principaux receveurs généraux non membres de l'administration des finances sont N. Erlant, de 1430 à 1432 et E. de Bonnay, de 1437 à 1440.

42. E. Petit a été le premier trésorier général à toujours être en même temps receveur de l'aide, dès 1440 (Bibl. nat., fr. 26067, n° 4163), mais pendant quelques années, les actes lui donnent le double titre de trésorier général et de receveur de l'aide.

43. Ainsi, du diocèse ecclésiastique de Montauban, seule une partie sans le chef-lieu formait le diocèse civil. Il en était de même en Comminges. L'officialat de Limoux, qui dépendait de l'archevêché de Narbonne au spirituel, était rattaché au diocèse civil d'Alet. Les diocèses civils de Nîmes et d'Uzès comprenaient les paroisses de l'archevêché d'Arles et de l'évêché d'Avignon situées sur la rive droite du Rhône.

44. Dans le diocèse de Maguelonne, les localités d'Aniane, Puechabon et la Boyssière appartenaient à la sénéchaussée de Carcassonne, mais contribuaient avec le diocèse dans la sénéchaussée de Nîmes. Au contraire, le diocèse d'Albi, dépendant pour une part de son territoire de la sénéchaussée de Toulouse, contribuait avec celle de Carcassonne.

45. Exemple de 1394 : C. Bloch, *Les communautés... du diocèse de Saint-Papoul en 1394*; de 1398 : Bibl. nat., P. O. 1034, Duc, n° 2, de 1404 : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 796, et Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics*, t. III, p. 431. Aux références données, ajouter : Bibl. nat., fr. 23901, f. 349, assiette du diocèse d'Uzès en 1404.

46. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 814.

47. Dès 1422, elles réclament (art. 7) : « que la somme dessusdicte... se devise par toutes les trois sénéchaucées selon la quote et porcion en chacune seneschaucée appartenant et se lieve par diocese ».

faire maintenir cet avantage⁴⁸. Ils ne le gardèrent que quelques années, mais néanmoins durant un temps suffisamment long pour asseoir définitivement ce mode de répartition. Les capitouls ou consuls des villes principales ont, en effet, commencé par faire seuls le département dans leur diocèse⁴⁹. Mais, peu à peu, celui-ci se fait dans le cadre d'une assemblée locale, l'assiette diocésaine, qui s'organisa lentement sous la direction de l'assemblée générale des États⁵⁰, tandis que, de son côté, la royauté s'efforçait de s'en assurer le contrôle. Elle y parvint assez facilement en déléguant pour les présider des commissaires, choisis par les représentants du roi aux États. Pour ne pas heurter de front les positions acquises, ceux-ci désignèrent toujours les administrateurs des villes principales qui, jusqu'alors, avaient seuls assumé la responsabilité de la « coéquation »; aux environs de 1430, ils leur adjoignirent un officier royal du lieu⁵¹ qui, naturellement, était nommé en premier dans les lettres de commission⁵². Lors du rétablissement des aides et des élus, le gouvernement royal donne à ces derniers la première place dans les assiettes diocésaines⁵³. Lors de la suppression des élus en octobre 1443⁵⁴, les États essayèrent d'obtenir que la division de l'aide se fit « ainsi que faire souloit avant

48. Il faut noter que, dans certains diocèses, où la ville principale n'était pas chef de diocèse, ce sont ses consuls qui opèrent alors le département des tailles. Ainsi : Castelnau-dary dans le diocèse de Saint-Papoul; Limoux dans le diocèse d'Alet. Dans les diocèses où existe, à côté du chef de diocèse, une ville d'égale importance, la répartition est faite en commun par les consuls de ces deux villes. Ainsi : Lodève et Clermont; Agde et Pézenas.

49. Les plus anciennes assiettes connues du diocèse de Toulouse (1425) sont faites par les capitouls seuls (Toulouse, CC 145, p. 13 et 49). L'assiette du diocèse de Montauban en 1425 est présidée par les consuls de Montech et de Castelsarrazin (Bibl. nat., n^{les} acq. fr. 9255, n° 51).

50. Il convient de mettre à part les trois diocèses du Puy, de Mende et de Viviers où le rôle de l'assiette fut tenu par les États particuliers de ces pays qui, aux alentours de 1430-1435, devinrent de simples assemblées de répartition.

51. Dès 1427, le lieutenant du sénéchal de Toulouse paraît à l'assiette diocésaine (Toulouse, CC 145, p. 57), mais l'assiette de 1428 est encore faite par les capitouls seuls (*Ibidem*, p. 67). Cette même année, l'assemblée du diocèse était déjà organisée puisque le département est fait en présence du représentant de l'archevêque de Toulouse, du consul de Montgiscard *et aliis vocatis qui consueverunt vocari*, mais pas de façon définitive, puisque les capitouls se permettaient, encore en 1434, de faire quelques répartitions sans appeler le sénéchal de Toulouse ou son procureur, ni les consuls des autres villes et lieux (Toulouse, CC 145, p. 191). Rappelés à l'ordre (Toulouse, AA 50, n° 18 et *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 858), ils se conformèrent aux désirs du roi si l'on en croit le soin qu'ils prirent de noter, l'année suivante, que l'assiette avait été faite par le juge mage « avecques autres officiers, prelatz, gens d'Eglise et nobles et les capitoulz et autres consulz du diocèse de Tholoze » (Toulouse, CC 145, p. 199).

52. Ainsi, la commission du 9 juin 1430 est adressée au viguier de Toulouse (Toulouse, AA 46, n° 70); celle qui, en 1433, avait été envoyée au diocèse de Lodève, désignait le juge de Gignac; les Lodévois la firent rectifier comme contraire aux usages et nommer le viguier de Lodève (Lodève, BB 2, f. 118). Toutes les assiettes, vers 1435, sont déjà placées sous la présidence d'un officier royal. Exemples : l'assiette de Comminges en 1433 est présidée par le lieutenant du juge mage (Bibl. nat., fr. 23900, f. 401 v°); celle du diocèse d'Agde, en 1435, par le viguier de Béziers (Arch. nat., K 64, n° 24); celle du diocèse de Nîmes, la même année, par le juge mage (Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, Preuves, col. 251).

53. La conduite des élus ne manque pas de soulever les récriminations des États (Doléances de 1441, art. 27 et de 1442, art. 9).

54. P. just. n° 8.

que les impositions eussent cours », c'est-à-dire, par les capitouls et consuls des principales villes des diocèses, « appelléz ceuls qui seront a appeller ». Comprenant sans doute qu'une telle requête serait repoussée, ils ajoutèrent que, dans les villes où on avait accoutumé d'avoir commissaire, celui-ci ne pourrait toucher plus de vingt-cinq sous par jour à titre de gages⁵⁵. Les commissaires furent naturellement maintenus, mais désormais ils n'allaient plus être choisis parmi les officiers ordinaires des lieux⁵⁶. Ceci devait soulever de véhémentes protestations, car les officiers royaux qu'on mettait ainsi à présider aux assiettes avaient pour devoir principal de « garder l'égalité entre les diocésains » et leurs pouvoirs éclipsèrent bientôt ceux des commissaires ordinaires, officiers du lieu et consuls⁵⁷, pouvoirs considérables puisqu'ils leur permettaient, en cas de refus de l'assemblée diocésaine, d'imposer d'autorité les sommes portées en leur commission⁵⁸ et même de modifier la répartition arrêtée par la coutume entre les diverses localités du diocèse⁵⁹.

Les commissaires principaux d'assiette se recrutent surtout parmi les personnages que l'on voit citer souvent à propos des réunions d'États. Les commissaires du roi ne dédaignent pas de s'y faire nommer⁶⁰; le greffier pour le roi⁶¹, divers receveurs dio-

55. Doléances d'octobre 1443, art. 24.

56. La date d'apparition des commissaires principaux, complètement étrangers aux diocèses, varie suivant les lieux. À Narbonne, dès 1445, l'assiette est présidée par un notaire-secrétaire du roi, venu de Montpellier (Bibl. nat., fr. 23901, f. 125). La même année, aux diocèses d'Auch et de Lombez, elle est faite par un huissier au Parlement (Bibl. nat., fr. 26074, n° 5326). En 1447, on trouve un commissaire principal à Saint-Pons (Bibl. nat., fr. 23901, f. 263). Au contraire, le juge d'Albigeois est le seul officier royal présent à l'assiette d'Albi jusqu'en 1454 (Cordes, CC 45) et en 1455, l'assiette d'Alet est encore présidée par le viguier de Limoux seul (fr. 23900, f. 45) et celle de Carcassonne par le juge mage (f. 347). La première requête pour le maintien comme commissaires des officiers ordinaires apparaît dans les doléances en 1447 (art. 11).

57. Pourtant, c'est un des points sur lesquels les États revinrent constamment, sans succès; ainsi, en 1459, 1462, 1466. Après s'être un instant inclinés (Doléances de 1467, art. 15), se bornant à demander l'envoi d'un seul commissaire, ils reprirent vite leur demande de « l'ordinaire » (Doléances de 1475, art. 4; de 1476, art. 5). Cette persévérance ne devait recevoir qu'une récompense tardive et sans lendemain : en 1478, les États furent autorisés à présenter le commissaire principal à la nomination des Commissaires du roi (art. 6 des doléances), mais, dès l'année suivante, ils se virent opposer un refus quand ils réclamèrent le droit de faire à nouveau cette présentation (Doléances de 1479, art. 5).

58. Ce fut le cas en 1467 à Lodève où les diocésains avaient refusé d'asseoir la part que le diocèse devait payer des 23.000 l. imposées pour la réparation du port d'Aiguesmortes, part que le commissaire principal répartit seul *per vertut de sa comessio* (Lodève, CC 30).

59. Doléances de 1467, art. 30. Le commissaire « repare et descharge ceulx qu'il trouve trop chargé et charge ceulx qui sont peu chargé ». A la fin du siècle, les États sollicitent eux-mêmes cette intervention afin d'éviter les procès; voir pour le diocèse de Nîmes : doléances de 1499, art. 24.

60. Premier président du Parlement : Toulouse, 1467 (Arch. nat., K 691, n° 23); juge de Beaucaire : Uzès, 1476 (Bibl. nat., fr. 26096, n° 1513); gouverneur de Montpellier : Maguelonne, 1478 (fr. 26097, n° 1727); trésorier des guerres : Maguelonne, 1485 (*Clair*, 156, n° 1); trésorier général : Albi, 1487 (fr. 26.100, n° 279).

61. Jean Richier préside les assiettes d'Agde (1460), Mirepoix (1470), Uzès (1475, 1476), Lodève (1478) : fr. 26086, n° 7450; n^{tes} acq. fr. 20515, n° 75; P. O. 2480, Richier, n° 10; fr. 26096, n° 1513 et 1689.

césains⁶², des représentants de la noblesse⁶³ et de l'état commun⁶⁴, des membres de l'entourage des gouverneurs⁶⁵, des cours souveraines⁶⁶, de l'administration des finances ordinaires⁶⁷, des officiers de sénéchaussée⁶⁸ sont le plus souvent choisis. Ils sont rétribués par l'assiette et fort bien. Les États protestent contre cette rétribution qu'ils jugent excessive; ils auraient voulu la faire limiter au taux de 25 sous tournois⁶⁹, puis 35 sous par jour⁷⁰, enfin la restreindre à une indemnité forfaitaire de 25 livres⁷¹. Ils n'y parvinrent jamais⁷²; pas plus qu'ils ne purent, en certaines périodes, limiter leur nombre⁷³.

La composition de l'assiette a beaucoup varié. Les États ont essayé de la modeler à leur image et en ont ouvert l'accès aux trois ordres⁷⁴. Dans certains diocèses, à côté des consuls des principaux lieux, elle comprenait des nobles et des clercs en assez grand nombre⁷⁵. Dans d'autres, les deux ordres ont toujours été

62. Grenetier de Nîmes : Viviers, 1460 (P. O. 2418, Quotin, n° 6); de Beaucaire : Saint-Papoul, 1473 (fr. 26094, n° 1241); de Villeneuve : Alet, 1483 (fr. 26098, n° 2062).

63. Sire de Montlaur : Viviers, 1460 (P. O. 2027, Montlaur, n° 28); de Puy-misson : Mirepoix, 1466 (Arch. nat., K 691, n° 24); de Mons : Castres, 1468 (P. O. 1999, Mons, n° 27).

64. François Bosc, délégué de Montpellier aux États de 1484 et 1485, commissaire à l'assiette de Béziers (fr. 26099, n° 50; P. O. 422, Bosc, n° 2).

65. Secrétaires du duc de Bourbon : Rieux et Mende (Arch. nat., K 691, n° 32 et 43); maîtres d'hôtel des sires de Charlus et de Clermont-Lodève à Lavaur et Toulouse (fr. 26092, n° 921; 26098, n° 1916).

66. Du Parlement : Bibl. nat., fr. 26094, n° 1240; P. O. 7, Acy, n° 19; Cordes, CC 45; Cour des Aides : fr. 26107, n° 289; 26108, n° 391; Chambre des Comptes : fr. 26093, n° 1075; Arch. nat., K 691, n° 28.

67. Trésorier de Toulouse (fr. 26089, n° 298); de Nîmes (Hérault, A 12, f. 23 v°; fr. 26099, n° 110). Contrôleur de la recette générale de Languedoc (P. O. 2929, Varie, n° 21).

68. Juge mage de la sénéchaussée de Toulouse : P. O. 2961, Serène, n° 3.

69. Doléances de 1442, art. 9; de 1466, art. 8; de 1475, art. 4.

70. Doléances de 1476, art. 5; 1479, art. 5. Ils obtiennent l'agrément des commissaires du roi (Arch. nat., K 691, n° 61).

71. Instructions des commissaires du roi de 1486, 1491, 1505 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 31 et 61, fr. 23901, f. 175 v°). La taxation du commissaire ordinaire ne doit pas excéder 12 l. 10 s. En cas de crue, les gages des commissaires sont réduits : en 1492, ils ont respectivement droit à 10 l. et 100 s.t. (fr. 26103, n° 779).

72. Les doléances de 1456 (art. 1) se plaignent que les commissaires touchent jusqu'à 200 livres; celles de 1466 (art. 8), dénoncent les indemnités des commissaires « estranges et extraordinaires ». Des exemples précis montrent que ces dires sont exacts : indemnités de 100 l. (Bibl. nat., P. O. 7, Acy, n° 19; fr. 26097, n° 1727); de 80 l. (fr. 26080, n° 6361); de 60 l. (P. O. 2418, Quotin, n° 6); de 50 l. (fr. 26089, n° 298).

73. L'ingérence des commissaires royaux est ainsi stigmatisée par G. Benoit : *in qua congregatione officarii regii se ingerebant, non ut reipublicae prodesset, sed ut aliquid pro assistentia extorquerent a consulatibus, quod fieri est hodie prohibitum per ordinationem domini nostri regis moderni Caroli octavi factam anno Domini MCCCCXC; et si ibidem reperirentur, prohibetur aliquid eis dari etiam pro speciebus sub poena recuperandi super statutis patriae et aliis qui eis donaverint et sub poena arbitraria officariis talia dona recipientibus indicenda*. Le texte auquel G. Benoit fait allusion est l'article 44 de l'ordonnance de Moulins. (G. Benoit, *Repetitio in cap. Raynuitius, Et uxorem nomine Adalasia*, déc. II, n° 217).

74. Les doléances de 1428, art. 20, demandent que soient appelés à l'assiette les prélats, les nobles ou leurs procureurs. Les commissaires de 1430 réitérent l'injonction (art. 2 et 8).

75. Notamment à Toulouse, où il y avait, outre l'état commun, les délégués de l'archevêque et de l'abbé de Saint-Sernin et cinq nobles en 1444, cinq en 1454, neuf en 1459 (Toulouse, CC 145, p. 21; AA 110, p. 1). A la fin du xv^e s.,

réduits à leur plus simple expression : le représentant de l'évêque et le représentant du seigneur local⁷⁶. La tendance en faveur de l'exclusion des ordres privilégiés a été dominante à partir du moment où, avec l'établissement de l'impôt permanent, la vieille conception féodale de l'aide s'efface devant le droit royal d'imposer. Les communautés urbaines, qui apparaissent, en vertu d'une tradition dorénavant plus que centenaire, comme assurant normalement la représentation des contribuables, entendront se réserver l'entrée à l'assiette diocésaine en se fondant sur l'idée — partiellement inexacte — qu'elles sont seules à supporter le poids de la fiscalité languedocienne⁷⁷.

L'assiette a pris sa physionomie définitive au milieu du xv^e siècle; lorsqu'elle s'est fait reconnaître le droit d'engager certaines dépenses. Jusqu'alors, la doctrine officielle n'autorisait à lever avec l'aide que les frais qui en dépendaient strictement et qui se limitaient aux gages du receveur diocésain (la plus grosse part) des commissaires et du notaire de l'assiette, à l'indemnité octroyée au greffier des États pour le roi en vue de rétribuer le travail fourni par lui dans l'expédition des lettres de commission⁷⁸. Toute autre dépense était considérée comme un détournement de fonds et était passible de sanctions⁷⁹. Une première tentative des assiettes diocésaines d'élargir la liste des dépenses autorisées en y comprenant la rétribution de leurs membres souleva la protestation des États⁸⁰. De leur côté, les auditeurs des comptes se refusaient à considérer comme légitime une extension des frais traditionnels et multipliaient les retranchements et radiations dans les comptes des receveurs. Les États prirent alors la défense des victimes de ce

l'assiette du diocèse de Toulouse, qui, depuis 1476 (art. 14 des doléances), ne se faisait plus dans cette ville, exempte de tailles, mais dans une des villes qui déléguaient régulièrement à l'assiette, comptait encore les représentants de trois à quatre seigneurs de la région, dont le plus important était le vicomte de Caraman (Haute-Garonne, C 992).

76. C'est le cas à Lodève où sont toujours présents les procureurs de l'évêque et du seigneur de Clermont. A Montpellier, seul le représentant de l'évêque assiste à l'assiette, l'évêque étant seigneur temporel d'une partie de la ville dont l'autre partie était placée sous la souveraineté directe du roi.

77. *Pariter cum in statibus cuiuslibet provinciae congregatis annis singulis pro impositione denariorum regionum consuevisset vocari et interesse nobiles temporales et praelati ecclesiastici provinciae, quibus magnae taxabantur summae pro usagio in maximum detrimentum subditorum, fuit hoc a caetero fieri prohibitum per regiam ordinationem Ludovici duodecimi nunc regnantis factam Blesis anno Domini MCCCCXCIX ... ubi hoc prohibetur sub poenis in ea contentis, quia sufficit solos consulatus interesse, quibus solis et non ecclesiasticis aut nobilibus incumbit onus denariorum portare et solvere, inter quos summa illa toti provinciae indicta partitur et dividitur* (G. Benoit, *Repetitio in cap. Raynuitius, Et uxorem...*, déc. II, n° 217).

78. Exemple de ces frais réduits pour l'assiette de Comminges : Bibl. nat., fr. 23900, f. 393.

79. Le comte de Foix prescrit des poursuites contre les consuls d'Uzès qui ont appliqué à leur profit de grosses sommes outre la part du diocèse (Hérault, A 10, f. 120).

80. « Pour ceux des diocèses qui vendront a ladite division, nobles ou autres, ne soit rens taxé ne mis sus » (Doléances de 1447, art. 11). Les commissaires se rangèrent à cet avis : « on deffend que pour cappitolz, consulz ou autres des dioceses venus a ladite division ne soit aucune chose imposée mais viennent chacun a ses despens ».

procédé⁸¹. Il est vrai que leurs membres se sentaient particulièrement visés, car c'était le moment où la coutume se généralisait de les faire indemniser par l'assiette. Une première étape consista à faire admettre cet usage. Il fut officiellement reconnu par les articles de Gannat⁸². Le pas décisif fut franchi à partir de 1466, lorsque les États entreprirent de faire admettre la possibilité d'engager des frais qui ne dépendraient pas de l'aide⁸³. Ils y parvinrent au bout de quelques années⁸⁴.

L'examen des assiettes qui nous sont parvenues montre que, depuis longtemps déjà, les faits avaient précédé cette reconnaissance officielle; certains diocèses étaient plus prodigues que d'autres⁸⁵ et les gratifications accordées par les assiettes à de hauts personnages⁸⁶ ou à d'humbles collaborateurs⁸⁷ n'étaient pas chose nouvelle. Mais jusqu'alors leur extension dépendait du bon vouloir des auditeurs des comptes dont les interventions se faisaient plus énergiques dans les moments où la rentrée des impôts se faisait plus difficile en raison de l'accroissement de leur taux. Ce fut le cas sous le règne de Louis XI et aussi au moment des guerres d'Italie⁸⁸. A ce propos, il convient de souligner les éléments contradictoires de la politique fiscale du roi en Languedoc. A mesure qu'il se faisait plus exigeant, le roi avait tendance, en compensation, à laisser plus de liberté aux assemblées d'assiette pour l'appréciation de leurs frais; mais, bien vite, celles-ci, profitant de la situation, accroissaient leurs dépenses, et la crainte de voir les deniers du pays ou des diocèses croître exagérément et nuire à la rentrée des deniers du roi, amenait des mesures restrictives notamment l'exigence de l'approbation formelle par les commissaires principaux de tous les frais de l'assiette et le contrôle de cette assiette aux États suivants par les commissaires que le roi envoyait à l'assemblée générale⁸⁹.

81. Doléances de 1449, art. 22 et 23.

82. Suppression de ces retranchements fut obtenue à la suite des doléances de 1450 et 1451 (art. 40, 41).

83. Doléances de 1466, art. 10. Les commissaires du roi, qui prétendaient encore en 1463 exiger des assiettes qu'elles ne taxent que les « fraiz deppendenz de l'aide » (art. 20), négligèrent de répondre; l'année suivante, ils se prétendirent sans pouvoir (doléances de 1467, art. 14).

84. Les commissions d'assiette de 1475 contiennent une clause dénonçant les abus de ceux qui ont imposé des sommes ne dépendant pas de l'aide (Bibl. nat., fr. 26095, n° 1424). Les commissaires de 1480 autorisent de mettre sus avec les derniers royaux les dépenses concernant le bien de « la communauté du diocèse » (art. 15 des doléances). Ils exigent, en 1482, une délibération du conseil général du diocèse (art. 19).

85. Celui de Nîmes en particulier (Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p.j. 43; Bibl. nat., fr. 26080, n° 6361).

86. Le diocèse d'Uzès donne 200 l. au maître des eaux et forêts (fr. 23900, f. 363); celui d'Alet 200 l. à Jacques Cœur (P. O. 799, Cœur, n° 2). Les dons aux sénéchaux étaient très fréquents : Toulouse (P.O. 1406, Grenon, n° 2); Beaucaire (*Clair*. 150, n° 74; *Clair*. 208, n° 72; fr. 26098, n° 1934); Carcassonne (P. O. 2018, Montfaucon, n° 34).

87. Ainsi, tous les collaborateurs de l'assiette de Narbonne sont gratifiés en 1450 (Arch. nat., KK 648, n° 158).

88. Voir les lettres des commissaires du roi à Louis XI, du 16 avril 1472 (Bibl. nat., fr. 15537, f. 174). Les doléances de février 1498, art. I, se plaignent très longuement des « radiatur » et retranchements ordonnés par les auditeurs des comptes.

89. Dès 1484, Charles VIII avait exigé que l'assiette fut signée du commis-

A la fin du xv^e siècle, l'assiette diocésaine disposait déjà d'un budget important où figurait notamment la rémunération des délégués aux États, à l'assiette, des fonctionnaires diocésains qui commençaient à apparaître (greffier, syndic), avec les frais des procès engagés par le diocèse et même certaines dépenses de travaux publics⁹⁰. Mais la principale était encore la rémunération du receveur diocésain, car ce dernier était nommé par l'assiette et c'est le trait le plus original peut-être du système fiscal élaboré par les États.

La suppression des aides avait entraîné dans chaque diocèse la disparition du receveur des aides ordonnées pour la guerre. Nommé par le roi, il avait à recueillir les fonds provenant des aides indirectes, qui lui étaient versés par les fermiers des aides, et ceux des subsides levés sous forme de tailles, que lui remettaient les autorités responsables de la perception dans chaque communauté. Les aides étant abolies, une partie de ses attributions disparaissaient, mais qui allait remplacer ce personnage dans le rôle qu'il jouait en matière d'impôts directs? Les États proposèrent d'en laisser le choix à l'état commun de chaque diocèse, ce qui était bien dans la ligne du système qui avait donné la partie des pouvoirs des élus concernant les tailles aux consuls des villes chefs de diocèse. Après une période de tâtonnements, où l'élection du receveur fut laissée soit aux représentants de l'état commun présents aux États⁹¹, soit aux seuls consuls des villes chefs de diocèse⁹², la désignation du receveur fut remise à l'assiette entière⁹³. Dès 1423, les doléances précisent que le nom du receveur doit être laissé en blanc dans la commission qui le nomme afin que le diocèse puisse le désigner librement⁹⁴. Mais les intéressés durent se montrer particulièrement vigilants pour déjouer les tentatives

saire principal (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 103). Ces prescriptions ne furent pas observées par « plusieurs des consuls et officiers et gouverneurs des villes et diocèses » qui « mettent sus et imposent... outre noz tailles grans sommes de deniers qu'ilz veullent lever comme privilégiez et de la condicion des nostres et les recueillent et applicquent a leur volonte en recelant, butinant et retenant aucune foys la pluspart d'iceulx » et c'est pourquoi, le 6 janvier 1498, Charles VIII exige à nouveau l'approbation du commissaire (Montpellier, arm. H cass. 1), exigence renouvelée par Louis XII le 8 novembre 1498 (Hérault, B 1, f. 47). Moyennant quoi, il sera interdit aux auditeurs des comptes de faire des radiations (Doléances de 1498, art. 3).

90. Gard, C 1206 (diocèse d'Uzès); Haute-Garonne, C 992 et 993 (diocèse de Toulouse); Bibl. nat., fr. 23900 et 23901 (Assiettes isolées).

91. P. just. n° 2, art. 3; les doléances de 1424 précisent que le receveur sera élu par les envoyés de la principale ville du diocèse.

92. Dès 1421, Charles VII déclare aux consuls de Carcassonne que le receveur est à « vostre nomination » (*Hist. Lang.*, t. X, p. n° 821). En 1427, le conseil de Montpellier affirme encore : *cum in articulis in dicta congregatione concessis continetur quod villa principalior cujuslibet diocesis dicte patrie habeat receptorem dicti subsidii in eadem dyocesi ponere et instituere* (Montpellier, BB 48, 8 mai 1427).

93. Dès 1428, il est entendu que l'élection du receveur se fera « *apelatz las gens delz tres Statz de quascuna dyocesa* » (art. 21 des doléances) et, en 1430, le comte de Foix précise qu'elle devra être faite « appelléz les prelatz ou aucuns de leurs officiers et semblablement des principaulx seigneurs temporelz ainsi que les deux derrenieres fois a esté fait » (art. 8).

94. P. just., n° 2, art. 3. Le nom du receveur est inscrit dans la commission après son élection par l'assiette, en présence du commissaire principal (Toulouse, AA 110).

de l'administration royale de limiter sur ce point leur liberté⁹⁵; ils se font délivrer des lettres royaux désavouant toute nomination faite sans leur consentement⁹⁶ ou procèdent à l'avance à la désignation du futur receveur dès qu'ils reçoivent une convocation aux États⁹⁷. Cela ne suffit pas toujours à éviter l'arbitraire⁹⁸. Toutefois, le rétablissement des aides n'entraîna pas la disparition du receveur particulier : dans certains diocèses, le receveur des aides fait la recette des tailles⁹⁹; dans d'autres, les deux offices sont distincts¹⁰⁰; mais même dans le premier de ces cas, il y a eu parfois élection¹⁰¹. Les tentatives des commissaires du roi, entre 1440 et 1450, pour intervenir dans le choix du receveur ne connurent pas de succès¹⁰². La formule définitive déclarant que les receveurs sont « aux perils et fortunes » des diocésains apparaît en 1447¹⁰³; désormais le roi s'y tiendra car elle avait de grands avantages pour lui : il évitait ainsi d'innombrables conflits entre les contribuables et ses représentants; il n'avait pas à entretenir une administration nombreuse pour faire rentrer l'impôt.

Le receveur sera donc élu par l'assiette diocésaine réunie sous la présidence du commissaire principal qui exerce un certain

95. Refus des sigilliers de Lodève d'accepter le receveur que l'évêque de Laon veut leur imposer parce que ce receveur est *ad voluntatem communitatum* (Lodève, BB 2, f. 24 v°).

96. Lettres du 6 janvier 1425 en faveur du diocèse d'Uzès (Hérault, A 9, f. 140 v°).

97. Ainsi à Maguelonne en 1439-41, où la désignation du receveur a lieu avant le départ des délégués (Montpellier, BB 58).

98. Charles VII nomme directement un receveur au Puy et ordonne de débouter de cet office tout autre qui aurait obtenu lettres de commission « a la relation des gens des trois Estatz dudit diocèse qui ont esté a l'octroy dudit aide » (Bibl. nat., fr. 25710, n° 90).

99. C'est le cas aux diocèses d'Agde, Albi, Lavaur, le Puy, Maguelonne, Mende, Montauban, Nîmes.

100. Attesté pour les diocèses d'Alet, Béziers, Carcassonne, Comminges, Mirepoix, Saint-Papoul, Saint-Pons, Toulouse, Uzès, Viviers.

101. Maguelonne élit à trois reprises le receveur des aides (Montpellier, BB 58).

102. Dès 1441, la réponse des commissaires montre qu'ils exercent un certain choix car ils déclarent « avoir mandement du roy especial d'y commettre gens sur lesquels on puisse trouver promptement finance » (art. 29 des doléances). En 1442, ils acceptent que les receveurs particuliers leur soient présentés par les diocèses, « pourveu que lesdits receveurs vendront devers lesdits gens du roy au jour que leur sera assigné »; mais ils ne s'étaient pas tout d'abord rangés à l'avis des États. On a, en effet, la minute du cahier de doléances de mai 1442 (Toulouse, AA 87) et leur première réponse, cancellée par la suite, était : « que le roy pour ceste foiz y veult mettre les receveurs » (art. 9). En octobre 1443, les commissaires veulent bien ne pas désigner les receveurs (art. 25 des doléances), en précisant que « se les receveurs nommés par le pays veulent prester selon l'advis des commissaires, seront contents qu'ils aient les recettes ». En 1446 (art. 17), tout en précisant que « ce est grant prejudice au roy », ils font de même. Sous le règne de Louis XI, les seules interventions officielles du roi consistent à imposer le receveur de l'aide pour lever la crue (Doléances de 1468, art. 1 et de 1475, art. 10).

103. Doléances de 1447, art. 12. La volonté de l'administration de ne plus intervenir dans la désignation du receveur diocésain se montrera, sous le règne de Louis XI, par une nouvelle rédaction de la commission du receveur. Jusqu'alors celle-ci, intitulée au nom du roi, puis de ses commissaires, était rédigée en termes analogues aux nominations d'offices, sans faire allusion à l'intervention des diocésains. Désormais, les commissaires du roi se contentent d'affirmer que « a la nomination, élection, perilz et fortunes, de ceux du diocèse de... » ils ont commis X. à la recette particulière de ce diocèse. Ce type apparaît en 1466 (Arch. nat., K 691, n° 25).

contrôle¹⁰⁴; cette élection, d'abord nécessaire pour chaque aide octroyée par les États, ne se fera plus, lorsque la permanence de la taille aura été établie, qu'une fois par an, même si les États sont appelés à accorder des crues dans l'intervalle des assemblées ordinaires, le receveur de l'aide en cours étant chargé de la recette des crues¹⁰⁵.

Le poste était, en général, fort recherché. Sans doute, dans des circonstances exceptionnelles, les diocésains ont-ils eu quelques difficultés à trouver un receveur¹⁰⁶, mais le cas est plutôt rare et l'on voit assez fréquemment les concurrents se livrer à des manœuvres et pressions diverses¹⁰⁷ : certains lient partie avec de hauts personnages qui ne manquent pas d'intervenir en faveur de leurs protégés¹⁰⁸; d'autres font des promesses de rabais¹⁰⁹ et ne reculent pas devant l'achat des électeurs¹¹⁰; l'écho des disputes parvient même au Parlement¹¹¹. C'est que la prise d'une recette diocésaine était un moyen pour des gens disposant de capitaux de les faire valoir sans courir de gros risques : le receveur n'était qu'un intermédiaire entre le Trésor royal et les caisses municipales; il n'avait pas de rapports directs avec les contribuables; le

104. Le receveur sera reçu « a la discretion dudit commissaire et de la plus grande et saine partie des diocesains non suspectz en reservant ausdits diocesains leur liberté de faire election et nomination dudit receveur » (Instructions d'assiette de 1505). Les commissaires principaux jouent un rôle d'arbitre en cas de conflits entre diocésains : exemple à Lodève et Uzès (Bibl. nat., fr. 6200, n° 378, 398).

105. Malgré les demandes des Etats qui auraient voulu pouvoir nommer un receveur distinct (Doléances de 1468, art. 1); nomination exceptionnellement autorisée si le titulaire exige pour la crue des gages trop élevés (Doléances de 1475, art. 10).

106. Ainsi, l'assiette d'Alet doit ouvrir un compte spécial pour solder les frais nécessaires à la recherche d'un receveur; les personnages pressentis s'étant refusés, on eut finalement recours au receveur des années précédentes, mais il fallut passer par ses conditions et refaire l'assiette qu'il ne trouvait pas bien divisée (Bibl. nat., fr. 23900, f. 53 v°); le diocèse de Saint-Pons fait demander au trésorier général Bayard « qu'il voulsist pourvoir lesdits diocesains de receveur pour ce qu'ils n'en trouvoient point (P. O. 256, Beauxhostes, n° 4). Le receveur de Carcassonne « ne vouloit prendre la recepte » en raison de la « mortalité » qui régnait dans le diocèse (fr. 22406, f. 57 v°). Cas particulier : le diocèse d'Alet refuse de désigner un receveur et veut charger le pays de la recette (Haute-Loire, 501 C 6992).

107. « Vous cognoissez les parties contentent a la recepte et scavés les moyens sinistres par ou on a acoustumé de tendre a broiller les matieres » écrivent les commissaires du roi au commissaire principal de l'assiette d'Uzès en lui prescrivant de veiller en personne à la régularité du choix du receveur (Gard, C 1206, f. 95 v°).

108. Intervention de l'évêque de Laon et de Pons de Clermont-Lodève en faveur de P. de Ribayrac et de P. Le Picart (Lodève, BB 1, f. 61; BB 2, f. 55 v°), d'Otto Castellain, argentier du roi, en faveur de son frère Vany à Toulouse (Toulouse, AA 110).

109. Pour évincer le receveur en charge, L. Nivart offre un rabais de 100 l. (Toulouse, AA 110). Les doléances de 1483 dénoncent ces pratiques et les procès qu'elles entraînent; elles ajoutent : « le tout n'est que pour frustrer le pays de sa liberté de eslire lesdis receveurs » (art. 15).

110. Pratique interdite par les instructions données aux commissaires sur le fait de l'assiette : « est deffendu a ceulx qui assisteront a ladite assiette, soient nobles, gens d'église, consuls ou diocesains de ne prendre aucuns dons ou gratuité pour tenir la main a faire le receveur » (Bibl. nat., fr. 23001, f. 175 v°). L'interdiction est assortie d'une amende (fr. 22406, n° 61).

111. Arrêt du 4 septembre 1492 entre A. Bourdin et Ph. Fournier qui prétendaient tous deux à la recette de Nîmes (Haute-Garonne, B 8, f. 552).

coût des mesures de contrainte qu'il était obligé de prendre à l'égard des consuls récalcitrants était finalement supporté par eux. En gros, donc, son rôle était celui d'un prêteur de fonds. Aussi certains receveurs négligeaient-ils de résider au lieu de leur recette¹¹² et se déchargeaient de leurs fonctions administratives sur des commis ou lieutenants¹¹³, se réservant les bénéfices financiers de l'opération et considérant leur rôle de receveur comme l'accessoire de leur profession ordinaire. Un grand nombre sont des marchands¹¹⁴, en particulier des changeurs¹¹⁵; d'autres s'occupent des finances publiques, tels des grènetiers¹¹⁶; il arrive, mais le cas est peu fréquent et les contemporains en ont souligné l'anomalie, qu'ils appartiennent aux cadres des finances ordinaires¹¹⁷. Certains sont restés en charge de très longues années¹¹⁸, d'autres n'ont fait que passer; d'autres ont, à plusieurs reprises, changé de diocèse¹¹⁹, mais le cumul de deux recettes diocésaines est rare¹²⁰. Il existe des

112. Quand L. Nivart cherche à obtenir la recette du diocèse de Toulouse, il argue du fait que ses affaires l'appellent pour quelque temps dans la ville et qu'un receveur doit faire résidence pour bien s'acquitter de sa tâche (Toulouse, AA 110).

113. G. du Boyscornu, lieutenant du receveur diocésain d'Uzès, tient la caisse du diocèse. A. Briconnet, receveur de Maguelonne, a plusieurs commis qui ont de lui procuration générale (Montpellier, BB 81).

114. Durand del Pradal à Albi; Jean Ebrart, Carcassonne (1440-50); Guillaume Belissend, Carcassonne (1488-1501); Jacques Ginibrouse à Castres; Guiraud de la Treille à Lodève; Jean de Beaune à Maguelonne; Pierre Montbel à Mende; R. Vidal et B. Pradal à Narbonne; Jean Bousanquet à Nîmes; Jean de Saint-Loup à Toulouse.

115. Changeurs de Toulouse : Jacques de Medici (Auch et Lombez); Otto Castellain (Carcassonne); Jacques Fresquet (Montauban); B. Bourrassier, B. de Ver, J. de Lacroix (Toulouse). Changeur de Montpellier : Jean de Casaux (Maguelonne).

116. Les grenetiers de Beaucaire, Frontignan, Lunel, Marseillan, Mèze, Narbonne, Saint-Espirit, Sigean et Villeneuve-les-Maguelonne ont souvent été receveurs diocésains.

117. Le trésorier ordinaire de la sénéchaussée de Nîmes reçoit les aides de 1428, 1429, 1430, 1434, 1435 au diocèse de Nîmes (Bibl. nat., fr. 26425, n° 153; 21052, n° 1187; 26053, n° 1379; P. O. 299, Bermond, n° 18). Louis Nivart, d'abord commis à la recette ordinaire de Carcassonne, puis trésorier royal de Toulouse, est, malgré ses fonctions, receveur diocésain de Carcassonne et d'Albi. Ce cumul étonnait les contemporains; des quittances appellent Nivart « trésorier de Thoulouse et neantmoins receveur particulier ou diocèse d'Albi » (Bibl. nat., fr. 26092, n° 803). François Luillier, trésorier royal de Carcassonne est également receveur diocésain (fr. 26109, n° 554).

118. Claude Pastoureau (Agde, 1458-76); J. Rabot (Alet, 1440-62), J. Leroy (1472-89); J. Teissier (Le Puy, 1459-76); Guyot Bertin (Lodève, 1441-53); P. Montbel (Mende, 1450-78); G. Musnier (Uzès, 1437-50). Une des raisons pour lesquelles les receveurs restent longtemps en fonctions est l'impossibilité de leur payer, en cas de changement, les restes de tailles qui leur sont dus (Toulouse, AA 110).

119. J. Rabot a exercé à Toulouse, Mirepoix et Alet; Louis Nivart à Albi, Carcassonne et Toulouse; J. de Medici à Montauban, Auch et Mirepoix; M. Leroy à Toulouse, Saint-Papoul et Alet; P. Dujardin à Uzès et Saint-Papoul; J. Eudon à Auch et en Comminges; J. Fenoil à Mirepoix et en Comminges; J. Fournier à Béziers et Uzès; J. Matusson à Alet et Mende; S. Maury à Saint-Pons et Narbonne; P. Potier à Rieux et Toulouse; J. Prunier à Maguelonne et Lodève; P. Touchet à Maguelonne et Uzès; G. Travers à Béziers et Maguelonne.

120. Seuls exemples de cumul : J. Rabot, Alet et Mirepoix, 1440 (Bibl. nat., P.O. 377, Bochetel, n° 5; fr. 26067, n° 4126). E. Salleles, Narbonne et Saint-Pons, 1445 (P.O. 2616, Salleles, n° 3; fr. 23901, f. 125) Vany Castellain, Montauban et Toulouse, 1454 (fr. 26083, n° 6802; Toulouse, AA 39, n° 9); J. de Medici, Auch et Toulouse, 1455 (fr. 23900, f. 53 v°; Arch. nat., K. 69, n° 10); L. Nivart, Carcassonne et Albi, 1466 (Fr. 26428, n° 210; P.O. 2113, Nivart, n° 5).

familles de receveurs¹²¹ et certaines comptèrent parmi leurs membres des officiers de la haute administration des finances¹²².

Intermédiaire entre l'administration des finances royales et les diocésains, le receveur avait des obligations envers l'une et envers les autres. A l'égard du roi, il devait payer les quartiers de l'aide aux termes fixés¹²³; c'était là son obligation essentielle. Ainsi le roi était sûr de percevoir régulièrement les sommes levées au titre de la taille et pouvait, au besoin, exiger des prêts ou des avances de fonds de personnalités dont les ressources personnelles étaient importantes¹²⁴. Le receveur devait, en outre, collaborer avec les officiers royaux chargés de la comptabilité publique : envoyer au trésorier général de Languedoc ses états de recette, lui transmettre les fonds de sa caisse, payer les assignations faites par les généraux de finances sur sa recette par décharges remises aux particuliers créanciers du roi, ce qui avait pour but de réduire au minimum les manèges et transferts de fonds¹²⁵. A l'égard des contribuables, le receveur avait l'obligation générale de « supporter le peuple »; il devait respecter les accords qu'il passait avec les diocésains lors de sa nomination¹²⁶, accords qui leur consentaient des conditions plus avantageuses pour la levée de l'impôt : il s'engageait à octroyer des délais de paiement plus longs¹²⁷, acceptait des limitations à son droit de saisie¹²⁸, prêtait par lui-même ou trouvait des prêteurs pour assurer les échéances¹²⁹, promettait

121. Guillaume, Jean et Pons Olive au diocèse d'Alet; Otto Castellain et ses frères Antoine, Simon et Vany; Barthelemy Bourrassier, son fils Nicolas, son neveu Barthelemy de Ver à Toulouse. Trois générations d'Astars font la recette du diocèse de Viviers de 1467 à 1512. (A. Le Sourd, *Essai sur les Etats de Vivarais*, p. 426). Deux Nivart se succèdent à Toulouse; Jean et Martin Leroy à Alet, tandis que leur frère Jacques est receveur à Mirepoix. On relève encore les noms de deux Maury, de deux Fournier, de deux Bayard.

122. Toulouse choisit sous Louis XI des parents des receveurs généraux N. Erlant, J. de la Loère, L. Nivart. A Maguelonne, on trouve un Prunier, parent du futur général des aides et du greffier des Etats. En revanche, il y a peu de relations avec les grandes familles parlementaires : les Olive à Alet; un Latreille à Lodève, un Roquette à Castres.

123. Réserve faite du « mois du receveur », délai d'un mois à la fin de l'année financière laissé aux receveurs pour payer les assignations et décharges qui grevaient leurs recettes. Les Etats veillaient à ce que ce mois des receveurs fut respecté par les intéressés (Haute-Loire, 501 C 5442 ^{bis}; Doléances de 1514, art. 7).

124. P. Petit, receveur diocésain d'Agde, « estime s'être bien gouverné pour avoir avancé du sien » chaque fois qu'il en a été requis (Arch. nat., K 63, n° 13).

125. Les Etats appuient les receveurs dans leurs protestations contre les bénéficiaires d'assignations qui ne voulaient pas respecter le mois des receveurs (Doléances de 1514, art. 7).

126. Exemples pour Béziers : Gignac, BB 58, pour Maguelonne : Montpellier BB 195, 1458; Lunel, CC 23; pour Albi : Compayré, *Etudes historiques...*, p. 224.

127. Le receveur de Saint-Pons lève l'aide de 1455 en quatre termes au lieu des trois prévus dans les commissions (Arch. nat., K 691, n° 17); A. Barbe modifie les proportions dues entre les termes (Bibl. nat., fr. 23901, f. 263). R. Boyleau, receveur de Maguelonne promet un an de délai pour percevoir les restes de l'aide de 1457.

128. Il s'engage à ne pas faire exécution sur les biens personnels des consuls; à ne les tenir aux arrêts qu'en leur domicile; à n'user du procédé de la garnison qu'après échéance des trois termes de l'aide (Montpellier, BB 195). Le receveur de Mende prend à sa charge les frais d'exécution (Bibl. nat., fr. 23901, f. 22 v°).

129. Ainsi à Toulouse, (*Comptes*, 1441, f. 23); Narbonne (Bibl. nat., fr. 23901, f. 137 v°), au Puy (fr. 6200, n° 392).

aux consuls de leur laisser une part des tailles pour leurs affaires communes¹³⁰, accordait des conditions de levée particulières¹³¹. Mais l'administration contrôlait ces accords et veillait à réprimer toutes les tentatives qui, par leur moyen, avaient pour but d'éluder les obligations du receveur à l'égard du roi¹³².

Le diocèse était responsable de son receveur; si celui-ci commettait quelques malversations, le montant en était réparti une deuxième fois sur les diocésains¹³³. C'est pourquoi, on exigeait du receveur un serment solennel de respecter les clauses de l'accord qu'il avait souscrit à son entrée en charge¹³⁴ et on lui demandait de fournir des cautions bonnes et suffisantes¹³⁵. En contrepartie, les receveurs se voyaient attribuer des gages très importants, répartis sur le diocèse avec l'aide. Il s'agissait d'abord d'une somme fixe, dont le montant était débattu lors de l'élection du receveur par l'assiette¹³⁶; les États demandèrent assez tôt sa transformation en un pourcentage de la recette¹³⁷, mais la nécessité où se trouvait le receveur de faire des avances devait entraîner les États eux-mêmes à demander aux auditeurs des comptes qui s'appuyaient sur cette règle pour faire des retranchements massifs sur les gages des receveurs à ne pas la respecter¹³⁸. Lorsque chaque diocèse put

130. Le receveur de Maguelonne promet d'abandonner aux consuls de Montpellier le « quart denier » de ce que leur clavaire aura levé de l'assiette qu'ils ont faite des deniers du roi et de leurs affaires communes (Montpellier, CC, p. extr. du livre des mandements, 1482).

131. Le receveur diocésain aura sa recette dans la ville de Lodève, mais tiendra un lieutenant à Clermont pour lever la cote du lieu et de la baronnie de Clermont (Lodève, BB 2, f. 139 v°).

132. En 1450, les commissaires du roi signalent à l'assemblée que « aucuns diocèses ont mis, l'année passée, receveurs qui n'estoient tenus de payer fors ce qu'ils recevoient ». Ils font immédiatement cesser cette pratique.

133. Le cas s'était présenté dans les diocèses de Nîmes, Uzès, Mirepoix, et Alet en 1467 (Doléances de 1469, art. 1). Le receveur de Rieux s'étant enfui en Espagne avec sa caisse, le diocèse dut demander au roi l'autorisation d'imposer les 1 500 livres qui manquaient (Hérault, A 3, f. 206). Les malversations de Pierre Bonin, receveur à Nîmes, furent réparées de la même façon (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 43; A. Bardon, *Histoire d'Alais*, p. 229). Les restes dus par les receveurs Mathieu et Jugny, absents du royaume, sont payés par les procureurs des diocèses de Comminges et de Lavaur (Bibl. nat., fr. 26428, n° 113; P.O. 2454, Reynier, n° 3).

134. Serment de R. Boyleaue entre les mains de l'official de Maguelonne en présence des représentants de l'assiette (Montpellier, BB 82); serment du receveur de Lodève (BB 2, 28 mai et 3 juillet 1434).

135. Les consuls refusaient de commencer le paiement de leur cote tant que le receveur n'avait pas baillé caution (Montpellier, Joffre 560, f. 21). Sur les difficultés en cas de cautions insuffisantes voir : Montpellier, arm. F. Les instructions aux commissaires d'assiette exigent ces cautions. Les cautions sont poursuivies, en cas de défaillance du receveur, soit par les bénéficiaires d'assignations (Hérault, A 2, f. 363), soit à la requête de l'assiette diocésaine (Hérault, A 14, f. 313 v°). Si les cautions sont insuffisantes, les restes sont supportés par le diocèse : exemple pour Uzès (Gard, C 1206, f. 212).

136. 110, 80, 100, 120 moutons d'or pour le receveur de Comminges de 1432 à 1436 (Bibl. nat., fr. 23900, f. 399); 400 l. pour l'aide de 1455 à Alet et Carcassonne.

137. Dix livres pour mille et cinq deniers par « police », ou quinze livres pour mille dans les diocèses où on ne délivre pas de police (Doléances de 1443, art. 25). On peut constater, d'après les frais d'assiette, que le salaire du receveur, dans les années 1450-1460, oscille entre 4 et 7 %, au lieu du taux prévu de 1 à 1,5 %. Le taux s'élève en cas de difficultés particulières (12,5 % à Alet en 1475).

138. Doléances de 1450, art. 41. Les commissaires du roi leur donnent satisfaction.

disposer d'un budget propre, les États intervinrent pour fixer un tarif maximum : établi à 12 deniers pour livre antérieurement à 1486, il fut maintenu à ce taux pour l'aide et porté à 15 deniers pour l'octroi¹³⁹; mais on ne tarda pas à autoriser des gratifications exceptionnelles en cas d'avance de sommes importantes¹⁴⁰, procédé fort employé au début du xvi^e siècle.

2. — La défense des contribuables.

S'ils devaient s'incliner devant les décisions royales quant au montant de la contribution du pays aux charges du royaume, les États ne se contentaient pas de jouer un rôle dans le système fiscal qu'ils avaient contribué à créer et maintenir. Ils intervenaient constamment pour prendre la défense des contribuables qu'ils représentaient, pour assurer une meilleure répartition des impôts, pour dénoncer les fraudes de toutes sortes auxquelles leur levée donnait lieu. Ils ne pouvaient, certes, agir que par voie de doléances, en présentant des requêtes que le roi était toujours libre de repousser, et il ne s'en faisait pas faute, mais qui pouvaient, parfois, avoir d'heureux résultats.

Leur premier souci fut d'alléger le plus possible la charge qui pesait sur les contribuables. Pour cela, la taille étant un impôt de répartition, et la part du Languedoc étant fixée globalement à l'avance, ils veillèrent avec soin sur « les limites » du pays et luttèrent, à ce point de vue, contre toutes les décisions qui enlevèrent au Languedoc une partie de son territoire. Leurs efforts furent parfois infructueux, comme dans le cas des jugeries de Rivière et de Verdun qui avaient été détachées en 1469 pour former une partie de l'apanage de Charles de France. Après la mort du jeune prince, Louis XI avait décidé de continuer à les faire contribuer avec le pays de Guyenne. Pendant des années, les États réclamèrent leur retour au pays et faillirent même réussir en 1475, quand leur ambassade obtint du roi des lettres favorables à leurs prétentions, mais Louis XI revint sur sa décision¹⁴¹. On leur promit alors une enquête qui n'aboutit pas¹⁴² et les États durent enfin se

139. Instructions de 1486, 1491, 1500, 1507; doléances de 1499, art. 15. Ceci abaissait le taux pratiqué à la fin du règne de Louis XI : 6,6 % pour l'aide et 7 % pour la crue du diocèse de Maguelonne en 1483.

140. Haute-Garonne, C 993, 994. La pratique des gratifications exceptionnelles existait depuis longtemps : outre ses gages, le receveur d'Auch reçoit 70 l. pour avoir « supporté » les diocésains (Bibl. nat., fr. 26081, n° 6471); celui de Narbonne en touche 150 (fr. 23901, f. 125). On incorporait parfois ces gratifications aux gages; ainsi à Alet (fr. 26079, n° 6176). Il existe des indemnités spéciales en cas de dévaluation (fr. 23900, f. 367, v°).

141. Doléances de 1476, art. 6. Car « depuis des lectures obtenues par ceulx de Languedoc, ceulx de Guienne se sont tirés devers le roy et lui ont remonstré comment lesdites jugeries de toute ancienneté estoient de Guienne et en ont fait apparoir et a ceste cause le roy, par edict et declaration, a ordonné que lesdites jugeries demoureroient avec ceulx de Guienne ».

142. Une première enquête fut décidée aux États de 1478; elle devait être faite par les juges ordinaires de Toulouse et de Montpellier; elle n'eut pas lieu (Doléances de 1478, art. 8; de 1479, art. 7). Elle fut confiée à Jean Trippe, archidiacre d'Albi, général sur le fait de la justice des aides (Doléances de 1480, art. 8). Elle n'était pas achevée en 1482 (art. 7 des doléances).

résigner devant le fait accompli. A la fin du siècle, ils soutinrent de longs procès pour faire respecter les limites du Languedoc, contre les Provençaux, à propos des îles du Rhône dépendant des communautés de Vallabrègues et d'Aramon, contre le Forez qui leur disputait la localité de La Rulhière, contre le comté de Foix qui voulait faire contribuer avec lui le lieu de Bérat au diocèse de Rieux, contre les habitants de Prades en Lozère et les élus de Haute-Auvergne¹⁴³.

En second lieu, les États ont lutté contre les exemptions collectives de tailles. Au début de son règne, Charles VII les accordait avec largesse, mais à bon escient. Ainsi, il avait pris l'habitude de remettre la moitié de sa part de l'aide à Toulouse¹⁴⁴, un tiers à Montpellier¹⁴⁵, pour les inciter à se montrer favorables aux demandes de subsides qu'il faisait à l'assemblée, car ces villes opinaient les premières et entraînaient le plus souvent l'adhésion

143. L'affaire des îles du Rhône avait débuté en 1494, lorsque les habitants de Provence avaient voulu faire contribuer les habitants d'Aramon et de Valabrègue au diocèse d'Uzès pour les biens qu'ils possédaient dans les îles du fleuve (Instructions de 1495, art. 20). Ce n'était qu'un épisode du long débat sur la propriété du Rhône qui opposa durant des siècles les autorités riveraines (cf. M. Falque, *Etude des procès et contestations sur la propriété du Rhône*, Montpellier, 1908 et Doléances 1505, art. 14). La Rulhière était un village de la paroisse de Saint-Didier-en-Velay, que les habitants de la localité voisine de Cornilhon-en-Forez prétendirent cotiser avec eux au début de 1500 (« depuis six ou sept mois en ça » dit le procès-verbal des Etats d'octobre 1500). Il s'en était suivi procès au Parlement de Paris; les Etats élurent aussitôt un procureur spécial pour diriger l'affaire aux frais du pays; par la suite, les généraux des aides de Paris et Montpellier s'en étaient saisis et, ayant rendu des arrêts contradictoires, l'affaire fut évoquée au Grand Conseil (Arch. nat., V^s 1043, 3 juin, 1^{er} et 22 décembre 1505). Des incidents graves éclatèrent : l'exécuteur d'un arrêt fut molesté ; une tentative d'arbitrage échoua. On ignore la conclusion donnée au procès, mais La Rulhière continua à faire partie du Velay fiscal (E. Delcambre, *Les Etats du Velay*, p. 24). Le procès de Bérat débutait en 1502 (Haute-Garonne, C 2276, f. 63 v^o). Il se déroulait devant la cour du sénéchal de Toulouse, puis devant les généraux des aides à Montpellier qui rendaient un arrêt en faveur du pays en 1513 (Hérault, *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, f. 11, 14 et 21). Le procès de Prades fut poursuivi aux frais du pays devant le Grand Conseil à partir de 1507 (Arch. nat., V^s 1043, 21 janvier, 22 mars, 17 mai 1507; Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 17; Haute-Loire, 502 C 5034); il était encore en cours le 31 mars 1515 (Arch. nat., V^s 1044).

144. La remise est du tiers pour l'aide de Chinon (Toulouse, BB 6, f. 5) et celle de 1429 (Bibl. nat., fr. 26052, n^o 1180); elle est de la moitié à partir de 1430 (fr. 26053, n^o 1363). C'est ainsi que pour l'aide de 1440, les lettres royaux ayant par inadvertance fixé cette remise à un tiers de la cote de la ville, les Toulousains s'adressèrent au roi, qui reconnut que « paravant » il avait « toujours accoustumé leur donner pareillement la moitié de leurs portions des autres tailles precedens » (Arch. nat., K 68, n^o 16); à la suite de l'incendie de 1442, Charles VII remettait à la ville la moitié du prochain aide et le tiers des aides à venir pour une période de 11 ans (Arch. nat., K 1173, n^o 39); dès 1445, il octroyait remise de la moitié pour 10 ans (*Ibidem*, n^o 40) et la renouvelait en 1457 (Hérault, B 13, f. 57).

145. C'est la proportion qui est indiquée dans les lettres royaux du 18 janvier 1442 (Bibl. nat., fr. 25711, n^o 147) et du 17 juillet 1450 (A. Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, p. j. CCVII); auparavant, la remise était du quart (Montpellier, Arm. C, cass. 14, Louvet 1257, 1258). La ville obtint une remise du tiers de sa cote pour 10 ans au début de 1453 (Montpellier, BB 61); au début du règne de Louis XI, elle envoie un ambassadeur lui réclamer l'autorisation de jouir de la dernière grâce accordée par le défunt roi pour les 9 ans qui restaient à courir : un rabais de 2 000 l. par an (Montpellier, arm. D, cass. 19, n^o 21).

des autres¹⁴⁶. Innombrables furent les remises faites aux autres localités de Languedoc à la même époque¹⁴⁷. Les États ne s'élevèrent pas contre de telles pratiques, car les sommes qui n'étaient pas payées devaient être considérées comme des non-valoirs, qui, à cette époque, étaient pris en charge par le roi¹⁴⁸.

La situation changea avec Louis XI qui, dès le début de son règne, refusa de supporter les conséquences de ces libéralités et entendit répartir sur le reste du pays la cote des villes qu'il exemptait totalement ou partiellement¹⁴⁹. L'équilibre établi entre les diverses communautés était rompu et cette attitude ne pouvait que soulever les protestations les plus violentes des États. Cela commença avec Toulouse qui obtint pour cent ans remise de toutes les tailles et impôts qui seraient établis en Languedoc¹⁵⁰. Les États demandèrent aussitôt l'abolition de cette grâce et, à défaut, sa prise en non-valoir par le roi¹⁵¹. Ce fut un échec complet, malgré l'ingéniosité des arguments présentés¹⁵², malgré les procès¹⁵³, malgré

146. C'est ce que dit formellement le comte de Foix aux Toulousains en 1429 : « afin qu'ilz fussent plus volontereux et enclins a l'octroy dudit aide » (Bibl. nat., fr. 26052, n° 1180). De même, Charles VII accorde un rabais de 1 000 livres aux Montpelliérains sur l'aide de Chinon pour être venus les premiers aux États (Bibl. nat., n^{lles} acq. fr. 7627, f. 182).

147. Exemptions totales : Beaucaire pour 4 ans en 1420 (Eyssette, *Histoire administrative de Beaucaire*, t. II, p. 320), Tournay pour 5 ans en 1429 et 1434 (Hérault, A 2, f. 200), Puyelsi pour 10 ans (*Ibidem*, f. 143 v°), Saint-Esprit en 1436 et 1439 (Bibl. nat., P.O. 651, Chalons, n° 3), Cintegabelle pour 10 ans en 1438 (Bibl. nat., fr. 25710, n° 118); Trie pour 5 ans en 1443 (Hérault, A 2, f. 369 v°; Bibl. nat. fr. 26072, n° 5045); Valcabrière pour 7 ans de 1428 à 1436 (Bibl. nat., *Clairambault* 220, n° 38). Durant tout le règne, Cordes reçoit une exemption totale de 10 ans en 10 ans (Bibl. nat., n^{lles} acq. fr. 7628, f. 95; Hérault, A 2, f. 78 v°); Sainte-Eulalie, pour 5 ans en 1439 (Bibl. nat., fr. 26069, n° 4522). Remises partielles : sommes variables : Narbonne 1 000 l. en 1421 (Narbonne CC2060), Bagnols 600 l. en 1421 (Bibl. nat., fr. 26044, n° 5652, 5716); Marcillac, moitié de sa cote en 1448 (Bibl. nat., P.O. 1089, Eudon, n° 2), Lodève, quart de sa cote en 1425 (Lodève, BB 1, f. 94 v°), Velay, 3 000 l. en 1455 (Bibl. nat. fr. 20583, n° 55). Ces exemptions ne sont pas toujours gratuites : les sommes que le roi consent à ne pas toucher reçoivent parfois une affectation, en général l'entretien des fortifications; c'est le cas à Saint-Esprit (Bibl. nat., P.O. 334, Bezes, n° 2), à Gallargues (Hérault, A 9, f. 120 v°), à Toulouse pour le don du quart des aides indirectes (Bibl. nat., *Clairambault* 220, n° 6). Les deniers provenant de la remise du tiers accordée à Montpellier pour les années 1455-1460 devaient être employés à la construction de la Grande Loge des marchands (A. Germain, *Hist. du Commerce de Montpellier*, p. j. CCVII).

148. Comme on peut le constater par l'examen des pièces comptables, les receveurs devaient présenter aux auditeurs des comptes copie de la grâce royale et certificat des bénéficiaires qu'ils avaient été tenus quittes : cela suffisait pour que la somme remise fut allouée sur leurs comptes. C'est ce que rappellent les États en demandant à Louis XI de ne pas mettre l'exemption accordée à Toulouse à la charge du pays « ainsi que du temps du roy Charles se souloit faire » (Doléances de 1468, art. 17). En 1484, les États de Velay prétendaient que Charles VII rabattait chaque année 10 000 livres au pays à cause des non-valoirs (Haute-Loire, 501 C 6093).

149. Pour les exemptions partielles, voir l'ordre aux commissaires du roi aux États de répartir sur les autres lieux et diocèses du pays de Languedoc « que verrez qui mieulx le sauront supporter » les 2 000 livres de remise accordée à Montpellier : A. Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, p. j. CCXV. Pour les exemptions totales cf. notes suivantes.

150. Par lettres du 28 mai 1463, ceci pour aider la ville à réparer les ravages du grand incendie qui venait de la dévaster (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 51; Toulouse AA 3, n° 275).

151. Doléances de 1464, art. 16.

152. « Ou regart d'iceulx de Tholoze, le roy entend que, quelque grace il

des démarches pressantes auprès du roi, démarches qui avaient pourtant connu un commencement de succès, mais sans lendemain¹⁵⁴. Les protestations contre les exemptions accordées à d'autres villes n'eurent pas de meilleur résultat¹⁵⁵. En revanche, les États finirent par avoir gain de cause en ce qui concerne la participation des villes exemptes aux frais communs du pays¹⁵⁶.

Les États ont aussi veillé à ne pas laisser s'accroître le nombre des exemptions individuelles. Traditionnellement, diverses catégories d'individus pouvaient, en raison de leur qualité personnelle, prétendre jouir d'immunités plus ou moins étendues. Bien que le principe ait toujours été affirmé que tout habitant, exempt ou non exempt, privilégié ou non privilégié, dût contribuer aux subsides royaux, cette affirmation de principe connaissait des exceptions. Si l'on met à part les « pauvres mendiants et misérables personnes »¹⁵⁷, trois groupes apparaissent comme privilégiés : les clercs, les nobles, les officiers royaux¹⁵⁸. Les États ont rarement

leur ait faite, que la somme octroyée viengne ens nectement et entierement ainsi que l'année passée » (Doléances de 1466, art. 4). En 1467, les États arguèrent de la clause d'après laquelle l'aide devait être levée « sur toutes manières de gens exempts et non exempts » pour demander de faire payer les Toulousains (art. 4 des doléances). Ils se virent répondre que c'était là « communs termes qu'on met en commissions des aides et n'est entendu sinon sur les particuliers habitans es villes et lieux des diocèses qui se voudroient aidier d'affranchissemens et exempcions ».

153. A partir de 1475, les doléances font mention d'une « provision de justice » obtenue à l'encontre de ceux de Toulouse (Doléances de 1475, art. 7, de 1478, art. 9).

154. Aux États de Tours, Charles VIII avait promis de soumettre la ville au régime commun, mais les Toulousains avaient su obtenir par la suite le rétablissement de leur privilège (par lettres du 22 juillet 1485 : Toulouse AA 3, n° 289). L'ambassade de septembre 1485 put, à nouveau, le faire supprimer (Hérault, A 14, f. 129; A 17, f. 108 v°). Mais les États ne purent faire appliquer la provision royale qui leur fut rapportée. Il est vrai qu'ils étaient gênés dans leurs revendications par le fait que la ville n'était pas en réalité totalement exempte; à la suite du retour du Parlement de Montpellier à Toulouse, celle-ci payait au roi une composition de 2 000 livres par an, portée au début du règne de Charles VIII à 2 500 livres (Bibl. nat., fr. 23915, f. 184 v°; Toulouse, AA 49, n° 2; AA 3, n° 289; Doléances de 1475, art. 1). La composition fut renouvelée le 8 avril 1486 (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes, 1485-86*, n° 10) et fut dès lors régulièrement payée.

155. Il s'agit du Puy que Louis XI affranchit en 1470 de toutes tailles « durant nostre temps » à l'occasion de la naissance du dauphin (Bibl. nat., fr. 20583, n° 56) et d'Alès qui fut exempté pour six ans par lettres du 28 novembre 1471 pour l'indemniser des dommages causés par une inondation (Alès, I S 11, n° 16). Ces exemptions ne furent pas renouvelées : pour Alès, voir Doléances de 1478, art. 9; pour le Puy, à partir de 1484 : E. Delcambre, *Le Consulat du Puy*, p. 148).

156. Au début de 1491, Toulouse envoie une ambassade à Charles VIII pour le supplier de ne pas acquiescer aux réclamations que les États lui avaient présentées à ce propos (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes, 1490-91*, n° 25). Ce nonobstant, la ville fut comprise dans la répartition des 14 550 livres levées pour subvenir aux frais de la Recherche générale (Hérault, A 3, f. 296 v°); mais elle ne s'exécute qu'à la suite de l'arrêt du 23 mars 1495 (Haute-Garonne, B 8, f. 450) qui la condamne, en outre, pour l'avenir, à contribuer *pro rata* aux dépenses communes du pays. A partir de l'année 1497-98, les comptes municipaux portent témoignage du paiement de cette quote-part des frais, les États ayant tenu la ville quitte pour le passé, moyennant versement d'une somme de 525 livres en février 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720).

157. Les États de 1464 leur firent adjoindre les veuves et orphelins dont les biens avaient une valeur d'estime inférieure à 50 l. t. (art. 9 des doléances).

158. A. Viala, *Le Parlement de Toulouse*, t. II, p. 362-392, a longuement analysé la situation fiscale de ces divers groupes.

prétendu aller à l'encontre de l'immunité qui paraissait attachée à leur personne¹⁵⁹, mais ils ont toujours affirmé avec force le principe, déjà ancien, que tout « bien rural et d'antique contribution » devait payer la taille, et ils l'ont fait proclamer dans de nombreuses ordonnances¹⁶⁰ comme ils l'avaient fait reconnaître dans les réponses des commissaires du roi à leurs doléances¹⁶¹. A la fin du xv^e siècle, ils se joignaient aux procès qui opposaient à ce sujet communautés et prétendus privilégiés¹⁶². Pour éviter les fraudes, les États s'efforcèrent de faire reconnaître le caractère pleinement réel de la taille; le vieux principe, déjà inséré au Digeste¹⁶³, en vertu duquel l'impôt frappant un immeuble devait s'acquitter au lieu de situation de cet immeuble, avait inspiré dès le xiv^e siècle des décisions royales¹⁶⁴, mais dans le premier tiers du xv^e, il était très fortement battu en brèche car, sous l'influence des grandes villes, la tendance était alors de prendre en considération le lieu du domicile de l'assujetti¹⁶⁵. La multiplication des acquisitions faites par la bourgeoisie urbaine allait soulever les protestations des petites localités qui voyaient maintenir leur cote globale et diminuer le nombre des cotisants; elles avaient pu obtenir, avec quelques difficultés, que l'on remédiât une première fois aux inégalités de répartition par la grande réparation de 1426¹⁶⁶, mais l'évolution économique allant toujours dans le même sens, les représentants des consulates lésés furent à l'origine de décisions particulières ayant pour but de rétablir la règle romaine¹⁶⁷. Plus spécialement atteints par ces mesures, les Toulousains essayèrent de s'y opposer en s'adressant directement au roi : ils voulaient avoir confirmation de leur privilège, mais ils n'obtinrent qu'une enquête confiée au général de Languedoc¹⁶⁸; elle ne leur fut certain-

159. Ils l'ont fait en 1433 (art. 12 des doléances). Mais ils reconnaissent généralement le privilège des nobles vivant noblement et des clercs vivant de leurs bénéfices (P. Just. 2, art. 2).

160. Ordonnance de 1443 (Hérault, B 13, f. 35; de 1464 (*Ordonnances des rois de France*, t. XVI, p. 268); de 1484 (Haute-Garonne, B 1900, f. 41 v°).

161. Doléances d'octobre 1442, art. 15, 1475, art. 9; 1500, art. 14 (vise les monnayeurs); 1501, art. 4 (concerne les parlementaires).

162. Les États se joignent au procès pendant entre le lieu de Puylaurens et le procureur général A. Faure qui refuse de contribuer pour les biens ruraux qu'il y détient (Haute-Garonne, C 2276, f. VI). Ils firent de même contre les maîtres de l'université de Montpellier et les maîtres des monnaies.

163. Digeste, L. 15, 4 § 2, 3 : *Is qui agrum in alia civitate habet, in ea civitate profiteri debet in qua ager est*.

164. Ordonnance, perdue, de Philippe VI, mentionnée dans l'ordonnance de 1447; ordonnance du duc d'Anjou du 13 octobre 1373 (Toulouse, AA 36, n° 53).

165. C'était le cas à Toulouse dont les habitants contribuaient « avec le corps de la ville de Thoulouse pour leurs heritaiges quelque part qu'ilz soient situés et assiz en la ville, viguerie et seneschaussées dudit Thoulouze et non ailleurs » (Toulouse, AA 38, n° 52). V. le résumé de l'évolution toulousaine dans Ph. Wolff, *Les « estimés » toulousaines...*, p. 36-41. C'était le cas de Carcassonne (Haute-Garonne, 51 B 1, f. 199; Hérault, A 2, f. 279; Doléances de 1475, art. 9) et du Puy (E. Delcambre, *Le consulat du Puy*, p. 155).

166. Hérault, A 232, f. 213; Lodève, BB 1, f. 105 v°; *Annales du Midi*, t. XXVI, p. 362.

167. Arrêt des généraux des aides contre les habitants de Carcassonne, 6 avril 1438, et contre ceux de Toulouse, 9 mars 1443 (Hérault, A 2, f. 279, 370).

168. Ils affirmaient qu'on voulait les faire payer pour une même chose en deux lieux, puisqu'on avait tenu compte dans leur estime de l'ensemble des biens qu'ils possédaient dans l'ensemble de la sénéchaussée (Toulouse, AA 38, n° 52).

nement pas favorable; quelques mois plus tard, l'archevêque de Reims, envoyé présider les États de Montpellier, rapportait au roi les « querelles » du pays¹⁶⁹; il en résulta l'ordonnance du 30 janvier 1447, texte de portée générale; tous les « possesseurs d'ancienneté contribuables aux aides et aux tailles royaux » devaient contribuer aux lieux où ils étaient situés, même si leurs détenteurs demeuraient autre part¹⁷⁰. L'ordonnance était sans doute trop rigoureuse : des dérogations durent être prises en faveur de situations particulières¹⁷¹ et des atténuations furent apportées à ce nouveau régime par une ordonnance du 23 octobre 1450; elle exigea le respect des accords passés entre les localités voisines¹⁷², accords qui avaient pour but de faciliter la levée de l'impôt sur le plan local¹⁷³. Ce fut le régime définitif, confirmé à plusieurs reprises à la demande des États, qui s'efforcèrent toujours de minimiser le plus possible ces transactions¹⁷⁴; il fut appliqué sans faiblesses¹⁷⁵, sous le contrôle des généraux des aides, malgré les tentatives isolées de quelques contribuables qui donnaient comme prétexte à leur refus de contribuer leur « défaut de demourance »¹⁷⁶.

Enfin, les États ont facilité, autant qu'ils l'ont pu, la tâche de ceux qui devaient payer l'impôt et de ceux qui devaient le percevoir à l'échelon inférieur. Pendant longtemps ils ont débattu avec les commissaires du roi la date des échéances après lesquelles les autorités fiscales étaient en droit de prendre des mesures de coercition à l'égard des responsables de la levée¹⁷⁷. Dans la première moitié du xv^e siècle, le nombre et la date des « termes » varient en raison des besoins financiers du roi et de l'irrégularité des sessions de l'assemblée¹⁷⁸. Avec l'établissement en permanence de

169. Il se plaignait que « les habitants des bonnes villes qui sont riches marchands acquièrent grosse partie du possesseur des petits lieux ».

170. *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 493.

171. En raison de la situation spéciale du Gévaudan, il est interdit de faire contribuer les habitants de Marvejols hors de leur ville, 29 décembre 1452 (Hérault, A 12, f. 296 v°).

172. En vertu de cette ordonnance, il est interdit aux habitants de Villevieille d'imposer ceux de Sommières qui possèdent des biens à Villevieille (Hérault, A 12, f. 256). Le respect des accords entre localités voisines est encore répété par les commissaires du roi aux États de 1459 (art. 11 des doléances).

173. Exemple : accord entre Lodève et le lieu voisin des Plans à propos des tailles du mas de Carle : le possesseur paiera sa part dans l'une ou l'autre localité, selon le lieu de son domicile (Lodève, BB 2, 24 novembre 1437).

174. Doléances de 1475, art. 9, 1476, art. 16; 1478, art. 15; cahier des États Généraux de Tours. On peut signaler une réaction en sens contraire, lors de l'assemblée qui rétablit les tailles en Languedoc : « est assavoir que tous chefs d'ostel qui ont heritages et possessions en plusieurs lieux et dont lesdites estimés seront faites en quelque part qu'ilz soient situés en Languedoc paieront pour tout ce qu'ilz tiennent es lieux ou ils font residence et demourance » (Doléances de 1464, art. 9).

175. Refus de revenir sur l'exemption de subsides en faveur des Toulousains, parce que « de ce qu'ilz ont en la diocese et ailleurs hors de ladite ville contribuent partout » (Doléances de 1468, art. 17).

176. Arrêts des généraux des aides (Hérault, A 3, f. 229 v°, A 14, f. 28, 64 v°); du Parlement (Haute-Garonne, B 7, f. 42 v°).

177. Pour l'aide de 1444, le roi aurait voulu être contenté avant le mois de mai 1445; les États demandaient de retarder le paiement jusqu'en septembre : les commissaires leur accordèrent terme au 30 juin. (Doléances, art. 5).

178. Les aides de février 1441 et avril 1446 sont levées à deux termes

la taille des gens de guerre, l'aide est perçue à trois termes qui sont, à de très légères variantes près, juillet, octobre et décembre¹⁷⁹. Malgré leurs demandes répétées¹⁸⁰, les États ne purent obtenir le paiement par quatre termes égaux au long de l'année financière (1^{er} septembre-31 août) qu'après les réformes fiscales de Louis XI en 1464-65¹⁸¹. Lorsque le paiement à quatre termes fut devenu effectif, ils durent à nouveau s'occuper du problème pour les crues, et, là aussi, leur action valut souvent aux contribuables des délais supplémentaires¹⁸². Mais il fut difficile de faire respecter ces concessions par une administration qui, malgré des assurances renouvelées, eut fréquemment recours au procédé dit de l'avancement, de l'anticipation ou de l'accumulation de termes¹⁸³. Les victimes en étaient les receveurs diocésains qui devaient bien souvent procéder à des emprunts pour répondre à de telles exigences¹⁸⁴; les victimes en étaient aussi les communautés qui étaient contraintes de passer avec les receveurs de nouveaux accords plus onéreux pour elles¹⁸⁵. Les protestations des États eurent quelques succès vers la fin du règne de Charles VII, mais Louis XI et surtout Charles VIII et Louis XII, plus

(Arch. nat., K 66, n° 14; K 68, n° 24). Le nombre est en général fixé à trois : 1422 (art. 2 des doléances), 1431 (Arch. nat., K 63, n° 15) etc... On en trouve exceptionnellement quatre en 1423 (p. just. n° 2).

179. A partir de 1447, la moitié de la cote et les frais se payaient au premier terme; le reste de la cote était partagé également entre les deux derniers (voir les commissions d'assiette).

180. Doléances de 1443, art. 8; de 1447, art. 7; de 1450, art. 7; de 1451, art. 5. A Gannat, ils avaient accepté les trois termes, mais auraient voulu un paiement par tiers qu'ils n'obtinrent pas.

181. Le paiement à quatre termes commence en 1466 (Arch. nat., K 691, n° 42). Par esprit de contradiction, les États, qui, lors du rétablissement des tailles avaient proposé sans succès un paiement à deux termes (Noël et saint Jean-Baptiste), auraient voulu alors que l'on revint au système à trois termes, encore employé en 1645 où on avait dû lever la moitié de l'aide au 25 février en raison des difficultés rencontrées pour faire les assiettes à la suite des opérations de l'estime générale et des contestations qui en étaient découlées (Doléances de 1466, art. 4).

182. En principe, les crues devaient se payer aux deux derniers termes de l'année financière en cours (31 mai et 31 août). Ce fut la règle adoptée dès la première crue ordonnée par Louis XI (Arch. nat., K 691, n° 23). Lorsqu'elles devinrent très importantes, les États firent apporter des aménagements : en 1475, les commissaires du roi maintinrent les termes mais promirent qu'il n'y aurait pas d'exécution avant le 1^{er} avril suivant (art. 1 des doléances); en 1476, bien que le roi ait fixé les termes traditionnels de la crue, les commissaires en octroyèrent trois : 1^{er} août, 1^{er} novembre, 1^{er} janvier (Arch. nat., K 691, n° 53); à partir de 1477, les crues se perçoivent aux termes des 1^{er} octobre, 15 novembre, 15 janvier (Doléances de 1478, art. 1). Des mesures analogues seront prises pour l'octroi sous Charles VIII. Ainsi, en 1494, l'octroi, dont un tiers devait être payé au premier terme de l'aide en cours et le reste partagé entre les trois derniers termes, sera, à la demande des États, levé en quatre portions égales (Bibl. nat., P.O. 739, Croix, n° 43). L'octroi de 1497 vit son quatrième et dernier terme reporté du 1^{er} septembre au 15 décembre (n° 52).

183. Ainsi, le dernier terme du subside de 1424 fut ramené de Pâques au 20 février 1425; les deuxième et troisième termes de l'aide d'Espaly, en 1425, durent être payés avec le premier; la même année, les termes de l'aide de Mehun avaient été fixés aux 15 août, 15 novembre, 1^{er} janvier, ils furent ramenés aux 15 mai, 15 août, 15 novembre (Hérault, A 9, f. 130, 145, 246).

184. Ils avaient parfois recours à des emprunts forcés sur les plus riches habitants pour faire face à de telles anticipations; c'est le procédé employé à Béziers pour l'aide de Mehun (Haute-Garonne, 51 B 2, f. 37).

185. Pour anticipations, les receveurs se voient attribuer à partir de 1513 des gratifications de 300 à 500 livres.

tard François I^{er}, devaient faire du procédé une véritable institution¹⁸⁶.

De même, les États s'efforcèrent d'obtenir quelque adoucissement à la rigueur des mesures de contrainte nécessaires pour obliger les redevables de l'impôt à s'exécuter dans les délais fixés. Ils prirent cette tâche d'autant plus à cœur que la plupart de leurs membres étaient, en tant qu'officiers municipaux, responsables à l'égard du receveur diocésain de la rentrée régulière de la cote de leur communauté. La dette de l'impôt étant considérée comme la propre dette du roi, le receveur disposait de la contrainte par corps à l'encontre des « administrateurs de la chose publique » ; il pouvait faire incarcérer les capitouls, consuls et autres syndics en prison fermée et l'action des États tendra, d'une part, à faire disparaître des pratiques jugées abusives¹⁸⁷, d'autre part, à transformer l'incarcération en arrêt à l'intérieur de la maison commune¹⁸⁸ et à en limiter la portée¹⁸⁹. On fera préciser que l'incarcération ou l'arrêt doit avoir lieu sur place¹⁹⁰ et il est interdit, en particulier, d'arrêter un consul qui se rend en une ville de foire¹⁹¹. On s'efforce, de même, de protéger les biens personnels des administrateurs que les commissaires désignés pour l'exécution des communautés faisaient vendre à l'encan¹⁹².

Mais les États ne se désintéressaient pas du simple contribuable ; par un souci d'équité, ils entendaient que le particulier qui avait acquitté sa part ne fût pas contraint à payer la cote d'autrui¹⁹³, ni à supporter les frais d'exécution des récalcitrants¹⁹⁴ ; ils se préoccupaient de faire condamner les procédés trop rigoureux

186. Par « mutations de termes », on a levé du pays en deux ans la valeur de trois années de subsides (Doléances de 1498, art. 1 et P. Dognon, *Institutions...*, appendice n° 6).

187. Les géoliers exigeaient des administrateurs emprisonnés un droit d'entrée et d'issue de 5 s. t. à l'entrée et à la sortie de prison, droit réduit à 2 s. 6 d. (Doléances de 1462, art. 17 ; de 1482, art. 17) ou supprimé certaines années (Doléances de 1478, art. 25). On obtient que l'incarcération n'ait pas lieu « es prisons et carces ordinaires a mettre les crimineux ou malfacteurs » mais en lieu honnête (Doléances de 1478, art. 25).

188. L'arrêt en la maison commune est déjà demandé en 1449 (art. 11 des doléances) ; on fait remarquer que les receveurs auront plus facilement satisfaction (Doléances de 1480, art. 16). L'arrêt est, parfois, de longue durée : deux mois à Toulouse en 1451 (Toulouse, *Comptes 1451*, f. 30 v°) ; un mois dans la même ville en 1465 (*Pièces à l'appui des Comptes 1463-64*, n° 10) ; vingt six jours à Montpellier (Montpellier, BB 187, pièces extr. 1459).

189. Les commissaires du roi de 1476, 1479, 1482 et 1483 acceptent que la moitié seulement des consuls soient mis aux arrêts afin que les autres puissent s'occuper des affaires de la ville ; ils autorisent aussi les arrêtés à aller passer la nuit en leurs demeures en raison de la disposition des maisons communes qui sont fort froides (art. 4, 12, 11 et 16 des doléances).

190. Doléances de 1447, art. 14 ; de 1476, art. 9 ; seule dérogation : lorsqu'il n'y a pas de maison commune, l'arrêt sera subi en la plus proche ville du diocèse (Doléances de 1479, art. 12).

191. Doléances de 1476, art. 9.

192. Ainsi, à Toulouse, le capitoul G. David se voit saisir quatre pièces de drap d'Angleterre d'une valeur de 80 livres ; le capitoul J. de Mazac voit vendre « *hun libre appellat Decret* » pour 40 l. ; le capitoul G. Faure des marchandises pour 15 livres. (Toulouse, *Comptes 1439*, p. 12). Les capitouls essaient parfois de se défendre en invoquant les articles des États et en faisant appel (*Ibidem*, AA 57, n° 22) ; les consuls de Montpellier font de même (Montpellier, BB 67, 4 mars 1458).

193. Doléances d'octobre 1439, art. 43, de 1442, art. 13.

194. Doléances de 1444, art. 15.

employés par les sergents ¹⁹⁵ et d'assurer la régularité des opérations de saisie ¹⁹⁶; ils purent faire exclure de ces opérations les animaux de labour, les instruments aratoires, les « outils mécaniques » ¹⁹⁷. Ils cherchèrent enfin à diminuer le plus possible le prix des exécutions en les faisant confier aux seuls sergents ordinaires ¹⁹⁸ et en faisant établir un tarif qu'ils s'efforceraient de faire respecter ¹⁹⁹.

L'insistance avec laquelle les doléances reprennent au fil des ans les mêmes réclamations témoigne de la difficulté qu'ont eu les Etats à faire observer par tous ces mesures, mais des exemples prouvent que leur action ne fut pas inutile ²⁰⁰.

Les communautés, qui formaient la plus grande partie de l'assemblée, suivaient une politique parallèle à celle que les Etats pratiquaient pour le pays. Elles voulaient que le plus grand nombre possible de personnes contribuât sur leur part et elles se chargeaient de signaler les abus commis par les privilégiés, car, s'il y en avait trop, « fault que le surplus des habitants desdits lieux, qui sont en bien petit nombre, portent les frais et toute la charge sur eulx » ²⁰¹. A leur instigation, les États, dès 1449, dénonçaient le procédé de fraude, alors le plus employé par les roturiers, celui qui consistait à profiter des avantages que Charles VII venait de conférer aux villes d'Aiguesmortes et de Villeneuve de Berc en se faisant reconnaître « bourgeois » de ces villes ²⁰²; ils protestaient aussi contre ceux qui utilisaient sans

195. Interdiction leur est faite d'enlever le toit des maisons (Doléances de 1483, art. 19).

196. On exige que l'exécution se fasse par sergent royal et l'on fait interdire aux receveurs particuliers de la confier à leurs clercs ou valets (Doléances de 1433, art. 8). Les gages pris par exécution ne seront pas transportés hors de la juridiction du lieu où ils ont été saisis (Doléances de 1466, art. 7); les denrées saisies dans les villages seront vendues aux marchés des villes voisines afin que l'exécuteur ne les achète pas au rabais (Doléances de 1478, art. 26). Les « inquanteurs » doivent assurer gratuitement la vente aux enchères des gages saisis et non percevoir les droits qu'ils touchent à l'occasion de ventes particulières (Doléances de 1483, art. 14).

197. Doléances de 1444, art. 15; 1459, art. 10; 1466, art. 7; 1476, art. 4. Cependant, les animaux de labour seront saisis s'il n'y a pas d'autres biens (Doléances de 1483, art. 19).

198. Doléances de 1431, art. 16. Si un sergent vient de l'extérieur, il ne percevra que l'émolument d'un sergent ordinaire (Doléances de 1466, art. 7).

199. 10 sous tournois par jour pour un sergent à cheval. 5 sous pour un sergent à pied : tarif ordonné par le roi dès 1428 (Hérault A 10, f. 38 et 52) et réclamé par la suite par les Etats (Doléances de 1430, art. 14). Mais les sergents exigeaient souvent beaucoup plus! Par exemple, un sergent du Châtelet touche 16 livres pour 14 jours (Toulouse, *Comptes*, 1441, f. 13); un autre commissaire obtient 64 livres pour 27 jours (*Pièces à l'appui des comptes* 1463-64, n° 17). Contrairement aux articles, tous les sergents prenant part à l'exécution sont payés : Toulouse, *Comptes* 1441 f. 13; Bibl. nat., fr. 26078, n° 6052, etc...). Les sergents usaient de procédés frauduleux pour tourner ces prescriptions : ils pratiquaient plusieurs exécutions le même jour et prétendaient toucher de chacun des exécutés la totalité de leur salaire journalier (Doléances de 1466, art. 15), ou faisaient croire qu'ils détenaient un ordre d'exécution pour pouvoir rançonner à leur aise les particuliers.

200. Deux des consuls de Gignac ayant été incarcérés à Pézenas en raison des tailles de la ville, celle-ci invoque les articles passés aux Etats précédents pour obliger le lieutenant du gouverneur à les transférer à Béziers (Gignac, BB 1, 31 décembre 1478 et 7 janvier 1479).

201. Doléances de 1457, art. 16.

202. Car « ils efforcent eulx exempter... de payer la taille dudit seigneur

droit l'exemption reconnue aux universitaires en matière fiscale : les uns faisaient inscrire leurs enfants en une quelconque université et leur donnaient tous leurs biens, les autres allaient s'installer à Paris, Toulouse ou ailleurs et se faisaient délivrer des certificats de complaisance ²⁰³. Contre la multiplication « des escolliers et suppostz des Universitez » ils demandaient la réduction de leur exemption à la partie de leurs biens nécessaires pour assurer leur entretien et la fixation d'un nombre d'années nécessaire à l'achèvement de leurs études, pendant lequel ils pourraient en jouir ²⁰⁴. Ils devaient avoir satisfaction sous François I^{er} ²⁰⁵.

Le même esprit de justice fiscale faisait dénoncer les pratiques qui permettaient aux assujettis de diminuer leur quote-part ²⁰⁶, et explique tout naturellement l'opposition des Etats aux diverses tentatives que fit la royauté pour introduire le système des francs-archers en Languedoc, puisque c'était là diminuer le nombre des contribuables ²⁰⁷. L'intervention des Etats en matière monétaire était inspirée par les mêmes soucis. Dans les moments de crise, ils s'efforçaient d'empêcher les « mutations » toujours préjudiciables au commerce; ils dénonçaient les abus des monnayeurs, voulaient réduire le nombre des ateliers royaux, demandaient que les receveurs prennent toutes monnaies des contribuables; sous Charles VII, ils sont plusieurs fois intervenus pour fixer la valeur « de la monnaie blanche et de la monnaie noire » et ont passé à ce propos divers accords avec les représentants du roi ²⁰³, lequel, durant tout le xv^e siècle, garda l'habitude de les consulter à ce sujet ²⁰⁹.

sans ce qu'ilz gardent les ordonnances desdites bourgeoisies, ainçois dient qu'ilz en payent certaines sommes d'argent sans autre chose faire, ilz seront réputés bourgeois et joyront des privileges, qui seroit grant desrogacion aux autres lieux du pays » (Doléances de 1449, art. 20).

203. Doléances de 1456, art. 9, de 1457, art. 15).

204. Car, disaient-ils, « ung jeune heretier riche de dix ou douze mille livres ou de plus ou moins, se fera ung escolier et matricule de quelque Université affin qu'il soyt exempt des tailles et, si ainsi se fait, advient que la portion dudit escolier est privilégiée, laquelle seroit de ung tiers ou ung quart de la paroisse ou ledit escollier a sesdits biens, sera remise sur deux ou troys pauvres laboureurs de ladite paroisse, lesquels faudra qu'ilz payent pour ledit escolier riche, jaoit ce qu'ilz soyent pauvres et miserables » (Doléances de 1511, art. 13).

205. En 1535, *Catalogue des actes de François I^{er}*, t. II, n° 7922.

206. La plus fréquente consistait pour les commerçants d'omettre de déclarer les capitaux qu'ils prêtaient à intérêt; pour les agriculteurs, les revenus qu'ils tiraient du louage de leur bétail (Doléances de 1468, art. 14).

207. Doléances de 1462, art. 9. Les Etats de 1466 avaient allégué le danger de voir choisir pour francs-archers des personnages payant de 20 à 50 francs de taille ce qui contraindrait les autres habitants du lieu à porter leur charge : ils obtiennent un sursis (art. 33 des doléances). L'ordre de Charles VIII à ses sénéchaux d'établir un certain nombre de francs-archers dans le pays, ordre qui se situe dans le cadre de la réorganisation générale de l'infanterie par tout le royaume en 1486 (A. Spont, *La milice des Francs-Archers*, p. 38), vit le syndic de la sénéchaussée de Beaucaire faire immédiatement opposition (Hérault, A 18, n° 22) et fut révoqué quelques mois plus tard à la demande des Etats (Caseneuve, *Chartes...*, p. 87).

208. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 831.

209. La P. just. n° 14, qui date de 1487, fixait la valeur des monnaies qui devaient être reçues par les receveurs diocésains et était attachée aux commissions d'assiette.

En résumé, l'action des Etats en matière d'aide a été considérable. Elle peut se situer sur un double plan. D'une part, elle a tendu à l'amélioration de la situation des contribuables; d'autre part, elle a permis aux Etats d'intervenir dans l'administration même de l'impôt. Cette intervention devait être plus considérable encore pour les impôts indirects.

SECTION II : LES AIDES ET L'ÉQUIVALENT

Le rôle des Etats a été, sur ce point, capital. L'équivalent est, en quelque sorte, leur œuvre; ils l'ont véritablement créé et ont su toujours conserver la haute main sur lui.

Impôt indirect de consommation, il tire son nom du fait qu'il a été substitué aux aides. On a vu que, le 30 janvier 1418, Isabeau de Bavière avait ordonné la suppression des aides ou impositions en Languedoc, Guyenne et Auvergne¹. Le dauphin fut contraint d'édicter des mesures analogues². Devenu roi, ses tentatives pour rétablir de telles impositions sous une forme ou sous une autre se heurtèrent pendant plus de quinze ans à la résistance des Etats de Languedoïl qui réussirent à les faire remplacer par un impôt direct : l'aide au lieu des aides³. Leur rétablissement définitif fut l'œuvre des Etats de Poitiers (janvier 1436) et de l'ordonnance du 28 février 1436. En Languedoc, Charles VII avait été plus heureux. Les Etats de Montpellier signalent, en avril 1437, « des charges nouvelles mises sus de nouvel, c'est assavoir depuis XVIII ans en ça que les aides furent abattues⁵ ». Ils en réclamaient la suppression car les aides venaient d'être rétablies en Languedoc.

Une première tentative eut vraisemblablement lieu en 1435 car, à cette date, la ville de Montpellier interdit aux délégués qu'elle envoya aux Etats de consentir à une telle demande⁴. Désireux

1. *Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 429. Le 3 avril 1418, constatant que « par la coulpe et mauvaïtié desdits entrepreneurs, lesdites aides aient encore cours », la reine, à la requête des ambassadeurs de Languedoc, renouvelait la suppression des aides (*Ibidem*, p. 450). Les commissaires qu'elle envoya dans le pays furent tout particulièrement chargés de veiller à l'application de l'ordonnance (d'Aigrefeuille, *Histoire de Montpellier*, p. 195).

2. Il accordait l'exemption des aides à l'Auvergne, dès le 9 juillet 1418 (*Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 455) au Languedoc, le 11 octobre 1418 (Toulouse AA 50, n° 17²). Aux Etats de Carcassonne, en mars 1420, il confirmait l'ordonnance de Charles VI d'avril 1381 supprimant « tous subsides » en Languedoc (Arch. nat., H 2960).

3. En 1423, 1425, 1432, 1435 (G. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 580, 588, 597, 600).

4. *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 211.

5. Toulouse, AA 87, n° 6; Voir aussi : *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 864. Ces droits étaient : la traite de 10 d. pour livre sur toutes les marchandises « yssans dehors de nostredit royaume » établie dès 1421; la traite du blé de 2 gros par setier, la traite du vin de 15 s. par muids. Certains de ces droits avaient été établis ou avaient vu leur tarif modifié à la demande des Etats. En 1434, l'évêque de Laon imposait 5 s. par saumade de blé et 1 mouton d'or par muids de vin qui sortiraient du pays afin d'éviter la disette. (Hérault, A 10, f. 265 v°).

6. *Casu quo in dicto consilio tractaretur de imponendo in presenti patria impositiones, quod in hoc onere imponendo nullo modo consenciant* (Mont-

d'éviter le renouvellement de ces difficultés, Charles VII préféra prendre les devants et mettre les Etats devant le fait accompli. Il les avait convoqués pour le 8 janvier 1437 à Béziers; or, déjà, dans cette ville, « les commissaires ordonnéz par le roy au pays de Languedoc sur le fait des aydes naguieres ordonnées estre mises sus pour la guerre » étaient à l'œuvre. Dès le 27 janvier, ils ordonnaient aux juge mage et élus du diocèse de Nîmes d'avoir à faire publier le taux des aides et prescrivaient leur levée à partir du 1^{er} février⁷. Les Etats, dont la session ne commença qu'aux environs du 20 janvier, firent certainement des remontrances⁸, qui n'empêchèrent du reste pas les commissaires du roi « aians plains pouvoirs » de pourvoir aux offices des élus⁹, mais qui ne furent pas tout à fait vaines, puisque fut ainsi obtenue l'abolition des droits énumérés plus haut¹⁰.

Les aides consistaient en un impôt de douze deniers pour livre sur toute denrée vendue ou échangée dans tout le Languedoc¹¹, du huitième du vin vendu au détail, du vingtième du vin vendu en gros et en une imposition foraine de six deniers pour livre¹². Mais la réforme ne se bornait pas là. Sous couleur de substitution d'un droit à un autre, des modifications importantes étaient apportées dans l'administration fiscale telle que l'action des Etats l'avait façonnée depuis vingt ans. Dès le début de 1437, les élus étaient rétablis avec toutes leurs prérogatives¹³. Fonctionnaires royaux,

pellier, BB 49, f. 33). Dans le débat qui opposa la sénéchaussée de Beaucaire à celles de Toulouse et de Carcassonne à propos des 25 000 moutons que les Etats avaient décidé d'offrir au roi outre l'aide, il fut dit par les uns que cette somme avaient été octroyée *pro faciendo cessari factum impositionum et mutationis monetarum ex parte domini nostri regis in dicto consilio petita* (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 862, II).

7. Hérault, A 11, f. 32 v°.

8. Nous ne connaissons les doléances de ces Etats que par un ancien inventaire d'archives des Etats du Velay publié par A. Jacotin, *Preuves de la maison de Polignac*, t. II, p. 105. Il nous apprend que les demandes du roi furent exposées par l'archevêque de Toulouse, les évêques de Laon et de Poitiers, Hugues de Mer (*sic*) et Gallois de Pie de Fou; et que « les Estaz de la province voulans exepter, comme avoict esté fait auparavant en l'an 1411, les victuailles n'excedant 5 solz, ne leur fust accordé ». L'inventaire ajoute : « beaucoup d'autres partyculliarités concernant le bien de la province estoient propozées et peu accordées par le roy, qui denotte que sa Majesté avoict les affaires proches dans son royaume ».

9. Dès le 23 janvier 1437, Jean Fabre, élu au diocèse de Narbonne, prêtait serment entre leurs mains (Bibl. nat., fr. 26062, n° 3180); le greffier de l'auditoire de Toulouse était désigné dès le 30 janvier (Hérault, A 2, f. 179 v°). Ce qui montre bien la volonté royale de ne pas se laisser détourner de sa décision, c'est le fait que, pendant tout le mois de février, on procède à la désignation des nouveaux fonctionnaires : les trois élus de Toulouse sont désignés par les commissaires royaux siégeant à Béziers, les 8, 11 et 13 février; leur nomination est confirmée par le roi, à Nîmes, le 21 février; par les généraux des finances, à Montpellier, les 10 et 12 mars (*Ibidem*); l'élu du diocèse de Montauban est désigné le 21 février (Bibl. nat., P.O. 1688, Léonard, n° 8).

10. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 864. Ces droits devaient cesser d'être levés à partir du 24 juin 1437.

11. Et non aux seules transactions des foires de Pézenas et de Montagnac, comme l'indique A. Spont, dans *Annales du Midi*, t. III, p. 233.

12. Les aides supprimés en 1418 étaient : l'imposition de 12 d. par livre de toutes denrées le vingtième du vin vendu en gros et le « quatrième du vin et autres breuvages » vendus à détail (Toulouse AA 50, 172).

13. Les trois élus du diocèse de Toulouse entrèrent en fonctions dès le 3 avril 1437. (Voir le procès-verbal de leur installation : Hérault, A 2, f. 179

ils étaient chargés de bailler les aides à ferme et, dans leur auditoire, connaissaient de toutes les difficultés soulevées par la levée des nouveaux impôts, avec appel à la Cour des Aides, créée au même moment à Montpellier¹⁴. Mais leurs pouvoirs furent immédiatement étendus aux impôts directs; dès le 22 avril 1437, Charles VII retirait toute compétence en matière de tailles aux sénéchaux pour la donner aux élus et aux « généraux conseillers ordonnés sur le fait de la justice tant du domaine que des aides en Languedoc et Guyenne¹⁵ »; de plus, ils allaient être substitués aux « ordinaires des lieux » pour présider aux assiettes diocésaines¹⁶ et devaient travailler aussitôt à limiter les pouvoirs que les consuls des villes chefs de diocèse avaient su se faire reconnaître¹⁷. Tout ceci n'était pas de nature à plaire aux Languedociens qui avaient, au contraire, toujours cherché à prendre le plus possible en mains l'administration des subsides qu'ils concédaient. Aussi, les protestations et réclamations commencèrent aussitôt. Dès avril 1437, les Etats demandaient l'exemption totale pour les nobles¹⁸, la réglementation des aides telle qu'elle était avant 1418 et supplièrent le roi de réduire la rigueur des instructions sur le fait des aides « à tout la plus gant équité que faire se pourra¹⁹ ». Comme ils n'avaient octroyé le cours des aides que pour trois ans, ils demandèrent, dès 1439, leur suppression²⁰ et renouvelèrent chaque

v°); ils établirent leur auditoire dans l'hôtel appartenant à Guillaume de Saint Anthonin, marchand, situé « en la carrière de Ramon del Pharo » (Bibl. nat., *Clairambault* 220, n° 4).

14. Le 20 avril 1437, sont nommés « generaulx, conseillers et juges souverains sur le fait de la justice des aides » : l'archevêque de Toulouse, les évêques de Laon et de Béziers, maître Arnault de Marle, Pierre du Molin, Jehan de Aey (Haute-Garonne, C 2182, f. 65).

15. Hérault, A 11, f. 63.

16. Le subside accordé à Montpellier en 1437 fut encore réparti suivant la procédure ancienne, du moins dans le diocèse de Comminges où les commissaires à l'assiette furent les consuls de Montréjeau et le représentant du juge royal (Bibl. nat., fr. 23900, f. 408). Mais à Albi l'assiette diocésaine était présidée, dès 1437, par mess. *Phelip de Pradal, jutge d'Albi et d'Albeges, los ss^{os} helegitz de las impositios de la diocesa d'Albi, commessaris deputatz par lo rey nostro sobiran ssenhor* (Cordes, CC 45, assiette du 16 mai 1437). Dès 1438, l'assiette est placée sous la présidence des élus, notamment à Carcassonne et Lavaur (Bibl. nat., fr. 23900, f. 232 et 45), à Alet (Arch. nat., K 64, n° 31). La conduite des élus aux assiettes soulève diverses plaintes (Doléances de 1439, art. 34; de 1441, art. 27; d'octobre 1442, art. 21).

17. En un mot, les élus sur le fait des aides vont exercer leur activité en Languedoc comme dans le reste de la France et il suffit de renvoyer, quant à leurs attributions, à l'ouvrage de G. Dupont-Ferrier, *Etudes sur les institutions financières de la France au Moyen Age*, Paris, 1930-1932.

18. D'après l'ordonnance du 28 février 1436, les nobles étaient exempts à condition de ne pas vendre leurs denrées au détail. Il ne semble pas que Charles VII ait accédé à la requête qui lui fut présentée; lorsque, le 4 mai 1437, il confirma à Pézenas certaines ordonnances édictées par ses prédécesseurs, il ne renouvela pas celle de Charles VI, de 1381, portant exemption pour les nobles de toutes impositions, alors qu'il l'avait fait en 1420 (Hérault, B 13, f. 13).

19. Toulouse, AA 87, n° 6, art. 9, 16, 19.

20. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 871, art. 17. Bernard de Rosier la réclama de son côté dans le discours qu'il prononça l'année suivante au nom de la délégation du Languedoc aux Etats de Bourges (*Annales du Midi*, t. IV, p. 19). Les aides reentraient, semble-t-il, assez mal. En 1440, il y eut des moins-values assez considérables et une commission fut donnée à N. de Voisines qui « a trouvé plusieurs fautes en aucuns lieux » et il y eut des compositions pécuniaires (Réponses aux doléances de 1441, art. 3). La même année, Charles VII

année leurs doléances à ce sujet, sans aucun succès, le roi se retranchant derrière les nécessités financières du moment, ses commissaires répondant qu'ils « n'avaient pas auctorité ne puissance d'y donner provision et que par le roy estoit à faire; si aient charge ceulx du pays d'en parler au roy²¹ ». Aussi, les ambassadeurs désignés en octobre 1442 par les États de Béziers reçurent des instructions précises pour réclamer de façon instante l'abolition des aides²². Ils commencèrent par se voir opposer un refus formel. Charles VII présentait les « impositions » comme le plus juste moyen de répartir l'impôt; attendu que « chacun en paye sans nul excepte et qui plus despent plus en paye »; il n'était donc pas délibéré de les abattre, cependant il ne se refusait pas à certaines réformes et fit rédiger un avis qu'il remit aux ambassadeurs²³. Qu'offrait-il? Essentiellement, de faire lever les aides « en la main du roy, sans les bailler a ferme »²⁴, la perception devant être entièrement remise aux élus assistés d'un receveur, désigné par le roi ou ses représentants. Ces propositions furent faites à Montauban au début de 1443; elles ne donnaient nullement satisfaction aux ambassadeurs des États qui avaient demandé une suppression pure et simple. Revenant à la charge, ils remanièrent et développèrent considérablement l'article 1^{er} de leurs doléances et, après avoir énuméré tous les inconvénients qu'entraînait la perception des aides (exode des populations, arrêt du commerce avec les étrangers, etc.), ils firent une proposition concrète : puisque les aides étaient levées pour subvenir aux dépenses occasionnées par la guerre, ils offrirent pour trois ans « ou lieu et compensation desdictes impositions » la somme de quatre-vingt mille livres qui était, disaient-ils, « trop plus grant que ce que le roy a desdictes impositions »²⁵ et ils demandèrent que cette somme fut levée par les États « a moindre charge que ne sont lesdictes impositions et par autre maniere que par taille, comme sur les vivres, marchandises et autrement selon la qualité et disposition plus convenable et prouffitable a chacune diocese »; cette somme, les États la « feront cueillir, lever et bailler » au trésorier général de Languedoc tous les trois mois. L'offre était séduisante car elle assurait au roi une somme annuelle fixe fort

faisait saisir les recettes des aides et suspendait les receveurs pour deux mois (Hérault, A 11, f. 141 v°). Le roi lui-même prescrivait des dérogations aux règles en matière d'administration des aides; en 1442, il retirait aux élus le droit de bailler les aides à ferme et ordonnait à ses commissaires (T. du Chatel, J. de Jambes, J. Cœur) de délivrer ces fermes moyennant argent comptant. Ceci pour trouver immédiatement de l'argent (Arch. nat., K 1173, n° 6).

21. Doléances de mai 1442, art. 3.

22. Doléances de l'ambassade de 1442-1443, art. 1.

23. « Advis pour faire lever les aydes en Languedoc pour la conservation du droit du roy, remédier aux exactions, fraudes et abus qui se pevent faire par les officiers, sergens, fermiers et autres et a la moindre charge pour le peuple dudit pais » (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 34 v°).

24. Le bail des aides à ferme donnait, en effet, lieu à beaucoup d'abus. Charles VII s'était déjà ému des collusions qui s'opéraient entre élus et candidats fermiers lors des enchères et, le 21 octobre 1441, avait prescrit une enquête à ce sujet (Hérault, A 11, f. 243).

25. Doléances de mars 1443, art. 1.

importante et elle le débarrassait des tracas et des aléas de la levée. Aussi, le 10 mars 1443, à Toulouse, Charles VII ne maintenait plus la ferme position qu'il avait adoptée quelques jours plus tôt à Montauban. Il permit aux États de s'assembler « pour adviser maniere que le roy puisse avoir seurement et à moindre charge du peuple, sans forme de taille, la somme de III^{xx} mille francs pour et ou lieu des aides qui a present ont cours ». L'avis devait être rapporté au roi et « s'il trouve que leurs advis soyent tieulx que dit est, sera content de prendre ladicte compensation ».

C'est, sans doute, le besoin d'argent qui avait conduit Charles VII à reconsidérer la question car, au moment même où il se déclarait prêt à examiner l'avis des États, il exigeait d'eux le versement, dans les plus courts délais, d'une somme de quarante mille livres, simple avance, affirmait-il, remboursable sur les quatre-vingt mille francs de la première année à venir ou, s'il ne donnait pas suite à ce projet, sur les aides de cette même année.

En conséquence, le 17 mars 1443, Tanguy du Châtel, Jean de Jambes, Jacques Cœur et Étienne de Cambray reçurent l'ordre de se trouver le 25, à Montpellier, « affin de oyr et veoir ce que par lesdits gens des trois Estas sera dit et advisé sur les choses dessus-dites et iceulx advis nous faire savoir et de prendre et faire recevoir par nostre trésorier general dudit pais ledit emprunt de XL^m francs »²⁶.

Les États ne se réunirent peut-être pas à la date fixée, mais ils siégeaient certainement en avril et ne se séparèrent qu'au début de mai. Ils délibérèrent surtout sur la question de l'équivalent et, conformément aux instructions royales, ils rédigèrent un avis en vingt-trois articles qu'ils confièrent à leurs ambassadeurs; ils accordèrent aussi au roi le prêt de quarante mille livres qu'il avait sollicité, mais ils exigèrent des commissaires royaux un engagement formel de remboursement²⁷. La somme fut levée « par emprunt sur les plus aisiés du pais »²⁸.

Les ambassadeurs se trouvaient à Poitiers au début de juillet 1443²⁹; le 9, Charles VII convoquait les États à Montpellier pour le 12 septembre pour « aucunes matieres qui sont a present a traicter et sur lesquelles avons eu plusieurs requetes desditz trois Estas »³⁰. Cette assemblée devait organiser de façon définitive le nouvel impôt. Reprenant les vingt-trois articles de leur premier avis, les États en ajoutèrent trois autres, les modifiant légèrement dans le sens souhaité par le roi; ils renonçaient à faire supprimer l'imposition foraine en même temps que les autres impositions et

26. Hérault, B 13, f. 38 v^o.

27. P. just. n^o 6.

28. Les 40 000 livres furent immédiatement avancées par un groupe de marchands, moyennant un intérêt de 5 000 livres. Les membres des États s'engagèrent personnellement à les rembourser et les représentants de chaque diocèse emportèrent à leur départ des lettres de commission leur permettant d'asseoir le plus rapidement possible par manière d'emprunt la part de ces 5 000 livres incombant à leur diocèse (Arch. nat., K 691, n^o 3 et *Hist. Lang.*, t. X, preuve n^o 884, I).

29. Doléances d'octobre 1443, art. 3 et 4.

30. Publié par P. Dognon. *Quomodo tres Status...*, p. 112.

offraient à la reine, qui l'avait reçue à titre de douaire, une somme de trois mille livres pour obtenir son abolition; ils relevaient les tarifs proposés pour les droits sur la viande, qui avaient paru insuffisants aux commissaires; ils acceptaient que, en plus des conservateurs qu'ils désigneraient eux-mêmes en chaque sénéchaussée, le roi en nomme deux autres à sa convenance; aux termes de ce dernier article, les conservateurs pouvaient, après avoir pris en chaque sénéchaussée l'avis d'une vingtaine de personnes, appointer « tout ce qui touchera le fait du pays selon les articles et avis dessus écrits » et, s'il y avait à diminuer ou augmenter le droit, ils en feraient rapport au roi.

Aux termes de l'accord qui fut signé, le 15 octobre 1443, à Montpellier³¹, l'équivalent devait porter uniquement « sur toute la chair et le poisson qui se vandra au détail », selon un tarif prévu à l'article 5. La levée serait faite dans chaque ville sous la responsabilité des consuls (article 10), les consuls de la ville chef de diocèse centraliseraient les recettes de leur diocèse (article 11); en chaque sénéchaussée, quatre conservateurs, nommés par les États, un d'Église, un noble, et deux de l'état commun (article 13) désigneraient un receveur par sénéchaussée (article 12), surveilleraient la rentrée des fonds, les feraient verser au Trésorier général de Languedoc (article 14); en cas d'insuffisance, ils auraient le droit de réunir les États pour « en avoir avis sur ce qui sera de faire » (article 16), d'emprunter, de relever les tarifs prévus ou de créer des droits nouveaux (article 17); en cas de plus value, il leur faudrait, au contraire, les diminuer (article 18). Des sanctions étaient prévues contre les fraudeurs (articles 20 et 21); elles devaient être prononcées sans appel par les conservateurs (article 22).

Avant même la signature de cet accord, Charles VII avait pris les premières mesures; par lettre du 11 octobre 1443, il instituait les dix-huit conservateurs³². Au même moment, les commissaires qui présidaient pour le roi aux États de Montpellier ordonnaient la publication des articles conclus avec les États et défendaient de ne rien exiger pour les aides à partir du 1^{er} septembre³³; de plus, ils tiraient les conséquences logiques de la réforme et, dès le 31 octobre, à la requête des États, ils suspendaient les pouvoirs juridictionnels des élus auxquels ils donnaient quatre mois pour

31. P. just. n° 7.

32. Toulouse, AA 38, n° 43. Les douze personnages nommés à la demande des États étaient : pour la sénéchaussée de Toulouse; l'archevêque de Toulouse, Hugues de Caraman, Jean du Port, Jean de Sers; pour la sénéchaussée de Carcassonne, l'évêque de Béziers, Pons de Clermont-Lodève, Jean Guillaume et Bernard de Saint Martin; pour la sénéchaussée de Beaucaire, l'évêque de Viviers, Loys de Taulignan, Pierre Teinturier et Tachon de Conches. Les six représentants du roi étaient : Jean d'Acy et Otto Castellain, pour la sénéchaussée de Toulouse; l'évêque de Lodève et Pierre Charles, pour la sénéchaussée de Carcassonne; Etienne de Cambrai et Etienne Petit, pour la sénéchaussée de Beaucaire.

33. Pézenas, arm. A layette 2, liasse 3, ch. 18; *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 884, II et III; *Annales du midi*, t. VIII, p. 422.

terminer les procès pendants dans leur auditoire³⁴. Ainsi, d'une part, les États prenaient entièrement en main la levée du nouveau droit; d'autre part, la suppression des élus devait rendre plus indispensable encore leur intervention en matière de tailles.

La mise en place fut peu rapide car, si, dès le mois de novembre 1443, les syndics de Marsillargues avaient vaqué plusieurs journées pour mettre sus l'équivalent dans leur ville³⁵, la plupart des magistrats municipaux montrèrent beaucoup moins d'empressement. Aux dires des conservateurs de la sénéchaussée de Toulouse, « pour la negligence et deffaulte des consuls, sindics, rectes et gouverneurs des villes et lieux dudit pais qui ont esté aucunement remis et nonchaillans de lever et cueillir icelluy droit..., des fermes dudit droit ne sont encores du tout délivrées a fermiers »³⁶.

D'autre part, très vite, on se rendit compte que les nouveaux droits n'arriveraient pas à fournir les quatre-vingt-trois mille livres. Conformément à l'article 26 de l'avis sur l'équivalent, dès le mois d'avril 1444, les conservateurs de la sénéchaussée de Beaucaire avaient réuni les consuls de leur sénéchaussée et leur avaient notifié qu'un déficit d'environ soixante mille livres était à prévoir³⁷; en conséquence, ils les priaient de délibérer pour savoir si on devait augmenter le tarif des droits sur la chair et le poisson, ou si on devait taxer « quelque autre membre ». La question ne semble pas avoir été résolue avant les États de Montpellier (septembre 1444) qui ajoutèrent aux droits existants une taxe d'un sixième sur le vin³⁸. Mais, comme il fallait verser avant le 30 août le solde des quatre-vingt mille livres au Trésorier général, les conservateurs répartirent la moins value par diocèses et prièrent ces derniers de la « faire venir ens dedans ledit terme, tant dudit equivalent que d'ailleurs, en la meilleur forme et maniere que verrez estre a faire³⁹ ». Ce fut naturellement aux tailles qu'on eut

34. P. just. n° 8. Le délai pendant lequel les élus exercèrent encore leurs fonctions fut sans doute légèrement allongé, puisqu'ils délivraient encore des certificats de non-vaioirs aux diocèses de Narbonne, le 8 mai et le 27 juin 1444 (Bibl. nat., fr. 26066, n° 3864 et 26072, n° 5024) et de Montauban, le 17 avril 1444 (Bibl. nat., fr. 21424, f. 159). Mais ils étaient déjà privés de certaines de leurs attributions. Dès octobre 1443, ils ne paraissent plus aux assiettes diocésaines; celle de Saint-Papoul est faite par les seuls consuls de Castelnau-dary (Aude XXXII C 12, f. 36); la commission d'assiette du diocèse de Carcassonne est adressée aux viguier, juge ordinaire et consuls de cette ville (Arch. nat., K 67, n° 292). En tout cas, leur activité a dû cesser au cours de l'année 1444 car, dès 1445, on trouve des formules comme : « a Nicolas Jannequin, jadis clerc des seigneurs esleuz d'Uzès » (Bibl. nat., fr. 23901, f. 363).

35. Bibl. nat., fr. 26073, n° 5139.

36. Aude, XXXII C 12, f. 64; lettre du 19 août 1444.

37. Montpellier, BB 52, 21 avril 1444. Eux aussi rejetaient la faute sur les magistrats municipaux : *ex defectu consulum et locorum Tholose, Carcasoneque et Bellicadri* ».

38. Haute-Garonne, C 2182, f. 53 v°; Bibl. nat., lat. 9178, f. 65 et Montpellier, BB 194, pièces extraites année 1444, Requête des hôteliers de Montpellier.

39. Aude, XXXII C 12; la part du diocèse de Saint-Papoul était de 2662 l. 6 s. 1 d. pour les six premiers mois, le déficit du diocèse d'Alet était de 1916 livres 3 s. 6 d. qui furent ajoutés aux frais de l'aide de 1444 (Bibl. nat., P.O. 841, Conte n° 3); la moins value totale était de 62 323 l. (Bibl. nat., lat. 9178, f. 67).

recours si bien que, l'année suivante, certains diocèses négligèrent de percevoir l'équivalent et payèrent « par maniere de taille, les aucuns toute leur quotte », d'autres utilisaient simplement ce procédé pour « ce que leur restoit a payer oultre leurs droitz »⁴⁰.

Devant cette situation, les États essayèrent d'obtenir la suppression de l'équivalent; il la demandèrent en janvier 1446, sous le prétexte que le droit n'avait été accordé que pour trois ans et que la troisième année était commencée⁴¹; ils ne persistèrent cependant pas dans leur attitude, car Charles VII profita de l'occasion pour leur rappeler que les aides, bien levées, auraient produit au moins deux fois plus et que, s'ils se trouvaient trop chargés par l'équivalent, il rétablirait les aides. De deux maux les Languedociens préférèrent choisir le moindre; mais, pendant une quinzaine d'année encore, l'équivalent allait être l'objet de grandes discussions⁴²; car il n'arrivait jamais à fournir les quatre-vingt trois mille livres requises et il fallait recourir aux tailles malgré les menaces du roi⁴³. Aussi, dès 1449, lui demanda-t-on un rabais de dix mille livres⁴⁴; il fut accordé en 1452⁴⁵. Jean de

40. Doléances de 1445, art. 39. La ville de Montpellier emprunte les 605 l. 10 s. qu'il lui fallut trouver pour combler le déficit de son équivalent à des marchands qui furent remboursés sur la première taille imposée dans la ville (Montpellier, BB 53).

41. Doléances de l'ambassade de 1445-1446, art. 5.

42. Dès 1448, on parlait du rétablissement des aides; cette année là les consuls de Montagnac envoient un notaire auprès des commissaires aux États de Montpellier pour leur demander, au cas où les « impositions » seraient remises sus, comme le bruit en courait, que leurs foires en soient franches (*Annales du Midi*, t. XVIII (1906), p. 80). En 1451, l'évêque de Carcassonne informe les États qu'ils auront à choisir *pro anno presenti an impositiões vel equivalentes* (P. just. n° 9). En 1452, apprenant qu'on discuterait aux États du Puy des mérites comparés des aides et de l'équivalent, les consuls de Montpellier réunirent leur conseil; mais les intéressés ne purent se mettre d'accord et il fut finalement décidé *quod fiat memoriale quod impositiões sunt plus utiles quam emolumentum equivalentis et alii faciant memoriale super equivalenti quod est plus utile quam impositiões predictae et tradentur ambaxiatoribus* » (Montpellier BB 60). Les avis des Toulousains étaient également partagés (Toulouse, AA 87, n° 4, Instructions de 1456). Lors de l'enquête de 1458, certaines localités du diocèse de Toulouse, telle Grenade, préférèrent l'équivalent; d'autres, comme Buzet, se prononcèrent en faveur des aides (Toulouse, BB 181).

43. « Le roy a esté mal content que ou temps passé se soit rens mis par taille a cause de l'équivalent » (Doléances de 1447, art. 45). En 1450, le « *de fahiment* » de l'équivalent en la ville de Toulouse montait à 500 l. (Toulouse, *Comptes 1458*, f. 27). Le déficit du diocèse d'Uzès pour l'année 1448 était de 750 livres (Bibl. nat., P.O. 2216, Paves, n° 2).

44. Il n'est pas sûr que le rabais ait été effectif immédiatement; les doléances de 1449 (art. 4) et de 1450 (art. 4) mettent bien pour condition à l'octroi que le rabais de dix mille livres sur l'équivalent sera accordé, mais la réponse des commissaires est peu nette. Le seul indice de son octroi est le don de 1 000 livres fait à l'évêque de Carcassonne, en mars 1450, pour l'expédition des lettres d'abolition et le rabais de l'équivalent (Arch. nat., K 68, n° 39 et Bibl. nat., fr. 23901, f. 279). En tout cas, il est certain qu'en 1450, le rabais, s'il a eu lieu, n'a pas été imposé sous forme de taille comme il le fut en 1451. Ce procédé souleva des protestations violentes (P. just. n° 9). L'assiette de Maguelonne refusa de répartir sa part des 10 000 livres. Les membres de l'assiette allèrent se plaindre à l'évêque de Carcassonne qui séjournait alors à Montpellier; ils n'obtinrent pas satisfaction et la répartition fut faite d'office par les commissaires à l'assiette (Montpellier, BB 60). Les États de Vivarais furent « forment esbays » du procédé (J. Régné, *Hist. du Vivarais*, t. II, p. just. n° 16).

45. Par lettres du 13 avril 1452 (Hérault, A 46, f. 12 et Haute-Garonne, C 2182, f. 85).

Bourbon, premier commissaire du roi, l'annonça officiellement aux États du Puy⁴⁶. Toutefois les opinions restaient partagées dans le pays et certains intriguaient pour faire remettre sus les aides. Dans sa proposition de 1452, l'évêque du Puy prétendait que certains avaient offert au roi une somme de cent à cent vingt mille livres pour ce faire⁴⁷. D'ailleurs, l'équivalent continuait à être en déficit et le surplus était maintenant régulièrement imposé sous forme de taille⁴⁸. Quand, à Toulouse, en 1455, les États « le mirent hors de leurs mains et abatirent sans congé », Charles VII décida de « le prendre en sa main » et le fit bailler à ferme par ses commissaires⁴⁹. Les États demandèrent aussitôt qu'il fut « remis es mains et gouvernement dudit pays ainsi qu'il estoit paravant »⁵⁰. Le bail étant de trois ans, il fallut attendre 1458 pour revenir sur la question. Les États de Carcassonne prescrivirent une grande enquête par tout le Languedoc; tous les diocèses, toutes les communautés du pays furent consultés. Leur avis, qui devait être envoyé à Montpellier pour le 15 mai, était toujours partagé, mais une majorité se dégagait pour le maintien de l'équivalent⁵¹, à la seule condition que fussent maintenus les anciens conservateurs, dont certains avaient été relevés de leurs fonctions⁵².

Celui-ci allait prendre dans les années suivantes sa forme définitive. Désormais, il devait être toujours baillé à ferme et si la ferme dépassait les soixante-treize mille livres que le pays devait « faire bon » au roi, le surplus devait être imputé sur l'aide levée chaque année en Languedoc⁵³. Cette dernière règle fut définitive-

46. *Prefatus dominus noster rex compasciendo populo suo deliberavit quod, pro anno currenti, curreret equivalentes et de III^{ss} III^m l. de dictis III^{ss} M l. amovit et deduxit de decem mille (sic).* (Montpellier, BB 60, 11 juillet 1452.)

47. *Multe querimonie erant facte de equivalenti, cum sit multum evidenter dampnosum... audiverat prefatus dominus noster quod nonnulli obtulerant eidem C^m l. t. ad CXX^m l. t. si impositiones currerent (Ibidem).*

48. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 18.

49. Sur l'équivalent dans la main du roi, voir J. Vidal, *L'équivalent des aides...*, p. 32-34.

50. Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 151 et p. 139.

51. La ville de Grenade préférait le maintien de l'équivalent, mais les lieux d'alentour réclamaient le rétablissement des aides ainsi que les consuls de Buzet (Toulouse, BB 181). De son côté, le comte de Foix dans les instructions qu'il avait fait remettre à son représentant aux États de Carcassonne avait demandé que *lodit equivalent sie levat et estremit* (G. Leseur, *Histoire de Gaston IV comte de Foix*, t. II, p. 338). Les délégués de Montpellier aux mêmes États emportaient un mémoire montrant *quod equivalentes est utilis regi et patrie quam impositiones* (Montpellier, BB 67). Voir aussi Bibl. nat., fr. 23.900, f. 55 et 473, où il est question « d'autres articles faitz per avisar lo pays si demoraria l'équivalent ho si tornarian las imposicions ». Déjà l'année précédente, après avoir énuméré dans leurs instructions à leurs délégués tous les inconvénients des aides, les consuls de Montpellier ajoutaient : « *es plus expedient aldich pays, mal que mal, que lodich equivalent resta que si las imposicions o aydas rétornavon* » (Montpellier AA 12).

52. Il s'agissait de Louis de Taulignan et de Pierre Teinturier, conservateurs en la sénéchaussée de Beaucaire (L. Guiraud, *Jacques Cœur*, p. 129).

53. Cette coutume s'instaure au début du règne de Louis XI. En 1462, les États font valoir que, « y a plusieurs années passées que l'arrendement dudit equivalent surmonte la somme de LXXIII M l. t. deue a cause d'icellui ce que doit par l'institution dudit equivalent au prouffit et affaires dudit pays ». Ils profitent de l'occasion pour déclarer que, l'équivalent remplaçant les aides et celles-ci ayant été mises sus « pour le fait de la guerre », l'équivalent devrait

vement appliquée après l'échec de la réforme fiscale de Louis XI en 1463-1464. A vrai dire, l'équivalent ne fut pas alors supprimé et Louis XI l'aurait maintenu tel quel si les États avaient tenu leurs promesses⁵⁴. Devant leur carence, on se contenta d'incorporer l'équivalent dans les nouveaux droits, puis, quand, en avril 1464, ces derniers furent abolis, on le rétablit en en modifiant toutefois le tarif, tarif qui demeura désormais fixé, à part quelques amendements de détail apportés par les commissaires du roi sur conclusion expresse des États⁵⁵. L'équivalent ne devait subir qu'une dernière atteinte de la part de Louis XI. Le 12 septembre 1467, il supprimait les conservateurs de l'équivalent en tant que juridiction souveraine et ne maintenait leur compétence qu'à charge d'appel à la Cour des Aides instituée à Montpellier⁵⁶. Dès lors, l'équivalent aux aides ne devait plus connaître que des retouches de détail⁵⁷.

Primitivement, l'équivalent ne portait que sur la chair et le poisson⁵⁸; dès 1444, on y ajoutait un droit du sixième sur le vin⁵⁹. Son mode de levée a varié. En 1443, les États avaient eu l'inten-

être supprimé en temps de paix (Doléances de 1462, art. 10). Les commissaires rétorquèrent que la plus value n'était au total que de 1100 livres et avait été remise aux conservateurs pour leurs gages de trois ans (par lettre de Louis XI en date du 5 février 1462 : Bibl. nat., fr. 25713, n° 27). A partir de 1465, aide et équivalent sont définitivement liés; les lettres de commission que reçoivent les commissaires du roi portent toujours la formule suivante « requérir ung aide de cent quatre vingt six mille l. t., saulf a desduire et rebattre ce que l'equivalent pourra estre arrendé » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 40). A partir de 1474, le total des deux impôts est porté à 187.975 livres (Arch. nat., K 71, n° 33).

54. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 33.

55. Voir la délibération d'octobre 1488 faite à la requête des fermiers de l'équivalent au diocèse de Toulouse (Haute-Garonne, C 2182, f. 56 v°); la délibération du 18 septembre 1501 sur la requête des consuls du Puy qui voulaient que le poisson d'eau douce jusqu'à dix livres ne paye pas l'équivalent (Haute-Garonne, C 2276, f. 15 v°).

56. Hérault, B 1, f. 1 et B 13, f. 81.

57. Une tentative pour en obtenir la suppression n'eut aucun succès (Doléances de 1475, art. 7).

58. Tarif de 1443 : mouton : 2 s. 6 d., brebis, agneau, chèvre : 11 d.; bouc : 2 s.; chevreau : 12 d.; bœuf : 10 s.; biove ou petite vache : 7 s. 6 d.; veau : 4 s.; porc frais : 5 s.; porc salé : 6 s.; quintal de poisson frais ou salé : 2 s. 6 d. (P. just. n° 7, art. 5). Le tarif était diminué de moitié si les bêtes étaient abattues pour « provision ou despense d'hostel » (art. 25). Tarif de 1464 : 3 d. t. par livre de chair « tant fraische que salée »; lard : 3 d.; poisson frais ou salé : 5 s. le quintal (le poisson vendu en gros par le pêcheur ne paie rien; le poisson salé ne paie que 3 s. 9 d. à la première vente en gros); pour provision : bœuf et vache : 10 s.; mouton : 20 d.; brebis, chèvre, bouc : 15 d.; porc : 20 d. (Castelnaudary, CC 37, n° 1.) Des exemptions étaient prévues, en cas de mort des bêtes ou si elles étaient mangées par les loups; par la suite, en raison de fraudes, on exigea la moitié des droits si les bêtes avaient été, en ce cas, consommées. Les confréries ne payaient que demi-tarif (depuis 1459). En février 1498, les États exemptèrent les ecclésiastiques de payer pour leurs provisions (Haute-Loire, 501 C 5720).

59. « Par tout le pays se lievera par maniere de soquet ou diminucion de mesure le sixième de tout le vin qui se vendra... sauve toutesfoiz que gens d'Eglise, des vivres de leurs benefices qu'ils vendront ou feront vendre, ne paieront aucune chose dudit soquet ou diminucion de la mesure ainsi apétisée ou diminuée » (Montpellier, BB 194, pièces extraites année 1444). Ce privilège leur fut supprimé en 1464 : « se payera le sixième du vin a détail dont gens d'Eglise, nobles, officiers et autres privilégiéz payeront » (Castelnaudary, CC 37, n° 1). Mais ils le recouvrèrent dès 1465 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 41).

tion de le faire lever sous la responsabilité des consuls des villes et de la manière dont ces derniers l'entendraient; ils avaient simplement réglementé les procédés de centralisation des fonds et de versement au roi⁶⁰. C'est pourquoi la levée se fait de façon différente suivant les époques et les lieux. Au début, on adopte un système de levée parallèle à celui qui existait pour l'aide : l'équivalent était réparti par sénéchaussée et diocèses; chaque communauté, à l'assiette diocésaine, se voyait notifier la part qu'elle avait à porter et était invitée à le faire « venir ens franchement ...tant des droitz mis sur la chair, le poisson et le sixième du vin vendu en détail que d'ailleurs en la meilleure forme et manière que faire se porra »⁶¹. Chaque municipalité était donc libre de percevoir ce droit comme elle l'entendait. De plus, pour fournir aux frais de la levée, certaines sommes étaient prévues à l'avance, qui s'ajoutaient au principal, comme en matière d'aide⁶². Un receveur général par sénéchaussée, des receveurs diocésains avaient la charge de réunir les fonds. Assez vite, on adopta le système de la ferme, qui avait le mérite d'être plus simple⁶³, et, si on ne trouvait pas de fermiers offrant un prix suffisant, pour couvrir la totalité de la part revenant à chaque sénéchaussée, la différence entre le prix offert et la part théorique de la sénéchaussée était répartie entre les diocèses puis entre les localités selon le système antérieur⁶⁴.

Bien que cela fut, en principe, interdit, les consuls avaient bien souvent recours, pour le surplus, aux tailles⁶⁵ ou à l'emprunt⁶⁶. En 1455, ce fut le procédé de la ferme qu'employèrent d'autorité les commissaires du roi et il en fut toujours ainsi par la suite. Lorsque Louis XI eut lié l'aide à l'équivalent, peu importe que le bail produise les soixante-treize mille livres, le surplus sera légalement demandé aux tailles.

60. P. just. n° 7, art. 9.

61. Aude, XXXII C 12, f. 119; lettre des conservateurs de l'équivalent en la sénéchaussée de Toulouse, du 10 août 1447. Conformément à des instructions analogues, la répartition des cotes incombant à chaque localités du diocèse d'Albi fut faite par le viguier de cette ville, le receveur général de l'équivalent en la sénéchaussée de Carcassonne, un consul d'Albi et un consul de Rabastens en présence des trois Etats du diocèse; il était précisé que, si le tarif officiel ne suffisait pas à fournir les cotes réclamées, les consuls devaient lever la différence en mettant des droits sur quelques victuailles; il leur était expressément interdit d'avoir recours aux tailles (Cordes, CC 47). Ces assiettes étaient faites « *ayant regart als locx mercadals* » (Aude XXXII C 12, f. 119).

62. Ainsi, il y eut, en 1446, une remise de 4000 livres (Aude, XXXII C 12, f. 102); en 1447, les Etats avaient accordé, pour l'équivalent et les frais, une somme globale de 92.000 livres mais 8000 livres en furent finalement rabattues (*Ibidem*, f. 119).

63. Le changement de système intervint en 1449 (Cordes, CC 47).

64. Ainsi en 1449, au lieu de 32.000 l., la ferme de la sénéchaussée de Carcassonne n'a produit que 24.900 l., les 7.100 l. restant sont réparties entre les localités; en 1450, on répartit dans la même sénéchaussée 4.950 l. (Cordes, CC 47).

65. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 18. Mais ce procédé souleva bien souvent les protestations du roi; en 1452, il donnait, entre autres, commission aux réformateurs généraux de s'enquérir « des sommes de deniers qui ont été mises sus audit pays sans nos congé, auctorité et licence... outre et par dessus nostre taille et sous ombre de l'équivalent » (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 17).

66. Arch. nat., K 691, n° 7. Ce qui revenait finalement à faire payer l'équivalent sous forme de taille car les intérêts et souvent le capital étaient ainsi répartis.

L'équivalent était baillé à ferme pour trois ans. Il se délivrait « publiquement en la presence des Estatz »⁶⁷ et des commissaires du roi. Les États surveillaient de très près cette opération et, quand ils estimaient qu'il y avait eu des collusions frauduleuses, ils n'hésitaient pas à demander l'annulation du bail et l'obtenaient⁶⁸. D'autre part, l'équivalent était sous-affermé par le diocèse, et l'on suivait des règles analogues qui étaient observées pour l'ensemble du pays : si le fermier diocésain offrait plus que la part qui revenait au diocèse, les commissaires d'assiette avaient ordre de défalquer la plus-value de l'aide imposée; s'il offrait moins, ils devaient répartir la différence sous forme de tailles⁶⁹; ils avaient en outre l'obligation de contrôler la solvabilité des cautions fournies par le fermier, avec possibilité, au cas où ils la jugeaient insuffisante, d'exiger de nouvelles enchères⁷⁰. Si ces dernières étaient inférieures aux sommes offertes par le premier enchérisseur, la « faute » imputable à la folle enchère de celui-ci était imposée sur le diocèse, responsable de son fermier, aux termes de l'aide à venir⁷¹. Les diocésains avaient, il est vrai, un recours contre lui, recours souvent illusoire comme le montre une affaire restée célèbre dans les annales des États.

A la fin du xv^e siècle, un notaire-secrétaire du roi, attaché à la chancellerie du Parlement de Toulouse, nommé Étienne du Ru, avait arrenté l'équivalent des diocèses de Narbonne et Maguelonne mais n'avait pas fourni de cautions suffisantes aux assiettes diocésaines; celles-ci refusèrent d'admettre du Ru comme fermier du diocèse et baillèrent la ferme de l'équivalent à d'autres fermiers, mais ne purent obtenir d'eux des conditions aussi avantageuses⁷². Elles étaient donc tenues de payer au fermier général de l'équivalent la différence, soit mille neuf cent cinquante livres. Les consuls de Montpellier et de Narbonne les réclamèrent à du Ru

67. Déclarent les Etats en février 1498 et ils ajoutent « y aura personnages assistans de chacune seneschaucie de par l'Eglise, autant (*sic*) et par l'estat commun ainsi qu'il est accoustumé de fere » (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 7). La délégation députée cette année-là pour assister à l'enchère du droit de l'équivalent comprenait trois clercs, trois nobles, six représentants de l'état commun (*Ibidem*, f. 11). Une publicité était faite dans tout le pays à la diligence des commissaires du roi aux Etats; voir à ce sujet une lettre de l'évêque d'Albi : Montpellier, BB 190.

68. C'est ce qui arrive en octobre 1500. Les Etats firent remarquer « qu'il estoit délivré a vil pris pour aucuns monopoles et collusions qu'il y avoit, et trop précipitament car maintenant estoient arrivéz de plusieurs cartiers du pays de Languedoc plusieurs personnages, gens de bien, pour faire la condition du roy et du pays la melheur et que desja en a esté offert plus grant somme que celle que a esté delivrée ladite ferme ». Ils décidèrent donc que les commissaires « seroient requis de faire réinquantier ladite ferme pour le prouffit du pays ». Effectivement les commissaires annulèrent ce qui avait été fait (Haute-Loire, 501 C 5551).

69. Il en est ainsi à Maguelonne en 1488 et 1489 où 295 l. sont ajoutées à la part de tailles du diocèse (Bibl. nat., fr. 22403, f. 104; fr. 22406, n° 35).

70. Instructions aux commissaires d'assiette de 1486 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 31).

71. Instructions aux commissaires d'assiette de 1491 (Bibl. nat., fr. 23901, f. 175 v°).

72. « Vous avès esté en arriere et payé la somme de unze cens vingt cinq livres tournois et nostre diocese en la somme de huyt cens vingt cinq livres », écrivirent les consuls de Montpellier à ceux de Narbonne (Montpellier, Joffre 8, f. 26 v°).

et, devant son refus, s'adressèrent aux États. Ceux-ci décidèrent de poursuivre le procès à leurs frais⁷³, en même temps qu'ils demandaient dans leurs doléances que les fermiers aient à fournir caution suffisante et soient admis par les diocésains à « dire et surdire » auxdites fermes⁷⁴. Condamné par la Cour des Aides et emprisonné à la Conciergerie du Palais à Toulouse, du Ru fit appel au Parlement et réussit à obtenir sa liberté⁷⁵ après que la Cour ait interdit aux généraux des aides de connaître du procès⁷⁶. Malgré tous les rappels qui lui furent adressés, le Parlement ne prit aucune décision avant la mort de l'intéressé⁷⁷. Désespérant de jamais rien récupérer de ses héritiers, les consuls de Narbonne essayèrent de se faire rembourser sur les fonds du pays. Une première tentative en 1502 fut sans résultat⁷⁸. Alors, estimant que « lesdictes follancheres estoient venuz au profit du pays », ils firent tant « par moyen d'aucuns de nous bons amys » qu'ils obtinrent « une belle et bonne provision addressans a messeigneurs les commissayres des Estatz » pour mettre sus ces sommes sur le pays⁷⁹. Ils l'exhibèrent aux États de décembre 1504, mais leurs prétentions furent rejetées par l'assemblée⁸⁰; toutefois, « apres que les Estatz furent presque tous despartis »⁸¹, ils obtinrent que les dix neuf cent cinquante livres fussent réparties sur tous les diocèses. Aussitôt, le syndic des États fit appel en Parlement. Les consuls ripostèrent en l'assignant devant la Cour des Aides⁸², et eurent finalement gain de cause, car ils se firent délivrer des lettres patentes pour pouvoir toucher les sommes qui leur étaient dues par les receveurs diocésains⁸³. Aussi, les États de 1505 décidèrent-ils simplement de poursuivre le procès contre les héritiers du fermier défaillant. En 1506, ses biens avaient été mis à l'encan, le prix

73. « Ledit du Ru sera poursuyvi a payer ladite folle enchere et... feront lesdites diligences et poursuytes aux despens du pays » (Haute-Loire, 501 C 5551). Du Ru avait eu déjà des difficultés avec les États à propos de l'équivalent du diocèse de Toulouse; il avait engagé un procès en Parlement (Haute-Garonne, C 2276, f. IV); une tentative d'arrêter le procès moyennant paiement à l'intéressé d'une somme de 200 livres échoua (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 32). Dès le mois de décembre 1498, les États concluaient « touchant l'équivalent du diocèse de Narbonne, le pays fera la poursuite contre maistre Etienne du Ru » (*Ibidem*, 501 C 5442^{bis}).

74. Doléances de 1500, art. 18.

75. Dès le 14 août 1501, il obtenait d'être élargi « par huit jours afin d'aller a sa borde veoir sa femme »; quelques jours plus tard il fut autorisé à résider dans la ville et gardiage de Toulouse et « jusques à sa borde qu'il a assise pres Boulac » (Haute-Garonne, B 11, f. 474 et 489 v°).

76. Par arrêt du 22 juin 1501 (Haute-Garonne, B 11, f. 430). Doléances de 1501, art. 17; de 1502, art. 6. Le chancelier avait refusé de sceller la commission royale ordonnant aux généraux d'exécuter l'arrêt contre du Ru (Haute-Garonne, C 2276, f. 50 v°).

77. Dans le courant de 1503 (Haute-Garonne, C 2276, f. 89). Les États décidèrent en novembre 1503 de poursuivre le procès si on constatait que du Ru avait laissé des biens suffisants.

78. Haute-Garonne, C 2276, f. 51 v°. Les États voulaient attendre les conclusions du procès alors pendant au Parlement.

79. Montpellier, Joffre 8, f. 26 v°.

80. Haute-Garonne, C 2276, f. 108 v° - 109.

81. Hérault, *Comptes des syndics généraux*, t. I, f. 7.

82. Montpellier, Joffre 8, f. 32 v° et Doléances de 1505, art. 17. Les commissaires refusèrent d'écouter les doléances « attendu que les deniers ont esté levéz, distribuéz et emploiez a l'utilité du pais ».

83. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 144.

était « en tierce main » et il ne restait qu'à le distribuer aux créanciers⁸⁴ mais cette distribution dut donner lieu à bien des difficultés, puisqu'il fallut attendre 1512 pour voir remettre au Trésorier de la Bourse la maigre somme de cent cinquante deux livres qui revenait au pays « des biens de feu maistre Etienne du Ru »⁸⁵. Les États avaient, en tout cas, tiré depuis longtemps la conclusion de cette affaire en décidant que « l'article qui touche les cautions sera esmendé et corrigé »⁸⁶.

C'est que les États avaient toujours su conserver la haute main sur l'organisation générale de l'équivalent. S'ils avaient dû consentir à la mise en tutelle des conservateurs, dont la nomination leur avait échappé sous Louis XI et qui n'étaient plus, à la fin du xv^e siècle, que des juges subalternes, à compétence étroitement limitée⁸⁷, ils n'en restaient pas moins les interprètes officiels des articles de l'équivalent. Innombrables étaient les requêtes qu'on leur adressait en vue d'obtenir des modifications⁸⁸. Les cours souverains, le Parlement⁸⁹, la Cour des Aides⁹⁰ sollicitaient de telles interprétations⁹¹; des particuliers, en leur nom propre ou pour sauvegarder des intérêts collectifs⁹², obtenaient des déclarations⁹³; les conservateurs de l'équivalent demandaient des interventions auprès du roi⁹⁴. Les actions des conservateurs et des fermiers étaient surveillées⁹⁵; les difficultés entre assiettes diocésaines et

84. Haute-Garonne, C 2276, f. 230 et 252.

85. Hérault, *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, t. I, f. 23. En 1504 ses biens étaient estimés à 500 ou 600 livres et « dessus est assigné le douaire de sa femme » (Haute-Garonne, C 2276, f. 108 v^o).

86. En novembre 1503 (*Ibidem*, f. 92 v^o).

87. Les efforts des États pour la suppression de la Cour des Aides de Montpellier s'expliquent, en partie, par les ressentiments qu'avait provoqués en eux l'érection de cette cour souveraine sur laquelle ils n'avaient aucun droit de regard.

88. Requête des fermiers de l'équivalent au diocèse de Toulouse, en 1490 (Haute-Garonne, C 2182, f. 57); des diocèses de Narbonne et Béziers en 1497, du diocèse de Carcassonne, en 1503 (Haute-Garonne C 2276, f. VI et 97).

89. Le Parlement ne règle un différend sur l'équivalent que par provision « et jusques à ce que autrement en soit appointé par les gens des trois Estatz » (Haute-Garonne, C 2182, f. 56 v^o) ou sursoit jusqu'à ce que les parties lui apportent un avis motivé des États (*Ibidem*, f. 60).

90. « Auxdits Estatz sont venuz l'advocat et procureur du roy en la court de messeigneurs les generaulx pour avoir conference avec meseigneurs des Estatz touchant le droit de l'équivalent du vin qui se vend a detail et menu » (Haute-Loire, 501 C 5551).

91. En général, les États nommaient une commission spéciale pour régler la question (Haute-Garonne, C 2276, f. 89).

92. Sur la requête du prieur d'Aimargues, il est décidé que les gens d'Eglise ne paieront pas l'équivalent pour leur provision (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 29). Les consuls du Puy demandent que le poisson d'eau douce soit exempt jusqu'à 10 livres : Les États renvoient toute décision jusqu'à la fin du bail (Haute-Garonne, C 2276, f. 15 v^o). Requête renouvelée et rejetée en 1509 (*Ibidem*, f. 310).

93. C'est une telle « ordonnance et declaration » passée par les États qu'invoquaient les habitants de Carcassonne en prétendant qu'il était permis à chacun de vendre le vin de son cru au détail sans payer aucun droit d'équivalent. Ils en exigeaient la remise à leur délégué : les États attestèrent qu'une telle déclaration n'avait pas eu lieu (Haute-Garonne, C 2276, f. 64).

94. Les conservateurs de l'équivalent à Toulouse demandent aux États d'intervenir afin de faire fixer leurs gages au taux de ceux des autres conservateurs (Haute-Loire, 501 C 7001, f. 8).

95. On leur reprochait d'intervenir dans des procès où l'équivalent n'était pas en jeu (Doléances de 1466, art. 38); on en arriva à demander leur suppression (Doléances de 1468, art. 23; de 1478, art. 24). Les conservateurs étaient

fermiers étaient évoquées à l'assemblée⁹⁶. Les États ne tolérèrent jamais aucun empiètement des officiers royaux en la matière. Lorsqu'en novembre 1503 leur fut présentée la commission qui prescrivait la levée de l'équivalent, ils la trouvèrent contre les privilèges du pays car elle était adressée « a messieurs les commissaires du roy et en faire et disposer a leur plaisir sans aucunement y expecificier et nommer les gens desdits Estatz a qui touche » : Ils informèrent les commissaires que, s'ils passaient outre, la levée de l'équivalent se ferait aux périls et fortune du roi et non du pays. Les commissaires firent refaire les lettres de commission suivant un modèle établi par les États⁹⁷.

L'exemple montre bien qu'en matière d'organisation et d'administration de l'équivalent, les États avaient conservé, au début du xvr^e siècle, la quasi-totalité des pouvoirs qu'ils avaient eus à l'origine. Le cas est à retenir car, nous l'avons vu, il n'en a pas été de même pour l'aide.

SECTION III : LA GABELLE

Des impôts levés en Languedoc, la gabelle du sel¹ est probablement celui dont les États se sont le moins occupé, peut-être parce qu'elle avait été maintenue lors de la suppression des aides en 1418² et qu'ils n'ont jamais considéré qu'ils eussent à la consentir. Pourtant, la gabelle avait été au xiv^e siècle l'un des procédés le plus employé par eux pour répondre aux demandes de subsides qui leur étaient présentées au nom du roi³. C'est même en invoquant ces précédents qu'ils proposèrent d'avoir recours à une crue sur la gabelle dès qu'il fut question, en 1419, d'un octroi important

accusés de vouloir s'immiscer en première instance dans les procès où des particuliers étaient parties, alors qu'ils ne pouvaient en connaître qu'en appel, leur compétence en première instance étant réservée aux causes entre fermiers ou privilégiés (Doléances de 1509, art. 7); de rendre les procès « immortels », parce qu'ils s'absentent de leurs sièges, de créer des lieutenants, de tolérer que leurs notaires pratiquent des tarifs trop élevés : on voudrait qu'ils tiennent audience deux fois la semaine (Doléances de 1505, art. 18). Les abus particuliers commis par les fermiers sont dénoncés (Doléances de décembre 1498, art. 14; de 1504, art. 12).

96. Le diocèse du Puy estime que son fermier n'a pas fourni caution suffisante; les États n'admettent pas les explications données par le consul du Puy et maintiennent le fermier en son office (Haute-Garonne, C 2276, f. 21 v°).

97. Haute-Garonne, C 2276, f. 90. Un incident du même genre avait eu lieu en février 1498. Là aussi, les commissaires durent s'incliner. Les députés qu'on leur délégua rapportèrent « que monseigneur le general avoit faicte responce touchant lesdictes lectres de l'equivalent que, si elles ne sont bien, il leur fera couper la queue et en aura unes autres ainsi qu'il semblera aux gens desditz Estatz » (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 6).

1. La gabelle du sel a été très étudiée en Languedoc. Voir : A. Spont, *La gabelle du sel en Languedoc*, dans *Annales du Midi*, t. III, p. 427; E. Meynial, *Études sur la gabelle du sel avant le XVII^e siècle en France*, dans *Revue d'histoire du droit*, t. III, p. 119; M. Mollat, *Les spéculations de Jacques Cœur sur le sel de Languedoc*, dans *Bulletin philologique et historique...*, 1958, p. 195-210.

2. Maintien expressément stipulé par Isabeau de Bavière (*Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 429).

3. P. Dognon (*Institutions...*, p. 605) a établi que les États renouvellent d'année en année l'octroi de la gabelle à partir de 1359 et, au moins, jusqu'en 1380.

au comte de Foix⁴. Ils essayèrent encore en 1422 d'obtenir le remplacement d'une taille par une crue de 15 s. t. par quintal de sel⁵. Mais leur affirmation que la gabelle du sel était aux gens du pays⁶ se heurta toujours à la prétention contraire du roi qui considérait qu'il s'agissait là de son domaine⁷ et qui le fit bien voir en accordant seul et sans aucun consentement des crues qu'il ajoutait au principal de la gabelle, lequel, fixé à 10 s. 6 d. par quintal⁸, ne varia guère jusqu'au xvi^e siècle. Longtemps, les États n'élevèrent aucune protestation contre de telles crues : la reine Marie d'Anjou perçut sa vie durant la *double* de dix deniers par quintal que Charles VII son époux, lui avait assignée⁹ par ses lettres du 4 avril 1433; Louis XI, après le décès de sa mère, en continua la levée sans soulever aucune critique; sa veuve la reçut durant les quelques mois qu'elle lui survécut et Charles VIII, suivant l'exemple paternel, en bénéficia à son tour. De même, les chanoines du chapitre de Saint-Aignan d'Orléans perçurent sans difficulté pendant une cinquantaine d'années les 10 deniers tournois par quintal vendu dans tous les greniers à sel de Languedoc qu'ils tenaient en don de Charles VII¹⁰. De même encore, certaines villes se virent assigner, soit sur tous les greniers, soit sur certains d'entre eux, des crues en vue d'assurer l'entretien de leurs fortifications ou d'autres ouvrages d'art¹¹. Les choses en étaient là, quand les États de 1487, malgré l'opposition de Montpellier, chargèrent leur ambassade d'obtenir du roi la suppression de toutes crues et charges

4. Parce que la gabelle était le plus commun aux trois Etats (Toulouse, AA 102, p. 17), parce que la levée en serait simplifiée et peu coûteuse (Narbonne, CC 1594).

5. Doléances de 1422, art. 2.

6. *Coma la gabela de la sal delidich pais de Langadoc fossa de las gens delidich pays et per las grans affayres et necessitat delidich senhor... las gens delidich pays aguessan autreiat... la dicha gabela a certan temps* (Doléances de 1430, art. 2).

7. Toulouse, AA 102, p. 25.

8. C'est le chiffre que donnent les doléances de 1422, art. 2. Il fut porté à 15 s. 6 d. par l'ordonnance du 4 juin 1430 (Hérault, A 10, f. 96); puis ramené au taux précédent, un peu avant 1452, où l'évêque de Carcassonne déclarait aux Etats; (rex) *reduxit seu amovit tertiam partem precii quintalis salis ut populares solagerentur* (Montpellier, BB 60).

9. Bibl. nat., P. O. 2130, Noyers, n° 37. L'octroi n'avait été fait que pour un an, mais il fut régulièrement renouvelé, sauf une interruption de deux ans (1449-51), pendant lesquels la double fut convertie aux réparations de la robine d'Aiguesmortes.

10. Depuis le 18 juin 1438 (Bibl. nat., P.O. 2803, la Teillaye, n° 24).

11. Ainsi Montpellier percevait *l'alba salis* sur les greniers du diocèse de Maguelonne et ceux, voisins, de Sommières et Marsillargues, dès 1419 (Montpellier, BB 44, BB 49, f. 24); elle se montait à 5 deniers par quintal et fut renouvelée pour dix ans en 1439 (BB 51). En 1471, Louis XI la remplaça par une crue de 2 d. t. par quintal à prendre sur tous les greniers de Languedoc en vue d'assurer la reconstruction du clocher de Notre-Dame des Tables (Bibl. nat., fr. 20582, n° 61). En mars 1481, le don fut renouvelé pour seize ans et porté à 5 d. t. (Montpellier, Joffre 562, f. 33 v°). De leur côté, depuis le 4 mai 1413, les habitants de Narbonne avaient droit de prendre 5 d. t. par quintal vendu aux greniers et chambres à sel de Narbonne, Capetang, Périac, Lac, Sigean et Lapalme (Bibl. nat., *Doat* 54, f. 276); ils étaient employés à l'entretien des digues de l'Aude (Haute-Garonne, 51 B 2, f. 410). Enfin, au moins depuis Philippe VI, la ville de Pont-Saint-Esprit percevait un petit blanc de 5 d. t. sur tout quintal de sel passant en ce lieu afin d'assurer l'entretien du pont (M. Gouron, *Histoire de Pont-Saint-Esprit*, p. 377).

extraordinaires sur le sel de Languedoc¹². Ils eurent satisfaction : par lettres du 10 mai suivant, Charles VIII ordonnait cette suppression en des termes des plus généraux et donnait l'exemple en renonçant lui-même à la double de la reine¹³. Mais les difficultés ne faisaient que commencer. Sous le prétexte que les États s'étaient engagés à les laisser jouir de leur droit, les consuls de Montpellier se faisaient reconnaître, dès le 12 septembre, le droit de continuer à percevoir la blanque¹⁴, et multipliaient les démarches auprès du roi et de ses commissaires¹⁵. Le syndic du pays s'adressa au Parlement et fit faire par lui défense aux grenetiers de rien verser des deniers litigieux¹⁶. Il eut provisoirement le dessous¹⁷, malgré l'appui de la cour¹⁸. D'ailleurs, ces levées répondaient, malgré tout, à une nécessité. Les États avaient dû eux-mêmes s'en convaincre, qui, dès leur première réunion après la suppression générale, avaient dû consentir à imposer sur les sénéchaussées de Carcassonne et Toulouse une somme de quatre cent cinquante livres pour et au lieu de la blanque que prenaient les consuls de Narbonne afin de subvenir aux travaux d'endiguement de l'Aude¹⁹. Mais ils surveillèrent désormais les concessions particulières que le roi pourrait faire en la matière. Ainsi, en 1497, ils consentirent au don, fait par Charles VIII aux villes de Narbonne, Béziers et Carcassonne, de deux deniers par quintal de sel à percevoir pendant trois ans sur tous les greniers de Languedoc pour réparer les fortifications de ces villes²⁰. Après la mort de Charles VIII, Anne de Bretagne prétendit exiger, à titre de douaire, la double. Considérant que cette charge nouvelle avait été mise sans leur vouloir et consentement et contre leurs libertés et privilèges²¹, les États en

12. Montpellier, BB 185.

13. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 113.

14. Bibl. nat., fr. 20409, n° 30.

15. Montpellier, BB 98; BB 189, p. extr. 1490. Les comptes de la ville font mention de nombreux cadeaux distribués pour s'attirer les faveurs des commissaires (Joffre 569, f. 35, 44 v°, 57 v°).

16. Bibl. nat., fr. 20582, n° 72.

17. Les Montpelliérains perçoivent effectivement leur droit; v. quelques quittances : Bibl. nat., P.O. 1570, du Jardin, n° 33, Charles VIII confirmait encore, le 24 novembre 1493, la blanque pour les trois ans qui restaient à courir (Bibl. nat., fr. 20582, n° 59).

18. Qui, encore en 1495, interdit aux Montpelliérains de troubler à ce sujet le syndic et les États de Languedoc (Montpellier, Joffre 169). De même, la levée du petit blanc continua à Pont-Saint-Esprit (M. Gouron, *Histoire...*, p. 377).

19. Bibl. nat., fr. 26101, n° 516.

20. Par lettres du 10 décembre 1495 (Haute-Garonne, C2276, f. V v°). En 1498, les États demandèrent que « toutes les charges, creues et impositions qui ont été faictes et mises sur le sel oultre et par dessus la vraye et ancienne gabelle, comme celle de Besiers, Narbonne et autres, soient abolies et totalement anichillées si lesdits Estaz n'y ont consenti » (art. 13 des doléances).

21. La reine avait, de plus, fait saisir les deniers réservés aux fortifications de Béziers, Carcassonne et Narbonne (Doléances de 1499, art. 1).

réclamèrent l'annulation²²; ils finirent par obtenir la renonciation de la reine en 1503²³ moyennant le paiement d'une rente viagère de 4 000 livres par an; pour leur permettre de s'acquitter, le roi, de son côté, les autorisait à prendre sur les greniers les plus solvables de Languedoc la quantité de huit mille quintaux de sel francs et quittes du droit de gabelle²⁴. Ils s'élevèrent encore contre la prétention des Lyonnais de lever un droit de 5 d. t. par quintal de sel de Languedoc pour la réparation du pont de Lyon²⁵.

En dehors de ces exemples isolés, l'intervention des États en matière de gabelle a été dictée par une double préoccupation. D'une part, les États n'oubliaient pas qu'il s'agissait d'un impôt; s'ils ne pouvaient eux-mêmes contrôler sa gestion, ils s'efforçaient d'obtenir que son produit n'en fut pas dilapidé. C'est pourquoi, dès 1430, ils regrettaient que le roi ait transporté hors de sa main la plupart des greniers à sel²⁶. La pratique des dons et assignations avait rendu ces greniers comme « inutiles »²⁷; Charles VII avait, par exemple, abandonné les revenus des greniers de Montpellier, Narbonne et Pézenas à la reine²⁸, ceux de Lunel et Lamourdier à la reine-mère; le sire de la Trémouille faisait administrer par un commis les greniers de Saint-Esprit et de Meze²⁹. Le roi multipliait également les assignations³⁰. Au moment où les

22. En termes parfois véhéments : « pour ce que l'article de la doble du cel est grant charge perpetuel au pays et contre les privileges du pais, doit premierement estre cassé et anullé ains que l'on fasse l'octroy » (Haute-Loire, 501 C 5443, f. 8 v°).

23. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 139. Les négociations furent longues et coûteuses, le syndic J. de Vaux reçut 1 000 livres « pour ses peines et vaccacions d'avoir esté à Paris en court et autres lieux par l'espace d'un an pour poursuivre l'abatement des dix deniers autrement dit la blanque que la royne prent sur chacun quintal de sel vendu es greniers dudit pays » (Bibl. nat., P.O. 2947, Vaux, n° 54).

24. Haute-Garonne, C 2276, f. 84 v°. Cette clause fut appliquée; voir un mandement des généraux de finances au grenetier de Saint-Esprit lui prescrivant de délivrer cette quantité de sel aux gens des États ou à leur procureur : Bibl. nat., P.O. 2606, Saillans, n° 6. Anne de Bretagne remit l'accord en question en septembre 1511 et fit à nouveau lever la double tout en continuant à toucher sa pension. Sur protestation des États, elle dut renoncer à cette exaction (Doléances de 1512, art. 8).

25. Le procureur de Vivarais ayant fait appel, l'affaire fut évoquée au Grand Conseil (Haute-Garonne, C 2276, f. 19 v°). Les États chargèrent leur ambassade en cour de protester (Doléances de 1501, art. 1). En 1506, la ville de Lyon fit demander par son envoyé Thomassin quelque argent pour la réparation du pont, car la ville ne voulait pas avoir de procès avec le pays; il essuya un refus « attendu qu'il y a beaucoup d'autres ponts au pays à réparer » (Haute-Garonne, C 2276, f. 246-247).

26. Doléances de 1430, art. 5. Déjà à Chinon ils avaient demandé la révoation de toutes les aliénations tant du domaine comme des greniers à sel (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 848).

27. Ce sont les propres termes de l'évêque de Laon dans un mandement du 15 février 1430 (Bibl. nat., fr. 25967, n° 560). En effet, ceux à qui les greniers étaient assignés vendaient le sel à la mesure et au prix qui leur semblait bon et donnaient parfois trois quintaux pour un (Doléances de 1428).

28. Dès 1425 (Bibl. nat., fr. 20418, n° 1).

29. Bibl. nat., fr. 26054, n° 1643; fr. 26055, n° 1733; fr. 26056, n° 1891).

30. Rente de 4200 l. t. sur le grenier de Beaucaire en faveur de Tanguy du Chatel (Bibl. nat., fr. 21270, n° 370); rente de 1265 florins 7 gros par an sur le grenier de Saint-Esprit en faveur du sire de Saint-Vallier (Bibl. nat., P.O. 2314, Poitiers, n° 99); ses descendants la percevaient toujours à la fin du XV^e s.; elle était alors estimée à 949 l. 9 s. 4 d. (P.O. 2315, Poitiers, n° 187). Le bâtarde d'Orléans touchait les revenus du grenier de Sommières en tant que capitaine de la place (Bibl. nat., *Clair*, 1122, n° 85).

États déploraient un tel état de faits, un nouveau règlement était élaboré sous la direction de l'évêque de Laon, général des finances, et du visiteur général des gabelles³¹ : la première mesure prise était de remettre en la main du roi tout le sel des greniers et d'interdire à l'avenir toute assignation. Ces promesses ne furent certainement pas tenues ; les dons et assignations continuèrent et se multiplièrent, notamment sous Louis XI, mais les États ne paraissent plus s'en être préoccupés.

Représentants des contribuables, les États ne manquèrent pas non plus de dénoncer constamment les abus et les tracasseries dans la levée de la gabelle : le visiteur ou ses lieutenants sont accusés de multiplier les mesures vexatoires à l'égard des marchands qui faisaient le commerce du sel : ils exigent d'eux la présentation des polices ou albarans attestant que le sel a été gabbellé aux salins³², les mettent en prison, les contraignent à des compositions illicites, les ajournent loin de leurs domiciles, exigent un billet pour tout achat de sel au grenier pour provision de ménage³³, délivrent des lettres de congé pour vendre le sel au détail en Velay, Vivarais, Gévaudan ; mettent de leur propre autorité des droits supplémentaires³⁴ ; modifient à leur gré les mesures³⁵. Ces doléances furent utiles puisqu'elles entraînèrent les grandes ordonnances du règne de Louis XII³⁶ cependant que le syndic des États intervenait au Grand Conseil, puis à la Chambre des Comptes de Paris, dans le procès intenté à Guillaume d'Ancézune, procès qui se termina en 1503 par l'arbitrage royal.

31. Règlement du 4 juin 1430 : Hérault, A 2 f. 57.

32. Alors que ces polices ne doivent être exhibées que sur les routes et par les charretiers qui assurent le transport du sel (Montpellier, BB 194, p. extr. instructions aux délégués de 1426 ; doléances de 1447, art. 48). Ces plaintes motivèrent l'ouverture d'une enquête (Bibl. nat., fr. 26076, n° 5682). Sur le transport du sel, voir : Ph. Wolff, *Commerces et marchands de Toulouse*, p. 218-222 et 453).

33. L'ordonnance de 1501 exemptait formellement les habitants des villes où se trouvaient des greniers à sel de fournir ce billet. Lors de son enregistrement à la cour des Aides, les généraux mirent cet article en surséance jusqu'après consultation des États. Ceux-ci déclarèrent cette réserve préjudiciable aux intérêts du pays et désignèrent un procureur pour faire revenir les généraux sur leur décision (Haute-Garonne, C. 2276, f. 46).

34. Doléances de 1457, art. 8. Ils délivrent, en particulier, des lettres de congé aux voituriers pour le prix d'un écu (Doléances de 1482, art. 16).

35. On se plaignait parfois de leur diminution : « Les mesures ont esté diminuées et afoiblies... tellement que l'affoiblissement porte plus de dommage au peuple que la grace par vous faite sur ledit sel ne porte de profit, car les mesures qui souloient estre larges et rondes ont esté faites de nouvel tres estroictes et quarrées » (Doléances de 1457, art. 8). Dès 1498, les États réclament le retour aux mesures établies sous le contrôle du général des finances Guillaume Bricconnet et qui avaient été rapetissées par le visiteur Guillaume d'Ancézune « sans avoir appelé le scindic du pays » (Doléances de 1498, art. 14 ; de 1499, art. 9 ; Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 14).

36. *Ordonnances des rois de France*, t. XXI, p. 240 et 266 ; Hérault B 1, f. 42. Cette dernière ordonnance, du 17 janvier 1501, ratifie des articles additionnels à la première ordonnance édictée après une enquête faite à Montpellier en octobre 1500 par les commissaires du roi pendant la session des États mais en dehors de l'assemblée.

En Languedoc, la consommation du sel était libre³⁷, sauf sur les frontières de Catalogne, dans les pays de Sault, Fenoilhédès et Termenès, où chaque feu était tenu de prendre par an demi-quintal de sel³⁸. Ceci pour éviter « la faulse marchandise qu'ils faisoient du sel de Cathelongne dont remplissoient tout le pais »³⁹. Les réclamations des États pour leur faire donner « le sel liberal » furent vaines, mais ils obtinrent cependant la désignation de commissaires chargés de faire une nouvelle réparation des feux.

Cette imposition du sel semblait être tombée en désuétude vers la fin du siècle, quand les lieutenants du visiteur essayèrent de la faire renaître⁴⁰. L'ambassade des États obtint facilement du roi la suppression de cet abus⁴¹.

D'autre part, le sel étant une des richesses du pays, les États s'employèrent à favoriser sa vente. Ils veillèrent à ce que « les estrangiers et circumvoysins n'y pourtassent prejudice en y conduysant d'autre sel »⁴². S'ils ne paraissent pas s'être mêlés du différend qui opposa de longues années le visiteur de Languedoc au pays de Quercy qui entendait user du sel de Poitou⁴³, ils soutinrent devant le Grand Conseil le même visiteur qui plaidait pour maintenir les limites autrefois fixées au sel poitevin en Auvergne⁴⁴, tout en suggérant que les pays conquis en Italie par Louis XII « pour l'advenir preignent leurs provisions desdiz selz des salins et botiques du présent pays de Languedoc »⁴⁵.

37. Le visiteur fit une tentative vers 1456 pour entreprendre un dénombrement de feux par tout le pays; elle n'aboutit pas devant la dénonciation par les Etats de cette «merveilleuse charge» (Doléances de 1456, art. 7).

38. En octobre 1423, les généraux de finances de Languedoc envoyaient le juge ordinaire de Carcassonne dans ces pays pour leur interdire l'usage du sel de Catalogne et leur ordonner de se fournir au grenier à sel de Sigean. (R. Gandilhon, *Compte du grenier à sel de Capestant*, p. 70).

39. Doléances de 1450, art. 39; de 1451, art. 10. La contrebande du sel donnait lieu en ces pays à des mesures repressives : des commissaires étaient nommés pour saisir le sel catalan et le faire fondre afin de donner exemple aux habitants et de les inciter à s'aller fournir aux greniers de Languedoc (Bibl. nat., P.O. 1780, Lyon, n° 6,7). Ph. Wolff, *Commerces..*, p. 219, note une saisie de sel catalan opérée aux dépens d'un marchand d'Aix-les-Thermes en 1454.

40. «Contraignant par manière de servitude les habitants de Sault, Fenoilhèdes et Termenes à prendre particulièrement chacun certaine quantité de sel contre leur volonté, ce que n'avaient jamais acoustumé de faire» (Doléances de l'ambassade de 1501, art. 13). Le lieutenant du visiteur, A. Poitevin, responsable de l'application de la mesure, était présent aux Etats et dut venir s'expliquer (Haute-Garonne, C. 2276, f. 10).

41. Par l'ordonnance du 9 octobre 1501 (*Annales du Midi*, t. III, p. 478).

42. Doléances de 1502, art. 2.

43. Conclu par l'arrêt du Parlement de Toulouse du 13 juillet 1487 (A. Viala, *le Parlement de Toulouse*, t. II, p. 358).

44. Les Etats décidèrent de poursuivre le procès en 1497 (Haute-Garonne, C. 2276, f. IV; doléances de 1498, art. 4). On essaya de leur imputer les retards du procès pour avoir omis de fournir les pièces nécessaires (Doléances de 1499, art. 23); par la suite, chaque année, un article de doléances réclame le jugement du procès (encore en 1511, art. 3). C'est sans doute à leur instigation qu'A. Duprat, avocat du roi au Parlement, alla, en compagnie du juge des crimes de Beaucaire, empêcher l'entrée du sel poitevin en Languedoc, après avoir assisté aux Etats du Puy (Bibl. nat., fr. 26108, n° 419).

45. Doléances de 1502, art. 3.

Ces demandes, quoique répétées, n'eurent guère de résultat⁴⁶ mais elles trahissent une préoccupation fort naturelle qui montre bien l'évolution du rôle des États et de la conception qu'ils en avaient eux-mêmes, car, s'ils ne négligèrent jamais entièrement leur rôle fiscal, ils devaient, à la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e, consacrer une part de plus en plus grande de leur activité aux questions économiques.

46. En 1503, le syndic au cours de son rapport expose qu'il n'a rien fait pour obliger les Italiens à se fournir du sel en Languedoc en raison de la guerre (Haute-Garonne, C2276, f. 85). Nouvelle demande en 1508, où l'on vante la qualité du sel du pays : «ung quintal de seel de Languedoc vault mieulx que deux du seel estrangier» (art. 8 des doléances). La matière était «en bons termes» en 1509 (réponse à l'article 5 des doléances). Elle aboutit, en 1511, à la signature d'un marché avec les salins de Peccais qui s'engageaient à fournir pendant dix ans les seigneuries de Bresse, Crémone et Bergame, mais rien ne put être fait pour Milan en raison d'accords antérieurs passés avec Gênes (Doléances de 1511, art. 2).

CHAPITRE II

L'ACTION ÉCONOMIQUE DES ÉTATS

L'action des États en matière économique dérive, pour une bonne part, de leur rôle fiscal. S'ils s'occupent, au xv^e siècle, d'agriculture, de commerce, voire d'industrie ou de travaux publics, c'est avant tout afin d'assurer un plus grand développement aux richesses du pays et de permettre aux contribuables de s'acquitter sans trop de peine de la part des impôts directs qui leur revient; c'est aussi pour accroître les revenus des impôts indirects et diminuer ainsi la portion de l'aide qui sera demandée aux tailles, soit directement par la plus-value de l'équivalent, soit indirectement par l'augmentation du produit des diverses taxes qui sont considérées comme étant du domaine royal. Ces interventions doivent, bien entendu, être également attribuées aux préoccupations des membres des États qui songent à défendre soit leurs intérêts particuliers, soit ceux de leurs administrés, et ceci aura naturellement pour conséquence des décisions parfois contradictoires.

SECTION I : LES ÉTATS ET L'AGRICULTURE

Ces contradictions apparaissent de façon très nette en ce qui concerne l'agriculture. On ne saurait dire que les États aient eu au xv^e siècle une politique agricole au sens moderne du mot, car leur action a toujours varié suivant les circonstances et n'a guère porté que sur un point particulier : la répartition et l'écoulement des récoltes, « la vuidange » des blés et des vins. Elle est essentiellement guidée par une nécessité et un principe : le fait qu'à cette époque le blé et le vin ne se conservent guère plus d'une année¹, d'où l'obligation d'autoriser l'exportation en cas de bonne récolte; la coutume, qui remonte à Saint Louis, de consulter des assemblées d'États avant de décider l'autorisation ou l'interdiction d'exporter ces denrées². Les États défendront avec la dernière

1. « Il y a peu de blé de l'an passé qui vaillent » disent les États au mois de mars 1450 (Doléances, art. 3). « Car, comme chacun scet, lesditz bléz et vins ne se pevent garder que ung an et seroient perduz et porris qui ne les vendroit dedans l'an, qui seroit grant inconvenient audit pais » (Doléances de 1457, art. 25). « En iceluy pays a eu cette présente année grande affluence de bleds, lesquels ne sont de garde » (lettre missive de Charles VIII, 1^{er} décembre 1486, Hérault, A 14, f. 164).

2. Voir : première partie, chap. 1. Dès 1418, les États de Carcassonne eurent à s'occuper de la question; il y avait grande disette à Montpellier, au point que *las pestoressas venon cridar al cossolat que non trovon blatz a vendre*

énergie ce privilège qu'ils considèrent comme la plus ancienne de leurs franchises et libertés³ et il n'est, pour ainsi dire, pas d'assemblée qui ne soit préoccupée de l'ouverture ou de la clôture de la traite des blés. Le parlement de Toulouse soutenait leurs prétentions⁴. La plupart du temps, le roi s'incline de bonne grâce devant cette prérogative⁵. Mais les décisions des États en la matière

per tener la villa provesida de pan; mais le sénéchal de Carcassonne refusait de laisser le blé sortir de sa sénéchaussée; les Montpelliérains avaient envoyé à Béziers et à Narbonne des émissaires qui avaient réussi à s'en procurer et avaient fait charger trois «fustes», mais ils ne pouvaient obtenir congé de mettre à la voile. Ils écrivirent alors aux délégués de Montpellier aux États : *plassié vos metre aquesta caussa en lo conselh* (Montpellier, BB à classer, lettres des 23 juillet, 1^{er}, 4 et 13 août 1418).

3. «Attendu que par les ordonnances royaulx la prohibition doit cesser si les habitants dudit pays ne le requierent », disent les États en mai 1442 (art. 6 des doléances). « Le roi a donné privilège au pais de Languedoc que la prohibition de tirer vins ou victuailles de Languedoc ne doit estre faicte sinon par deliberacion des prélatz, nobles et bonnes citéz dudit pais » (Doléances de 1457, art. 25). Sous Louis XI, l'évêque d'Albi écrit aux consuls de Montpellier, « pour ce que j'ay fait serment pour la grant stérilité que j'ay veu de n'en donner congé à homme vivant sans le consentement du pays », de tenir une petite assemblée pour autoriser le roi de Sicile à exporter en Provence huit cents charges de blé (Montpellier, BB 184).

4. En 1506 le procureur général vient dire aux États que le trésorier Coteureau «porte une lettres de permission et traicte generale des bleds du pais de Languedoc adressans à la Cour de Parlement à Tholose qui est contre les privilèges du pais» (Haute-Garonne, C 2276, f. 256). Cette lettre ne sera enregistrée au Parlement que le 3 mars 1507 «le sindic des trois Etatz du pays de Languedoc consentant a cette publication sans préjudice de leur privilège qu'ils disent avoir de faire l'ouverture et clousture d'icelle traicte de blés». (Haute-Garonne, B 13, f. 240).

5. Ainsi, en 1457, Charles VII informe les représentants du roi de Navarre, venus lui demander mille setiers de froment pour la provision de Barcelonne, qu'ils aient à se présenter devant les commissaires qu'il a envoyés présider aux États et chargés de s'informer sur cette matière (publié dans *Annales du Midi*, t. XIX, p. 60). En 1486, Charles VIII avait fait interdire la traite des blés dans tout le royaume; sur les remontrances du général de Languedoc, il prescrivit au lieutenant du gouverneur de faire une enquête «afin que de cette matière soit communiquée avec les commissaires qui seront envoyez de par nous aux prouchains des Estats de nostredit pays de Languedoc» (Hérault, A 14, f. 164). L'enquête se fit par sénéchaussée «appelé le procureur des gens des trois Estats» (*Ibidem*, f. 165). En 1505, Louis XII écrit aux États pour leur demander d'envoyer du blé au pays de Gaure «retenue la provision du pays»; il se voit opposer un refus (Haute-Garonne, C 2276, f. 232 v^o). En 1507, nouveau refus; il s'agissait cette fois de «bailler blés» à la reine d'Aragon (*Ibidem*, f. 272 v^o). Il faut naturellement mettre à part les cas de force majeure : en 1442, Charles VII ordonne la clôture de la traite pour assurer le ravitaillement de son armée de Tartas; pour ce motif les commissaires du roi ne peuvent accéder aux désirs des États (Doléances de 1442, art. 6). La traite fut autorisée par le roi à Montauban le 9 janvier 1443, mais il spécifia qu'une taxe de 5 sous par saumade frapperait à son profit le blé exporté jusqu'à concurrence de quarante mille saumades (Bibl. nat., fr. 25711, n^o 168); c'est pourquoi la clôture de la traite fut refusée aux États de 1443 qui la demandaient, jusqu'à la sortie complète de ces quarante mille saumades (Doléances de 1443, art. 31). En 1451, il fallut envoyer du blé à l'armée de Guyenne et les commissaires du roi n'y purent rien faire «car le commandement est venu de devers le roy pour la nécessité de la chose publique» (Doléances de 1451, art. 43). Au début de 1463, Louis XI suspendit l'exportation du blé de sa propre autorité. C'était une mesure préliminaire aux opérations militaires contre la Catalogne. L'ordre arriva à Pons de Clermont-Lodève au moment où il s'appretait à se rendre aux États du Puy (Bibl. nat., fr. 2801, f. 56). A ceux-ci qui requéraient la levée de cette défense il fit répondre qu'elle avait été faite par mandement spécial du roi «et pour certaines causes qui fort lui touchent» (Doléances de 1463, art. 13). Si, en 1502, Louis XII a interdit la traite des blés sans recourir aux États de sénéchaussée «veu la nécessité», les États n'en délibèrent pas moins et décident, eux aussi, la clôture (Haute-Garonne, f. 57 v^o).

doivent toujours être sanctionnées par les représentants royaux⁶; d'où la tentation pour ceux-ci d'agir de leur propre autorité⁷ ou de modifier les propositions qui leur sont soumises⁸.

Les États semblent, dans leurs délibérations⁹, obéir à un double souci qu'il n'est pas toujours facile de concilier : assurer un approvisionnement convenable du pays¹⁰; procurer aux agriculteurs des ressources suffisantes pour faire face à leurs obligations pécuniaires¹¹. Ils sont, de plus, amenés à prendre diverses précautions pour éviter les fraudes; s'efforcent de lutter contre les coalitions de marchands qui cherchent à se faire accorder des autorisations particulières, car, bien souvent, les traites des blés « ont esté ouvertes et closes à l'avantage et prouffit d'aucuns marchands et autres achectans les bléz »¹²; soutiennent l'action de leurs syndics

6. Voir les lettres du comte de Foix du 2 septembre 1430, 18 juillet 1431 et 9 juin 1433, interdisant la traite : Hérault, A 2, f. 93, v^o et A 10, f. 157, 237 v^o.

7. Lorsqu'en 1496, le lieutenant du gouverneur ordonne la clôture des blés par tous les ports de la sénéchaussée de Beaucaire, les consuls de Nîmes écrivent à ceux de Montpellier pour se concerter car «ladite clouture ne se doit faire autrement que a la petition des Estaz dudit pays et a grant et meure deliberacion» et ajoutent-ils, «si, par adventure, l'en le vouloit faire oultre nostre vouloir et ou prejudice dudit privilège», ils feront appel au Parlement (Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496). Si l'on en croit la P. just. n^o 18, les Montpelliérains étaient favorables à la clôture.

8. En 1478, les commissaires du roi n'autorisent la traite jusqu'à la Toussaint (Doléances de 1478, art. 20). En octobre 1443, ils l'interdisent à la demande des Etats, mais ajoutent que l'interdiction ne vaut pas pour «les quarante mille somades pieça ordonnées par le roy estre tirées» (Doléances d'octobre 1443, art. 31). Parfois au lieu de proclamer l'interdiction pure et simple d'exporter, ils mettent des taxes nouvelles : en 1434, l'évêque de Laon édicte un droit de 5 s. par saumade de blé et de 1 mouton d'or par muids de vin sortant du pays (Hérault, A 10, f. 265 v^o). De même en 1444, droit de 15 s. sur chaque muids de vin. C'est une nouveauté qu'il faut abattre, disent les Etats; cela a été fait « pour l'entretenue du pays, afin qu'il ne feust dénué de ce qui lui est nécessaire», répondent les commissaires.

9. L'un des exemples les plus curieux en la matière est la délibération du 9 mars 1485 (Arch. nat., K 691, n^o 80).

10. C'est pourquoi, en cas de disette, les Etats demandent la clôture de la traite : *attendu que lo pais a petit blastz et autres vieures, sia vedada la tracha*, déclare la sénéchaussée de Beaucaire dans ses doléances de 1431, art. 14. En février 1498, les Etats avisent même «que les bléz que sont en grans quantitez sur les portz dudit pays, portéz pour en faire vuydange et les tirer hors du royaume, seront retournéz aux villes prochaines et marchéz publics ou aura faulte de bléz, pour les bailler et delivrer a pris raisonnable a ceulx qui en auront necessité» (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 4). Il y avait notamment 25.000 setiers de blé dans les ports d'Agde et de Vias (*Bulletin de la Société Archéologique de Béziers*, t. III, p. 105). Une demande analogue sera faite en 1504 (Doléances, art. 31).

11. Ceci vise non seulement les deniers du roi, ce qui est le cas en 1428, *autrament non aurian de que far deniers per far ledit prest* (Doléances de 1428, art. 25); en 1442, car, si les habitants du pays ne peuvent vendre leurs récoltes «la ou ilz vouldroient, ilz ne pourroient payer les tailles et subsides au roy» (Doléances de mai 1442, art. 6) et en 1478, « considéré la grande povreté du pouvre peuple, lequell est en grans arrerrages des tailles» les Etats demandent la faculté « de tirer hors les bléz et grains qu'ilz ont pour fournir aux charges et affaires du roi» (Doléances de 1478, art. 20), mais ceci vise encore les revenus des nobles et des ecclésiastiques, car « les beneficez qui font le service es eglises de Narbonne et d'Agde n'ont rens receu de leurs distributions et gaiges passés à ung an et plus, pour ce que lesdites eglises n'ont que blé et n'en scevent que faire» (Doléances de 1457, art. 25). En conséquence, dans tous ces cas, on demande l'ouverture de la traite, même si la récolte n'a pas été des plus favorables.

12. Doléances de 1466, art. 32. En 1459, les consuls de Montpellier signalent au général de Languedoc que, malgré l'interdiction de la traite ordonnée aux Etats de Carcassonne, certains marchands étrangers s'efforçaient d'obtenir du

qui s'opposent à ces traites particulières¹³; interdisent parfois l'approvisionnement des ports par voie d'eau pour permettre un contrôle plus rigoureux; exigent le retour dans les villes voisines et marchés publics où le blé fait défaut des quantités de cette denrée qui avaient été conduites dans les ports du pays pour y être exportées et l'emploi de la contrainte afin d'obtenir l'ouverture des greniers¹⁴; réclament la suppression des commissaires particuliers qui, en cas de disette, étaient parfois nommés pour réquisitionner le blé ou, tout au moins, demandent qu'ils n'instrumentent qu'en présence des consuls ou syndics des villes et que ces derniers soient préférés aux acheteurs étrangers afin d'assurer, s'il était besoin, le ravitaillement de leurs compatriotes¹⁵. Mais les États ont toujours maintenu l'idée que le pays de Languedoc formait « un corps mystic » et que la libre circulation devait toujours être assurée entre les trois sénéchaussées¹⁶. A la fin du siècle, ils ont tendance à considérer que l'affaire regarde plutôt les assemblées de sénéchaussées que l'assemblée générale¹⁷. Ceci est, peut-être, une conséquence des abus des officiers royaux qui devaient arguer de l'impossibilité d'attendre la réunion des États pour ordonner de leur propre chef la clôture ou l'ouverture de la traite. En 1485, Charles VIII décida que les États éliraient en chaque sénéchaussée quatre personnages (un noble, un clerc, deux de l'état

roi une autorisation d'exportation et lui demandent de s'y opposer (Montpellier, BB 187, p. extr. 1459). En 1474, l'évêque du Puy fait écrire au roi de ne donner congé « a nulz marchands ny autres de tirer blez de cedit pais pour mener hors du royaume » (Bibl. nat., P.O. 2479, Richer n° 4). En 1495, protestations contre l'attitude du lieutenant du gouverneur qui a proclamé la clôture de la traite sans prendre avis des États et qui, nonobstant cette clôture, a autorisé l'exportation de quinze cents setiers de blé (Instr. de 1495, art. 13). En 1505, l'un des syndics du pays fait appel de l'autorisation de la traite accordée à des Florentins (Hérault, *Recueil de divers comptes*, t. I, f. 15).

13. La dame de Clermont, ayant obtenu du roi une licence pour tirer du blé hors du royaume, a voulu obtenir lettre de pareatis du sénéchal de Carcassonne; le syndic J. Lamée s'y est opposé; les États approuvent son action (Haute-Garonne, C. 2276, f. 4, 5, 5 v°, 6).

14. Haute-Loire 501 C 5720, f. 4, avec ordre aux syndics de suivre de très près l'action des sénéchaux sur ce point.

15. Doléances de 1433, art. 4.

16. Le 1^{er} avril 1427, alors que les États étaient réunis à Béziers, les représentants de la sénéchaussée de Beaucaire remontrent aux conseillers du roi présents qu'on leur interdit d'acquérir du blé dans la sénéchaussée de Carcassonne sous prétexte que le roi avait interdit la traite « combien que de tout temps ait esté acoustumé en cedit pays de Languedoc quand il est venu chierté du blez ou d'autres grains et vivres en l'une des trois sénéchaucies on s'est aydié et fourny et a l'en acoustumé aydier et fournir en l'autre ou es deux autres seneschaucies ». Les conseillers royaux leur donnent aussitôt l'autorisation demandée (Montpellier, Arm. C. cass. 7, Louvet 1201). Même affirmation en 1501 : « ung membre doit aider a l'autre en ses necessitez et par ainsi doive estre faite aucune prohibition de tirer les bléz par terre d'une seneschaucie a l'autre » (article 13 des doléances).

17. En 1500, ils décident que les sénéchaux y pourvoiront « appeléz ceulx des diocèses » (Haute-Loire, 501 C 5551). En 1505, ils stipulent que les frais en matière de traite des blés seront couchés aux frais des diocèses et non au rôle des frais généraux (Haute-Garonne, C. 2276, f. 33). Au début du XVI^e s., de fréquentes réunions des trois diocèses de Maguelonne, Nîmes et Uzès ont lieu à Nîmes devant le sénéchal de Beaucaire pour régler cette question (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 149), mais les États de 1504 reprochaient aux sénéchaux de n'appeler qu'un consul ou deux à ces réunions et réclamaient qu'on y appelle « toutz les Estatz et procureurs ou scindic dudit pais de Languedoc de ladite seneschaucie » (art. 5 des doléances).

commun) qui devraient être obligatoirement consultés¹⁸. Mais les États ont su sauvegarder tous leurs pouvoirs¹⁹ et se sont même réservé le droit de discuter en assemblée générale sur les dérogations à apporter à la clôture de la traite²⁰.

L'action des États en ce qui concerne les vins du pays sera identique et, s'ils s'intéressent moins souvent aux questions viticoles, cela est simplement dû au fait que la culture de la vigne était moins répandue que de nos jours en ces régions. Mais déjà bien des terroirs avaient su porter au loin la renommée de leurs vins²¹. Il en était résulté un commerce assez florissant pour inquiéter d'autres régions productrices et, à la fin du xv^e siècle, les États n'hésitèrent pas à engager un long procès pour assurer aux vins de Languedoc des débouchés suffisants. Après le rattachement définitif de la Guyenne à la France, les habitants de Bordeaux s'efforcèrent d'obtenir de Charles VII le rétablissement de leurs anciens privilèges. Sur leurs instances, le roi prescrivit que les « vins du creu de au dessus de Saint Makaire » ne pourraient être descendus au-delà de cette ville avant la fête de la Saint-André (30 novembre); qu'après cette date ils ne pourraient pas être vendus dans Bordeaux et que seuls les étrangers seraient autorisés à les acquérir, en vue de l'exportation, moyennant un droit de traite de 25 sous par tonneau²². Ces prescriptions furent à peu près observées tant que vécut Charles VII; mais en mars 1462, les Bor-

18. *Hist Lang.*, t. XII, preuve n° 106.

19. Ils ne laissent passer aucune occasion de rappeler leur privilège et demandent un blâme contre les officiers royaux qui agissent sans leur consentement (Doléances de 1499, art. 2).

20. En février 1498, le fils de Monsieur de Saint Privat, ayant été « prins en galere » devait fournir pour sa rançon 50 charges de blé. La clôture de la traite avait été déclarée; le père s'adressa aux États. Les discussions furent longues; certains auraient préféré lui donner « cent florins que fere l'ouverture ». Finalement, il fut conclu « que la traite de cinquante charges de blé soit baillé a Monseigneur de Saint Privat pour avoir son filz », mais le premier consul de Montpellier reçut mission d'aller, aux dépens du pays, surveiller l'embarquement, « pour veoir s'il n'y metret plus » (Haute-Loire, 501 C 5720). Un acte, daté du 26 février 1498, fut rédigé au nom des États pour constater cette autorisation (Haute-Loire, 501 C 6987). La même année, les habitants de Marseille, ayant obtenu du roi des lettres les autorisant à tirer certaines quantités de blé hors du pays, demandent licence aux États de les porter à Marseille. Ils s'y refusent, tout en prescrivant à leur syndic d'envoyer une lettre d'excuses (Haute-Loire, 501 C 5720, f. VI v°). Même réponse pour monsieur de Savoie (f. XI v°). En 1509, malgré la clôture de la traite et l'interdiction de faire circuler le blé par voie d'eau, autorisation est donnée aux gens de Frontignan de faire venir par ce moyen du blé de Narbonne (Haute-Garonne, C 2276, f. 291 v°).

21. C'est ainsi que les vins de « Mirevalx », dans l'Hérault, étaient déjà célèbres; le sire de la Roche, lieutenant général du gouverneur de Languedoc, s'appropriant à gagner Montpellier où il espère « que les Estas y seron au brief », invite les consuls de Montpellier à laisser entrer en franchise dans leur ville « les vings de Myrevault et d'ailheurs » dont il a besoin pour sa consommation (Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496). Les vins de la région de Gaillac, de Rabastens, de Mireval, étaient exportés en Angleterre, en Normandie et en Bretagne (Arch. nat., V 5 1042, 16 novembre 1499).

22. Lettres patentes du 11 avril 1454, publiées : M. Gouron, *Recueil des privilèges accordés à la ville de Bordeaux par Charles VII et Louis XI*, n° III. Les princes du sang et les officiers étaient exempts de ces restrictions. Ces mesures protectrices ne faisaient que reprendre celles qui avaient cours aux xiii^e et xiv^e siècles, au temps où la guerre n'avait pas interrompu le trafic entre Languedoc et Guyenne (J.-L. Riol, *le Vignoble de Gaillac*, pp. 41-57).

delais profitèrent du séjour de Louis XI en leur ville pour faire reporter au jour de Noël la date où l'interdiction de la descente des vins du Haut-Pays prenait fin²³. Cette interdiction frappait les vins qui se récoltaient dans le Haut-Languedoc, l'Albigeois, l'Agenais et le Quercy. Ces vins étaient alors transportés par eau; par le Tarn et la Garonne, ils étaient amenés à Bordeaux et, de là, par mer, étaient expédiés soit en Angleterre, soit en Flandre, Normandie ou Bretagne. Interdire l'arrivée de ces vins avant la Noël, c'était assurer la vente des vins de Bordeaux par priorité mais cela ne faisait pas l'affaire des vigneronns du Haut-Languedoc²⁴ qui saisirent les États²⁵. Les plaintes de ces derniers ne furent peut-être pas étrangères à la décision de Charles de France qui, lors de son avènement en Guyenne, remit en vigueur, en septembre 1470, les prescriptions de Charles VII²⁶. Mais après la mort du duc, Louis XI devait annuler les restrictions et innovations faites par son frère²⁷. Une nouvelle tentative fut faite aux États Généraux de Tours où il fut demandé le libre transport des vins devant Bordeaux « en tout temps et saisons de l'année ». Mais les jurats ayant obtenu de Charles VIII confirmation de leurs anciens privilèges, un procès fut engagé au Parlement de Bordeaux²⁸. L'affaire traînant en longueur, les États la prirent en mains et réclamèrent le renvoi au Parlement de Paris ou l'évocation au Grand Conseil²⁹. Ils obtinrent gain de cause, virent les représentants de la Normandie et de la Bretagne se joindre à eux et, le 16 novembre 1499, le Grand Conseil rendait un arrêt provisionnel³⁰. Par suite d'une lacune dans les registres de cette juridiction, on n'en connaît pas le dispositif, mais il semble que, conformément aux

23. Lettres patentes de mai 1462, publiées : M. Gouron, *Recueil...* n° XXX-IV.

24. Ils faisaient valoir, non sans raison, que leurs vins étaient « gros et durs » et devenaient aigres « s'ilz ne sont portéz de bonne heure ailleurs et hors ledit pays ». Ils ajoutaient que « le navigaige est perdu, ledit temps de la Nativité Nostre Seigneur passé ».

25. Le diocèse d'Albi avait dès février 1468, fait insérer un article au cahier des doléances afin de pouvoir « conduire et donner cours par la rivière de Tarn... a la delivrance de leurs bléz et vins qui croissent en iceluy diocese, tant en Gascoigne comme en Bourdeloys et ailleurs... nonobstant certaines prohibicions et deffenses nagueres sur ce faictes de par le roy » (Doléances de février 1468, art. 4).

26. Voir ses lettres patentes : M. Gouron, *Recueil...* n° XVI et XVII.

27. En juin 1472 (M. Gouron, *Recueil...* n° L).

28. J.-L. Riol, *op. cit.*, pp. 61-62; Instructions de 1493, articles 20, 21 et 22.

29. En 1493, les ambassadeurs en Cour avaient d'abord reçu comme instructions de réclamer l'évocation pour que l'affaire « fut poursuivie et jugée sans suspeccon ne faveur », mais les Etats, s'étant ravisés, firent rayer cette demande et réclamèrent seulement que le roi « en escripvit » au Parlement « pour l'expedition dudit procès » (*Ibidem*, art. 22). L'évocation est formellement demandée par les Instructions de 1495 (Hérault, *Doléances*, t. 1, f. 253, art. 19). Elle est réclamée à nouveau par les doléances de février 1493 (art. 13) et les commissaires du roi répondent que la chose est raisonnable. La première comparaison des parties au Grand Conseil semble être du 30 octobre 1498 (Arch. nat., V 5 1042). Le 31 décembre de la même année, les Etats réunis à Montpellier donnaient procuration à Jehan Pasquot, prévôt de Réalmont, Aubert du Puy, docteur en médecine et Thomas de Boys cornu, procureur au Grand Conseil, de poursuivre l'affaire devant cette juridiction (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 33 et 501 C 7002).

30. Arch. nat., V⁵ 1042.

demandes du Languedoc³¹, il prescrivait une enquête; il permettait en outre, par provision, aux vigneronns Gaillacois de vendre et débiter leurs vins sur le quai des « Chartreux » de la ville de Bordeaux ou ailleurs, dès le lendemain de la Saint Martin d'hiver³². Les États avaient fait valoir qu'en mars 1484 à Tours, Charles VIII avait déclaré « que toutes rivières navigables de son royaume seroient liberalles » et que la confirmation qu'il avait donnée du privilège des Bordelais l'avait été « sans leur sceu et sans les appeller ». Il fut impossible d'obtenir exécution de l'arrêt; les Bordelais s'efforcèrent, en outre, de retarder le jugement au fond en invoquant la nullité des enquêtes faites jusqu'alors³³. Le maréchal de Gié et l'évêque d'Albi intervinrent³⁴ et surent amener les deux parties à transiger à l'amiable. Le 21 octobre 1500, les États nommaient leurs procureurs, Jean Pasquot et Pierre Potier³⁵. Aux termes de l'accord, signé à Albi le 2 décembre 1500, il fut décidé que les vins de Languedoc pourraient être amenés à Bordeaux « au lieu des Chartreux » à partir du 11 novembre, mais que les vins qui y seraient entreposés ne pourraient être vendus qu'après le 30 novembre, étant entendu que les Bordelais se réservaient la vente du vin à l'Angleterre jusqu'à la Noël. Cet accord fut ratifié par les commettants des procureurs qui l'avaient signé; l'échange des ratifications eut lieu en la présence de l'évêque d'Albi le 11 janvier 1501³⁶. Le tout fut enregistré au Grand Conseil le 23 mars suivant³⁷, malgré l'opposition des habitants de Quercy et d'Agenais qui se prétendaient partie au procès et concluaient que la transaction conclue sans eux était nulle³⁸, et l'application de cet accord,

31. En effet, les comptes de J. Pasquot, prévôt de Réaumont, qui avait été chargé de représenter les États dans ce procès, ont été conservés et parlent de *l'arrest donat per ledit grand Conselh en favor deldit pays de Languedoc contre losdits de Bordeaux toquan la descenta dels vis* (*Comptes des Syndics généraux*, t. 1, f. 1) et le 30 novembre 1499 les commissaires du roi aux États ordonnaient aux capitouls de Toulouse de verser « a maistre Jehan Prunier » la part qui revenait à leur ville des frais généraux des États (Soit 188 l. 4 s. 2 d.) « pour faire exécuter l'arrest prononcé contre ceulx de Bordeaux » (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes (1499-1500)*, n° 150). Les États de Cordes avaient en effet octroyé une somme de 916 l. 18 s. 2 d. pour subvenir aux frais de l'exécution (Doléances de 1500, art. 17).

32. J.-L. Riol, *op. cit.*, p. 63.

33. Procédures des 3, 18, 19, 27 février et 10 juin (Arch. nat., V^s 1042); requêtes et assignations des 11, 16, 20 juillet et 30 août 1500; arrêts interlocutoires des 6 et 13 juillet (Hérault, A 19, n°s 21 et 22). Le 30 août les Bordelais étaient déclarés forclos.

34. Hérault, *Comptes des syndics généraux*, t. 1, f. 3; *Recueil de divers comptes*, t. 1, f. 7; Haute-Loire, 501 C 5543 et 501 C 5551, délibération du 19 octobre 1500. Dès 1498 les États avaient conclu « que tout soit remis à monseigneur d'Albi » (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 33).

35. Le texte de la publication a été publié par E. Marty *Cartulaires de l'hôtel de ville de Rabastens*, p. 85). D'après F. Michel, *Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux*, t. 1 (1867), p. 170, l'arrêt du Grand Conseil du 23 mars 1501 se trouverait dans *Anciens et nouveaux statuts de la ville et cité de Bordeaux*, édition de 1701, p. 194.

36. Les représentants de Bordeaux ayant dû aller chercher procuration suffisante (Hérault, *Compte des trésoriers de la Bourse*, t. 1).

37. Arch. nat., V^s 1042.

38. Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 7.

à l'exception d'une protestation des habitants de Guyenne, hors la ville de Bordeaux³⁹, ne semble pas avoir soulevé de difficultés⁴⁰.

Quelques années plus tard, Bordeaux essaya d'un autre procédé pour favoriser ses vins en prélevant une taxe de quatre écus sur chaque charge de vin exportée par son port. Aux doléances des États, les commissaires répondaient que c'était là « jose injuste et déraisonnable »⁴¹. Parallèlement, les États entendaient assurer aux acquéreurs du vin languedocien certaines garanties. A leur instance, de 1501 à 1503, le lieutenant du gouverneur désigna des commissaires pour l'inspection des tonneliers afin de punir ceux qui faisaient de la mauvaise et fausse futaille vinaire au grand préjudice du pays⁴².

Ce sont des préoccupations d'un autre ordre qui ont incité les États à s'occuper des oliviers. Au cours d'hivers très rigoureux, ces arbres avaient beaucoup souffert de la gelée et un grand nombre étaient morts⁴³. En 1471, les États firent prendre des mesures pour leur conservation ou « au moins des germes ou plantes que iceulx oliviers ont remis au pié des soches » et, notamment, ils demandèrent aux commissaires de proclamer l'interdiction de faire paître les troupeaux dans les olivettes⁴⁴. Mais cette mesure ne doit pas faire croire que les États ne portaient aucun intérêt à l'élevage. Bien au contraire, puisque nous voyons ceux-ci tantôt se préoccuper « des abuz qui se font quant le bestail de ce pays va aux montagnes »⁴⁵, tantôt dénoncer les dommages causés aux récoltes par le bétail de certains ecclésiastiques, notamment de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui refusent de respecter les interdictions portées par les syndics des communautés⁴⁶, tantôt signaler les épi-zooties⁴⁷.

Ces dernières mesures ne sont pas les seules qui aient été prises à l'instigation des États pour assurer la protection des agriculteurs. A partir de 1444, un article des doléances, régulièrement répété, réclame « qu'on ne face point exécution es beufz, muletz, chevaux ne autres bestes ou instrumens necessaires à labourer les terres ou autres biens dont les povres laboureurs ont a supporter leur vie »⁴⁸.

39. Arch. nat., V^s 1042, 16 avril 1501.

40. Quelques quarante ans plus tard, les Bordelais devaient revenir à la charge et obtenir de François 1^{er} des lettres patentes du 19 janvier 1545 n'autorisant la descente des vins du Haut-Pays qu'après la fête de Noël (Gironde, 1 B 5, f. 49).

41. En 1514, (Haute-Garonne, C 993, f. 158 v^o).

42. Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 19.

43. Ce fut le cas pendant l'hiver de 1422 (Doléances de 1428, art. 6) de 1471 et de 1493 (Doléances de 1497, art. 1). Parfois les oliviers ne donnent pas de récolte : « les olives... ont du tout failly ceste année » (Doléances de 1450, art. 3).

44. Gignac, BB 58, f. 173 v^o, publié dans *Revue des langues romanes*, t. II (1871), p. 1.

45. Haute-Loire, 501 C 5551.

46. Doléances de 1468, art. 21.

47. En 1462, les États mentionnent les « mortalitéz qui continuellement ont couru et courent... sur les bestes meres en plusieurs et divers lieux d'icelui pais » (Doléances, art. 1).

48. Doléances de 1444, art. 14. La réponse est régulièrement : « qu'on espargne beufz et muletz tant que on pourra trouver autre chose ». Il s'agit naturellement ici des exécutions faites à l'encontre des cultivateurs qui n'avaient pas payé leurs cotes d'imposition.

D'autre part, toutes les mesures prises par les États pour écarter les routiers du pays, pour la répression du brigandage et de la piraterie, pour éluder le logis des gens d'armes, profitaient naturellement aux agriculteurs, tout de même que leurs réclamations, au début du xvi^e siècle, afin d'obtenir en leur faveur un dédommagement substantiel pour les vivres, bétail, charrettes et bêtes de somme réquisitionnés pour l'entretien et les charrois de l'armée du Roussillon⁴⁹.

Ce sont là des mesures qui bénéficiaient incontestablement à l'agriculture. Il n'en reste pas moins que les États s'intéressent surtout à elle pour trouver des justifications à l'impécuniosité du pays, car, de deux choses l'une : ou les récoltes ont été mauvaises et on ne pourra trouver de l'argent pour payer les tailles⁵⁰; ou elles ont été bonnes et, dans ce cas, « le pays n'a point de vuidange ne lieu ou il s'en puisse despecher et fault que lui demeure sur les bras »⁵¹, et le résultat sera le même.

SECTION II : LES ÉTATS ET LES TRAVAUX PUBLICS

On sait l'œuvre considérable qui, aux derniers siècles de la monarchie, a été celle des États en matière de travaux publics. Ils ne s'en sont pourtant occupés qu'assez tardivement. Ceci ne veut pas, au reste, dire qu'ils s'en désintéressaient totalement. Assez souvent, dès la première moitié du xv^e siècle, on les voit attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'état de délabrement des routes et des ponts⁵². On considérerait alors que leur entretien devait être assuré par ceux qui percevaient les leudes et péages⁵³, établis, pré-

49. Doléances de 1497, art. 1; de 1503, art. 10, de 1503, art. 3 et 4; de 1505, art. 11. En juillet 1505, assemblés pour octroyer une crue, les États voient se présenter à eux le commissaire royal chargé de répartir sur le Languedoc une levée de vivres. Les États protestent alors que le pays a privilège « que le roy ne peult mettre aucune chose sur eux sans leur sceu et consentement », mais on leur répond « qu'ilz ne sont point mandés pour cestuy affaire se assembler » (Haute-Garonne, C 2276, f. 74-77).

50. C'est le cas en 1445 où le blé et les olives ont été perdus par les froidures, les gelées, « les pierres froides »; où plus de 20 000 pipes de vin ont été perdues à la suite du mauvais temps; où le vignoble du Toulousain, de l'Albigeois et du Lauragais a été ravagé et en 1446 où « faute de pluye et d'eau » les blés et les avoines ne donnèrent rien et où le bétail, faute d'aliments, mourait (doléances de 1446, art. 2).

51. Doléances de 1447, art. 1.

52. P. Just, n° 4, art. 26. Les États de 1483 signalent qu'en raison de cet état de chose « plusieurs mortz puis aucun temps en sa s'en sont ensuivies, chevaux et mulets gastéz, marchandises perdues et autres plusieurs inconveniens irréparables » (doléances de 1483, art. 18).

53. En 1444, Charles VII avait commis Aynard de Bleterens, premier président au Parlement de Toulouse, pour la réformation des péages du Rhône. La sous-série H aux Arch. nat. conserve encore un assez grand nombre de documents se rapportant à cette commission (notamment H 2960, 2965, 3188). Tous les propriétaires de péages furent mis sous la main du roi, ce qui souleva les récriminations des États (Doléances de 1446, art. 30; de 1447, art. 25). Une délibération des États de 1498 constate que les seigneurs péagers « laissent cheoir en ruïne les ponts et ne daignent faire aucune réparation des chemins ». Il est ordonné aux syndics de les y contraindre (Haute-Loire, 501 C 6988). En 1501, il est répondu à une requête à propos de la réparation du pont d'Agde que le pays de Languedoc est « beaucoup chargé » et qu'il faut contraindre ceux qui lèvent la leude à effectuer les réparations (Haute-Garonne, C 2276, f. 19).

tendaient les États, « pour la repparation et refection des chemins, pons et passages »⁵⁴. Ils obtinrent de Louis XII les lettres patentes du 19 octobre 1501 prescrivant à tous ceux qui levaient de tels droits d'en consacrer les revenus à de telles réparations⁵⁵. La règle ainsi fixée ne dut pas être très bien observée, car, dans les premières années du xvi^e siècle, les plaintes furent nombreuses⁵⁶, une délibération du 4 octobre 1514, dont copie fut envoyée à tous les diocèses, prescrivit de garder de point en point le privilège du pays et de contraindre les opposants, ordre était donné aux syndics de poursuivre d'office les réparations nécessaires⁵⁷.

Mais, déjà à cette époque, les États commençaient à inclure quelques sommes dans les frais généraux du pays pour des travaux d'utilité publique. Cette façon de faire avait commencé, fort modestement, dans les assiettes diocésaines. Au mois d'avril 1449, l'assiette d'Uzès mettait « au chapitre des effrais dudit diocese » une somme de quatre livres « pour reparacion que estoit necces-sere de fere au pont du Gart »⁵⁸. Le procédé fut certainement encouragé par Louis XI qui, en 1467, invita les États à lever une somme de vingt quatre mille livres réparties sur trois ans, pour la réparation du port d'Aiguesmortes⁵⁹. En 1478, il fut fait un don, d'ailleurs modeste (cent sous tournois), à l'œuvre du pont de Bagnols en cours de reconstruction⁶⁰. En 1488, les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne accordaient aux consuls de Narbonne une somme de quatre cent cinquante livres pour « l'entretènement de la paixière qui est sur la rivière d'Aude »⁶¹.

En 1496, les États faisaient barrer l'entrée du grau de Mauguio avec des pieux pour empêcher les vaisseaux de commerce de débarquer leur cargaison au préjudice des privilèges d'Aigues-

54. Doléances de 1500, art. 13 et de 1501, art. 19.

55. Caseneuve, *Chartes de Languedoc*, p. 114. Ces lettres furent estimées si précieuses qu'un vidimus en fut remis à chaque diocèse (Haute-Garonne, C 2276, f. 86). Aux États de 1502 quand le procureur du pays fit son rapport, les représentants des barons protestèrent que « la fondation et institution des peages et leudes dudit pais n'a pas esté faicte pour la reparation des ponts et passages, mais pour tenir le pais, marchans et leurs marchandises en seurté ». Mais les gens d'Eglise et l'état commun exprimèrent un avis opposé (Haute-Garonne, C 2276, f. 48 v°).

56. En 1509, requête des consuls de Pézenas à propos du pont de Saint-Thibéry; le procureur du pays en poursuivait la réparation aux frais de l'abbé de Saint-Thibéry et du vicomte de Pézenas (Haute-Garonne, C 2276, f. 293 v°). Les États de 1514 s'occupèrent de la question.

57. Mais les frais de la poursuite étaient à la charge des diocèses (Pézenas, l. 3, ch. 23).

58. Bibl. nat., fr. 26425, n° 131.

59. Bibl. nat., fr. 25714, f. 105. Louis XI s'empessa, au reste de détourner ces deniers de leur affectation.

60. Bibl. nat., fr. 23264, f. 35.

61. Bibl. nat., fr. 23900, f. 358 et fr. 26101, n° 516; cette somme fut votée à la place de la blaque que les consuls de Narbonne prenaient sur le sel et qui était affectée à ces réparations. C'était en effet, l'habitude d'accorder aux consuls des villes le droit de lever des taxes indirectes, blaque de sel ou souquet du vin, pour la réparation de leurs murailles et leurs travaux publics. L'intervention des États de 1488 s'explique parce qu'ils avaient obtenu de Charles VIII la suppression de tous les droits sur le sel autres que la gabelle: les consuls de Montpellier durent adresser plusieurs suppliques au roi avant de pouvoir continuer à lever la blaque qui était affectée à l'entretien de leurs murailles, car les procureurs des États s'efforcèrent de les en empêcher (Montpellier, BB 189, pièces extraites, année 1490).

mortes; le syndic du pays devait présider en personne aux opérations⁶². En 1505, les États s'occupent de la « paleille et edifice » élevé dans le Rhône par les habitants de Tarascon pour divertir le cours du fleuve⁶³. Le maintien des ouvrages d'art entraîne également des protestations contre les fermiers du tirage du sel qui utilisaient les levées construites contre les inondations comme chemins de halage. Au début du xvi^e siècle, ils substituèrent des chevaux aux hommes pour tirer leurs bateaux chargés de sel et cela détériorait les digues qui ne pouvaient plus contenir les eaux du fleuve et dont la réparation coûtait fort cher aux localités riveraines⁶⁴. Mais dans l'ensemble, les États préférèrent mettre ces travaux à la charge des assiettes diocésaines⁶⁵. L'état des routes et des ponts était, semble-t-il, assez lamentable, si l'on en croit les doléances⁶⁶ et la grosse affaire était de trouver de l'argent pour les réparer, ce qui explique l'intervention des États, intervention qui eut aussi pour cause le désir des États de favoriser le commerce par tous les moyens dont ils disposaient⁶⁷.

SECTION III : LES ÉTATS ET LE COMMERCE

Les questions commerciales ont été celles qui, au xv^e siècle, ont le plus préoccupé les États. Cela se comprend facilement; les États étaient surtout formés des représentants des villes, dont certaines, et avant tout, les principales, telles Montpellier ou Toulouse, avaient derrière elles un long passé d'activité commerciale. Au sein de ces villes, où ils avaient réussi à monopoliser à leur profit la plupart des charges municipales, les riches marchands faisaient la loi.

62. P. Just, n° 18.

63. Haute-Garonne, C 2276, f. 236 v°.

64. Doléances de 1504, art. 19.

65. Aux consuls de Bagnols qui sollicitent une subvention pour l'achèvement de leur pont il est répondu « *nichil fiat* et que les diocésains portent la charge à faire le parachevement » (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 11).

66. « Audit pays a beaucoup desditz pontz et passaiges qui sont cheuz en grand ruyne, au moyen desquelz adviennent plusieurs esclandres et dommages aux habitants dudit pays a faulte de reparation » (Doléances de 1501, art. 19). En 1506, « attendu qu'il y a beaucoup d'autres pontz ou pais a reparer », les États refusent de mettre sur les frais du pays quelques sommes pour la réparation du pont de Lyon. Cette ville leur avait envoyé deux émissaires pour essayer de mettre fin au procès qui l'opposait devant le Grand Conseil aux États, à propos du droit du petit blanc par quintal de sel qu'elle avait obtenu de lever à cet usage (Haute-Garonne, C 2276, f. 246-247). Cette même année, le procureur du pays en la sénéchaussée de Carcassonne signale plusieurs ponts détruits (*Ibidem* f. 253).

67. Au début du xvi^e s., il revient également aux États de trouver les sommes nécessaires à la fortification des places de la frontière du Roussillon dont l'importance devient considérable en raison des hostilités avec l'Espagne. On avait affecté les revenus d'un certain nombre de greniers à sel, mais les États furent contraints de soutenir à ce propos un procès interminable contre les saliniers (Doléances de 1514, art. 2). Comme ces ressources ne suffisaient pas, assez souvent, le général de Languedoc est chargé de demander au pays d'aider le roi à ces fortifications, mais l'accueil fait à ces demandes était variable : « rien pour cette année », disent les États en 1505; en 1506, ils accordent 10.000 l.; en 1508, on exige d'eux 20.000 l. pour la construction d'une galère (Haute-Garonne, C 2276, f. 237, 250 v°, 271 v° et 275).

Rien d'étonnant à ce qu'ils considérassent « la marchandise » comme « la mère et nourrice du pays »⁶⁸ et qu'ils fissent partager ce point de vue à une assemblée dont ils étaient les membres influents. Comme, d'autre part, le Languedoc était un pays plutôt pauvre, où à l'exception de quelques plaines, fort riches mais de peu d'étendue, l'agriculture ne connaissait que de maigres rendements, où l'industrie était peu développée, où les richesses minières étaient pratiquement inexistantes⁶⁹, le grand commerce était le seul moyen de s'enrichir; c'était donc une ressource à ne pas négliger. Mais les échanges commerciaux s'accordent mal avec une réglementation excessive et les barrières douanières. C'est pourquoi les États se sont toujours fait les champions de la liberté du commerce, tout au moins pour les marchands de Languedoc.

1. — La liberté du commerce.

Dès 1423, les États réclamaient la cessation des prohibitions « de non traire marchandises » et demandaient « que chacun puisse libéralement et franchement traire ou faire traire hors du royaume affin que or, argent et autres richesses puissent venir des autres royaumes »⁷⁰. Tel est le principe sur lequel a reposé la politique constante des États; mais ses applications ont beaucoup varié.

La liberté du commerce d'exportation, c'est d'abord le droit de charger ses marchandises sur le navire de son choix. Pour obtenir cette faculté, il faudra, à plusieurs reprises, soutenir une action vigoureuse contre la politique des rois de France. Aux environs de 1444, Jacques Cœur, après avoir créé les galées de France, s'était fait donner le monopole du transport exclusif des marchandises

68. Doléances de 1456, dans Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 131.

69. A côté des mines d'argent de Saint-Hilaire d'Aumessas exploitées sous le contrôle des généraux maîtres des monnaies (Hérault, A 12, f. 76, 169, 253) qui n'ont soulevé aucune requête de la part des États, la ressource principale est alors « l'or de paillole », que l'on recueillait dans les rivières. Les États s'en occupent surtout pour faire indemniser les propriétaires dont les terres et possessions sont gâtées et minées par les « aurières » (Doléances de 1462, art. 15) car à cette époque, la recherche de l'or est subordonnée à l'obtention d'une licence par le général maître des monnaies (voir les commissions délivrées par celui de Montpellier à divers habitants de la sénéschaussée de Beaucaire pour la « cueillette » de l'or dans les rivières de Cèze, Gardon, Hérault, etc..., en 1446, 1450, 1452, 1468 : Hérault, A 12, f. 158, v^o, 251; A 13, f. 181 v^o). Dès 1476 les États avaient obtenu la suppression de telles licences; tout habitant peut « sercher, cueillir et amasser » l'or (Doléances de 1476, art. 10; de 1478, art. 12). Le maître de la monnaie de Montpellier voulut plus tard revenir au système des licences, qu'il faisait payer cinq sous par homme; il dut devant les protestations soulevées y renoncer (Doléances de 1504, art. 9) la seule restriction apportée fut l'interdiction de l'exportation et l'obligation de la vente à la monnaie la plus proche (Doléances de 1511, art. 11). Les nécessités de la guerre obligèrent le gouvernement royal à faire rechercher le salpêtre; les États émirent des doléances à l'occasion des réquisitions de bétail faites pour en assurer le charroi (Doléances de 1480, art. 17).

70. P. Just. n^o 2, art. 12. L'article 13 réclame la suppression du droit de traite que Charles VII faisait lever depuis 1420 sur toutes les marchandises quittant le royaume. Les doléances de 1424 dans leur article 11 bis (non reproduit par Dom Vaissète) reprenaient les mêmes demandes. Elles n'en exceptaient que la viande et les blés *jusques apres meysos venens*.

françaises dans les ports musulmans⁷¹. Ce monopole ne semble pas, au début, avoir gêné les négociants du Languedoc; au contraire, on voit les ambassadeurs du pays se féliciter des mesures prises par le roi car ils y voient une source de richesses inestimables qui vaudra au royaume l'honneur et le profit que recueillaient jadis les étrangers⁷²; mais dès 1456, les Etats demandèrent que « a faute de galées de France » les marchands puissent charger « toutes marchandises es autres navires qui seront es ports dudit pays »⁷³; en 1462, allant plus loin ils revendiquèrent la liberté totale en la matière⁷⁴.

En 1463, ils ajoutèrent à leur réclamation des plaintes sur les procédés des patrons des galées de France⁷⁵. Mais déjà, les principes de la politique commerciale de Louis XI se faisaient jour⁷⁶. Il venait de frapper d'un droit de dix pour cent toutes les marchandises déchargées dans un port français « par fustes estranges »⁷⁷ puis, en 1466, « pour cuidier augmenter ledit navigaige et enrichir ledit pais de Languedoc », il décrétait qu'aucune épicerie ou droguerie ne pourrait entrer en ce pays, « fors seulement sur les gallées et autres fustes qui son a present faictes audit pais par ses subgetz et telles qui par sesdits subgetz seront doresenavant faictes, les quelles galées et fustes de sesdits subgets, il veult avoir telles et semblables franchises que les siennes »⁷⁸. Si les Etats semblèrent accepter momentanément cette décision⁷⁹ ils s'empresèrent, dès l'année suivante, de réclamer la pleine liberté⁸⁰. La réponse ambigüe qui leur fut faite ne permet pas d'établir s'ils obtinrent vraiment satisfaction⁸¹. Il ne le semble pas car, les

71. La Roncière, *Le protectionnisme et le libre échange*, dans *Revue des questions historiques*, 1895.

72. Doléances de l'ambassade 1445, art. 21.

73. Doléances de 1456, art. 16. Ils essayèrent un refus : « le roy pour avantager ses fustes, y a naguères donné provision ». Les plaintes avaient du commencer quelques années auparavant. Dans sa proposition faite au Puy en 1452, l'évêque de Carcassonne rappelait que le roi *volebat quod sui navigantes pocius habeant avantagium navigia sua onerare mercancitis quam extranei mercatores* (Montpellier BB 60).

74. « Que lesdits marchans, soient estranges ou du pais, en quelzconques fustes estranges ou privées puissent charger ou descharger leurs dites marchandises franchement sans aucun empeschement » (Doléances de 1462, art. 3).

75. Qui « promectaient aux marchans de faire ung voyage quand les gallées estranges estoient au port et, apres qu'elles estoient parties, elles prenoient un autre voyage » (Doléances de juillet 1463, art. 31).

76. « Seroit de nécessité que les gallées et autres fustes de France eussent plus grans privileges, franchisses et avantages que les fustes estranges », répondent les commissaires (*Ibidem*).

77. En 1465 (Lyon, HH 280).

78. Doléances de 1466, art. 31. Louis XI confirme sa décision, sur la demande expresse des Etats, le 23 novembre 1466 (Hérault, A 3, f. 146).

79. Ils réclament surtout le retour à l'ordonnance de Charles VII donnée à Razilly en 1446, qui interdit l'entrée de l'épicerie par voie de terre. Louis XI avait bien renouvelé cette interdiction en 1463 (R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, p. just. n° 8) mais il avait prévu une dérogation en faveur des Lyonnais.

80. « Que les fustes et galées de quelque nacion qu'elles soient puissent entrer et marchander en tous les portz et plaiges et tant par terre que par mer chacun puisse liberalement et franchement porter et vendre toutes marchandises » (Doléances de 1467, art. 24).

81. « Au regard des fustes estrangers, ledit seigneur par deliberacion de son Grant Conseil en a pieça ordonné ainsi que autres foiz leur a esté dit ».

années suivantes, les plaintes se renouvelèrent⁸² et il fallut attendre 1481 pour voir Louis XI renoncer au monopole établi en faveur des galées de France et permettre la liberté de construction des navires et des transports maritimes à tous ses sujets⁸³. Les tentatives de Jean Moreau, apothicaire du roi, pour faire proclamer à nouveau le monopole à son profit⁸⁴ furent aussitôt combattues par les États⁸⁵ qui se firent délivrer les lettres du 10 juillet 1483 confirmant les précédentes. Par ses lettres patentes de mars 1484⁸⁶, Charles VIII devait aller plus loin; il autorisait non seulement les habitants de Languedoc et ceux de toutes les provinces de France, mais encore les étrangers, à négocier librement en France, sous la seule condition de payer les droits accoutumés. Confirmés à nouveau en octobre 1484 et septembre 1485⁸⁷ toujours à la demande des États, ces textes furent très souvent invoqués par la suite⁸⁸, et, en 1498, les États prirent soin de les faire confirmer par Louis XII. Les seules restrictions qui y seront apporté concerneront les ressortissants des pays en guerre avec le royaume.

La liberté du commerce c'est, en deuxième lieu, le droit pour les marchands étrangers de s'installer en France et de jouir des droits et avantages réservés à leurs concurrents français. Aussi les États s'efforcèrent-ils de leur faire accorder cette égalité de traitement; ils y réussirent; en 1471, ils faisaient surseoir à la commission des aubenages⁸⁹; en 1475, ils obtenaient la suppression totale du droit d'aubaine⁹¹ confirmée par Charles VIII à son avènement⁹².

La liberté du commerce, c'est, en troisième lieu, le droit pour les marchands d'utiliser les monnaies étrangères quelles qu'elles soient. Or, tous les gouvernements qui se sont succédés au xv^e siècle ont prétendu obliger les sujets du roi à n'user dans leurs transactions que de la monnaie royale car, naturellement, ils

82. Art. 3 des doléances de 1468; les commissaires omettent de répondre au paragraphe relatif aux navires étrangers. A partir de 1475, les États invoquent « la grant closture, prohibicion et deffense que nulz navires ne autres vaisseaulx estranges viennent ou abordent audit pays », pour justifier la pauvreté du Languedoc et réclamer des allègements fiscaux.

83. Hérault, A 17, f. 15, publié dans R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, P. Just. n° 23 - Lettres du 27 juillet 1481.

84. Par lettres du 18 février 1483 (*Ibidem*, p. 258).

85. L'article des doléances de 1483 s'élève contre « certaine impétracion particulière... obtenue par ung nommé Jehan Moreau... laquelle... est contre l'utilité du pays, du roy et de ses subgetz ». Les États obtinrent, avec le consentement de Denis Lelong, patron d'une des fustes de Moreau, la liberté du commerce de mer jusqu'à la Saint-Michel; les commissaires s'engagèrent à écrire au roi; ils s'acquittèrent fort rapidement de leur promesse, car, dès le 10 juillet 1483, Louis XI confirmait ses lettres du 27 juillet 1481 (Hérault, A 17, f. 15).

86. Hérault, A 18, n° 7.

87. Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, pp. 81 et 84. *Procès verbaux des séances du conseil de Régence du roi Charles VIII*, p. 123.

88. Par exemple, en 1493, contre le prince d'Orange qui avait décrété que les exportations de France ne pourraient se faire que le vendredi de chaque semaine (Instructions de 1493, art. 13 et 14).

89. Par ses lettres du 14 juillet 1498 (Hérault, A 19, n° 18).

90. Gignac, BB 58.

91. Hérault, A 17, f. 7, publié par Caseneuve, *Le franc alleu*, p. 156.

92. En 1484 (Hérault, A 18, n° 6, publié par Caseneuve, *Le franc alleu*, p. 152).

entendaient réserver à leur seul profit les bénéfices provenant de la frappe⁹³. Mais ils ont été fort mal obéis, en Languedoc tout particulièrement, et les États ont constamment revendiqué la liberté en la matière. Ils n'ont, en général, pas réussi, mais leur action ne fut jamais inutile car ils surent toujours obtenir, au besoin moyennant finances, l'amnistie pour les délits passés. Dès 1425, ils réclamaient que les monnaies d'or et d'argent apportées par les marchands étrangers puissent être acceptées sans délit⁹⁴.

Pendant vingt cinq ans, il n'est pas un cahier de doléances qui ne contienne un article analogue. L'accueil fait à la demande est variable; vers 1425-1430, le pardon est facilement accordé et même l'autorisation est donnée d'user de telles monnaies⁹⁵, car c'est une des conditions mises par les États à leur octroi. Par la suite, les requêtes se font plus humbles⁹⁶ et les réponses plus impérieuses⁹⁷, au moins sur le principe⁹⁸, car, dans la pratique, la prohibition, sous Charles VII notamment, avait surtout un intérêt utilitaire. Elle permettait, de temps à autre, la nomination de réformateurs généraux⁹⁹ ou de réformateurs particuliers¹⁰⁰, source notable de profits pour le gouvernement royal, le Languedoc rachetant, en général, à prix d'or, de telles commissions et se faisant octroyer, en compensation, une abolition générale¹⁰¹.

93. P. Just. n° 2, art. 14.

94. P. Just. n° 4, art. 11 et 25.

95. La rémission accordée par le comte de Foix en 1432 (Hérault, A 10, f. 202 v°), par Charles VII en 1437 (Hérault, A 2, f. 205 v°) et en 1439 (Hérault, A 18, n° 1).

96. « Si aucuns ont usé des monnoyes stranges, ce a esté pour neccessité et pour faulte de souffizance de la monnoye du roy », disent les Etats en 1437 (Toulouse, AA 87, n° 6). « Pour ce que le present pays marche avec le pays de Gascoigne, Arragon, Provence, l'Empire, le Dauphiné, Avignon et autres seigneuries estranges, tant que necessairement ayent a converser l'un avec l'autre, tant à cause des pelerinages, marchandises et autrement, a contracter, marchander et converser ensemble et prendre des monnoyes ayans cours esdits pays estranges » (Doléances de 1444, art. 23).

97. « Le roy ne veult point que en marchandise ne autrement l'on use autre monnoye que de celle qu'il fait faire et forger en son royaume; et, au regart de ce qu'il ont usé de monnoye du coing du roy apres ce qu'elles ont esté deffendues, comme escus vielz royaux et moutons, le roy leur pardonne le temps passé, pourveu qu'ilz n'en usent plus; et au regart de ce qu'ilz ont usé de monnoyes estranges, le roy n'est point content de ce qu'ilz en ont usé » (Réponse aux doléances de 1441, art. 12, 13, 14).

98. Charles VII dut se rendre compte qu'il était difficile d'interdire totalement l'emploi des monnaies étrangères. Aussi, durant quelques années, exigea-t-il seulement que la monnaie de compte fut stipulée en monnaie royale : « le roy veult que les sommes soient escriptes en or ou monnoyes a present ayant cours, quelque avaluation ou payement qu'il s'en face après en autre monnoye » (Doléances de l'ambassade de 1446, art. 12).

99. Exemples : la commission des réformateurs nommés le 26 avril 1434 porte, entre autres, sur les délits de ceux « qui ont donné cours a autres monnoyes que aux nostres » (Hérault, A 10, f. 268). Cette réformation générale sera suspendue le 1^{er} décembre 1435, moyennant 25.000 moutons d'or.

100. Exemple : celle donnée le 18 avril 1437 à Arnault de Marle, André Leroy et Jean Gencian (*Annales du Midi*, t. VIII, p. 433); cette commission fut suspendue le 12 septembre 1438 (Toulouse, AA 38, n° 27).

101. « L'abolition en cire vert » donnée à Toulouse en mars 1443 (Hérault, B 13, f. 13); l'abolition de Louviers en 1449; les trois abolitions de Louis XI (1463, 1475, 1481); Hérault, A 17, f. 1, 4 v°, 11 v°; l'abolition de 1449 fut achetée 20.000 l. (Bibl. nat., fr. 20.881, n° 89) celle de 1463 18.000 l. (Bibl. nat. fr. 26.089, n° 242) celle de 1481 fut accordée « considérée la oblation et offre par lesdits supplians a nous faicte de la somme de dix mille livres tournois pour icelle estre employée au payement des Suysses » (Gard, C 614, f. 15).

Si les commissaires n'étaient pas révoqués, les fortes amendes qu'ils infligeaient aux délinquants contribuaient à grossir les revenus du domaine.

La question devait retrouver un nouvel intérêt avec les ordonnances de Louis XI, décrétant le décri de toutes les monnaies étrangères¹⁰². Reprenant leurs anciennes raisons, invoquant « la toutelle destruction du pays » et « le retardement des deniers du roy » les États se heurtèrent un moment au refus formel des commissaires¹⁰³. L'abolition de 1481 leur assura à nouveau le pardon pour le passé. Charles VIII reprit sur ce point la politique paternelle, mais se montra moins intraitable puisqu'il accordait au moins des ordonnances de sursis¹⁰⁴. Au début du xv^e siècle, les États continuèrent à demander l'autorisation d'user des monnaies étrangères¹⁰⁵; mais ils ne craignaient pas, en des circonstances particulières, de se déjuger et n'hésitèrent pas, en 1509 notamment, à en réclamer l'interdiction¹⁰⁶.

Dans les périodes d'instabilité monétaire, les États ont dû tenir compte de certaines pratiques fermement réprimées par l'administration royale : pour suivre au plus près l'évolution du coût de la vie et se mettre à l'abri des dévaluations, les contractants stipulaient le montant de leurs obligations en monnaie réelle, et plus particulièrement en pièces d'or, au lieu de recourir à la traditionnelle monnaie de compte en livres, sous et deniers; ce qui faisait, en partie, disparaître le bénéfice des mutations monétaires si largement pratiquées sous le règne de Charles VII. Les États, défenseurs attitrés de la bourgeoisie commerçante, ont régulièrement sollicité et, semble-t-il, obtenu rémission en faveur des Languedociens qui avaient succombé à une telle tentation¹⁰⁷.

La liberté du commerce, c'est aussi pour le marchand le droit de débattre librement le prix de sa marchandise avec son acquéreur. Il n'est donc pas étonnant de voir les États s'élever contre les taxations autoritaires par les sénéchaux du prix des denrées, car c'est une atteinte aux privilèges du pays qui a toujours été en liberté de vendre et acheter selon le temps et quartier¹⁰⁸. La

102. Sur la politique monétaire de Louis XI, voir R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, p. 319.

103. Doléances de 1478, art. 21; de 1479, art. 11; de 1480, art. 18.

104. Ainsi, il avait ordonné la mise au billon de certaines monnaies étrangères pour le 15 février 1486; mais les États lui firent remonter « estre a eulx impossible d'entretenir et garder pour le present » cette ordonnance qui fut mise en suspens (Hérault, A 17, f. 114 v^o). Une nouvelle ordonnance, stipulant le décri de toutes les monnaies étrangères pour le 1^{er} février 1493, à l'exception des ducats de Venise, Florence et Gênes souleva de nouvelles doléances (Instructions de 1493, art. 25).

105. Notamment de celle d'Avignon (Doléances de 1508, art. 10) et en général de toutes monnaies étrangères (Doléances de 1512, art. 1).

106. C'est que « les monnoyes du royaume cessent a batre d'autant et les billons a y venir » (Doléances de 1509, art. 12).

107. P. Just. n° 2, art. 14.

108. « Des ordonnances faites par les sénéchaux touchant la police des vivres et victuailles aussi denrées ne seront point tenues pour ce que sont fort préjudiciables au pays, mais demeurera ledit pays et les habitans d'iceluy en liberté comme paravant les dites ordonnances et ainsi a esté conclud par mesdisseigneurs des Etatx » (Haute-Loire, 501 C 5551); voir aussi art. 19 des doléances de 1500.

liberté de commerce, c'est enfin la suppression des entraves de toutes sortes mises à la circulation des marchandises, l'abolition des taxes de toute nature qui frappaient les denrées au cours de leur transport : péages, leudes¹⁰⁹, droits de douane; la réglementation des marques et représailles¹¹⁰. Ces dernières consistaient dans le droit reconnu à tout marchand, victime de quelques dommages à l'étranger, de s'indemniser en faisant saisir et vendre à son profit les biens des compatriotes de celui dont il avait à se plaindre. C'était là un procédé commode pour les particuliers, mais qui portait un singulier préjudice à la collectivité, car, ainsi que l'expliquent fort bien les doléances des États, les marchands originaires des pays contre lesquels avait été accordé le droit de marque n'osaient venir en Languedoc et les foires, « d'où vient l'or et l'argent », se perdaient¹¹¹. Les États ne pouvaient donc manquer de s'occuper longuement de la question. Tantôt ils demandaient un sursis aux marques existantes¹¹², tantôt ils réclamaient leur suppression pure et simple¹¹³ ou leur non-observation¹¹⁴; tantôt, ils surveillaient la levée des taxes perçues pour la pacification des marques, taxes indirectes levées aux limites du royaume de France et baillées à ferme, dont l'exaction donnait lieu à bien des fraudes¹¹⁵.

Ils avaient aussi à se préoccuper des conséquences de l'exercice du droit de marque. Un ecclésiastique espagnol ayant été emprisonné à Béziers, treize habitants de Toulouse furent arrêtés « par manière de marque » en Espagne. L'évêque du Puy, commissaire du roi, ne put prendre que des mesures provisoires¹¹⁶

109. Les Etats de 1498, à l'instigation des trois syndics, décident la suppression des leudes et péages de création récente et de faire enquête sur les titres des anciens péagers (Haute-Loire, 501 C 6988).

110. Sur les marques voir en dernier lieu P.-C. Timbal, *Les lettres de marque dans le droit de la France médiévale*.

111. Doléances de 1433, art. 17.

112. En 1433, les Etats demandaient un sursis pour deux ans, le comte de Foix l'accorda pour six mois seulement (*Ibidem*). A Vienne en 1434, Charles VII, afin de pourvoir au treizième article des doléances qui lui avaient été présentées, suspendit les marques pour deux ans et commit l'évêque de Laon à l'exécution de la décision (Hérault, A 10, f. 271^o). En 1437, une commission fut désignée pour négocier la pacification des marques; l'indemnisation des marchands victimes de représailles étrangères fut assurée par la perception, pendant deux ans, d'un droit de trois deniers pour livre. (*Hist. Lang.*, t. IX, p. 1127). En 1476, les Etats demandaient la suppression totale mais ils n'obtinrent qu'un sursis (art. 19 des doléances).

113. Doléances de 1459, art. 22; de 1476, art. 19.

114. Par l'octroi des lettres de sauvegarde, afin que les étrangers puissent venir habiter en Languedoc, « car, ce faisant, on donnera chemin et yssue de vuyder la marchandise » (Doléances de 1459, art. 24; de juillet 1463, art. 32).

115. En 1463, les fermiers du droit de cinq deniers pour livre, perçu sur toutes marchandises pour la pacification des marques entre la France et l'Aragon, prétendaient percevoir ce droit à Toulouse et non à la frontière franco-aragonaise; de plus ils voulaient l'exiger « pour les marchandises qui viennent des contés de Urgel et de Pailhas où les dommages ont esté donnéz » (Doléances de 1463, art. 13). En 1500, les Etats réclament la cessation de la levée de tels droits à Narbonne parce que « le terme de l'institution et prorogation d'iceulx soit escheu et passé » (art. 12 des doléances). En 1498, ils prétendent contrôler les comptes des commissaires à la marque. (Haute-Loire, 501 C 5720).

116. L'évêque ne peut que mander « asopper et empescher la commission de la marque » et écrire au roi afin d'en obtenir la révocation (Doléances de 1466, art. 45).

mais la plainte des États fut à l'origine d'une décision royale prescrivant aux sénéchaux et aux autres officiers de ne délivrer aucune marque ou contre-marque sans avoir fait les sommations requises et observé les solennités d'usage, sans avoir consulté leur conseil et sans en avoir transmis les délibérations au gouverneur du pays ou à son lieutenant, à qui appartiendrait la décision¹¹⁷. En 1484, un certain Pierre Symoneau avait obtenu l'autorisation d'exercer des représailles contre un habitant de Barcelone, Francisque de Toureilles et, par conséquent, contre tout citoyen de la ville de Barcelone et de la principauté de Catalogne¹¹⁸. En vertu de cette autorisation, il avait fait incarcérer à Nîmes un catalan du nom de Vernegal, habitant de Montpellier. Les consuls de cette ville « congnoissans le grant trouble etinconvenient venir a cause de ladite marque », envoyèrent un délégué aux commissaires désignés par le roi pour présider aux prochains États et obtinrent d'eux des lettres ordonnant le sursis jusqu'à la tenue de ces derniers. Le 24 février 1485, ces lettres furent présentées au lieutenant du sénéchal de Nîmes, commis à l'exécution de la marque, qui, en présence du syndic du pays, s'inclina¹¹⁹. L'affaire fut certainement évoquée à l'assemblée de Montpellier, en avril 1485, car l'ambassade qui la suivit obtint de Charles VIII des lettres patentes en vertu desquelles, à l'avenir, les marques ne pourraient être « laxées » sur les marchands étrangers que par le Grand Conseil ou les cours de Parlement, les parties préalablement entendues¹²⁰. Vraisemblablement à la suite de cette affaire, les États, envoyèrent, en avril 1487, leur syndic, Pierre Boyer, à Barcelone pour entretenir le Sage Conseil de ces questions¹²¹. Un droit ayant été levé pour apaiser le conflit sans qu'ils eussent été consultés, les États d'Annonay firent appel¹²², sans succès; les États alléguaient que ce droit n'avait été accordé que pour un temps venu depuis longtemps à expiration, mais les intéressés

117. Hérault, A 3, f. 146. En 1504, les États s'efforcent d'obtenir la restitution de biens confisqués au royaume de Castille en vertu d'une lettre de marque (Doléances de 1504, art. 20).

118. C'est le 21 août 1484 que le Conseil de régence séant à Paris ordonna l'expédition des lettres patentes autorisant Symoneau à exercer son droit de marque. Ce dernier était un marchand de Poitou qui avait été capturé en mer par F. de Toreilles « ou certain voiage qu'il feist en Barbarie par le commandement du feu roy Loys et auquel ledit de Toreilles feist perser la main d'un fer chault, tellement qu'il en est impotent » (*Procès-verbaux des séances du Conseil de Régence du roi Charles VIII...*, p. 70).

119. Montpellier, BB 268. Un petit fait montre bien la compétence reconnue aux États en matière de marque : les consuls de Montpellier avaient joué le rôle principal dans l'affaire Symoneau-Vernegal; ils prirent bien soin de le signaler « affin que la ville a ses prochains Estatitz puisse recouvrer du pais ce qui a esté baillé par lesdits consuls » (Montpellier, BB 94).

120. Hérault, A 17, f. 105, enregistrées au Parlement de Toulouse à la requête du syndic des États le 24 juillet 1486 (Haute-Garonne, B 1900, f. 52). On peut noter, à ce propos, qu'au début du xv^e s., l'attitude des États était contraire à cette dernière décision. En 1437, ils demandaient que les sénéchaux aient connaissance des abus des commissaires commis à l'exécution des marques, abus qui relevaient alors de la seule cour souveraine du parlement (Toulouse, AA 87, n° 6, art. 4).

121. Capmany, *Memorias Historicas*, t. II, p. 296; il obtint l'envoi d'une ambassade catalane en France (*Ibidem*, p. 298).

122. En 1490 (Hérault, A 18, n° 20 quater).

n'étaient pas d'accord : un groupe de marchands réclamait son abolition, un autre préférait son maintien¹²³. Le commissaire à l'exécution de la marque, Pierre de Malerippe, dut exhiber tous les documents et mandements royaux intéressant la pacification des marques entre la France et l'Aragon¹²⁴. Des émissaires furent envoyés à Barcelone et en Provence, une enquête fut ordonnée, des comptes furent exigés de tous ceux qui s'étaient mêlés de l'affaire¹²⁵.

En 1509, les consuls de Montpellier signalent à leurs délégués aux États la saisie, en vertu du droit de marque, d'une grande quantité de marchandises appartenant à un marchand de cette ville, ce qui, déclarent-ils, « est ung grant dommaige aux povres marchands; le pays doit tenir la main qu'ilz ne soyent vexéz n'y molestés par telles marques »¹²⁶.

Dans un certain nombre de circonstances, au contraire, les États prirent parti « pour les dampnifiés ». Ainsi, en 1445, ils signalèrent au roi l'attitude des Provençaux contre lesquels ils avaient obtenu le droit d'exercer des représailles et qui, espérant toujours quelque rémission, ne se préoccupaient pas des prises qu'on pouvait faire à leur encontre. Les plaintes répétées incitèrent Charles VII à ouvrir des négociations particulières, qui durent avoir plein succès, puisque les doléances des années suivantes, n'en font plus mention¹²⁷. De même à cette époque, Charles VII s'efforçait de mettre un terme aux représailles entre la France et l'Aragon. Un premier traité fut signé pour dix ans en 1442, un droit de trois deniers pour livre, perçu sur toute denrée passant d'un royaume à l'autre, fut levé à charge pour les fermiers de payer la somme de cent trente cinq mille livres aux victimes des Aragonais¹²⁸. Un second traité, signé à Montpellier le 28 janvier 1454, prévoyait pour trente ans la levée de cinq deniers pour livre sur toute marchandise échangée entre les deux royaumes¹²⁹.

Mais ces divers accords avaient l'inconvénient de multiplier les taxes de toutes sortes qui pesaient sur le commerce. Elles étaient

123. Doléances de décembre 1498, art. 8.

124. Haute-Loire, 501 C 5720.

125. Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 7.

126. Montpellier, Joffre 8, f. 44.

127. Doléances de l'ambassade de 1445, art. 24; de 1446, art. 45; de 1447, art. 42.

128. Hérault, A 3, f. 30. Dès 1440, avaient été établis des *generales consiliarii et commissarii regii super facto et pacificatione marcharum et contramarcharum regnorum Francie et Aragonie* (Annales du Midi, t. VIII, p. 420).

129. *Hist. Lang.*, t. XI, p. 29. Dès le 16 décembre 1450, Charles VII avait suspendu, à la demande de la reine d'Aragon, toutes exécutions de marques contre les Aragonais « jusqu'à la Saint Jean Baptiste prouchain venant, espérons que pendant ledit temps les commissaires qui par nous seront ordonnés, aussi ceux qui seront commis de la part de nostredite cousine, pourront estre ensemble et appointer sur les choses dessusdites » (Hérault, A 12, f. 88). Le 12 octobre 1452, les commissaires en cette partie, firent savoir à tous les sujets français victimes des agissements des Aragonnais *post ultimam concordiam inter commissarios et ambaxatores utriusque regnorum super hoc deputatos factam* qu'ils eussent à comparaître par devant eux, le 25 octobre suivant, à Montpellier, avec tous documents pour prouver leurs dires (Hérault, A 12, f. 267). Voir, à propos de ces négociations, la lettre de la reine d'Aragon publiée par Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 16).

déjà nombreuses et l'on peut croire que les États ne se faisaient pas faute d'exhaler force récriminations à leur sujet. C'est ainsi qu'en 1456 et 1457, ils en dressèrent la liste et ne comptèrent pas moins de douze droits perçus en divers endroits du pays¹³⁰, dont ils réclamèrent la suppression afin « que libéralement et franchement le cours et l'exercice d'icelle marchandise se puisse mettre sus, relever et entretenir doresnavant et que sondit pais puisse venir a convalescence et soy ressourdre de tous ses maux » car, affirmaient-ils, « le cours d'icelle marchandise y cesse du tout et est comme tarie et mis au bas et tellement qu'il y a XVI ans environ que ledit pais eust plus tost porté et païé ung aide de C^m frans qu'il ne feroit a present de X^m ». La liste donnée n'était, au reste, nullement exhaustive et, au gré des circonstances, s'allongea de quelque nouvel article¹³¹.

Les Etats protestaient vigoureusement contre ces nouveautés jugées excessives¹³². Ils obtenaient assez souvent satisfaction, quand ils réussissaient à démontrer que c'était bien là chose nouvelle¹³³ car « en ce pais ne se doit mettre aucune charge sur les

130. Doléances de 1456, art. 16 et de 1457, art. 19. C'étaient : l'imposition foraine, le denier de Saint André, les marques de Catalogne, Gênes et Aragon, la rêve, la « boiste aux Lombards », le péage de la Tour Carbonnière (près d'Aiguesmortes, où était perçu un denier pour homme à pied, deux deniers pour homme à cheval, cinq deniers pour charrette et dix deniers pour cent têtes de bétail), le péage de Montosse (il s'agit du château de Montoussé dans les Hautes-Pyrénées, pour la conservation duquel le roi avait établi un péage aux alentours de 1450; les Etats le dénonçaient déjà en 1451, art. 49 des doléances; sur ce péage v. Ph. Wolff, *Commerces et marchands de Toulouse*, p. 472), la charge de six deniers pour livre sur les toiles sortant du royaume par la sénéchaussée de Beaucaire, la dime perçue sur le bétail et autres marchandises sortant de la sénéchaussée de Toulouse, les vingt sous par pipe de pastel sortant de la même sénéchaussée, les dix sous par queue de vin levés au passage du Rhône, les cinq deniers par quintal de sel levés en certains greniers au profit de la sénéchaussée de Carcassonne.

131. Ainsi, pour freiner l'exportation du blé ou du vin, en cas de mauvaise récolte, on met sus des droits divers frappant ces denrées à la sortie du pays. En 1434, cinq sous par saumade de blé et un mouton d'or par muids de vin (Hérault, A 10, f. 265 v°); en 1443, un gros par setier de blé et trente sous par muids de vin (Doléances de 1443, art. 32); en 1444, quinze sous par muids de vin (Doléances de 1445, art. 34). Parfois ces taxes étaient établies pour permettre l'exécution de certains travaux publics comme les deux deniers par livre d'entrée et de sortie sur le Rhône pour réparation de la « panse » Saint-Martin (Doléances de 1443, art. 18).

132. Dès 1423, ils demandaient la suppression du droit établi par le dauphin en 1420 (P. just. n° 2, art. 13). En 1421, ils se plaignaient des 20 sous par pipe de pastel mis « de nouvel » car c'est « la destruction total du pais de Lauragais ». En 1459, ils dénonçaient le capitaine d'Aiguesmortes qui prétendait percevoir 40 sous par barque ou 10 sous par cent setiers de blé qui transitaient par le port de cette ville (Doléances de 1459, art. 26). En 1468, le maître des ports de la sénéchaussée de Carcassonne levait 2 écus par cent setiers de blé, bien que ce droit ait été aboli à la demande des Etats de 1467 et y ajoutait même un demi écu supplémentaire « laquelle chose redonde au tres grand interet et dommaige du roy et de la chose publique (Doléances de 1468, art. 13).

133. Ainsi, en 1445, 1446, 1447 (Art. 34 et 1 des Doléances). En 1440, les Etats obtiennent des commissaires la suppression du droit de 5 sous par queue de vin. Charles VII ayant exigé la levée de ce droit (Hérault, A 233, f. 9), ils le rachetèrent pour 49.000 livres, en février 1441 (Bibl. nat., fr. 20.594, f. 34 et Montpellier, BB 51). En 1445, quelques jours à peine après la clôture des Etats, les commissaires faisaient savoir que toutes les entrées et issues étaient abattues, excepté le franc mis sur les draps de Catalogne (*Annales du Midi*, t. VIII, p. 431).

vivres sans le consentement desdiz Estaz »¹³⁴, mais, le plus souvent, ils se voyaient opposer un refus car « c'est tout domaine »¹³⁵. Alors ils recouraient à leur moyen habituel, le rachat. Pour trois mille livres par an, ils rachetèrent en 1443 l'imposition foraine¹³⁶; pour six mille en 1445, ils obtinrent la suppression des « entrées et issues »¹³⁷. En 1479, Louis XI, à leur demande, supprima l'impôt de six écus par charge de laine sortant du pays¹³⁸. Mais les nécessités financières faisaient bien vite rétablir ces droits et il ne restait guère aux États qu'à dénoncer les abus auxquels leur perception donnait lieu. Tantôt les maîtres et gardes des ports percevaient à leur profit des suppléments de taxe auxquels ils n'avaient aucun droit¹³⁹, tantôt ils étaient accusés de faire lever les traites en plusieurs lieux de l'intérieur du pays et de les exiger encore aux frontières. Dès 1445, les États rappelaient que, de tout temps, il était accoutumé que « generalment les droiz qui se mectent sus pour les entrées et sallyes du roiaume et de ce pais se lievent et cueillent es fins et mectes d'icelui et sur les pors et passaiges, non pas es bonnes villes ne es foires ou marchéz qui se tiennent en icelles »¹⁴⁰ sans grand succès, à en croire la fréquente répétition de cet article dans les cahiers de doléances. Les fermiers de l'imposition

134. Doléances de 1445, art. 34.

135. Doléances de 1456, art. 16. En 1447, aux réclamations des États à propos des dix sous par muids de vin perçus sur le Rhône les commissaires répliquent « que c'est d'ancienneté » (art. 41 des doléances). En 1451, lors des plaintes sur les 20 sous par pipe de vin, ils rétorquent que ce droit est levé par le trésorier du domaine (art. 47 des doléances).

136. P. Just. n° 7, art. 24. Ils en avaient déjà demandé l'abolition en 1439. art. 21 des doléances. L'imposition foraine de six deniers pour livre sur les marchandises exportées avait été rétablie en même temps que les aides en 1437; les revenus en ayant été cédés par Charles VII à la reine par lettres du 7 janvier 1443 (Hérault, A 11, f. 226 v°), les États durent, lors de l'établissement de l'équivalent s'engager à verser à cette dernière une somme fixe de 3.000 livres par an qui devait être prise sur les revenus de l'équivalent. On sait qu'au cours des premières années de son existence le rendement de cet impôt fut inférieur aux prévisions; aussi une tentative de rétablissement eut-elle lieu dès 1451, année où les États protestèrent que « aucuns s'efforcent de lever ladite imposition » (art. 53 des doléances); une somme de 1000 livres fut alors donnée à la reine et levée avec l'aide. Par la suite on prit l'habitude de lever ainsi les sommes nécessaires pour compléter le produit de la ferme de l'équivalent quand il n'atteignait pas les 73.000 livres réglementaires. (Ainsi en 1454, 1456, 1457, 1458). Cf. un certificat du trésorier général de Languedoc : Bibl. nat., P.O. 2248, Petit, n° 78.

137. Bibl. nat., fr. 25.074, n° 5326.

138. Doléances de 1480, art. 3 et *Hist. Lang.*, t. XII preuve n° 91. Plus exactement, Louis XI avait donné commission à l'évêque d'Albi de s'informer auprès des États de l'utilité de cette taxe. Ces derniers s'étant prononcés pour sa suppression qu'ils réclamaient depuis plusieurs années déjà, (doléances de 1478, art. 3), l'évêque d'Albi la supprima par ses lettres du 25 octobre 1479 (Bibl. nat., lat 9.179, f. 15).

139. Les fermiers du droit de 10 s. t. par muids de vin passant le Rhône prennent jusqu'à 13 et même 16 doubles (Doléances de 1447, art. 41). Le maître des ports de la sénéchaussée de Carcassonne lève 28 deniers par charge de marchandise alors que le tarif est seulement de 8 deniers, dans les ports de mer il entend contrôler le déchargement des barques chargées de fruits, figues, raisins, oranges et prélève sans droit une partie de la cargaison à son profit (Doléances de 1502, art. 14). Certains fermiers entendent faire payer les droits sur du bétail qui, en réalité n'est pas passé (Doléances de décembre 1498, art. 10). En 1456, Charles VII dut intervenir pour leur interdire de soumettre à ces droits les marchandises portées de Toulouse à Bordeaux après le recouvrement de cette ville (Hérault, A 3, f. 38).

140. Doléances de 1445, art. 33; 1446, 43; 1447, 39; 1449, 34.

foraine, entre autres, prétendaient lever ce droit aux limites de la sénéchaussée de Toulouse, alors que les États affirmaient qu'elle ne devait être perçue qu'aux frontières du royaume ainsi, on la leur faisait payer deux fois¹⁴¹. Lassés des réponses dilatoires, ils passèrent, à la fin du siècle, à l'action directe, à l'instigation peut-être des principaux intéressés à la question, les marchands espagnols qui venaient chercher en Languedoc et plus spécialement en Lauragais le pastel, alors nécessaire à l'industrie espagnole pour la teinture de ses draps¹⁴². En 1497, ils se joignirent au procès que certains marchands de la sénéchaussée de Toulouse avaient intenté devant le Parlement contre les fermiers de l'imposition foraine et le procureur général du roi¹⁴³. Dès le mois de mai 1501, ils obtinrent un arrêt provisionnel ordonnant une enquête à ce sujet¹⁴⁴ qui fut confiée à Jean del Fossat et Guillaume Blanchard, assistés d'un notaire, et eut lieu dès juillet 1501¹⁴⁵. Mais ce fut là leur seul succès; le procureur général du roi et le trésorier de Toulouse, leurs adversaires, firent tout ce qu'ils purent pour retarder la décision¹⁴⁶ et ils réussirent. En 1505, le procureur général obtenait des lettres de surséance jusqu'à ce que la Chambre des

141. Ces procédés étaient anciens; la ville de Toulouse les dénonçait déjà dans les instructions à ses délégués aux États de 1438 (Toulouse, layette 33); en mai 1446, l'archevêque de Reims, *reformatore generalis per majestatem regiam in partibus Occitanis deputatus* recevait, à son passage à Toulouse, les envoyés de Gaston IV, comte de Foix; ils lui exposèrent que les officiers royaux faisaient payer aux sujets du comte des droits et impôts divers tant sur les terres de Foix qu'ailleurs, *tam pannis quam animalibus quam aliis rebus suis imposita* (*Annales du Midi*, t. XII, p. 494). Cette double perception avait lieu en Comminges, Bigorre, Couserans et comté de Foix, disaient les États en 1463 (art. 14 des doléances), à Bordeaux et en Guyenne (Doléances de 1468, art. 13). C'est là, prétendaient-ils en 1498, « lever émolumens d'une mesme chose et mettre charge sur charge » (art. 9 des doléances). De même dans la sénéchaussée de Beaucaire on fait payer les droits aux marchands qui vont à Lyon en passant par le Dauphiné (Doléances de 1498, art. 10).

142. P. Just. n° 21. Un groupe de marchands espagnols, plus précisément basques et castillans (ce qui se comprend aisément puisqu'ils étaient les premières victimes de la double perception de la traite foraine à Toulouse et à Bordeaux ou à Bayonne) s'engagent à subvenir pour partie aux frais du procès engagé au parlement au nom du pays par son syndic M. Bosquet. Ils promettent pour cela 1.200 écus, plus 60 destinés à l'acquisition d'une mule. Il est peu probable que l'accord ait été exécuté, car les conditions qui y étaient mises n'ont pas été remplies.

143. Haute-Garonne, C 2276, f. V. C'est en invoquant la procédure alors en cours que le Parlement refusa l'enregistrement de l'article de l'ordonnance du 14 juillet 1458 confirmant les privilèges de Languedoc qui précisait que la traite et imposition foraine ne devait se lever qu'aux frontières du royaume (Haute-Garonne, B 1900, f. 74 v°).

144. *Per XV de May... par laver lo dictom de l'arest per que foch dit que la enquesta se faria* (Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 1 v°).

145. Le compte des dépenses faites à cette occasion par les commissaires subsiste encore. Partis de Toulouse, ils passèrent par Montauban, étaient le 4 juillet 1501 à Castelsarrasin, puis par Moissac, Agen, Tonneins, Langon, ils gagnaient Bordeaux et Bayonne où ils restaient trois jours. Ils revinrent par Orthez, Morlaas, Tarbes, Lannemezan, Cazères et Muret (Hérault, *Recueil de divers comptes*, f. 3).

146. Dès 1502, les États se plaignent que les seigneurs du Parlement « ne vueillent vuyder ne terminer » le procès, « quelque poursuyte ne diligence que ledit syndic puisse ne sache faire » (Doléances de 1502, art. 4). A cette date, le procureur général était déjà forclos, mais il fit traîner les choses en longueur (Haute-Garonne, C 2276, f. 52, 85 v°, 104 v°).

Comptes de Paris ait examiné les pièces du procès¹⁴⁷; en 1514, le procès n'était pas encore réglé et pendait, tant au parlement de Paris qu'au Grand Conseil¹⁴⁸. En effet, l'affaire s'était compliquée des prétentions de la reine sur les revenus de l'imposition foraine auxquels elle disait avoir droit et qu'elle revendiquait dès décembre 1506¹⁴⁹. Après des tractations assez confuses, les États durent se résigner à comparaître devant la Chambre des Comptes¹⁵⁰; ils y furent condamnés le 21 février 1510¹⁵¹, mais l'arrêt ne fut pas mis tout de suite à exécution, la reine ayant accepté de surseoir jusqu'à la venue d'une ambassade des États¹⁵². Anne de Bretagne ayant renoncé à ses droits moyennant compensation¹⁵³, le procès fut poursuivi quant aux fermiers qui levaient deux fois la taxe et nous avons vu qu'en 1514 il n'était pas encore terminé¹⁵⁴.

L'action des États ne se bornait pas aux seules taxes douanières imposées en France. Ils signalaient aussi les taxes frappant les marchandises françaises à l'étranger et ils s'efforçaient de les faire supprimer. En 1462, ils dénonçaient les agissements des Catalans qui avaient interdit l'entrée en leur pays de divers produits¹⁵⁵ et qui en avaient taxés d'autres et demandaient à leur profit des mesures de retorsion¹⁵⁶. En 1446, ils réclamaient contre « ceux de Provence » qui levaient un gros par setier de touzelle entrant en leur pays et ils incitaient les fonctionnaires royaux à rencontrer les représentants de la Provence pour régler cette question, conformément à l'accord passé par Tanguy du Châtel et les officiers du roi René¹⁵⁷. De même à la fin du siècle, ils luttaient pour la révocation des droits levés sur les marchandises exportées en Roussillon, mais se heurtaient sur ce point aux dénégations du roi d'Espagne¹⁵⁸; aussi réclamaient-ils contre lui l'établissement d'un

147. Le procureur *incistera totis viribus* que les pièces dudit proces ne soient baillées et portées en ladite Chambre des Comptes (Haute-Garonne C 2276, f. 231).

148. Doléances de 1514, art. 4 et Hérault, *Comptes du Trésorier de la Bourse*, t. 1, f. 24. En 1508, les doléances (art. 12) se plaignaient que le procès se continuait « par l'espace de neuf ou dix ans », car « pour empêcher ledit jugement chacune fois le procureur general impetie lettres du roy et de son Grand Conseil. Le même cahier (art. 11) se plaint des fermiers de la traite foraine qui perçoivent deux fois le droit quand les marchandises sont transportées par mer, des ports de Narbonne, Vias et Agde à Aiguesmortes.

149. - 150. Haute-Garonne, C 2276, f. 247, 254 v°, 256 v°, 268, 292, 303. Les 3000 l. de l'imposition foraine avaient fait partie du domaine de Marie d'Anjou, veuve de Charles VII, Anne de Bretagne prétendait que le pays devait les lui verser pour les mêmes raisons. Les États s'y refusaient en affirmant que les 3000 l. faisaient partie de l'équivalent et qu'ils n'avaient pas à les payer une seconde fois. Voir les mémoires qu'ils rédigèrent pour leur défense : Haute-Loire, 501 C 6980.

151. Haute-Garonne, C 2276, f. 326.

152. Montpellier, Joffre 8, f. 60. L'ambassade dut rencontrer la reine vers juillet-août 1511.

153. Hérault, A 19, n° 28 bis, Louis XII confirma la renonciation de sa femme (Hérault, A 19, n° 28 et *Ordonnances des rois de France*, t. XXI, p. 484).

154. Il ne le sera définitivement qu'en 1530 (Arch. nat., V⁵, 1047).

155. Il s'agissait de draps, toiles, chaussures, bonneterie, dagues, épées, couteaux (Doléances de 1462, art. 4).

156. Interdiction d'importer en France les draps et safrans de Catalogne (*Ibidem*). Ils avaient adopté la même attitude en 1424 (Doléances, art. 18).

157. Doléances de 1466, art. 43; de 1467, art. 20.

158. P. Just. n° 16.

tarif de représailles¹⁵⁹. Ainsi apparaissait le second souci des États en matière économique, celui de protéger, dans la mesure de leurs moyens, les produits du pays et ceux qui en faisaient le commerce.

2. — La défense des privilèges commerciaux. Aiguesmortes et la lutte contre Lyon.

« Sans marchandise ce present pays ne se puet soustenir et marchandise sans liberté ne vault ne se puet demeurer »¹⁶⁰, proclamaient les États de Languedoc dès 1449. Il pourrait sembler, à lire cette belle déclaration et celles analogues, qu'ils inséraient dans leurs doléances sur la liberté du commerce, qu'ils aient été, avant la lettre, des tenants farouches de la doctrine du libre échange. Il n'en est rien. Ils ont, certes, toujours cherché à avoir la pleine liberté pour eux-mêmes; quand il s'agissait d'autrui, ils se montraient, à coup sûr, moins généreux et, au cours de la seconde moitié du xv^e siècle, ils luttèrent de toutes leurs forces pour maintenir les privilèges du port d'Aiguesmortes. Pour être complètement juste, il convient d'ajouter que ces privilèges avaient été conférés à Aiguesmortes plutôt contre la volonté des États.

Par édit donné à Serry-près-Chalons le 6 août 1445 Charles VII avait frappé d'un droit de dix pour cent toute épicerie et droguerie qui entrerait en son royaume ailleurs que par les ports d'Aiguesmortes de la Rochelle et de Flandres¹⁶¹. Par édit donné à Razilly, en 1446¹⁶², Charles VII avait interdit l'entrée au royaume, par voie de terre, de l'épicerie et de la droguerie venues du Levant; il n'autorisait son entrée que par les ports maritimes de France et, vraisemblablement, pour le Languedoc, par le seul port d'Aiguesmortes. Les États protestèrent en faveur de la liberté du commerce, il leur fut répondu que cette mesure avait été prise « pour le tres grant bien du pays, pour mettre la marchandise en icelui pays et donner l'acquest aux habitants d'icelui et l'oster de la main des estrangiers »¹⁶³; cependant, autorisation était donnée de décharger les épices et les drogues « par tous portz et gratz estans sur la mer audit pays » jusqu'à ce que le roi en ordonne autrement¹⁶⁴.

Très rapidement, les États comprirent tout l'avantage que le commerce languedocien pourrait tirer d'une telle mesure. Dès 1459, ils exposaient que l'on allait quérir les épices en Catalogne « par les pas » de la frontière qui étaient ouverts, et ils réclamaient

159. Doléances de décembre 1498, art. 9.

160. Doléances de 1449, art. 25.

161. Ou au début de 1447. Cette dernière date paraît plus probable car les doléances de mars 1447 n'y font pas allusion. Le texte de l'acte n'a pu être retrouvé. Il n'est connu que par une mention de l'article 31 des doléances de 1466.

162. Doléances de 1449, art. 25. « Semble grande desconnoissance et ingratitude de repputer a mal ce qu'on a fait pour bien », ajoutaient les commissaires.

163. Publié *Annales du Midi*, t. VIII, p. 427.

164. Les doléances de 1450, art. 21 et de 1451, art. 23, maintiennent cette autorisation.

leur clôture¹⁶⁵. En juillet 1463, ils demandaient que l'épicerie ne puisse entrer que par les ports d'Aiguemortes, d'Agde et autres ports du royaume; et « il semble aux commissaires que l'article serait bien profitable pour le faict de la marchandise et de la chose publique et en advertiront volentiers le roy »¹⁶⁶. Louis XI s'empessa de déférer à ces desirs qui étaient bien dans la ligne de sa politique commerciale¹⁶⁷ et, le premier novembre 1463, il renouvelait l'interdiction édictée à Razilly¹⁶⁸. Mais il y insérait une clause dont la teneur allait déclencher un conflit qui devait se dérouler pendant plus de trente ans. Nonobstant l'interdiction qu'il venait de porter, il autorisait en effet les marchands étrangers demeurant hors de France à apporter épiceries et drogueries aux foires de Lyon. Quelques mois plus tard, les Lyonnais obtenaient même que la permission fut étendue aux marchands étrangers demeurant à Lyon¹⁶⁹. Alors, les États de Languedoc commencèrent à se plaindre du préjudice causé à leur commerce. Dès août 1466, ils accusaient les Vénitiens de vouloir pratiquer une politique de dumping et de profiter de la franchise des foires de Lyon pour s'enrichir aux dépens des commerçants français. Ils réclamaient un édit « pareil à celui qui par grande et meure deliberacion fut faict par feu le roy Charles derrenier que Dieu pardoint a Razelle en l'an mil CCCXLVI »¹⁷⁰. Ils eurent, au moins pour un temps, satisfaction, par lettres données à Orléans le 23 novembre 1466, Louis XI après avoir pris avis des Commissaires par lui délégués à présider l'assemblée, interdit l'entrée de l'épicerie par voie de terre et d'eau douce dans son royaume et ne l'autorisa que par les ports de mer qui traditionnellement se livraient à ce trafic : Aiguemortes était du nombre¹⁷¹. L'ordonnance fut mal observée; en 1468, les États prétendaient que dix-huit mille marcs d'or venant des monnaies de France avaient été fondus à la monnaie de Venise « par le moyen des especes » amenées à Lyon¹⁷².

Toute cette action ne fut pas vaine, d'autant qu'elle était parallèle à celle que menaient Guillaume de Varye, puis Pierre Doriole, qui avaient été placés à la tête des galées de France par Louis XI¹⁷³. En avril 1471, l'interdiction de l'entrée de l'épicerie

165. Doléances de 1459, art. 23.

166. Doléances de juillet 1463, art. 30.

167. Il estimait, en effet, qu'il fallait conserver le plus possible en France l'or, l'argent et les matières précieuses; or un navire venant débarquer les épices ne repartait en général, pas à vide, et chargeait des marchandises françaises. Ainsi les métaux précieux restaient dans le royaume et les marchands étrangers n'emportaient pas « l'or contant ».

168. Publié dans R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, P. Just, n° 8.

169. Les 28 décembre 1464 et 8 avril 1466 (R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, pp. 247-248).

170. Doléances de 1466, art. 31.

171. Hérault, A 3, f. 146.

172. Doléances de 1468, art. 12. Mais on sait le grand intérêt que Louis XI témoignait aux foires de Lyon et ses commissaires firent valoir « que lesdits de Languedoc ne se doivent merveiller ne estre desplaisans car les ungs et les autres sont subgetz » du roi.

173. Voir R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, p. 249.

par terre était édictée; elle devait d'ailleurs être rapportée en avril 1476, mais avant même ce dernier évènement, les États avaient repris leurs plaintes contre Lyon et, plus précisément contre ses foires en invoquant « la grande voidange et traicte de finances que, au moien des foyres de Lyon... est faicte et mise hors dudit pays »¹⁷⁴. Malgré la répétition textuelle de cette phrase dans les doléances des années suivantes, il ne semble pas que ces plaintes aient été suivies d'effet jusqu'aux États Généraux de Tours en 1484. Mais le cahier des députés de Languedoc demandait formellement la suppression de ces foires¹⁷⁵ sous le prétexte que les marchands « frequentans lesdites foires plus facilement ont façon de tirer l'or et l'argent et l'emportent hors dudit royaume, car ils font fondre les bonnes monnoyes, tant d'or que d'argent, et d'icelles font monnoyes foibles »¹⁷⁶.

Aussi, le 8 mars 1484, Charles VIII supprimait les foires de Lyon¹⁷⁷. Il déclarait d'autre part que les épiceries, drogueries et autres marchandises venant du Levant ne pourraient être vendues en France que si elles y étaient entrées par les ports et havres maritimes du royaume¹⁷⁸. Dès le 7 octobre 1484, en même temps qu'il confirmait la liberté donnée à tous de commercer, Charles VIII renouvelait son interdiction de l'entrée de l'épicerie par voie de terre¹⁷⁹. Le 16 septembre 1485, à la requête de l'ambassade des États venue le trouver à Orléans, le roi déclarait que « aucuns... ont trouvé manière de obtenir de nous congé et licence de faire venir et entrer par terre en nostre dit royaume certaine grande quantité d'épiceries » et rappelait les prohibitions précédentes¹⁸⁰.

Que firent alors exactement les Lyonnais? Tout en poursuivant en Cour le rétablissement de leurs foires¹⁸¹, ils paraissent avoir essayé de négocier directement avec les États de Languedoc¹⁸².

174. Doléances de 1475, art. 1.

175. Le cahier général ne demandait que la suppression de deux foires sur quatre (R. Gandilhon, *Politique économique de Louis XI*, p. 237).

176. Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 61.

177. Les États prirent soin de faire enregistrer l'édit destituant les foires de Lyon dans le livre des privilèges du pays (Hérault, A 17, f. 94 v°). Par décision du 2 août 1484 deux des foires supprimées à Lyon étaient transférées à Bourges (*Procès-verbaux des séances du Conseil de Régence du roi Charles VIII*, p. 25). Aussi les échevins de Bourges lièrent ils partie avec les États de Languedoc dans leur action contre Lyon; voir une lettre à eux adressée par les délégués de Montpellier aux États du Puy, leur annonçant le départ de l'ambassade qui a surtout pour mission de s'opposer au rétablissement des foires de Lyon (Haute-Loire, 501 C 6649).

178. Hérault, A 18, n° 8; original portant la mention de la publication de ces lettres à Lyon, le 23 août 1484, « ez deux boutz du pont de Saonne ».

179. Hérault, A 18, n° 26.

180. Hérault, A 18, n° 21.

181. D'après M. Brésard, *Les foires de Lyon aux xv^e et xvi^e siècles*, les Lyonnais auraient appelé au Parlement de Paris de la décision royale supprimant leurs foires. Il ne semble pas que cet appel ait eu de résultat.

182. L. Caillet, *Note sur Lyon et les États de Languedoc réunis à Montpellier au mois de mars 1487*, dans *Annales du Midi*, t. XXII, (1919), p. 347 a publié un mandement de 6 livres données à un représentant de la ville de Lyon, qui devait obtenir « que lesdits Estatz consentent et accordent que les foyeres ostées de cesdites ville y soient retournées et a ceste fin escripvent au roy » (d'après Lyon, CC 514, n° 78).

On ignore le résultat de ces tractations, au moins quant aux foires, dont deux furent rétablies dès le mois de mai 1487. Mais dès avril 1488, les ambassadeurs des États faisaient remarquer au roi que « aucuns particuliers marchans de nostre ville de Lyon et autres, tant nos subgectz qu'estrangers » s'efforçaient de faire entrer « grant quantité d'espicerie et drogues... par la voye de Lyon »; bien que ces marchands aient été informés des privilèges de Languedoc et des défenses autrefois faites à ce sujet, ils prétendaient avoir obtenu du Parlement de Paris « certaines provisions contre le procureur desdits Estatz » leur permettant d'agir ainsi. Charles VIII déclarait alors que les épices et drogues ne pouvaient être vendues en France qu'après avoir payé les droits accoutumés¹⁸³. Par mandement du lieutenant du gouverneur de Languedoc, ces lettres furent portées pour exécution au sénéchal de Lyon par Guillaume de la Croix, trésorier des guerres, et Guillaume Boileau, trésorier de Nîmes¹⁸⁴. Jean du Peyrat et un certain nombre d'autres marchands Lyonnais firent aussitôt appel au Parlement de Paris. L'affaire fut plaidée le 18 février 1489¹⁸⁵; elle est curieuse; les intimés, en l'occurrence G. de la Croix et G. Boileau, car « ils ne sont les trois Estatz » ne voulaient pas soutenir l'affaire et prétendaient que c'était au roi à le faire. Le procureur du roi demanda une information. Les marchands de Lyon affirmaient « qu'ilz feront mellieur marché des marchandises amenées par terre a cinq pour cent... a Lyon, que ceulx qui sont venues par galiaces ne feroient a Montpeslier ne a Aiguesmortes ». L'affaire fut renvoyée au Conseil, mais le procureur général près le Parlement de Toulouse protestait déjà contre cet appel et, le 20 mars 1489, il était fait défense par le roi à Du Peyrat et consorts de tenir les habitants de Languedoc en procès sous couleur de leur appel¹⁸⁶. Interdiction vaine, le 6 mai 1489, le Parlement de Paris autorisait par provision les appelants à faire entrer durant un mois tant par eau que par terre les marchandises d'épiceries et drogueries « qu'ilz dient estre et avoir esté amenées sur les limites dudit royaume » et prescrivaient à son procureur général de faire information « touchant l'entrecours de ladite marchandise d'espiceries et drogueries »¹⁸⁷. Ces prescriptions furent renouvelées à plusieurs reprises¹⁸⁸.

En s'appuyant sur les défenses faites par le Parlement, le séné-

183. Hérault, A 18, n° 25, publié : *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° III. Les agissements dénoncés avaient certainement commencé dès l'année 1485 car, à cette date, les consuls de Montpellier avaient envoyé à Paris un certain Pons Maleval *per lo fag de Jehan del Pezat* et des foires de Lyon. Cela leur avait coûté 100 livres et ils en demandèrent remboursement au pays (Montpellier, BB 94 et Joffre 567, f. 9 v°; 22).

184. Hérault, A 18, n° 25, Lettre d'attache, et Arch. nat., X^{1a} 8320, f. 37. Guillaume Boileau perçut 50 livres sur les frais du pays (Bibl. nat., fr. 26101, n° 584).

185. Arch. nat., X^{1a} 8320, f. 36 v°.

186. Hérault, A 18, n° 24.

187. Arch. nat., X^{1a} 1496, f. 173 v°.

188. Pour deux mois, le 6 avril 1490 (X^{1a} 1497, f. 182 v°); jusqu'à la foire du 8 novembre, le 7 septembre 1490 (X^{1a} 1497, f. 432 v°).

chal de Lyon refusa l'exécution des lettres patentes du 20 mars 1489; Pierre de Malerippe, juge des baronnies de Montpellier et Homelas, commis sur ce, ne put remplir sa commission qu'en dehors du bailliage de Lyon¹⁸⁹. Aussi, le procureur général du roi en Languedoc obtint-il de nouvelles lettres en date du 23 avril 1490¹⁹⁰. Leur exécution, le 15 juillet suivant, provoqua une petite émeute¹⁹¹. Le lieutenant du sénéchal de Beaucaire, le sieur de Perault, commis à cette exécution, fut menacé d'être jeté à la Saône et dut fuir précipitamment sans avoir rempli sa mission.

De nouvelles lettres, du 13 août 1490, ordonnèrent le maintien des ordonnances sur l'épicerie et prescrivirent de poursuivre les responsables des désordres de juillet. Il ne semble pas que ces lettres aient été publiées à Lyon car, le 28 décembre de cette même année, Charles VIII, rappelant toute l'affaire, renouvelait une fois encore son interdiction et ordonnait la confiscation des épiceries amenées à Lyon autrement que par les ports¹⁹². Le même jour le roi évoquait au Grand Conseil, pour le 15 mars suivant, le procès toujours pendant au Parlement de Paris¹⁹³. Signification en était faite au procureur général près le Parlement dès le 13 janvier; le 10 février, à Tours, à l'évêque de Lavaur et à Pierre Boyer, ambassadeurs du pays de Languedoc¹⁹⁴; au procureur général au Parlement de Toulouse, le 16 février¹⁹⁵. Quant aux lettres du 28 décembre 1490, elles étaient présentées le 12 janvier, à Moulins, par les mêmes ambassadeurs à Jean Dax, seigneur de Leuc, lieutenant du sénéchal de Beaucaire, commis à l'exécution, qui s'acquitta de sa mission¹⁹⁶.

Le 15 mars 1491, présentation était faite au Grand Conseil par le procureur des États de Languedoc, qui obtint défaut contre Jean du Peyrat et consorts qui ne s'étaient pas présentés¹⁹⁷. Une nouvelle présentation fut faite au Grand Conseil, le 19 novembre 1493¹⁹⁸, vraisemblablement sous l'impulsion des ambassadeurs des États qui avaient reçu mission de poursuivre « a toute diligence » le procès pendant au Grand Conseil¹⁹⁹. Les instructions données par les États à leurs ambassadeurs en 1495 réclamaient

189. Hérault, A 18, n° 24, Montpellier Joffre 571, f° 10 v°.

190. Les plaintes des Languedociens incitèrent sans doute Charles VIII à écrire au Parlement de Paris, le 23 janvier 1490, pour l'inviter à veiller à la conservation du domaine car, au temps des foires, les Lyonnais prétendaient exporter le billon et toutes marchandises sans payer les droits (*Lettres de Charles VIII*, t. III, p. 8).

191. Le procès-verbal rapportant les événements du 15 juillet est attaché à ces lettres (Hérault, A 18, n° 24).

192. Hérault, A 18, n° 35.

193. Hérault, A 18, n° 36.

194. « Lesquels me disent et respondirent qu'ilz le notiferaient aux Estatz et feroient ce qu'il seroit en eulx » (Hérault, A 18, n° 30).

195. Hérault, A 18, n° 34.

196. Voir son procès-verbal : Hérault, A 18, n° 35.

197. Hérault, A 18, n° 30 quater. En octobre, les États prescrivent à leur ambassadeur en cour de faire procéder au grand conseil « par la meilleure manière et fason que faire se pourra ».

198. Hérault, A 18, n° 30 ter.

199. Instructions de 1493, art. 9. L'interdiction de l'entrée de l'épicerie par Lyon fut même une des conditions que les États d'octobre 1493 inscrivirent dans leur octroi (Hérault, *Commissions pour la tenue des États*, portefeuille I).

à nouveau l'observation des ordonnances sur l'épicerie²⁰⁰. Les doléances présentées au roi en 1497 réitéraient la demande²⁰¹ et Charles VIII délivrait le 3 juillet 1497, de nouvelles lettres conformes aux précédentes²⁰² dont le sénéchal de Lyon refusa la publication; il donna alors à maître Guillaume de Polinhac commission pour faire publier ces lettres sans demander à Lyon ni ailleurs lettres de pareatis²⁰³.

L'interdiction de l'entrée de l'épicerie par voie de terre fut confirmée par Louis XII à Paris le 14 juillet 1498²⁰⁴. Les Lyonnais s'inclinèrent cette fois devant la décision royale puisque, le 18 juillet, les envoyés de la ville de Lyon signaient avec les ambassadeurs des États de Languedoc qui venaient, une fois de plus, requérir l'interdiction, un accord aux termes duquel ils s'engageaient à observer les ordonnances faites sur ce point, accord ratifié par les conseillers de la ville le 15 septembre 1498²⁰⁵, le jour même où était publiée à Lyon l'ordonnance du 14 juillet.

Le 16 novembre 1498, Louis XII donnait commission aux sénéchaux de Toulouse, Carcassonne, Beaucaire et Lyon pour faire garder les défenses sur l'entrée de l'épicerie²⁰⁶ et il semble que les Lyonnais les aient tant bien que mal respectées au moins durant quelques années²⁰⁷; car on ne trouve plus trace de l'intervention royale en la matière jusque sous François 1^{er}. Les doléances des États parlent, sans doute, encore en 1499, des « manans et habitants de la ville et cité de Lyon, lesquelz notoirement, tant soubz couleur de congietz et licence particuliers qu'autrement, enfrennent lesdites ordonnances »²⁰⁸, mais les doléances des années suivantes, si elles font valoir quelques griefs contre Lyon, ne font plus d'allusion à cette affaire particulière; elles constatent pourtant, avec quelque tristesse, que les ordonnances sur l'épicerie et autres drogues venant du Levant ne sont pas entretenues quelque diligence que les États en aient pu faire²⁰⁹.

Malheureusement pour le Languedoc, des concurrents autrement redoutables que les Lyonnais commençaient à accaparer le commerce des épices. Les États n'avaient pas encore fait reconnaître par Lyon le monopole d'Aiguesmortes que déjà celui-ci était fortement battu en brèche. Comme ils le faisaient remarquer

200. Instructions de 1495, art. 27.

201. Dans leur art. 4 (Haute-Loire, 501 C 5442).

202. Hérault, A 19, n° 10.

203. Hérault, A 19, n° 10 bis, lettres du 3 septembre 1497.

204. Hérault, A 19, n° 16.

205. P. Just. n° 19. Cette ratification avait été décidée dès le 23 juillet (Lyon BB 23, f. 169 v°). Louis XII n'avait d'ailleurs confirmé les quatre foires de Lyon qu'à la condition expresse que les Lyonnais observeraient les ordonnances de l'épicerie.

206. Hérault, A 19, n° 19.

207. A la fin d'octobre 1498, les conseillers de Lyon font saisir un certain nombre de balles d'épicerie qui sont entrées dans la ville et en demandent la confiscation pour être venues par terre et ailleurs que par les havres maritimes (Haute-Loire, 501 C 6987).

208. Gard, C 1206, f. 312 v°. C'est en invoquant congé et permission du Parlement de Paris que Jean Du Peyrat, à qui appartenait les balles saisies en octobre 1498, se les fait restituer (Haute-Loire, 501 C 6987).

209. Doléances de 1512, art. 7. Le Parlement de Toulouse, en particulier, refusait de les appliquer (A. Viala, *Le Parlement de Toulouse*, t. I, p. 583).

eux-mêmes dès 1493, « la plupart de l'espicerie qui arrive a present par navires, c'est a Marseille et autres ports et havres de Prouvence »²¹⁰. Et s'ils n'en surveillaient pas moins avec vigilance ce commerce et dénonçaient « les voyes obliques »²¹¹ par lesquelles les drogues entraient au royaume, « l'espicerie de Calicut par laquelle les Portugalois sont enrechiz »²¹² prenait son essor. Les diverses mesures qu'ils envisagèrent furent peu efficaces. En 1506, leur procureur communiquait « avec les marchands de France » et proposait l'interdiction de l'entrée en France de l'épicerie portugaise²¹³; en 1509, ils protestaient contre les marchands qui faisaient le voyage du Levant ou de Calicut et qui emportaient tout l'or et l'argent du royaume²¹⁴ sans prendre de marchandises.

Les principales de ces marchandises, outre les produits agricoles, étaient la laine et la draperie. Ici aussi, les États abandonnèrent leurs principes de liberté pour défendre avec passion les produits fabriqués dans le pays. Dès 1438, par exemple, ils faisaient interdire la sortie des laines par l'évêque de Laon auquel ils avaient remontré que « toute ou la plus grande partie de la draperie d'iceluy pays cessoit pour les laines qui se portoient hors, dont la plus grande partie du peuple avoit acoustumé de vivre »²¹⁵. En 1466, ils avaient remontré au roi que l'art de draperie commençait à déchoir en raison de l'exportation des laines qui fut frappée d'un droit de six écus d'or par sac²¹⁶. Ils requièrent la prohibition totale de la « vuidange » des laines en 1488²¹⁷.

Inversement, ils s'efforçaient d'assurer des débouchés à l'industrie drapière languedocienne et d'écarter la concurrence étrangère; en particulier, ils s'opposaient à l'importation en France des draps fabriqués en Roussillon et Catalogne²¹⁸. Ce fut après l'aban-

210. Instructions de 1493, art. 8; ils feront bien souvent cette triste constatation, notamment en 1511 (Doléances, art. 1). Dès le mois de décembre 1487, les États du Puy s'étaient inquiétés des franchises accordées au port de Marseille et avaient chargé leurs ambassadeurs de réquerir provision « sur ce que a esté octroyé à ceulx de Provence que toutes fustes puissent abourder au port de Marseille franchement sans paier aucun droit au roy » (Montpellier, BB 185, conseil général du 8 janvier 1488). En effet, les Marseillais, à la suite des lettres royaux de 1484 portant interdiction de l'entrée des épices ailleurs que par Aiguesmortes et autres ports de Languedoc, avaient fait autoriser le débarquement de ces denrées dans leur ville; le 12 janvier 1845 (Hérault, A 14, f. 118 v°). Les Languedociens ayant fait des difficultés, Charles VIII confirma sa décision le 27 octobre suivant; les officiers de la sénéchaussée de Beaucaire refusèrent leur pareatis en prétextant de la confirmation du privilège d'Aiguesmortes par le roi (Hérault, A 14, f. 122).

211. En 1500, ils dénonçaient « la collusion faicte par les Genevoys et malvaïse intelligence touchant les sucres de Madere et de Portugal » (Haute-Loire, 501 C 5551).

212. Doléances d'octobre 1512, art. 1. Les États provoquèrent contre elle l'ouverture d'une grande enquête, sans succès (Doléances de 1513, art. 1).

213. Haute-Garonne, C 2276, f. 246 v°.

214. « Pour avoir meilleur marché » des sucres, épiceries et autres marchandises (Doléances de 1509, art. 11).

215. Hérault, A 10, f. 343. L'interdiction fut renouvelée en avril 1446 (Hérault, A 12, f. 70 v°).

216. Hérault, A 3, f. 146.

217. Montpellier, BB 185.

218. Dès 1424 (art. 18 des doléances).

don du Roussillon au traité de Barcelone, du 19 janvier 1493, que la question de la draperie catalane se posa dans toute son ampleur. Ferdinand le Catholique s'était engagé, le 28 septembre 1493, à permettre aux sujets du roi de « negocier » dans ses États, moyennant le paiement des droits anciens et accoutumés²¹⁹. Il n'apparaît pas qu'il ait longtemps respecté son engagement car, malgré les assurances qu'il donnait en 1495 aux États²²⁰ il avait décidé de percevoir une taxe de dix sous pour livre sur toutes marchandises « qui viendront par marchans estrangers » dans les principautés de Catalogne et les comtés de Roussillon et Cerdagne. Par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, les États demandèrent l'interdiction pour la draperie catalane d'entrer en France, à moins qu'elle n'y fut vendue « plus hault que quatre escuz d'or » la canne; car ajoutaient-ils, chacun s'efforcera « audit pays faire et pratiquer l'art de draperie, ce que se fera aisément quand les draps desdites principaultéz ne seront portéz au royaume »²²¹. La réclamation fut agréée par le roi qui, le 13 décembre 1495, reprenait les termes même de la requête pour interdire la vente des draps catalans²²².

Les États allaient alors engager une longue lutte pour faire observer cette ordonnance. Il fallut d'abord en obtenir l'enregistrement au Parlement de Toulouse, qui, on ne sait pourquoi, fit traîner les choses en longueur²²³, cependant que les marchands catalans ne tenaient nul compte de la défense royale²²⁴. Aussi, l'interdiction fut-elle renouvelée, les 16 décembre 1496 et 27 avril 1497²²⁵. Confiscation des marchandises introduites en fraude était ordonnée, dont la moitié servirait à la réparation des villes

219. Hérault, A 18, n° 40 *Ipsis tamen solventibus jura et vectigalia per mercatores Gallicos olim solita et consueta*.

220. Voir sa lettre du 11 août 1495 : P. Just. n° 16.

221. Instructions de 1495, art. 16. Ils ajoutaient même, ce qui montre bien leurs desseins protectionnistes : « car ceulx qui se feront audit pays a cause de ce auront bonne despeche et les gens dudit pays se habitueront a ce faire ».

222. Hérault, A 19, n° 7 et A 17, f. 138 v°. Ces lettres furent lues solennellement devant l'archevêque de Narbonne, président des États, le 4 mars 1496 (Hérault, A 17, f. 139 v°).

223. Voir les requêtes du procureur des États au parlement des 2, 5 mai et 2 septembre 1496 (Hérault, A 19, n° 7 bis, 7 ter, 7 quater). L'un des syndics généraux vint spécialement à Toulouse pour obtenir l'enregistrement. Dès le 15 mars, les consuls de Carcassonne, Béziers et Montpellier s'étaient mis d'accord pour faire publier ces lettres en Dauphiné et Provence et s'engager à faire payer la dépense par les prochains États (Montpellier, BB 110). A. Viala, *Le Parlement de Toulouse*, t. I, p. 251, rejette la responsabilité de ce retard sur certains membres du Parlement qui exerçaient, personnellement ou par leur famille, le commerce des draps.

224. Le 10 octobre 1496, les consuls de Narbonne informent leurs collègues de Montpellier que, en compagnie du syndic du pays, ils sont allés remonter à M. de Saint-André, lieutenant pour le roi, « touchant la draperie que les marchans font admener des parties de Catallonne, nonobstant le privilege a nous donné par le roy » (Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496). D'autre part, certains marchands expédiaient le drap de Catalogne à Lyon; les États demandaient qu'on en fit le recensement et qu'on le mit hors du royaume (doléances de 1497, art. 3).

225. Hérault, A 17, f. 140 et A 19, n° 9 bis. Cette dernière fut lue aux États en février 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720).

de Narbonne, Carcassonne et Béziers²²⁶. Les syndics des États se chargèrent de pourchasser les délinquants²²⁷. Les ordonnances précédentes furent confirmées par Louis XII²²⁸. En même temps les États prenaient des mesures afin d'assurer la qualité des draps fabriqués en Languedoc et prescrivaient aux consuls des villes manufacturières de désigner deux ou trois personnages « bien experimentez et calliffiez en l'art de draperie » qui se veraient confier les sceaux devant servir à marquer toutes les pièces de draps fabriquées dans leur ville²²⁹. Malgré tout, les fraudes continuaient²³⁰, malgré une nouvelle confirmation par Louis XII des ordonnances de son prédécesseur²³¹; elles étaient encouragées par les négociations que le gouvernement espagnol avait entrepris de mener à ce sujet avec le roi de France²³² et, aux États de 1506,

226. Les Etats protestèrent et décidèrent que le profit de la moitié des draps confisqués reviendrait au dénonciateur; l'autre moitié serait distribuée pour la fortification des villes et lieux « qui en auront nécessité »... par l'avis et deliberation des trois seneschaussées » (Haute-Garonne, C 2276, f. III).

227. Sept charges de drap furent ainsi saisies à Narbonne au début de 1497 « a l'instance du scindic desdits Estats » (Haute-Garonne, C 2276, f. III). Le 10 septembre 1499, toujours à la requête du syndic, le Parlement ordonnait la visite de tous les ouvriers et boutiques de la ville de Toulouse afin de faire « caner, nombrer et sceller... les draps qu'ilz trouveront du pays de Cathelloigne » et de les déposer à la maison commune de Toulouse (Hérault, A 19, n° 20).

228. Le 14 juillet 1498 (Haute-Garonne, B 1900, f. 174 v°) lues aux Etats de décembre suivant (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 2).

229. P. just. n° 20. L'élaboration de ce règlement avait été prescrite par une délibération des Etats de décembre 1498 (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 3). En même temps, ils se préoccupaient de faire supprimer les taxes mises sur les aluns étrangers, qui seuls, permettaient la fabrication de la draperie fine. Ceci, dès 1509 (art. 2 des doléances). Ils obtinrent satisfaction par lettres patentes du 27 avril 1514 (Hérault, A 17, f. 174). A côté de ces mesures destinées à assurer la qualité des produits manufacturés languedociens, il faut signaler l'effort que les Etats firent pour favoriser le commerce en décrétant l'unification des poids et mesures en Languedoc. En juillet 1501, ils obtinrent cette unification dans les trois seneschaussées sur la base des mesures de Montpellier (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 137). Mais les Etats se heurtèrent à la mauvaise volonté des Toulousains qui refusèrent d'admettre de voir leur ville, « capitale du pays », abandonner ses propres mesures, qui entravèrent tous les efforts du syndic pour obtenir l'exécution et qui finirent par triompher (Toulouse, HH 48).

230. L'une d'elles consistait à faire passer les draps de Perpignan en Provence et à Nice, à Tende et en Savoie et à les porter, de là, aux foires de Lyon (Doléances de 1501, art. 6 et 7). D'autre part, certains amenaient ces draps à Toulouse en les faisant transiter par le comté de Foix (Doléances de 1502, art. 1).

231. En date du 9 octobre 1501 (Hérault, A 19, n° 26). En 1502, dans son rapport aux Etats Guillaume Blanchard se plaint que, malgré l'arrêt du Parlement, les Roquette, marchands de Toulouse, s'efforcent d'importer de grandes quantités de draps et ont même fait emprisonner le seigneur de la Brueyria qui avait saisi une partie de ces draps (Haute-Garonne, C 2276, f. 49 v°). Le syndic finit par obtenir leur condamnation, le 20 juillet 1503, à une amende de 500 livres. Conformément à la délibération de 1497, les Etats décidèrent que l'amende serait affectée aux réparations des places de la seneschaussée de Carcassonne et qu'elle serait répartie par le sénéchal après consultation des consuls de Béziers, Narbonne et Carcassonne et du syndic du pays (*Ibidem*, f. 83). Sur les agissements des Roquette, dont plusieurs étaient conseillers au Parlement, v. A. Viala, *Le Parlement de Toulouse*, t. I, pp. 250-251.

232. Dès mai 1504, les consuls de Montpellier se plaignent au syndic de leur seneschaussée que « ceulx de Perpignan et de Cathelloigne poursuyvent fort envers le roy par le moyen de monseigneur l'archeduc de mettre leurs draps dans le royaume et interrompre et abolir le privilège des draps » (Montpellier, Joffre 8, f. 6 v°). Leurs délégués en Cour allèrent, avec le syndic, trouver l'évêque d'Albi et le général de Languedoc qui « touchant l'entrée des draps

Jacques de Beaune, général de Languedoc, vint dire que « l'entrée des draps en France n'estoit pas tant dommageable que seroit la prohibition, veu la paix qui est entre le roy de France et le roy d'Espagne »²³³. Déjà, Louis XII avait autorisé l'entrée des draps roussillonnais²³⁴. Le 27 décembre, les États y consentaient à leur tour à condition que le roi d'Aragon cesserait de lever toutes les taxes et en donnerait attestation dans les six mois. Leurs ambassadeurs rencontrèrent les représentants de Ferdinand le Catholique à Grenoble, le 6 avril 1507. Il fut décidé que, si la promesse par lui faite d'abattre les droits dans les six mois n'était pas tenue, l'autorisation de l'entrée des draps cesserait²³⁵. L'accord fut ratifié par le Grand Conseil, mais les promesses ne furent pas tenues²³⁶, du moins immédiatement, car, passé 1509, les États s'abstinrent de récriminer à ce sujet.

Ces diverses interventions montrent bien l'intérêt que les États portaient au commerce; il se résume tout entier dans la sollicitude qu'ils témoignaient aux foires de Languedoc, et en particulier, aux plus illustres d'entre elles qui se tenaient dans les villes de Montagnac et Pézénas²³⁷. Ils s'efforcèrent de maintenir leur prospérité par tous les moyens : interdiction de fréquenter d'autres foires²³⁸, sauf-conduits accordés aux marchands étrangers désireux de se rendre à Montagnac et Pézénas²³⁹ ou défense de les

de Perpignan noz dirent que les matieres n'estoient pas si avant et que ne se feroient pas si ligierement » (*Ibidem*, f. 8). En décembre 1505, les États prièrent les commissaires de remontrer au roi les craintes que leur inspiraient le traité de paix conclu avec l'Espagne, ils redoutaient de le voir donner licence aux Perpignanaïsi de faire entrer librement leurs draps dans le royaume (art. 9 des doléances).

233. Haute-Garonne, C 2276, f. 250.

234. Puisque le syndic du pays en la sénéchaussée de Carcassonne s'était déjà rendu à Toulouse pour empêcher l'entérinement de certaines « lettres de permission et entrée des draps de Perpignan ». Il alla ensuite en Cour mais ne put obtenir provision. Il ramena seulement une lettre du roi (Haute-Garonne, C 2276, f. 252 v°). Le procureur général près le Parlement de Toulouse vint lui-même annoncer la décision royale aux États (*Ibidem*, f. 256 v°).

235. P. just. n° 24.

236. En janvier 1508, les habitants de Perpignan envoyèrent aux États deux émissaires qui « ont désavoyé ce que avoit esté fait et promis par l'ambassadeur dudit roy catholique » (Doléances de 1508, art. 1). En conséquence, les États estimèrent qu'il ne fallait pas exécuter l'appointement tant que le roi d'Espagne ne tiendrait pas parole. Mais ce n'était pas l'avis de Louis XII qui leur avait envoyé une lettre-missive leur enjoignant de laisser entrer les draps de Perpignan et le général qui transmitt la lettre leur signifia qu'il avait ordre d'exécuter cette mesure (Haute-Garonne, C 2276, f. 270 et 272 v°).

237. « Icelles foires sont le principal membre dudit pays, par quoy or et argent entre audit pays de Languedoc » (Doléances de l'ambassade de 1445, art. 26). Cependant cette sollicitude s'arrête devant les prétentions de ces deux villes d'empêcher d'autres localités à trente lieues à la ronde de créer des foires; les États de 1488 réagissent avec vigueur (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 112). Ils protestèrent, contre les abus des conservateurs des privilèges des foires de Montagnac et Pézenas et demandèrent leur réformation (Haute-Garonne, C 2276, f. IX).

238. En 1425, Charles VII interdit, à la demande des États, aux Languedociens d'aller aux foires d'Avignon (Hérault, A 9, f. 155). La requête de cette interdiction figurait dans les instructions des délégués Toulousains (P. just. n° 4). Les commissaires du roi aux États de 1424 l'avaient déjà accueillie (Doléances de 1424, art. 15).

239. Doléances de 1428, art. 30. L'administration royale fait fréquemment publier des lettres octroyant ces sauf-conduits; certaines coïncident avec la tenue des États de Languedoc, ainsi en 1428, 1435, 1448 (Hérault, A 10, f. 26 v°, 279; A 12, f. 139).

molester²⁴⁰. Ils s'efforcèrent d'empêcher la création de nouveaux marchés²⁴¹. Ils demandèrent pour leurs propres foires les privilèges octroyés à celles d'autres régions comme Lyon et Troyes²⁴² et, à partir du milieu du xv^e siècle, attaquèrent avec violence les foires concurrentes²⁴³, Lyon surtout, principalement à partir du moment où Louis XI lui reconnut en la matière de grands avantages²⁴⁴ et nous avons vu que les États ne furent pas les moins acharnés de ceux qui poursuivirent leur abolition.

Cet acharnement, l'activité grandissante des États en matière économique étaient une conséquence des transformations de l'économie française à la fin du Moyen-Age. Avec l'extension du royaume, de nouvelles voies commerciales s'étaient ouvertes et elles ne passaient plus par Aiguesmortes; des concurrents nouveaux apparaissaient, qui, favorisés par leur situation géographique, devaient finalement triompher. Dans la deuxième moitié du xv^e siècle, se sentant menacé, le commerce languedocien fit appel aux États. Ceux-ci essayèrent d'enrayer la décadence; ils purent, peut-être, la ralentir, il ne semble pas qu'ils l'aient arrêtée.

240. En particulier, interdiction est faite aux receveurs diocésains de saisir les marchands qui viennent aux foires, pour la quote de leur ville (Doléances de 1443, art. 28; de 1445, art. 32; de 1479, art. 14). Les États réclament aussi l'observation de la concession faite à ces marchands de ne pas payer l'imposition foraine (Doléances de 1451, art. 52). Ils protestent contre les fermiers de la rève et du denier Saint-André qui lèvent leurs droits sur toutes les marchandises qui se vendent aux foires d'Uzès, même si elles ne quittent pas le royaume (Doléances de 1499, art. 10). Louis XI confirma le privilège en faveur d'Uzès (Hérault, A 14, f. 38 v°).

241. Doléances de l'ambassade de 1443, art. 17.

242. « Car les marchans estrangiers et autres cherchent volentiers les foires et marchiés où ilz sont francs de tous droiz » (Doléances de l'ambassade de 1445, art. 26).

243. L'article 41 des doléances de 1449 dénonce les foires de Genève et de Marseille. Ces dernières venaient d'être établies par le roi de Sicile au temps des deux meilleures foires de Languedoc et étaient franches de tous droits.

244. Les foires générales de Languedoc (Pézenas, Montagnac, Toulouse, Castelnaudary) « se perdent a cause de celles de Lyon » parce que certaines de ces dernières « sont situées aux jours, temps et termes que celles de Languedoc » (Doléances de 1468, art. 12), puisque la foire de la Toussaint de Lyon concurrence celle de Pézenas, la foire des Trois Rois concurrence celle de la Saint-Hilaire à Montagnac.

CHAPITRE III

LES ÉTATS ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Bien que n'ayant aucun pouvoir de juridiction, les États de Languedoc se sont toujours intéressés de très près à l'administration de la Justice. Il est rare que leurs cahiers de doléances ne contiennent pas un ou plusieurs articles ayant trait à ce sujet et toute une section du cahier de Languedoc aux États Généraux de Tours est consacrée à la Justice. L'explication est facile : la réunion régulière de l'assemblée permettait aux justiciables de signaler les abus qui pouvaient se produire, les améliorations désirées, les mauvais usages; et ces réclamations avaient bien plus de poids quand elles étaient présentées au nom de tout le pays, qui estimait que, sans bonne justice, la désunion régnerait, chacun s'efforçant de se faire justice à soi-même et les marchands ne pouvant exercer librement et en paix leur commerce¹.

SECTION I : LES ÉTATS ET LE PARLEMENT

C'est ainsi que le Parlement de Toulouse a été créé à la demande expresse des États. Charles VII, alors régent, présidait pour la première fois les États de Languedoc à Carcassonne en mars 1420 quand il institua « un parlement et cour capitale et souveraine pour ledit pays de Languedoc et duché de Guienne deça la Dordogne »². Nul doute qu'il ne l'ait fait à la demande des gens du pays³.

La cour siégea à Toulouse et à Béziers durant quelques années. Elle devait être supprimée par déclaration royale du 7 octobre 1428⁴, malgré les efforts des États qui, dès le mois d'août précédent, avaient accepté de prendre en charge le paiement des gages des conseillers⁵. Leurs délégués aux États Généraux de Chinon supplièrent le roi « de laisser le parlement en Langue d'Oc en l'estat en lequel il est » car « ou pays de Langue d'Oc doit avoir

1. Doléances de 1428, art. 31; de 1433, art. 14.

2. *Hist. Lang.*, t. X, p. 1057.

3. A. Viala, *Le Parlement de Toulouse*, t. I, pp. 47-48, a montré que dès 1416 les capitouls de Toulouse demandaient au roi l'envoi en Languedoc d'une délégation régulière du Parlement de Paris.

4. *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1099.

5. Ils accordèrent pour cela une somme de 4 000 l. (Doléances d'août 1428, art. 15).

un parlement »⁶. Charles VII ne crut pas devoir donner de réponse à cette requête. On ignore les raisons exactes de la décision royale. Peut-être, la rivalité de Toulouse et de Béziers y fut-elle pour quelque chose. Les instructions que reçut la délégation toulousaine aux États de Chinon contenaient un long paragraphe destiné à obtenir le retour du Parlement dans cette ville; entre autres arguments, on invoquait la présence de l'Université et de ses nombreux docteurs⁷.

Sans relâche, les États réclamèrent le rétablissement du Parlement. En 1430, ils alléguèrent les grands « perils que son d'ayssi a Peytiers » pour obtenir l'installation de la cour en Languedoc, au moins jusqu'au retour du roi à Paris⁸. En 1437, nouvelle réclamation⁹, également repoussée. Mais, revenant à la charge, les États de Montpellier firent valoir « comant il est deu ung parlement audit pais »¹⁰ et leur persévérance devait être, en partie, récompensée puisque en avril 1437, Charles VII suspendait jusqu'à la Saint-Martin le jugement des causes des habitants de Languedoc pendantes devant le Parlement de Paris et, « ouie la requeste de nos bien amés les gens des trois Estats de nostre pays de Languedoc », leur accordait le rétablissement du Parlement¹¹; mais cette décision ne reçut pas d'exécution¹², le roi se contentant, le 30 janvier 1438, d'élargir les pouvoirs des commissaires sur le fait de la justice des aides qu'il avait institués l'année précédente aux causes d'appel, en raison de l'éloignement du Parlement de Paris¹³. Les Toulousains présents aux États de Béziers de 1438 rappelèrent que le roi n'avait toujours

6. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 848. Ils ajoutaient que « ou cas qu'il ne luy plairoit, que au moins il luy plaise vouloir le instituer ou lieu si convenable que sans difficulté et sans grands perils ils puissent avoir seur accés pour avoir recours a justice » et que, en attendant, « luy plaise laisser ledit parlement ou il est, au moins pour toute ceste année »; cette dernière requête fut exaucée; le parlement de Languedoc fonctionnait encore au début de 1429.

7. Toulouse, AA 86, p. 9. A. Viala, t. I, pp. 57-58, souligne les efforts du parlement de Poitiers pour la fusion avec le parlement de Languedoc et aussi les difficultés financières.

8. Doléances de 1430, art. 6. Les commissaires renvoient la décision au roi.

9. Les députés de Toulouse aux Etats de Béziers avaient reçu des instructions à ce sujet : *plassia a sa real magestat ordenar et mandar una cort de Parlament esser en lo present pays per las partidas del realme desa Dordonha he la dita cort en la viela de Tholosa en la forma que no ha trop de temps era* » (Toulouse, layette 26, dernier article des *Communes instructions trium senescalliarum*). Au début de février, le bruit courut par la ville que le Parlement pourrait y venir si on faisait poursuite diligente; il fut aussitôt décidé d'envoyer à Béziers l'assesseur Jean de Mazac (Toulouse, BB 7, p. 54).

10. Toulouse, AA 87, n° 6, art. 1. La demande d'un parlement avait fait l'objet de l'article 3 des doléances des Etats de Béziers de janvier 1437, de l'article 3 des articles additionnels à ces mêmes doléances et des articles 1 et 10 des observations présentées par les Etats sur les réponses royales.

11. L'acte est du 8 avril; la nouvelle parvint à Toulouse le 20, mais les capitouls étaient informés que le roi avait refusé de désigner le personnel de la cour et le lieu où elle se tiendrait (Toulouse, BB 7, p. 59).

12. *Hist. Lang.*, t. X, note n° 34. Et ce malgré les efforts des Toulousains qui, en septembre, envoient l'assesseur des capitouls, Jean Philippe, auprès de Charles VII avec mission de promettre au conseil du roi le versement d'une somme de 2 000 l. pour obtenir le maintien à Toulouse du Parlement (Toulouse, layette 70).

13. Hérault, A 2, f. 274 v°.

pas nommé le lieu où il entendait instituer un parlement¹⁴, cette discrète invitation aboutit seulement à faire suspendre en Languedoc la juridiction du Parlement de Paris jusqu'à la Saint-Martin suivante au profit des généraux de la justice. Mais ceux-ci étaient mal vus dans le pays; leur suppression fut même réclamée par Bernard de Rosier, dans le discours qu'il prononça devant Charles VII au nom de la représentation languedocienne aux États Généraux de Bourges, parce qu'il les trouvait inutiles, que leur entretien coûtait cher et que les officiers ordinaires devaient suffire à rendre une bonne justice¹⁵.

La question du Parlement ne semble pas avoir fait l'objet de discussions nouvelles aux États avant octobre 1442¹⁶. L'ambassade qui suivit se vit remettre des instructions très détaillées pour en demander le rétablissement¹⁷, elle fit valoir la longueur des chemins, la multitude des procès laissés en instance à Paris, le fait que le Languedoc était régi par le droit écrit. Elle n'obtint que de vagues promesses, le roi annonçant son intention de se rendre à Paris pour y consulter son conseil et son Parlement. Mais les ambassadeurs qui, entre temps, avaient suivi le roi de Montauban à Toulouse, surent trouver les arguments convainquants pour arracher au roi un engagement formel¹⁸. Ils surent même se faire reconnaître le droit de présenter une liste « d'aucuns notables personnages » que le pays jugerait dignes d'exercer les fonctions de conseillers¹⁹. Ils obtinrent aussi l'organisation auprès de la cour d'une chancellerie. La décision prise à Toulouse était définitive et il ne paraît pas qu'il y ait à invoquer parmi les motifs qui devaient l'entraîner la grève que le Parlement de Paris, mécontent de n'avoir pas perçu ses gages, commença le 31 août 1443²⁰. La lettre missive convoquant les États à Montpellier pour le 12 septembre de cette année fut expédiée de Poitiers le 9 juillet; elle indique déjà la volonté du roi de pourvoir le Languedoc d'une justice souveraine et sans ressort; seuls restent à désigner les membres de la cour et le lieu où elle exer-

14. Ph. Wolff, *Doléances de Toulouse aux Etats de Languedoc*, pp. 95-96.

15. *Annales du Midi*, t. IV, p. 19.

16. Les instructions aux délégués de Toulouse aux Etats d'octobre 1441 (Toulouse, FF 170, n° XXI bis), les doléances de 1441 et mai 1442 sont muettes sur ce sujet.

17. Doléances de l'ambassade de 1442-43, art. 10.

18. Gard, C 815, Doléances du 10 mars 1443, art. 10, réponse : « le roy octroye un parlement en cest pays de par deça pour le pays desla la Dordogne ».

19. Les Etats avaient d'abord demandé « que la nomination des conseillers et officiers de ladite court pour ceste foys soit audit pays ». Le roi rejeta la requête mais consentit à se laisser « avertir » de quelques notables personnes. La liste en fut effectivement remise par une nouvelle ambassade qui se rendit à Poitiers en juillet (Doléances d'octobre 1443, art. 16). On ne connaît pas les noms proposés et on ne peut donc constater si Charles VII déféra aux désirs du pays. Les Etats n'ont jamais joui d'un véritable droit de présentation. En 1445, ils présentèrent la candidature de l'évêque d'Agde, mais elle ne fut pas retenue, le roi se bornant à déclarer qu'il y aurait avis (Doléances de l'ambassade de 1445-46, art. 23). L'évêque assista seulement à trois séances, les 5, 6, 10 décembre 1449 (A. Viala, t. I, p. 100).

20. A. Viala, t. I, pp. 70-71. Le roi procède d'ailleurs à la nomination des conseillers dès le mois de juillet 1443; v. celle de Guillaume Bardin : *Bibl. nat.*, P.O. 194, Bardin, n° 2.

cera²¹; les États furent peut-être consultés sur ces derniers détails. Quoi qu'il en soit, l'édit de rétablissement porte la date du 11 octobre 1443, alors que l'assemblée était encore réunie, ce qui permit aux commissaires qui la présidaient de répondre aux doléances qui leur demandaient l'institution du Parlement sans autre délai que le roi y avait déjà pourvu²². Malgré le désir des États de voir la cour siéger à partir du 11 novembre 1443 et la promesse royale d'y déférer, celle-ci ne tint sa première séance à Toulouse que le 4 juin 1444²³.

Dès lors, les États devaient soigneusement veiller à ce que nul habitant de Languedoc ne soit « tiré hors des limites du pays ». Ce principe, constamment évoqué, a été utilisé à des fins diverses au cours du xv^e siècle. Il s'agit d'abord d'amener le Parlement de Paris à se dessaisir au profit de celui de Toulouse des causes intéressant les Languedociens²⁴; pour ruiner les prétentions de certains organismes spécialisés qui essayaient de se soustraire au contrôle de la cour méridionale²⁵; pour lutter contre les évocations qui se multiplient en Languedoc sous le règne de Louis XI et qui prennent un grand développement sous ses successeurs après la réorganisation du Grand Conseil²⁶. On l'invoqua enfin pour exiger que le siège du Parlement demeurât sur le territoire des trois sénéchaussées. La Cour avait pris, en effet, l'habitude de quitter Toulouse en cas d'épidémie; il lui arriva ainsi à deux reprises d'aller s'installer à Montauban, ville située hors du Languedoc²⁷, mais ce déplacement provoqua de violentes protestations des États²⁸.

Dès l'origine, les gages des conseillers étaient à la charge du pays. Tout au moins, ce fut la règle à partir du rétablissement de

21. Cordes, AA 18; P. Dognon, *Quomodo Tres Status*, p. 111.

22. Doléances de 1443, art. 16.

23. *Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 888.

24. Le renvoi avait été demandé dès avant la création du Parlement (art. 16 des doléances de 1443). L'ambassade qui suivit obtint un édit du 4 février 1444 le prescrivant (*Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 395). Son application fut difficile (voir les doléances de 1444, art. 27). Il semble, d'après la réponse des commissaires que les États avaient fourni une liste des causes à renvoyer.

25. Tel est le cas des maîtres généraux des monnaies en Languedoc qui auraient voulu voir leurs appels portés au Parlement de Paris ou à la Chambre des monnaies de la capitale (Instructions de Montpellier à ses délégués aux États de 1445, dans L. Guiraud, *Jacques Cœur*, p. just. n° 3).

26. Les doléances de 1483, art. 7, se plaignaient déjà des procédés contraires à l'« autorité et preheminance » de la cour. La délégation de Languedoc aux États Généraux de Tours obtint un renvoi général des causes évoquées devant le Grand Conseil, mais ce succès fut sans lendemain et les doléances du début du xvr^e siècle répètent régulièrement une demande de révocation des évocations, sans résultat, car « des evocations en matière d'eveschié et offices le roy a deliberé en estre le maistre » (Haute-Garonne, C 2276, f. 248 v°).

27. En 1494 et en 1506-1507.

28. En 1494, le syndic du pays présente une requête au Parlement où il déclare que « ladiete mutacion avoit esté faicte ... *citra prejudicium jurium, privilegiorum et libertatum patrie Lingue Occitane ... et casu quo illam mutare de Tholozie contingeret* », que ce soit « dedans Languedoc en aucun lieu a ce convenable plus prouchain de Tholozie » (Haute-Garonne, B 9, f. 378 v°). Les doléances réclament en pareil cas que le Parlement siège « dedens les mectes et limites du present pays » (Doléances de 1499, art. 19; de 1508, art. 3).

1444. Entre 1420 et 1428, les gages des conseillers avaient été assignés sur diverses recettes; en août 1428, pour la première fois, le comte de Foix avait demandé quatre mille livres outre l'aide pour subvenir à l'entretien de la Cour; une partie des États s'était opposée à la mesure et cet octroi n'avait pas empêché la suppression du Parlement quelques mois plus tard²⁹. Ces gages montaient à quelques 6000 livres par an et étaient octroyés par les États en plus de l'aide sous le nom d'affaires du roi et du pays³⁰. A partir de 1452, les gages seront compris dans l'aide³¹. Après le rétablissement de la Cour à Toulouse, Louis XI, par édit du 19 mars 1470 adressé aux commissaires qu'il envoyait présider aux États, voulut les mettre à la charge de cette dernière ville alors exempte d'impôt³². Bien que se déclarant incapables de trouver les 6000 livres, les Toulousains durent s'exécuter sous la contrainte³³ et la menace du retour du Parlement à Montpellier. Les délégués de Toulouse ayant confirmé leur attitude antérieure, 5 000 livres furent, cette année là, mises sur le pays³⁴. Finalement, Louis XI maintint le Parlement à Toulouse, mais sous le prétexte que les deux autres sénéchaussées tiraient aussi profit de la présence d'une cour souveraine dans le pays, on partagea la charge : en 1473, le pays doit supporter 2500 livres; en 1474-1475, il obtient de les inclure dans l'aide, en 1476, 5000 livres sont levées avec la crue; de 1477 à 1483, 3500 livres chaque année avec l'aide. Toulouse, de son côté, versait une somme de 2000 l.³⁵. En 1476, après le rattachement du Quercy au ressort du Parlement de Bordeaux, les États acceptèrent que les 400 l. payées par le Quercy pour sa part des gages soit mise sur le pays à condition que la ville de Toulouse en portât sa part³⁶. Après 1484, les sommes destinées au fonctionnement de la Cour seront assignées sur la recette générale de Languedoc, mais cela n'empêcha pas les États de revenir sur ces questions : ainsi, ils appuient l'évêque de Lavaur qui n'avait pu percevoir ses gages de garde du sceau³⁷; ils demandent à plusieurs reprises la nomination de deux assistants auprès de ce garde dont la rétribution soulève

29. Doléances d'août 1428, art. 16; de Chinon, art. 29.

30. De 1443 à 1451 (Arch. nat., K 691, n°s 3 et 9).

31. Comme le déclare l'évêque de Carcassonne au Puy en 1452 : *peccit rex patrie videlicet centum mille librarum t. infra quam volebat includi summam VI M l. quam solvebat dicta patria pro parlamento Tholose* (Montpellier, BB 60).

32. Toulouse, AA 39, n°s 11 et 12; AA 112.

33. L'un des commissaires à l'exécution est le greffier pour le roi aux États, J. Richier (Toulouse, *Comptes 1470*, p. 7).

34. Montpellier, Joffre 691, f. 60; *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 67; Bibl. nat., n°^{les} acq. fr. 1481, n° 49.

35. Bibl. nat., fr. 26094, n° 124; fr. 20887, n° 76; fr. 20879, n° 29; Arch. nat., K 691, n°s 53, 54, 63, 68, 74; K 72, n° 43; Doléances de 1475, art. 1; Doléances de 1475, art. 1; de 1480, art. 1.

36. Doléances de 1476, art. 13; Arch. nat., K 691, n° 53. Le Parlement de Toulouse ayant recouvré son ressort dans cette région dès juillet 1476, la mesure devint sans objet.

37. Gages de 500 l. par an; le sceau rapportait plus de 2 500 l. par an (Instructions de 1491, art. 12 et 13).

des difficultés³⁸. En 1498, le Parlement leur délègue le conseiller Jean Boyer pour les entretenir du paiement des après-dinées³⁹.

Sur le plan des principes, une difficulté surgissait à propos des gages : les parlementaires étant des officiers royaux, il eût été normal, conformément aux règles administratives de l'époque, que leur rétribution fût imputée sur les ressources ordinaires de la Couronne et les revenus du domaine royal. Pour justifier cette anomalie, les théoriciens du Droit Public, à la fin du xv^e siècle, recourent à l'idée du contrat passé entre le roi et le pays tant pour l'établissement de la cour que pour l'imposition du Languedoc⁴⁰.

Mais la question des gages entraîna surtout l'intervention des États toutes les fois qu'il s'agit d'augmenter le nombre des parlementaires; pour accélérer la marche des procès, ils sont, du reste, les premiers à demander ces crues et ont souvent satisfaction⁴¹. Mais, au début du xvi^e siècle, s'ils continuent à réclamer l'augmentation du personnel, ils estiment que le pays n'a pas à en faire les frais. Dès 1504, ils demandent la nomination de quatre conseillers laïcs pour former enfin la chambre criminelle qui ne peut se tenir en raison du peu d'assiduité des conseillers⁴². En 1506, le procureur général vient leur exposer que six nouveaux conseillers sont nécessaires pour faire une Tournelle car le roi entend que la Cour consacre un ou deux jours par semaine aux causes du domaine⁴³. Les États sont d'accord, mais veulent qu'ils soient payés sur l'octroi⁴⁴. C'est pourquoi, ils donnent ordre à leur syndic de faire opposition à la réception de six conseillers⁴⁵. Le roi ayant renouvelé la nomination et le syndic s'opposant toujours à l'enregistrement⁴⁶, le Parlement délégua deux de ses membres auprès

38. Les Etats avaient demandé de fixer leurs gages à 100 l. (*Ibidem*, art. 15); mais on ne leur reconnut que 50 l. (doléances de 1501, art 28); d'ailleurs, ils n'étaient pas payés et l'institution ne fonctionnait pas (Doléances de 1508, art. 6).

39. Haute-Garonne, B 11, f. 6. Il s'agissait de faire convertir les après-dinées en états ordinaires.

40. *Tamen patria Linguae Occitanae pro stipendiis curiae Parlamenti Tolosae omnia necessaria furnit et iure communi iuxta conventa regitur et gubernatur cum ad hoc et contractu presertim oneroso sit obligatus* (G. Benoît, *Repetitio ... super cap. Raynutius ... Et uxorem ...*, dec. V, n° 500).

41. Crues demandées en 1460 et 1462 (Doléances de 1462, art. 1) vers 1490 (P. just. n° 15). En ce dernier cas, la crue fut accordée le 17 décembre 1491 (Haute-Garonne, B 1900, f. 112 v°). Les lettres de nomination précisaient que huit conseillers, un greffier et un huissier étaient désignés, à la demande des États pour former une chambre criminelle (Bibl. nat., P.O. 1658, Laubépin, n° 2). Les conseillers furent reçus les 11 avril, 9 juin, 31 juillet 1492 (Haute-Garonne, B 8, f. 471 v°, 502, 530 v°), mais le syndic des huissiers s'opposa à la réception de l'huissier car « les gens des Estatz de Languedoc ne requièrent pas ... crue d'huissier » (f. 474).

42. Doléances de 1504, art. 2.

43. Doléances de 1506, art. 2.

44. Haute-Garonne, C 2276, f. 257 v°. Leur procureur venait d'apprendre que la crue était accordée « aux despens du pays », mais il a voulu d'abord avertir les Etats car « il faut respondre des gaiges » (f. 248 v°).

45. 28 février 1508 (Haute-Garonne, C 2276, f. 356).

46. 28 mai 1508 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 150).

de Louis XII qui mit l'affaire en suspens jusqu'à la prochaine assemblée⁴⁷. A la suite de cette décision, la Cour renvoya aux États tenus au Puy en janvier 1509 l'évêque de Montauban, M. Bosquet et B. Robini, avocat du roi, pour régler cette affaire⁴⁸. Les États alléguaient de bonnes raisons pour soutenir leur opposition : la Cour était mixte et le roi n'avait désigné que des conseillers laïques. Mais le véritable motif était que le roi entendait faire payer au pays le traitement des nouveaux conseillers⁴⁹. L'assemblée s'obstinait à réclamer la crue, mais voulait que le paiement fut « mis sur l'octroy ou autrement »⁵⁰. Elle envoya une délégation au Parlement qui délibéra, toutes chambres réunies, le 19 mars 1509, sur la réponse à donner « aux eleuz par les Estatz du pais de Languedoc » ; il décida qu'il n'y avait pas lieu de demander la crue⁵¹ ; ce fut finalement cet avis qui l'emporta. De même, le paiement des gages fut le prétexte invoqué par les États pour réclamer en 1466 un Parlement ambulatorio siégeant alternativement en chacune des trois sénéchaussées⁵². Ils obtinrent temporairement satisfaction⁵³ ; le Parlement résida à Montpellier de septembre 1467 au début de 1469⁵⁴. Une nouvelle tentative des

47. « Fut dit au Grand Conseil que le negoce surceeroit jusques a la prochaine assemblée desditz Estatz et leur deliberation baillée a ladite court de Parlement afin d'en advertir ledit seigneur pour en ordonner a son bon plaisir » (Hérault, *Comptes des Trésoriers de la Bourse*, t. I, f. 16).

48. Haute-Garonne, B 14, f. 30 v°.

49. Haute-Garonne, C 2276, f. 283 v°.

50. Haute-Garonne, C 2276, f. 284 v°. Le syndic voulait à toute force s'opposer à la crue (peut-être parce que G. Blanchard n'était pas du nombre des nouveaux conseillers, alors que ses collègues, Antoine Arquier et Jean de Vaulx, en faisaient partie). On dut lui faire promettre « de ne venir au contraire » de la conclusion des États qui demandait la crue. Il fit appel de cette décision devant les commissaires du roi mais fut débouté de sa demande (f. 294, 295 v°, 296 v°).

51. « Il sera dit ausditz députéz que les gens desditz Estatz poursuivront envers ledit seigneur que les grands jours tiendront et que une chambre ... ou temps de vacations tiendra ». Ainsi « n'y aura besoin de crue de conseillers en ladite cour ». Ce qui avait amené le Parlement à prendre cette décision, c'est qu'il trouvait ambiguë la réponse des États quant au paiement des gages « qu'ils estoient contens que lesdits gages fussent payéz sur l'octroy que chacune année ils font audit seigneur ou autrement » (Haute-Garonne, B 14, f. 134).

52. Doléances de 1466, art. 30. Il y eut bien des motifs accessoires, dont l'hostilité de Jean de Bourbon au Parlement de Toulouse ne fut pas l'un des moindres (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 64). Il faut noter aussi la grande activité que déployèrent les Montpelliérains pour obtenir l'installation du Parlement dans leur ville ; ils envoyèrent plusieurs ambassades au roi (Montpellier, BB 77) ; les lettres de créance remises à leurs ambassadeurs leur donnaient pouvoir d'accorder au nom de la ville telles sommes qu'il leur semblerait bon à « aucuns seigneurs et grands personnages estans à l'entour de la personne du roi en faveur desquels ledit seigneur pourra estre enclin plus libéralement et obtenir articles contenus esdites instructions ». Ils promirent ainsi de rembourser à l'évêque du Puy 1 550 écus d'or remis dans ce but au duc de Bourbon (Bibl. nat., lat. 10001, f. 80).

53. L'ordre de suspendre les séances est enregistré à Toulouse le 13 mai 1467 ; elles sont reprises à Montpellier le 12 novembre suivant (Haute-Garonne, B 3, f. 104, 108).

54. Le transfert de Montpellier à Toulouse fut ordonné par lettres du 24 décembre 1468 (*Hist. Lang.*, t. XII, pr. n° 49). Le Parlement vagua du 23 mars au 17 avril « auquel jour la cour a commancié a seoir a Tholoze au lieu acostumé » (Haute-Garonne, B 3, f. 184 v°). Les États de 1469 s'occupèrent encore de la question ; quand, en août, Montpellier envoya un ambassadeur au roi à ce sujet, il emporta avec lui « la copie d'ung article avec sa réponse passé a l'assemblée des troys Estatz tenue a Montpellier en may derrenier passé touchant le fait du Parlement » (Montpellier, BB 79).

États de 1471 échoua⁵⁵. Dès lors, ils ne présentèrent plus de requête à ce sujet, mais ils essayèrent d'obtenir une sorte de décentralisation. Ils avaient fait admettre dans la réformation de la justice la nécessité pour le Parlement « de tenir tous les deux ans en chacune sénéchaussée » des Grands Jours, qui devaient tenir lieu de chambre de vacations⁵⁶. Mais, faute d'argent pour le paiement des gages et malgré des demandes réitérées, cette règle ne fut pas observée⁵⁷.

Quand, à la fin du siècle, les États entreprirent de plaider pour leur propre compte, ils furent amenés à s'intéresser de très près au fonctionnement de la Cour et à la procédure qui y était suivie. C'est sur leur instance que fut rendue la grande ordonnance de Moulins, du 28 décembre 1490, et que le Parlement y fut compris⁵⁸. Leurs délégués participèrent à l'enquête qui précéda la promulgation de l'ordonnance et échangèrent avec la Cour des « avis »⁵⁹, les frais de la réforme furent à la charge du pays⁶⁰ et son enregistrement fut confié à la diligence de ses syndics⁶¹.

Les doléances du début du xvi^e siècle sont remplies de plaintes et de requêtes concernant le fonctionnement du Parlement⁶². Les unes ont pour but d'accélérer le cours de la Justice; on demande avec insistance de contraindre les parlementaires à une résidence effective⁶³, car certains préféraient suivre le Grand Conseil ou cumuler des offices qui les retiennent loin de la Cour. Leur absence empêche, au grand dommage des justiciables, les magistrats présents de former les trois chambres prévues. Pour éviter tout prétexte d'absence, on désire voir interdire, pendant les sessions, la désignation des conseillers comme commissaires à l'exécution des arrêts ou comme commissaires enquêteurs⁶⁴. On signale les va-

55. Montpellier, Joffre 391, f. 60; *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 49.

56. Déjà, dans leurs doléances de 1457, ils avaient demandé que le Parlement « ordonne aucuns des conseillers lesquels durant les vacations se transportent par les troys senechaussées et ilec se informent sur les abuz de justice et y donnent provision » (art. 6).

57. Doléances de 1500, art. 3; 1501, art. 14; 1502, art. 7; 1506, art. 4; 1509, art. 10; 1512, art. 5. En 1501, le procureur général fit valoir qu'il fallait trouver, pour subvenir aux frais des Grands Jours, un autre moyen que de les assigner sur les amendes, *quod est dare occasionem delinquendi* (Haute-Garonne, C 2276, f. 24). Les États n'auront satisfaction qu'avec l'organisation des Grands Jours de Nîmes en 1541 (A. Viala, t. I, p. 89).

58. *Hist. Lang.*, t. XI, pp. 142-143.

59. P. just. n° 15.

60. Les cinq mille livres primitivement prévues s'étant révélées insuffisantes pour solder les frais des commissaires de la Justice en Languedoc, les députés des États durent emprunter le surplus, 3143 l. 16 s. 3 d.t., au Trésorier général de Languedoc avec l'engagement de le faire rembourser par le pays (Haute-Loire, 501 C 6979).

61. Haute-Garonne, B 8, f. 334.

62. Près de la moitié des articles des instructions remises aux ambassadeurs de 1495 est consacrée à des requêtes visant le Parlement et son fonctionnement.

63. Doléances de 1499, art. 22; 1500, art. 5; 1501, art. 7; 1504, art. 2. Louis XII oblige, par lettres du 9 octobre 1501, les conseillers à la résidence (Hérault, A 17, n° 61). Les plaintes des États étaient fondées; v. A. Viala, t. I, p. 408.

64. Instructions de 1495, art. 1 et 4. Les États proposent que l'exécution des arrêts confirmatifs d'une décision d'un sénéchal ou juge ordinaire soit confiée à l'autorité qui a rendu la décision; celle des arrêts qui infirment la

cances d'offices afin qu'il y soit pourvu⁶⁵ et on n'hésite pas à réclamer le rappel de magistrats en mission⁶⁶. On veut les obliger à trancher les procès en état d'être jugés dans un délai de six mois, sous peine de privation de gages⁶⁷, on essaie de faire créer une chambre des vacations qui, pendant les vacances de la Cour, pourrait trancher les procès dont l'objet serait inférieur à 100 livres de rente ou 1000 livres de capital⁶⁸.

Certaines requêtes veulent alléger les charges des plaideurs et les frais de justice. Il en est ainsi de celles qui visent l'organisation de la Chancellerie installée près le Parlement; les abus des secrétaires sont dénoncés avec vigueur : ils font longuement attendre les lettres aux impétrants et ne les remettent que moyennant cadeaux⁶⁹. Une ordonnance de 1501 interdit ces pratiques⁷⁰ mais ne remédia pas à la taxation arbitraire des sceaux; les secrétaires refusèrent d'exhiber aux syndics du pays leur *Sciendum* où figurait le taux des sceaux⁷¹. De guerre lasse, les États, qui avaient, depuis longtemps, désiré pour le pays un traitement de faveur⁷², proposèrent un tarif⁷³ qui fut rejeté⁷⁴. Les rapporteurs, qui assistaient leurs secrétaires dans leur tâche, imitaient leur exemple⁷⁵.

Pour lutter contre de telles pratiques, le moyen le plus efficace parut aux États, puisque le procureur général lui avouait que la chancellerie se tenait en lieu privé, de requérir le garde des sceaux de la tenir en des locaux publics ainsi que cela se faisait à Paris et de prier le roi de lui prescrire de ce faire dans le palais de sa cour à Toulouse en la salle des généraux⁷⁶.

Enfin, les États réclament avec insistance l'application d'ordonnances à la préparation desquelles ils avaient contribué; ils protestent que la réformation de la Justice n'est pas entretenue par

première sentence aura pour exécuter le juge royal le plus voisin (art. 2 et 3). Réitérée en 1498, la demande dut faire l'objet d'un entretien entre les membres du Parlement et l'un des commissaires du roi que l'on envoya à cet effet à Toulouse après la tenue des États (art. 6 des doléances). Plus tard, les États se contentent de réclamer cette interdiction pour les affaires inférieures à 200 l. (Doléances de 1509, art. 17).

65. Doléances de 1505, art. 4; de 1508, art. 9.

66. Doléances de 1508, art. 9.

67. Doléances de 1499, art. add. 1.

68. Doléances de 1511, art. 5; 1512, art. 6. La chambre des vacations sera organisée en 1519 (A. Viala, t. I, p. 86).

69. Doléances de 1501, art. 29; 1504, art. 1. On dénonce les « gratuités » exigées par les secrétaires.

70. Haute-Garonne, B 1900, f. 194 v°.

71. Doléances de 1502, art. 8.

72. Tout appointement de justice obtenu par le syndic du pays ne devrait payer qu'un seul sceau (Instructions de 1495, art. 9).

73. Tarif proposé : 12 sceaux de six sous p. pour un acte intéressant le pays. Dans les mêmes conditions, les sénéchaussées paieraient six sceaux, les villes, lieux et consulats, églises cathédrales, abbatiales et conventuelles, trois; toute lettre après l'introduction de la cause reviendrait à un sceau. (Haute-Garonne, C 2276, f. 106 v°; doléances de 1504, art. 1).

74. Les doléances de 1505 rappellent que le pays acquitte toujours 24 sceaux pour ses actes, et les autres collectivités 12, 14, 7 ou 8 sceaux. Tout arrêt revient à une somme allant de 30 à 50 écus.

75. Au lieu des 2 s. 6 d. par lettre qui leur avaient été accordés par l'ordonnance de Moulins, les rapporteurs prenaient jusqu'à quinze et vingt sous (Doléances de 1502, art. 17).

76. Haute-Garonne, C 2276, f. 24; Doléances de 1501, art. 10.

la Cour, enjoignent à leur syndic de lui en faire requête comminatoire et de s'adresser au chancelier si messieurs de Parlement ne veulent rien en faire⁷⁷. Ils insistent pour que la compétence du Parlement en première instance soit strictement limitée aux cas privilégiés et prévus par les ordonnances⁷⁸, pour que l'ordonnance de mars 1499 prescrivant exécution nonobstant appel de tout jugement des sénéchaux dans les causes n'excédant pas une valeur de 25 livres⁷⁹ ait son effet. Par contre, ils essaient d'obtenir le retour à la vieille règle d'après laquelle l'appel n'est pas suspensif en matière criminelle lorsque le coupable est convaincu et a confessé son crime⁸⁰, règle officiellement écartée par ordonnance de 1499. La recrudescence du brigandage due à la guerre qui se déroulait aux frontières du Roussillon suffit à expliquer une telle requête.

Ces interventions répétées des États dans la vie du Parlement n'altéraient pas la cordialité des relations qui existaient entre les deux institutions. Quelques critiques, parfois, se faisaient jour; on reprochait à la Cour de négliger les affaires de l'état commun au profit des causes bénéficiales, des évêchés, des abbayes, et des grosses seigneuries⁸¹. Mais des liens étroits les unissaient : d'anciens syndics ne siégeaient-ils pas parmi les conseillers et les États ne recommandaient-ils pas au roi de choisir ces derniers parmi les gens du pays et à travers les trois sénéchaussées afin que la Cour fut mieux informée de leurs usages, styles, privilèges et libertés⁸²? N'insistaient-ils pas pour que les limites du ressort fussent respectées⁸³? Toutes deux veillaient jalousement au respect des privilèges du pays et le Parlement ne dédaignait pas de déléguer quelques-uns de ses membres auprès des États pour leur signaler des initiatives royales qui lui paraissaient incompatibles avec ces privilèges⁸⁴. C'est ainsi que les États protestèrent, comme l'avait fait la Cour, contre une ordonnance d'Angers qui avait prescrit la condamnation à une amende en cas d'appel frauduleux ou de jugement inique; les amendes d'appel étaient inconnues du Droit Écrit; les États alléguèrent qu'ils n'avaient

77. Haute-Garonne, C 2276, f. IV.

78. Instructions de 1495, art. 6.

79-80. Doléances de 1505, art. 15; de 1511, art. 9.

81. Doléances de 1501, art. 5; Haute-Garonne, C 2276, f. 16; déjà, en 1498, on avait décidé d'écrire au Parlement d'avoir « les besoignes de l'estat commun et lay pour recommandées » (Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 6).

82. Doléances de 1499, art. 4 add.; de 1500, art. 6.

83. Instructions de 1495, art. 20; les doléances de 1501, art. 12, demandent que soient respectés les ressorts des chancelleries de Paris, Toulouse et Bordeaux.

84. Une délégation est chargée, en 1493, d'aller entretenir les Etats d'« aucunes matières concernant le fait de la Cour » (Haute-Garonne, B 9, f. 169). Le procureur général remontre aux Etats de 1501 le désordre de la Chancellerie et leur promet d'appuyer les ambassadeurs en cour (Haute-Garonne, C 2276, f. 24). Il revient en 1506 leur signaler que le roi a autorisé l'entrée des draps de Perpignan et que le trésorier Cotereau « porte unes letres de permission et traicte generale des bledz du pays de Languedoc, adressans a la Cour de Parlement, qui est contre les privileges du pais » (f. 256 v°). Il se joignit à l'ambassade des Etats pour obtenir le règlement de l'entrée des draps (P. just. n° 24).

pas donné leur consentement à cette mesure, consentement requis pour toute charge nouvelle mise sur le pays⁸⁵; leurs réclamations amenèrent Charles VII, après consultation du Parlement⁸⁶, à modifier sa première ordonnance⁸⁷. C'est ainsi que Parlement et États furent d'accord pour protester, ensemble contre les empiètements du gouverneur ou de ses lieutenants; procureur général et syndic des États s'opposent en 1489 à l'enregistrement des lettres royaux donnant à Jean de la Roche, lieutenant du duc de Bourbon, le droit de connaître en dernier ressort des causes entre les habitants de Languedoc. Le syndic allègue que les instructions des ambassadeurs des États auprès du roi comportent un article sur la matière et qu'il faut surseoir jusqu'à ce que le roi ait été informé⁸⁸. Une nouvelle ambassade dénonça longuement, en 1495, « les abus qui, journellement, se font et commectent au pays de Languedoc » par le même Jean de la Roche⁸⁹. Au même moment, ils devaient également unir leurs efforts, mais sans succès, contre la Cour des Aides.

SECTION II : LA COUR DES AIDES

Charles VII, en 1437, avait créé des généraux sur le fait de la justice des aides⁹⁰, simples commissaires, qui avaient vu leurs pouvoirs considérablement amoindris par la création des conservateurs de l'équivalent⁹¹ et avaient été rattachés au Parlement de Toulouse. A la suite du conflit qui opposa ce dernier à Jean de Bourbon, Louis XI, le 7 décembre 1467, créa véritablement la Cour des Aides à laquelle il subordonna les conservateurs; il les transféra à Toulouse en même temps que le Parlement, mais les membres de l'auditoire refusèrent, pour la plupart, de se soumettre à sa décision, bien qu'il l'eût renouvelée⁹²; aussi toléra-t-il, durant quelques années, deux auditoires de la Cour, l'un à Toulouse, l'autre à Montpellier; il l'installa définitivement dans cette dernière ville en 1478⁹³.

Les États estimèrent bien vite que la Cour n'était d'aucune utilité au pays et lui reprochèrent d'exercer son activité aux dé-

85. Doléances de 1444, art. 22; 1445, art. 23; 1446, art. 25.

86. Doléances de 1447, art. 20.

87. A. Viala, t. I, p. 452. Les amendes furent maintenues; les Etats protestèrent encore contre les amendes de fol appel (Instructions de 1495, art. 7).

88. Haute-Garonne, B 8, f. 96.

89. Haute-Garonne, B 9, f. 506 et Instructions de 1495, art. 10-16. Mathieu Bosquet, syndic du pays et avocat au Parlement, fut envoyé au roi par le Parlement en juillet 1495 et fit partie ensuite, à titre de syndic, de l'ambassade des Etats en décembre. On reprochait au lieutenant du gouverneur de juger « en premier et dernier ressort, tout a une fois et par arrest et jugement comme s'il estoit souverain ».

90. Haute-Garonne, C 2182, f. 65.

91. Toulouse, AA 38, n° 43.

92. Le 20 décembre 1471, Louis XI exige que les membres de l'auditoire résidant à Montpellier regagnent Toulouse avec leurs archives (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 49).

93. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 88. Le choix de Montpellier s'explique car cette ville était le lieu de résidence habituelle du lieutenant du gouverneur et du trésorier général de Languedoc.

pens des autres cours de justice; aussi en demandèrent-ils l'abatement⁹⁴. Les États Généraux de Tours en obtinrent la suppression⁹⁵, mais elle fut rétablie deux ans plus tard, le 5 octobre 1486⁹⁶. Le Parlement ne mit aucune bonne volonté pour enregistrer les lettres de rétablissement; les États le soutinrent dans son opposition et, pendant une dizaine d'années, leur ambassade demanda régulièrement une suppression qui ne se réalisa jamais, le roi confirmant non moins régulièrement les généraux. Ainsi, les États du Puy de décembre 1487 avaient inséré une telle demande dans leurs doléances⁹⁷; ceux de Montpellier en font, en 1489, une des conditions de l'octroi⁹⁸, les États d'Annonay, en 1490, auraient voulu que les généraux fussent transférés à Toulouse⁹⁹. En 1492, les officiers royaux de la sénéchaussée de Carcassonne, « sous coulleur de ce qu'ilz veullent maintenir les Estats dudit pais ou partie d'iceulx », se mêlèrent au conflit, sans plus de succès¹⁰⁰. Une nouvelle ordonnance, du 4 novembre 1493¹⁰¹, vit le syndic du pays s'opposer à son enregistrement¹⁰². Il eut gain de cause; par son arrêt du 14 février 1494, le Parlement refusait d'enregistrer l'ordonnance et suspendait ses effets¹⁰³. Il reçut aussitôt l'ordre de cesser de prendre connaissance des affaires qui étaient du ressort des généraux¹⁰⁴; mais il devait revenir à la charge l'année suivante en refusant d'enregistrer les lettres qui lui portaient cet ordre¹⁰⁵. Son envoyé, Mathieu Bosquet¹⁰⁶, comparut devant le Grand Conseil, le 8 juillet 1495; il y rencontra Jean Salomon et Philippe de Loselerge, envoyés de la cour des géné-

94. Doléances de 1483, art. 12. Dès 1480, les Etats avaient demandé que les généraux ne prennent connaissance d'aucun procès en première instance; le général Jean Trippet, commissaire du roi, avait promis le renvoi aux ordinaires (art. 20).

95. Les lettres ordonnant la suppression de la Cour des Aides sont du 8 mars 1484 et non du 8 mars 1485, comme l'a écrit Dom Vaissète (*Hist. Lang.*, t. X, note XXXIV, p. 134 et t. XI, p. 131). Elles furent lues « en pleins Estatz » le 28 mai 1484 (Hérault, A 17, f. 85 v°), enregistrées au Parlement le 5 juillet (Haute-Garonne, B 1900, f. 44 v°). Dans sa réponse aux doléances de Languedoc aux Etats Généraux, le roi avait précisé qu'il entendait que la cour des généraux fût tenue à Toulouse par les gens du Parlement.

96. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 110.

97. Montpellier, BB 185, 8 janvier 1488.

98. *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 114.

99. « A l'appetit d'aucuns particuliers qui, peult estre, n'entendent pas les vrayes causes et raisons de l'institution d'icelle court et plusieurs tendans et desirans avoir ladite court es villes de leur demourance », déclare Charles VIII, le 10 janvier 1491 (Hérault, B 1, f. 12 v°).

100. Hérault, B 1, f. 15.

101. Rendue à la suite de l'ambassade des Etats dont les instructions exposaient les raisons de l'opposition aux généraux. En matière de contributions, les parties faisaient appel tantôt en Parlement, tantôt au Gouverneur, tantôt aux Généraux; ces trois juridictions se prétendaient souveraines et mettaient en défaut celle des parties qui s'était adressée à l'autre cour. Les généraux étaient de plus accusés de vouloir étendre leur compétence par tous les moyens bien au-delà des « deniers royaux » et de commencer « a congnoistre de tout ainsi qu'ilz faisoient du temps du feu roy Louys » (art. 15, 16, 17).

102. Hérault, B 1, f. 18 v°.

103. Haute-Garonne, B 9, f. 229.

104. Haute-Garonne, C 2182, f. 69. Lettres datées : Lyon, 16 mars 1494.

105. Haute-Garonne, B 9, f. 409.

106. Il avait été subrogé à la place de l'avocat du roi (Haute-Garonne, B 9, f. 516).

raux et dut entendre confirmation de l'ordonnance de 1493¹⁰⁷. La décision royale fut présentée au Parlement le 5 août¹⁰⁸, lue aux États le 28 septembre. Elle provoqua une ultime tentative sous le prétexte que « le pais ne doit avoir souveraineté de Justice que de sa volenté¹⁰⁹ »; elle se heurta à un refus formel du roi. La Cour des Aides fut maintenue « quelque chose que en eussent dit au contraire les depputtéz dudit pais de Languedoc¹¹⁰ ». Les États n'insistèrent plus, bien au contraire, ils allaient s'appuyer sur elle toutes les fois qu'un conflit éclaterait entre eux et le Parlement¹¹¹.

SECTION III : LES COURS RIGOUREUSES

On désignait sous le nom de cours rigoureuses des juridictions spéciales, apparues en Languedoc à partir du XIII^e siècle et dont la création avait eu pour but de faciliter les relations commerciales.¹¹² Toute obligation contractée sous la rigueur de leur sceau était exécutoire, à l'origine, du seul fait de l'arrivée du terme ou de la réalisation d'une condition stipulée dans le contrat par les parties. D'où l'habitude, prise par les créanciers, de toujours introduire une clause réservant la seule compétence de ces cours. Devenues ainsi des juridictions d'attribution volontaire, elles connurent rapidement un gros succès¹¹³ et furent d'autant mieux soutenues par le pouvoir royal que ce dernier y vit un moyen de dépouiller d'une partie de leur compétence les juridictions ecclésiastiques et seigneuriales du pays puisque la plupart de ces sceaux étaient des sceaux royaux confiés aux juges royaux ou à des officiers à la nomination du roi. Il est donc naturel de voir les États de Languedoc, qui groupaient en leur sein les représentants des titulaires de ces juridictions et qui ont toujours été les défenseurs de la justice ordinaire en tous les domaines,

107. Hérault, B 1, f. 26.

108. Haute-Garonne, B 9, f. 532.

109. Instructions de 1495, art. 24, qui ajoutait : « ainsi audit pais a trois souverainetés ... qui est chose monstrueuse a une monarchie et pais avoir trois testes et souveraineté ». L'article 25 rappelait la récente création d'une nouvelle chambre au Parlement et soulignait que le pays l'avait souhaitée « pour ladite matière des aydes et criminelles et abolir et supprimer lesdits généraux ». Si le roi refuse la suppression, qu'il transfère au moins les généraux là où sera le Parlement.

110. Hérault, B 1, f. 27 v^o.

111. Voir le conflit qui opposa les diocèses de Maguelonne et de Narbonne aux États et au Parlement à propos d'Etienne du Ru, fermier de l'équivalent en ces diocèses (III^e partie, ch. 1, sect. 2).

112. Les principales cours rigoureuses de Languedoc étaient : le Petit Scel de Montpellier, les Sceaux Mages de Toulouse, Carcassonne et Béziers et la Cour des Conventions de Nîmes. Sur les cours rigoureuses, voir : F. Pégat, *La cour du Petit Scel de Montpellier* (Montpellier, 1877); P. Roux, *La Cour des Conventions royaux de Nîmes*, dans *Revue du Midi* (1914); A. Gouron et J. Hilaire, *Les sceaux rigoureux du Midi de la France*, dans *Recueil de mémoires et travaux publiés par la société d'histoire du Droit des anciens pays de Droit Ecrit*, fasc. IV, 1, pp. 41-77.

113. Les États de 1456 constatent que « aujourd'huy ne se passerait un contrat de dix sols que la soubmission ne soit stipulée à la rigueur dudit Petit Scel de Montpellier » (art. 12 des doléances).

protester contre les empiètements des cours rigoureuses¹¹⁴. Ils iront même jusqu'à en proposer la suppression pure et simple¹¹⁵ : mais le roi considérerait qu'il s'agissait là de son domaine¹¹⁶. Aussi préférèrent-ils ne pas insister sur ce point et essayèrent-ils de diminuer la compétence *ratione personae* de ces cours en demandant l'interdiction pour les Languedociens de ne passer aucun contrat sous la rigueur de tels sceaux pour des obligations contractées entre eux; ils auraient dû en ce cas recourir aux juges ordinaires. Ils voulaient que les cours fussent réduites à ce qu'ils disaient être leur première institution et qu'elles ne puissent intervenir, en matière commerciale seulement, qu'entre les naturels du pays et un étranger ou entre étrangers; ils allèrent même jusqu'à offrir de payer la différence qui résulterait de cette diminution de compétence dans le revenu des baux à ferme de l'émolument des sceaux¹¹⁷. Dans le même sens, ils proposèrent une série de mesures restrictives : interdire aux notaires de recevoir aucun instrument contenant de telles soumissions¹¹⁸; donner la compétence aux seuls juges ordinaires en matière de cancellation d'instruments obligatoires¹¹⁹. Ces propositions n'obtenant aucun résultat, les États persistèrent dans la dénonciation des abus les plus criants; leurs plaintes relatent le nombre exagéré des sergents¹²⁰, protestent contre la multiplication des lieutenants¹²¹, dénoncent certaines pratiques, telles l'usage de délivrer aux notai-

114. Les cours rigoureuses « clouent la main » des juridictions ordinaires et leur ôtent la connaissance des causes introduites devant elles bien qu'elles soient en état d'être jugées (Doléances de 1456, art. 13); elles interviennent alors qu'il y a eu sentence définitive (Doléances de 1466, art. 16); elles contraignent les juges ecclésiastiques à absoudre, sans connaissance de cause, les débiteurs, bien que ceux-ci soient excommuniés pour chose confessée et jugée (*ibidem*); elles interviennent même quand il n'y a pas eu soumission (Doléances de 1466, art. 17).

115. Dès 1451 : « et se toutes courtz sigillaires et autres extraordinaires estoient abatues seroit tres grant relievement pour ledit pais et y auroit assez et largement des cours ordinaires » (art. 31 des Doléances). Il y avait quatre ans que les États dénonçaient sans succès divers abus. Le souhait, répété en 1456, se fait, par la suite, plus énergique : « plaise a vous mesdisseigneurs faire abatre lesdites cours sigillaires » (Doléances de 1466, art. 17).

116. Doléances de 1450, art. 30. L'émolument du scel des cours rigoureuses est, en effet, compris dans les finances ordinaires et se lève au cours de l'exercice de ces finances, dont le point de départ est la Saint Jean-Baptiste (pour le Petit Scel, voir : Bibl. nat., P.O. 2574, Le Roux, n° 10).

117. Proposition de décembre 1460 (Doléances de 1462, art. 1). La demande de restriction de compétence remonte au moins à 1456 (art. 12 des doléances); elle fut répétée en 1457, 1459, 1466, 1483 (art. 18, 14, 19, 13 des doléances).

118. Doléances de 1466, art. 17.

119. Doléances de 1463, art. 21; 1466, art. 28; 1467, art. 18.

120. Plus de cinq cents, alors que, d'après le style du Petit Scel, il ne doit n'y en avoir que « cent d'ordonnance ». On demandait la réduction du nombre des sergents car ils se prétendaient exempts de tailles (Doléances de 1444, art. 30). En 1447, il y a plus de sergents du Scel mage de Béziers dans la viguerie de Gignac qu'il ne devrait y en avoir dans toute la sénéchaussée (art. 35 des doléances).

121. Le Scel Mage de Béziers a créé cinq nouveaux lieutenants à Aniane, Gignac, Saint-André, Clermont et Lodève (Doléances de 1447, art. 35). Le juge des Conventions de Nîmes multiplie les lieutenants dans la sénéchaussée de Beaucaire (Doléances de 1463, art. 19; 1466, art. 44). Cette pratique est interdite par les commissaires du roi qui n'autorisent qu'un seul lieutenant au siège de la sénéchaussée; devant son refus, il fallut obtenir provision du roi (Hérault, A 3, f. 146).

res des clameurs en blanc¹²², les trafics auxquels se livraient les fermiers ou receveurs des décimes¹²³, les taxations exagérées des conservateurs des sceaux¹²⁴; elles s'élèvent contre les procédés des sergents¹²⁵ et les usages de ces cours¹²⁶; elles s'indignent de la longueur des procès et de leurs frais trop élevés¹²⁷, qui résultent bien souvent de la multiplication des clameurs pour une même dette¹²⁸; elles finissent par faire admettre la consignation des fonds entre les mains de bourgeois solvables¹²⁹ et qu'aucune clameur ne serait exposée sans le vu de l'instrument d'obligation¹³⁰. Aux cours rigoureuses du royaume, les États assimilent les cours étrangères; sur leurs instances, Charles VIII interdit à ses sujets de se soumettre à ces cours foraines, sous peine d'amende au notaire qui aurait reçu l'acte, de perte de sa créance pour le créancier et d'amende arbitraire pour le débiteur¹³¹.

Longtemps, toutes ces requêtes restèrent sans succès; les commissaires du roi se contentaient de renvoyer les mécontents devant le Parlement ou annonçaient, sans apporter de précisions, que le roi avait l'intention de diminuer les privilèges des cours sigillaires¹³². Si, en 1451, ils demandèrent aux États de leur déléguer des députés pour étudier la question et intervenir auprès du Parlement¹³³, ils se retranchèrent par la suite derrière l'autorité du roi¹³⁴. Ce dernier se bornait à prescrire des enquêtes qui ne semblaient avoir donné aucun résultat¹³⁵. Il fallut attendre l'ordon-

122. Doléances de 1467, art. 17, de 1483, art. 20.

123. Les cours sigillaires retenaient le dixième des sommes faisant l'objet des causes civiles débattues devant elles; les fermiers se refusaient à insérer la valeur de ces décimes sur les quittances qu'ils délivraient aux parties, qui, s'il y avait eu trop-perçu, ne pouvaient en obtenir remboursement (Doléances de 1451, art. 45). Certains achetaient d'anciens livres de clameurs exposées cent ans auparavant et faisaient payer les débiteurs deux ou trois fois (Doléances de 1466, art. 18). Les États firent limiter la validité d'une clameur à un délai de cinq ans (Doléances de 1466, art. 20; 1476, art. 17) et édicter des règles précises sur la rédaction des actes qui devront comprendre mention du montant de la dette et des frais d'exécution (Doléances de 1478, art. 16).

124. Ils prennent six sous là où ils ne devraient exiger que dix deniers (Doléances de 1451, art. 31).

125. Qui « mettent garnison » sans délai chez le débiteur et y mènent joyeuse vie à ses frais. On voudrait qu'ils « preignent des meubles desdits débiteurs jusques à la somme de pour laquelle ils ont mandement de faire les exécutions » et qu'ils les fassent vendre sans tenir garnison (Doléances de 1445, art. 29).

126. « Des biens des débiteurs ou de la valeur d'iceulx, avant tout œuvre se lèvent les despens desdites cours, comme d'un juge pour visiter le procès d'un notaire, pour l'escriptrueur des avocats, pour tenir les termes, ainsi tant qu'il y a de quoy les procès courent et vont avant et se fondent et consomment les biens et les créanciers n'en ont riens » (Doléances de 1446, art. 48).

127. Doléances de 1445, art. 29; 1447, art. 35, 36.

128. Doléances de 1466, art. 26.

129. Et non confiées aux juges, notaires ou fermiers de la cour (Doléances de 1466, art. 27).

130. Doléances de 1463, art. 24.

131. Doléances de 1456, art. 14.

132. Doléances de 1450, art. 30.

133. Doléances de 1451, art. 31.

134. Doléances de 1459, art. 14; de 1462, art. 1.

135. Ainsi, les articles de Gannat remettent les abus à la connaissance des réformateurs généraux alors en Languedoc. En 1466, Louis XI prescrit au gouverneur de faire « information de l'institution, création et fondement desdits sceaux et des cours et juridictions d'iceux, aussy pourquoy elles furent intro-

nance de Moulins pour voir réaliser enfin une réforme sérieuse du Petit Scel¹³⁶. Les États travaillèrent à la faire étendre aux autres cours rigoureuses, notamment aux Conventions de Nîmes¹³⁷; ce qu'ils obtinrent sans difficulté¹³⁸.

SECTION IV : LES COMMISSIONS EXTRAORDINAIRES

Les Cours Rigoureuses avaient soulevé bien des plaintes car, aux yeux des États, ce n'était pas « justice ordinaire ». Les commissions extraordinaires devaient en provoquer de bien plus vives. Ici, la politique des États n'a jamais varié; ils ont toujours été, par principe, les adversaires déterminés de telles commissions et en ont constamment réclamé la suppression. Les refus nombreux qui leur ont été opposés ne les ont pas découragés et leur ténacité a été souvent couronnée de succès car le nombre de ces commissions étaient en régression très nette au début du xvi^e siècle.

Pourtant, les réformations générales auxquelles Charles VII eut recours à plusieurs reprises ont été décidées à la suite des doléances des États¹³⁹, mais elles soulevèrent une telle opposition qu'elles durent être promptement révoquées. Leur objet essentiel était la répression des délits fiscaux et économiques : opposition à la levée ou détournement des subsides royaux, perception abusive de péages, trafics sur le sel et les monnaies, exportation frauduleuse de métaux précieux, emploi de fausse monnaie, acquisition de fiefs sans acquitter les droits d'amortissement, levée d'impôts dans les villes sans autorisation royale, refus par elles de rendre compte de l'usage des sommes octroyées par le roi avec affectation précise, contrats usuraires, etc. Mais elles avaient surtout pour but de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État; les réformateurs recevaient le pouvoir de condamner sans appel à des amendes et ils avaient la faculté de convertir le cas criminel en civil afin de punir les délinquants d'amendes pécuniaires

duites » (Hérault, A 3, f. 146); sur plainte des États Généraux (Caseneuve, *Chartes...*, p. 57), Charles VIII ordonne une enquête confiée aux commissaires désignés pour présider aux prochains États de Languedoc (Hérault, A 18, n° 13; *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 14).

136. A la fin de 1488, le sénéchal de Beaucaire, rappelant l'urgence d'une telle réforme, déclarait : « vaudrait mieux au peuple chacune année payer double taille au roy que souffrir ledit Petit Scel sans reparation et moderation » (Hérault, A 14, f. 291).

137. Il s'agit de faire préciser que les Conventions n'interviendront que pour les obligations dont la valeur est supérieure à 10 l. (Instructions de 1495, art. 26). En 1502, plaintes à ce sujet des consuls du Puy, Mende et Viviers (Haute-Garonne, C 2276, f. 52 v°). Nouvelles doléances en 1509 (art. 8).

138. Les États ont également dénoncé un procédé analogue à la soumission aux cours rigoureuses et qui avait, lui aussi, pour but d'ôter la compétence, en matière d'obligations, aux juges ordinaires; c'est la cession de dette au môle d'Aiguesmortes (Doléances de 1449, art. 19; 1457, art. 14; 1480, art. 19). Elle donnait compétence au viguier de cette ville à titre de commissaire et juge sur le fait des donations, cessions et autres transports faits pour la réparation du port. Le viguier commettait des notaires dans le Languedoc pour solliciter de telles cessions; en voir un exemple : Hérault, A 11, f. 302 v°.

139. Les réformateurs de 1434 sont nommés « a la relation et complainte d'aucuns nos procureurs et gens de plusieurs Estaz de nos pays de Languedoc, Guienne, Rouergue et Quercy (Hérault, A 10, f. 268). Ceux de 1452 sont nommés, sinon à la requête des États, du moins pour pourvoir à leurs demandes. (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 17).

res; il leur était toujours adjoint un receveur¹⁴⁰. On comprend facilement l'hostilité des intéressés en lisant les lettres des commissions de réformation générale¹⁴¹. Les commissaires avaient pratiquement tous les pouvoirs puisque, outre les cas prévus, il leur revenait de « faire toutes autres choses que verréz estre necessaire et proffitable pour le bien de nous et de nos sujets dudit pays de Languedoc ». Ils dépossédaient donc les ordinaires de leur juridiction, d'où les résistances du Parlement et des autres officiers de justice. On leur reprochait, entre autres, de tirer les justiciables hors de leur ville¹⁴². Étant donné leur petit nombre et l'étendue de leur ressort, le fait aussi que ces officiers royaux exerçaient bien d'autres fonctions¹⁴³, ils étaient dans l'obligation de se subroger des commissaires délégués dont ils limitaient les pouvoirs; parfois ils ne leur confiaient que le soin d'enquêter sur les délits et leur ordonnaient d'ajourner les coupables devant eux¹⁴⁴; parfois ils leur donnaient la connaissance des affaires de minime importance mais exigeaient le renvoi des autres¹⁴⁵.

Les commissaires ne mettaient aucune douceur dans l'exécution de leur tâche¹⁴⁶ et ce qui indisposait peut-être le plus les populations c'étaient les pouvoirs d'investigation qu'ils détenaient et qui leur donnaient le droit de se faire présenter tous les « prothocolles, notes et registres » des notaires ou de pénétrer dans les archives que les consulats tenaient rigoureusement secrètes¹⁴⁷. Pour mettre fin à de telles situations, les Languedociens, qui ne se méprenaient pas sur le but intéressé des réformations, adoptèrent le procédé de la composition pécuniaire soit dans le cadre du diocèse¹⁴⁸, soit dans le cadre plus général des États, car certains se refusaient à traiter avec les commissaires et préféraient solliciter du roi lui-même la suppression de leur commission¹⁴⁹. La

140. Nomination de N. de Voisines : Bibl. nat., fr. 25710, n° 83.

141. Commission des commissaires subrogés de 1442 : Arch. nat., K 1173, n° 4; des commissaires de 1452 : *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 17).

142. Les commissaires de 1434 veulent ajourner les Montpelliérains à Nîmes (Montpellier, BB 49).

143. A. de Cambrai, président au Parlement de Poitiers; A. de Marle, J. Baubignon, maîtres des requêtes de l'Hôtel; T. du Châtel, lieutenant du gouverneur; J. Cœur, argentier; E. de Cambay, clerc des comptes.

144. Subrogation de G. Turry et J. de Chely pour une enquête en Vivarais et Gévaudan; mais ils doivent ajourner les intéressés à Nîmes devant les réformateurs « a nostre logis où pend l'enseigne de la Couronne » (Hérault, A 10, f. 276 v°).

145. En 1442, les commissaires délèguent N. de Voisines et J. de Vaulx et leur donnent le droit de transiger jusqu'à 100 l.; au-dessus, les coupables comparaitront à Montpellier devant les commissaires (Arch. nat., K 1173, n° 4).

146. Voir le texte de leur proclamation à Montpellier, le 24 septembre 1434 : Montpellier, BB 49.

147. Les commissaires réformateurs émettent la prétention de se faire exhiber les comptes de la municipalité depuis soixante ans. Les consuls, après deux conseils successifs, leur opposent un refus formel (Montpellier, BB 49, janvier 1435).

148. Nîmes transige pour 2 250 moutons d'or (Nîmes, S 4, f. 24; Bibl. nat., P. O. 2574, Roux, n° 2). Lodève délibère pour savoir si la ville passera accord avec les réformateurs (BB 2, f. 124).

149. Un Montpelliérain proclame préférer dépenser plus de cent francs pour avoir remède du roi que de composer pour dix avec les réformateurs (Montpellier, BB 49, 15 février 1435).

réformation de 1434 prit fin à la suite d'une offre de 25.000 moutons d'or¹⁵⁰; l'abolition de celle de 1442 fut négociée par l'ambassade¹⁵¹.

Les protestations que souleva l'action des réformateurs expliquent que le roi eut le plus souvent recours à des commissions particulières. Mais contre celles-ci encore les États engagèrent la lutte et essayèrent de les faire supprimer¹⁵². Les principales d'entre elles portaient sur l'usage des monnaies décriées, les usuiers, les aubenages, les francs fiefs et les nouveaux acquêts. Celles-là émanaient du roi, mais les États y assimilaient celles émanant d'officiers royaux, tels que sénéchaux, généraux des monnaies, trésoriers de France, maîtres des ports, maîtres des eaux et forêts, visiteurs des gabelles. « chacun es termes de leurs offices ».

Les sénéchaux nommaient des commissaires avec pleins pouvoirs pour visiter les places fortes, ordonner la réparation des murailles, des ponts et des routes¹⁵³. Le maître des eaux et forêts se voyait accuser de porter atteinte à la liberté de la chasse, privilège que les États ont toujours fermement défendu¹⁵⁴. Le maître des ports levait des taxes indues et prétendait obtenir la valeur du dixième de la marchandise exportée¹⁵⁵; les protestations ne suffisant pas, on le traduisit en Parlement¹⁵⁶. Pour répondre de ses abus et de ceux de ses lieutenants, le visiteur des gabelles fut

150. Les commissaires conservaient leurs pouvoirs en matière de fausse monnaie; leurs excès furent dénoncés aux États du Puy (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 871).

151. Hérault, B 13, f. 36.

152. Dès 1433, ils réclamaient que « *quant luoc hi aura de procesir contra alguns delsdichs habitants, que se provesisca infra las metas de la jurisdiccion real ordenaria denfra lacala demoran* » (art. 11 des doléances). Le comte de Foix se borna à faire répondre : « monseigneur en est content en tant que faire le puet » et il manda aux sénéchaux de lui soumettre toutes les lettres de commission avant de délivrer pareatis.

153. A Chinon, Charles VII leur avait fait défense de visiter les places sans commission expresse de sa part; en 1439, il suspend les « visitations » pour l'année (art. 19 des doléances). Plaintes en 1459 (art. 12, 16) 1466 (art. 25) 1508 (art. 15).

154. Dès 1425, les États font prescrire une enquête sur ses abus (Hérault, A 9, f. 131). Plaintes renouvelées : *Hist. Lang.* t. X, pr. n° 873; doléances de 1444, art. 19; 1463, art. 11; 1478, art. 23. Le maître des eaux et forêts est accusé d'empiéter sur la juridiction des nobles et des gens d'Eglise; en principe il ne devrait surveiller que les cours d'eaux navigables et les forêts royales; mais il entend contrôler « toutes eaux et ruisseaux », même ceux qui sont à sec la plus grande partie de l'année, ainsi que les terres des gens d'Eglise et nobles et poursuit leurs sujets (Doléances de 1447, art. 27). On lui reproche d'avoir fait condamner les consuls des communautés pour délits de leurs administrés (Doléances de 1446, art. 33). d'avoir fait saisir par ses commissaires les arbalètes et filets utilisés par les chasseurs (Doléances de juillet 1463, art. 23), de délivrer des permis de chasse moyennant finances (Doléances de 1501, art. 3); de tenir ses assises en des lieux isolés où l'on ne peut trouver gens de conseil (Doléances de 1501, art. 25). Pour mettre fin à ces abus, les États avaient vainement demandé la création au Parlement de Toulouse d'une Table de marbre analogue à celle qui fonctionnait à Paris (Doléances de 1466, art. 33). Ils obtinrent en 1501 une ordonnance reconnaissant un droit de pêche général aux habitants de Languedoc (Haute-Garonne, B 1900, f. 252). Un exemple de commission délivrée par le maître des eaux et forêts peut se lire : Hérault, A 10, f. 65.

155. Haute-Garonne, C 2276, f. 59 v°. Le maître des ports fut condamné par arrêt du 1^{er} juillet 1506 (Hérault, A 19, n° 27).

156. Doléances de 1451, art. 50; de 1457, art. 7.

assigné au Grand Conseil à la fin du xv^e siècle. Les États s'élèvent encore contre les exactions des envoyés des grands officiers de la Couronne qui se proclament chefs d'offices et de métiers¹⁵⁷ et qui ont le privilège de lever, à leur nomination, certains droits sur les corps de métiers qui ressortissent à leur autorité¹⁵⁸.

Mais ce sont les commissaires royaux qui ont soulevé le plus de plaintes. Les États signalent les « nouvelletés » qu'ils ont introduites, comme l'interdiction faite par eux aux notaires de recevoir instrument d'appel contre leurs décisions¹⁵⁹; de commencer « par exequucion » et de mettre sous la main du roi « ce dont est question » avant de connaître les titres des intéressés¹⁶⁰; de refuser de montrer leurs lettres de commission aux sénéchaux et de négliger de leur réclamer *pareatis*¹⁶¹.

La multiplication des commissaires extraordinaires tenaient à des causes diverses. Certaines étaient une conséquence de la guerre. Contre les nobles qui avaient négligé de répondre à la convocation du ban et arrière-ban, des commissaires particuliers mettaient leurs fiefs en la main du roi : les États interviennent pour solliciter leur pardon. Des commissaires confisquent les fiefs des gentilshommes pauvres, malades, âgés, ou appartenant à des veuves ou à des enfants qui ne peuvent aller servir en personne ni se substituer un procureur; ils lèvent sur les nobles une taille pour équiper à leurs frais un certain nombre de lances, mais ils comprennent parmi les assujétis les détenteurs de petits fiefs qui ont payé les nouveaux acquêts et sont ainsi convertis en biens ruraux pour lesquels ils acquittent les tailles royales¹⁶². Les États finirent par faire admettre que nul feudataire roturier ne serait contraint d'aller à l'armée ou de contribuer pour elle si son fief ne valait pas vingt-cinq livres de rente¹⁶³.

Une autre catégorie de commissaires fut très active sous Louis XI, ceux qui furent préposés à la recherche et au transport

157. Il s'agit des pannetier, bouteiller, maréchal de forge, tailleur et chaussetier du roi; du roi des merciers; du roi des ménestriers (Doléances de 1439, art. 7, 8; 1462, art. 6; mars 1463, art. 8; 1514, art. 6).

158. Ils lèvent, en principe un droit de 5 sous sur toute personne exerçant le métier : bouteiller (Hérault, A 2, f. 120 v°; A 12, f. 24; A 3, f. 17); pannetier (A 2, f. 376) maître des maréchaux (A 3, f. 333 v°). En 1463, les commissaires qui présidaient aux États se firent présenter les lettres de commission en litige et rendre compte de la manière dont on les exécutait; ils estimèrent qu'il y avait des abus mais se déclarèrent sans pouvoir pour y remédier (art. 8 des doléances). Ils écrivirent au roi qui cassa ces lettres (Hérault, A 13, f. 279 v°).

159-160-161. Doléances de 1446, art. 29; 30; art. 23 (l'insinuation est ordonnée; mais ces errements ne tardèrent pas à reprendre si l'on en croit une lettre du sénéchal de Toulouse à Louis XI : « ils font sans le seu de vos jugez ordinayres ce qu'il leur plaist » (Bibl. nat., fr. 2811, f. 149).

162. Doléances 1442, art. 20; 1450, art. 37; 1467, art. 9; 1468, art. 16.

163. Doléances de 1476, art. 8; 1480, art. 13. Le principe reconnu fut effectivement appliqué. Sous prétexte de la convocation lancée par le roi en vue de la guerre de Bourgogne, R. de Puybusque, commissaire en cette partie, fait mettre en la main du roi les biens de plusieurs feudataires dont le fief noble n'excédait pas la rente annuelle de 25 l.; l'évêque d'Albi, lieutenant du gouverneur, ordonna de les tenir en paix (Hérault, A 3, f. 174 v°). Cette exemption est prévue dans les ordonnances et instructions sur le fait de la guerre du 25 juin 1485 (Hérault, A 14, f. 103). Elle fut confirmée en 1488 (Hérault, A 17, f. 124 v°) et aux États de 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. III).

du salpêtre dont les armées royales faisaient une consommation de plus en plus importante en raison du développement de l'artillerie. Leurs pouvoirs étaient exorbitants; leur commission leur donnait le droit de faire ouverture de toutes caves, celliers, maisons et autres lieux où ils sauraient y avoir du salpêtre, de le faire recueillir, de réquisitionner toutes personnes et tout matériel nécessaire pour la préparation et le transport, ce dernier étant à la charge des localités traversées¹⁶⁴. Il n'en fallait pas tant pour entraîner les protestations des États¹⁶⁵.

Des transports de salpêtre on peut rapprocher les corvées pour le charroi de l'artillerie et de ses accessoires; des commissaires, spécialement désignés à cet effet, réquisitionnaient sur place charrettes, chevaux et leurs conducteurs¹⁶⁶.

Les résultats de l'action menée ainsi sans défaillance contre les commissaires ne furent pas négligeables. Les doléances dénonçaient parfois les abus commis à l'encontre de particuliers nommément désignés¹⁶⁷ et provoquaient des enquêtes et des contrôles sur leur cas. A la demande des États, il fut décidé que nulle commission ne serait exécutée en Languedoc si elle n'était contresignée d'un secrétaire des finances¹⁶⁸ et sans avoir préalablement lettre de *placet* des lieutenants du gouverneur¹⁶⁹; quelques années plus tard, l'un de ceux-ci, l'évêque d'Albi, offrait de désigner un notable personnage qui, en son absence, surveillerait les commissaires extraordinaires¹⁷⁰; puis il exigea que leurs lettres fussent enregistrées en Parlement¹⁷¹. Cette dernière mesure s'avéra être une précieuse garantie, la Cour n'hésitant pas à mettre des conditions à son enregistrement, prescrivant aux commissaires de s'adjoindre le juge royal le plus proche pour faire les informations et de poursuivre les délinquants devant les sénéchaux, les amendes étant versées aux trésoriers ordinaires et les commissaires payés par taxation des sénéchaux¹⁷². Bien souvent l'exécu-

164. Hérault, A 3, f. 177, 231 v°. Sur les procédés de ces commissaires on peut consulter un acte curieux, en date du 4 mai 1480, qui nous montre le salpêtrier Guillaume Cortès, chargé du transport d'une certaine quantité de salpêtre de Toulouse à Narbonne, se rendant chez un charretier de Toulouse pour lui notifier d'avoir à conduire trois barriques de salpêtre au prix taxé par les capitouls (2 livres par barrique) et qui met en arrêt les charettes dudit charretier jusqu'à ce qu'il ait effectué ce transport (Haute-Garonne, 101 B 9, f. 67).

165. Doléances de 1480, art. 17; de 1482, art. 25 (pour obtenir restitution du matériel réquisitionné et indemnisation des propriétaires en cas de détérioration). C'est, en effet, aux alentours de l'année 1480 que ces commissions se multiplient; on n'en connaît pas moins de huit pour le Languedoc de 1478 à 1481 (Hérault, A 3, f. 177, 193, 231 v°; A 14, f. 74 v°; Bibl. nat., P.O. 2103, Neve, n° 10; *Clair*, 200, n° 2; Arch. nat., K 72, n° 23; Toulouse, AA 13, n° 185).

166. Voir l'autorisation donnée, le 16 mars 1469, à Jean Desvignes, élu de Paris, de procéder à cette réquisition pour conduire à Orléans l'artillerie laissée à Narbonne par le comte de Dunois (Bibl. nat., fr. 25714, n° 132).

167. Ainsi en 1468 (art. 5 et 6 des doléances).

168. Bibl. nat., fr. 2811, f. 149.

169. Doléances de 1468, art. 5; 1480, art. 14.

170. Doléances de 1478, art. 4.

171. Doléances de 1480, art. 14.

tion de la commission fut suspendue provisoirement¹⁷³. Dans bien des cas même, les États ont fini par obtenir une suppression pure et simple. C'est le cas du droit d'aubaine; celui des commissions sur l'usage des monnaies et les usuriers, supprimées à chaque abolition générale mais très rapidement rétablies¹⁷⁴; c'est le cas surtout du droit de franc fief et de nouveaux acquêts.

Il n'est pas de droit, peut-être, qui n'ait été plus mal supporté par les Languedociens, qui n'ait été aussi vigoureusement attaqué par les États et aussi fortement défendu par le roi. Les désignations de commissaires sur les francs fiefs se succèdent à un rythme fort rapide¹⁷⁵. Le roi a toujours affirmé que ce n'était pas une commission extraordinaire mais son « droit domaine » parce que les deniers « s'en lievent par les tresoriers¹⁷⁶ ». Mais les États reprochaient aux commissaires de faire payer des droits exagérés¹⁷⁷, de s'attaquer « aux possessions franches ou en alleu » et de leur faire reconnaître au roi un cens annuel¹⁷⁸, de contrain-

172. Enregistrement de la commission des commissaires à la recherche de la fausse monnaie, 1491 (Haute-Garonne, B 8, f. 353). En décembre 1492, le Parlement enregistre avec des conditions analogues la commission des commissaires pour s'informer sur les usures, après avoir entendu le syndic des États (B 9, f. 13).

173. En septembre 1438, Charles VII suspend les commissaires sur le fait des monnaies jusqu'à Pâques 1439 (Toulouse, AA 38, n° 27); aux États de 1442, les commissaires du roi ordonnent la cessation de toutes commissions extraordinaires jusqu'à la prochaine venue du roi (art. 2 des doléances). La commission des usuriers est suspendue en 1463 (P. just. n° 10). En 1471, les États obtiennent la suspension de la commission des aubenages donnée à Jean de la Rivière (Gignac, BB 58), puis, plus tard, la suppression totale de ce droit (Caseneuve, *Le franc alleu*, p. 152 et 156); le 28 décembre 1490, Charles VIII suspend jusqu'aux prochains États la commission sur les francs fiefs qui vient d'être nommée par les trésoriers de France (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 116).

174. Louis XI abolit toutes les commissions extraordinaires en Languedoc le 16 janvier 1479 (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 91); il est à croire qu'il ne fut pas obéi, car il renouvela la suppression par lettres du 24 décembre suivant (Hérault, A 3, f. 219 v°). L'évêque d'Albi reçoit pouvoir de révoquer toutes commissions extraordinaires le 16 octobre 1484 (*Procès verbaux du Conseil de Régence de Charles VIII*, p. 135).

175. Les réformateurs généraux ont eu pour mission de rechercher les francs fiefs et les nouveaux acquêts en 1434 (Hérault, A 10, f. 268), en 1442-1443 (Hérault, B 13, f. 36); en 1452, ils doivent simplement surveiller les commissaires particuliers qui avaient été chargés de besogner sur les nouveaux acquêts (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 17). Ceci s'explique aisément, Charles VII ayant, par ordonnance du 12 août 1445, donné commission perpétuelle aux trésoriers de France de rechercher les nouveaux acquêts (Jassemin, *La Chambre des Comptes de Paris*, p. 222). Commissions de 1456, 1463, 1470, 1481, 1494 (Hérault, A 3, f. 51; A 233, f. 51, 110; A 14, f. 67; Toulouse, AA 6).

176. Doléances d'octobre 1443, art. 17.

177. Ils exigeaient 5 s. pour livre au lieu du taux réglementaire de 2 s. pour livre (Doléances de 1444, art. 20).

178. Doléances de 1445, art. 35. Les commissaires sont attaqués indistinctement par les trois ordres parce qu'ils réclament « les tiltres de leurs possessions et des seigneurs tant directz que autres desquelz lesdites possessions se tiennent et quant ilz monstrent lesdits tiltres, promptement ils mectent lesdites possessions en la main du roi, en faisant tenir en suspens les devoirs deuz aux seigneurs, tant prelatz que barons, nobles que autres, qui est une chose de mauvaiz exemple » (Doléances de 1462, art. 7). Les États se plaignent encore qu'ils « ne prennent aucune opposition et ne veulent ouyr aucun en ses raisons » (Doléances de 1467, art. 25).

dre les parties par prise de corps et de les faire payer pour des terres qui ne se tiennent ni en fief ni en arrière fief du roi¹⁷⁹. Les commissaires étaient naturellement portés à la plus grande rigueur car ils étaient rétribués proportionnellement aux sommes perçues par eux¹⁸⁰. Les plaintes furent si fortes qu'elles motivèrent d'abord un « avis des commissaires du roi » aux États de 1471¹⁸¹, puis Louis XI révoqua la commission des francs fiefs et désigna le général des finances, Jean Herbert, pour faire une composition générale de ce droit en Languedoc¹⁸². Jean Herbert réunit, en octobre 1471 à Carcassonne, les États des deux sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne qui moyennant le paiement d'une somme de quinze mille livres¹⁸³, huit mille cinq cents à fournir par le clergé et six mille cinq cents par l'État commun¹⁸⁴ — rachetèrent pour quarante ans tout droit de franc fief et nouvel acquêt. L'accord, confirmé par Charles VIII à Tours¹⁸⁵, fut observé jusqu'en 1494¹⁸⁶, date à laquelle de nouveaux commissaires furent nommés. Les États en appelèrent aussitôt au Parlement¹⁸⁷. Ils eurent gain de cause; le 23 décembre 1495, était rendu le célèbre arrêt qui confirmait le privilège des deux sénéchaussées de Carcassonne et de Toulouse¹⁸⁸. Quant à celle de Beaucaire, depuis quelques années déjà, les États s'efforçaient de lui faire étendre le bénéfice de la composition¹⁸⁹. Ils y réussirent en 1497¹⁹⁰. Une nouvelle alerte eut lieu, au début du règne de François I^{er}, avec la création d'offices d'enquêteurs et contrôleurs des francs fiefs et

179. Doléances de 1467, art. 25.

180. Les commissaires de 1463 se virent ainsi attribuer le cinquième du produit des droits de franc fief (Bibl. nat., fr. 25713, n° 58).

181. P. just. n° 13.

182. Le 20 juillet 1471 (Bibl. nat., lat. 9178, f. 252 et *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 65-66). Il avait fait de même en Normandie l'année précédente (Jassemijn, *La chambre des Comptes*, p. 224).

183. Les États commencèrent par offrir dix à douze mille francs « laquelle somme mondit seigneur le général n'a voulu accepter pour ce qu'elle est trop loing de ce que ceulx de Languedoc es Estats derniers tenus a Montpellier disoient, comme on rapporta au roi, c'est assavoir que le pays aimeroit plus payer C M francs que la commission des francs fiefs et nouveaulx acquêts se executast » (Bibl. nat., lat. 9178, art. 6).

184. Toulouse, exempte du droit de franc fief, fut dispensée de payer sa part, soit 450 livres (Toulouse, AA 5, n° 281).

185. Hérault, A 18, n° 11; Caseneuve, *Le franc alleu...*, p. 124.

186. Si l'on excepte une tentative aux environs de 1490; les États obtinrent alors des lettres de suspension (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 116).

187. Chronologie de la procédure : Toulouse, AA 6, n° 279. La commission était datée du 3 avril 1494; lorsqu'elle lui fut présentée, J. Burnet, syndic de la ville de Toulouse et des États, déclara s'opposer à son exécution, pour Toulouse en raison des privilèges de la ville, pour la sénéchaussée en raison de la composition de Carcassonne (Toulouse, AA 53, n° 13). Les États de Mende s'occupèrent de la question, les consuls de Montpellier ayant apporté tous les documents y ayant trait (Montpellier, BB 190). Les commissaires du roi promirent que rien ne serait fait avant d'avoir vu eux-mêmes les commissions et s'en être entretenus avec les syndics du pays (*Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 126).

188. Hérault, A 17, f. 215; *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 128.

189. Instruction de 1491, art. 7; de 1493, art. 19; de 1495, art. 15; doléances de 1497, art. 9. Les États prétendaient que la sénéchaussée de Beaucaire avait payé du fait des commissaires des nouveaux acquêts plus de trente mille livres depuis la composition des deux autres sénéchaussées.

190. Hérault, A 19, n° 11. Caseneuve, *Chartes du Languedoc*, p. 98. Elle fut lue « en pleins Estatz » à Montpellier en février 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720).

nouveaux acquêts. La réaction des États fut violente¹⁹¹ et couronnée de succès, puisque le roi ordonna d'abord de respecter la composition ancienne, qu'il fit passer une nouvelle composition avec la sénéchaussée de Beaucaire et qu'il accorda par la suite une nouvelle exemption portant sur quarante ans.

Des francs fiefs et nouveaux acquêts, on rapprochait les reconnaissances du domaine royal faites par les trésoriers de France ou par des commissaires sur le fait des domaines¹⁹². Le droit d'arrière-acapte, perçu au profit du roi sur les fiefs nobles attendu que jamais la couronne ne meurt¹⁹³, fut maintenu comme le marc d'argent dû au souverain par les notaires à son avènement ou à leur entrée en charge¹⁹⁴. Les notaires de Languedoc s'en prétendaient exempts parce qu'ils contribuaient aux tailles et qu'ils avaient privilège de Philippe VI; leur refus entraîna d'innombrables procès¹⁹⁵. Les États les appuyèrent dans leurs doléances¹⁹⁶ et ordonnèrent à leurs syndics de participer à leurs procès¹⁹⁷.

SECTION V : LES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES ET SEIGNEURIALES

Les juridictions royales, ordinaires ou extraordinaires, ne sont pas les seules auxquelles les États aient porté quelque intérêt. Deux des ordres qui les composaient avaient des privilèges de juridiction¹⁹⁸ qu'ils eurent à défendre contre les empiètements des officiers royaux. Dès 1420, ils énuméraient les « abus faiz et introduits par les officiers royaux a l'encontre et au prejudice des

191. « Monseigneur, les francs fiefz et nouveaulx acquetz qu'on leur demande leur sont de si estrange digestion que leurs Estatz n'ont esté d'autre chouse huit jours durant » écrivent les commissaires du roi en 1515 (Haute-Loire, 501 C 5442).

192. Ces commissions sont, en effet, assez souvent liées; voir celle qui fut donnée pour la baronnie de Montpellier : *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 85. Les commissaires du domaine furent particulièrement actifs vers 1450 (Doléances de 1450, art. 38; de 1451, art. 39; Bibl. nat., P.O. 680, Charles, n° 5 et 12). Les commissaires du roi aux États justifèrent leur action en affirmant que le domaine avait dé péri et que, de toute façon, les reconnaissances étaient faites par les receveurs ordinaires et les gens du pays choisis par eux.

193. Doléances de 1424, art. 14; P. just. n° 4, art. 12; doléances de 1447, art. 22; de 1462, art. 7. En 1504, ordre est donné au syndic de s'opposer à une commission de la Chambre des Comptes (Haute-Garonne, C 2276, f. 107).

194. Commissions de Charles VII : A 2, f. 82 v°. *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 491; de Louis XI : Bibl. nat., *Doat*, f. 1; Hérault, A 3, f. 216, 218; de Louis XII (Toulouse, AA 50, n° 24).

195. Refus des notaires de Nîmes (Hérault, A 9, f. 45 v°); de Béziers, Haute-Garonne, 51 B 1, f. 346; de Montpellier (Montpellier, BB 194, p. extr. 1426, 12 juillet).

196. Doléances de 1439, art. 9 et 51; 1462, art. 5; 1499, art. 1; 1500, art. 8. Les commissaires au marc contraignent les notaires apostoliques et des barons et non les seuls notaires royaux (Doléances de 1462); cet abus n'était pas nouveau : intervention de Charles VII en faveur des notaires de l'évêque du Puy (Hérault, A 10, f. 303 v°). D'après les États Généraux de Tours, le marc n'aurait du être versé qu'au moment de la nomination des notaires. Les doléances de 1500 demandent la révocation des commissaires au marc en raison de la pauvreté des notaires.

197. Haute-Garonne, B 11, f. 179 v°, 233.

198. Et même les trois ordres, car les magistrats municipaux de certaines villes, en particulier Toulouse, avaient des pouvoirs de juridiction étendus (P. just. n° 4, art. 20, 22).

gens d'Eglise et nobles de Languedoc et de leurs immunités, privilèges, constitutions, status et ordonnances royaulx¹⁹⁹ ». Parmi les moyens mis en œuvre pour limiter la juridiction spirituelle, le texte énumère : les lettres *super re mere profana et civili*²⁰⁰ ; la prévention exercée à l'encontre des juges ecclésiastiques en matière de testament ; les lettres appelées *si quas habetis informaciones* par lesquelles les officiers royaux s'adjugeaient la connaissance des causes criminelles des sujets des prélats et barons ; les lettres dites « de et sur fait injurieux ou sur indeue exécution » octroyées en matière civile contre l'exécution d'une décision des juges ordinaires des mêmes prélats et barons, la revendication des causes des juges et des officiers seigneuriaux et des collectivités locales ; la prétention de connaître de tous délits commis sur les fortifications des villes, les voies et chemins, les eaux et forêts des gens d'église et nobles ; la multiplication des lettres de sauvegarde. Charles VII, par deux fois, en 1420 et 1423, s'était engagé à faire cesser ces abus. Mais ce fut là de vaines promesses. Les protestations contre les amendes de fol appel furent repoussées²⁰¹ ; les lettres *si quis et nisi visis* permettaient aux coupables, en matière criminelle, de se soustraire aux cours sujettes²⁰² ; elles étaient obtenues avec la plus grande facilité non seulement des sénéchaux, baillis, viguiers royaux, mais encore des notaires et fermiers de leurs cours ; parfois même, elles étaient délivrées en blanc ; les commissaires du roi de 1457 avaient accepté d'interdire cette pratique aux notaires et autorisé les ordinaires des seigneurs justiciers à ne se désaisir qu'après vérification des lettres. Les débiteurs, qui s'étaient engagés sous la rigueur d'une cour spirituelle, pouvaient très aisément se soustraire à leurs obligations en faisant interdire aux officiaux de les excommunier²⁰³ et aux curés de recevoir les monitoires. Les créanciers, de leur côté, usaient de lettres de *debitis* que leur délivraient les juges royaux ; par ce moyen ils faisaient mander au premier sergent sur ce requis d'assigner leur débiteur devant le juge royal le plus proche et soustrayaient ainsi la connaissance de leur obligation aux juges ecclésiastiques ou seigneuriaux normalement compétents²⁰⁴. Les juges multipliaient les cas de prévention²⁰⁵, s'efforçaient d'interdire aux juges des prélats et des seigneurs de connaître « *civiliter vel criminaliter* » des procès où un officier royal était partie²⁰⁶ ; ils défendaient aux cours spirituelles de recevoir aucune insinuation²⁰⁷ ; insti-

199. Arch. nat. H. 2960 ; Hérault, A 18, n° 2 ; Bibl. nat., *Doat*, 159, f. 111.

200. La pratique des lettres de ce genre est encore dénoncée en 1459 ; le procureur du roi avait pris l'habitude de se joindre au demandeur de la lettre, si bien que le juge spirituel, s'il peut démontrer que son adversaire a eu tort de se faire expédier cette lettre, ne peut obtenir de dépens (Doléances de 1459, art. 19 ; de 1468, art. 2).

201. « Ce serait mettre charge sur les gens d'église et nobles » Doléances de 1446, art. 25).

202. Doléances de 1456, art. 21 ; de 1457, art. 5 ; de 1468, art. 2.

203. Doléances de 1456, art. 24 ; de 1457, art. 22.

204. Doléances de 1456, art. 19 ; de 1457, art. 3.

205. Doléances de 1456, art. 23.

206. Doléances de 1462, art. 12, 13.

207. Doléances de 1462, art. 14.

tuaient des lieutenants hors des sièges ordinaires²⁰⁸. Les sergents royaux, malgré des interdictions répétées, allaient résider sur les terres des ecclésiastiques et des barons et y exerçaient leur office²⁰⁹.

Mais les gens d'Église avaient aussi à se défendre contre des attaques venues de l'assemblée elle-même. Les États n'ont jamais vu d'un œil favorable les Universités. D'abord parce que maîtres et écoliers étaient exempts de tailles; ensuite parce qu'ils échappaient à la juridiction ordinaire pour être placés sous l'autorité des conservateurs de l'Université devant lesquels ils avaient la possibilité d'assigner leurs adversaires, ce qui entraînait bien souvent contre ceux-ci des excommunications abusives²¹⁰. Les inquisiteurs de la Foi se virent également dénoncés²¹¹ et certaines pratiques qui favorisaient l'extension de la compétence ecclésiastique furent condamnées²¹², mais les attaques les plus vives devaient se faire jour au début du xvr^e siècle où les États réclamèrent avec force la réformation des stiles des cours ecclésiastiques.

Dès 1498, ils constataient le grand désordre qui régnait en ces cours et priaient le roi d'écrire aux archevêques de Toulouse, Narbonne, Bourges et Vienne afin de les inviter à réunir des conciles provinciaux qui s'occuperaient de la question; ils suppliaient également Louis XII de demander au Pape de faire réformer la justice spirituelle comme le roi avait procédé à la réforme de la justice temporelle²¹³. Répétée les années suivantes²¹⁴, la requête devait finir par être entendue de la congrégation de l'Église Gallicane réunie à Tours en septembre 1510 qui prescrivit la tenue de conciles provinciaux pour pourvoir aux réclamations²¹⁵. Parmi les abus les plus criants, aux dires des doléances, il faut citer la tendance à prendre connaissance des causes civiles entre laïques, à les retenir en usant de menaces d'excommunication, à faire tenir le sceau des évêques par des laïques qui ont ainsi puissance d'excommunier et d'absoudre²¹⁶; les juges ecclésiastiques se per-

208. Doléances de 1482, art. 28.

209. Doléances de 1459, art. 17; de 1462, art. 11.

210. Doléances de 1457, art. 15; 1466, art. 23; 1513, art. 14. Au lieu d'assigner personnellement leurs adversaires, ils faisaient afficher l'acte d'assignation de façon subreptice aux portes des églises. Pour y remédier, on soumit les lettres de citation à la vérification des vicaires généraux et officiaux des diocèses (Doléances de 1468, art. 18); mais l'ordonnance fut mal observée et les écoliers négligeaient de prendre l'annexe ou le pareatis des vicaires généraux (Doléances de 1512, art. 9). Une délégation de trois personnes, élue aux États de 1498 pour aller négocier avec les conservateurs des diverses universités, ne semble avoir eu aucun résultat (Haute-Loire, 501 C 5720, f. 13).

211. Ils excommunient les pauvres gens qui « par faute d'avoir de quoy » ne peuvent se faire relever des censures encourues (Doléances de 1466, art. 42).

212. On fait interdire aux avocats, notaires et greffiers des cours laïques de poursuivre leurs clients devant les juges ecclésiastiques en vue d'obtenir paiement de leurs honoraires; ce procédé permettait d'utiliser dans un but intéressé les censures ecclésiastiques (Doléances de 1502, art. 5). Il est aussi défendu de renvoyer les gens du pays devant les juridictions ecclésiastiques dans les procès où l'équivalent aux aides est en jeu (Haute-Garonne, C 2276, f. VI).

213. Doléances de 1498, art. 15; Haute-Loire, 501 C 5442 bis, f. 7.

214. Doléances de 1499, art. 18; 1500, art. 7; 1502, art. 13.

215. Doléances de 1511, art. 7.

216. Doléances de 1502, art. 13.

mettent même de fulminer des censures contre les officiers royaux qui, suivant les ordonnances, veulent procéder contre les délinquants et vagabonds saisis en terre d'Église²¹⁷.

SECTION VI : LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE

Parmi les auxiliaires de la justice, deux catégories ont suscité assez fréquemment l'intervention des États. Il s'agit des sergents et des notaires.

Pour les premiers, il n'y a pas lieu de revenir sur les plaintes soulevées par leurs activités; les contribuables, on l'a vu, appréciaient peu leurs méthodes en matière d'exécution. Mais les États sont revenus périodiquement sur les conditions de leur recrutement. Ils en trouvaient le nombre excessif et furent à l'origine des « réductions » imposées par l'autorité royale. La première eut lieu sous le règne de Charles VII et se fit en deux temps : l'ambassade envoyée auprès du roi à Toulouse se fit délivrer les lettres du 17 mars 1443 cassant les cent cinquante sergents de la ville et nommant une commission composée de Jacques Cœur, Étienne de Cambray et Otto Castellain pour désigner les nouveaux sergents dont le nombre était fixé à cent-vingt. Leur choix fut, malgré une vive opposition²¹⁸, ratifié par le roi dans une des fameuses ordonnances d'Angers si souvent invoquées par les États²¹⁹. Cette réforme partielle fut complétée trois ans plus tard; une nouvelle commission, dirigée par l'archevêque de Reims, l'évêque de Carcassonne et Jacques Cœur, prit des mesures analogues pour le reste du pays et dressa par vigueries et jugeries le tableau des sergents qui étaient autorisés à y exercer²²⁰. Ces ordonnances furent appliquées tant bien que mal pendant vingt ans²²¹. Les États de 1466 auraient voulu voir confier aux commissaires d'assiette le soin d'enquêter sur le nombre nécessaire de sergents en chaque lieu et de procéder à leur réduction²²². Louis XI préféra charger de ce soin les lieutenants du gouverneur de Languedoc²²³. Vers la fin du siècle, une opération du même genre fut entreprise sous la

217. Doléances de 1511, art. 7. Les prélats ne consentirent point à l'article « pour ce que leur semble estre contre la liberté de l'église » (Haute-Garonne, C 2276, f. 332).

218. On possède l'acte d'appel fait au nom des cent cinquante sergents de l'ancienne ordonnance qui tenaient pour suspect le choix des nouveaux sergents, œuvre du seul Otto Castellain (Bibl. Vaticane, Reg. lat. 1029, f. 127 v.^o).

219. Doléances de 1442, art. 18; ordonnances des 14 janvier et 7 février 1444 (*Annales du Midi*, t. IX, p. 37, 39). Les protestations des États contre le nombre excessif des sergents avaient commencé en 1439 (art. 20 des doléances).

220. Ordonnance faite à Nîmes en 1446 (Doléances de 1462, art. 1).

221. Plaintes aux États de 1460 et 1462; ordre aux sénéchaux d'appliquer les ordonnances dans leur ressort (Doléances de 1462, art. 1).

222. Doléances de 1466, art. 22.

223. Hérault, A 3, f. 146; Doléances de 1468, art. 7; les doléances sur le nombre des sergents ne reprennent qu'en 1483 (art. 11) et aux États Généraux de Tours.

direction du Parlement qui chargea d'une enquête les juges mages des trois sénéchaussées; elle devait aboutir aux alentours de 1502²²⁴.

La nomination des sergents était l'œuvre des sénéchaux, vi-guiers, châtelains, juges. Louis XI voulut leur retirer ce droit et se le réserver; il ne réussit pas²²⁵. Les États essayèrent de limiter le choix des sergents à des gens idoines²²⁶ de bonne réputation, bien cautionnés et « lettrés »; ils reçurent la promesse que tout sergent saurait lire et écrire²²⁷.

A l'égard des notaires, les États ont adopté une attitude analogue mais plus nuancée. Ils ont, en général, cherché à imposer une réduction de leur nombre et sont à l'origine d'une mesure de ce genre prise par Louis XI au moment où il l'appliquait aux sergents : enquête prescrite au gouverneur en chacun des diocèses du pays, diminution du nombre des notaires royaux et apostoliques, exclusion des indignes et des incompetents, interdiction de créations nouvelles sauf au cas de vacance par mort ou résignation; l'enquête et la réduction était étendue aux notaires ecclésiastiques et seigneuriaux²²⁸. Aux prises avec d'analogues sollicitations, Louis XII se contenta de suspendre les nominations pendant six ans²²⁹. Il est vrai que les États, peu logiques avec eux-mêmes, n'avaient pas hésité, quelques années auparavant, à condamner ceux qui entendaient limiter le nombre des notaires, car cela aurait assuré un véritable monopole aux notaires confirmés en leur office et aurait favorisé des collusions frauduleuses dans l'adjudication des fermes des greffes²³⁰.

Les doléances font connaître les abus que le grand public reprochait aux notaires. On leur faisait grief de leur cupidité, on les accusait de multiplier les écritures sans réquisition des parties et de fixer leurs honoraires sans observer les taxations des juges²³¹, de ne pas observer de prescription pour leurs émoluments et de les réclamer pendant plus de trente ans²³². Quelques observations furent enfin présentées en vue d'améliorer le recrutement des notaires chargés des greffes; bien que le principe du bail au plus offrant ait été confirmé, les États firent édicter que, au cas où l'adjudicataire serait notoirement insuffisant, les magistrats pourraient, à ses dépens, en remettre l'exercice à un notaire qualifié²³³.

On en aura fini avec les auxiliaires de la Justice quand on aura signalé quelques remarques des États sur les geôliers et adminis-

224. Doléances de 1499, art. 5; 1502, art. 19.

225. Hérault, A 3, f. 146.

226. Les sergents se recrutent parmi des gens « de petite et misérable condition, de petite foy et de mauvaise conversacion » (Doléances de 1466, art. 15).

227. Doléances de 1499, art. 5.

228. Hérault, A 3, f. 146.

229. Doléances de 1499, art. 5.

230. Instructions de 1495, art. 21.

231. Doléances de 1466, art. 15; de 1468, art. 8.

232. Doléances de 1468, art. 8. La prescription des honoraires est, en principe, de cinq ans.

233. Doléances de 1499, art. 5.

trateurs de prisons, accusés, eux aussi, de rapacité; ces personnages n'auraient pas hésité, moyennant finances, à fermer les yeux sur les évasions de criminels et persécutaient les prisonniers pour dettes²³⁴.

234. Doléances de 1502, art. 16.

CONCLUSION

Fiscalité, Économie, Justice, tels sont les trois domaines où s'est exercée l'action des États de Languedoc pendant le xv^e siècle. De rôle politique, on peut bien dire qu'ils n'en ont jamais eu; les quelques tentatives qu'on pourrait signaler en ce sens se placent toujours en des périodes troublées de l'histoire, la principale étant l'intervention des États dans les négociations qui ont précédé la nomination du comte de Foix au gouvernement de Languedoc et Guyenne¹, et les rares requêtes ayant trait à la politique générale du royaume étant le plus souvent des appels tout platoniques à la conclusion de la paix². Leur rôle législatif n'a jamais été qu'indirect : la présentation de leurs doléances n'en a pas moins eu pour résultat la promulgation d'un nombre considérable d'édits et d'ordonnances qui ont fini par consolider l'ensemble des privilèges du Languedoc, vaste corps d'usages auxquels les Languedociens se sont montrés très attachés, encore que beaucoup ne fussent pas propres à eux seuls et dont un certain nombre étaient dus à l'action persévérante des États.

L'évolution de l'assemblée traduit surtout l'influence prépondérante du pouvoir royal et les progrès inéluctables de la centralisation administrative. Pendant un petit nombre d'années, celles où la royauté a été affaiblie par la guerre civile et la guerre étrangère, les États, qui ont mis à profit ces difficultés pour imposer, après une éclipse de plus de vingt cinq ans, leur réunion, ont joui d'une indépendance fort grande, au moins égale à celle des plus influents de leurs membres. Avec les victoires militaires et la remise en ordre de l'administration qui se produisit à la fin de la guerre de Cent ans, leur mise en tutelle commença, fort rapide. Si leur suppression, un moment envisagée, ne fut pas réalisée, ce fut semble-t-il, en raison de circonstances fortuites : l'abandon momentané entre leurs mains de la perception de l'équivalent aux aides entraîna la disparition des élus au moment où s'établissait dans le reste de la France le système général de la fiscalité de la monarchie; l'organisation définitive des assiettes diocésaines allait consolider encore leur position et rendre indispensable leur maintien.

Mais, avec l'arrivée au pouvoir de Louis XI, la mise en tutelle, commencée déjà sous Charles VII, s'achève. Les États perdent définitivement le droit de discuter le montant de l'impôt; ils perdent, temporairement, celui de veiller à sa répartition. Pourtant, ce

1. P. Just. n° 2, art. 5. Les lettres de nomination ont, en effet, été données à Espaly, le 6 janvier 1425, en même temps que toutes les lettres délivrées à la suite des requêtes des États (Bibl. nat., *Clairambault* 957, f. 61).

2. Par exemple, en 1428 (*Hist. Lang.*, t. X, preuve n° 848).

règne, qui eut pu marquer la décadence totale, est le début d'un renouveau. Sous l'influence royale très certainement, les États, qui jusque là n'avaient été qu'un groupement de personnes physiques ou morales, réunies au gré du roi dans le seul but de lui accorder des subsides, s'organisent. Ils ont des officiers à gages; ils créent un dépôt d'archives; ils plaident en leur propre nom en Justice; ils ont un véritable budget. En eux est le symbole du « corps mystique » de ce pays de Languedoc qui a reçu maintenant ses limites définitives.

La transformation est le résultat de conditions historiques nouvelles. Le Languedoc ne représente plus, comme au début du siècle, la quasi-totalité des pays du Midi soumis à l'obédience du roi de France et distincts, par la langue et par les mœurs, des pays de Languedoil, distinction qui avait été l'une des raisons de l'existence des États. De vastes régions sont maintenant agrégées en domaine royal; elles ont, elles aussi, leurs institutions propres, leur Parlement, leurs États. Leur rattachement à la Couronne va avoir des conséquences économiques. L'oligarchie bourgeoise, qui avait toujours formé la plus grande partie de l'assemblée, mettra désormais l'accent sur les problèmes économiques et commerciaux et entraînera les États à lutter pour conserver une prépondérance qui avait été jusqu'alors celle du Languedoc. Mais il n'était plus possible de la maintenir car ce pays était déjà devenu aux yeux du roi et même à ceux des États — ils emploient le terme dès 1497 dans leurs doléances — une « province ».

APPENDICES

APPENDICE N° 1

Présidents des États de Languedoc.

1. Pierre du Moulin, archevêque de Toulouse¹.
2. Jean de Bourbon, évêque du Puy².
3. Étienne de Cambray, évêque d'Agde³.
4. Antoine du Bec Crespin, archevêque de Narbonne⁴.
5. Élie de Pompadour, évêque de Viviers⁵.
6. Maur de Valleville, évêque de Maguelonne⁶.
7. Regnauld de Bourbon, archevêque de Narbonne⁷.
8. Jean de Corguilleray, évêque de Lodève⁸.
9. Jean Morelli, évêque de Maguelonne⁹.
10. Jean Bureau, évêque de Béziers¹⁰.
11. Jean Vigier, évêque de Lavaur¹¹.
12. Pierre d'Abzac, archevêque de Narbonne¹².
13. Isarn de Barrière, évêque de Maguelonne¹³.
14. Guillaume Pellicier, évêque de Maguelonne¹⁴.

1. Est signalé comme « ayant présidé » les Etats de mars 1450 (Bibl. nat., fr. 26079, n° 6186), mais il a certainement joué le rôle de président aux Etats de 1447 (Bibl. nat., fr. 26076, n° 5679); 1448 (Bibl. nat., fr. 20881, n° 90); 1449 (Bibl. nat., fr. 25790, n° 1565) où il « a adrelié les articles, supplications et requestes » pour le pays; il a présidé les Etats tenus à Toulouse en 1451 (Bibl. nat., fr. 26080, n° 6335).

2. En 1452 (Bibl. nat., fr. 20887, n° 11); 1453 (Arch. nat., K 69, n° 4); 1454 (K 691, n° 14); 1455 (Bibl. nat., fr. 20389, n° 69); 1456 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 12); 1459 (Bibl. nat., fr. 20887, n° 18); 1460 (Bibl. nat., fr. 20389, n° 70); 1462 (Montpellier, Joffre 391, f. 27).

3. En 1458 (Bibl. nat., fr. 20878, n° 65).

4. En mars 1463 (Bibl. nat., fr. 25715, n° 42); juin 1463 (Bibl. nat., fr. 20886, n° 11); avril 1464 (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 156; Bibl. nat., P.O. 928, Crespin, n° 4).

5. En 1465 (Bibl. nat., fr. 20889, n° 87); en 1466 (Bibl. nat., fr. 23263, f. 2); en 1472 (Bibl. nat., fr. 20409, n° 22).

6. En 1468 (Bibl. nat., fr. 20885, n° 14); en 1469 (Bibl. nat., fr. 26092, n° 840).

7. En 1473 (Bibl. nat., P.O. 456, Bourbon, n° 295); en 1474 (*Clairambault* 142, n° 83); en 1476 (*Hist. Lang.*, t. XI, p. 96); en 1477, il n'a présidé que durant une partie de la session (Bibl. nat., fr. 23264, n° 22).

8. En 1477 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 22); en 1482 (Bibl. nat., fr. 23266, f. 2); en 1484 (Bibl. mun. Reims, Collection Tarbé, carton VII, n° 9).

9. En 1478 (Bibl. nat., fr. 23264, n° 53).

10. En 1486 (Hérault, A 17, f. 111).

11. En 1488 (Arch. nat., X^{1a} 1496, f. 173 v°); en 1492 (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39; P.O. 1447, Guillot n° 3); en 1493 (Bibl. nat., fr. 20883, n° 91); en 1494 (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39).

12. En 1495 (Bibl. nat., fr. 20886, n° 23); en 1496 (Hérault, A 17, f. 139 v°); en 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. 1).

13. En février 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720).

14. En décembre 1498 (Haute-Loire, 501 C 5442 bis; Haute-Garonne, C 2276 ter); en 1505 (Haute-Garonne, C 2276, f. 124).

15. Charles de Martigny, évêque de Castres¹⁵.
16. Denis de Bar, évêque de Saint-Papoul¹⁶.
17. Pierre Louis de Voltan, évêque de Rieux¹⁷.
18. Geoffroy de Pompadour, évêque du Puy¹⁸.
19. Jean de Vesc, évêque d'Agde¹⁹.
20. Guillaume de Tournon, évêque de Viviers²⁰.

15. En octobre 1499 (Haute-Loire, 501 C 7001).

16. En 1500 (Haute-Loire, 501 C 5551); en 1504 (Haute-Garonne, C 2276, f. 102); en 1508 (*ibidem*, f. 264).

17. En 1501 (Bibl. nat., fr. 20887, n° 81).

18. En 1502 (Haute-Garonne, C 2276, f. 41).

19. En juillet et novembre 1503 (*ibidem*, f. 72 et 80); en 1511 (*ibidem*, f. 316); en octobre 1512 (*ibidem*, f. 360).

20. En 1506 (*ibidem*, f. 243); en 1509 (*ibidem*, f. 300); en janvier et mars 1512 (*ibidem*, f. 340 et 353); en 1513 (Haute-Garonne, C 2277, f. 1); en 1514 (*ibidem*, f. 21).

APPENDICE N° 2

1. — *Notaires publics ayant reçu des actes pour le compte des États.*

1. J. Mercadier, G. Majoris et Berenger, en 1418 (Carcassonne)¹.
2. J. de Pin en avril 1419 (Montpellier)².
3. André du Grès, en 1419 (Toulouse)³.
4. Jean Vaysselier, en 1426 (Montpellier)⁴.
5. J. Ysarn, en 1428⁵ et en 1436⁶ (Béziers).

2. — *Greffiers des Etats*

1. Pierre de la Porte, en 1447⁷, en 1448⁸.
2. Girardin Lambert, en 1452⁹, en 1453¹⁰, en 1454¹¹, en 1455¹² en 1456¹³, en 1465¹⁴, en 1466¹⁵.
3. Antoine Durant, en 1477¹⁶, en 1478¹⁶, en 1482¹⁷.
4. Aymes Rate, en mars 1485¹⁸, en 1492¹⁹.
5. Raynaud, en juillet 1485²⁰, en 1486²¹.
6. Étienne Pasquier, en 1488²², en 1490²³, en 1491²⁴, en 1492²⁵

1. Montpellier, Grandes Archives, arm. F., cass. 7, Louvet 3066.
2. Montpellier, BB 44, 6 avril 1419.
3. Toulouse, AA 102.
4. Montpellier, BB 186, pièces extraites année 1426.
5. Montpellier, Grandes Archives, arm. C, cass. 14, Louvet 1266.
6. Bibl. nat., fr. 23915, n° 16.
7. Bibl. nat., fr. 26076, n° 5679; P. de la Porte ne porte pas encore le titre de greffier, mais il a « escript et minuté les articles et responses dudit pais ».
8. Arch. nat., K 691, n° 7.
9. Bibl. nat., fr. 26081, n° 6460. Gérardin Lambert avait été greffier des Etats de Velay en 1435 (Haute-Loire 501 C 6071). Son apparition aux Etats de Languedoc coïncide avec la présidence de l'évêque du Puy.
10. Arch. nat., K 69, n° 41.
11. Arch. nat., K 691, n° 14.
12. Arch. nat., K 691, n° 15 et Bibl. nat., fr. 23900, f. 44. C'est à cette date qu'apparaît pour la première fois le titre de « notaire royal et greffier d'iceulx Estatz ».
13. Bibl. nat., fr. 22406, n° 13.
14. Aymard, *Titres et Privilèges du Puy*, p. 767.
15. Bibl. nat., fr. 23263, f. 2.
16. Bibl. nat., fr. 23264, n° 22 et n° 35.
18. Bibl. nat., fr. 23266, f. 2.
19. Arch. nat., K 691, n° 80, signature.
20. Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39.
21. Gignac, BB 3, f. 1.
22. Hérault, A 17, f. 111 et Montpellier, BB 189, pièces extraites 1486.
23. Haute-Garonne, C 2182, f. 56 v°.
24. Haute-Loire, 501 C 6979.
25. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 250 v°, signature.

en 1494²⁶, en 1495²⁷, en 1496²⁸, en 1497²⁹, en 1498³⁰, en 1499³¹, en 1500³².

7. Guillaume Bertrand. à partir de 1501³³.

26. Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39.

27. Hérault, *Commissions pour la tenue des Etats*, portefeuille 1.

28. Hérault, *Doléances*, t. I, f. 267, signature.

28. Hérault, A 17, f. 139 v^o; *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n^o 130.

29. Haute-Garonne, C 2276, f. IX v^o.

30. Haute-Loire, 501 C 5720 et 501 C 5442 bis; Bibl. mun. Reims, Coll. Tarbé, carton VII, n^o 71.

31. Hérault, A 19, n^o 15.

32. Hérault, *Doléances*, t. II, f. 12, signature.

33. H 748¹⁰ et Haute-Garonne, C 2276. Bertrand exercera sa charge jusqu'en 1530 où son fils le remplaça. Sur lui-même et sa famille, on peut consulter : G. Jourde de Vaux et A. Bourdon-Lashermes, *Le Vieux Puy. vieux logis et vieilles familles*, pp. 333, 334.

APPENDICE N° 3

Syndics des États de Languedoc.

1. — En la sénéchaussée de Beaucaire.

1. Gabriel de Laye¹.
2. Jean de Vaultx, juge d'Uzès².

2. — En la sénéchaussée de Carcassonne.

1. Pierre Boyer, seigneur de Montclar, juge des crimes de Carcassonne³.
2. Jean Lamée⁴.
3. Antoine Arquier⁵.

3. — En la sénéchaussée de Toulouse.

1. Mathieu Bosquet⁶.
2. Guillaume Blanchard⁷.

1. Signalé comme *procurator patrie* le 25 février 1485 (Montpellier BB 268); en 1486 (Hérault, A 18, n° 22); en 1488 (*ibidem*, n° 25); en 1490 (Montpellier BB 189, pièces extraites année 1490, suppliques des consuls de Montpellier); en 1495 (Montpellier, Joffre 269); en 1496 (Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496, Caseneuve, *Actes anciens*, p. 313 et *Hist. Lang.*, t. XII, preuve n° 130); en 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720); en 1499 (Haute-Loire 501 C 7001); en 1500 (*ibidem*, 501 C 5551); mort à Lyon en juillet 1501 (Haute-Garonne, C 2276, f. 26 v°).

2. Elu le 23 septembre 1501 (Haute-Garonne, C 2276, f. 26 v°); exercera ses fonctions jusqu'en octobre 1518. A cette date « pour ce qu'il est vieux et aucunement cassé » il fit nommer à sa place son gendre, Pierre Albi (Haute-Garonne, C 2277, f. 120 v°).

3. Dès 1480, voir la quittance de ses gages de « l'office de procureur des gens des troyz Estatz de Languedoc », du 16 juin 1481 (Bibl. nat., P.O. 485, doss. Boyer, 10874, n° 6); en 1481 (Hérault, *Doléances*, t. I, doléances de 1481, art. 6); en 1483 (Bibl. nat., P.O. 485, doss. Boyer 10874, n° 7 et Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, preuves p. 19); en 1484 (Bibl. nat., fr. 22406, n° 27 et Arch. nat., V⁵ 1040, f. 107, en 1487, en mission à Barcelone (Capmany, *Memorias historicas*, t. II, p. 296); en 1490 (Montpellier, BB 189, pièces extraites année 1490, supplique des consuls de Montpellier et Bibl. nat., fr. 20582, n° 72; en 1492 (Bibl. nat., *Languedoc* 132, f. 39); conseiller au Parlement de Toulouse le 12 novembre 1493 (Haute-Garonne, B 9, f. 183); signalé comme « jadis procureur du pays » dans une lettre de l'évêque de Lavaur de mars 1495 (Montpellier, BB 195, pièces extraites année 1495).

4. Mentionné dès janvier 1494 (Haute-Garonne, B 9, f. 208 et 229); en 1496 (p. just. n° 17); en 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. II v°); en 1498 (Haute-Loire, 501 C 5720); en 1499 (Haute-Loire 501 C 5442 bis); en 1500 (Hérault, *Recueil de divers comptes*, t. I, f. 9), à partir de 1501 (Haute-Garonne, C 2276); mort en 1505 (Haute-Garonne, C 2276, f. 236).

5. Elu le 17 décembre 1505 (Haute-Garonne, C 2276, f. 236); exerce ses fonctions jusqu'en 1528, date de sa mort (Haute-Garonne, C 2277, f. 406).

6. Cité, sans son titre, mais le contexte indique bien qu'il joue déjà le rôle de syndic, dans un extrait du procès-verbal des États du 5 novembre 1488 (Haute-Garonne, C 2182, f. 56 v°); prend le titre de syndic le 9 janvier 1494 (Hérault, B 1, f. 18 v°); en 1495 (Haute-Garonne, B 10, f. 1 v°); en 1496 (Caseneuve, *Actes anciens*, p. 301); en 1497 (Haute-Garonne, C 2276, f. IX); en 1498 (*ibidem*, C 745); en 1499 (Hérault, A 19, n° 20 et Haute-Garonne, B 1900, f. 174); en 1500 (Haute-Loire, 501 C 5551 et 6987); en 1501 (Haute-Garonne, C 2276, f. 28); cesse ses fonctions en octobre 1502, après sa nomination comme conseiller au Parlement de Toulouse (*ibidem*, f. 50 v°).

7. Elu le 26 octobre 1502 (*ibidem*, f. 60); exerce ses fonctions jusqu'en 1531, date de sa mort (Haute-Garonne, C 2277, f. 487).

APPENDICE N° 4

Procureurs en Parlement.

1. Jean Burnet¹.
2. Pierre Treillier².

1. Mentionné comme « sindic des Trois Estatz du pays de Languedoc » dès le 23 juin 1489 (Haute-Garonne, B 8, f. 96); en 1490 (*ibidem*, B 8, f. 253); en 1491 (*ibidem*, f. 334); en 1494 (*ibidem*, B 9, f. 208 et f. 378 v°) en 1495 (*ibidem*, B 9, f. 409 et B 10, f. 1 v°, Caseneuve, *Actes anciens*, p. 310 et Montpellier, BB 195, pièces extraites année 1495, lettre de l'évêque de Lavaur du 19 mars 1495); en 1496 (Hérault, A 19, n° 7 bis, 7 ter, 7 quater); en 1498 (*ibidem*, n° 8 et Haute-Garonne, C 745). Jean Burnet est décédé entre le 28 juin 1500, date où il figure encore sur les registres du Parlement (Haute-Garonne, B 11, f. 243 v°) et le 11 décembre 1500, où il est donné pour décédé (Toulouse, *Pièces à l'appui des Comptes (1495-1500)*, n° 78).

2. Mentionné comme « procureur en la cour de Parlement de Tholoze pour ledit pays » dès le 4 décembre 1500, date du mandatement de ses « gaiges ordinaires » (Haute-Garonne, C 745); en 1501 (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes (1500-1501)*, n° 105); en 1502 (Toulouse, *Pièces à l'appui des comptes (1501-1502)*, n° 87, p. 34); en 1503 (C 746); en 1506 (Montpellier, dossier armoire F, rôle des frais de 1506); en 1508 (Haute-Garonne, C 2276, f. 278); en 1509 (*ibidem*, B 1900, f. 241); en 1510 (*ibidem*, C 2276, f. 312 bis v°); en 1511 (Hérault, *Comptes des trésoriers de la Bourse*, t. I, f. 13); à partir de 1512, voir les rôles des frais généraux des Etats (Haute-Garonne, C 993, f. 35, 80, 126 v°, 162 v°).

APPENDICE N° 5

Liste des cahiers de doléances actuellement conservés.

1. — Période 1422-1484.

Carcassonne 28 juillet 1422	exp. or. Toulouse	Toulouse, A 87. n° 2
Carcassonne 5 mai 1423	exp. or. Toulouse	Toulouse, Layette 33
Montpellier 20 mai 1424	exp. or. Toulouse	Toulouse, Layette 33
	exp. or. Montpellier	Hérault, <i>Doléances</i> , portefeuille 1
	copie xvii ^e s.	Hérault, <i>Doléances</i> , t. 1, f. 1
	publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	t. X, preuve n° 834
Béziers 27 août 1428	copie xv ^e s.	Toulouse, AA 104. p. 1
Chinon 11 nov. 1428	copie xv ^e s.	Montpellier, Arm. C, cass. 14, n° 14
	copie xviii ^e s.	Bibl. nat., lat. 9177, f. 268
	publié : <i>Notices et documents publiés par la Société de l'Histoire de France.</i>	Paris 1883, p. 245
	publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	t. X, preuve n° 848
Béziers 8 juin 1430	copie xv ^e s.	Toulouse, AA 104, p. 17
Béziers 13 juillet 1431	Doléances de la sénéchaussée de Beaucaire copie xv ^e s.	Montpellier, Cabinet Doré, liasse cinquième, n° 19
Villeneuve- les-Avignon 9 juin 1433	Copie authentique	Toulouse, AA 104, p. 25

Montpellier avril 1437	Nouvelles doléances sur les réponses du roi aux do- léances des États précé- dents	Toulouse, AA 87, n° 6
Le Puy 5 mai 1439	{ Copie xviii ^e s. publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	Bibl. nat., lat. 9178, f. 19 t. X, preuve n° 871
Montpellier octobre 1441	Réponses des commissaires du roi aux doléances copie xv ^e s.	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 87
Montpellier 5 mai 1442	{ Minute exp. or. Toulouse	Toulouse, AA 87, n° 19 Toulouse, AA 105
Toulouse 10 mars 1443	{ Doléances présentées au roi par les ambassadeurs des États projet exp. or. Nîmes	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 28 Gard, C 815
Montpellier 15 octobre 1443	copie authentique	Gard, C 815
Montpellier 30 sept. 1444	exp. or. Maguelonne	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 36
Montpellier 8 octobre 1445	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Toulouse copie xv ^e s.	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 48 Toulouse, AA 106 Toulouse, AA 104, p. 33
Chinon janvier 1446	Doléances présentées au roi par les ambassadeurs des États copie xv ^e s.	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 9
Montpellier avril 1446	copie authentique	Toulouse, AA 107
Montpellier 7 mars 1447	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Toulouse copie authentique	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 62 Toulouse, AA 104, p. 65 Cordes, AA 19
Montpellier 29 avril 1449	{ exp. or. Maguelonne	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 93
Montpellier 23 mars 1450	{ exp. or. Nîmes copie xv ^e s.	Gard, C 815 Tarn, E 711

Toulouse 31 mars 1451	{ copie xv ^e s. copie authentique	Toulouse, AA 108, f. 1 Cordes, AA 20
Montpellier mars 1456	{ Doléances présentées aux commissaires du roi par les États, sans leurs ré- ponses, mais avec les ré- ponses du roi données sous forme de charte copie xvi ^e s. publié : Caseneuve, <i>Char- tes du Languedoc</i> , p. 117 publié : <i>Ordonnances des rois de France</i> , t. XIV, p. 387	Hérault, A 17, f. 190 Bibl. mun. Reims, ms. n° 1529, f. 185
Pézenas 8 avril 1457	exp. or. Maguelonne	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 115
Béziers 18 décem. 1459	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Nîmes	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 130 Gard, C 815
Montpellier 17 mars 1462	vidimus	Toulouse, AA 108, p. 69
Béziers 18 mars 1463	exp. or. Toulouse	Toulouse, AA 108, p. 47
Montpellier 26 juillet 1463	exp. or. Maguelonne	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 139
Le Puy 21 avril 1464	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Viviers copie authentique	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 151 Ardèche, C 697 Toulouse, AA 109
Montpellier 15 août 1466	exp. or. Viviers exp. or. Maguelonne	Ardèche, C 697 Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 160
Le Puy 20 mars 1467	{ exp. or. Viviers copie xv ^e s. copie xviii ^e s.	Ardèche, C 697 Lunel, CC 62 Bibl. nat., lat. 9178, f. 185
Montpellier 20 février 1468	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Viviers	Hérault, <i>Doléan- ces</i> , t. I, f. 177 Ardèche, C 697
Montpellier 15 avril 1475	exp. or. Viviers	Ardèche, C 697

Montpellier 1 ^{er} mai 1476	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Viviers	Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 201 Ardèche, C 697
Annonay 1 ^{er} juin 1478	exp. or. Viviers	Ardèche, C 697
Montpellier 7 juin 1479	exp. or. Viviers	Ardèche, C 697
Montpellier 22 juin 1480	exp. or. Viviers	Ardèche, C 697
Montpellier 14 juin 1481	exp. or. Maguelonne	Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 237
Pézenas 6 mai 1482	{ exp. or. Maguelonne copie xv ^e s. copie xviii ^e s. publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 212 Aimargues, II 9 Bibl. nat., lat. 9179, f. 81 t. XII, preuve n° 99
Montpellier 26 mai 1483	{ exp. or. Maguelonne exp. or. Viviers copie xv ^e s.	Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 224 Ardèche, C 697 Aimargues, II 28
Tours 23 mars 1484	{ copie xv ^e s. copie xv ^e s.	Gard, C 1886 Haute-Garonne, B 1900, f. 52
(Cahier particulier du Languedoc)	{ copie xvi ^e s. publié : Caseneuve, <i>Chartes du Languedoc</i> , p. 43	Hérault, A 17, f. 54

2. — Après 1484¹

Sauf les exceptions signalées, tous les cahiers de doléances indiqués ci-dessous sont des copies exécutées par le greffier des États.

Nîmes janvier 1497	Doléances présentées au roi (sans les réponses)	Haute-Loire, 501 C 5442
Montpellier février 1498		Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 18

1. Les documents, parfois désignés sous le nom de doléances pour les années 1491 et 1495 (Hérault, *Doléances*, t. I, f. 248 et 253) et 1493 (*ibidem*, t. II, f. 125) ne sont que de simples instructions adressées aux ambassadeurs des États auprès du roi.

Montpellier décembre 1498		Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 268
Cordes octobre 1499	{ copie du greffier diocésain d'Uzès articles additionnaux seuls	Gard, C 1206, f. 312 v° Hérault, <i>Doléances</i> , t. I, f. 269
Montpellier octobre 1500	{	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 1 Ardèche, C 697 Albi, AA 45 Aimargues, II 29
Le Puy septembre 1501	{ Doléances présentées au roi (sans les réponses)	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 13 Ardèche, C 697 Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 29
Le Puy octobre 1502	{ copie du greffier diocésain d'Uzès sans les réponses	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 37 Ardèche, C 697 Gard, C 1206, f. 384
Tournon novembre 1503	{ sans les réponses sans les réponses sans les réponses copie XVIII ^e s. publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 47 Ardèche, C 697 Aimargues, II 29 Bibl. nat., lat. 9180, f. 34 t. XII, preuve n° 142
Montpellier décembre 1504		Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 57
Nîmes décembre 1505		Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 67
Tournon décembre 1506	{ copie XVIII ^e s. publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	Ardèche, C 697 Bibl. nat., lat. 9180, f. 65 t. XII, preuve n° 147
Narbonne janvier 1508	sans les réponses	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 79
Tournon décembre 1509		Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 87
Montpellier janvier 1511		Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 99

Albi janvier 1512	sans les réponses	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 113
Narbonne octobre 1512	sans les réponses	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 121
Nîmes novembre 1513	sans les réponses	Hérault, <i>Doléances</i> , t. II, f. 135
	copie du greffier diocésain de Toulouse (sans les réponses)	Haute-Garonne, C 993, f. 124
Béziers octobre 1514	copie du greffier diocésain de Toulouse (avec les réponses)	Haute-Garonne, C 993, f. 155
	sans les réponses	Haute-Loire, 501 C 5437
	sans les réponses	Toulouse, AA 104, p. 113
	copie xviii ^e s.	Bibl. nat., lat. 9 180, f. 93.
	publié : <i>Hist. Lang.</i> ,	t. XII, preuve n° 152.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1

1419, 8 octobre; Toulouse

Octroi des États de Languedoc au comte de Foix.

Extrait des lettres du comte en date du 8 octobre 1419. Vidimus de Bernard Boyer, viguier de Carcassonne, du 27 octobre 1419. Narbonne CC 1.594.

La conclusio deliberada per las gens stans en lo conseilh mandat per lo molt puissant et redoptable princep mossenhor lo conte de Foix, loctenent del rey nostre senhor en lo pais de Languedoc et dugat de Guiayna, representans l'estat de las comunitatz de las tres senescalcias Tholosa, Carcassona et Belcayre, aprop diversas deliberaciones agudas sus los fraitz, despens et trebailhz seuffertas per lodit mossenhor lo conte am sa compania et est la causa de la evacuacio de las plasas, villes et castels en las dichas tres senescalcias et cascuna de aquelas occupadas sus color et occasion de las divisions que son stadas en lo regne et lo pais.

La primera conclusion que las comunitatz desus dichas per pagar las somas que an costat las vuydas et per alcuna recompensacion fazedora aldit monsenhor lo conte per las dichas comunitatz, danaran et pagaran aldit monsenhor lo conte la soma LXVIII M l. t., es a saber las LVI M per pagar las somas que costen las vuydas et las XII M per recompensacion dels trebailhz deldit monsenhor lo conte, pagadors com se sec; las XVIII M pagadoras a la festa de saint Martin lo XI me jorn de novembre et lo suppliment en doas pagas, la una en lo XI me jorn de gener et la seconda en lo XI e jorn de martz.

Item, per pagar las dichas somas, de licencia, plaser et consentiment deldit monsenhor lo loctenent, retenguda la voluntat et licencia del rey nostre sobira ssenhor o del tres haut princep mossenhor lo dalphi de Viana, duc de Berry et de Tourayne sol filh mascle deldit nostre sobira senhor, tant quant sera expedient o necessari sera fayt empaus per las depputatx qui seran elegitz per las comus et seran auttorisatz per lodich mossenhor lo loctenent sus la sal, otra lo quart et gabella que si leva, certain ayda sufficient et competent per certain temps per pagar ladita soma; et per lo premier regart sera avisé a l'estat comu que seria expedient de impausar la soma de VI s.t. per quintal de sal d'aissi a Martro et de Martro en unh an complit. Totasvetz, si semblava ladita soma et temps estre expectativas et non abastans per la prosequio de la causa, las depputatx poyran modifier lo temps et la soma, diminuen o creysen.

Item, l'enpauis o carc que se metra dessus sera reservat, del consentement deldich mossenhor lo conte, que non sia trait de consecuencia ni a carga de plus lonc temps; lo qual temps finit et pagada la dicha soma, frays et despens, cessa ladita cargua.

Item, per las dichas comunitatz seran ordonatx recebedos per prendre et quitar las sumas levadoras, hun o trops per cascuna senescalcia, aysi com sera advist a las gens del conseilh dessusdit.

Item, losditz depputatz, per maniera de ferme, arrendement o autrement, appunctaran et proveseran com lo emolument dessusdit se exigisca et se leve aissi com plus expedient lor semblera al be et utilitat de la causa publica deldit pais.

Item, que se si avia que necessitat fos que per lodit stat de las dichas tres senescalcias se fes alcun prest per pagar las dichas somas davant los termes o autrement, que los ditz recebedos pagaran et deliureran per soulz et per liura de aquels que aurian fait lo prest.

Item, seran avisadas et manieras per las quals frau ne se puesca comectre directament o indirecta per que la carga dessusdita no se exigisca et non se leve. Et seran faytas inhibicions et deffenses penals avisadoras aissi com sera cedens, tels com sont acostumadas a far lo temps passat o autras que seran avisadas cedens.

Item, seran avisadas vias et manieras per las quals frau ne se puesca demens expediens o neccessaris o utils, lasquels se endressen a tos officiers et justiciers de far tenir et complir las causas dessus dichas et prestar ayda, conseilh et confort als officiers et exequutors depputados a la causa dessus dicha.

Per que, las gens ordenatz en lodit conseilh, representan hun cors de las dichas tres senescalcias, offren de far tenir et servir et pagar las causas et soma dessus ditas alz ditz termes aldit monsenhor lo conte et loctenent, al qual supplicant am tota humilitat et reverensia que vueilha aver las causas dessus ditas agradables et acceptables et aquelas far tenir et observer et los contrafasens compellir de aquelas observer per totas vias degudas et raisonnablas.

N ° 2

1423, 5 mai; Carcassonne

Doléances des États de Languedoc.

Expédition originale du diocèse de Toulouse. Toulouse, layette 33.

A la louenge, gloye et honneur de Dieu et a la louenge, gloyre et honneur du Roy nostre souverain seigneur et pour demonstrier la vraye amour, reverance, fidelité et subgeccion des gens de l'estat commun de ce present pays de Languedoc qu'ilz ont au Roy nostredit seigneur, respondent aux causes exposées et requises par hault et puissant prince et nostre tres redoubté seigneur Charles monseigneur de Bourbon et par tres reverend pere en Dieu monseigneur l'arcevesque et duc de Reims, premier per de France, et les nobles et puissans seigneurs monseigneur d'Arpajon et messire Guillaume de Meuillon, seneschal de Beaucaire, commis pour et au¹ nom du Roy nostredit seigneur, presentent et supplient en la maniere qui s'ensuit en tout honneur, reverance, feaulté et subgeccion qu'ilz doivent et pevent.

(1) Premièrement, que les gens de l'estat commun ont tousjours eu et ont de present tres bon cuer, voutenté, intencion et naturelle inclination comme vraz et feaulx subgiés de secourir et aidier au Roy nostre souverain seigneur a supporter les charges de la guerre et autres qui de jour en jour lui adviennent, selon toute leur puissance.

1. Ms. : au, omis.

Item, que jasoit ce que tout ledit pais de Languedoc soit fort depopulé, diminué et apouvry plus que jamais ne fut, tant par mortalitéz et sterelitéz de fruiz, divisions des guerres, diverses subvencions et charges, mutacions et debelitations de monnoies que autrement que a souffert ou temps passé et pour ce, ce nonobstant, lesdiz gens, veans les grans charges que le Roy a a supporter de jour en jour, lui ont, tant pour le fait de la guerre que autrement faisant de neccessité vertus, offert a lui et a vous en son nom pour supporter lesdictes charges et affaires tant de la guerre que autrement la somme de deux cens mil frans, a paier a quatre termes, c'est assavoir de troys moys en troys moys la quarte partie, es reservacions, qualitez et retencions qui s'ensuivent.

— *Les gens de l'estat commun de Languedoc doivent au Roy II^e M f. a paier a quatre termes, c'est assavoir le premier au XV^e jour de juillet, le second a la saint Rémy, le tiers a Noel et le quart a Pasques et par egal porcion.*

(2) Premièrement que toutes manieres de gens dudit pais de Languedoc, de quelque estat et condicion qu'ilz soient, paient et contribuent a ladicte somme, soient officiers, monnoyers, saliniers, clers, servens ou autres gens exemps et non exemps, exceptéz les nobles néz de noble lignée et frequentans les armes, gens de Glise, beneficiers vivans de leurs benefices et, se aucun ou aucuns en estoient refusans de paier leur cocte, que les receveurs soient tenus de prendre en paie ladicte cocte desdiz reffusans et rabatre a la ville dont sont receveurs.

— *Comme il est acoustumé quant aux officiers et pareillement des autres et contribueront les monnoyééz crééz depuis six ans et au seurplus quant les particuliers vendront on leur donra bonne provision souffisante, des biens qui ont esté conquestéz par genz previllégiez et qui ont acoustumé de paier sera aussi pourveu.*

(3) Item, que chacun diocese es lieux ou il est acoustumé et ainsi qu'il a esté observé, nomme et puisse nommer, eslire et mectre les receveurs particuliers et en chacune seneschaucie son receveur general et aient quittance de lui et non d'autre et que les receveurs generaulx rendent compte ou il appartendra, nonobstant lectres impectrées ou a impectrer au contraire et sur ce octroyer lectres et laisser en blanc ou se mectront les noms des receveurs qui seront esleuz a l'arbitre de l'estat commun de la plus saine part des dioceses transmis a ce present conseil.

— *Accordé qu'ilz nomment lesdiz receveurs pour ceste foiz et, au seurplus, lesdiz receveurs rendront compte la ou il appartendra.*

(4) Item, que tous lesdiz receveurs generaulx et particuliers soient tenuz de recevoir toutes monnoies blanches et noires qui auront cours aux termes dessusdiz et semblablement soient tenuz les receveurs du subsidie derrenier imposé de recevoir les restes dudit subsidie en monnoies blanches ou noires qui ont ou auront cours ou present pais.

— *Ilz recevront de la monnoye qui aura cours ausdiz termes sans fraude et de l'aide passé le residue paieront moictié noir et moictié blanc.*

(5) Item, pour ce que les Angloys sont bien avant entréz ou pays de Guienne ouquel ont conquis et conquerent de jour en jour plusieurs places et forteresses et sont en adventure de venir jusques audit pays de Languedoc se remede n'y est mis, requierent les gens de l'estat commun que la moictié de ladicte somme de II^e M.l.t. demeure par deça pour ycelle estre employée et convertie ou fait de la guerre pour

resister a l'encontre desdiz Angloys et pour la garde et deffense des forteresses estans oudit pays de Guienne.

— *Respondent les gens du Conseil que tant dudit ayde comme des autres revenus sera pourveu a la garde et deffense dudit pays de Guienne par maniere que on en devra estre content et que c'est le plaisir du Roy.*

(6) Item, que les gens d'armes ordonnéz a la deffense dudit pais soient paiéz sans faillir de ce qu'il leur sera promis affin qu'ilz n'aient occasion de rober le pais et qu'il leur soit fait deffence sur grans peines qu'ilz ne roberent ou pillent.

— *Accordé.*

(7) Item, que lesdiz gens d'armes qui derobent le present pais s'en aillent ou service du Roy contre les ennemis et sur ce se donne provision ou, autrement, soit donné congié et licence au peuple de les expellir et bouler dehors.

— *Il y sera pourveu tant que le peuple sera content.*

(8) Item, qu'il vous plaise escrire au Roy d'Arragon et a la Royne de Sicille que a cause de la guerre et debat qu'ilz ont ensemble leurs gens ne courent ne entrent dedans le royaume ne grevent ou dommaient les subgiéz du Roy.

— *Accordé, et ja y est pourveu.*

(9) Item, qu'il se bate monnoye d'or, escuz de LXIII au marc et de XXIII quaratz et demi rabatu le remede et doubles blanches de dix deniers tournois la piece, de V deniers de loy, sept solz et demy de taille; petiz blans de V d.t. la piece a V d. de loy et XV solz de taille et thoulousens de II d. de loy et XV s. de taille, deniers tournois a l'avenant, et qu'il se donne tel pris aux marchans qui porteront argent¹ blanc aux monnoyers que ilz se y puissent sauver et le puissent aler querir hors du royaume affin qu'il se bate plus de blanc que de noir et que la monnoye s'entretiengne sans aucune diminucion ou mutacion.

— *Les escuz et monnoye blanche se batent en la maniere qu'il est demandé et n'y aura point de mutacion et quant aux doubles de II d. on en rescripra au Roy et a son Conseil et pareillement feront les gens des troys Estatz.*

(10) Item, que toutes les seques des monnoyes comme Villefranche, Fijac, Le Puy, Beaucaire et Saint Esperit se abatent et qu'il ne demeure sinon que les anciennes comme Thoulouse, Montpellier et Saint Andry pour ce qu'il ne se face aucune fraude esdictes monnoyes.

— *Les monnoyes du Pont Saint Esprit et de Beaucaire sont ordonnées par le Roy d'estre abatues et quant aux autres en sera rescript au Roy comme dessus.*

(11) Item, que les monnoyes de tout le royaume et du Daulphiné se batent et forgent d'un coing, d'un seignal, d'une taille et d'une loy.

— *Ainsi a esté ordonné par le Roy.*

(12) Item, que les prohibicions faictes de non traire marchandises du royaume ou autres causes cessent, que chacun puisse liberalment et franchement traire ou faire traire hors du royaume, affin que or, argent et autres richesses puissent venir des autres royaumes en ce royaume, excepté carnaiges.

— *On en escripra au Roy.*

1. Ms. : argent argent.

(13) Item, que l'impost mis apres le departement du Roy de ce present pais sur les marchandises qui se traïront hors du royaume cesse.

— *On en escripra au Roy comme dessus.*

(14) Item, que les prohibicions, deffenses et proclamacions de non faire contratz sinon a solz et livres et de non mectre ne prendre l'escu d'or sinon que pour XXV s.t. et le mouton d'or sinon pour XV s.t. se revoquent et soient pour non faictes et que chacun puisse faire et recevoir contratz a escuz et moutons et toutes autres monnoies qui ont cours ou royaume et se octroye abolition generale a ceulx qui auroient fait le contraire.

— *Chacun pourra marchander a escuz, moutons ou a livres, a solz ou a tournois ainsi que bon leur semblera et s'aucun a fait le contraire luy est pardonné et pourront prandre les noctaires les quartes sans peine.*

(15) Item, que toutes les causes dessusdictes soient octroyées au peuple par vous messeigneurs dessusdiz en la forme et maniere dessus spécifiée et que de ce soient octroyées lectres en forme autentique et que dedans le terme d'un mois vous nous aiéz fait confermer et nouvellement octroyer par le Roy nostre tres souverain seigneur et que de ce nous faciez baillier ses lectres patentes et autentiques, ou autrement le peuple ne sera tenu de paier ladicte somme ne aucune partie d'icelle.

— *Accordé comme dessus est dit et le Roy fera tousjours tant qu'ilz seront contens et diligemment lui sera escript.*

Esript a Carcassonne le cinquieme jour de May mil CCCC vint et troys.

Nous, Charles de Bourbon, capitaine general pour monseigneur le Roy es pais de Languedoc et duchié de Guienne, Regnault arcevesque et duc de Reins, premier per¹ de France et Guillaume de Meuillon, seneschal de Beaucaire, conseiller du Roy nostre sire, promectons de faire tenir et acomplir par le Roy nostre dit seigneur de tous nos loyaux pouvoirs les articles cy dessus desclairés qui ont esté acordés et des autres articles escripre au Roy nostredit seigneur le plus affectueusement que nous pourrons pour y donner la provision necessaire et telle que bon lui semblera selon la requeste des gens dudit estat commun. Esript les jour et an dessusdiz.

Charles de Bourbon² R. Arcevesque de Reins G. M.

N° 3

1423, 6 mai; Carcassonne.

Octroi par le clergé de Languedoc d'un don équivalent à deux décimes.

Copie xv^e s. Bibliothèque Vaticane. lat. 3891, f. 102.

Status cleri de mandato domini nostri regis in burgo Carcassone cum aliis duobus, scilicet nobilium et communitatum, patrie Lingue occitane, convocatus et congregatus, exposita sibi urgenti ipsius domini nostri regis necessitate et defensione ecclesiarum ejus regni communi utilitate per organum reverendissimi in Christo patris, domini archiepiscopi Remensis, presidente in dicto consilio illustri et inclito

1. Ms. : per, *omissis*.

2. Signatures autographes.

principe Karolo de Borbonio pro eodem domino nostro rege, volens toto suo posse ac sincero affecto dicto domino nostro regi et ejus necessitatibus et defensioni ecclesiarum subvenire, salvis in omnibus libertatibus, privilegiis et immunitatibus dicti status, ac presupposito et voluntate domini nostri summi pontificis cum limitacionibus, modificacionibus, retencionibus, qualitatibus et condicionibus infrascriptis, non tamen virtute seu vigore litterarum regiarum dictis tribus statibus presentibus publicatarum, cum contra libertates et privilegia ecclesie esse videantur, ut prima facie ex earum tenore noscitur apparere, sed gratis et spontanea voluntate, prelibato domino nostro regi seu deputatis ab eodem, quantum singulariter concernunt statum suum, offert et presentat unum donum gratuitum ad equivalenciam unius decime integre reducte, levande et semel solvende in duobus terminis dicto clero supportabilibus, videlicet medietatem ipsius doni in festo beate Marie Magdalene et aliam medietatem in festo omnium sanctorum proxime instantibus.

Faverot

Sequuntur dicte retenciones et qualitates.

Primo quod dictum donum solvetur in moneta alba vel nigra currenti in tempore solucionis et fiet juxta quotas solvi consuetas in ultima concessione, et non trahetur ad consequenciam in futurum, et in dicto dono omnino cohercio secularis cessabit, nisi per litteras requisitorias dominorum ordinariorum fiat.

Item quilibet diocesanus in sua diocesi unum receptorem particularem ecclesiasticum eligat cum potestate levandi et solventes eorum quotas quictandi.

Faverot

Item dictus receptor particularis in qualibet diocesi ordinatus pro non solventibus seu solvere recusantibus respondere non tenebitur, dum tamen suam diligentiam contra tales per censuram ecclesiasticam fecerit quam exequi in terris non tenebitur que in talibus contribuere non consueverunt, nec prelatus, vel alius tenebitur nisi pro quota ipsum contingente et sic unus pro alio non compellatur.

Faverot

Item impotencie arbitrio et declaracione ordinariorum seu ab ipsis in suis diocesibus deputatorum dimictentur, vocato receptore generali.

Faverot

Item dominus noster rex unum receptorem generalem super dicto dono ordinabit cum potestate quictandi quoscunque particulares receptores de receptis.

Faverot

Item donum predictum expensis recepte levabitur, exceptis contumaciis et billetis.

Faverot

Item dominus noster rex super premissis reservacionibus et retencionibus suas litteras patentes diocesanis habere volentibus concedet.

Faverot

Item layci poterunt et valebunt fructus beneficiorum virorum ecclesiasticorum impugne in auro vel alias arrendare et ad firmam recipere prout et quemadmodum inter eos concordabitur et instrumenta inde per quoscunque notarios recipi et confici, proclamacionibus, ordinationibus, inhibicionibus regiis in contrarium factis vel fiendis non obstantibus quibuscunque.

Faverot

Item quod habeantur dilaciones, provisiones et commissiones super juramentis, homagiis et fidelitatibus prelatorum et aliorum ecclesias ticorum qui tenentur ad premissa, nec impediatur quovismodo ipsorum

temporalitas sed potius impedimenta jam apposita in temporalitate aliquorum dominorum episcoporum et aliorum quorumcumque tollantur et moveantur.

Faverot

Dilacio est concessa per consilium ad IIII^{or} menses.

Faverot

Item, istis concessis et firmatis, ultra donum jam concessum, intendunt offerre unum donum ad valorem unius decime reducte pro oneribus concilii generalis, cujus medietas erit in dispositione totali domini nostri regis cum etiam habeat mittere ad illum Concilium et alia medietas applicabitur per clerum provinciarum et levabitur per eosdem pro expensis eorum qui habent ire ad dictum concilium generale eligendorum per provincias et admittendorum per dictum dominum nostrum regem et sub condicione quod ad dictum viagium solum applicetur et non ad aliud. Ita tamen quod quicumque prelatus volens pro se ad dictum concilium ire et non fuerit electus, pro se et quota sui cleri et suorum subditorum quoad dictam mediam decimam sit immunis et eam possit recipere pro se et expensis suis, etiam auctoritale hujus consilii (*sic*).

Faverot

Item quod recipiantur IIII^{or} termini ad solvendum promissa quorum primus sit in festo Magdalene, secundus in festo sancti Martini, tertius in festo Purificationis, quartus remanebit sub dispositione diocesanorum et sui cleri, et ita est concessum me presente.

Acta Carcassone, anno Domini millesimo IIII^oXXIII die VI. Maii.

Faverot

N° 4

1424, 5 décembre; Toulouse.

Instructions des capitouls aux délégués de la ville de Toulouse aux États convoqués au Puy.

Original scellé. Toulouse, layette 33.

Siec se la humiel supplication que fan al Rey nostre sobyran senhor et a son tres excellent cossell les humels et fezels subietz, cappitols de la ciutat real de Tholosa, aguda deliberation de cossell am la plus notabla et sana partida de la gent de la dita ciutat, loqual foc tengut a sinq jorns de Desembre l'an M IIII^o XXIII en presentia dels senhors de Cappitol vielhs et novels, per laqual prosseguir et optenir et specialment per far lo comandament del Rey nostre sobyran senhor al cossell dels tres Estatz del pays de Lengadoc mandat per luy a la vila del Puey, trametem les nobles Peyre Ysalguier senhor de Clarmont, Steve Mauran, cappitols, mossenhor Bertran de Nogaret doctor en leys juge mager de Tholosa, mossenhor Guihem Peyre Pagesa cavalier ssenhor de Malvesi, Peyre Astorc ssenhor de Monbartier et Huc de Nagac senhor de Trebous, enbayssadors, ciutadas de la dita ciutat real de Tholosa.

Premierament les ditz cappitols et autres habitants de la dita ciutat de Tholosa, am tota humilitat, fezeltat, subiection et natural enclination que poden, si recomandan a la sua real magestat cum bos, fezels et naturals subietz et a la Regina nostra sobyrana dona et a mossenhor lo Dalphi losquals Nostre Ssenhor per sa sancta pietat vuelha conservar et guardar.

Item, losditz cappitols et habitans de la dita ciutat an tot jorn sobregren affection et voluntat de saber le bon estament et prosperitat deldit nostre sobyran senhor, de la Regina nostra sobyrana dona et de mossenhor lo Dalphi ayssi cum se aperte a tot fezel et natural subiet, de laqual causa los ditz enbayssadors son specialement encargatz per los ditz cappitols et habitans de la vila.

Item, los ditz supplicans demostran et continuan lor vertadieyra fezeltat, subiection et obediencia a tot lor possibilitat envers nostre sobyran senhor per le bé, honor et conservation de luy et de sa corona et a singular preservation del present pays de Lengadoc et dugat de Guiayna et per special de la ciutat de Tholosa, dizen, expausan et supplican so que s'en sec.

(1) Premierament, cum le realme de Fransa loqual Dieu per sa santa pietat ha longament preservat cum sobrefezel et catholic et bratz dreyt de sancta mayre Glieysa, en loqual ha agut reys mot savis¹ et glorieuses et belcop de devotas et benignas personas per las quals Dieu a fayt et fa tot jorn belcop de miracles et son estatz mot valeroses princeps et de sobregran strenuitat en armas, loqual durament et cruel es estat envasit per lo malvat tiran ancia enemic de la corona lo Rey de Englaterra, ayssi com es notori, don es perillh que lo present pays de Lengadoc sufferte, attendut que lo pays de Fransa et lo dugat de Guiayna an suffertat et suffertan de jorn en jorn si autrament per la sua real magestat no y es provesit, que ly placia avisar la forma et la manieyra cum lo pays de Lengadoc et dugat de Guiayna sian a luy preservatz jos la sua immediada corona.

(2) Item, cum per las guerras deldit ancia enemic de Englaterra divisions et discordias que son estadas entre los senhors de la sanc et linage de la sua real magestat et per los grans et inportables carex extraordinariis, multiplications de talhas et subcidis, debilitations et mudames de monedas que an agut a supportar et supportan de jorn en jorn lo paure poble del pays de Lengadoc et maiorment de mortallas, sterilitatz de frucz loqual es mot deppopulat et mermat de riquesas, per raso de las quals causas huna gran partida de son poble a mudat son domicile en autras terras et realmes on cessan et an cessat lasditas cargas.

— *Responsio facta est per provisiones generales factas in rotulo traddito per gentes trium Statuum*².

(3) Item, lé sia notifficat cum lo pays de Lengadoc et per special lo dugat de Guiayane et la senescalcia de Agenés, Querci et de Roerge son en mot gran tribulation per causa de guerra, la qual de jorn en jorn fan los Anglés als dit pays, losquals son en gran nombre et poyssansa et si an conquistat losditz Anglés deldit dugat plus de plassas et fortallessas dins XIII meses prosima passatz que non avian XL ans ha passatz et ayssso per causa de la petita provision et deffensa que en losditz XIII meses en sa y es estada mesa aldit dugat, jassia que l'argent de las aydas et talhas cascun an si leve, don es dopte que tot ledit dugat de Guiayna venga a total destruction et per consequent lodit pays de Lengadoc et special la senescalcia de Tholosa, laqual coviendra que fos frontieyra.

(4) Item, placia a la real magestat, am huelh de pietat et compassion, avec singular regart envers lodit pays de Lengadoc et dugat et singular-

1. Ms. : saus.

2. Un trait dans la marge de l'original indique que cette réponse vaut pour les six premiers articles.

ment a las perdas grandas de castels et vilas lasquals de pauc en sa cum dessus es dit son estadas occupadas per los ditz Anglès ancias enemix de la corona duran lo tractat, loqual per long temps es estat demenat entre los depputatz per la vostra real magestat et lo compte de Foyx.

(5) Item, cum aia plagut a la dita real magestat per lo bé del realm et conservation del present pays de Lengadoc et dugat de Guiayna ordenar son loctenent le compte de Foyx en lodit pays de Lengadoc et dugat de Guiayna et de nos far appelar en los tractatz que son estatz maneiatz per los depputatz de la dita real magestat am ledit compte sus la maneyra del servisi, de laqual causa tant humielment cum podem l'en regraciam fort, com siam certificatz de present que lodit compte a trameses sos legatz envers la dita real magestat sur las causas desus ditas et autres, ayssi cum plus a ple nos ha certificat lo baylieu de Chaumont per vostre mandament, loqual darrieyrament es partit deldit compte; si supplicam tant humelment cum podem a la dita real magestat que ly placia aver per recomandatx lesditz enbaysados et lor benignement ausir et retener lodit compte en son service quar cresem que so sera a tres grant confort et consolation de la corona et a singular preservation del pays de part dessa, en luy certiffican que segon nostre avis ledit compte ha sobregran deserier de servir la real magestat a tota poyssansa et en persona et que es mot dolent de la dita perda de castels et de vilas qui se fan de jorn en jorn en lodit ducat duran lodit tractat.

(6) Item, placia a la dita real magestat per le bé et conservation de sa senhoria et maiorment deldit pays de Lengadoc et dugat de Guiayna de provesir en tal maneyra sus le fayt de las finansas que si levan en ledit pays que de lasditas finansas si provesisca a la garda deldit pays.

(7) Item, cum per remetre la forta moneda sus, sian estatx autreiatz al Rey nostre sobyran senhor per supportar los carex de sa gerra per la gent dels tres Estatz del pays de Lengadoc doas aydas de dos ans en sa, la huna de la soma de dos cens melia liuras tornés et l'autra de cent cinquanta melia liuras tornés, per laqual causa et a las fis que fos mielhs entretegnuda fos mandat a la real magestat que certas monedas cessessen tant en lo pays de Lengadoc cum en le dugat de Guiayna, coma Figac¹, Vilafrancha² et autres contengudas plus a plé en las ditas letras, et que totas las antiquas batessan monedas d'aur et d'argent a la ley, pes et talha en las ditas letras contengudas per causa de evitar los fraus que en las ditas monedas si cometran, lasquals no batran de la ley et talhas que las antiquas coma Tholosa, Montpeylier et Sant Andrieu³, per laqual causa gran re de dampnages irreparables avenian al paure poble; et cum de present las ditas monedas abolidas batan a mendre pes et ley et talha que darrieyrament es ordenat, per laqual causa belcop de inconveniens et dampnatges s'en enseguien et son enseguitz, que ly placia per sa benigna gracia las ditas monedas d'aur et d'argent entretenir al pes, ley, talha darrieyrament per la real magestat ordenatz et far comandamens que totas las ditas monedas novelas comensadas de vint ans en sa en le pays de Fransa, del Dalphinat, de Lengadoc et dugat de Guiayna, sino que las antiquas,

1. Figeac, (Lot)

2. Villefranche-de-Rouergue, (Aveyron).

3. Villeneuve-lès-Avignon, (Gard).

cessen de ayssi en avant, lasquals aian a batre al pes, ley et talha en las ditas letras del Rey derrieyrament ordenatz et totas autras monedas lasquals seran trobadas que no sian des pes et talha dessus ditas, de contenent se aian a refondre per que non aian negun cors a las fis que tot frau cesse.

— *Provisum est per commissarios generales.*

(8) Item, cum le pays de Lengadoc, contribuen ordenariament a las talhas reals, sia mot apētissat de gens et de riquesas, al qual sia impossible de supportar lo cors de la guerra que de present es tant en le pays de Lengadoy quant en lo pays de Lengadoc et dugat de Guiayna. ensems a las cargas et despens que de jorn en jorn soffre lo pays a causa de extraordinariis despens meses per la real magestat quant en multiplication de officiers et autras cargas extraordinarias que son a cascun notorias, que li placia de relevar lodit pays de las ditas cargas inportablas per que plus leugeyrament pueca subvenir als frays de las ditas guerras.

— *Ut supra.*

(9) Item, sia autreiada licencia per la sua real magestat que tota persona pueca trayre totas mercadarias del realme de Fransa per portar als autres realmes per que aur et argent et totas autras monedas dels autres realmes sian portatz en aquest, exeptatz de blatz, de vis et de bestias.

— *Ut supra in rotulo principali.*

(10) Item, sia autreiada abolition general a tota persona que aura mercadeiat, vendut, comprat o cambiat ses licencia o servit en libres o fay scriure per notaris lo temps passat entro al jorn d'uey totas monedas d'aur o d'argent o donat major pretz en aquelas monedas que lo Rey no y dona cors, venens contra las inhibitions faytas per lo Rey nostre sobyran senhor d'ayssi entras et non remens als notaris que sus ayssó instrumens auran rettengutz.

— *Ut supra.*

(11) Item, cum diverses merchans, strangiés et autres, cronpen draps, olis, mels et autres mercadarias et viures et fazens autres contraytz et negocis diverses, per so porten monedas d'aur et d'argent diverses, que sia legut a pendre aquelas al for que acordaran las partidas ses neguna repprehasion.

— *Ut supra.*

(12) Item, com los thesauriés del Rey nostre sobyran senhor demandon reyrecaptes dels fivatiés sieus per la mort del Rey, a tres grans dampnages delsditz fivatiés, ly placia de far comandament alsditz thesauriés que d'ayssi en avant cessen a demandar lesditz reyrecaptes attendut que jamays la corona non mor.

— *Nihil quia domanium regis.*

(13) Item, sia fayta prohibition et deffensa a totz merchans del realme que non ausen anar per causa de mercadeiar ni mercadarias portar a las fleyras de Avinho per so que las fleyras del present pays de Lengadoc no si perdan.

— *Concessum est in rotulo generali.*

(14) Item, que tota persona pueca merchandar a totas monedas que la real magestat fera batre en son pays et auran cors, provesit que los vendedors o autres contraytz fazens sian tengutz de pendre per l'aur de moneda blanca que correra al pretz que aura cors.

— *Ut supra.*

(15) Item, que las gens d'armas ordenadas a la deffensa dedit pays sian pagadas de so que lor sera promes per lors gatges per so que non sian occasion de raubar ni pilhar lo pays de Lengadoc ayssi com an fayt de pauc de temps en sa, alsquals sia fayta deffensa sus grandas penas que non aian a raubar ni pilhar lodit pays.

— *Ut supra.*

(16) Item, cum los abitans et ciutadas de la dita ciutat et borc de Tholosa, per los privileges a lor autreiatz per les comptes de Tholosa d'ayssi entras de bona memoria et conferinatx per los reys d'ayssi entras de Fransa, puecan et deian anar et retornar per lodit comptat tant per terra quant per ayga am mercadarias et autrement ses pagar leuda ni peatge ni autre carg, del qual privilegii losditz ciutadas an usat per tant de temps que no es memoria del contrari et ayssó nonobstant cum per la partida del procurayre del Rey aia aguda playdaria contra losditz ciutadas en la cort del Senescalc de Tholosa, comissari special deputat par lo Rey ad ausir la dita causa, loqual procurayre affermava le contrari; de laqual causa, partidas ausidas en lors rasos, sia donada sentencia ad utilitat del sindic de la dita ciutat per mos-senhor Peyre Fornier, licenciat en decretz, juge de Verdu¹, de laqual sentencia ledit procurayre si apelet a la cort de Parlament a Paris on a demorat per long temps indesisa: et cum per la cort de Parlament de Tholosa sia donada ordenansa que lesditz ciutadas, per maniera de provision, enportan mercadarias fors la vila de Tholosa aian a pagar leuda o peatge, no en retornan a la dita ciutat, laqual en a tres gran dampnatge et infraccion de privilegiis delsditz ciutadas, per so supplicam aldit nostre sobyran senhor de confermar la dita sentencia donada per lodit juge de Verdu nonobstant la dita ordenansa per la dita cort de Parlament donada et enpausar silensi aldit procurayre del Rey que d'ayssi en avant cessar de prosseguir la dita playdaria.

— *Mandetur curie quod, vocato evocando procuratore regio, se informet de comodo et incomodo et provideant aut regi referant cum advisamentis.*

(17) Item, cum alsditz supplicans, per privileges d'ayssi entras autreiatz per lo Rey nostre sobyran senhor, se apertenga le emolument de l'enquant de las causas movablas que si vendon a l'enquant public de Tholosa tant en cort quant fora cort, exeptat de las causas fiscals o que per les deutes fiscals si vendon et ledit emolument aian acostumat de arrendar cascun an a la utilitat de la dita ciutat de tant de temps en sa que non es memoria del contrari et so non obstant, Jaques de Corselas, thesaurier del Rey de Tholosa, am lo procurayre del Rey, se sia efforsat de empachar losditz supplicans en las causas dessus ditas, de laqual causa lo sindic de la dita ciutat s'es apelat, long temps a passat, a la cort de Parlament a Paris, en laqual reman la causa indecisa; per so supplican a la sua real magestat que ly placia de confermar lodit privilege et enpausar silenci perpetual als ditz procurayre et thesaurier et a lor far inhibicion et a totz autres justiciés et officiés que los ditz supplicans d'aras avant non aian a enquetar ni vexar en las causas dessus ditas.

(18) Item, cum la ciutat de Tholosa aia estat acisa al nombre de miel focx al temps que era mot populosa et habundant en noblesse et riquesse, de present sia mot fort deppopulada et appetissada et en

1. Verdun-sur-Garonne, arr. Castelsarrazin, (Tarn-et-Garonne).

mot petit estat, segon que apar per las enformations faytas per certa comissari depputat per mandament del Rey nostre sobiran senhor Charles, de bona memoria passat, per lasquals appar que la dita ciutat es amerada entro al nombre de III^e L focx o alviro, per so supplican a la real magestat que ly placia ar redresar ledit nombre de fox de la dita ciutat de Tholosa al nombre que per las ditas informations appar clarament, attendut que las autras ciutatz et vilas del dit pays de Lengadoc son estadas mot grandament repparadas, per evitar belcop de dampnages lesquals soffre de jorn en jorn demoran aldit nombre et autres inconveniens et donar provecion segura a la dita vila et ciutat que no sia tostems cargada del dit nombre de miel focx.

— *Nihil ad presens et fiet in revisione generali.*

(19) Item, cum aia plagut al Rey nostre sobyran ssenhor, per la vetz regent lo realme, en son novel avenement d'aquest pays, ordenar que les bes dels criminoses per les jutges condempnatz de la dita ciutat de Tholosa no sian confiscatz, sino tant solament en les cases permeses de dreyt et sobre ayssó aia autreiadas als ditz ciutadas ses benignas letras, jassia que en la dita ciutat sia estat observat le contrari, a la exequcion de lasquals le procurayre del Rey s'es oppausat en la cort del Senescal de Tholosa, en laqual pen playderia entre lodit procurayre del Rey et lo sindic de la vila, que ly placia per sa benigna gracia confermar la dita gracia als ditz supplicans et enpausar silenci perpetual aldit procurayre del Rey et inhibir et a totz autres justiciers et officiers que les ditz supplicans non aian enpachat a la exequcion de las causas dessus ditas.

— *...provideat... ut supra*¹.

(20) Item, cum per les privileges del Rey Phelip, de bona memoria, a la dita ciutat de Tholosa autreaitz, s'apertenga la conoyssensa als capitols de la dita ciutat de totz los crimis comeses en la dita ciutat, bore, gardiage et vigueria de Tholosa, exeptat dels officiés del Rey et de las personas ecclesiasticas, et, so nonobstant, lo senescal et viguier de Tholosa occupan la conoyssensa de alcus privat, losquals delinquissen en las personas dels officiers del Rey o de lor familia en ayssó fazen contra lodit privilege, per so supplican a la real magestat que ly placia per sa benigna gracia de confermar lodit privilege et mandar aldit senescal et viguier que de tals personas privadas delinquens en la personas que dessus non aian a enpachar losditz cappitols alsquals volem et declaram apertenir la conoyssensa delsditz criminoses.

— *Ut supra in proximo articulo.*

(21) Item, cum les cappitols de Tholosa et lors predecessors de tant de temps que no es memoria del contrari, sian en pocession et saysina de crear et ordenar notariis publix alsquals hom a acostumat a donar fé coma a persona publica et als instrumens o processses per lor faytz, que ly placia de aver per agradable lodit usatge et, quant que seria necessari, autreiar sus ayssó privilege als ditz cappitols et ciutadas et mandar a totz autres justiciers et officiers que als ditz instrumens o processses o autras causas appertenens a notari, faytz per les que son estatz creatz o se crearan d'ayssi en avant per les ditz cappitols, sia donada et ajustada fe ayssi cum per la sua real magestat fossan estatz creatz.

— *Fiat enquisito per curiam vocatis vocandis aut...*¹.

1. Déchirure de la marge.

(22) Item, cum les ditz cappitols sian jurisdiction ordenaria et sagel a las rigors del qual belcop de gens si obligan de jorn en jorn, de las quals rigors no esta ferm per scriptura publica sino tant solament per usatge, per raso de lasquals causas nayssen de jorn belcop de playdarias, que ly placia de mandar et cometre al jutge mager et d'apels de Tholosa et a cascun de lor que els se aian enformar diligentament de las rigors deldit sagel am gens dignas de fe et, fayta deguda enformation, las fassan metre en forma publica et autentica per evitar belcop de playdarias que per lo temps a venir poyrian naysser et mandar de part la dita real magestat a totz justiciés et officiés que las ditas rigors tengan et fassan tener diligemment de punt en punt.

— ...¹.

(23) Item, cum les ditz cappitols aian alcun nombre de sirvens delsquals alcus notaris et autres officiés del Rey recusan a pendre lors relations o reportz quant los mandamens parten de las cortz reals de Tholosa, jassi ayssó que les ditz cappitols aian lo exercice de la justicia per la dita real magestat, per so supplican que ly placia de far comandament a totz officiés et justiciés et notaris de la real magestat que layssen et permetten alsditz sirvens delsditz senhors de Cappitol far citations, exequutions et pendre las relations de totz autres mandamens, suppausat que portan de las ditas cortz reals ayssi cum als servens del Rey fan tot jorn nonobstant totas letras per la real magestat alsditz servens autreiadas.

— *Nihil*.

(24) Item, cum per actoritat real losditz cappitols an acostumat de long temps en sa levar et exegir una ayda appellat lo soquet del vi d'aquels que vendon vi a taverna, qu'es la quarta part del pres delsditz vis, per convertir a las reparacions de las muralhas et autras necessitatatz de la vila, laqual ayda deu fenir en breu de temps, per so placia a la dita real magestat autreiar alsditz supplicans que els puscan exegir et levar la dita ayda deldit soquet per la forma et maneyre que de present la levan et l'an acostumat de levar et ayssó per tostemps d'ayssi en avant per cause de convertir a las reparacions de las ditas muralhas et autras necessitatatz de la vila.

— ...¹.

(25) Item, cum la ciutat de Tholosa sia assietada pres de diverses realmes et comptatz, cum del realme d'Arago, de Navarra, Bearn, Foix, Armanhac et autras terras et senhories dels quals venen belcop de merchans per causa de merchandar portans diversas monedas d'aur et d'argent, que sia legut alsditz supplicans pendre de las ditas monedas al for que las partidas acordaran ses deguna repprehensio.

— *Responsum in generali rotulo*.

(26) Item, cum a la dita ciutat de Tholosa aian tant solament hun pont appellat le Pont Nou, alias de la Daurada, loqual es mot dirruit et perilhos, sia autreiat als ditz cappitols de Tholosa que puscan metre barra per la reparacion deldit pont sobre tota persona estrangiera que passara am bestials cargadas de mercadarias, so es que aian a pagar carta causa per carga, laqual barra se pueca arrendar per losditz cappitols cascun an per convertir a la reparacion deldit pont.

— *Declarent tributum particulare et rex providebit*.

(27) Item, cum per las mortalhas et pestilencias, guerras et talhas et autras causas que son estadas al temps passat, la ciutat de Tholosa sia estada deppopulada, et maiormment en las partidas de borce, per

1. Déchirure de la marge.

las tres partz del poble o alviro et quasi fayt inhabitable, supplican tant humielment cum poden losditz supplicans a la dita real magestat que per sa benigna gracia le placia autreiar privileges a totz aquels que vendran habitar an lodit borc de Tholosa que no sian de la terra del Rey immediada, aytals cum son acostumatx de donar a las novelas bastidas, laqual causa ly placia a cometre aldit jutge mager et jutge dels appels de Tholosa et a cascun de lor se enformer de las causas dessus ditas, aian a far gausir lodit borc delsditz privileges per mandament de la dita real magestat.

— *Nihil pro presenti.*

(28) Item, cum lodit pont sia mot flac et perilhos, coma dit es tant que carreta cargada non pot ni non gause passar, que placia a la dita real magestat autreiar alsditz supplicans que entro tan puscan tener nau sus le flum de Garona per passar las ditas carretas et aquel prof-fieyt puescan arrendar per convertir a la repparation deldit pont entro que ledit pont sia reparat.

— *Nihil quia est pedagium novum.*

(29) Item, placia aldit nostre sobyran senhor de confermar alsditz supplicans totz les privileges, libertatz et franquesas d'ayssi entras autreiatz tant per les comptes de Tholosa d'ayssi entras passatz de bona memoria quant per les reys de Fransa et per special los que fogen autreiatz per le Rey Sant Loys.

— *Factum est.*

(30) Item, le placia per sa benigna gracia de ostar lo carc novelament mes sus la sal.

— *Responsum in rotulo generali.*

(31) Item, le placia per sa benigna gracia donar alsditz supplicans per lo terme de dotse ans huna blancha petita sobre cascun quintal de sal que intrara en Tholosa per causa de las repparations dels pons et de las muralhas de la dita ciutat lasquals son en gran ruyna.

— *Loquetur cum commissariis et eis providebitur.*

(32) Item, le placia de ordenar quant guerra sera al pays de part dessa que los gentialshomes del pays sian a gatges, attendut que a lor apperte melhor la deffense del pays que als autres strangiés et que les trobaria hom plus tost prestz.

— *Ita fiet.*

(33) Item, cum lo compte d'Armanhac no cesse a demandar a la vila de Tholosa la soma de nou melis motos d'aur a causa del frays per luy fayt a la conquesta del castel et vila de La Reula, jassia que la ciutat non sia tenguda, assy cum plus ap ple d'autras vetz n'an certificada la vostra real magestat, le placia far en tal manieyra que la dita soma de IX^m motos d'aur lodit compte sia contentat, attendut que per vostra benigna gracia per vostras letras nos aiatz notificat que la vostra ententa es de luy contentar et de nos guirentar, ayssi cum plus a ple en aquelas es contengut, de las quals tant cum toca lodit article vos trametem la copia corregida et tabelhonada.

— *Provisum est per regem.*

(34) Item, cum aia plagut a la sua real magestat donar et remetre a la ciutat de Tholosa la soma de tres melha liuras tornés per la dita ciutat deguda per resta de lor cota del subcida autreiat l'an MIIII^e XXIII en los mes de May al borc de Carcassona ayssi cum appar plus a ple per sas letras lasquals Alexandre Le Bossier et Johan de la Barre

an reffudat a metre a exequion, donan sentencia contra la partida de la vila, no ausida en sas justifications a la prosseguion de alcus merchans et autres pretendantz estre assignatz sus lesditz III^m ll. t. per causa de certan bilho, loqual dison aver portat a la moneda de Tholosa assi cum plus a ple derrieyrament avem certificcat la dita real magestat per le noble Peyre Ramon d'Aurival, ciutada nostre, lasquals segon que avem entendut novalement per vostras letras clausas lor aiatz comandat que las ditas letras aguessan metre a deguda exequion nonobstant las ditas assignations, losquals Alexandre Le Bossier, Johan de la Barre son encaras reffudans per que supplican a la dita real magestat que ly placia lodit do confermar et far comandament als ditz comeses que l'aian a metre a deguda exequion et nonobstant las ditas assignations, et en otra que los assignatz delsquals appara als ditz comeses que sia degut, per que no aian causa de querelar, sian d'autra part contentas.

— + *Iterum mandabitur commissariis.*

(35) Item, placia a la real magestat aver per recomandatz lo senescalq et viguier de Tholosa delsquals en special nos et la bona gen de la vila nos tenem per contens.

(36) Item, placia a la sua real magestat et clementia autreiar ias causas dessus ditas alsditz supplicans per la conservacion de luy et de sa senhoria et singularment del pays de Lengadoc et dugat de Guiayna et per special de la dita ciutat nostra de Tholosa et nos et la ciutat et losditz enbayssadors aver per recomandatz et lor benignament ausir et breument expedir et retenir en sa benigna gracia cum sos verays et naturals subietz.

— *Au dos.* — La cresensa tramesa sagelada o suplication al Rey nostre sobira senhor al Puey a cosel dells tres Statz, mossenhor Peyre Isalguier, Steve Mauran, capitols, mossenhor lo juge mage, mossenhor Guilhem Peyre Pagessa, mossenhor Peyre Astorc, mossenhor Huc de Naghac.

N° 5

1439

Le pape Eugène IV félicite les États de Languedoc de leur attitude à l'égard du Concile de Bâle.

Copie xv^e s., Arch. vaticanes, Reg. vat. 359, f 104; publié : Rinaldi, *Annales ecclésiastiques*; t. IX, p. 312.

Venerabilibus fratribus et dilectis filiis tribus Statibus patrie Lingue Auxitane, salutem etc. Benedictus sit Deus, filii devotissimi, qui vobis inspiravit spiritum veritatis et sincere fidei ac devotionis quam verbo et opere ostenditis erga sanctam sedem apostolicam et nos, vicarium licet immeritum Christi. Nihil enim preclarius, nihil laudabilius, nihil Deo acceptius aut gloriosius a vobis fieri potuit quam ut hortaremini veris ac sanctis rationibus carissimum in Christo filium nostrum Carolum regem Francorum illustrem ut conservaret apostolicam sedem in unione et dignitate consueta utque resisteret scismati et scandalis que quotidie fabricantur per reprobam et Deo odibilem Basiliensem congregationem, qui nihil agunt aliud, nihil cogitant, nisi de dividenda ecclesia et oppressione nostra sed resistet Altissimus illorum superbie et iniquitati et ecclesiam suam sanctam per vestras et aliorum fidelium preces et opera liberabit de manibus operantium iniquitatem. Per-

mittit enim Deus naviculam Petri diversis fluctibus agitari ut, eo modo, qui probati sunt manifesti fiant. Magnam profecto laudem et commendationem apud omnes fides (*sic*) Christi, qui tanto fervore fidei pro nostra et dicte sedis defensione tam bonum opus operati estis. Et, licet existimemus virtutem et fidem prefati regis esse tantam quod omnia acturus sit que spectant ad laudem Dei et salutem sue anime quodque non deviauit a suorum predecessorum vestigiis, qui semper summos pontifices et romanam ecclesiam aliarum omnium matrem pacis vinculo honorarunt, tamen preces vestre apud illum tam sancte, tam juste, maximum pondus habebunt et plurimum fructum afferent ad confirmandum animum suum in bona dispositione in qua semper fuit. Perseverate igitur, filii, cum nostra benedictione, in vestra bona voluntate, nam Deus pro nobis retribuet vestre caritati quam infudit in animis vestris. Nos quoque erimus semper prompti ad omnia que concernant vestram tam corporis quam animarum salutem. Datum Florentie etc. quinto nonas junii anno nono¹.

N° 6

1443, 3 mai; Montpellier.

Les commissaires du Roi s'engagent à faire délivrer par la Chancellerie royale les lettres patentes ratifiant la promesse par eux faite d'imputer sur la première année de l'équivalent qui sera prochainement levé en Languedoc le prêt de 40.000 l. t. consenti au Roi par les États.

Vidimus de Thierry Le Conte, gouverneur de Montpellier, du 13 mai 1443, Pezenas, armoire B, layette 3, liasse 3, charte 12.

Nous, Tanguy du Chastel, chambellan Jehan de Jambes, premier maistre d'hostel, chevallier, Jacques Cueur, argentier et Estienne de Cambray, conseilliers du Roy nostre sire et commis par luy de assister à l'assemblée des troys Estaz de ce présent pays de Languedoc ou moys d'Avril derrenier passé. Comme les ambaxeurs dudit pays naguères envoyés devers ledit seigneur, entre autres choses, luy aient supplié qu'il luy plaise abatre les imposicions ayant cours à présent en icelluy pays et offert en récompensacion d'icelluy la somme de IIII^{xx} M. l. t. par an selon le contenu es articles et en la responce sur ce faicte par le Roy nostre dit seigneur; sur quoy icelluy seigneur leur ait fait respondre qu'il estoit content qu'ils s'assemblassent et advissassent manière de mectre sus la dicte somme à moindre charge de son dit pays et luy rapportassent leurs advis sur ce, lesquelz s'ilz estoient telz comme dit est, il seroit content de prendre la dicte récompensacion et que pour ces dictes affaires lesdits Estaz lui feissent prestement finance de la somme de XL M. l. t., laquelle leur seroit rebatue sur la dicte récompensacion de IIII^{xx} M. l. t. se il l'accepte et sur la première année ou sur la première taille ou aide qui se mectra sus oudit pays seurement et sans faulte et leur en bailleroit ses lectres necessaires et soit ainsi que iceulx gens des troys Estaz assembléz en ceste ville de Montpellier aient fait finance audit seigneur de la dicte somme de XL M. l. t. et icelle baillée comptent a maistre Estienne Petit son trésorier ou commis a la recepte générale dudit pays de Languedoc par

1. La date de cette lettre fait difficulté car le 5 des nones de juin est le jour des calendes. Faut-il corriger *quinto* en *quarto* (2 juin) ou *junii* en *julii* (3 juillet)?

manière de prest a recouvrer par ledit pays sur la dicte somme de IIII^{xx} M. l. t. ou sur la dicte première taille comme dit est, promectons en nostre bonne foy faire avoir et bailler dedans le premier jour d'Aoust prouchain venant ausdits Estaz pour le récompensement de la dicte somme de XL M. l. t. le (*sic*) lectre du Roy nostre sire en la forme et teneur qui s'ensuit :

Charles, par la grace de Dieu Roy de France, a tous ceulx qui ces presentes lectres verront salut. Comme les ambaxeurs des gens des troys Estaz de nostre pays de Languedoc nagueres assembléz devers nous en nostre ville de Tholozé nous ayant trez instamment supplié et requis pour obvier aux charges, aux pressions et exécutions et autres grans et comme importables vexacions que noz subgiés dudit pays de Languedoc ont chacun jour a supporter a l'occasion des aides qui y ont cours de par nous pour le fait de la guerre, il nous pleust les dictes aides abatre et mettre sus moyennant la somme de IIII^{xx} M l. t. qu'ilz nous ont promises lever et faire venir ens par an ainsi que est contenu es articles baillés par nostre dit pays et responce sur ce faict, franchement et quictement, sans ce qu'il nous soit besoing faire pour ce aucune despence, laquelle chose ayans regart a ce que dit est et la dicte somme de IIII^{xx} M l. t. venant ens nectement nous reviendra a aussi grant somme comme faisoit la revenue des dictes aides et pour eschever les inconveniens dessus dits, leur avons octroyée et accordée, parmy ce qu'ilz nous ont avancié et fait finance de la dicte somme de XL M l. t. pour convertir en noz affaires, savoir faisons que nous, voulans a la cause dessus dicte lesditz gens des troys Estaz dudit pays estre asseurez du recouvrement de la dicte somme de XL M l. t. a nous par eux prestée, ainsi que dit est, avons promis et promectons en bone foy et en parole de Roy par ces presentes que la dicte somme de XL M l. t. ferons deduire et rabatre ausdits gens des troys Estaz sur la dicte somme de IIII^{xx} M l. t. qu'ilz nous ont promise paier, comme dessus est dit, au lieu desdictes aydes, c'est assavoir en l'année prouchain venant ou cas que iceulx aydes n'auroient plus cours audit pays, ou la leur faire rendre et restituer des deniers de la première taille ou ayde qui nous sera octroyé et accordé audit pays de Languedoc sans aucune faulte ou rompture et voulons que au vidimus des presentes fait soubz seel royal pleine foy soit adjoustée comme a ce present original. En tesmoing de ce, etc. donné, etc.

En tesmoing de ce nous avons signé de noz mains et mis noz signets a ces presentes et icelles faictes signer du seing manuel de moy Jehan Pasquot, secrétaire du Roy nostre sire, le troisième jour de May l'an mil CCCC quarante et troys, J. de Jambes, E. Cambray, J. Pasquot.

N° 7

1443, 15 octobre; Montpellier.

Articles des États de Languedoc sur la manière de lever l'équivalent aux aides qui vient d'être institué.

Vidimus de Thierry le Conte, gouverneur de Montpellier, du 7 novembre 1443. Tarn, E 711, f. XXXIII.

Copie xviii^e siècle. Hérault A 46, f. I.

S'ensuit l'avis fait par les gens des troys Estatz du pais de Languedoc pour asseoir, cueillir et lever la somme de quatre vingt mil

livres tournois accordéz par leurs ambassadeurs avec le Roy nostre sire en recompensation des impositions de douze deniers, de la foraine de six deniers pour livre et du huitiesme du vin courans a present audit pays.

1. — Premièrement, les gens des trois Estatz dudit pais de Languedoc assembléz par le mandement et autorité du Roy nostre sire a Montpellier en ce mois d'Avril mil quatre cent quarante trois comptans de l'Incarnation de Nostre Seigneur Jesus Christ, ouy le rapport de leurs ambassadeurs envoyéz nagueres devers ledit seigneur de par ledit pais pour les causes contenues es instructions baillées a iceux ambassadeurs a Besiers a l'assemblée desdits trois Estatz la tenue au mois d'Octobre passé; remercient tres humblement et devotement ledit seigneur du bon vouloir et plaisir qu'il a a la descharge et soulagement de sondit pais de Languedoc et des habitans d'icelluy et les garder et relever des charges et oppressions qu'ils souffrent et ont souffert longtemps, tant par lesdites impositions ou aides, par les fougages ou tailles comme par les commissions extraordinaires soubz couleur de reformation et autrement et par les officiers d'iceluy seigneur audit pays, le remercient aussy de la cour de Parlement qu'il a octroyé audit pays luy suppliant en toute subjection et humilité qu'il luy plaise ainsin le faire et executer, continuer et perseverer de mieux en mieux a l'honneur de Dieu, gloire et exaltation de son tres haut nom et magnificence de son règne et couronne, proffit, relevement¹ et entretenement de sondit pais et subjetz.

2. — Et pour ce qu'apres que de par ledit seigneur eut esté dits et remontrez ausdits ambassadeurs les charges et despenses qu'il a a soutenir et porter continuellement pour la deffence et conservation de ses serviteurs et sujets, obstans lesquelz ne luy est bonnement possible de descharger a present sondit pais de Languedoc des susdites impositions et huitiesme de vin ainsin que luy a esté requis et supplié, sans avoir² autre aide/ d'iceluy pour employer a la deffense et garde des susdits; apres plusieurs parolles et ouvertures faites entre messieurs du Conseil dudit seigneur et les ambassadeurs desditz, par iceux ambassadeurs a esté offert que tout ledit pays d'icy a trois ans fera au Roy la somme de quatre vingt mil livres francs ou lieu des impositions et icelle somme le pais mettra sur les habitans d'iceluy par autre maniere que par taille ou fougage et faire lever et cueillir par ses commis et deputéz par lettres et autorité dudit seigneur et bailler a son thresorier en Languedoc a quatre termes par chacun an d'icy a trois ans; et de par iceluy seigneur ait esté respondu qu'il estoit content que les dits Estatz s'assemblassent et avissassent la maniere comment il pourroit avoir seurement ladite somme de quatre vingt mil livres a moindre charge que ne sont lesdites impositions et luy rapportent ce qu'ilz auroient avisé et si leurs avis sont telz comme dit est, il sera content de prendre ladite recompensation, lesditz gens des trois Estatz assembléz comme dessus ont avizé entre eux mettre sus, lever et bailler audit seigneur ou a son thresorier en son pais de Languedoc la somme de quatre vingt mil livres avec les formes et manieres et conditions et pour les causes et considerations qui s'ensuivent.

3. — Et premierement, supplient audit seigneur tres humblement et devotement, comme vrais et loyautz sujets a leur prince et seigneur naturel et souverain, qu'il luy plaise avoir egard et consideration a

1. *Ms* : renevement.

2. *Le manuscrit porte* : esté, qui est à supprimer.

la pauvreté et desolation dudit pais, lequel depuis le cours desdites impositions et a l'occasion d'icelles est tres fort diminué, depeuplé et comme tout apauvry, venu a neant pour la cessation de la marchandise tant des marchandz estrangers qui ont cessé a venir audit pays pour la charge desdites impositions et les dureté et rigueurs qu'ils ont trouvées en ceux qui les ont levées ez foirez, marchéz et ailleurs, comme aussy des marchandz du pais qui se retrayent et laissent de continuer la marchandise pour les causes dessus dites et pour la grande vuideance du peuple et habitans dudit pais qui se sont transportéz ez autres seigneuries voisines, tellement que plusieurs lieux sont demeuréz inhabitéz du tout, les autres tres fort diminuéz et est vraysemblable que si les dites impositions duroient ledit pais tomberoit bref en totale destruction ainsy que a esté dit et remontré audit seigneur et a messieurs de son Conseil.

4. — Et pour ce que l'abondance du peuple et des sujets et frequentation des marchandz et marchandises sont les principales causes du bon estat et prosperité de chacun pais et par special du pays de Languedoc, considéré la scituation d'iceluy et les terres et seigneuries voisines et confrontans et les manieres, conditions et gouvernement d'icelles, lesdits gens des trois Estatz, a mettre sus et imposer ladite somme de quatre vingt mil francz au lieu desdites impositions accordées avec ledit seigneur a tout leur pouvoir ont entendu et déchargé le peuple en fin d'entretenir celuy qui est demeuré audit pais et rapeler celuy qui s'en est party et aussy la marchandise et les marchands pour les affaires a continuer le pais comme ilz souloient et mieux mement, attendu la charge qui est ja sur lesdites marchandises tant d'entrées que d'issues, comme des marques et contremarques de Gennes et de Catalogne et autres droitz qui reviennent a dix pour cent ou environ, qui est grande charge, ont entendu aussy a leur pouvoir et mettre sus ladite somme de quatre vingt mil francz par maniere que chascun y contribue comme faisoit ausdites impositions et qui plus aura, plus payera au moins de grief sur chascun qu'ils ont peu aviser et, apres plusieurs deliberations et conseilz eux entr'eux et avec gens a ce connoissans, ont avizé de mettre et imposer, cueillir et lever sur toute la chair et poisson qui se vendra en detail audit pais ou quelque terre que ce soit, soit dudit seigneur ou d'autre, ez boucheries ou mazels et ez poissonneries d'iceluy ou ailleurs, de quelque personne que soient lesdites chair et poisson et de quelque estat ou condition que la personne soit, en la forme et maniere que s'ensuit.

5. — C'est a scavoir : sur chacun mouton qui sera vendu comme dit est, deux solz six deniers tournois, comptant et prenant deux brebis pour un mouton, deux agnaux semblablement pour un mouton et deux chevres pareillement ainsy; sur chacune brebis ou chevre onze deniers tournois et autant sur chaque agnel; sur un bouc ou castrat deux solz tournois et sur chacun chevrau vendu comme dessus douze deniers tournois; item sur chacun bœuf ou grosse vache dix solz tournois, sur chacune biove ou petite vache sept solz six deniers; pour chacun veau quatre solz tournois; item sur chacun porc fraiz vendu comme dessus cinq solz tournois; item sur chacun porc salé vendu en détail ou en gros six solz tournois; item sur chacun quintal de poisson fraiz vendu comme dessus deux solz six deniers tournois et si moins y a de quintal sera tenu le vendeur a la raison du sol et livre de ce qu'il aura vendu; item semblablement sur chacun quintal de poisson salé vendu en detail et en gros deux solz six deniers tournois et sy moins y a de quintal sera tenu le vendeur a la raison comme dessus.

6. — Item et, pour ce que sur lesdites chair et poisson aucunes villes dudit pais, comme l'on dit, ont aucuns droits pour les reparations de leurs murailles ou autres necessitez, ont avizé que lesdits droits pour le tempz de ladite recompence cesseront en mettant iceluy impost affin qu'il n'y ayt trop grande charge et supplient lesdits Estatz au Roy nostre sire qu'il luy plaise convertir et octroyer auxdites villes sur autres choses iceux droits pour recompenser icelles a la moindre charge des habitans et des consantement et aveu d'iceux et de ce feront poursuite devers le Roy ceux qui y iroient pour cette cause.

7. — Item, pour ce que quand lesdites impositions de douze deniers et la foraine de six deniers pour livre et huitiesme du vin feurent dernièrement octroyées au Roy et consenties par le pais l'an mil quatre cens trente sept a Montpellier, il fut dix expressement et accordé par le Roy que, moyennant lesdites impositions, toutes autres charges qui estoient sur les marchandises seroient abatues et n'en seroient aucunes autres mises sus de nouvel, lesquelles choses nonobstant, ont esté depuis mises sur les marchandises plusieurs et diverses autres charges, c'est a scavoir : a cause de la pacification de la marque des Genevois trois deniers pour livre sur toute marchandises qui passeroient ou entreroient au royaume, excepté d'Aragon et Catalogne, et a cause de la pacification des marques de Catalogne et Aragon cinq deniers pour livre et, autre plus, a esté mis sus un gros pour un chacun cestier de bled ou cinq solz tournois sur chacune somade de bled qui monte a raison de trente deniers pour livre et aussy, comme l'on dit, trente solz tournois sur chacun muid de vin qui seroit porté hors du royaume, jaçoit ce que expressement, quand lesdites impositions furent mises sus, la pareille charge qui estoit sur le bled et sur le vin eut esté des lors abatues (*sic*) et dit et accordé expressement qu'il n'en y auroit plus; lesquelles choses considerées et aussy que la recompensation de quatre vingt mil livres que le pais dispose faire affin que lesdites impositions soient abatues montera beaucoup plus et sera de plus grand profit que n'estoient lesdites impositions, supplient tres humblement lesdits gens des trois Estatz du pais de Languedoc qu'il plaise au Roy, en entretenant ce que par luy feut accordé au pais comme dit est, faire abatre ledit impost d'un gros pour cestier et de trente solz tournois pour muid de vin et aussy que lesdits cinq deniers pour livre mis sus nouvellement pour la pacification des marques de Catalogne et Aragon soient reduit a trois deniers pour livre tant seulement et ne permettre que doresnavant telles et pareilles charges soient mises sus sans le consentement du pais.

8. — Item, et pour lever, cueillir et bailler ladite somme de quatre vingt mil livres au thresorier d'iceluy seigneur, ont avizé la forme et maniere qui s'ensuit :

9. — Premièrement, chacune cité, ville ou lieu dudit pais ou se vendra chair ou poisson, comme dit est, levera a ses depens et perilz ledit droit et sur ceux qui en icelles vendront ladite chair et poisson et de ce faire ou faire faire auront la charge les consuls, scindiez ou autres ayans l'administration d'icelles citéz, villes et lieux.

10. — Item, en chacune dioceze dudit pais, la cité ou ville a laquelle¹ est le siege principal des esleus d'iceluy dioceze sur le fait des impositions a present courans, aura la charge de faire recevoir a ses despens

1. *Le manuscrit porte ici appartiennent, qui est à supprimer; l'original portait à présent (Tarn, E 711, f. XXXV).*

et perilz, chacun an, par le clavaire, receveur et thresorier de la communauté d'icelle ledit droit de toutes les autres villes et lieux du diocese et les consulz, scindicz et autres gens ayans l'administration d'icelles villes et lieux seront tenus de luy faire bailler et porter audit thresorier, clavaire ou receveur, franchement et nettement chacun mois, avec certification des consulz ou autres qui auront l'administration d'iceux lieux et villes signéz du notaire ou personne autentique de ce que aura vallu iceluy droit pour le mois.

11. — Item, pour ce qui est entre les gens d'Eglise et nobles de Vellay, d'une part, et la ville du Puy, d'autre, a aucuns debatz et questions, lesdits gens d'Eglise et nobles et la ville s'assembleront pour accorder de receveur pour tout le diocese du Puy et s'ilz auront pour le receveur ou clavaire de la communauté de la ville le recoive sera aux despens et perils d'icelle comme dit est des autres citéz et villes et si autres y mettent sera aux despens et perilz d'eux ensemble quy y mettront et nommeront.

12. — Item, en chacune seneschaussée aura un marchand ou bourgeois ou autre demeurant en ladite seneschaussée tel que les conservateurs de la seneschaussée dessous escrits avizeront pour le bien dudit pais, lequel recevra de trois mois en trois mois et baillera sa cedulle auxdits clavaires, receveurs ou thresoriers dessusditz et aura iceluy receveur pour ses charges et chevauchées deux cens cinq livres tournois seulement par an et sera tenu d'aller aux citéz ou villes des dioceses de la seneschaussée pour recevoir l'argent, sans ce que leur soit baillé pour voyage, chevauchées, quittances ni autrement aucune chose sinon tant seulement sesdits gages et donnera ledit bonnes fermances et cautions aux susdits conservateurs.

13. — Item, par lesdits Estatz seront ordonnéz en chacune seneschaussée quatre personages de tous estatz, c'est a scavoir un d'Eglise, un noble et deux de l'estat commun, lesquelz seront conservateurs dudit droit et seront tenus d'eux assembler pour cette premiere année en un certain lieu, c'est a scavoir chacun desdits quatre personages en la seneschaussée au bout de trois mois que le droit commencera et sera mis sus et le bourgeois, marchand ou autre commis a recevoir des dioceses de la seneschaussée sera tenu soy assembler avec lesdits conservateurs et apporter les estatz de chaque diocese signéz par les consulz ou capitoulz et de ce que aura valu ledit droit de tous les trois mois.

14. — Item, lesdits conservateurs, veu qu'ils auront l'estat de toute la seneschaussée, feront bailler au thresorier general ou a celuy ou ceux que le Roy aura commis a recevoir la compensation de quatre vingtz mil francz ce que leur semblera estre expedient pour fournir a la paye de vingt mil francz qui se doivent faire de trois en trois mois.

15. — Item, affin que lesdits conservateurs de toutes les trois seneschaussées puissent estre certifiéz de tout ce qui se fera, les conservateurs de chacune seneschaussée seront tenus d'envoyer l'estat desdits trois mois l'une seneschaussée a l'autre afin qu'ilz puissent et sachent aviser l'un l'autre a la distribution desdits quatre vingtz mil francz qui se fera audit thresorier general ou celuy que le Roy aura commis.

16. — Item, si ainsin estoit que ledit droit ne peut fournir a ladite somme, lesdits conservateurs auront liberté et puissance du Roy d'eux assembler tous ensemble en certain lieu par eux avizé en ce present

pais et la, pourront faire venir et appeller des gens d'Eglise et nobles et de l'estat commun du pais pour avoir avis sur ce qui sera de faire.

17. — Et auront puissance de pouvoir emprunter ou faire emprunter la somme que faudroit au fourniment de ce qui seroit deu au Roy et non plus ny autrement et en bailleront telles obligations que bon leur semblera et, sy besoin est, les trois receveurs desdites seneschaussées s'en obligeront et pour seureté d'eux, du premier argent qui viendra envers lesdits receveurs, le prendront pour bailler a ceux a qui ils seront obligéz et, en outre, lesdits conservateurs auront puissance de obliger le pais pour la somme qu'ilz emprunteront pour ladite cause et non autrement.

18. — Item, pour ce qu'il n'est possible qu'au commencement l'on puisse voir la vraye valeur dudit droit, s'il vaudra ou plus ou moins, lesdits conservateurs de toutes les trois seneschaussées seront tenus en la fin de l'an d'eux assembler audit pais en la ville ou ilz avizeront et la calculeront la recepte dudit droit et, s'il se trouve que ledit droit rende plus que ladite somme de quatre vingt mil francs, seront tenus d'appetiter tant du droit estant sur le charnage comme sur le poisson ce qu'il leur semblera de faire et en certifieront et feront certifier toutes les citéz et villes dessusdites desdites seneschaussées afin que le fassent a scavoir aux autres villes et lieux dudit pais a une, chacune endroit soy.

19. — Et semblablement, si ainsy estoit que ledit droit ne peut fournir a ladite somme de quatre vingt mil livres et y fallut aucune chose ajouter ou croistre, lesdits conservateurs pourront hausser iceluy droit sur la chair et sur le poisson ou mettre quelque droit sur le vin ou autre membre dudit pais pour venir a la somme dessusdite tant seulement ainsin que mieux sera avizé au bien ou proffit dudit pais et ce que sera par eux avizé sera tenu et observé et le feront scavoir aux citéz et villes, ainsy que dit est, sans prejudice toutesfois des libertéz et franchises des gens d'Eglise et nobles, extraits de noble lignée qui vivent noblement et suivent les armées, lesquelz ne sont tenus de payer imposition; et auront lesdits conservateurs, quand ils se auront a assembler pour les causes susdites seulement, leur despense raisonnable sur ledit droit et non plus.

20. — Item, que soit fait edit et prononcé que tout boucher et poissonnier ou autre vendant chair ou poisson sera tenu de dénoncer aux consulz, scindicz ou a leurs commis, de jour en jour, ou au plus dedant deux jours, c'est a scavoir le boucher ou mazelier tant de bœuf que de mouton toutes les bestes qu'il tuera et vendra tant fraiz comme saléz et semblablement le vendeur de poisson quand il aura vendu ou fait vendre soit fraix ou salé et ce sur peine de payer dix fois plus que ne monteroit le droit qu'il auroit fraudé et en outre d'estre privé, toute sa vie durant, de son mestier, laquelle peine viendra et appartiendra, c'est a scavoir la tierce partie au seigneur du lieu ou la fraude sera commise, la tierce partie au profit du droit, l'autre tierce partie au denonceant la fraude.

21. — Item, si aucun capitoul, consul ou autre ayant administration ez villes dudit pais, soit grande ou petite, faisoit aucune fraude, que soit tenu de payer ladite amande de dix fois plus que ne monteroit de ce qu'il auroit de fraude et en outre d'estre privé, toute sa vie durant, de tout honneur et office de ville.

22. — Item, et pour obvier et pourvoir audit abus, debatz et questions qui pourroient survenir sur les choses dessusdites plaise au Roy

nostredit seigneur donner autorité et puissance auxdits conservateurs en leurs seneschaussées et a eux ensemble, si le cas le requiert, d'enquerir ou faire enquerir corriger et punir et autrement pourvoir auxdits abus, si aucuns en surviennent, tant par declaration, exaction, execution des peines dessusdites comme autrement et, pour ce, deputer si besoin est, et commettre aucuns selon que leur sera avizé et generalement faire ou faire faire ez choses dessusdites, comme autrement leurs circonstances et deppendances, ce que sera pour le bien dudit pais et l'entretenement dudit droit et que d'eux ne soit et ne puisse estre aucunement appellé ny réclamé afin que par multiplication de procéz ledit droit ne soit empesché ou diminué.

23. — Item, suppliant lesdits gens des trois Estatz au Roy nostre seigneur, c'est a scavoir lesdits gens d'Eglise et nobles pour leurs sujets, qu'il plaise audit seigneur accepter et avoir agréable octroyer, accorder et confirmer les choses dessusdites et icelles faire et garder sans enfreindre en donnant et octroyant sur ce les lettres necessaires.

24. — Item, et combien que l'attente du pais aye esté toujours comprendre l'imposition foraine en la recompence de quatre vingt mil francs et aussy aye esté dit et escrit ez avis dessus escrit envoyéz devers ledit seigneur a Poitiers, neantmoins, pour faire service a la Reine a laquelle ladite imposition a esté assignée, les gens des trois Estatz dessusdits sont contents de donner a ladite dame la somme de trois mil livres tournois chacun an d'icy a trois ans pour et en recompensation de ladite imposition foraine, de l'impost de dix deniers pour livre, tout autre reve et impost que en lieu de ladite imposition aye esté mis et ordonné au temps passé et parmy ce que ladite imposition et tout autre droit que en lieu d'icelle a esté mis et imposé sur les marchandises entrans ou saillans de cedit pais cesse et soit abatu et aboly.

25. — Item, et pour ce que les messieurs commissaires envoyéz en ce pais de par le Roy ausquelz a esté commise l'execution de cette besogne ont fait doute que le droit ou impost mis ou avizé mettre sur la chair et poisson, comme dit est, ne puisse tenir jusques a la somme de quatre vingt mil livres offerte au Roy; aussy pour obvier a plusieurs fraudes et abus qui se pourroient ensuivre si seulement ledit droit ou impost se levoit sur la chair qui se vendra ez mazelz et boucheries dudit pais, comme porte l'article ou avis sur ce fait; aussy pour supporter aucunes charges survenues comme a cause de l'imposition foraine et autres et les despenses qui sont necessaires pour mettre sus ledit impost, lesdits gens des trois Estatz pour ce assemblés par devant eux au mois d'Octobre mil quatre cens quarante trois¹ en la ville de Montpellier, apres plusieurs consultations et deliberations eues ensemble sur ce, ont avizé que sur toute chair de bœuf, vache grosse, buve ou petite vache, veau, porc ou mouton, chevres ou castrat qui se tuera audit pais hors desdits mazelz pour provision ou despense d'hôtel, sans fraude, se levera ou cueillera la moitié d'iceluy impost tant seulement, c'est a scavoir sur chacun bœuf ou grosse vache cinq solz, sur chacune vache petite ou buve trois solz neuf deniers, sur chacun bouc deux solz, sur chevre sept deniers obole tournois, sur castrat sept deniers, sur chacun mouton quinze deniers tournois, qui n'est pas la moitié de l'autre impost pour ce qu'est la chair dont plus ordinairement le pauvre peuple se pourvoit, excepté toutesfois gens d'Eglise et

1. Ms. : mil quatre cens dix huit.

nobles lesquels de ce que tueront ou feront tuer pour provisions de leurs hotelz sans fraude aucune ne payeront aucune chose et sy aucun d'eux y commet ou fait fraude, il sera a toujours privé de cette franchise et autrement grièvement puny par son ordonnance¹.

26. — Item, outre plus, ont avizé lesdits gens des trois Estatz pour tousjours plus descharger les habitans dudit pais, que, sy, a cause du droit ou aide mis sur la chair et poisson, se meut aucun debat ou question, que les ordinaires des lieux en ayent la connoissance et dudit debat et question decident et ordonnent souverainement et de plein sans figure de jugement et, si de leurs ordonnances, sentences et apointemens on appelle, recourt ou reclame en quelque maniere, que l'on aye a appeller, recourir et reclamer auxdits conservateurs en chacune seneschaussée ordonné et non autre juge ou cour qu'elle soit, car si autrement cette matiere se mettoit ou traictoit en procéz ordinaire ou alloit, par appel ou recours, de cour en autre, seroit peril de grant involution de procéz et de la perdition totale dudit droit de ayde et retardement du payement des quatre vingt mil francs dessusdits.

Les avis dessus escrits contenant vingt six articles, compris les trois derniers adjoutéz dernièrement par lesdits gens des trois Estatz, ont esté veus par le Roy en son Conseil et, eu sur iceux deliberation, acceptéz, passéz et accordéz avec les modifications et additions qui s'ensuivent, c'est a sçavoir que lesdits gens des trois Estatz nommeront et presenteront aux gens du Roy trois bonnes personnes et prudhommes pour chacune seneschaussée, desquelz en sera eslu l'un pour recevoir, qui s'obligera au thresorier general ou autre commis a recevoir la somme de IIII^{xx} mil francs et rendra compte aux conservateurs dudit droit ou ayde, et que en chacune seneschaussée dudit pais, de par le Roy, aura deux personnes notables conservateurs dudit droit qui par luy ou ses officiers seront nomméz outre les quatre autres nomméz par le pais; lesquels six, cinq, quatre ou trois connoistront des debatz et questions par maniere de souveraineté et autrement et appointeront et ordonneront de tout ce que touchera le fait de toute la seneschaussée ou seront nomméz touchant ledit droit ou aide selon les articles dessusescrits; ainsy par tout le pais seront dix huit conservateurs lesquelz ensemble ou les dix sept, seize, quinze, quatorze, treize ou douze d'entr'eux, les autres suffisamment appeléz, pourront traiter, ordonner et appointer tout ce que touchera generalement le fait du pais selon les articles et avis dessus escrits et pourront appeller avec eux de chacune seneschaussée, si bon leur semble, jusques au nombre de vingt personnes de tous estatz et au dessous, comme bon leur semblera, pour avoir avis et conseil de ce qui sera a faire pour le bien du pais et, s'il leur semble a faire aucune diminution sur ledit droit ou augmentation et croissance ou mettre droit et impost sur autre denrée ou marchandise, selon les articles et avis dessusdits, premiere-ment le notifieront ou feront notifier, rapporteront ou feront rapporter au Roy et a ceux qui auront la principale charge dudit pais par deça, avant que rien y soit innové, pour en avoir leur bon plaisir et avis, excepté toutesfois les sixiesmes ou septiesmes articles dessus faisant mention des autres matieres comme des droitz que ont aucunes villes sur la chair et poisson, des marques ou autres besoignes ausquelles le Roy aura esgard et donnera provision a son plaisir ou bien dudit pais.

1. *sic* : *ms*; *lire* : ordinaire (Tarn, E 711).

Fait et accordé a Montpellier le quinziesme jour d'Octobre l'an mil quatre cent quarante trois, signé Bochetel.

N° 8

1443, 31 octobre

Suppression des élus sur le fait des aides en Languedoc.Copie XVIII^e siècle. Hérault, A 236, f. 93.Copie XVIII^e siècle. Bibl. nat., lat. 9178, f. 62.

Tanguy du Chastel, chevalier, chambellan du Roy nostre sire. Jehan d'Estampes, maistre des requestes de l'hostel, Jacques Cuer, argenter, et Etienne de Cambrai, conseiller dudit seigneur, commissaires en cette partie, au premier huissier ou sergent d'icelluy seigneur qui sur ce sera requis, salut. Comme naguieres, du commandement du Roy nostredit seigneur et par vertu du pouvoir a nous sur ce donné, nous ayons mandé et fait cesser pour trois ans les impositions ou aides de XII deniers tournois pour livre, le VIII^e du vin et l'imposition foiraine qui avoit cours audit pays et que le Roy nostredit seigneur y foisoit lever pour la conduite de sa guerre et autres affaires, moyennant et parmi ce que lesdits gens des dits trois Estats payeront pour chacun an durant lesdits ans la somme de IIII^{xx} mil livres tournois de trois mois en trois mois, comme en nos lectres sur ce faictes est plus a plain contenu et, depuis, lesdits gens des trois Estats nous ayant exposé que, apres l'abbatement et cessation desdites impositions et VIII^e, les esleus qui des causes d'icelles souloient cognoistre par les diocезes et elections dudit pays ne doivent avoir ne tenir juridiction ne aucune court ou cognoissance, ains leur doit estre de tout point interdit et deffendu, en nous requerans que ainsi le veuillons declarer et faire et aux cauzes par devant eulx, se aucunes y en a, donner provision qu'elles puissent estre decidées et finies par les ordinaires des lieux ou autrement a la pacification des parties et bien et utilité dudit pays, nous, eu sur ce deliberation, ayons apointé et ordonné que de cy en avant lesdits élus ne entreprendront aucune congnoissance de cause nouvelle quelle qu'elle soit et, se a l'occasion du temps passé se donnoient aucuns debats touchant le fait desdites impositions et VIII^e, les ordinaires des lieux en auront la congnoissance et aussi des choses commencées devant lesdits esleus esuelles n'est faite contestation demoureront devant eulx, puvu qu'ils soient tenus de les terminer, finir, decider et deffinir dedans quatre mois prouchains venans a compter de la datte de ces presentes, autrement des maintenant pour lors seront renvoyées devant lesdits ordinaires; lesdits quatre mois passé cesseront lesdits esleus de toute court, juridiction et congnoissance de quelque cause que ce soit. Si vous mandons et commandons et a chacun de vous en connectant se mestier est que nostredict appointment vous signifiés et intimés auxdits esleus, en leur faisant commandement de par le Roy nostredit seigneur et nous que icellui nostre appointment et ordonnance ils tiennent, gardent et observent de point en point et, mettant a deue et entiere exequution et ensuivant icellui, remectent et renvoient devant lesdits ordinaires incontinent toutes les cauzes pendans¹ devant eulx esuelles contestations (*sic*) n'a esté faite et les autres finent, decident et deffinient dedans ledit tems, lequel passé, se

1. Ms. : precedans.

ne sont finis, renvoient icelles auxdits ordinaires, lesquelles cauzes tant non contestées, des maintenant, comme contestées, ledit temps passé, par ces presentes, nous y renvoyons et remectons, en interdisant toute court et congnoissance auxdits esleus, et, vous et chacun de vous qui requis en serés, si besoing est, faites lesdits renvois et iceulx signifiés auxdits esleus, aux parties, juges ordinaires et autrement de point en point mectés a deue exequcion nostredit appoinement; de ce faire vous donnons pouvoir, auctorité et mandement spécial par ces dites presentes, mandons et commandons a tous les justiciers, officiers et subjets du Roy nostredit seigneur que a vous et chacun de vous en ce faisant obeissent et entendent diligemment.

Donné sous nos signets le derrier jour d'Octobre l'an mil CCCC quarante trois.

N° 9

1451, 7 juin; Montpellier

Relation par les délégués de Montpellier de la session des États de Languedoc tenue à Toulouse en février 1451.

Minute. Montpellier, BB 60.

Lune septima mensis junii, presidente domino Gubernatore, honorabiles viri domini Armandus de Sancto Felice, Petrus Tincturerii et Johannes Angelini, legum professor, ambaxiatores ordinati pro villa ad accedendum apud Tholosam, mandamento regio ville Montispesulani facto, in congregacione trium Statuum XX^{ma} mensis Februarii facienda, ex ordinacione consilii ville accesserunt apud dictam Tholosam, eorum fecerunt relacionem de gestis, dictis, propositis atque factis in eadem congregacione. Et, aplicatis martis...¹ Februarii in dicta villa Tholose, eorum, nomine ville, prebuerunt honorem et reverenciam dominis preposito Parisiensi², Carcassonnensi episcopo³ et aliis dominis in dicta congregacione nomine regio presidentibus. Quiquidem domini consiliarii et presidentes eosdem benigne, ut dixerunt, recollexerunt et impenderunt honorem de quo eis villa tenetur. Et, inter alia, fuerunt, ut dixit, avisati per dominos consiliarios quod dicti de Tholosa preoccupare volebant honorem debitum dictis dominis ambaxiatoribus ad causam sedis, cum ipsi habeant eorum sedem in medio scanni, tamen dominus de Montepesato⁴, ut avisatus et sapiens, et ipsi aviserunt et honor debitus eisdem fuit servatus, tantum fecerunt; ideo est bene inpremissis advertendum. Deinde, coadhunatis dominis presidentibus et dictis Statibus, et presentaverunt eisdem Statibus certas litteras clausas et, lectis ipsis litteris, post, domini presidentes, organo domini Carcassonnensis episcopi, proposuit (*sic*) tria cisdem Statibus sub themate per eum sumpto, videlicet : *gratia et pax in vobis multiplicetur*, et deduxit tria capitula : primum, de suprema victoria habita per dominum regem; secundum, quod erat intencionis multiplicandi gratiam et pacem in nobis, videlicet tribus Statibus, in eo quod volebat reducere ad veram concordiam gentes suas et suppositos

1. Lacune dans le manuscrit.

2. Tanguy du Châtel.

3. Jean d'Etampes, général des finances.

4. Armand de Saint-Felix, seigneur de Montpesat, premier consul de Montpellier et délégué aux Etats.

suos; erat intencionis reducendi ad se, ut tactum est, partes Burgadelenses (*sic*) que (*sic*) longediu antiqui hostes occupaverant; item, ultimum, requisiverunt nomine regio dictos tres Status ut in suis necessitatibus succurrerent de II^o M l. t., item et eligerent pro anno presenti an impositiones vel equivalens, ut de requisitis succurreret affariis suis ad fines acquirendi pacem finalem sui regni, cum, alias, succursum dederat patria Lingue Occitane, ipsa ad acquirendum propinquiorem partem vicinam huic patrie Lingue Occitane, cum succurrerit ad acquirendum longinquiorem patriam sicuti est patria Normandie, a forciori debebant succurrere dictam propinquam partem sicuti partes Burgadalenses. Quibus requisicionibus tribus factis et explanatis, per reverendissimum in Christo patrem dominum archiepiscopum Tholose, ut bene aysiatum, dictis Statibus inter alia fuit dictum quod omne bonum datum a supernis venit; celebrari fecerunt missam consuetam in conventu fratrum Augustinorum. Qua expleta, intrarunt consilium et ibidem deduxerunt dicta tria capitula, et, habitis pluribus allocucionibus super dacione, affirmative vel negative et ruptura consuetudini et observancie antiquis dicte patrie Lingue Occitane et, considerata extrema indigencia ejusdem patrie, que dabat negativam, et considerata suprema victoria, que dabat affirmativam, reducendo, domini dicti Status (*sic*) consulti ad invicem, premissis ibidem deductis consideratis, gente Ecclesie et nobilium erant oppinionis quod fieri appertura dictis dominis, gentes Status communis erant oppinionis, ut dixerunt, quod, considerata paupertate maxima, quod nihil daretur. Videntes dicti duo status quod status communis erat inter se divisus, fuit dictum quod ad invicem se concordarent super preloquis et inde pro tunc nihil fuit processum. Ex post, congregatis ad invicem, fuit dictum quod per deputatos fieret et tractaretur causa et presencirent voluntatem ipsorum dominorum presidencium, si se tenere volebant ad summan petitam II^o M l. t., illi de statu communi dicebant quod per deputatos non fieret, quoniam, alias, non bene fuit eis, sed quod offereretur L^m l. t., tamen in finale per accordum fuerunt deputati, videlicet Tholosa, Carcassonna et Bellicadrum, videlicet de statu Ecclesie duo, de statu nobilium duo et de statu communi dictarum senescalliarum IX^{em} ad faciendum offra; tamen ibidem fuit dictum quod paupertates patrie explicaretur eisdem dominis presidentibus in dicta congregacione. Quibus exploratis, fuit eis responsum quod ipsi non respiciebant ad ea que prefatus dominus rex eis faciebat et quod ipsi easdem paupertates sciebant melius ipsis; et inde fuit facta offra per deputatos ad LXX^m l. t. et inde responsum per eosdem dominos officarios quod ipsi faciebant magnas impensas et ipsi erant causam (*sic*) dampni patrie, inde pecierunt si habebant potestatem. Quibus fuit responsum quod nihil faciebant ad minus si descenderent ad summan CL^m l. t., ipsi domini aliquid facerent. Factis responsionibus eisdem Statibus, status communis non habebant (*sic*) cor ad ulterius providendum faciendi aliam offram, attentis extremitatibus paupertatum. Inde, post plura preloquia, fecerunt eisdem dominis offram C^m l. t. quam dicti domini presidentes¹ noluerunt acceptare, quinyimo dixerunt quod ipsi ponerent supra CXX^m et VI^m pro Parlamento, attento quod ipsi obtulerunt C^m l. t.; et status nobilium et Ecclesie, inde reportando, dixerunt quod ipsi nolebant pro modico facere rupturam, dixerunt quod ipsi, pro se et gentibus suis, accordarent; videns status communis esse in tali perplexitate, fecerunt

1. Ms. : presidentibus.

deputatos et eis data omnis potestas, qui processerunt ad dictos dominos presidentes et supplicare quod equivalens tolleretur, cum solum ad triennium lapsum concessum fuisset et non ultra et jam per octo annos cucurrisset, prout dicebant; et, discusso super equivalenti, fuit per oppiniones oppinatum quod staret pro hoc anno proxime futuro et attento summa quam pro assietata seu oblata, videlicet dictarum VI^m M l. t. pro rege et pro Parlamento VI^m l.; et dum volebant facere negocia patrie responderunt eis quod nunquam fuerat consuetum facere negocia patrie quin primo negocia regia expedita fuissent et, cum deputati certassent, ad solitudinem, solagionem patrie, venit dominus argenterius dicens quod patria, nominando villam unam post aliam, tenebatur in summa CXX^m l. et ultra et volebat exsolvi. Videntes dicti status, traditis articulis, ipsi domini presidentes tenuerunt in eorum sinu et Deus scit quales responciones eisdem articulis fecerunt et non poterunt ipsi status aliud facere nisi species precederent : fuit concessum pro speciebus dominis consiliariis regiis existentibus erga dominum nostrum regem : V^m l., domino argentario : III^m l. t., regine : M l. t., domino Carcassonnensi episcopo : mille l. t., domino archiepiscopo Tholose : II^e et advocato regio et grefferio pro eorum penis abolicionis : C l. t., et pro litteris nonnullorum abusum qui fuerint tam curiis sigillaribus quam aliis, propter quos ad puniendum et corrigendum, predicti tres Status eorum syndicos fecerant : C, sic summe concesse ascendunt universaliter ad summan CXXXVII^m III^e l. t. et conclusa summa et concordata cum magistro Johanne Panerii et arrestata. Postquam ipsi Status voluerunt habere eorum quotas summe principalis, reperierunt auctam fuisse de decem mille libris turonensium; Status oneraverunt de premissis X^m l. t. dictos deputatos; qui deputati de dicta augmentatione accesserunt ad dominum Carcassonnensem eidem predicta notificando. Qui dixit quod de hujusmodi preloquuta materia fuerat preloquutum et quod dominus argenterius recesserat et quod scriberent ipsi et ipse scriberet, verumtamen ipse nichil aliud faceret, prout dicebant, et cum hoc a sua presenciam recesserunt et inde pro habendo consilium se accesserunt ad dominum Tholose archiepiscopum, qui dictus dominus archiepiscopus dixit nomine quali veniebat et, responso quod nomine patrie, dixit quod non erant omnes et precaverent quid facerent cum non sint omnes et sic cum hoc recesserunt.

N° 10

[1463, 18 mars, 13 juin]

Louis XI, à la requête des États de Languedoc, informe les commissaires par lui naguère commis pour la réformation des usuriers d'avoir à surseoir à cette réformation.

Copie xv^e siècle. Montpellier, BB 74.

Nous amés et feaulx, nous avons entendu que a l'occasion he (*sic*) la commission que avés nagueres eue touchant la reffonction (*sic*), correction et punicion des usuriés de nos pays de Languedoc, Quercy et Rouergue, les gens de l'Eglise, nobles et comun dudit pays de Languedoc (*sic*) ont fait de grans plaintes et doleances a l'asemblée des Estatz d'icelluy pays derrierement tenneuz en la ville de Besiers, ain-sin que par les gens desdits Estatz et les comissaires que avions envoyés a iceulx nous a esté fait savoier et pour ce que nous desirons a nostre povoir obvier ausdites plaintes et doleances, aussi que telles

efformations generelles ne nous sont point agreables et ne les vouldrions tolleréz ne soufriz en nostre royaume, mesmement audit pays de Languedoc, considéré les autres grans charges que ycelluy pays a eu puis nagayres a importer tant par le fait de nostre guere et redduction des contés de Rossilhon et de Sardaigne que autrement, nous vous mandons que, incontinant ces lettres veues, vous surceéz de plus avant procedés en ladite reffourmacion soit par informations ou autrement en quelque maniere que ce soit et nous envoyés les lettres que avés pour y besongniéz et gardés, sur tant que nous doubtés desplaire et encouurre nostre indignation, que en ce n'ait faulte. Donné etc.¹.

N° 11

[1464]

Ordre de séance de l'état commun aux États de Languedoc.

Copie xv^e siècle. Toulouse, HH 2, f. 471 v°.

La forma de assietar los cossolatz du pays de Lengadoc en los conselh mandat per le Rey nostre soberan ssenhor.

Et premierament a la part dreta.

Tholosa.	Item a la part senestra.
Carcassona.	Montpelie.
Narbona.	Nymes.
Beses.	Lo Puey.
Albi.	Uzes.
Sanct Papol ¹ .	Vivers ² .
Castras.	Mende.
Lautrec ³ .	Marvejol.
Mirapeys ⁴ .	Ales.
Cumenge.	Belcayre ⁵ .
Agde ⁶ .	Lo Sanct Sperit ⁷ .
Lodeva.	Baniols ⁸ .
Sanct Pons.	Lunel ⁹ .
Alet ¹⁰ .	Anduza ¹¹ .
Claramont ¹² .	
Lymous.	
Gynhat ¹³ .	
Pezenas ¹⁴ .	
Rieus ¹⁵ .	
Lavaur.	
Rialmont ¹⁶ .	
Gymont ¹⁷ .	
Marcillac ¹⁸ .	
Castel Sarasi.	
Lacaune de Menerbes ¹⁹ .	

1. Cette lettre est postérieure au 18 mars 1463, date d'expédition du Cahier de doléances des Etats tenus à Béziers en mars 1463, Toulouse, AA 108, p. 47) et probablement antérieure au 13 juin 1463, date à laquelle Louis XI, dans la répartition des épices de cette assemblée mande aux généraux des finances de faire remettre 30 l. t. « a maistre Robert des Loges, licencié en loix, pour avoir esté devers nous requerir de par lesdits Estaz aucunes provisions de revocations sur certaines commissions extraordinaires ». (Bibl. nat., fr. 25713, n° 42).

2. Cette pièce se trouve au verso d'un tarif des poids et mesures du 20 mars 1464 (n. st.). L'acte est en tous cas antérieur au premier octobre 1469,

1466, 15 août; Montpellier

Les commissaires du roi mandent aux officiers royaux d'avoir à faire exécuter les articles de doléances présentés par les États de Languedoc et les réponses qu'ils y ont faites.

Expédition originale du diocèse de Viviers. Ardèche, C 697.

Jehan de Bourbon, evesque du Puy, conte de Velay, lieutenant general de hault et puissant prince monseigneur le duc de Bourbon, lieutenant general et gouverneur pour le Roy nostre sire en son pais de Languedoc, Pons Guilhem, chevalier, seigneur de Clermont en Lodeve, Guillaume de Varye, general des finances du Roy nostredit seigneur, Henry de Marle, premier president en sa court de Parlement a Tholoz, Hugues de Chauvigny, seigneur de Blot, seneschal d'Auvergne, Guillaume Cousinot, seigneur de Montrueil, Ruffect, seigneur de Balsac, seneschal de Beaucaire, Henry de Marimont, gouverneur de Montpellier, chevaliers et Nicolas Erlant, tresorier et receveur general de Languedoc, conseillers dudit seigneur et commissaires par lui ordonnéz en ceste partie, aux seneschaulx de Beaucaire, Carcassonne et Tholoz, aux baillifz de Velay, Viveroys et Gevauldan, viguiers et juges desdites seneschaucies et a tous les autres justiciers et officiers du Roy nostredit seigneur et a leurs lieux tenans, salut. Comme nagueres en besognant avec lesdits gens des trois Estaz dudit pais de Languedoc, assembléz par l'ordonnance et commandement dudit seigneur ce present mois d'Aoust en la ville de Montpellier, pour l'octroy de l'aide de CXXII^m l. t. que leur avons requis et qu'ilz ont octroyé au Roy nostredit seigneur, ilz nous aient remonstré leurs doleances, ainsi qu'ilz ont de coustume, et sur ce baillié plusieurs articles, requerans sur le contenu en iceulx leur donner les provisions et remedes de Justice par eulx requises comme tres neccessaires et utiles, ainsi qu'ilz dient, au bien et soulaignement dudit pais et des habitans d'icellui, nous, a ceste cause, voulans sur ce leur pourveoir au mieulx et plus raisonnablement et convenablement que possible nous est selon le povoir a nous donné par ledit seigneur en ceste partie, vous mandons de par le Roy nostredit seigneur et nous et a chacun de vous si comme

date à laquelle les jugeries de Rivière et Verdun ont été annexées à la Guyenne pour former l'apanage de Charles de France. Voir H. Stein, *Charles de France, frère de Louis XI*, Paris, 1919, p. 289. Il est possible qu'il relate un état de choses notablement plus ancien, car la représentation du diocèse de Nîmes n'est pas conforme à l'accord de 1448, publié par L. Ménard, *Histoire... de Nîmes*, t. III, (1752), preuve n° 95).

1. Saint-Papoul, canton de Castelnaudary (Aude).
2. Viviers, chef-lieu de canton, arr. de Privas (Ardèche).
3. Lautrec, chef-lieu de canton, arr. de Castres (Tarn).
4. Mirepoix, chef-lieu de canton, arr. de Pamiers (Ariège).
5. Beaucaire, chef-lieu de canton, arr. de Nîmes (Gard).
6. Agde, chef-lieu de canton, arr. de Béziers (Hérault).
7. Pont-Saint-Esprit, chef-lieu de canton, arr. d'Uzès (Gard).
8. Bagnols, chef-lieu de canton, arr. d'Uzès (Gard).
9. Lunel, chef-lieu de canton, arr. de Montpellier (Hérault).
10. Alet, commune du canton de Limoux (Aude).
11. Anduze, chef-lieu de canton, arr. d'Alès (Gard).
12. Clermont-l'Hérault, chef-lieu de canton, arr. de Lodève (Hérault).
13. Gignac, chef-lieu de canton, arr. de Lodève (Hérault).
14. Pézenas, chef-lieu de canton, arr. de Béziers (Hérault).
15. Rieux-Volvestre, chef-lieu de canton, arr. de Muret (Haute-Garonne).
16. Réalmont, chef-lieu de canton, arr. d'Albi (Tarn).

a lui appartendra, en comectant se mestier est, que le contenu es responses par nous faictes ausdits articles vous mectéz et faictes mectre a execucion deue et icelles gardéz et faictes garder et entretenir de point en point selon leur forme et teneur, en contraignant ou faisant contraindre, par toutes voyes et manieres deus et raisonnables et tout par maniere de provision, nonobstant oppositions et appellacions quelzconques, jusques a ce que par le Roy nostredit seigneur autrement en soit ordonné. De ce faire vous donnons pouvoir, commission et mandement especial, mandons et commandons de par le Roy nostredit seigneur et nous a tous ses justiciers, officiers et subgetz que a vous, voz commis et depputéz en ce faisant obeissent et entendent diligemment, presentent et donnent conseil, confort, aide et prisons se mestier est et requis en sont. Donné à Montpellier soubz aucuns de noz signetz, le XV^e jour d'Aoust, l'an mil CCCC soixante et six.

J. Richier.

N° 13

1471, 29 mai; Montpellier

Avis des commissaires du roi sur la levée du droit de franc fief et nouvel acquêt en Languedoc.

Copie xv^e siècle. Gignac, BB 58.

Advis faiz par les commissaires, envoyés par le Roy nostre seigneur a tenir les trois Estaz du pais de Languedoc assemblés par l'ordonnance dudit seigneur en la ville de Montpellier en ce present moys de May mil III^e LXXI, sur la maniere de lever et exhiger la finance des francz fiefz et nouveaux acquestz pour laquelle ledit seigneur a envoyé en cedit pais de Languedoc certains commissaires desquelz et de leur maniere de besoigner, tant par lesdits des trois Statz que par plusieurs particuliers, ont esté faictes plusieurs doléances et plaintes, en remonstrant que, se lesdits commissaires desdits francz fiefz besoiñoient ainsi que avoient commancé en le detriment particulièrement, mieux seroit delaisser le pais et que, oultre ce que raisonnablement seroit deu, mieux seroit a ceulx du pais et n'auroient pas tant de griefs de porter finance de ceulx qui les possident depuis XL ans en ça s'ilz ne monstrent que ladite finance n'en ait esté payée ou que par leurs predecesseurs les choses ayent esté possidées de tel temps qu'il n'est memoire du contraire.

(1) Et premierement en tant que touche les possessions noblez lesquelles lesdits noblez auroient vendues a non nobles, semble que la finance en est deue au Roy et que licitement lesdits commissaires la pevent lever et exhiger selon la forme de leur commission et en coposer (*sic*), si bon leur semble, selon le pouvoir a eulx donné.

(2) Item, pareillement des fiefz nobles ou directes tenues et possidées par non nobles par succession ou autrement, lesquelles sont recogneues fiefz ou arriere fiefz du Roy estre ou avoir esté tenues noblement a foy et hommaige, semble que lesdits commissaires en pevent prendre finance de ceulx qui les possident depuis XL ans en ça s'ilz ne monstrent que ladite finance n'en ait esté payée ou que par leurs predecesseurs les choses ayent esté possidées de tel temps qu'il n'est memoire du contraire.

17. Gimont, chef-lieu de canton, arr. d'Auch (Gers).

18. Marciac, chef-lieu de canton, arr. de Mirande (Gers).

19. Lacauene, chef-lieu de canton, arr. de Castres (Tarn).

(3) Item, touchant les directes desquelles n'apert qu'ilz soient tenues noblement mais d'icelles ont païé longuement et payent les detenteurs les tailles comme des choses rurales, a semblé que lesdits commissaires doivent surceoir d'en lever finance jusques a ce que le Roy, adverti des raisons sur ce alléguées par lesdits Estatz, en ait aultrement ordonné.

(4) Item, touchant les terres allodiales ou que on vulht dire allodables, se ainsi est qu'il soit trouvé que lesdites terres estoient tenues en fief ou rierefief du Roy et mises en franc alleu depuis XL ans en ça et possidées par non nobles, lesdits commissaires en pourront prendre finances.

(5) Item, mais se lesdites possessions sont allodiales et repputées allodiales, possidées par non nobles lesquelx ont tousjours payé pour icelles possessions les tailles comme de possessions rurales, veues les raisons sur ce alleguées et aussi¹ certayne ordonnance faicte par le feu le Roy Charles cinquiesme de ce nom en l'an M III^e LXX, a semblé que lesdits commissaires doivent surceoir de exhiger finances et tenir en surceance selon la teneur desdites ordonnances de ce faisant mencion jusques a ce que le Roy nostredit seigneur en ait autrement ordonné.

(6) Item, en tant que touche les foussez, pasturages et autres possessions possidées par les communautéz, s'il apert qu'elles aient esté nobles et acquises de nobles et la finance n'en ait esté payée depuis XL ans en ça, les commissaires en pourront faire finer mais s'il apert que lesdites possessions aient esté nobles, supposé aquelles soient possidées en communauté et que pour icelles possessions soient païées les tailles comme de heritaige rosturiers, a semblé qu'on doit surceoir comme dessus d'en exhiger finances jusques a ce que par le Roy autrement en soit ordonné.

(7) Item, en tant que touche les possessions baillées par les nobles a nouvelle acapte et pour lesquelles a esté payé argent d'entrée, se ainsi est que lesdites possessions aient esté noblement tenues immediate devant le...², on en pourra prendre finance de la nouvelle acapte mais, si elle y ont esté sensuales et qu'elles leur feussent demeurées et en les rebaillant ont eu argent s'ilz y retiennent la directe, a semblé que on doit surceoir d'en prendre finance jusques a ce que autrement par le Roy en soit ordonné.

(8) Item, et pour ce que, entre autres plaintes, lesdits Estaz se sont doléz de ce que judiserement lesdits commissaires faisoient venir devers eulx toutes personnes aussi bien ceulx qui ne devoient finance que ceulx qui la devoient³, a semblé que lesdits commissaires ne devoient faire venir devers eulx que ceulx qui leur apperra deuement qu'ilz sont redevables et que de ceulx qui ne sont redevables ne doivent rien exhiger.

(9) Item et pareillement, en tant que ceulz desdits Estaz se sont complains que lesdits commissaires procedent par prinse de corps contre les parties et, par ce moyen, les contraignent a composer, qui n'est chose raisonnable, ains deuement proceder par saisir les terres redevables, apres ce que lesdits commissaires ont dit non ainsi y avoir esté par eulx procédé, quelque chose que reportée ait esté, leur a esté deffendu de non proceder a prinse de corps jusques a ce que les par-

1. Ms. : ainsi.

2. Lacune dans le manuscrit.

3. Ms. : finance que ceulx qui la devoient, *répété*.

ties aient appointé et se soient obligées, sans force ne contraincte a payer au Roy les deniers que par composition auront accordéz et promis payer.

Fayt par lesdits commissaires a Montpellier le XXIX^{me} jour de May l'an dessusdit mil III^e LXXI, du comandement de mesdits seigneurs commissaires J. Richier.

Registratum anno Domini M^o III^e LXXI et die quinta mensis Junii per me.

Cappellerii

N^o 14

1487 (n. st.), 17 mars; Montpellier

Avis des États de Languedoc sur le cours des monnaies.

Copie xv^e siècle, Bibl. nat., fr. 21434, f. 22.

Advis fait par messeigneurs les gens des troys Estatz du pays de Languedoc, assembléz en la ville de Montpellier, en ce present moys de Mars sur le fait du pris et cours des monnoyes tant d'or que d'argent et conferméz par messeigneurs les commissaires du Roy a presider pour luy en l'assemblée desdits Estatz, et ce par maniere de provision et jusques a ce que par le Roy nostredit seigneur autrement y soit pourveu et ordonné.

L'or

Escuz au soleilh a trente sept solz six d. t.	XXXVII s. VI d.
Escuz du Roy a la couronne.	XXXVI s. III d. t.
Escuz de Foix a deux vaches.	XXXVI s. VIII d.
Ducatz.	XL s.
Realz d'or.	XLI s. VIII d.
Escuz vieulx.	XLII s. VI d.
Florins d'Utret.	XXVII s. VI d.
Florins de Rin.	XXX s. t.
Florins d'Aragon	XXVIII s. III d.
Florins de chat, pour nichil.	nichil.
Escuz de Guyenne, Bretagne, Foix, a deux espées et Savoye sans Fert.	XXXV s.
Lyons d'or.	XLV s.
Henriques.	L s.
Aguilhons.	XLV s.
Riddes et Salutz.	XL s.
Nobles a la roze.	III l. X s.
Nobles de Henry.	IV l.
Florins de Prouvence et Advignon.	XIII s. IX d.
Autres d'Orenge et Mornas.	Nichil.
Moutons d'or.	XX s.
Alphonsins, 1 ducat et demy.	LX s.

Monnoyes

XI ^{ains} de Roy.	XI d.
XII ^{ains} de Roy.	XII d.
Hardiz, lyars et morlans.	III d.
Pataz de deux deniers t.	II d.
Gros de Jacques Cueur.	II s. X d.
Testars de Milan.	X s.
Solz de Foix et Bretaigue.	XII d.
Carlins de Bouloigne.	II s. IX d.

Gros de Gennes.	III s. IV d.
Gros de Venize.	III s.
Double denier de Milhan et Florence.	XX d.
Doubles de Savoye et Trevo jusques au premier jour de May prouchain.	X d.
Et, ledit jour passé, pour nul pris pour ce que ne vallent pas six deniers, mesmement les neufves.	
Petiz blancs, esperon et maximens.	V d.
Cars de Prouvence, d'Avignon et Berne.	III d.
Et de ceulx de Savoye neufz pour nul pris.	
Testars de Savoye a nul pris.	

Item, est mandé et commis au commissaire qui fera ceste presente assiete faire entretenir et observer et publier a son de trompe si besoing est les ordonnances dessusdites aux lieux principaulx dudit diocese, a ce que les receveurs et autres gens, de quelque estat ou condition qu'ilz soient, n'ayent a recevoir ne mettre lesdits or et monnoyes cy dessus que au pris qu'elles sont declarées et ordonnées et ce sur les peines en tel cas requises.

Fait a Montpellier le XVII^e jour de Mars l'an mil CCCC quatre vingt et six.

Prunier

N^o 15

[1490]¹

Avis du Parlement de Toulouse sur les articles à lui présentés par les États de Languedoc.

Copie xv^e siècle. Haute-Loire, 501 C 5991.

Responses et advis de la court de Parlement de et sur les articles présentéz a ladicte court de par les gens des trois Estatz du pays de Languedoc.

Et premierement,

Aux plaintes que eulx dudit pays font touchant plusieurs lectres qui se donnent en la Chancellerie de Tholoze et exactions qu'ilz pretendent y estre faictes, jaçoit ce que messire Jehan, evesque de Lavaur, qui y est commis par le Roy ou monseigneur le Chancellier y face son devoir come la court croit, toutes foiz si ne lui est il possible, ne a autre, de besoigner en si grand seurté que l'on fait devers le Roy ou a Paris ou, selon les ordonnances, les maistres des requestes font et sont tenus de faire residence et lesquelz après mondit seigneur le Chancellier en ont la principale charge et non pas les cours de Parlement; par quoy semblent que les gens desditz Estatz se devoient sur ce adresser a mondit seigneur le Cancellier a ce qu'il face ordonner quelques gens de bien pour aider et assiter audit evesque de Lavaur en lur donnant et assignant ou faisant assigner quelque provision pour leurs peines et travaux.

Et, touchant ce que ceulx desdits Estatz se plaignent que aucuns de la Court vont souvent en commissions et prennent leurs despens,

1. Cet avis fait vraisemblablement partie des tractations qui ont précédé ou suivi la promulgation de l'ordonnance de Moulins du 28 décembre 1490 sur la Réformation de la Justice (*Ordonnances des rois de France*, t. XX, p. 258). Il est certainement antérieur aux lettres patentes du 17 décembre 1491 créant huit nouveaux conseillers au Parlement de Toulouse (Haute-Garonne, B 1900, f. 112 v^o).

ainsi qu'ilz dient, sur les parties oultre et par dessus leurs journées et neantmoins excecudent petiz arrestz, lectres d'arrest, querele et complaints, requerans que sur ce soit donné bon ordre et provision, semble a la court que es requestes sont fort generales et confuses et n'est point venu a la conoissance de la court que aucun suppost d'icelle y ait fait faulte et quant ceulx desdits Estatz ou autres voudront nommeement et *in specie* mettre avant que aucun singulier de ladite court ou autre ait fait contre les ordonnances roiaux ou fait et commis chose qui soit digne de reprehension, la court en fera la reparation et punition tele qu'il appiantendra (*sic*) et a fait et fera garder et entretenir lesdictes ordonnances roiaux qui ont sur tout donnée bonne provision.

Et, au regard de la crue des conselliers dont en leurs articles est faite mention, semble a la court qu'ilz s'en doivent adresser au Roy a qui appiertient en ordonner et statuer a son bon plasser et s'il plaist au Roy d'accroistre le nombre, semble que le devoit croistre de huit conselliers, quatre laicz et quatre clerz, pour faite une chambre et que leurs gages soient prealablement assignéz, ou tant seulement de quatre, deux clerz et deux laicz et les après disnées comme ceulx de Paris ou se feront grandes expeditions.

Et, touchant les exactions du grefe dont ilz se rendent plaintifz, la court y a donné et donra tel ordre et provision que, au plaisir Dieu, ne se y fera aucune exation indeue et pour ce qu'il y a ordonnances de pieça faictes touchant l'emolument du sel, les poront demander a monseigneur le Chancelier et la court les fera garder et registrer partout ou il appiantendra.

Et, touchant les doléances que font les gens desdits Estatz des cours subalternes, toutes foiz que plaintes d'eulx ou d'autres en seront faictes a ladicte court, elle y pourvera par rason et justice selon l'exigence des cas. G. de la Marche.

Collacionné avecques son original.

Bagneri, notaire

N° 16

1495, 11 août; Burgos

Lettres de Ferdinand le Catholique au prélat président des États de Languedoc à propos des droits perçus sur les marchandises apportées en Roussillon et Cerdagne par les marchands languedociens.

Original. Hérault, A 19, n° 4.

Reverende in Christo pater, consanguinee noster. Scribitis Occitanos vobis sepenumero non parvis clamoribus retulisse in Rossilionis et Ceritanie comitatibus ab eis nunc majora exigi vectigalia ob delatas illuc merces quam antea solvere consuevissent : quamobrem nobis supplicatis ut in illorum vectigalium exactione supersederi mandemus. Nos, uti jam illustrissimo duci Borboni respondemus, negotium istud jussimus quam maxima diligentia examinari; ex quo compertum habuimus Occitanis ipsis nullum esse querelle locum, quandoquidem illa ab eis pro mercibus Rossilionem aut Ceritaniam delatis exigantur vectigalia que nostri subditi et alii quivis homines illius generis merces deferentes solvere sunt assueti neque, ob id, aliquid contra jus attemptatur, cum neminem lateat comitatus illos Rossilionis et Ceritanie, simul ac a nobis recuperati fuerunt tamquam Cathalonie Principatus pars, ea subiisse vectigalia que in reliquis Cathalonie partibus

fuere imposita neque est aliquid inconsuetum si ibidem Gallici mercatores ea solvunt vectigalia que, antequam comitatus illos recuperassemus, in reliquo Principatu Cathalonie solvere consueverunt; quomobrem, cum ista ita se habeant, vobis ea rescribere decrevimus quem existimamus, istis visis, apertissime cogniturum Occitanos ipsos nulla cum ratione apud vos aut alium quempiam fuisse conquestos. Datum in civitate Burgis, die XI mensis Augusti anno M^o LXXXV^o.

Yo el Rey.

Almacan secretarius

N^o 17

1496, 16 avril; Carcassonne

Lettre de Jean Lamée, procureur du pays en la sénéchaussée de Carcassonne, à Jacques Bucelli, consul de Montpellier.

Original. Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496.

Mon tres honnouré seigneur, a vostre bonne grace tant que fere puy me recommande et vous plaise scavoir que j'ay esté a Tholoze pour fere exequer l'arrest donné en faveur du pays a l'encontre des capitols de Tholoze, mes pour ce qu'il ne sont condempnéz touchant les arrerages, sinon tant seulement de la Reformacion de la Justice, de l'espicerie et des marques, me fault avoir necessairement l'extraict du registre de monseigneur le greffier Prunier tant qu'il touche leur quote part des chouses dessusdites. Je vous prie que veilhez aider au present porteur a les avoir dudit Prunier. Aussi Pierre Potier m'a baillhé l'accord et transaction faicte entre vous et le pays touchant la blanke de la sal avec vostre procure pour fere passer le tout par arrest, mes Deffargia, vostre procureur ne l'a voulu passer sinon qu'il eust lectre missive de vous aultres messeigneurs de consulz, et, d'aubre quartier, dit que vous n'estez plus consulz; pour ce, s'il vous plaist, luy rescriprez et, si cas estoit qu'il y eust consulz nouveaux, faictez leur passer la procuracion ainsi qu'il se contient au double de l'autre que je vous envoie et luy faictez rescripre ou a ung aultre qu'il consente audit appointment et transaction et me mandéz voz bons plesirs pour les accomplir au plesir Nostre Seigneur qui vous doint bonne vie et longue.

Esript a Carcassonne le XVI^e jour de Avril¹.

Le tout vostre serviteur et amy
Jehan Lamée, procureur du pays.

Au dos. — A mon tres honnouré seigneur noble Jacques Bucelli, consul a Montpeylier.

Autre main. — Recepta XV Aprilis 1496². Testes Bucelli et Bonailh.

1. Le manuscrit portait primitivement : mars, qui a été rayé et remplacé par : avril.

2. Il est difficile d'expliquer la contradiction existant entre la date d'expédition de la lettre et celle de la réception. Jacques Bucelli était premier consul de Montpellier pour l'année 1495-1496 (Montpellier, Joffre 577, f. 90). Il a cessé ses fonctions, suivant la coutume, le 25 mars 1496. Avant le 25 mars, le procureur des consuls au Parlement de Toulouse n'avait pas à prétendre que Jacques Bucelli n'était plus consul. Il est donc fort probable que la lettre est bien d'avril et qu'il y a lieu de corriger soit la quantième de la lettre (VI pour XVI) soit le quantième de la réception et lire : XVII, XVIII, ou XXV. L'erreur sur le quantième de la lettre est la plus vraisemblable car le même dossier contient une lettre de l'évêque de Lavaur traitant des mêmes questions, écrite à Toulouse le 30 mars et reçue à Montpellier le 15 avril.

1496, 11 septembre; Nîmes

Lettre de Gabriel de Laye, procureur du pays de Languedoc en la sénéchaussée de Beaucaire, aux consuls de Montpellier.

Original. Montpellier, BB 191, pièces extraites année 1496.

Tres honoréz seigneurs, je me recommande a vous tant de bon cuer que fere puy. J'ay veu ce que m'a esté escript touchant le grau de Mauguier¹ et, comme a la journée prinse au XIII^e de ce moys est impossible, tant pour les gens d'armes qui folent le pays que a cause des vendanges, planter les paulx comme avoit deslibéré².

Messeigneurs, vous scavés que, tant que me touche, ne puy³ que pour supplier et solliciter que ce que est profitable et utile au pays se face et a vous autres messeigneurs est de commander et exequer ce que par vous en bonne deliberacion le conseilh touchant ledit grau a esté deslibéré. Si vous prie tant que fere puy que, le plus tost que fere se pourra, veulhés faire sortir son effect ladite conclusion ou deliberacion et, au jour que vous plaira me mander, toutes autres chouses laissées, me trouveray a Maugué et me semble bien que ceste repparacion et fortification devroit estre faite avant les prochains Estatz par plusieurs consideracions que bien scavés.

Je ne say quant ce sera que les officiers du Roy en ce pays pourvoyront et obvieront aux grans maulx que font les gens d'armes aux pouvres subgetz dudit seigneur⁴, mes tant y a que s'il n'y est pourveu ne puy pas pancer que ledit seigneur quelque bon voloir que ayent ses subgetz, puisse estre poyé des droys et devoirs que luy sont deux et, combien que je aye remostré a messeigneurs les consulz de Nysmes que, en ensuyvant vostre deliberacion fust tres necessaire envoyer quelque bon personnage devers ledit seigneur aux fins que scavés, toutes foiz, encoures que messire Solayrolis par le Conseilh de la ville fust esté esleu et depputé pour aller devers vous et fere bailher par monseigneur le receveur, sire Jehan Prunier, de l'argent a celluy qui seroit esleu, n'y est point allé, ains, comme ay entendu, ont escript quelques lectres⁵ sans mon sceu et, cuydé je, que ce soit esté doubtant que je heusse pourchassé envers vous le voyage, de quoy vous scavés la vérité et, combien que par mes semblables sospensions bien souvent les affaires dudit pays soyet (*sic*) esté retardés, si suis je d'opinion que pour ledit Solayrolis ne autre ne devés differer de envoyer devers ledit seigneur quelque homme de bien pour lui remostrer les povretés et

1. Mauguio, chef-lieu de canton, arrondissement de Montpellier.

2. Il s'agit vraisemblablement de pieux que l'on plantait dans le grau pour que seules les barques de pêche puissent y entrer afin d'obliger les vaisseaux de commerce à aller décharger leur cargaison à Aigues-Mortes. Voir Di Pietro, *Histoire d'Aigues-Mortes*, Paris, 1849, p. 149; qui mentionne un tel procédé pour 1557.

3. Ms. : puy, *omis*.

4. Il y eut en effet un grand passage de gens d'armes dans la région en août 1496 et Gabriel de Laye fut à cette occasion nommé capitaine de Nîmes : L. Ménard, *Histoire... de la ville de Nîmes*, Paris, 1744, livre XI, ch. LXX.

5. Ces lettres sont vraisemblablement celles du 9 août 1496 au seigneur de Vénéjan, lieutenant du sénéchal, du 15 août au même et au juge mage de Nîmes, Guillaume de Montcalm, et enfin au sire de la Roche Aymon, lieutenant général du duc de Bourbon (*Ibidem*).

misere de son pouvre peuple de Languedoc et avoir solagement et provisions necessaires.

Aussi ay je remostré ce que me distes des blés pour avoir la retraicte ou deffance de ne le tirer hors dudit pays, mes ce n'a tout esté que perdre temps; de quoy vous ay bien volu advertir a ce que y faictes pourveoir comme adviserés pour le mieulx au proffit dudit seigneur et de ses subgetz, vous assurant que, touchant ce que vous playra me commander, le feray de bon cuer et de tout mon pouvoir. Au plaisir Dieu que vous doint tous, honorables seigneurs, bonne vie et longue. Escript a Nysmes le XI^e jour de septembre.

Le tout vostre serviteur,
Gabriel de Laye

Au dos. — A mes tres honnorés seigneurs, messeigneurs les consulz de Montpellier.

N^o 19

1498, 15 septembre; Lyon

Les conseillers de la ville de Lyon ratifient l'accord passé le 18 juillet 1498 entre leurs délégués et ceux du pays de Languedoc à propos de l'épicerie du Levant et de la draperie de Catalogne.

Original jadis scellé. Hérault, A 19, n^o 17, publié : *Requête du scindic général de la province de Languedoc*, Montpellier, 1715, p. 51.

A tous ceulx qui ces presentes verront, les conseillers de la ville et cité de Lyon : savoir faisons que ce jour d'uy, date desdites presentes, après ce qu'avons dit et remonstré aux notables de ladite ville pour cette cause mandéz et assembléz en l'ostel commun d'icelle, comme venerable (*sic*) et honorables hommes maistre Glaude Le Charon, docteur en loiz, Glaude Thomassin, Anthoine Vidal et Amé Bullioud, bourgeois et marchans de ladite ville, avoient esté envoyéz de par icelle ville devers le Roy nostre souverain seigneur pour poursuyr et obtenir confirmation des quatre foyres, privilegeiges, libertéz et franchises d'icelles et autres affaires concernans le fait de ladite ville, avoient appointéz certains differans estans entre les dessus nommés dudit Lyon d'une part et les deleguéz du pays de Languedoc aussi envoyéz de par ledit pays devers ledit seigneur, d'autre part, lesquelz deleguéz pour ledit pays de Languedoc taschoient empescher la confirmacion desdictes foyres sinon que certaines ordonnances¹ et deffenses faictes par le Roy nostredit seigneur touchant l'espicerie, droguerie et autres denrées venans des parties de Levant et aussi la drapperie de Perpignan, principauté de Catheloigne et royaume d'Espagne, feussent gardées et observées, sur quoy lesditz dessus nommés avoient faicte leur cedulle de consentement et promesse et le tout promis faire ratiffier par ceulx de ceste dicte ville, de laquelle cedulle la teneur s'ensuit :

Nous soubsignéz, envoyéz devers le Roy pour la ville et cité de Lyon pour paciffier le different qu'est entre nous et les deleguéz de Languedoc, pour et ou nom des conseillers, manans et habitans de ladicte ville et cité de Lyon, par lesquelz promectons faire ratiffier, consentons et promectons garder et observer les ordonnances faictes

1. Ms. : Ordonnes.

par ledit seigneur touchant l'espicerie, droguerie et autres denrées venans des parties de Levant et aussi touchant la drapperie de Parpignan, principauté de Catheloigne et royaume d'Espagne; et si aucune chose estoit faite, par nous ou par aucun de nous ou a nostre pourchatz, au contraire, nous promettons le restablir et faire reparer a noz propres costz et despens, en maniere que lesdictes ordonnances seront bien et deument entretenues selon leur forme et teneur sans les enfreindre en aucune maniere et, en faisant faire ladicte ratification, les dessoubz escriptz seront deschargéz de leur dicte promesse. En tesmoing de ce, nous avons signées ces presentes de noz seings manuels cy mis le dixhuitiesme jour de juillet l'an mil CCCC quatre vings dix huit. Ainsi signé : C. Le Charron, Thomassin, Vidal, Bullioud.

Nous conseilliers dessudiz, par l'advis et deliberation d'iceulx notables, en ensuivant lesdiz consentement et promesse faiz par les devant nommés de ladicte ville de Lyon, avons promis et promettons tenir, garder et observer lesdictes ordonnances et deffenses du Roy nostredit seigneur touchant le fait desdictes espicerie, droguerie et autres denrées venans des parties de Levant et aussi de la drapperie de Parpignan, principauté de Catheloigne et royaume d'Espagne, desquelles ordonnances publiées en ceste dicte ville et cité de Lyon le double collacionné est demouré devers nous et, si aucune chose se faisoit par nous ou par aucunz de nous ou a nostre pourchats au contraire, nous, oudit cas, promettons le restablir et reparer aux costz et despens de ladicte ville en maniere que lesdites ordonnances et deffenses seront par nous comme dessus bien et deument entretenues sans les enfreindre en aucune maniere. En tesmoing de ce nous avons fait mettre le seel de l'université et communaulté de ladicte ville a cesdictes presentes, faites et données oudit hostel commun ou estions, nous Loys du Perier, Glaude Guerrier, Loys Teze, François Torveon, Berthelemi Bellievre, Glaude Laurencin, Guillaume du Blet, Jaques Buyer, Jaques Barondeau et Jehan de Bourges, conseilliers dessusdiz, le quinziésme jour du mois de Septembre l'an mil CCCC IIII^{xx} dix huit.

Ainsi signé par commandement de mesdiz seigneurs les conseilliers.
Goyevre

N° 20

1499 (n. st.), 6 janvier; Montpellier

Règlement des États de Languedoc concernant la draperie.

Copie xv^e siècle. Hérault, A 19, n° 15.

Les gens des troys Estaz de Languedoc assemblés en la present ville de Montpellier ceste presente année mil quatre cens quatre vings et dix huit, veu et considéré le privilege octroyé et donné par le Roy nostre souverain seigneur a tous les manans et habitans dudit pays sur le fait de la draperie nouvellement erigée en icelluy, ayant regard et consideration aux plainctes que aucuns merchans de Lyon et autres villes et lieux de ce present royaume ou lesdits draps se sont venduz et distribuéz, que iceulx draps se sont trouvéz moins souffisans, faulciffiés et de maulvayse loy et non marchans, a cause de quoy se pourroit ensuyvir la rupture et discontinuation, vendition et vuydange d'iceulx draps mesclés et autres sortes, pour et affin de donner ordre, polisse et provision a ce que lesdits draps mesclés et autres, de quelque qualité qu'ils soyent, se feront justement et loyaument, ont advisé et ordonné comme s'ensuit :

(1) Et premierement, que les consulz ou scindiz des manans et habitans des villez, places et chasteaulx du present pays de Languedoc et chacun d'eulx endroit soy pourront faire et feront expres commandement en leurs dites villes, places et chasteaulx a son de trompe et cri public, se mestier est, que, doresenavant, il ne soyt home si ousé ny hardi de faire, user ni metre aucune draperie, soyent mesclés, draps moyens ny autres en vente en gros ny en detailh qu'elle ne soit bonne, souffisante et merchange a ce que nul doresenavant n'aye cause de soy plaindre.

(2) Item, et affin que se soit chose stable, ferme et permanente et qu'il est venu a la cognoissance desdits Estatz que plusieurs fraudes et abuz ont esté commis et perpetrés en ladite draperie par les sobrepousés d'icelles villes, places et chasteaulx de Languedoc qui, sans les avoir visitéz, veriffiez et autrement comme il appartient et est requis ou cas, ilz les ont scelléz et despechez autrement que deuement, a cause de quoy en sont venues lesdites plaintes ausdits Estatz et qu'ilz sont cause desdits abuz et forfaitz, a esté advisé par bonne, meure et grande deliberation de conseil, pour le grant bien, prouffit et utilité dudit pays et, heu sur ce l'advis de plusieurs gens a ce cognoissans, que, en chacune ville, place et chateau dudit pays de Languedoc ou ladite draperie se fera et exercera, les consulz ou scindics d'icelles villes, places ou citéz auront liberté, faculté et puyssance de prandre, nommer et eslire deux ou trois notables personages bien experimentéz et califfiez en ledit art de draperie, lesquelz auront la garde des seel ou seels d'icelles villes, places et chasteaulx, ensemble les supposéz d'icelles et, tous ensemble, communément et sans eulx separer, verront, palperont et visiteront lesdits draps faitz en icelles villes et ceulx qu'ilz verront et cognoistront, en Dieu et leurs consciences, estre fins et marchans, ilz les seelleront et plomberont des seel ou seels fins d'icelles villes, places ou chasteaulx et les autres draps qui ne seront fins mais moyens et gros, de poil et de layne, ilz les marqueront et seelleront de plomb et seel moyen sans permectre que les marchans faisant lesdits draps les en retournent ou remennent en leurs maisons, mais tout incontinent les seelleront et marqueront de seau moyen et autrement selon la qualité et bonté desdits draps.

(3) Item, que nulz draps, de quelque qualité qu'ilz soient, ne ysseront ne ystront desdites villes que, prellablement, ilz ne soient visitéz, seelléz et marquéz des seaulx desdites villes, le tout jouxte et en ensuyvant la bonté et qualité desdits draps, sur peine de confiscation d'iceulx et d'amende arbitrayre.

(4) Item, et pour ce faire, entretenir et garder a ce que nulle fraude ne se puyse comectre en visitant et seellant lesditz draps, a esté parellement advisé et ordonné que les deputéz desdits consulz ou scindics, doresenavant, auront et tiendront une clef du coffre qui sera expressement fait pour la garde desdits seel ou seels et lesdits suppouséz desdites villes ung autre, ouquel coffre lesdits seaulx seront bien et loyalement gardéz et, sans iceulx deputéz par lesdits consulz ou scindics, lesdits supposéz ne pourront seeller ne marquer aucuns desdits draps de quelque qualité qu'ils soient et ou cas qu'ilz facent le contraire, ilz seront deboutéz de la garde desdits seaulx et retenuz emendables par les ordinaires desdits lieux a l'advis desdits consulz ou scindics et, en deffault d'eulx, des seneschaulx, bailliz, viguiers ou juges desdits lieux.

(5) Item, et affin que lesdits deputéz puyssent mieulx vaquer et entendre a ce que dessus et que leurs vaccations ne leur soient dom-

mageables, ilz seront salariéz et estipendiéz sur chacune piece de drap par eulx visitée et seellée, comme dit est, a l'ordonnance desdits consulz ou scindics, sans en prendre aucune chose d'avantaige.

(6) Item et, ou cas que pour l'advenir fussent ou puyssent estre trouvées aucunes fraudes, abuz ou forfaitures en ladite draperie et que plainte ou doléance en fut faite ou il fut requis en faire reparation aux marchans achaptans lesdits draps, lesdits deputéz ou supposéz en respondront en leurs propres et privés noms de l'abuz par eulx fait, comis et perpetré et seront contraincts, sommairement et de plain et sans figure de procès par lesdits consulz, scindics, juges ordinaires et autres dessusdits, a desdommager lesdits marchans achaptans lesdits draps ainsi qu'il appartiendra par raison, le tout par l'avis et requisition desdits consulz ou scindics.

(7) Item et, affin que nul ne peust pretendre cause d'ignorance de ce que dit est, a esté conclud et delibéré que chacun commissaire député a faire les assiettes du present pays de Languedoc fera publier et enregistrer, en chacune ville ou lesdites assiettes se feront, ceste presente ordonnance et icelle feront observer et garder selon sa forme et teneur.

Fait en ladite ville de Montpellier le VI^e jour du mois de Janvier l'an mil IIII^e IIII^{xx} dix huit.

Donné par coppie

Pasquier, greffier.

Une copie de cet acte se trouve : Arch. dép. Haute-Loire, 501 C 6. Elle comprend un 8^e article ainsi conçu : « Item, quant a Mande, les choses dessusd. seront faictes de l'ordonnance et a la requeste des procureurs ou sindicz car il n'y a point de consulz. Donné a Montpellier le XIX^e jour de Decembre mil IIII^e IIII^{xx} dix huit. G^m episcopus Magalonnensis presidens statuum predictorum.

Donné par copie

Pasquier g^r.

N^o 21

1500

Accord passé entre Mathieu Bosquet, procureur du pays de Languedoc en la sénéchaussée de Toulouse, et certains marchands espagnols à propos du procès sur la traite foraine que les États soutenaient devant le Parlement de Toulouse¹.

Original. Toulouse, FF 170, n^o LVI.

+ Jhesus Maria +

S'ensuivent les pactes et convenansses faytz et accordéz entre honorable sseigneur monsseigneur Mathieu Bosquet, docteur en loys, d'une part, et honorables sseigneurs Diago de Castro², Bernardina de Miranda³, Francisco d'Arbieta, Laurens de Sainte Crotz⁴, Martin de Victoria⁵, Dyago de Viladiego⁶, Jehan de Sainet Victor, Francisco de Aviosca⁷,

1. En raison d'une déchirure de la marge, les lettres soulignées sont de simples restitutions.

2. Vraisemblablement : Castro, province de La Corogne (Galice).

3. Miranda de Ebro, province de Burgos, Vieille-Castille.

4. Sancta-Cruz de Besaya, province de Santander (Vieille-Castille) ou Santa-Cruz-de-Campayo, province d'Alava.

5. Vitoria, province d'Alava.

6. Villadiego, province de Burgos, (Vieille Castille).

7. Peut-être : Avios, province d'Orense, (Galice).

Jehan de Valporres⁸, Anthoyne de Fries⁹, merchans, habitans du royaume d'Espanha, d'autre partie, et se pour raison et cause que soyt proces pendant indecis a la souveraine court de *Parlement* a Tholoze entre le seindic dez troys Estatz du pays de Lainguedoc, demandeur, et le procureur du Roy, deffendeur, a cause du droyt de la trayte fourayne, lequel fet paier aus susdits marchans et autres deux foiz, l'une a Tholoze et l'autre a Bourdeaulx ou a Bayonne, jasoit se que de bonne raison ilz ne le doyvent payer *que* unne foiz, consideréz les grans interéz et domaiges qu'ilz en souffrent et aussi les bons et agreables services que ledit Bousquet leur a fetz et qu'ilz esperent que plus fera toucant ladite cause et procés et aussi en toutz les autres affaires que aussi pour recompense de plusieurs voiaiges qu'il a fetz pour eulx en allant aux Estez de Lainguedoc et en court et qu'ilz esperent qu'il fera et comme ben merité et condigne et aussi pour aider a supporter ausdits Estatz una partie de la despenssa qu'il conviendrait a fere le temps a venir pour le prouffit de ladite matiere, ont donné et donnent audit Bosquet la somme de dotze cens et soxsante escutz d'or contant par escu trante et sincq soulx tornoys, laquelle somme prometen a payer audit Bosquet aux termes et condicions que s'ensuivent.

Item, a esté acordé entre lesdites parties que encontinent que ledit arrest sera prononcé...¹⁰ icellui déclaire, l'ung de troys pointz, c'est assavoir que ledit droyt ne se levera point a Tholoze mes seulement a Bayonne, Bourdeaulx ou autre lieu des extramités du royaume, ou bien que sera poyé a Tholoze mes que, en baillent certificatoire du payement fat a Tholoze, seront quictes dudit droyt auxditz extramités ou que, en pourtant certificatoire comment ilz ont poyé ledit droyt ausditz extramités seront quictes audit Tholoze et quant sera dit que ledit droit ne se poyera que unne foiz dans le royaume pour une mesme marchandise au Roy nostre sire, laquelle declaracion fete seront payés audit Bosquet deux cens escuz d'or sans actendre aucune exequcion dudit arrest, pousé que ledit arrest ne sortist effet et que y eust empeschement pour lequel il non demourast en sa fource et vertu.

Item, que les cinq cens escuz d'or seront poyés six moys après l'arrest baillé et exequuté et quant les marchans seront quictes en poyant ledit droyt unne foiz ou a Tholoze ou a Bourdeaulx ou a Bayonne ou que ilz ne seront contrainctz a payer ledit droyt que unne foiz comme dit est et les autres cinq cens et soxsante escuz pour unne mule après les autres six moys passés.

Item, que fecte ladite declaracion par arrest et l'exequcion d'icelle et icelle demourant en sa force et vertu, si les marchans après ladite exequcion ne tiroient point ledit pastel, ilz seront tenus de poyer après les six moys lesdits cinq cens escuz d'or et après autres six moys les autres cinq cens et soxsante escuz, lesdits arrestz et exequcion demourant en leur force et vigueur, come dit est.

Item, est accordé que, au cas que empeschement fut donné ausdits marchans de la partie du Roy ou de ses officiers ou d'autre part pour le droyt de ladite traite dans le royaume que cessoit de tirer ledit pastel dans les six moys après ledit arrest exequuté et ilz fussent contrainctz payer deux fois dedans lesdits six moys, ne seront tenuz poyer lesdits cinq cens escuz, mes se ledit empeschement leur estoit donné

8. Sans doute : Val-de-Porres.

9. Frias, province de Burgos, (Vieille-Castille).

10. Ici se place une lacune de un ou deux mots.

après lesdits six moys, ilz seront tenuz de poyer lesdits cinq cens escuz entieyrament et pareillement seron tenuz sobz les condicions desus-dites poyer les autres cinq cens escuz d'or et soxsante pour unne mule après les autres six moys passés.

Item, que, se en cas que dedans lesdits six moys y avoyt guerre ouverte entre le Roy et le roy d'Espaigne pour laquelle le passage des merchans fust empesché, que en ce quas ne soient tenuz poyer lesdits marchans lesdits cinq cens escuz que six moys après la guerra finie et semblablement sera fest des autres cinq cens escuz et des soxsante pour la mule et sobz les condicions dessusdites, ledit arrest demourant en sa force et vigueur.

Item, que ledit Bosquet sus lesdites deux parties daurrieres et sus lesdits deux daurriers termes, sera tenu desdits mille escuz rembourcer et poyer aux Estez de Lainguedoc toutes les despances qu'il conviendra a fere auxdits Estaz pour la pourssuite de ladite matiere d'assi en avant jusques audit arrest et ne sera tenu riens poyer de ce que a esté fait le temps passé et ainssi de la somme de deux cens escuz d'or que luy sera baillée après l'arrest.

Item, a esté accordé et convenu que, au cas que ledit arrest ne fust prononcé dedans deux ans et demy prochan venans commensans a la festa de la Sainct Martin d'iver du moys de Novembre prochan venent, que le present instrument sera de nulle vertu, efficace et valeur et bailleront lesdits marchans pour fermance et principal payeur des choses dessusdites et sus les condicions dessusdites Pierres Ramond Barrau de Donaville.

Bernardino de	M. Bosqueti	Diego de Castro
Mirando	Francisco de Arbycio	J. de Val
Martyn de Vitorya	Antonio de Frias	porreste (?)
Johuan de S. Vistors	Lorencio de	Francisco de Havios
	Sancta Croce	Diego de Villadiego ¹¹

N° 22

1501, 23 septembre; Le Puy.

Nomination de Jehan de Vaulx comme procureur du pays de Languedoc en la sénéchaussée de Beaucaire.

Copie XVII^e siècle. Haute-Garonne, C 2276, f. 26 v°.

... Et après que lesdicts gens des Estatz ont esté de retour a ladictie salle de chappitre, a esté dict et remonstré que Maistre Gabriel de Laye, docteur en chacun droict, procureur du païs en la seneschaucée de Beaucaire, estoit despuis deux mois en ça allé de vie a trespas en la

11. La date de 1500 donnée pour ce texte n'est pas absolument certaine, elle est cependant très vraisemblable. En effet, l'acte est certainement antérieur à la nomination de Mathieu Bosquet comme conseiller au Parlement de Toulouse et c'est en octobre 1502 que, pour cette raison, Bosquet fut remplacé comme syndic des Etats de Languedoc. D'autre part, l'acte fait allusion au voyage en cour de Mathieu Bosquet : le dernier eut lieu en juillet 1498 (Haute-Garonne, C 745). Enfin c'est à partir de la fin de 1500 que le procès de la traite foraine est entré dans une phase active (Voir les comptes relatifs à ce procès pour la fin de 1500 et le printemps de 1501 : Hérault, *Recueil de divers comptes*, t. I, f. 1 à 6).

ville de Lyon et qu'il estoit bien requis et necessaire pourvoir de sondict office de procuration a quelque notable personnage pour poursuivre les affaires dudict pais et le tout au profit et utilité dudict pais. Pourquoy les vicaires, nobles et autres consulz, cheffz des dioceses et diocesains de la seneschaucée de Beaucaire ausquelz la eslection se appartient faire, ainsi qu'il est acoustumé, de la licence des autres gens desdicts Estatz, se sont retirés a part dans ladicte salle et, faict presidant le vicaire de Monseigneur du Puy, Messire Jean Luquet, lequel a requis et demandé l'oppinion des gens d'Eglise, nobles et autres du commun estat de ladicte seneschaucée de Beaucaire, l'ung apres l'autre, lesquelles ne sont point cy particulièrement mises, par lesquelz a esté esleu et nommé maistre Jean de Vault, juge d'Uzes, pour procureur dudict pais en ladicte seneschaucée de Beaucaire et tous, reduitz a celle conclusion et juré de ne reveler les voix et oppignons, et ce faict, se sont rengés a ladicte assemblée desdicts Estatz Generaulx et ont dict par l'organe dudict Luqueti, vicaire du Puy, avoir esleu maistre Jean de Vault, juge d'Uzes, et icellui ont nommé et requis estre receu pour procureur dudict pais en ladicte seneschaucée de Beaucaire.

Ledit de Vault, illec present, a mercié lesdicts des Estatz disant qu'ilz y pouvoient mieulx pourvoir, mais de sa possibilité s'est offert faire son devoir. Tous lesditz gens des Estatz desdictes trois seneschaucées, Tholoze, Carcassonne et Beaucaire, ont eu agreable ledict maistre Jean de Vault, juge d'Uzes, et ont consenti qu'il soit receu et admis; pourveu que ne contera aucune chose audict pais pour ses voiajes de aller ou venir d'Uzes a Nismes et *econtra* et qu'il fera ung substitué au siège de la Cour dudict Nismes et ne prendra aucun proces a poursuivre au nom dudict pais sans l'expres consentement d'ycellui, a quoy ledict de Vault s'est accordé et consenti.

Monseigneur l'evesque de Rieux, presidant desdicts Estatz, a prins et receu le serment dudict maistre Jean de Vault qui a juré sur les saints evangiles Nostre Seigneur de, bien et loyalement servir ledict pais et s'employer dilligemment aux affaires d'ycellui sans y faire ou commectre aucune fraude ou machinacion et tachera et poursuivra de son pouvoir le prouffit et utilité de la chose publique d'ycellui, ne revelera point les secretz d'ycellui et ne prendra aucune chose a poursuivre sans l'expres consentement des gens desdicts Estatz et couchera ses vacations et despenses, en Dieu et conscience, raisonnablement, sans aucune chose superflue, et autrement a promis et juré fere ainsi que ung bon procureur de la chose publique doit et est tenu faire par droict et raison.

Et apres les choses dessusdictes, incontinent, lesdicts gens des Estatz ont faict et constitué leurs procureurs, c'est assavoir en la seneschaucée de Tholoze : maistre Mathieu Bosquet, en la seneschaucée de Carcassonne : maistre Jean Lamée, en la seneschaucée de Beaucaire : ledict maistre Jean de Vault, au Grand Conseil : maistre Thomas de Boiscornu, en Parlement a Tholoze : maistre Pierre Treyllier, a Paris : ...¹, ainsi qu'il est a plain contenu ez procuracions sur ce faictes, presans maistres Gilibert Terrier, de Saint Preghac, François Pasquet, de Reaumont.

1. Le nom est resté en blanc.

N° 23

1503, 20 décembre; Tournon.

Compte rendu par Jehan de Vaulx, procureur du pays de Languedoc, de l'emploi de l'argent à lui confié par les États.

Original. Hérault, *Comptes des syndics généraux de la province de Languedoc*, t. I, f. 5.

Compte rendu par maistre Jehan de Vaux, procureur du pays, en l'assemblée des Estatz tenus a Tournon ou moys de Novembre mil cinq cens et trois.

Cent Escutz de
soulheilh
CIIII^{re} I l. Vs.

S'ensuyt l'argent que j'ay receu dudit pays :
Et premierement, la somme de quatre cens livres pour employer, c'est assavoir : cent escutz a monseigneur le Tresorier Robertet, lesquelz monseigneur l'esleu Prunier avoit baillé a monseigneur de Maleripa et a moy quant fusmes en court, comme apert par le rapport que nous en fismes.

Deux cens livres

Item, pour une chaine a madame la Chancelerie (*sic*) comprinse la façon, de la value de deux cens francz comme des deux parcelles apert par certification faicte par monseigneur le general de Languedoc et monseigneur l'esleu Prunier cy actachées II^e ll.

Troys livres

Item, baillay a maistre Estienne Alary, notere de Nysmes pour deux vidimus qu'il me fit, l'ung de la declaracion que fit le feu Roi Charles de ne pouvoir mettre aucuns deniers extraordinaires sur le pays, l'autre des evocations pour produyre au proces que avons au Grand Conseil contre ceulx de Lion, que pour troys jours qu'il vacqua a Montpelier cercher les escriptures de maistre Jehan Reychié que souloit estre greffier desditz Estatz pour veoir et scavoir s'il avoit aucune piece que peult servir, auquel donnay troys livres comme apert par sa cedula III ll.

III ll. XII s.
VI d.t.

Item, baillay a monseigneur le licencié de Juncheretis pour deux jours qu'il avoit vacqué en faisant aucunes memoires selon l'advis qu'il avoit eu de monseigneur du Boys pour le proces du sel poytevin que est pendant au Grand Conseil, lequel ledit pays m'avoit charger pour-suyvir, luy baillay deux escutz du souleilh valans troys livres XII s. VI d.t.

XV° s.

Item, envoyay ung homme a Villeneuve devers le pere de monseigneur le lieutenant Nicolay pour ce que c'est ung des anciens qui a acoustumé de conduyre les affaires dudit pays, pour scavoir s'il avoit quelque piece que peult servir pour la matiere de la double, ouquel donnay quinze solz XV° s.

	Item, baillay a monseigneur le graffier Venieres pour ung proces touchant le sel poytevin qu'il me bailla pour produyre que aussi pour la piece de la premiere institution des gabelles la somme de III ll. comme apert par la cedula de son clerc.
III ll.	
XX s.	Item, donnay a l'huissier de monseigneur le Chancelier, vingt solz XX solz
II : III l. Xs.	Item, aux fourriers pour estre bien lougé. II ∇
I : I l. XV s.	Item, aux portiers du Roy I ∇
II : III l. Xs.	Item, au clerc qui me grossa les articles pour bailler a monseigneur le Chancelier II ∇
I : I l. XV s.	Item, pour celui qui fit les lectres pour envoyer au Pape et aux cardinaux pour le fait des universitez II ∇ valent XXXVI s. III d.
V ^e XXVI ll. XI s. III d.t.	Item, baillay a certains personnaiges pour ayder a conduyre les affaires du pays, par l'advis de reverend pere en Dieu monseigneur du Puy et monseigneur le general de Lenguedoc, la somme de cinq cens vingt six livres XI s. VI d.t. comme apert par la certification faicte signée de leurs mains.
XII ll. t.	Item, a maistre Jehan Rassure, procureur en la Chambre des Comptes a Parys, pour avoir visité et faict l'extraict dont procedet ladicte double quittance, pour ses poynes, vaccacions et travaux, la somme de XII livres, dont ne s'en contenta pas bien. Pour ce yci XII ll.
XV ll.	Item, a monseigneur le procureur Bongars pour ses poynes et travaux qu'il a faictz au proces de ceulx de Lyon que autres matieres, la somme de XV ^e livres t. comme apert par sa cedula. Pour ce yci XV ll.
LX s.	Item, pour ung disner que je fys a monseigneur maistre Pierre Leduc et autres qui fasoient la visite des comptes avec ledit maistre Jean Rassure LX solz
XX s.	Item, a l'uisier de messeigneurs des Comptes a Paris XX s.
XXV ∇ XLIII l. XV s.	Item, a maistre Robert Gedoy, secretaire de finances, pour ses vaccacions et travaux qu'il a prinses pour ledit pays lequel a prins le commandement de la lectre de la double, luy ay baillé la somme de XXV ∇ pour monseigneur l'esleu Prunier, lequel les me presta le VII ^e jour de Novembre.
CV s./ III ∇	Item, en la presentation que dessus au clerc dudit maistre Robert, pour le vin III ∇
/ X ∇	Item, pour la lectre des pastels X ∇, de laquelle Artereau print le commandement.
XXXV s./ I ∇	A son clerc I ∇

X ∇	Item, autres X ∇ lesquelz luy bailla pour moy ledit monseigneur l'esleu.
II ∇ III l. X s.	Item, au clerc de la chambre de monseigneur le Chancellier et au chauffecire quant je seelay le mandement II ∇
Autre main	Somme : mil quarante neuf livres XVIII s. X d. Reste deu audit de Vaulx : six cens quarante neuf livres XVIII s. IX d.

Ledit compte a esté veu par mesdits seigneurs des Estatz et alloué jusques a ladite somme de six cens quarante neuf livres XVIII s. IX d. que ledit pays demeure doibvant audit de Vaulx par cedit compte, laquelle sera couchée aux frais de ceste année.

Faict en la ville de Tournon le XX^e jour du moys de Decembre l'an mil cinq cens et trois.

Bertrandi

Cedit an ladicte somme a esté couchée au rolle des fraiz.

N^o 24

1507, 6 avril; Grenoble.

Enregistrement au Grand Conseil de la promesse faite par l'ambassadeur du roi d'Aragon sur l'abatement des nouveaux droits mis sur les marchandises françaises entrant en Catalogne, suivi des articles de doléances présentés en cette occasion par les délégués des États de Languedoc.

Minute Arch. nat., V^s 1043.

Du sixiesme jour de Avril l'an mil cinq cens et sept a Grenoble.

Aujourd'uy sixiesme jour d'Avril mil cinq cens et sept comparans au Conseil du Roy en la ville de Grenoble, messire Jaques de Albion, ambassadeur du roy d'Aragon d'une part, et maistre Arnault Faure, procureur du Roy en la court de Parlement a Tholose, maistre Anthoine Arquier, licencié en loix, procureur et scindic du pays de Languedoc, Pierre Potier, commis au payement des gaiges de ladite court de Parlement de Tholose et Guillaume Reissac, bourgeois de Carcassonne, envoyéz par ledit pays de Languedoc devers ledit seigneur, d'autre. Sur ce que ledit ambassadeur disoit que, jaçoit ce que le Roy eust ordonné par ses lettres patentes que les draps de Parpaignen pourroient estre amenés et distribuéz au pays de Languedoc et autres parties de son Royaume, que neantmoins aucuns dudit pays de Languedoc l'empeschoient soubz umbre de ce qu'ilz disoient que es pays du Roy Catholique, maistre et seigneur dudit ambassadeur, avoient esté mis plusieurs nouveaulx traiz (*sic*) et subsides sur les marchans et marchandises qui entroient de cedit royaume en ses pays, par quoy n'estoit raison que les draps dudit Parpignan entrassent en ce royaume jusques a ce que les nouveaulx treuz et subsides feussent du tout destruitz et aboliz, a quoy a esté respondu par ledit ambassadeur que des le cinquiesme jour de Fevrier derrenier passé, par l'ordonnance du Roy son maistre et en son nom, il aurait promis au Roy et de ce, par ordonnance dudit seigneur, il auroit baillé ses lettres a monseigneur le Chancellier, par lesquelles il auroit promis dedans le temps de six mois a compter du jour dessusdit il feroit lever et totallment estaindre lesdits nouveaulx treuz et subsides mis au pays du Roy son seigneur sur les marchans et marchandises venans de cedit royaume, par quoy ne devoit soubz umbre de ce estre empeschée l'ordonnance et permission que le Roy

auroit faicte touchant l'entrée desdits draps de Perpignan; lesdits procureur et autres dudit pays de Languedoc disens au contraire mesmement que lesdits draps ne devoient point entrer jusques a ce que lesdits nouveaulx impostz feussent du tout aboliz et estainctz, mesmement ceulx qui avoient esté mis depuis la mort du Roy Jehan d'Arragon; icelluy ambassadeur disoit qu'il estoit content et d'accord que lesdits impostz et subsides mis sus depuis ledit deces dudit feu Roy Jehan fussent levéz et ostéz et se faisoit fort de le faire dedans le temps par luy promis, mais que pour ce faire, il estoit requis et necessaire que le Roy son maistre fust dedans le pays et que autrement ne se pourroit bonnement faire. Sur quoy, a esté dit, ordonné et appointé du consentement desdits comparans et en ensuivant ce que desja a esté ordonné par ledit seigneur et ce qui a esté promis par ledit de Albion, a quoy il s'est obligé, que tous et chacuns lesdits subsides et impostz, mis sus sur les marchans et marchandises venans du royaume et entrans es royaumes d'Arragon, conté de Roussillon et principauté de Cathelaigne depuis le decés et trespas du feu Roy Jehan d'Arragon, seront abatuz et aboliz effectivement dedans ledit temps et terme de six mois a compter dudit cinquiesme jour de Fevrier derrenier passé, autrement et en deffault de ce et lesdits six mois expiréz et escheuz, cessera et n'aura lieu la permission faicte par ledit seigneur de l'entrée des draps de Perpignan et continuera et sera renouvellee l'interdiction et deffence d'amener lesdits draps en cedit royaume et de ladite remission et abolition desdits impostz et subcides sera tenu ledit de Albion certifier ledit seigneur dedans ledit terme de six mois a compter comme dessus et pendant ledit temps sera gardée et observée la permission et entrée desdits draps. Fait oudit Conseil a Grenoble, ledit sixiesme jour d'Avril l'an mil cinq cens et sept.

En ensuyvant certaine ordonnance et appointment du Conseil : maistre Arnault Faure, procureur du Roy en la court de Parlement a Tholoz, maistre Anthoine Arquier, licencié en loix, procureur et scindic du pays de Languedoc, Pierre Potier, commis au payement des gaiges de ladite court de Parlement de Tholoz et Guillaume Rayssac, bourgeois de Carcassonne, envoyéz par ledit pays de Languedoc devers ledit seigneur, ont baillé les doléances et articles cy après inseréz et ont requis iceulx estre enregistréz es registres du Conseil et que coppie leur en soit baillée et a messire Jaques de Albion, chevalier, ambassadeur devers le Roy pour le Roy d'Arragon, qui leur a esté octroyé pour leur servir ce que de raison. S'ensuit la teneur desdites doléances et articles.

L'an mil cinq cens et six et le XXVII^e jour du mois de Decembre en la ville de Tournon, a l'assemblée des gens des trois Estatz du pays, ou presidoit reverend pere en Dieu monseigneur de Viviers, lesdits gens des Estatz ont advisé que la permission de l'entrée des draps de Perpignan ou pays de Languedoc est plus utile et prouffitable que la prohibition pourveu qu'il y ait liberté d'un quartier et d'autre, c'est assavoir que les draps et marchandises du pays puissent liberalement entrer es pays de Cicille, Cathelogne, Napples et autres seigneuries du Roy d'Espagne et d'Arragon et que les marques, contremarques, imposition de dix solz t. pour livre et autres nouvelles surcharges mises sur les marchandises dudit pays soient abolies et ostées et, puisqu'il a esté le bon plaisir du Roy donner ladite permission et entrée ausdits draps de Perpignan, qui luy soit supplié et requis que les marchandises du pays puissent entrer par toutes les seigneuries du Roy d'Espagne et d'Arragon sans payer lesdits dix solz pour livre, marques, contremarques ne autres nouvelles impositions et que lesdites nouvelles impositions

et trehuz soient abatuz. Ainsi signé : extraict des registres desdits Estatz. Bertrandi.

Pour demonstrier au Roy et a monseigneur le Chancellier que la doleance faicte par les habitants du pays de Languedoc tendant a fin que les charges et subsides nouvellement mises sur les marchandises et denrées portées et amenées par les subjectz du Roy nostredit seigneur es pays et seigneuries du Roy d'Espagne et d'Arragon doibvent estre rabatues sans les plus exiger et doibvent jouir de semblables liberté que font celles qui sont portées d'icelluy pays du Roy d'Arragon en ce present royaume et est a noter que les subjectz d'icelluy Roy d'Aragon et d'Espagne vont et viennent marchandant par le present royaume de France sans payer aucun tribut ne subside sinon tant seulement pour sortie qui payent quatre deniers t. pour livre au Roy et s'appellent le droit de reve, est a noter aussi que semblablement ou temps passé et mesmement du temps du feu Roy Jehan d'Arragon, pere du Roy qui est a present, les marchans de ce royaume alloient oudit pays d'Aragon franchement et en marchandant, ne payoient autre droit fors le droit de generalité qu'estoit quatre deniers t. pour livre qu'ilz payoient a l'entrée, toutes fois, depuis la mort dudit feu Roy Jehan, le Roy qui est a present, son filz, et ses subjectz ont mis nouveaux subcides sur les marchandises et denrées de ce royaume, la declaracion desquelz s'en-suit :

Premierement, ont mis sur toutes marchandises, denrées et d'œuvre faicte, dix solz pour livre, pour ce X s.

Item, a Parpignen, sur les toilles, outre les quatre deniers qui souloient payer d'entrée, ont mis nouvellement deux solz pour livre, pour ce deux s.

Item, audit Parpignen, ont mis sus sur ung droit appellé la boulle pour lequel exigent trois solz pour livre, pour ce III s.

Item, aux entrées des villes dudit pays chacun homme a cheval paye deux deniers et ung homme a pyé paye ung denier pour entrée.

Item, tout homme qui achapte ung cheval ou mulle audit pays paye de subcide ung solz pour livre encores qu'il soit pour son chevaucher.

Item, jaçoit ce que les habitants dudit pays d'Arragon portans or ou argent en ce royaume payent aucun subcide, toutes fois ilz font payer aux habitants du present royaume ung solz pour livre outre le droit de pariage et maistrise des portz.

Item, non tant seulement ilz font payer les susdits droiz a l'entrée ains aussi a l'issue encores qu'il soit une mesme marchandise.

Item, jaçoit que le droit de six deniers pour livre mis sus pour les marques et contremarques du temps passé ait esté aboly du consentement des parties et que en ce royaume ne s'en lieve riens, toutes fois ilz les lievent sur nous au grant interest et dommaige du present pays et du Roy, quinze ans a ou envyron que ledit terme de permission fut finy, qui monte par chacun an mille livres ou environ, laquelle somme ilz doibvent rendre et restituer comme perceue et levée indeuement aux subjectz du Roy lesquelz ilz ont extorqué.

Item, ont mis sus plusieurs autres droiz et subcides nouveaux lesquelz ilz lievent et exigent sur les subjectz du present royaume, lesquelz droiz et subcides le procureur general du Roy et du pays de Languedoc pour le bien du Roy et son royaume requierent estre aboliz par le Roy d'Arragon et ses subjectz et de ladite abolition en certifier deurement le Roy nostre souverain seigneur, monseigneur le Chancellier et messeigneurs de son grant Conseil et la souveraine court de Parlement de Tholozé dedans le terme de six mois a eulx prefixé par leurs lettres de permission a eulx faicte de l'entrée des draps de Parpignen et autres

denrées en ce present royaume et, en deffault de ladite certification, la prohibicion soit faite a eulx de ne porter leurs marchandises et denrées de Perpignan en ce present royaume et soient de nulle efficace et vertu selon et en ensuyvant l'édit du Roy et arrest du Parlement a Tholoz. Ainsi signé : Faure, procureur general du Roy, Arquier, procureur et scindic du pays de Languedoc, Potier et Raysac.

N° 25

1511¹**Ordre de séance des États de Languedoc.**Copie XVI^e siècle. Haute-Garonne, C 993, f. 6.

S'ensuyt l'ordre desdits Estatz

Medium est Rex

Et a la dextre les prelatz et gens d'Eglise. Et a la senestre les nobles et aux oppinions tout premier parle l'Eglise, et après, ung noble et en ensuyvant deux de comun estat en l'ordre qui s'ensuyt.

Tholoz	Montpellier
Carcassonne	Nymes
Narbonne	Le Puy
Besyers	Uses
Albi	Viviers ²
Mende	Castres
Saint Pons	Agde ³
Mirapoix ⁴	Lodève
Lavaur	Saint Papol ⁵
Alet ⁶ Lymos	Rieux ⁷ et Cominge

Diocesans

Tholoz	Maguelonne
Carcassonne	Nymes
Narbonne	Guynac ⁸
Uzes	Alby
Viviers	Marvejoulz
Castres	Pesennas ⁹
Saint Pons	Mirapoix
Clermont ¹⁰	Lavaur
Saint Papol	Alet et Lymos
Montalban	Rieux et Cominge

1. Se trouve après la copie de la lettre de convocation des Etats de Languedoc à Montpellier en janvier 1511 et avant celle de divers documents de la même session faite par le greffier diocésain de Toulouse dans le registre des assiettes de son diocèse.

2. Viviers, chef-lieu de canton, arr. de Privas (Ardèche).

3. Agde, chef-lieu de canton, arr. de Béziers (Hérault).

4. Mirepoix, chef-lieu de canton, arr. de Pamiers (Ariège).

5. Saint-Papoul, canton de Castelnaudary (Aude).

6. Alet, commune du canton de Limoux (Aude).

7. Rieux-Volvestre, chef-lieu de canton, arr. de Muret (Haute-Garonne).

8. Gignac, chef-lieu de canton, arr. de Lodève (Hérault).

9. Pézénas, chef-lieu de canton, arr. de Béziers (Hérault).

10. Clermont-l'Hérault, chef-lieu de canton, arr. de Lodève (Hérault).

Table des pièces justificatives

N° 1. Octroi des États de Languedoc (1419)	293
N° 2. Doléances des États de 1423	294
N° 3. Octroi d'une décime par le Clergé (1423)	297
N° 4. Instructions de la ville de Toulouse à ses délégués (1424) .	299
N° 5. Lettre du Pape Eugène IV aux États (1439)	307
N° 6. Promesse des commissaires du roi à propos d'un emprunt (1443)	308
N° 7. Articles sur l'équivalent (1443)	309
N° 8. Suppression des élus en Languedoc (1443)	317
N° 9. Relation des États de Toulouse (1451)	318
N° 10. Lettre de Louis XI aux commissaires réformateurs (1463) .	320
N° 11. Ordre de séance des États (1464)	321
N° 12. Lettre exécutoire des Doléances (1466)	322
N° 13. Avis sur les francs-fiefs et nouveaux acquêts (1471)	323
N° 14. Avis sur le cours des monnaies (1487)	325
N° 15. Avis du Parlement de Toulouse sur les articles présentés par les États (1490)	326
N° 16. Lettre de Ferdinand le Catholique au président des États (1495)	327
N° 17. Lettre de Jean Lamée, procureur du pays de Languedoc (1496)	328
N° 18. Lettre de Gabriel de Laye, procureur du pays de Lan- guedoc (1496)	329
N° 19. Accord de la ville de Lyon et des délégués des États de Languedoc (1498)	330
N° 20. Règlement sur la draperie (1499)	331
N° 21. Accord entre Mathieu Bosquet, syndic des États, et des marchands espagnols (1500)	333
N° 22. Élection de Jean de Vault comme procureur du pays de Languedoc (1501)	335
N° 23. Compte de Jean de Vault (1503)	337
N° 24. Promesse de l'ambassadeur d'Aragon (1507)	339
N° 25. Ordre de séance des États (1511)	342

INDEX DES NOMS DE PERSONNE

- ABZAC DE LA DOUZE (Pierre d'), archevêque de Narbonne, 82, 281.
- ACY (Jean d'), Juge-mage de Beaucaire, 58, 198 n, 201 n.
- AGULHON (J.), de Montpellier, 34 n.
- ALBENACI (Claude), lieutenant de Nîmes, 83 n.
- ALBI (Bringuier), juge des appeaux de Gévaudan 160 n.
- ALBI (Jean d'), doyen de Carcassonne 75 n.
- ALBION (Jacques d'), ambassadeur du roi d'Aragon 339, 340.
- ALBRET (le sire d'), 86 n.
- ALBUSSON (Jean), de Mende 63 n.
- AMBOISE (Huet d'), seigneur d'Aubijoux 88 n.
- AMBOISE (Louis d'), évêque d'Albi 68 n, 69, 71, 129, n, 207 n, 218 n, 223, 237 n, 248 n, 270, 271 n.
- AMYC (Jean) 160 n.
- ANCEZUNE (Guillaume d'), visiteur général des gabelles 214.
- ANGELINI (Jean), professeur ès lois, ambassadeur de Montpellier 318.
- ANJOU (Charles d'), comte du Maine, gouverneur de Languedoc 51 n, 53, 54, 56 n, 138 n, 170 n, 171 n.
- ANJOU (Louis duc d'), gouverneur de Languedoc 26, 36, 190 n.
- ANNE DE BRETAGNE 78, 212, 213 n, 239.
- APCHIER (Claude d'), 92 n.
- ARBIETA (Francisco d'), marchand espagnol 333.
- ARMAGNAC (le bâtard d') 58 n.
- ARMAGNAC (le comte d') 44, 86, 89, 96 n, 306.
- ARPAJON (Hugues d') 37.
- ARQUIER (Antoine), syndic des Etats 119 n, 120 n, 257 n, 285, 339, 340.
- ASTARAC (le comte d') 86.
- ASTARS, receveurs diocésains de Viers 184 n.
- ASTORG (Pierre), délégué de Toulouse 36 n, 299.
- AUDREHEM (Arnoul d'), maréchal de France 36.
- AULON (Jean d'), sénéchal de Beaucaire 130 n.
- AURIBAIL (Pierre-Raymond d'), de Toulouse 96 n, 102, 307.
- AURILLOT (Guy), clerc des comptes 130 n.
- AURIOLA (Jean), juge d'Albi 124.
- AVIOSCA (Francisco de), marchand espagnol 333.
- BALMA (Jean de), consul de Nîmes 119 n, 127 n.
- BALZAC (Rauffet de), sénéchal de Beaucaire, 130 n, 322.
- BAR (Denis de), évêque de Saint-Papoul 282.
- BAR (J. de), envoyé des Etats 71 n.
- BARDIN (Guillaume), conseiller au Parlement de Toulouse 55 n, 253 n.
- BARONDEAU (Jacques), conseiller de Lyon 331.
- BARRIÈRE (Isarn de), évêque de Maguelonne 281.
- BARUCCI (Bertrand), 36 n.
- BATARNAY (Imbert de), 129 n, 130 n.
- BAUBIGNON (Jean), maître des requêtes de l'Hôtel 49 n, 144 n, 267 n.
- BAUDOT (Philippe), gouverneur de de la chancellerie de Bourgogne 130 n, 160 n.
- BAYARD, receveurs diocésains 184 n.
- BAYART (Pierre), conseiller du roi 130 n.
- BÉARN (le bâtard de), 54 n.
- BEAUFORT (famille de), seigneurs d'Alès 90.
- BEAUNE (Jacques de), général des finances 78, 136 n, 145 n, 147 n, 249.
- BEAUNE (Jean de), receveur diocésain de Maguelonne 183 n.
- BELISSEN (Guillaume), receveur diocésain de Carcassonne 127 n, 183 n.
- BELLIÈVRE (Barthelemy), conseiller de Lyon 331.

- BENOIT (Guillaume) 163 n, 177 n.
 BERENGER, notaire de Carcassonne 283.
 BERNARD (Etienne), trésorier d'Anjou 53.
 BERNARD (Jean), secrétaire du roi 49 n, 130 n.
 BERRY (Jean duc de), gouverneur de Languedoc 27, 28, 29.
 BERTIN (Guyot), receveur diocésain de Lodève 183 n.
 BERTRAND (Guillaume), greffier des Etats 115 n, 124, 157 n, 164, 284, 339.
 BIGOT (Pierre), de Toulouse 30, 31.
 BLANCHARD (Guillaume), syndic des Etats 119 n, 121 n, 122 n, 124 n, 126, 148 n, 150 n, 157 n, 164, 238, 248 n, 257 n, 285.
 BLANCHEFORT (le capitaine) 52 n.
 BLASI (Jean), de Toulouse 96 n.
 BLETERENS (Aymard de), premier président au Parlement de Toulouse 225 n.
 BOCHETEL (Jean), secrétaire du roi 53 n, 317.
 BOILEAUE (Guillaume), trésorier de Nîmes 243.
 BONAY (Jean de), sénéchal de Toulouse 30.
 BONGARS (Regnaud), procureur au Grand Conseil 126 n.
 BONIFACE VIII 24.
 BONIN (Pierre), receveur diocésain de Nîmes 185 n.
 BONNAY (Etienne de), receveur général du subsidé 174 n.
 BONNAY (Robert de), neveu du maréchal de Sancerre 27 n.
 BONNEFONT (Claude), du Puy 144 n.
 BOSCH (François), délégué de Montpellier 177 n.
 BOSQUET (Jean), juge de Lauragais 160 n.
 BOSQUET (Mathieu), syndic des Etats 103 n, 119 n, 120 n, 121 n, 127 n, 150, 238 n, 257, 261 n, 262, 285, 333, 335, 336.
 BOSREDONT (Jean), de Toulouse 63 n, 75 n.
 BOURBON (le bâtard de), 52 n.
 BOURBON (Charles de), capitaine général en Languedoc 37 n, 40, 41, 294, 297, 298.
 BOURBON (Jean de), évêque du Puy 61, 62, 68, 69, 84, 113 n, 117, 132 n, 144 n, 154 n, 159 n, 168 n, 204, 220 n, 233, 257 n, 261, 273 n, 281, 322.
 BOURBON (Regnaud de) archevêque de Narbonne 281.
 BOURDIN (Antoine), receveur diocésain de Nîmes 182 n.
 BOURGES (Jean de), conseiller de Lyon 331.
 BOURRASSIER (Bartelemy), receveur diocésain de Toulouse 183 n, 184 n.
 BOURRASSIER (Nicolas), 64, 184 n.
 BOUSANQUET (Jean), receveur diocésain de Nîmes 183 n.
 BOYER (Bernard), viguier de Carcassonne 293.
 BOYER (Jean), conseiller au Parlement de Toulouse 256.
 BOYER (Pierre), syndic des Etats 71 n, 83 n, 117, 118, 119, 120, n, 160 n, 234, 244, 285.
 BOYER (Pierre-Jean), 36 n.
 BOYLEAU (Roger), receveur diocésain de Maguelonne 184 n, 185 n.
 BRACHET (Mathelin), sénéchal de Limousin 130 n.
 BRANCAS (Bouffille de), 76 n.
 BRICONNET (André), receveur diocésain de Maguelonne 183 n.
 BRICONNET (Guillaume), général des finances 144 n, 214.
 BRINON (André), secrétaire du roi 136 n.
 BROCHE (Jean) 127 n.
 BRUEYRIA (le sieur de la), 248 n.
 BRUSAC (le capitaine) 52 n.
 BUCELLI (Jacques), de Montpellier 76 n, 163, 328.
 BULLIoud (Amé), conseiller de Lyon 330, 331.
 BUREAU (Jean), évêque de Béziers 281.
 BURNET (Jean), procureur au Parlement de Toulouse 121 n, 125 n, 127 n, 272 n, 286.
 BUYER (Jacques), conseiller de Lyon 331.
 CACH (Jean), de Carcassonne 75 n, 127 n, 157 n.
 CAMBRAY (Adam de), président au Parlement de Poitiers 49 n, 267 n.
 CAMBRAY (Etienne de), évêque d'Agde 128 n, 200, 201 n, 267 n, 276, 281, 308, 309, 317.
 CANLERS (Geoffroi de), clerc des Comptes 130 n.
 CARAMAN (le vicomte de), 31, 33 n, 36 n, 112 n, 178 n, 201 n.
 CASAUX (Jean de), changeur de Montpellier 183 n.
 CESAC (Jacques de), doyen du Puy 83 n.
 CASILHAC (Pierre de), 102 n.
 CASTELLAIN (Antoine), 184 n.

- CASTELLAIN (Otto), argentier du roi 60, 109 n, 129 n, 171 n, 182 n, 184 n, 201 n, 276.
- CASTELLAIN (Simon), 184 n.
- CASTELLAIN (Vany), receveur diocésain de Toulouse 182 n, 183 n, 184 n.
- CASTRO (Diego de), marchand espagnol 333.
- CAYLAR (Bermond du), 36 n.
- CENARET (Astorg de), prévôt de l'église de Mende 160 n.
- CEZELY (Etienne) 74 n.
- CHABANNES (le capitaine), 52 n.
- CHABANNES (Geoffroi de), sire de Charlus, lieutenant du gouverneur de Languedoc 77, 177 n.
- CHALIGAUT, secrétaire du roi 56 n.
- CHALON (Louis de), prince d'Orange 30, 32, 33, 34, 35.
- CHAMPEAUX (Guillaume de), évêque de Laon 42, 43, 44, 46, 48 n, 49 n, 50, 51, 53, 54, n, 83 n, 129 n, 136 n, 138 n, 182 n, 196 n, 197 n, 213 n, 219 n, 233 n, 246.
- CHARLES V 27, 156 n.
- CHARLES VI 27 n, 28 n, 34, 41, 138 n, 156 n, 174, 198 n, 304.
- CHARLES VII, dauphin 29, 30, 31 n, 34, 37, 38, 41 n, 111, 158, 196, 293; roi 41, 42, 44 n, 46, 47, 49, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 95 n, 106 n, 107 n, 109, 128 n, 129 n, 135 n, 139 n, 141, 155 n, 156, 158, 159, 173 n, 180 n, 187, 188 n, 192, 194 n, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 211, 218 n, 221, 222, 225, 228 n, 229 n, 231, 232, 235, 236 n, 237 n, 239 n, 240, 249 n, 251, 252, 253, 261, 266, 268 n, 271 n, 273 n, 274, 276, 279, 309.
- CHARLES VIII 72, 73 n, 74, 75, 76, 77, 84, 85, 94 n, 120 n, 123, 125, 129 n, 133, 139 n, 156 n, 160, 168 n, 170, 171, 173, 179 n, 180 n, 189 n, 192, 195 n, 211, 217 n, 220, 222, 223, 226 n, 230, 232, 234, 242, 243, 244, 245, 246 n, 262 n, 265, 271 n, 272.
- CHARLES de France, duc de Guyenne 82, 99, 186, 222, 322 n.
- CHARLES (Etienne) 36 n.
- CHARLES (Pierre), de Carcassonne 201 n.
- CHATEL (Tanguy du) 54, 56 n, 128 n, 129 n, 199 n, 200, 213 n, 239, 267 n, 308, 317, 318 n.
- CHAURADI (Claude) 125 n.
- CHAUVIGNY (Hugues de), sénéchal d'Auvergne 322.
- CHAVAINAG (Jean de), juge-mage de Toulouse 121 n.
- CHELY (Jean de), 267 n.
- CLERMONT-LODEVE (Pons Guilhem de) 48, 62, 65 n, 90, 117, 159 n, 182 n, 201 n, 218 n, 322.
- CLERMONT-LODEVE (Tristan Guilhem de) 90 n, 129 n.
- CLUZEL (Bertrand de), professeur à l'Université de Toulouse 102 n.
- CŒUR (Jacques), argentier du roi 54, 60, 61, 128 n, 129 n, 131 n, 141, 171 n, 179 n, 199 n, 200, 228, 267 n, 277, 308, 317.
- COLOMBIER (Pierre), de Montpellier 108 n.
- COMBEREL (Hugues), général des finances 30 n.
- COMMINGES (le vicomte de) 86 n.
- CONCHES (Tachon de), conservateur de l'équivalent aux aides 201 n.
- CORDIER (Antoine), de Bagnols 58 n.
- CORGUILLERAY (Jean de), évêque de Lodève 83, 281.
- CORSELAS (Jacques de), trésorier de Toulouse 303.
- CORSIER (Bertrand), juge-mage de Carcassonne 48.
- CORSIER (Jean), 36 n, 83 n.
- CORTES (Guillaume), salpêtrier de Toulouse 270 n.
- COTEREAU, trésorier 218 n, 260 n.
- COUSERANS (le vicomte de) 86 n.
- COUSINOT (Guillaume), gouverneur de Montpellier 130 n, 322.
- DANNES (Henri de), clerc des Comptes 130 n.
- DAPINAC (Jean) 76 n.
- DAUVET (Jean), premier président au Parlement de Toulouse 61, 62 n, 129 n, 130 n, 144 n.
- DAVID (G.), capitoul 193 n.
- DAX (Jean), lieutenant du sénéchal de Beaucaire 244.
- DESIGNES (Jean), élu de Paris 270 n.
- DIJON (Jean de), secrétaire du roi 136 n.
- DOMS (Bernard de), sénéchal de Beaucaire 130 n.
- DORIOLE (Jean), conseiller au Parlement de Toulouse 130 n.
- DORIOLE (Pierre), 241.
- DORLÉANS (François), greffier pour le roi 136 n.
- DU BEC CRESPIN (Antoine), archevêque de Narbonne 281.
- DU BLET (Guillaume), conseiller de Lyon 331.
- DU BOYS CORNU (Guillaume), lieutenant du receveur diocésain d'Uzès 183 n.

DU BOYS CORNU (Thomas), procureur au Grand Conseil 126 n, 222 n, 336.
 DU BREUIL (Jean), commissaire aux francs fiefs 68 n.
 DU BREUIL (Nicole), secrétaire du roi 130 n.
 DU JARDIN (Pierre), receveur diocésain d'Uzès 183 n.
 DU MESNIL (Gracien), commissaire aux francs fiefs 68 n.
 DU MESNIL (Pierre), greffier pour le roi 136 n.
 DU MOULIN (Pierre), archevêque de Toulouse 37 n, 113 n, 117, 154 n, 198 n, 281.
 DUNOIS (le comte de), 270 n.
 DU PERIER (Loys), conseiller de Lyon 331.
 DU PEYRAT (Jean), marchand de Lyon 243, 244, 245 n.
 DU PORT (Jean), conservateur de l'équivalent 201 n.
 DUPRAT (Antoine), avocat du roi au Parlement de Toulouse 130 n, 147 n.
 DU PUY (Aubert), docteur en médecine 222 n.
 DURANT (Antoine), greffier des Etats 283.
 DU RU (Etienne), 207, 208, 209, 263 n.

EBRART (Jean), receveur diocésain de Carcassonne 183 n.
 ERLANT (Nicolas), receveur général de Languedoc 174 n, 184 n, 322.
 ESPAGNE (Roger d') 86 n.
 ESPARRON (Antoine), procureur de Vivarais 92 n.
 EST (Francisque d'), gouverneur de Montpellier 130 n.
 ETAMPES (Jean d'), évêque de Carcassonne 61, 128 n, 129 n, 145 n, 229 n, 318 n.
 EUDON (Jacques), receveur diocésain d'Auch et de Comminges 183 n.
 EUGÈNE IV 52, 53.
 EVERART (Jean), 92 n.

FABRE (Jean), seigneur de Puimisson 89.
 FABRE (Jean), élu de Narbonne 197 n.
 FALCON (G.), 71 n.
 FAURE (Arnaud), procureur du roi au Parlement de Toulouse 190 n, 339, 340.
 FAURE (G.), capitoul 193 n.

FAVEROT, secrétaire du roi 83 n, 298, 299.
 FENOIL (Jean), receveur diocésain de Mirepoix 183 n.
 FERDINAND LE CATHOLIQUE 247, 249, 327.
 FOIX (Gaston IV comte de), 88, 238 n.
 FOIX (Gaston de) 87, 89.
 FOIX (Jean I^{er} comte de) 32, 34, 35, 36, 37 n, 38, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 53, 81 n, 82, 86, 94 n, 95 n, 104, 105 n, 109 n, 112 n, 136 n, 138, 140 n, 141, 144 n, 145 n, 146 n, 147 n, 168, 178 n, 180 n, 188 n, 204 n, 211, 219 n, 255, 268 n, 279, 293.
 FONTE (*Johannes de*) 31 n.
 FOSSAT (Jean del), 238.
 FOURNIER (Jean), receveur diocésain de Béziers et Uzès 183 n, 184 n.
 FOURNIER (Philippe), receveur diocésain de Nîmes 182 n., 184 n.
 FOURNIER (Pierre), juge de Verdun 303.
 FRANÇOIS I^{er} 156, 245, 272.
 FRESQUET (Jacques), receveur diocésain de Montauban 183 n.
 FRIEZ (Antoine de), marchand espagnol 334.
 FUMEE (Adam), maître des requêtes de l'Hôtel 130 n.

GALLOIS DE PIE DE FOU 197 n.
 GARY (Pierre), seigneur de Tournel 92 n.
 GASTE (Louis), chambellan du roi 130 n.
 GAULTIER (François) 171 n.
 GENCIAN (Jean), 231 n.
 GIBBERT (Pierre), de Toulouse 30, 31.
 GINIBROUSE (Jacques), receveur diocésain de Castres 183 n.
 GODEFROY (Jean), autelisseur de Montpellier 144 n.
 GOSSET (Jean), secrétaire du roi 136 n.
 GOYET (Guillaume), 53 n.
 GOYRANS (B. de), de Toulouse 96 n.
 GUERRIER (Claude), conseiller de Lyon 311.
 GUILLAUME (Jean), conservateur de l'équivalent 201 n.

HALE (François) 130 n.
 HERBERT (Jean), général des finances 272.
 HERON (Macé), trésorier général de Languedoc 174 n.

- HURAUT (Jacques), trésorier de France 130 n.
- IBOS (Bernard d'), évêque de Bazas, 36 n, 83 n.
- ISABEAU DE BAVIÈRE 29, 30, 31, 138, 196, 210 n.
- JAMBES (Jean de), 53, 54, 128 n, 199 n, 200, 308, 309.
- JANNEQUIN (Nicolas), clerc des élus d'Uzès 202 n.
- JEAN LE BON, 25, 27 n, 156 n.
- JEAN SANS PEUR, duc de Bourgogne 29.
- JOYEUSE (Tanguy de) 93 n.
- JEAN, comte de Vendôme 36, 170 n.
- JUGE (Boffle de), comte de Castres 89.
- JUGNY, receveur diocésain 185 n.
- JUVENAL DES URSINS (Guillaume) chambellan du roi 130 n.
- LA BARRE (Jean de), général des finances 29, 42, 306, 307.
- LABIZE (Jean), commissaire aux francs fiefs 68 n.
- LA CROIX (Guillaume de), gouverneur de Montpellier 114 n, 130 n, 243.
- LA CROIX (Jean de), changeur de Toulouse 183 n.
- LA GARDÈTE (Jean de), bailli de Velay 130 n.
- LA LOERE (Jean de), secrétaire du roi 161, 184 n.
- LAMBERT (Girardin), greffier des Etats 114, 283.
- LAMÉE (Jean), syndic des Etats 119 n, 120 n, 123 n, 145 n, 157 n, 220 n, 285, 328, 336.
- LA PORTE (Pierre de), greffier des Etats 114 n, 283.
- LA RIVIÈRE (Jean de) 68 n, 132, 271 n.
- LA TEILLAYE (Jean de), commissaire de la réparation générale 43.
- LA TEULE (Berthomieu de), consul de Montpellier 34 n.
- LA TOUR (Guillaume de) 76 n.
- LA TREILLE (Guiraud de), receveur diocésain de Lodève 183 n.
- LAUBEPIN (de), conseiller au Parlement de Toulouse 127 n.
- LAURENCIN (Claude), conseiller de Lyon 331.
- LAURET (Bernard), premier président au Parlement de Toulouse 130 n.
- LAUZIÈRE (Guyot de), maître d'hôtel du roi 130 n.
- LA VOULTE (Louis de), lieutenant du gouverneur de Languedoc 88 n, 122 n, 130 n.
- LAYE (Gabriel de), syndic des Etats 74 n, 75 n, 118, 119 n, 120 n, 121 n, 125 n, 149 n, 157 n, 160 n, 164, 285, 329, 330, 335.
- LE BART (Odet), seigneur de Capendu 89.
- LE BOURSIER (Alexandre), général des finances 41, 42, 306, 307.
- LEBRUN (Jean) 171 n.
- LE CHARON (Claude), conseiller de Lyon 330, 331.
- LE CONTE (Thierry), gouverneur de Montpellier 37, 308, 309.
- LE FORESTIER (Jean), seigneur de Vauvert 88.
- LELONG (Denis) 230 n.
- LE PICART (Pierre), receveur diocésain de Lodève 182 n.
- LEROY (André), 231 n.
- LEROY (Jacques), receveur diocésain de Mirepoix 184 n.
- LEROY (Jean), receveur diocésain d'Alet 183 n, 184 n.
- LEROY (Martin), receveur diocésain de Toulouse et Saint-Papoul 183 n, 184 n.
- LESTRANGES (Antoine de) 93.
- LESTRANGES (Guy) 93.
- LEVIS (famille de) 87.
- LEVIS (Jean de) 88 n.
- LOBERC (Jean) 149 n.
- LOGES (Robert des) 321 n.
- LOMAGNE (le vicomte de) 29, 30, 54 n.
- LONGUET (Mathurin), procureur au Grand Conseil 126 n.
- LOSELERGE (Philippe de), conseiller à la Cour des Aides 262.
- LOUIS XI, dauphin 51 n, 53, 57; roi 58, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 77, 82, 84, 102, 104 n, 110, 114, 116, 128 n, 129, 130, 131, 133 n, 141, 151, 159, 160 n, 163 n, 167, 169, 171, 172, 173 n, 179, 181 n, 184 n, 186, 187 n, 188, 189 n, 192, 205, 206, 209, 211, 214, 218 n, 222, 226, 229, 230, 232, 237, 241, 250, 254, 255, 261, 265 n, 269 n, 271 n, 272, 273 n, 276, 277, 279, 321 n.
- LOUIS XII 77, 89, 133, 141, 142, 158, 170, 178 n, 180 n, 192, 214, 218 n, 226, 230, 245, 248, 249, 257, 273 n, 275, 277.
- LOUVET (Louis), baron de Calvisson 90 n.
- LUILLIER (François), trésorier royal de Carcassonne 183 n.
- LUQUET (Jean), vicaire général du Puy 124, 336.

MACON (Roulin de) 43 n.
 MAJORIS (G.), notaire de Carcassonne 283.
 MALERIPPE (Pierre de), juge de la baronnie de Montpellier 235, 244.
 MALEVAL (Pons), 243 n.
 MALHAC (Bernard de) 36 n.
 MARÉCHAL (Louis), seigneur d'Espinaç 50.
 MARGAROT (Antoine), de Calvisson 134 n.
 MARIE D'ANJOU 211, 239 n.
 MARIGNAC (Jean de), 36 n.
 MARIMONT (Rémi de), gouverneur de Montpellier 130 n.
 MARLE (Arnaud de), 37 n, 43, 49 n, 198 n, 231 n, 267 n.
 MARLE (Henri de), premier président au Parlement de Toulouse 130 n, 322.
 MARTIGNY (Charles de), évêque de Castres 282.
 MARTIN (Jean), de Lodève 36, n, 50, 102 n, 108 n.
 MARTIN (Jean), de Lunel 99 n.
 MARZAC (François de), gouverneur de Montpellier 130 n.
 MATHIEU, receveur diocésain 185 n.
 MATUSSON (Jean), receveur diocésain de Mende et Alet 183 n.
 MAULÉON (le sire de) 86.
 MAURY (Simon), receveur diocésain de Saint-Pons et Narbonne 183 n, 184 n.
 MAZAC (Jean de), capitoul 193 n, 252 n.
 MÉDICI (Jacques), changeur de Toulouse 183 n.
 MERCADIER (J.), notaire de Carcassonne 283.
 MEULLON (Guillaume de), sénéchal de Beaucaire 294, 297.
 MIRANDA (Bernardino de), marchand espagnol 333.
 MONTAUT (Bertrand de), seigneur de Puydaniel 91.
 MONTAUT (Jacques de), 34, 35, 91.
 MONTBEL (François), greffier des généraux des aides 116 n.
 MONTBEL (Jean), juge de Gévaudan 124.
 MONTBEL (Pierre), receveur diocésain de Mende 183 n.
 MONTCALM (Gaillardet de), bailli de Marvejols 88.
 MONTCALM (Guillaume), juge-mage de Nîmes 329 n.
 MONTESPEDON (Jean de), bailli de Rouen 130 n.
 MONTLAUR (Louis de) 93.
 MONTMORIN (Jean de) 54.
 MOREAU (Jean) 230.

MORELLI (Jean), évêque de Maguelonne 281.
 MURAT (Regnaud, vicomte de) 30, 32, 35.
 MUSNIER (Guillaume), receveur diocésain d'Uzès 183 n.
 NAGAC (Huc de), de Toulouse 299.
 NEBOUZAN (le vicomte de), 87.
 NERLY (François de), trésorier général de Languedoc 37 n, 174 n.
 NEVE (Philibert de), de Montpellier 55 n, 96 n, 107 n, 171 n.
 NICOLAS (Bernard), 124, 145 n.
 NICHOLAY (Guillaume), changeur de Montpellier 155 n.
 NICOLAY, procureur de Vivarais 83.
 NIVART (Louis), trésorier de Toulouse 182 n, 183 n, 184 n.
 NOER (Hugues de) 51, 54, 197 n.
 NOGARET (Bertrand de), juge-mage de Toulouse 299.
 NOYER (Guillaume) 127 n.
 ODIN (Pierre), official du Puy 83 n.
 OLIVE (Guillaume), receveur diocésain d'Alet 184 n.
 OLIVE (Jean), receveur diocésain d'Alet 184 n.
 OLIVE (Pons), receveur diocésain d'Alet 184 n.
 OLMIÈRES (Georges d') 103 n, 126.
 ORLÉANS (Jean d'), archevêque de Toulouse 113.
 OZON (Pierre d') 124.
 PAGEZE (G. P.), de Toulouse 96 n, 299.
 PASQUIER (Etienne), greffier des Etats 114 n, 115 n, 164, 283, 333.
 PASQUOT (Jean), secrétaire du roi 136 n, 309.
 PASQUOT (Jean), prévôt de Réalmont 120 n, 124, 125 n, 222 n, 223 n.
 PASTOUREAU (Claude), receveur diocésain d'Agde 183 n.
 PATARAN (Pierre), de Montpellier 36 n, 38 n.
 PAVES (Albert), de Montpellier 63 n.
 PAVIE (Jean), secrétaire du roi 136 n.
 PELET (Guy), seigneur d'Alès 90, 94 n.
 PELLICIER (Guillaume), évêque de Maguelonne 281.
 PERAULT (le sieur de), 244.
 PERONNE (Etienne) 131 n.
 PETIT (Etienne), trésorier général de Languedoc 65 n, 136 n, 145 n, 174 n, 201 n.

PETIT (P.), receveur diocésain d'Agde 184 n.

PEYRE (Astorg, seigneur de) 92.

PHILIPPE LE BEL 23, 24, 39 n, 51.

PHILIPPE VI 156 n, 190 n, 211 n, 273.

PHILIPPE (Jean), assesseur des capitouls 252 n.

PIN (Jean de), notaire de Montpellier 283.

POIGNANT (Pierre), maître des requêtes de l'Hôtel 130 n.

POLINHAC (Guillaume de) 245.

POMPADOUR (Geoffroy de), évêque du Puy 282.

POMPADOUR (Elie de), évêque de Viviers 281.

POTIER (Pierre), Trésorier de la Bourse des Etats 83 n, 103 n, 125 n, 127, 183 n, 223, 328, 339, 340.

POUJOLS (Pons de) 89 n.

POYTEVIN (André), 124, 125 n, 215 n.

PRADAL (B.), receveur diocésain de Narbonne 183 n.

PRADAL (Durand del), receveur diocésain d'Albi 183 n.

PRADAL (Philippe de), juge d'Albi 198 n.

PRUNIER (Jean), greffier pour le roi 136 n, 137 n, 183 n, 184 n, 223 n, 326, 328, 329.

PYBUSQUE (R. de) 102, 269 n.

RABOT (Jean), receveur diocésain d'Alet 183n.

RATE (Aymes), greffier des Etats 283.

RAYNAUD, greffier des Etats 283.

RAYSSAC (Guillaume), de Carcassonne 127 n, 339, 340.

REFUGE (Pierre de) 132 n.

REILHAC (Domergue), fustier de Montpellier 162.

REILLAC (Jean de), trésorier de Nîmes 130 n.

REYVELIN (Hugues), de Cordes 143 n.

RIBAYRAC (Pierre de), receveur diocésain de Lodève 182 n.

RICHIER (Jean), greffier pour le roi 136, 137 n, 164, 176 n, 255 n, 323, 325, 337.

RIGAUD (Alzias de) 86 n, 117.

RIGAUD (Jean), seigneur d'Aigrefeuille 55 n, 91, 96 n, 102.

ROBERTET (Jean) 156 n, 160 n, 337.

ROBINEAU 151 n.

ROBINI (B.), avocat du roi au Parlement de Toulouse 257.

ROCHE-AYMON (Jean de la), sire de Chabannes, lieutenant du gouverneur de Languedoc 130 n, 144 n, 261, 329 n.

ROLANT (Adam), secrétaire du roi 130 n.

ROQUETTE, receveur diocésain de Castres 184 n.

ROQUETTE, marchands de Toulouse 248 n.

ROSEL (Rostaing), greffier pour le roi 136 n.

ROSIER (Bernard de), archevêque de Toulouse 52 n, 53 n, 102 n, 198 n, 253.

SABBATIER (Bernard), 36 n.

SAINT-ANDRÉ (le sieur de) 247 n.

SAINT-ANTHONIN (Guillaume de), marchand de Toulouse 198 n.

SAINCTE-CROTZ (Laurent de), marchand espagnol 333.

SAINT-FÉLIX (Armand de), consul de Montpellier 96 n, 318.

SAINT-LOUP (Jean de), receveur diocésain de Toulouse 183 n.

SAINT-MARTIN (Bernard de), conservateur de l'équivalent 201 n.

SAINT-MARTIN (G. de) 125 n.

SAINT-PRIVAT (le sieur de) 221 n.

SAINT-VALIER (le sieur de) 93, 213 n.

SAINT-VICTOR (Jean de), marchand espagnol 333.

SALAMON (Jean), général des aides 145 n, 262.

SALAZART 54 n.

SALLELES (Etienne), receveur diocésain de Narbonne 183 n.

SALSAN (Antoine de) 89.

SALVATOR (Pierre), marchand d'Alès 94 n.

SANCERRE (le maréchal de) 27 n.

SARRAIL (Bernard Raimond del) 37 n.

SAULIEU (Guillaume de) 30.

SCATISSE (Antoine), viguier de Nîmes 32 n.

SÉNÉCHAL (Jean) 36 n.

SERS (Jean de), conservateur de l'équivalent 201 n.

SIMON (Antoine), de Lunel 109 n.

SIMON (Pierre) 36 n.

SNORP (Jean de), trésorier de France 130 n.

SOLAYROLIS, envoyé de Nîmes 329.

SYMONEAU (Pierre), marchand de Poitou 234.

- TALHAPAN (A.), de Montpellier 34 n.
 TARRANT (Jean de) 30.
 TAULIGNAN (Louis de), seigneur de Barre 91, 92, 201 n, 204 n.
 TAURIA (Claude de) 126 n.
 TEINTURIER (Guillaume) 36 n.
 TEINTURIER (Pierre), de Montpellier 55 n, 60, 201 n, 204 n, 318.
 TEISSIER (Jean), receveur docésain du Puy 183 n.
 TEZE (Loys), conseiller de Lyon 331.
 THESAN (Guillaume de) 89 n.
 THESAN (Raymond de) 89 n.
 THIERRY (Jean), secrétaire du roi 136 n.
 THOMASSIN (Claude), conseiller de Lyon 330, 331.
 TINIÈRES (Pierre de), vicomte de Narbonne 88.
 TOREAU (Guillaume) 41.
 TORVEAU (François), conseiller de Lyon 331.
 TOUCHET (Pierre), receveur diocésain de Maguelonne 183 n.
 TOUREILLES (Francisque de), de Barcelone 234.
 TOURNON (Guillaume de), évêque de Viviers 282.
 TOURNON (Jacques de) 93 n.
 TRAVERS (Guillaume), receveur diocésain de Béziers 183 n.
 TREILLIER (Pierre), procureur au Parlement de Toulouse 125 n, 286, 336.
 TRIPPET (Jean), archidiacre d'Albi, général des aides 129 n, 186 n, 262.
 TROTET (Jacques), clerc des Comptes 130 n.
 TURRY (G.) 267 n.
 URPHE (le sire d') 129 n, 130 n.
 VALENGELIER, secrétaire du roi 136 n.
 VALETTA (Tristan), consul de Nîmes 127 n.
 VALLEVILLE (Maur de), évêque de Maguelonne 281.
 VALPORRES (Jean de), marchand espagnol 334.
 VARYE (Guillaume de) 63 n, 64, 161, 241, 322.
 VAULX (Jean de), de Montpellier 55 n, 107 n, 159 n, 267 n.
 VAULX (Jean de), juge d'Uzès, syndic des Etats 119 n, 122 n, 125 n, 126 n, 157 n, 213 n, 257 n, 285, 335, 336, 337.
 VAYSSÉLIER (Jean), notaire de Montpellier 283.
 VER (Barthélemy de), receveur diocésain de Toulouse 183 n, 184 n.
 VERGIER (Jean du), second président au Parlement de Toulouse 130 n.
 VERNÉGAL, marchand catalan 234.
 VESC (Etienne de), sénéchal de Beaucaire 130 n.
 VESC (Jean de), évêque d'Agde 282.
 VICTORIA (Martin de), marchand espagnol 333.
 VIDAL (Antoine), conseiller de Lyon 330, 331.
 VIDAL (Peyre), consul de Montpellier 34 n, 36 n.
 VIDAL (R.), receveur diocésain de Narbonne 183 n.
 VIGIER (Jean), évêque de Lavaur 281.
 VILLADIEGO (Dyago de), marchand espagnol 333.
 VILLANDRANDO (Rodrigue de) 48, 50, 51 n, 52 n.
 VILLEBRESME (Thierry de) 38.
 VILLEROUX (Julien), de Castelnaudary 127 n.
 VIOLETTE (Bernard), de Montpellier 38.
 VOISINES (Nicolas de), secrétaire du roi 49 n, 136 n, 198 n, 267 n.
 VOISINS (famille de) 89.
 VOISINS (Jean de), seigneur d'Ambrès 75 n.
 VOLTAN (Pierre Louis de), évêque de Rieux 282.
 XAINTRAILLES (Poton de) 52 n.
 YSALGUIER (François) 36 n, 91 n.
 YSALGUIER (Jacques) 91 n, 96 n, 105 n.
 YSALGUIER (Odet), 91 n.
 YSALGUIER (Pierre) 91 n, 105 n, 299.
 YSARN (J.), notaire de Béziers 283.

INDEX DES NOMS DE LIEU

- AGDE, Hérault, arr. Béziers 40 n, 44, 81 n, 97, 136 n, 139 n, 143 n, 174 n, 176 n, 181 n, 183 n, 184 n, 219 n, 225 n, 239 n, 241, 253 n, 281, 282, 321, 342.
- AGENAIS (pays d') 24, 25, 86 n, 222, 223, 300.
- AIGREFEUILLE, Haute - Garonne, arr. Villefranche, c. Lanta 91, 96 n, 102.
- AIGUESMORTES, Gard, arr. Nîmes 42 n, 67, 72, 103 n, 133 n, 194, 211 n, 226, 236 n, 239 n, 240, 241, 243, 245, 246 n, 250, 266 n.
- AIMARGUES, Gard, arr. Nîmes, c. Vauvert 98 n, 209 n.
- AIX-EN-PROVENCE, Bouches-du-Rhône 61.
- ALBI, Tarn 38 n, 40 n, 44, 53, 72, 81 n, 83 n, 99, 122 n, 124, 139 n, 140 n, 142, 145 n, 151 n, 174 n, 176 n, 181 n, 183 n, 184 n, 198 n, 206 n, 222 n, 321, 342.
- ALES, Gard 29 n, 33 n, 44, 86 n, 90, 94 n, 97 n, 98 n, 103 n, 108 n, 109 n, 148 n, 189 n, 321.
- ALET, Aude, arr. et c. Limoux 44, 81 n, 89, 97 n, 149 n, 174 n, 175 n, 176 n, 177 n, 179 n, 181 n, 182 n, 183 n, 184 n, 185 n, 186 n, 198 n, 202 n, 321, 342.
- AMBRES, Tarn, arr. et c. Lavaur 89.
- ANDUZE, Gard, arr. Alès 44, 90, 97 n, 98 n, 101, 321.
- ANIANE, Hérault, arr. Montpellier 99 n, 100, 107 n, 174 n, 264 n.
- ANNONAY, Ardèche, arr. Tournon 69 n, 75, 92, 101 n, 118 n, 155 n, 171 n, 234, 262.
- APCHIER, Lozère, arr. Marvejols, c. Malzieu, comm. Prunières 33 n, 91, 92, 94 n, 148 n.
- ARAGON 218 n, 231 n, 233 n, 235, 236 n, 249, 312, 340, 341.
- ARAMON, Gard, arr. Nîmes 99 n, 187.
- ARLES, Bouches-du-Rhône 174 n.
- ARPAJON, Lozère, arr. Florac, c. Barre, comm. Saint - Julien - d'Arpaon 86 n, 91.
- ARQUES, Aude, arr. Limoux, c. Couiza 89.
- AUBAIS, Gard, arr. Nîmes, c. Sommières 173 n.
- AUBENAS, Ardèche, arr. Privas 74 n, 101 n.
- AUBIJOUX, Cantal, arr. Murat, c. Marcenat 88 n.
- AUCH, Gers 81, 176 n, 183 n, 186 n.
- AUMELAS, Hérault, arr. Lodève, c. Gignac 244.
- AUMESSAS, Gard, arr. le Vigan, c. Alzon 228 n.
- AUTERIVE, Haute-Garonne, arr. Muret 91.
- AVEJEAN, Gard, arr. Alès, c. Barjac 89 n.
- AVIGNON, Vaucluse 122 n, 142 n, 174 n, 231 n, 232 n, 249 n, 302.
- BAGNOLS, Gard, arr. Uzès 33 n, 45 n, 51 n, 58 n, 97 n, 99, 140 n, 171 n, 188 n, 226, 227 n, 321.
- BARCELONE 120 n 124, 234, 235, 247, 285 n.
- BARJAC, Gard, arr. Alès 99 n.
- BARRE, Lozère, arr. Florac 33 n, 91, 94 n.
- BAYONNE, Basses-Pyrénées 238 n, 334.

- BAZAS, Gironde 83 n.
- BEAUCAIRE, Gard, arr. Nîmes 23, 31, 34, n. 37 n, 67, 84, 97 n, 98 n, 101, 109 n, 120, 130 n, 142 n, 167, 174 n, 177 n, 179 n, 183 n, 188 n, 213 n, 245, 296, 321.
- BEAUMONT, Tarn-et-Garonne, arr. Castelsarrazin 33 n, 99.
- BÉRAT, Haute-Garonne, arr. Muret, c. Rieumes 187.
- BÉZIERS, Hérault 30 n, 31, 32 n, 35, n. 37, 40, 42 n, 43, 45, 46, 47 n, 48, 49, 50, 51, 53 n, 54, 55, 58, 63, 66 n, 67 n, 68 n, 74 n, 76 n, 81 n, 85 n, 86 n, 91, 92, 97, 102, 103, 104 n, 105 n, 107 n, 109 n, 112 n, 120, 127 n, 135 n, 138 n, 140 n, 141, 142 n, 143 n, 145 n, 148 n, 149 n, 151 n, 154 n, 155 n, 175 n, 177 n, 181 n, 183 n, 184 n, 192 n, 194 n, 197, 199, 209 n, 212, 218 n, 220 n, 247 n, 248, 251, 252, 263 n, 264 n, 273 n, 281, 283, 321, 342.
- BIGORRE (Pays de) 24, 25, 238 n.
- BORDEAUX, Gironde 124, 125 n, 221, 222, 223, 224, 237 n, 238 n, 255, 260 n, 334.
- BOULOC, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Fronton 208 n.
- BOURG-SAINT-ANDEOL, Ardèche, arr. Privas 101 n.
- BRION, Ardèche, arr. Tournon, c. et comm. le Cheylard 91, 93.
- BUZET, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Montastruc 38 n, 203 n, 204 n.
- CABRIÈRES, Hérault, arr. Béziers, c. Montagnac 34 n, 49 n, 52 n.
- CAHORS, Lot 86 n, 97.
- CALVISSON, Gard, arr. Nîmes, c. Sommières 90, 94 n, 134 n, 144 n, 148 n.
- CANILLAC, Lozère, arr. Mende, c. La Canourgue 33 n, 91, 92 n, 94 n.
- CAPENDU, Aude, arr. Carcassonne 89, 148 n.
- CAPESTANG, Hérault, arr. Béziers 81 n, 138 n, 211 n.
- CARCASSONNE, Aude 23, 28, 31, 32, 33, 34, 35 n, 37 n, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 52 n, 62 n, 63, 67, 72 n, 75, n, 81 n, 82, 85 n, 88, 93, 97 n, 99, 102 n, 103 n, 105 n, 108 n, 109, 117, 118, 120, 128 n, 131 n, 134 n, 135 n, 138 n, 140 n, 141, 142 n, 143 n, 151 n, 154, 156, 158 n, 159 n, 167, 171 n, 174, 176 n, 179 n, 180 n, 181 n, 182 n, 183 n, 185 n, 190 n, 198 n, 202 n, 206 n, 209 n, 212, 217 n, 218 n, 219 n, 245, 247 n, 248, 251 n, 263 n, 272, 283, 297, 299, 321, 342.
- CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Fronton 91.
- CASTELNAUDARY, Aude 97, 105 n, 175 n, 202 n, 250 n.
- CASTELSARRAZIN, Tarn-et-Garonne 99, 175 n, 321.
- CASTILLE 234 n.
- CASTRES, Tarn 36 n, 40 n, 53, 81 n, 87, 89, 97 n, 99, 128 n, 177 n, 183 n, 184 n, 282, 321, 342.
- CATALOGNE 214, 215, 218 n, 236 n, 239 n, 240, 246, 247, 248 n, 312, 327, 330, 340.
- CAZÈRES, Haute-Garonne, arr. Muret 238 n.
- CÉNARET, Lozère, arr. Marvejols, c. Chanac, comm. Barjac 33 n, 91, 92 n.
- CERDAGNE 247, 321, 327.
- CHALABRE, Aude, arr. Limoux 90.
- CHALENÇON, Haute-Loire, arr. Yssingeaux, c. Bas, comm. Saint-André 33 n, 91, 93, 94 n.
- CHINON, Indre-et-Loire 45, 46, 141 n, 157, 158 n, 213 n, 251, 252, 268 n.
- CINTEGABELLE, Haute-Garonne, arr. Muret 52 n, 54 n.
- CLERMONT, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Castanet 91, 96 n.
- CLERMONT-FERRAND, Puy-de-Dôme 40, 45 n, 49 n, 140 n.
- CLERMONT-L'HÉRAULT, Hérault, arr. Lodève 49 n, 73 n, 87, 94 n, 96 n, 97, 155 n, 175 n, 177 n, 185 n, 220 n, 264 n, 321, 342.
- CLERMONT-SOUBIRA, Lot-et-Garonne, arr. Agen, c. Puymirol 52 n, 54 n.

- COLOGNE, Gers, arr. Lombez 33 n.
 COLLIOURE, Pyrénées-Orientales, arr. Céret 122 n.
 COMBRET, Haute-Loire, arr. Brioude, c. Langeac, comm. Saint-Bérain 93.
 COMMINGES 81 n, 175 n, 178 n, 181 n, 183 n, 185 n, 198 n, 238 n, 321, 342.
 CONDOM, Gers 83 n, 86 n.
 CORDES, Tarn, arr. Gaillac 81 n, 99, 140 n, 142 n, 143 n, 223 n.
 CORNILLON, Loire, arr. Saint-Etienne, c. le Chambon, comm. Saint-Paul 187.
 COUFFOULENS, Tarn, arr. Gaillac, c. Rabastens 89.
 COUSERANS 238 n.
 CRUSSOL, Ardèche, arr. Tournon, c. et comm. Saint-Péray 88, 91.
 EAUNES, Haute-Garonne, arr. et c. Muret 82.
 ESPALY, Haute-Loire, arr. et c. le Puy 42, 85 n, 86 n, 128 n, 192 n, 279 n.
 FENOILLÈDES (pays de) 214, 215 n.
 FIGEAC, Lot 296, 301.
 FLORAC, Lozère 92 n.
 FLORENSAC, Hérault, arr. Béziers 54 n, 87, 88.
 FOREZ (pays de) 124, 187.
 FOURQUEVAUX, Haute-Garonne, arr. Villefranche, c. Montgisard 91 n.
 FRONTIGNAN, Hérault, arr. Montpellier 99 n, 100, 183 n, 221 n.
 GABRIAC, Lozère, arr. Florac, c. Barre 92.
 GAILLAC, Tarn 38, 82, 96 n, 99, 158, 221 n.
 GALLARGUES, Gard, arr. Nîmes, c. Vauvert 188 n.
 GANGES, Hérault, arr. Montpellier 90, 100.
 GANNAT, Allier 62, 63 n, 113 n, 155 n, 158 n, 179, 192, 265 n.
 GENÈVE 250 n.
 GENOLHAC, Gard, arr. Alès 101 n.
 GÉVAUDAN (pays de) 52 n, 57, 59, 60, 62 n, 86 n, 91, 92, 93, 99, 109 n 115, 124, 148 n, 158 n, 160 n, 191 n, 214, 267 n, 322.
 GIGNAC, Hérault, arr. Lodève 97, 103 n, 107 n, 134, 155 n, 175 n, 194 n, 264 n, 321, 342.
 GIMONT Gers, arr. Auch 82, 321.
 GLEON, Aude, arr. Narbonne, c. Durban, comm. Villesèque-de-Corbières 90.
 GOUDET, Haute-Loire, arr. le Puy, c. Monastier 91, 93.
 GRENADE, Haute-Garonne, arr. Toulouse 33 n, 203 n, 204 n.
 GRENOBLE, Isère 249, 339, 340.
 JOYEUSE, Ardèche, arr. Largentière 91, 148 n.
 LA BOISSIÈRE, Hérault, arr. Montpellier, c. Aniane 174 n.
 LAC, Aude, arr. Narbonne, c. et comm. Sigean 211 n.
 LACAUNE, Tarn, arr. Castres 97 n, 321.
 LAGRASSE, Aude, arr. Carcassonne 82, 99.
 LANGON, Gironde 238 n.
 LANNEMEZAN, Hautes-Pyrénées, arr. Bagnères 238 n.
 LANTA, Haute-Garonne, arr. Villefranche 90, 91 n.
 LA PALME, Aude, arr. Narbonne, c. Sigean 90, 211 n.
 LA RÉOLE, Gironde 306.
 LA TOUR, Aude, arr. Narbonne, c. Sigean, comm. Portel 90.
 LAURAGAIS 96 n, 160 n, 225 n, 236 n, 238.
 LAUTREC, Tarn, arr. Castres 87, 88, 89, 90, 97 n, 321.
 LAVAUR, Tarn 52 n, 81 n, 84 n, 99, 103 n, 109 n, 113 n, 114 n, 117, 137 n, 160 n, 164, 177 n, 181 n, 185 n, 198 n, 244, 255, 281, 321, 326, 342.
 LE CAYLAR, Hérault, arr. Lodève 90.

- LE PUY, Haute-Loire 41, 42, 49, 52, 63, 65, 66 n, 74, 81 n, 83, 84, 97 n, 102 n, 104 n, 112 n, 113 n, 124, 127 n, 128 n, 130 n, 133 n, 135 n, 140 n, 141 n, 142 n, 143 n, 145 n, 149 n, 157 n, 164, 175 n, 181 n, 183 n, 184 n, 189 n, 190 n, 203 n, 205 n, 209 n, 210 n, 218 n, 246 n, 257, 262, 266 n, 296, 299, 313, 321, 342.
- LERAN, Ariège, arr. Pamiers, c. Mirepoix 87.
- LESCURE-EN-ALBIGEOIS, Tarn, arr. et c. Albi 90.
- LEUC, Aude, arr. Limoux, c. Couiza, comm. la Serpent 244.
- LIMOUX, Aude 44, 97 n, 149 n, 174 n, 175 n, 321, 342.
- LISLE-SUR-TARN, Tarn, arr. Gaillac 96 n.
- LODÈVE, Hérault 40 n, 42 n, 45 n, 49 n, 50 n, 51 n, 63, 66, n, 81 n, 96 n, 97, 103 n, 105, 106 n, 107 n, 108 n, 109 n, 112 n, 130 n, 133 n, 140 n, 155 n, 175 n, 176 n, 178 n, 181 n, 182 n, 183 n, 185 n, 188 n, 191 n, 264 n, 267 n, 281, 321, 342.
- LOMBEZ, Gers 81, 176 n, 183 n.
- LOUVIERS, Eure 104 n, 113 n, 158 n.
- LUNEL, Hérault, arr. Montpellier 37 n, 99, 100, 107 n, 109, 139 n, 169 n, 183 n.
- LYON, Rhône 38, 46 n, 49, 72, 73 n, 104 n, 141 n, 227 n, 238 n, 240, 241, 242, 243, 245, 247 n, 248 n, 250, 330, 331.
- MAGUELONNE (diocèse de) 37 n, 40 n, 50, 76 n, 81 n, 84, 96 n, 98, 103 n, 108 n, 112 n, 139 n, 164, 171 n, 174 n, 176 n, 181 n, 183 n, 184 n, 185 n, 186 n, 203 n, 207 n, 220 n, 263 n, 281, 342.
- MARCIAC, Gers, arr. Mirande 188 n.
- MARMANDE, Lot-et-Garonne 86 n, 97.
- MARSEILLAN, Hérault, arr. Béziers, c. Agde 110, 183 n.
- MARSEILLE, Bouches-du-Rhône 61, 72, 221 n, 246, 250 n.
- MARSILLARGUES, Hérault, arr. Montpellier, c. Lunel 44, 98 n, 109 n, 144 n, 202, 211 n.
- MARVEJOLS, Lozère 88, 97, 99, 191 n, 321, 342.
- MATELLES (les), Hérault, arr. Montpellier 96 n.
- MAUGUIO, Hérault, arr. Montpellier 98 n, 100, 123 n, 226, 329.
- MAUREILHAN, Hérault, arr. Béziers, c. Capestang 90.
- MAURELMONT, Hte-Garonne, arr. et c. Villefranche 96 n.
- MAZÈRES, Haute-Garonne, arr. Saint-Gaudens, c. Salies-du-Salat 27, 32 n, 42 n, 48, 138 n.
- MEHUN-SUR-YÈVRE, Cher, arr. Bourges 43, 128 n, 141 n, 158 n, 159 n, 192 n.
- MENDE, Lozère 66 n, 81 n, 83, 84 n, 86 n, 92, 97, 116 n, 139 n, 149 n, 160 n, 163 n, 175 n, 177 n, 181 n, 183 n, 184 n, 266 n, 272 n, 321, 333, 342.
- MERINVIELLE, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Léguevin 91 n.
- MÈZE, Hérault, arr. Montpellier 183 n.
- MIREPOIX, Ariège, arr. Pamiers 44, 52 n, 81 n, 87, 94 n, 97 n, 135 n, 145 n, 148 n, 176 n, 177 n, 181 n, 183 n, 184 n, 185 n, 321, 342.
- MIREVAL, Hérault, arr. Montpellier, c. Frontignan 221 n.
- MOISSAC, Tarn-et-Garonne 37 n, 238 n.
- MONESTIÉS, Tarn, arr. Albi 96 n.
- MONS, Haute-Loire, arr. et c. Le Puy, comm. Ours-Mons 93, 94 n, 148 n, 164, 177 n.
- MONTAGNAC, Hérault, arr. Béziers 42 n, 43 n, 44, 56 n, 155 n, 203 n, 249, 250 n.
- MONTAUBAN, Tarn-et-Garonne 55, 81 n, 97, 99, 103 n, 139 n, 159, 174 n, 175 n, 181 n, 183 n, 197 n, 200, 202 n, 218 n, 238 n, 253, 254, 257, 342.
- MONTBRUN, Hérault, arr., c. et comm. Lodève 90.
- MONTCLAR, Aude, arr. Carcassonne, c. Montréal 91, 117, 285.

- MONTECH, Tarn-et-Garonne, arr. Castelsarrazin 99, 175 n.
- MONTÉLIMAR, Drôme 51 n.
- MONTFAUCON, Gard, arr. Uzès, c. Roquemaure 90, 94 n.
- MONTFERRAND (val de), Hérault, arr. Montpellier, c. Les Matelles 96 n, 98 n, 99 n, 100.
- MONTFRIN, Gard, arr. Nîmes, c. Aramon 99 n.
- MONTGISCARD, Haute-Garonne, arr. Villefranche 175 n.
- MONTLAUR, Drôme, arr. Die, c. Luc-en-Diois 91, 177 n.
- MONTOLIEU, arr. Carcassonne, c. Alzonne, 82, 99, 135 n, 148 n.
- MONTOUSSE, Hautes-Pyrénées, arr. Bagnères, c. La Barthe-de-Neste 236 n.
- MONTPELLIER, Hérault *passim*.
- MONTPEZAT, Aude, arr. Narbonne, c. Sigean, comm. Roquefort-des-Corbières 91.
- MONTRÉAL, Aude, arr. Carcassonne 99.
- MONTRÉJEAU, Haute-Garonne, arr. Saint-Gaudens 198 n.
- MONTRODAT, Lozère, arr. et c. Marvejols 86 n, 91.
- MORLAAS, Basses-Pyrénées 238 n.
- MURET, Haute-Garonne 238 n.
- MURLES, Hérault, arr. Montpellier, c. Les Matelles 90.
- MURVIEL, Hérault, arr. Béziers 89.
- NARBONNE, Aude 30 n, 31, 36, 40, 43 n, 44, 46, 47 n, 49 n, 54 n, 72 n, 77, 81 n, 84, 87, 88, 89, 97 n, 103 n, 110, 112, 113, 118 n, 122 n, 123 n, 130 n, 134, 135 n, 138 n, 140 n, 142, 143 n, 145 n, 148 n, 149 n, 151 n, 155 n, 160 n, 172, 174 n, 176 n, 179 n, 183 n, 184 n, 186 n, 188 n, 197 n, 202 n, 207, 209 n, 211 n, 212, 218 n, 219 n, 221 n, 226, 233 n, 239 n, 247 n, 248, 263 n, 270 n, 275, 281, 321, 342.
- NÎMES, Gard 26 n, 27 n, 30 n, 32, 33, 37 n, 41 n, 44, 45, 51 n, 52 n, 62 n, 77, 81 n, 84, 97 n, 98, 101, 103 n, 104 n, 109 n, 118, 119 n, 121 n, 127 n, 130 n, 134 n, 139 n, 142, 143 n, 144 n, 145 n, 146 n, 160 n, 174 n, 175 n, 176 n, 177 n, 179 n, 181 n, 182 n, 183 n, 185 n, 197, 220 n, 234, 258 n, 263 n, 264 n, 267 n, 273 n, 276 n, 321, 322 n, 330, 342.
- NOUEILLES, Haute-Garonne, arr. Villefranche, c. Nailloux, comm. Saint-Léon 91.
- OLONZAC, Hérault, arr. Saint-Pons 48, 49 n.
- ORTHEZ, Basses-Pyrénées 238 n.
- PAMIRS, Ariège 81 n, 82.
- PAULHAC, Haute-Garonne, arr. Toulouse, c. Montastruc 96 n.
- PECCAIS, Gard, arr. Nîmes, c. et comm. Aiguesmortes 215 n.
- PÉRIGORD 24.
- PERPIGNAN, Pyrénées-Orientales 121 n, 248 n, 249 n, 260 n, 339, 341.
- PEYRE, Lozère, arr. Marvejols, c. Aumont, comm. Saint-Sauveur-de-Peyre 33 n, 91, 92, 94 n.
- PEYRIAC-DE-MER, Aude, arr. Narbonne, c. Sigean 211 n.
- PÉZENAS, Hérault, arr. Béziers 30, 34 n, 40 n, 42 n, 44, 46 n, 51, 56 n, 63, 97, 139 n, 140 n, 151 n, 155 n, 156, 174 n, 194 n, 198 n, 226 n, 249, 250 n, 321, 342.
- PLANS, Hérault, arr. et c. Lodève 191 n.
- POITOU 215.
- POLIGNAC, Haute-Loire, arr. et c. Le Puy 33 n, 86 n, 91, 93, 94 n, 148 n.
- PONT-SAINT-ESPRIT, Gard, arr. Uzès 29, 31, 97 n, 99, 183 n, 188 n, 211 n, 212 n, 213 n, 296, 321.
- POUJOLS, Hérault, arr. et c. Lodève 89.
- POUSSAN, Hérault, arr. Montpellier, c. Mèze 100.
- PRADES, Lozère, arr. Florac, c. Sainte-Enimie 124, 187.
- PRIVAS, Ardèche 93, 101 n.

PUECHABON, Hérault, arr. Montpellier, c. Aniane 174 n.
 PUIMISSON, Hérault, arr. Béziers, c. Murviel 89, 177 n.
 PUYCELSI, Tarn, arr. Gaillac, c. Montmirail 188 n.
 PUYCHÉRIC, Aude, arr. Carcassonne, c. Peyriac-Minervois 90.
 PUYCORNET, Tarn - et - Garonne, arr. Montauban, c. Molières 91.
 PUYDANIEL, Haute-Garonne, arr. Muret, c. Auterive 91.

QUARANTE, Hérault, arr. Béziers, c. Capeatang 82.

QUERCY (pays de) 24, 25, 86 n, 215, 222 n, 223, 255, 300, 320.

RABASTENS, Tarn, arr. Gaillac 96 n, 99, 163 n, 206 n, 221 n.

RANDON, Lozère, arr. Mende, c. et comm. Châteauneuf 92 n.

RÉALMONT, Tarn, arr. Albi 120 n, 124, 321.

RIEUX, Haute-Garonne, arr. Muret 81 n, 84, 89 n, 113, 127, 177 n, 183 n, 282, 321, 336, 342.

RIVIÈRE (jagerie de) 186.

ROCHE-EN-RÉGNIER, Haute-Loire, arr. Le Puy, c. Vorey 87, 91.

ROCHEBARON, Haute-Loire, arr. Yssingeaux, c. et comm. Bas 92 n, 93.

ROQUEMAURE, Gard, arr. Uzès 99 n.

ROUAIROUX, Tarn, arr. Castres, c. Saint-Amans-Soult 88 n.

ROUERGUE 24, 86 n, 300, 320.

ROUSSILLON 225, 227 n, 239, 246, 247, 260, 321, 327.

RULHIÈRE, Haute-Loire, arr. Yssingeaux, c. Saint-Didier-la-Seauve 78 n, 124, 187.

SAINT-AMBROIX, Gard, arr. Alès 99 n.

SAINT-ANDRÉ-DE-SANGONIS, Hérault, arr. Lodève, c. Gignac 263 n.

SAINT-ANDRÉ-LÈZ-AVIGNON, Gard, arr. Uzès, c. et comm. Ville-neuve-lèz-Avignon 34 n, 296, 301.

SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES, Haute - Garonne, arr. Saint - Gaudens, c. Barbazan 97.

SAINT-DIDIER-EN-VELAY, Haute-Loire, arr. Yssingeaux 187 n.

SAINT-FÉLIX-DE-CARAMAN, Haute-Garonne, arr. Villefranche, c. Revel 90, 96 n.

SAINT-GENIÈS, Hérault, arr. Béziers, c. Murviel 89.

SAINT-GIRONS, Ariège 81 n.

SAINT-LIZIER, Ariège, arr. Saint-Girons 81 n.

SAINT-MACAIRE, Gironde, arr. La Réole 221.

SAINT-PAPOUL, Aude, arr. et c. Castelnaudary 52 n, 81 n, 84 n, 97, 149 n, 159 n, 174 n, 175 n, 177 n, 181 n, 183 n, 202 n, 282, 321, 342.

SAINT-PONS-DE-THOMIÈRES, Hérault 44, 81 n, 99, 103 n, 176 n, 181 n, 182 n, 183 n, 184 n, 321, 342.

SAINT-POURSAIN, Allier, arr. Gannat 53 n, 108 n.

SAINT-THIBÉRY, Hérault, arr. Béziers, c. Pézenas 226 n.

SAULT (pays de) 214, 215 n.

SAUVE, Gard, arr. Le Vigan 44, 98 n.

SERVIAN, Hérault, arr. Béziers 90.

SIGEAN, Aude, arr. Narbonne 183 n, 211 n, 214 n.

SOMMIÈRES, Gard, arr. Nîmes 33 n, 40, 44, 98 n, 191 n, 211 n, 213 n.

SORÈZE, Tarn, arr. Castres, c. Dourgne 82.

SOUPETS, Aude, arr. et c. Castelnaudary 90.

SULLY-SUR-LOIRE, Loiret, arr. Gien 46, 158, 161 n, 170 n.

TALAIRAN, Aude, arr. Carcassonne, c. Lagrasse 54 n, 89.

TARASCON, Bouches-du-Rhône, arr. Arles 227.

TARBES, Hautes-Pyrénées 238 n.

TERMÈNES (pays de), 214, 215 n.

THÉSAN, Hérault, arr. Béziers, c. Murviel 89.

TONNEINS, Lot-et-Garonne, arr. Marmande 238 n.

- TORNAC, Gard, arr. Alès, c. Anduze 82.
- TOULOUSE, Haute-Garonne *passim*.
- TOURNAY, Hautes-Pyrénées, arr. Tarbes 188 n.
- TOURNEL, Lozère, arr. Mende, c. Le Bleymard, comm. Saint-Julien-de-Tournel 33 n, 91, 92 n.
- TOURNON, Ardèche 78, 88 n, 91, 101 n, 128 n, 129 n, 142, 145 n, 339, 340.
- TRÈBES, Aude, arr. Carcassonne, c. Capendu 99.
- TRIE, Hautes-Pyrénées, arr. Tarbes 188 n.
- TROYES, Aube 250.
- UZÈS, Gard 33 n, 37 n, 44, 54 n, 66 n, 81 n, 84 n, 86 n, 88, 90, 94 n, 97 n, 99, 101 n, 119 n, 127 n, 139 n, 147 n, 149 n, 163 n, 174 n, 176 n, 179 n, 181 n, 182 n, 183 n, 185 n, 187 n, 202 n, 203 n, 220 n, 226, 250 n, 321, 342.
- VALABRÈGUE, Gard, arr. Nîmes, c. Aramon 99 n, 187.
- VALCABRÈRE, Haute-Garonne, arr. Saint-Gaudens, c. Barbazan 188 n.
- VALMAGNE, Hérault, arr. Montpellier, c. Mèze 82.
- VANS (les), Ardèche, arr. Largentière 99 n.
- VAUVERT, Gard, arr. Nîmes 34 n, 88, 90, 94 n, 135 n, 149 n.
- VELAY 34 n, 44 n, 59, 60, 62 n, 91, 93, 116, 130 n, 158 n, 187 n, 197 n, 214, 313, 322.
- VERDUN-SUR-GARONNE, Tarn-et-Garonne, arr. Castelsarrazin 31 n, 33 n, 186, 322 n.
- VÉZENOBRES, Gard, arr. Alès 134 n.
- VIAS, Hérault, arr. Béziers, c. Agde 219 n, 239 n.
- VIENNE, Isère 46 n, 48 n, 49, 50, 86 n, 102 n, 108 n, 140 n, 141 n, 142 n, 233 n, 275.
- VIGAN (Le), Gard 98 n, 101.
- VILLEFORT, Lozère, arr. Mende 101 n.
- VILLEFRANCHE - DE - ROUERGUE, Aveyron 296, 301.
- VILLELONGUE (archidiaconé de) 82.
- VILLEMAGNE, Hérault, arr. Béziers, c. Saint-Gervais 82.
- VILLEMUR, Haute-Garonne, arr. Toulouse 99.
- VILLENEUVE-LÈZ-AVIGNON, Gard, arr. Uzès 49, 138 n.
- VILLENEUVE-DE-BERC, Ardèche, arr. Privas 194.
- VILLENEUVE - LÈZ - MAGUELONNE, Hérault, arr. Montpellier, c. Frontignan 183.
- VILLENEUVE - SUR - VEYRE, Tarn, arr. et c. Albi 96 n.
- VILLEVIEILLE, Gard, arr. Nîmes, c. Sommières 191 n.
- VITERBE, Tarn, arr. Lavaur, c. Saint-Paul 153 n.
- VIVARAIS 34 n, 59, 60, 62 n, 72, 83, 86 n, 91, 92, 93, 99, 101 n, 115, 145 n, 148 n, 158 n, 203 n, 213 n, 214, 267 n, 322.
- VIVIERS, Ardèche, arr. Privas 66 n, 69 n, 81 n, 83, 97 n, 101 n, 112 n, 113 n, 163 n, 175 n, 177 n, 181 n, 184 n, 266 n, 281, 282, 321, 342.

INDEX DES MATIÈRES

- ABOLITION : 60, 65, 104 n, 113 n, 231 n.
 AIDES INDIRECTES : 27, 30, 55-56, 169, 196-200.
 ALUNS : 249 n.
 ASSEMBLÉE DU CLERGÉ : 85.
 ASSEMBLÉES DE SÉNÉCHAUSSEE : 23, 24, 57, 72 n, 138, 146 n, 173 n, 217, 218 n, 220, 335, 336.
 ASSIETTE DIOCÉSAINE : 139, 175-181.
 AUBAINE (droit d') : 271.

 CLERGÉ (représentation) : 81-85.
 COMMISSAIRES PRINCIPAUX D'ASSIETTE : 61, 175, 176, 177.
 COMMISSIONS EXTRAORDINAIRES : 63, 68, 266-273.
 COMMUNES DE LANGUEDOC : 26.
 CONSENTEMENT A L'IMPÔT : 44, 167-168.
 CRUES : 66, 67, 169, 170, 192 n.

 DIOCÈSE CIVIL : 27, 174.
 DRAPERIE : 238, 239 n, 246-249, 331-333, 339, 340.

 ÉLUS SUR LE FAIT DES AIDES : 27, 57 n, 174-175, 197-199, 202 n, 317.
 ÉPICERIE : 240-246.
 ÉPICES : 71, 170, 171.
 ÉQUIVALENT AUX AIDES : 56, 57, 61, 62, 63 n, 65, 169, 196-210, 308-317.
 ESTIME : 66, 172.
 ÉTAT COMMUN : 26.

 ÉTAT COMMUN (représentation) : 94-110.
 ÉTATS GÉNÉRAUX : 24, 25, 40, 45, 46, 72, 73, 74, 171 n.
 EXÉCUTIONS : 193-194.
 EXEMPTIONS D'IMPÔTS : 189, 190, 191 n, 194, 195.

 FOIRES : 72, 242, 243, 249, 250.
 FRAIS GÉNÉRAUX : 71, 72, 73, 171-172.
 FRANCS-ARCHERS : 195 n.
 FRANCS-FIEFS : 68, 75, 77, 271-273, 323-325.
 GABELLE : 26, 210-216.
 GALÉES DE FRANCE : 61, 72, 228, 229.
 GENS D'ARMES : 59.

 IMPOSITION FORAINE : 237-239, 315.

 LAINE : 237, 246.

 MARQUES : 233-235.
 MINES : 228 n.
 MONNAIES : 195, 230-232, 326-327.

 NOBLESSE (représentation) : 85-94.
 NOTAIRES : 264, 269, 277.
 NOUVEAUX DROITS : 63-65.

 OCTROI : 25, 26, 76, 170.
 OLIVIER : 224.

PARLEMENT DE TOULOUSE : 39,
41 n, 45, 51, 55, 56, 57, 59 n,
67, 74 n, 75, 77, 116, 118,
119 n, 120, 121, 125, 126,
127 n, 130 n, 136 n, 148 n,
150, 155 n, 177 n, 182, 189 n,
208, 209, 218, 225 n, 238, 243,
244, 245 n, 247, 248 n, 251-
261, 262, 263, 265, 267, 268,
277, 285 n, 286 n, 327-327.

PÉAGES : 225 n, 236 n.

PETIT SCEL DE MONTPELLIER :
263-266.

PONT DU GARD : 226.

PRAGMATIQUE SANCTION : 52.

PRAGUERIE : 53.

RECEVEUR DIOCÉSAIN : 173 n, 180-
186.

RECEVEUR GÉNÉRAL : 174.

RECEVEUR DE SÉNÉCHAUSSEE :
173.

RÉFORMATION DE LA JUSTICE :
75, 258, 326-327.

REMISES D'IMPÔT : 187 n, 188.

RÉPARATION DES FEUX : 43, 62,
75.

RÉPARTITION ENTRE DIOCÈSES :
172, 173.

SALPÊTRE : 270.

SEL : 36, 37 n.

SERGEANTS : 56 n, 194, 276-277.

SUCRES : 246 n.

TAILLE RÉELLE : 190-191.

TAXES INDIRECTES : 236-239.

TERMES : 191-192.

TRAITE DES BLÉS : 218, 221, 236 n.

TRAVAUX PUBLICS : 225-227.

UNION : 26, 27, 33, 35, 47, 111,
139.

VIN : 221-224, 236 n, 237 n.

CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ
D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
D'ÉDOUARD PRIVAT, MAÎTRE - IMPRIMEUR
14, RUE IDRAC, TOULOUSE, EN JANVIER 1965
— PRINTED IN FRANCE — 374 1-1965 —

